CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen


Actualité parlementaire p. 03-04

Nouvelles lois p. 05-07

Séances publiques n$^{os}$ 40 et 41 p. 07-87

Questions au Gouvernement p. 88-99

## Sommaire

Actualité parlementaire .................. p. 03-04

Nouvelles lois ................................ p. 05-07

Séances ........................................ p. 07-87

40e séance du mercredi 22 mars 2023 p. 07-35

41e séance du jeudi 23 mars 2023 p. 36-87

Questions au Gouvernement ........... p. 88-99

# Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

**Concept et layout :**
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

**Impression :**
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**
07/08/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

6. Treffen deutschsprachiger Parlamentspräsidenten in Ostbelgien

# Politische Bildung im Kampf gegen Fake News

*V. l. n. r.: Martin Candinas (Schweizer Nationalrat), Fernand Etgen (Luxemburger Abgeordnetenkammer), Charles Servaty (Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens), Bärbel Bas (Deutscher Bundestag), Albert Frick (Landtag Liechtenstein), Wolfgang Sobotka (Österreichischer Nationalrat)*

Was können Parlamente im Kampf gegen Desinformation und Fake News tun? Diese Frage stand im Zentrum des Austauschs beim 6. Forum der deutschsprachigen Parlamentspräsidenten, bei der Herr Fernand Etgen mit seinen Amtskollegen der Parlamente Deutschlands, Österreichs, Liechtensteins, der Schweiz und der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens am 17. und 18. Juli 2023 im belgischen Eupen zusammengekommen ist.

„Nur wer die Politik, und damit das Funktionieren einer Demokratie versteht, kann diese leben", erklärte der Luxemburger Parlamentspräsident beim diesjährigen Forum in Eupen. Das Schwerpunktthema des informellen Treffens lautete: „Politische Bildung in den Parlamenten als Instrument zur Bekämpfung von Desinformation und Fake News". „Politische Bildung ist Pflicht für demokratische Akteure wie wir es sind, denn Fake News und Desinformation betreffen vor allem die politische Welt. Wir müssen dieses Phänomen ernstnehmen und verhindern, dass es mit unserer Gesellschaft verwächst", versicherte er weiterhin.

Das luxemburgische Parlament unterhält verschiedenste Initiativen, um dieser Verantwortung gerecht zu werden. Dies geschieht in Zusammenarbeit mit Akteuren wie dem „Zentrum fir politesch Bildung" (ZpB). So nahmen in den ersten sechs Monaten des laufenden Jahres mehr als 450 Kinder und Jugendliche an Workshops aus der Reihe #MengChamber teil. Rund hundert Kinder kamen anlässlich des internationalen Kinderrechtstages mit dem „Zuch vun der Demokratie" ins Parlament, um ihre Wünsche an die Politik mit Abgeordneten zu diskutieren. Regelmäßig finden Sitzungen des Jugendparlaments in der Chamber statt sowie andere Veranstaltungen, die Jugendvertretern im Parlament eine Stimme verleihen und sie an demokratische Prozesse heranführen. In der Chamber werden zudem regelmäßig Besuchergruppen empfangen. Weiterhin strebt das Parlament die Eröffnung eines Besucherzentrums an, erklärte Herr Etgen.

Bewährte Konzepte und Initiativen im Bereich der politischen Bildung auszutauschen und sich noch besser an der Praxis anderer Parlamente zu orientieren, als dies bereits der Fall ist – dies sind gemeinsame Ziele, die sich die sechs Parlamentspräsidenten in Eupen gesetzt haben. Sie strichen ebenfalls die Bedeutung des lebenslangen Lernens und der Förderung von (digitaler) Medienkompetenz hervor und debattierten über die Rolle von sozialen Medien wie Facebook, Twitter, Instagram oder TikTok in der politischen Diskussion sowie die Notwendigkeit, eine breite Debatte über eine mögliche Reglementierung sozialer Medien anzustoßen. Diese Diskussion beruhte unter anderem auf den Erkenntnissen des Medienhistorikers Prof. Andreas Fickers. Der Direktor des Instituts für Zeit- und Digitalgeschichte der Universität Luxemburg (Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History – $C^2DH$), selbst gebürtiger Ostbelgier, nahm als Experte an der Veranstaltung teil.

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Belgien mit Sitz in Eupen richtete die Tagung in diesem Jahr für den belgischen Zentralstaat aus. Das Format dieses Treffens hat der damalige Bundestagspräsident Norbert Lammert 2016 ins Leben gerufen. Zuletzt fand die Tagung 2022 in Vaduz (Liechtenstein) statt; 2024 wird sie in Deutschland veranstaltet werden.

*„Nur wer die Politik, und damit das Funktionieren einer Demokratie versteht, kann diese leben", erklärte Parlamentspräsident Fernand Etgen beim diesjährigen Forum in Eupen.*

30e session annuelle de l'AP-OSCE

# Renforcer la sécurité régionale en favorisant des sociétés démocratiques et inclusives

Des centaines de parlementaires de 56 pays se sont réunis à Vancouver, en Colombie-Britannique, du 30 juin au 4 juillet 2023 pour la 30e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE).

Lors de cette session, outre les rapports couvrant la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, un certain nombre de questions ont été abordées, notamment en lien avec l'intelligence artificielle, la sécurité énergétique, les prisonniers politiques, les migrations, les défis institutionnels de l'OSCE, la sécurité économique et le redressement des économies après la pandémie, l'antisémitisme et les conséquences sexospécifiques des conflits armés, la bonne gouvernance et la pollution par les matières plastiques.

Le Premier Ministre du Canada, M. Justin Trudeau, s'est adressé aux parlementaires dans un message vidéo en soulignant l'importance de transmettre le message à la Fédération de Russie que la force ne fait pas le droit (« might does not make right »). L'AP-OSCE a déclaré à l'unanimité le groupe Wagner en tant qu'organisation terroriste et, en conséquence, la Fédération de Russie en tant qu'État qui finance publiquement des organisations terroristes, en réponse directe à l'aveu du Kremlin concernant le financement du groupe Wagner à hauteur de près d'un milliard de dollars en 2022 uniquement.

Par ailleurs, une nouvelle commission parlementaire a été créée à l'unanimité des États membres afin de coordonner plus efficacement le soutien à l'Ukraine. L'importance de l'OSCE a été soulignée dans la situation de sécurité actuelle et les États membres ont été appelés à soutenir la motion de l'Ukraine visant à créer un tribunal spécial pour enquêter sur les crimes de guerre commis par la Russie en Ukraine. Dans ce

contexte, il est à relever que les délégations parlementaires de Russie et de Biélorussie n'étaient pas présentes, car sanctionnées par le Canada. De ce fait, certaines motions spécifiques ont été adoptées sans controverses.

La conférence s'est achevée par le vote de la déclaration de Vancouver, qui condamne « la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine » en tant que « violation manifeste, brutale et non corrigée des principes d'Helsinki ».

La parlementaire finlandaise, Mme Pia Kauma, a été élue nouvelle Présidente de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

*La Chambre des Députés était représentée par M. Emile Eicher et Mme Lydia Mutsch, membres suppléants de la délégation luxembourgeoise, M. Gusty Graas, Président, et M. Jean-Marie Halsdorf, Vice-Président (de gauche à droite).*

Réunissant 323 parlementaires de toute la région de l'OSCE, y compris l'Europe, l'Asie et l'Amérique du Nord, l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (AP-OSCE) offre un forum pour le dialogue parlementaire, dirige des missions d'observation des élections et renforce la coopération internationale afin de respecter les engagements pris en matière de politique, de sécurité, d'économie, d'environnement et de droits de l'homme.

Elle se réunit quatre fois par an pour discuter et voter des résolutions proposées par trois commissions générales (affaires politiques et sécurité, affaires économiques et environnement, et droits de l'homme et questions humanitaires).

Celles-ci rédigent des résolutions qui sont votées par les commissions, puis par l'assemblée plénière le dernier jour de la session.

La déclaration finale résume les rapports et résolutions des trois commissions et les 16 sujets additionnels proposés par les délégations. Elle peut être consultée en scannant le code QR suivant :

## Entrevue avec l'association Rosa Lëtzebuerg

# « S'engager contre les discriminations ne nuit pas à la neutralité politique de la Chambre »

Bien que l'illumination de la façade de l'Hôtel de la Chambre aux couleurs de la Pride Week n'ait pas été possible cette année en raison de restrictions énergétiques, le Parlement a tenu à exprimer d'une manière différente son soutien à l'engagement contre les discriminations que subissent les personnes LGBTIQ+. C'est ce qui ressort du message que le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a adressé à des membres de l'association Rosa Lëtzebuerg le 6 juillet 2023 au Parlement. M. Etgen a rappelé plusieurs actions qui ont été menées sur les réseaux sociaux, comme celle d'associer le logo de la Chambre des Députés aux couleurs du drapeau LGBTIQ+. Au sujet des critiques que ces actions ont suscitées, le Président de la Chambre a déclaré que la neutralité politique de la Chambre n'était pas ébranlée par une initiative visant à promouvoir le respect des droits des personnes.

### « Nous voulons faire entendre notre voix lorsqu'une loi concerne la communauté LGBTIQ+ »

M. Tom Hecker, Président de Rosa Lëtzebuerg, a salué ces initiatives qui ne sont pas passées inaperçues et qui ont été appréciées. Il a également souligné son inquiétude quant au contexte plus large, qui voit selon lui l'homophobie augmenter. Interrogés au sujet de leurs doléances envers le monde politique, les membres de Rosa Lëtzebuerg ont notamment exprimé leur désir d'une plus grande implication dans le processus législatif lorsqu'une loi peut avoir un impact sur la communauté LGBTIQ+.

Sur les raisons qui expliqueraient l'augmentation des manifestations homophobes et violentes que décrivent les membres de Rosa Lëtzebuerg, ces derniers évoquent plusieurs facteurs. Les réseaux sociaux joueraient un rôle, mais il y aurait aussi un effet d'imitation de tendances hostiles aux minorités existant dans des pays étrangers. Les membres de Rosa Lëtzebuerg se sont dits opposés à la fermeture des canaux de discussion que sont les réseaux sociaux lorsque les échanges se détériorent. En revanche, ils ont prôné une intervention, voire un signalement aux autorités au cas où les propos devraient dégénérer en discours de haine.

*Des membres de l'association Rosa Lëtzebuerg ont été reçus à la Chambre pour un échange de vues au sujet des discriminations que subissent les personnes LGBTIQ+.*

## Réforme de l'arbitrage

**7671 – Projet de loi portant modification de la deuxième partie, livre III, titre Ier, du Nouveau Code de procédure civile, en vue de la réforme de l'arbitrage**

Le projet de loi 7671 a pour objectif de moderniser en profondeur le droit de l'arbitrage, dont l'origine, malgré quelques réformes ponctuelles, remonte à l'ère napoléonienne. L'exposé des motifs fait à juste titre référence au « droit suranné » de l'arbitrage au Luxembourg, malgré l'essor de cette procédure de résolution des litiges, notamment en matière internationale.

La matière se trouve aujourd'hui inscrite dans les articles 1224 à 1251 du Nouveau Code de procédure civile. La pratique a cependant montré un certain nombre de lacunes et d'imperfections du Règlement grand-ducal de 1981 qui méritent qu'on y remédie dans l'intérêt du développement de ce mode alternatif de règlement des conflits.

Une telle démarche s'inscrit par ailleurs dans un mouvement plus vaste au plan mondial où de nombreux États procèdent à la modernisation de leur droit de l'arbitrage.

Le programme gouvernemental 2018-2023 énonce : « Ce mode alternatif de règlement des litiges sera modernisé afin de mettre en avant ses atouts de flexibilité, de rapidité et de confidentialité tout en l'encadrant de garanties appropriées notamment en ce qui concerne le respect de l'ordre public, le droit des parties à l'arbitrage ainsi que le respect des droits de tierces personnes. »

L'arbitrage en tant que mode alternatif de règlement de conflits peut en effet utilement contribuer à décharger les juridictions étatiques de certains contentieux spécifiques.

D'un autre côté, le Luxembourg jouit de certains avantages qui devraient naturellement pouvoir contribuer au développement de l'arbitrage.

La multiculturalité et le plurilinguisme augmentent les facultés des acteurs de la place à s'imprégner d'un point de vue sociologique du contenu des dossiers à ramifications internationales. Cette aisance sociologique est complétée par le travail du juriste luxembourgeois, qui est habitué à se confronter aux droits étrangers et à adopter une méthode comparatiste dans l'application du droit.

Finalement, la situation géographique, la continuité politique et la stabilité de l'environnement normatif peuvent également favoriser le choix des parties en faveur du Luxembourg comme lieu de leur arbitrage.

Le projet de loi n° 7671 redéfinit les bases juridiques de l'arbitrage. Ces bases juridiques doivent consister en un corps de règles cohérentes, connues et reconnues par le monde des affaires pour leur efficacité et acceptées comme répondant aux exigences et contraintes d'une procédure arbitrale utile.

Le texte proposé prend appui sur trois choix fondamentaux.

Le premier choix consiste à prendre appui sur le droit français et la loi-type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international, afin de collecter dans chacun des textes les règles les plus appropriées.

Le deuxième choix est de créer un régime libéral afin de faciliter le recours à l'arbitrage, tout en excluant certains types de litiges dans un souci de protection.

Le troisième choix est celui de rejeter la distinction, pourtant existante en droit français, entre arbitrage interne et arbitrage international.

Sur base de ces choix fondamentaux, c'est en fin de compte essentiellement le régime de l'arbitrage international en droit français qui a servi de modèle de référence pour le détail du texte proposé.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 15/09/2020
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

| | |
|---|---|
| 16/09/2020 | Présentation et examen de l'avant-projet de loi |
| 23/11/2022 | Désignation d'un rapporteur |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| | Adoption d'une série d'amendements parlementaires |
| 08/03/2023 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État |
| 15/03/2023 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 23/03/2023
Loi du 19 avril 2023
Mémorial A : 2023, n° 203, page 1

## Droits et obligations des voyageurs ferroviaires

**7934 – Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) 2021/782 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires**

Le projet de loi entend mettre en œuvre l'article 35 du règlement précité, dont le paragraphe 1er impose notamment aux États membres de déterminer « le régime des sanctions applicables aux violations des dispositions du présent règlement et [de prendre] toutes les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre de ces sanctions. Ces sanctions doivent être effectives, proportionnées et dissuasives ».

Le règlement (UE) 2021/782 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires constitue une refonte du règlement (CE) 1371/2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires. D'après le législateur européen, en dépit des progrès considérables réalisés dans le domaine de la protection des consommateurs dans l'Union européenne, la protection des voyageurs ferroviaires doit encore être améliorée, étant donné que ce dernier est la partie faible du contrat de transport.

La refonte accorde les mêmes droits aux voyageurs ferroviaires qui effectuent des trajets internationaux et intérieurs visant ainsi à élever le niveau de protection des consommateurs dans l'Union européenne et à garantir à la fois des conditions de concurrence équitables pour les entreprises ferroviaires et un niveau uniforme de droits pour les voyageurs. Les voyageurs devraient recevoir les informations les plus précises possibles concernant leurs droits. Étant donné que certains formats de billets ne permettent pas que des informations soient imprimées sur ces billets, il devrait être possible de les fournir par d'autres moyens.

Le présent projet de loi crée d'ailleurs la base légale pour le projet de règlement grand-ducal prémentionné, qui restera donc en suspens jusqu'à l'entrée en vigueur du projet de loi. Le dispositif principal du projet de loi concerne néanmoins le régime des sanctions applicables en cas de violation d'une disposition du règlement (UE) 2021/782. Le projet de loi fixe ainsi une amende administrative variant entre 500 et 4.000 euros et pouvant être doublée en cas de récidive. Ces amendes administratives sont prononcées par le ministre ayant la Protection des consommateurs dans ses attributions.

L'entrée en vigueur du projet de loi est fixée au 7 juin 2023, en cohérence avec la date d'application directe du règlement (UE) 2021/782 précité.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 20/12/2021
Rapportrice : Mme Jessie Thill

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :

| | |
|---|---|
| 20/10/2022 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation et examen du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| | Adoption d'une série d'amendements parlementaires |
| 23/02/2023 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État |
| 16/03/2023 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 22/03/2023
Loi du 19 avril 2023
Mémorial A : 2023, n° 255, page

## Ombudsman

**8038 – Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 22 août 2003 instituant un médiateur**

La proposition de loi vise à remplacer, dans tous les textes de loi et de règlement, la dénomination de « médiateur » par celle d'« Ombudsman », en perspective de l'entrée en vigueur, le 1er juillet 2023, de la loi du 17 janvier 2023 portant révision des chapitres IV et Vbis de la Constitution.

En effet, l'article 83 nouveau de la Constitution dispose :

« Art. 83. L'Ombudsman est nommé par le Grand-Duc sur proposition de la Chambre des Députés, votée à la majorité qualifiée prévue à l'article 71 alinéa 3. Les attributions et les règles de fonctionnement de l'Ombudsman et les relations avec la Chambre des Députés sont déterminées par la loi. »

Etant donné que le mode de nomination de l'Ombudsman est désormais inscrit dans la Constitution, il y a lieu d'abroger le paragraphe 1er de l'article 9 de la loi modifiée du 22 août 2003 instituant un médiateur.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Mme Simone Beissel, M. Léon Gloden, M. Charles Margue et M. Roy Reding, le 29/06/2022
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
14/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de la proposition de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
20/03/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23/03/2023
Loi du 5 avril 2023
Mémorial A : 2023, n° 188, page 1

## Exploitation du service de transport public par chemin de fer

**8058 – Projet de loi relative au financement du contrat de service public pour l'exploitation du service de transport public par chemin de fer**

Le présent projet de loi entend autoriser le Gouvernement d'attribuer directement un contrat de service public pour l'exploitation du service de transport public par chemin de fer, pour la période maximale autorisée de 15 ans. La charge à assumer par l'État au titre de la rémunération de l'adjudicataire pour les prestations du service de transport public par chemin de fer ne peut pas dépasser le montant de 7.145.695.000 € TTC pour la période allant du 1er janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2039. Les dépenses occasionnées selon la présente loi sont imputées sur le crédit inscrit annuellement à la section des transports publics par chemin de fer au budget des dépenses courantes du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics.

Le montant maximal correspond à la valeur 930,37 au 1er avril 2022 de la moyenne semestrielle des indices des prix à la consommation raccordés à la base 100 du 1er janvier 1948 et sera adapté aux variations du coût de la vie.

Le montant total des dépenses relatives à l'exploitation du service de transport public de voyageurs par chemin de fer, pour lequel l'exploitation proprement dite commence au 1er janvier 2025, a été estimé comme suit, dans une projection pluriannuelle :

Ce futur contrat de service public de transport par chemin de fer qui fera l'objet d'une attribution directe en application de l'article 5, paragraphe 4bis, du règlement (CE) n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 précité, sera soumis à une décision préalable prenant la forme d'une décision motivée présentée par l'autorité organisatrice compétente au Conseil de Gouvernement.

C'est seulement une fois la loi de financement votée et le Conseil de Gouvernement entendu en son avis quant à l'adjudicataire retenu pour le contrat de service public par chemin de fer, que ce dernier pourra être signé.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29/07/2022
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Présidente : Mme Chantal Gary) :
02/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
16/03/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/03/2023
Loi du 28 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 171, page 1

## Accord salarial dans la Fonction publique

**8138 – Projet de loi portant mise en œuvre des points 1 et 2 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022 et portant modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État**

Le présent projet de loi a pour objet de mettre en œuvre les points 1 et 2 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022 et de modifier la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

Les modifications portent principalement sur :

– une augmentation d'un pourcentage conséquent de la partie basse du traitement des agents, correspondant à une hausse de 5 % sur les premiers 100 points indiciaires. Cette approche est appliquée à partir du 1er janvier 2023 et pendant 12 mois. À partir du 1er janvier 2024, une autre approche sera appliquée, à savoir une augmentation linéaire de la valeur du point indiciaire de 1,95 % ;

– une indemnité mensuelle qui est prévue pour les volontaires de l'armée pour l'année 2023, puisque leur rémunération n'est actuellement pas liée au point indiciaire tel que prévu par l'article 2, paragraphe 4, de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

La hausse et l'indemnité sont calculées proportionnellement au degré de la tâche des agents. Un agent travaillant à 50 % bénéficiera par exemple d'une hausse de 5 % sur les 50 premiers points indiciaires.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 26/01/2023
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Fonction publique (Président : M. Gusty Graas) :
01/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire
16/03/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/03/2023
Loi du 29 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 190, page 1

## Pratiques et conditions déloyales des « gatekeepers »

**8164 – Projet de loi portant modification de la loi du 30 novembre 2022 relative à la concurrence en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2022 relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique et modifiant les directives (UE) 2019/1937 et (UE) 2020/1828 (règlement sur les marchés numériques) et du règlement (UE) 2022/2560 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur**

Cette future loi met en œuvre deux nouveaux règlements européens :

1) le règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2022 relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique et modifiant les directives (UE) 2019/1937 et (UE) 2020/1828 (règlement sur les marchés numériques ou « Digital Markets Act ») ;

2) le règlement (UE) 2022/2560 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur.

Ces règlements sont obligatoires dans tous leurs éléments et directement applicables dans chaque État membre. Par conséquent, le projet de loi se limite aux seules mesures législatives nécessaires pour que ces dispositions européennes puissent être effectivement appliquées.

Les règlements désignent la Commission européenne comme seule autorité habilitée à contrôler la bonne application des règles. La Commission peut cependant faire appel à l'autorité nationale compétente pour l'assister dans le cadre d'une enquête ou procéder à une inspection sur le territoire de l'État membre concerné.

Il y a donc lieu :

1) de désigner l'autorité nationale luxembourgeoise compétente à coopérer avec la Commission européenne dans le cadre de ces règlements ;

2) de délimiter le champ d'application de cette coopération.

L'autorité nationale retenue est l'Autorité de la concurrence. Ce choix s'explique par l'existence de prérogatives similaires de fournir une telle assistance à la Commission européenne en matière de droit de la concurrence.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 27/02/2023
Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :
16/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
21/03/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23/03/2023
Loi du 29 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 181, page 1

## Loi Covid-19 : nouvelles mesures

**8171 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

Le présent projet de loi vise à apporter des adaptations à la version actuelle de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

Les modifications suivantes sont prévues par le projet de loi :

Abolition du port obligatoire du masque

L'obligation de port du masque dans les endroits prévus par la loi, à savoir les hôpitaux, les structures d'hébergement pour personnes âgées, les centres psycho-gériatriques et les réseaux d'aides et de soins, n'est plus justifiée d'un point de vue sanitaire.

Il reste toutefois recommandé de porter un masque pour se protéger dans certaines circonstances. De ce fait, le projet de loi continue à autoriser le port du masque dans les lieux où la loi pénale réprimerait sinon la dissimulation du visage.

Abolition de l'obligation d'isolement

La mesure la plus incisive en termes d'atteinte à la liberté individuelle, à savoir la mise en isolement en cas de test diagnostique positif au virus Sars-CoV-2, est abolie. De nombreux pays ont déjà supprimé l'isolement des personnes infectées, sans que ceci n'ait eu un effet défavorable sur l'évolution de l'épidémie.

Suppression du traçage systématique et fin du reporting

Depuis la suppression de la mesure de mise en quarantaine, le traçage (contact tracing) n'est plus réalisé de façon systématique. Au vu de la situation épidémiologique, il est également indiqué de supprimer le reporting de la part des établissements hospitaliers, des structures d'hébergement, des réseaux d'aides et de soins et des responsables de voyages organisés par moyen collectif de transport de personnes. La Direction de la santé continuera à suivre le nombre d'infections détectées chaque jour grâce aux tests réalisés par les laboratoires d'analyses médicales, ces données lui étant automatiquement transférées sur base de la loi modifiée du 1er août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 13/03/2023
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
13/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
21/03/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23/03/2023
Loi du 24 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 169, page 1

# 40e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Marc Spautz, Vice-Président

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 08
   M. Fernand Etgen, Président
2. **8138 – Projet de loi portant mise en œuvre des points 1 et 2 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022 et portant modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État** p. 08
   Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Gusty Graas
   Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique
   Vote sur le projet de loi 8138 et dispense du second vote constitutionnel
3. **7934 – Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) 2021/782 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires** p. 11
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Jessie Thill
   Discussion générale : M. Serge Wilmes | M. Max Hahn | M. Carlo Weber | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur le projet de loi 7934 et dispense du second vote constitutionnel
4. **8058 – Projet de loi relative au financement du contrat de service public pour l'exploitation du service de transport public par chemin de fer** p. 12
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary
   Discussion générale : M. Serge Wilmes | M. Max Hahn | M. Carlo Weber | M. Jeff Engelen (dépôt de la motion 1) | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen | Mme Josée Lorsché | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Jeff Engelen (parole après ministre) | M. le Ministre François Bausch
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8058 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : M. Marc Goergen | Mme Martine Hansen | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Mme Myriam Cecchetti (interventions de M. Michel Wolter et M. Sven Clement) | M. Jeff Engelen | M. le Ministre François Bausch | Mme Chantal Gary | M. Jeff Engelen
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
5. **Interpellation de M. Claude Lamberty au sujet des grands projets de réforme de la politique nationale du sport** p. 19
   Exposé : M. Claude Lamberty (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. Georges Mischo | Mme Cécile Hemmen | Mme Chantal Gary | M. Jeff Engelen | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre des Sports | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. le Ministre Georges Engel | Mme Simone Beissel (parole après ministre) | M. le Ministre Georges Engel | M. Marc Hansen (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Georges Engel) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre Georges Engel
   Motion 1 : M. Georges Mischo | M. Claude Lamberty
   Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)


Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Marc Hansen et M. Georges Engel, Ministres.

*(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen,** Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Marc Hansen,** Ministre | Dat ass net de Fall, Här President.

## 2. 8138 – Projet de loi portant mise en œuvre des points 1 et 2 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022 et portant modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

**M. Fernand Etgen,** Président | Mir fänken d'Sitzung vun de Mëtteg u mam Projet de loi 8138 iwwert d'Ëmsetze vum éischten an zweete Punkt vum Accord salarial vun der Fonction publique vum 9. Dezember 2022. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an et hu sech ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de la Fonction publique***

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | Merci, Här President. De leschten 9. Dezember huet de Minister vun der Fonction publique, de Marc Hansen, en Accord salarial mat der representativer Gewerkschaft am ëffentlechen Déngscht, der CGFP, ënnerschriwwen. Dat war natierlech keen einfachen Accord. Et däerf een net vergiessen, datt dat an engem dach net gewinnten ekonomeschen Ëmfeld stattfonnt huet. Ech mengen, mir wëssen awer alleguerten, datt de Moment déi ekonomesch Situatioun, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee och doriwwer eraus ...

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen,** Président | D'Sitzung ass amgaangen.

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | ... och nach um internationalen Niveau. An datt dann awer trotzdeem esou en Accord erauskomm ass, ech mengen, dofir ass och deenen zwou Parteien ze felicitéieren.

Ech wëll awer fir d'éischt emol hei ënnersträichen, de Memberen aus der Kommissioun e ganz grousse Merci auszespriechen, aus deem ganz einfache Grond, well mer e bëssen eng onorthodox Manéier hate vläicht, fir dëse Gesetzesprojet ze diskutéiere respektiv och de Rapport zréckzebehalen. Dowéinst hoffen ech och op Verständnis an ech sinn och iwwerzeegt; dat war an der Kommissioun de Fall. Vu d'Urgence och hu mer eebe missen e bësselche méi schnell schaffen. An duerfir war dat och a relativ kuerzfristegen Delaien. Ech profitéieren dann och vun der Geleeënheet, fir den Dammen Tania Sonnetti an Olivia Welsch e grousse Merci fir hir Flexibilitéit ze soen.

Dëse Projet de loi gouf de 26. Januar vum Minister Marc Hansen deposéiert. Mir haten den 1. Mäerz dunn eng Reunioun vun der Kommissioun, wou dann och de President vun der Kommissioun als Rapporter zréckbehale gouf. An de 16. Mäerz gouf dann och schonn de Rapport hei eestëmmeg ugeholl.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hat hiren Avis den 3. Februar eraginn. Den éischten Avis krute mer vum Conseil d'État den 28. Februar. An den Avis complémentaire vun der héijer Kierperschaft koum dunn de 14. Mäerz.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ëm wat geet et dann elo an dësem Projet de loi? Ech wëll fir d'éischt emol hei ënnersträichen, datt eng dach grouss Neierung dran ass am Fong geholl, een Element, dat et nach ni an engem Accord salarial mat der Fonction publique ginn ass, an zwar eng 5 % eg Erhéijung op deenen éischten honnert Punkte vu sengem Gehalt. Dat kann een also soen: Dat ass eng horizontal Approche, dat ass e Montant global, deen am Fong geholl da fir jiddwereen dee selwechten ass.

Déi Mesür gëllt da réckwierkend op den 1. Januar, leeft fir ee Joer, leeft also Enn Dezember dëst Joer aus. Dat mécht de Moment 106 Euro aus nom Indexstand vun haut. Dir wësst jo awer, datt den Index den 1. Abrëll wäert änneren, an da klëmmt dat op 111 Euro.

Ech wëll dat och un engem Beispill vläicht illustréieren, dann ass dat e bësselche méi liicht ze verstoen: Wann een eng Pai hëlt vun 300 Punkten – dat sinn de Moment 6.360 Euro –, da mécht dat bei 5 % op deenen éischten 100 Punkten, wéi gesot, 106 Euro aus. Dat ass 1,67 % méi dee Moment an der Pai. Wa mer dann awer e Gehalt huele mat 500 Punkten – dat sinn de Moment 10.600 Euro de Mount –, do mécht awer d'Augmentatioun, déi 5 % op den éischten 100 Punkten, um Gesamtgehalt da just 1 % aus.

Dës Indemnitéit gëtt och proportional zu der Tâche d'occupation verrechent. Dat heescht also: E Beamten, deen nëmme 50 % schafft, dee kritt selbstverständlech och nëmmen op deenen éischte 50 Punkten déi 5 % guttgeschriwwen. Och hei ginn ech Iech e Beispill: Wa mer e Fonctionnaire huelen, deen de Moment 410 Punkte verdéngt, da mécht dat aktuell 106 Euro aus. Beim Employé – Dir wësst jo, datt déi en anere Punktwäert hunn, deen ass e bësse méi niddreg –, dee läit da bei 100,35 Euro. Wa se natierlech nëmme 50 % schaffen, da kréie se selbstverständlech déi 5 % nëmmen op Basis vun den 205 Punkten, wat 53 Euro dee Moment ausmécht. A béide Fäll ass awer d'Erhéijung déi selwecht an zwar 1,22 % vun der Pai.

De Staatsrot hat awer do eng Opposition formelle gemaach. Hie war nämlech der Meenung, datt an deem Kontext Deelzäitaarbecht, datt do eng Insécurité juridique wier am Artikel 1, Alinea 2. Dowéinst hu mer eis an der Kommissioun natierlech domadder auserneegesat a mir hunn dem Conseil d'État dunn och zousätzlech schrëftlech Erklärunge ginn.

A fir och ze soen, datt am Fong, wat d'Deelzäitaarbecht ubelaangt, déi Leit, déi aus gesondheetleche Grënn Deelzäitaarbecht maachen, respektiv awer och déi, déi duerch eng Decisioun vun der Commission mixte op Basis vum Artikel L. 552-1 vum Code du travail och deelzäit schaffen, datt déi awer net an där Form betraff sinn, dat muss een och hei vläicht erklären. Dat heescht, a Consideratioun gëtt den Degré d'occupation geholl vun deem Dag un, wou se am Fong geholl sech zréckstufe gelooss hunn. Dat kléngt vläicht e bësselche komplizéiert, mee et ass awer ganz logesch nozevollzéien.

Déi Oppositioun konnt du vum Conseil d'État allerdéngs opgehuewe ginn, well mer eeben déi néideg Erklärunge ginn hunn. Am Ganze komme plus ou moins 300 Leit a Fro, fir, wéi gesot, vun där Dispositioun ze profitéieren.

Da war nach eng aner Interpretatiounsdivergenz mam Conseil d'État, wat déi Erhéijung vun deene 5 % do ubelaangt, an zwar, wat e méiglechen Impakt op d'Pensiounen ubelaangt.

Ech mengen, do muss een awer direkt emol hei ënnersträichen, datt et zwee Regimmer gëtt, fir d'Pensioune beim Staat ze verrechnen. Mir hunn engersäits de Régime spécial transitoire a mir hunn anerersäits de Régime spécial. Beim Régime spécial transitoire, do gëtt d'Pensioun op Basis vun de Punkten, déi een um Enn vu senger Karriär hat, berechent. Par konter bei deem zweete Regimm ass et e Régime spécial. Do ass et am Fong déi Masse salariale, déi een abezuelt huet, déi derfir ausschlaggeebend ass, fir d'Pensioun ze berechnen.

De Conseil d'État war dunn der Meenung, datt dat en Impakt op d'Pensiounen hätt. Dat ass allerdéngs net de Fall, well, ech wëll dat nach eng Kéier hei ënnersträichen: Déi 5 %-Erhéijung bedeit net eng Verännerung vum Punktwäert. Op dee kommen ech herno nach eng Kéier kuerz ze schwätzen. An dowéinst entsteet eebe keng Differenz an der Pensioun zwëschent deene Beamten, déi an dem spezialen Iwwergangsregimm sinn an déi am Laf vun dësem Joer an d'Pensioun ginn, respektiv deenen, déi nom 1. Januar, also nom 31. Dezember dëst Joer, an d'Pensioun ginn.

Och do hu mer dann als Kommissioun dem Staatsrot Erklärunge ginn. An e konnt sech och domadder zefridde ginn, wéi mer dat konnten an hirem Avis complémentaire vum 14. Mäerz feststellen.

Da wëll ech awer op den Artikel 2 hikommen. An zwar wësst Der oder wësst Der vläicht net, datt deene Fräiwëllegen an der Arméi hiert Gehalt net liéiert ass un de Punktwäert beim Staat. Dat heescht, déi kréien u sech eng Indemnitéit. An och do huet d'Regierung dann awer am Fong geholl mat der CGFP eng gutt Léisung fonnt, andeems dann, wéi gesot, elo hei e fixe Montant berechent gëtt, an zwar nom Index vun 877,01 op den éischten honnert Punkten.

Dat mécht u sech 2.000 Euro aus. Mee vu datt awer d'Pai bei de Volontairen an der Arméi just bei 1.887,21 Euro läit, besteet also eng kleng Differenz bei der Attributioun vun deem Montant. Dee läit also liicht drënner, ënnert deene 5 %, déi d'Staatsbeamte respektiv och d'Employéë kréien. Do hu mer als Referenz, wéi gesot, dat sinn 11,4449165 Euro op den Indexstand vum 1. Januar 1948. Insgesamt, wéi gesot, läit dat awer liicht drënner.

Dann den Artikel 3: Do geet et ëm d'Ëmsetze vum Accord salarial. Et ass evident, datt d'Punkten 1 an 2 réckwierkend op den 1. Januar wäerten a Kraaft trieden. An dann trëtt natierlech nach en anert wichtegt Element vun dësem Accord salarial awer eréischt den 1. Januar 2024 a Kraaft. Do geet et ëm eng lineär Erhéijung vum Punktwäert. An zwar mécht dat eng Augmentatioun insgesamt vun 1,95 % aus. Deen neie Punktwäert wäert also 21,6136597 Euro respektiv 20,4660676 Euro sinn. An dat wäert och am Budget 72 Milliounen d'nächst Joer ausmaachen.

Déi éischt Moossnam vun deene 5 % mécht iwwregens am Budget 45 Milliounen aus.

Voilà, dat war am Fong geholl schonn alles, wat ech zu deem Projet elo hei ze soen hunn. Ech hoffen, datt et net ze vill komplizéiert war, datt vu menge bescheidene Kenntnisser dat Wichtegst awer eriwwerkomm ass. Ech géif Iech och dowéinst bieden, deem Projet de loi hei zouzestëmmen. An ech wäert natierlech och am Numm vu menger Fraktioun, der DP, den Accord bréngen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools dem Här Rapporter Gusty Graas.

An éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären ...

**Plusieurs voix** | Mikro!

*(Interruptions diverses)*

**Une voix** | En ass un!

*(Interruptions)*

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Voilà, da fänke mer nach eng Kéier un.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virop wéilt ech dem Här Gusty Graas villmools Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Et ass wouer, dass et e bëssen eng dréche Matière ass, an een, deen net an där Matière do dran ass, huet sech ganz, ganz séier verlaf. Mee den Här Graas bréngt et ëmmer erëm fäerdeg, fir et liicht verständlech eriwwerzebréngen.

Als CSV begréisse mir den Accord salarial, dee mir haut de Mëtteg stëmme wäerten. Mir begréissen deen och ausdrécklech. Mir erlaben eis och, drun ze erënneren, dass bei de leschten zwee Accord-salariallen an der Fonction publique keng strukturell Punktwäerterhéijung komm ass. Den 18. Juni 2018 war d'Ofschafe vun der 80-80-90-Reegelung e grousst Theema. An dat Eenzegt, wat d'Staatsbeamten do alleguerte kritt hunn, dat war eng Erhéijung vun der Allocation de repas vun 144 op 204 Euro.

De 4. Mäerz 2021, also beim viregte Gehälteraccord, do gouf et och erëm eng Kéier keng strukturell Punktwäerterhéjung fir d'Staatsbeamten, mee do ass sech méi op d'Aarbechtskonditioune vun de Staatsbeamte konzentréiert ginn an do ass et dann eeben och ëm den Teletravail gaang respektiv d'Harmoniséierunge vun de Karriären C an D.

Jo, an haut si mer dann elo endlech um Punkt ukomm, wou mer dann eng Punktwäerterhéijung fir d'Staatsbeamte stëmmen. Dat ass eppes, wat mir begréissen, well mer einfach soen, dass d'Staatsbeamten an deene leschte Joren immens vill geschafft hunn, coronabedéngt hu se och ganz vill geschafft. Si hunn aus Solidaritéit mat deenen anere Secteuren an der Vergaangenheet drop verzicht, mee och fir d'Staatsbeamte ginn d'Liewenskäschten ëmmer méi deier.

Ech denken do un d'Energiekäschten, d'Liewensmëttelkäschten, d'Wunne gëtt méi deier, och d'Zënsen op de Prête ginn erop. A wann een da bedenkt, dass och de Mindestloun reegelméisseg erhéicht gëtt, ass et fir eis nëmmen normal, dass de Mëtteg d'Staatsbeamten och eppes Klenges bäikréien. An duerfir ginn ech de Mëtteg den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Madamm Adehm. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Villmools merci, Här President. Et wäert Iech och elo net verwonneren, wann ech Iech soen, dass och d'LSAP wäert deem Accord hei zoustëmmen an de Projet de loi wäert matdroen. Ech soen dem Rapporter, dem Gusty Graas, villmools Merci fir säi ganz detailléierten an ausféierleche Rapport.

Ech mengen, dass mer der Regierung, dem zoustännege Minister kënne felicitéieren, dass en hei, fannen ech, e räsonabelen Accord fonnt huet, och séier en Accord fonnt huet mat der Gewerkschaft vun de Staatsbeamten.

Ech hunn en och elo grad nach eng Kéier gefrot: Dat selwecht, wat mer haut stëmmen, wäert och applikabel sinn zum selwechte Moment fir d'Gemengebeamten. Dat ass och eng gutt Noriicht.

Dofir, mir kënnen deem heiten absolutt zoustëmmen. A mir wäerten eise Vott nach mat zwee Wënsch verknäppen. Deen éischte Wonsch, dat ass, dass de Rescht vun de Punkten, déi am Accord salarial festgehale sinn, déi mer haut nach net ëmsetzen, awer relativ séier kënnen ëmgesat ginn. Mir wäerten op alle Fall alles dofir maachen. An deen zweete Wonsch, mengen ech, deen drécke mer hei ëmmer aus, dat ass, dass esou en Accord, deen an der Fonction publique fonnt gëtt, och hoffentlech Repercussioune wäert hunn am Privatsecteur an dass sech dorun inspiréiert gëtt, dass d'Leit och am Privatsecteur sollen anstänneg remuneréiert gi fir déi Aarbecht, déi se leeschten.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Cruchten. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Ech wéilt och am Numm vun der grénger Fraktioun de Verhandlungspartner fir hir Kompromëssbereetschaft, awer och fir hiert Verhandlungsgeschéck felicitéieren, well dat a rekordverdächteger Zäit, kann ee soen, derzou gefouert huet, datt ëmmerhin iwwer 33.000 Ugestallter an der Fonction publique an de ganze Gemengesecteur kuerzfristeg a réckwierkend op den 1. Januar 2023 vum Accord kënne profitéieren.

Ech hu mer d'Zuelen ugekuckt: Aleng an der Education schaffe mëttlerweil iwwer 16.000 Leit. An der Administration générale sinn et der iwwer 11.000. Et kënnt nach de Gemengesecteur derbäi, wou ech elo keng Zuele fonnt hunn, déi mech awer natierlech och géifen interesséieren. Dofir meng Fro, ob Dir vläicht iwwer esou Zuele verfüügt. Wéi gesot, a menger Recherche sinn ech net fündeg ginn.

Vu dass déi Berechnunge relativ komplex waren a souguer dem Staatsrot Kappzerbrieches gemaach hunn, ginn ech guer net drop an, wéilt awer de Beamte vum Ministère e grousse Merci ausdrécke fir déi kompetent Erklärungen, déi mer kruten, an natierlech och dem Rapporter Gusty Graas fir deen explizitte Rapport, deen en och elo mëndlech wéi schrëftlech virbruecht huet.

Wat ervirzehiewen ass an dësem Accord, ass fir eis virun allem, dass en eng Première duerstellt an der Geschicht vun de Gehälteraccorden an der Fonction publique. Et ass esouzesoen e Paradigmewiessel doduerch, dass en esou definéiert ass, dass eng sozial Gewiichtung erakënnt. Souwäit ech weess, gouf et dat an der Vergaangenheet nach ni. Mir hunn hei fir ee Joer eng Gewiichtung op den ënneschten Akommesklassen, wat a Krisenzäiten an eisen Aen immens sënnvoll ass. An déi sozial Gewiichtung soll och an Zukunft eng Roll spillen, wa mer eis an esou Zäite befanne wéi deenen, déi mer elo kennen, och dat ass vum Rapporter ënnerstrach ginn.

Wat awer dann nach derbäikënnt, wat wichteg ass, dat sot och den Yves Cruchten virdrun: Mir sinn hei bei zwee Punkten! Den Här Marc Hansen, de Minister, sot mer, e wär gutt ënnerwee, fir déi nächst Punkten dann och an e Gesetz afléissen ze loossen. Dat nächst schéngt da gläich deposéiert ze ginn. Duerfir géife mer eis freeën, och doriwwer e puer Informatiounen ze kréien. Wéi gesot besteet de gesamten Accord net just aus dësen zwee Punkten, mee am Ganzen aus eelef Punkten, wat der jo net wéineg sinn!

Wat dann déi Diskussiounen ubelaangt, déi an der Lescht gelaf sinn, do ass et eis als Gréng wichteg ze ënnersträichen, dass den ëffentlechen a private Secteur sech net géigesäiteg bekämpfe sollen an dass Neiddebatte verhënnert solle ginn. Dat läit eis um Häerz. Mir sinn der Meenung, dass béid Secteuren hir total Berechtegung hunn. Si sinn net matenee vergläichbar, mee et steet fest, dass mer béides brauchen. A mir brauchen och Personal, dat motivéiert ass. Mir brauche Personal, dat fir seng Aarbecht unerkannt gëtt an dann och adequat bezuelt gëtt.

Dat gesot ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun an hoffen natierlech, dass d'Harmoniséierung vun den ënneschte Karriären an der Fonction publique dann och eng Kéier wäert zum Enn kommen. Ech mengen, dat gëtt e bësse méi quokeleg, quitte dass dat hei schonn net einfach war, mee d'Harmoniséierung vun den ënneschte Karriären, ech mengen, dat gëtt nach e Meilesteen ze goen. Dofir bonne Chance, Här Minister!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Lorsché.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | An dann ass et elo um honorabelen Här Fred Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Fir unzefänke wëll ech och dem Rapporter, dem Här Graas, villmools Merci soe fir dee gudde Rapport. Ech mengen, mir hunn an der Kommissioun och oft erlieft, dass et effektiv eng zimmlech dréche Matière an och eng extreem kompliziéiert Matière ass, déi ganz Rechenaufgaben. Ech weess net, ob jiddwereen et verstanen huet, et ass kompliziéiert. An ech mengen, dat Resultat, wat elo awer erauskomm ass, dat ass eng gutt Saach.

Et war och e bëssen iwwerraschend, dass dat komm ass. Dat huet eis, mengen ech, zimmlech alleguerten iwwerrascht, well an där Zäit virdrun huet et dach awer ëmmer esou ausgesinn, wéi wann d'Regierung net wéilt op dee Wee goen. Et ass elo geschitt an dat begréisse mir natierlech als ADR och ganz staark, dass dat elo geschitt ass. An dat ass och wuelverdéngt, d'autant plus well jo awer och d'Staatsbeamten an de leschte Verhandlungen oft, soen ech elo mol, net de Maximum gefuerdert hunn a sech zréckgehalen hunn.

Zum Schluss wëll ech awer och nach soen, dass et hei am Land Staatsbeamte gëtt, an et ass gutt, dass mer déi ënnerstëtzen, mir sollten awer och net alleguerten déi Leit vergiessen, déi am Privatsecteur schaffen, a wou ganz vill Leit schaffen, déi fir wéineg Geld ganz vill schaffen, Geld, wat oft mol net duergeet fir, ech soe mol, anstänneg ze liewen. An d'Zil muss et am Fong sinn, dass et och an anere Secteuren, grad bei deene Léin, déi un de Mindestloun erukommen, Gehältererhéijungen an nächster Zäit wäert ginn. Voilà.

Den Accord vun der ADR. Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Keup. An d'Wuert geet weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci, Här President. Als Alleréischt emol e grousse Merci dem Rapporter fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Mir begréissen natierlech dëse Projet de loi a mir ginn och als déi Lénk eisen Accord dozou, well et si jo déi éischt zwee Punkte vum Accord salarial, déi tëscht der CGFP an der Regierung hei ëmgesat ginn.

Eiser Meenung no gehéieren zu engem gutt funktionéierenden ëffentlechen Déngscht Leit, déi eng uerdentlech Pai kréien, an dee soll och esou organiséiert sinn, datt en tipptopp ofleeft, well schliisslech si si jo am Déngscht vun all eise Bierger/innen hei aus dem Land.

Grad an der aktueller ekonomescher Situatioun, ech mengen, dat ass och scho gesot ginn, an där d'Präisser fir d'Energie, fir d'Liewensmëttel a fir d'Logementer esou an d'Luucht gaange sinn, kënnt dat heiten de Leit zupass a mir si frou, datt dat och esou séier konnt ëmgesat ginn.

Här President, mir wëllen awer och drun erënneren, datt generell muss weider iwwert d'Salairë geschwat ginn, datt een net nëmmen de Secteur public, mee och den ëffentleche Secteur (veuillez lire: mee och de private Secteur) muss am A behalen an datt ee sech net dierf ee géint deen aneren ausspille loossen, well d'Opwäertunge vun de Salairë mussen och am Private virugedriwwe ginn. Si sinn immens wichteg, fir datt jiddweree kann uerdentlech liewen. An et dierf dobäi dann net op den ëffentlechen Déngscht geklappt ginn, wéi dat oft vu Patronatssäit awer gemaach gëtt.

Also nach eng Kéier: Mir begréissen dat hei. A weider esou an déi do Richtung! Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Cecchetti. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Och mir wäerten den Accord esou matdroen. Mee ech wëll awer nach e puer Punkten opgräifen, déi wuel am Accord waren, déi zimmlech interessant waren a vläicht haut awer nach net erwäänt gi sinn.

De Staat muss gutt fonctionéieren, dozou sti mir Piraten och. An et ass och ganz kloer, dass, wann de Staat gutt Gehälter bezilt, een op där anerer Säit d'Gesamtekonomie och erëm dréien deet. Deementspriechend sinn déi 5 % ganz gutt.

Et dierf een awer bei där ganzer Diskussioun net vergiessen, dass et och vill d'Staatsbeamte sinn, déi drënner gelidden hunn, wéi d'lescht Joer den Index net ausbezuelt ginn ass. Dat sinn net déi, déi kompenséiert gi sinn, mee dat sinn déi, déi den Index do verluer hunn an deen och ni méi wäerten erëmkréien. Dat war einfach eng Mesür, déi d'Regierung geholl huet, déi grad déi Beamten, déi elo gelueft gi sinn, getraff huet.

E ganz interessante Punkt an deem Accord ass de Punkt 8, wou et ëm d'gewerkschaftlech Fräiheete geet. Do steet am Accord, dass ee sech mam Minister wäert treffen, fir iwwert déi Fräiheeten, déi eng Gewerkschaft huet, ze diskutéieren.

An do ass da meng Fro un de Minister: Gouf et da schonn esou en Treffen? Well et war jo an der rezenter Vergaangenheet esou, virun allem bei der Police, datt de Minister vun der Police sech hei an der Chamber dernieft beholl huet, sech ni entschëllegt huet an an d'gewerkschaftlech Fräiheeten agegraff huet. Gouf et dann esou Gespréicher? Koum dann an deem Accord salarial, wou dat festgehale ginn ass, eppes derbäi eraus? Well d'CGFP schreift dat jo net fir näischt. An d'Regierung huet och net fir näischt akzeptéiert, fir dat esou ze ënnerschreiwen. Do ass da meng Fro: Koum et dann zu deene Gespréicher? A wann net, wéini wäerten déi da stattfannen?

Well fir eis Piraten ass et ganz wichteg, dass dat, wat do bei der Police geschitt ass, net méi wäert stattfannen. An et ass och wichteg gewiescht, dass eng CGFP der Police do de Réck gestäipt huet.

D'Punkten, déi ginn elo gehéicht an 2024 fale se dann erëm op dat Normaalt zréck an do gëtt et dann 1,95 %. Mee do ass et awer esou, dass et ka sinn, wann een dat herno netto ausrechent, dass an der D3, D2 an esou weider déi Leit ouni den Index, dee se natierlech verdéngt hunn an deen derbäikënnt dëst Joer, kënne manner hunn, wéi virdru beim Accord eigentlech erauskomm ass. Dat heescht, déi op deenen ënneschte Stufen, déi ginn elo dëst Joer gutt kompenséiert, wouzou mer stinn. Mee et kann awer sinn, dass se 2024 dann netto ënnert dee Montant falen. Et kënne 40 Euro de Mount sinn, wéi mer ausgerechent hunn. Mee ass dann do net dru geduecht ginn, fir vläicht do eng Kompensatioun anzeféieren, dass déi Leit net herno manner hunn 2024, wéi se elo 2023 wäerten hunn?

Mir wäerten eis Zoustëmmung derzou ginn, mee mir maachen awer och nach eng Kéier drop opmierksam, dass et nach vill aner Punkte gëtt, déi mer an der Fonction publique kënne verbesseren. Huele mer do zum Beispill d'Chargé-de-coursen, déi leider an der Educatioun ëmmer erëm mat anere CDDen ofgefäerdegt ginn. Ech mengen, de Staat ass deen Eenzegen am ganze Land, dee ka méi wéi zwee CDDen ausstellen. Si maachen dat ëmmer ganz kreativ. Et ass dann en neien Titel, dann däerf en neien CDD ausgestallt ginn. An déi Leit kréien och keen Iessensgeld.

Et sinn nach vill Punkten, déi ee kéint verhandelen an engem Accord. Dat heiten ass elo e gudden, mee och an Zukunft musse mer, fir eng staark Fonction publique, awer nach gewësse Punkte matverhandelen an nach eng Kéier nobesseren, och am Sënn vun der CGFP.

Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister zoustänneg fir d'Fonction publique, den Här Marc Hansen.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique | Här President, léif Deputéiert, ech si frou, wann ech Äre Rieden nolauschteren, dass et e breeden Accord gëtt zu deem Accord salarial. Ech wëll fir d'éischt awer dem Rapporter, dem Gusty Graas, villmools Merci soen, well dat erspuert mer, fir an dee méi technesche Detail ze goe vun alleguerten deene Punkten hei, well et ass awer eng relativ komplex Matière.

Den Accord salarial ass deemools, also den 9. Dezember, effektiv no intensive kuerze Verhandlungen op en Enn komm. An engem Accord ass et eeben esou, dass Verhandlunge vun deem engen oder aneren anescht gefouert ginn. An deen heite Kontext, dee war dës Kéier net esou evident. Mir ware mattendran an där Kris, déi mer alleguerten erlieft hunn, an deene ville Krisen. Et gouf virdrun Accord-salariallen, dat ass ernimmt ginn, wou keng Erhéijungen dra waren, mee och dat ass allkéiers am Accord mat dem Sozialpartner genee esou geschitt. An dat ass, mengen ech, dat, wat wichteg ass: dass den Dialogue social och bei dem Staat funktionéiert. An dat huet och dës Kéier geklappt.

Den Accord salarial huet eelef Punkten. Dat war elo e Sujet, deen op där enger oder anerer Plaz opgetaucht ass. Ech hunn dee bewosst ausenanergesplit an a verschidde Gesetzer gegoss, fir séier virunzekommen. De Rapporter, de Gusty Graas, huet et hei ernimmt, et si verschidde Mesüren dran, déi réckwierkend op den 1. Januar sinn an déi eebe grad an där Kris, wou mer dra sinn, de Leit an och de Beamten, den Agente vum Staat, sollen entgéintkommen. An dofir och dat Ausenanerplécke vun deem Accord salarial, fir e puer Texter ze maachen.

Déi éischt zwee Punkten, déi hu mer haut zum Vott, dat sinn déi, déi elo beschriwwe goufen. D'Punkten 3, 4 an 11 sinn an deem nächste Gesetzesprojet, deen ass schonn hei bei Iech an der Chamber deposéiert ginn an zwar de 27. Februar, dee läit schonn am Haus hei vir. Ech hu gesinn dëser Deeg, dass den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires och dozou komm ass. An ech mengen, wa mer da gradesou séier virukommen, da kënne mer och an der zoustänneger Kommissioun heiriwwer diskutéieren.

Déi Punkten 3, 4 an 11, déi an deem nächsten Text sinn, ëm wat geet et dee Moment? Ma do geet et ëm d'Augmentatioun vu fënnef Punkte bei de Majoration-d'échelonen. Da wäert de Pourcentage vun de PARPen, de Postes à responsabilités, déi also déi Augmentatioun do och kënne kréien, op 30 Punkten eropgesat ginn. An da gëtt et och eppes fir d'BTSen, also een Diplom, deen och zu Lëtzebuerg ausgestallt ginn ass a wou Der hei eng Kéier eng Petitioun och hat an der Chamber a wou ech dee Moment de Petitionnairë gesot hunn, ech géif se empfänken. Ech hunn dat och an dësen Accord salarial afléisse gelooss. Déi kréien an deenen éischte fënnef Joer 10 Punkten, wa se esou een hunn a wann dat bei d'Aarbecht passt, an da vum sechste Joer u 15 Punkte bäi. An dat zielt dann och fir de Meeschterbréif an der Karriär B1. Déi Punkten 3, 4 an 11 allegueurte sinn et, déi am Text sinn.

Da gëtt et an dem Accord – fir Iech ze soen, wou mer soss dru sinn –, nach d'Punkten, dass de Bewäertungssystem ofgeschaaft gëtt, och retroaktiv op den 1. Januar vun dësem Joer. Wéi geet et domadder virun? Ma den 1. Juli, an dat steet och am Accord dran, presentéieren ech der CGFP spéitstens en Text, deen dat Ofschafen dee Moment och reegelt, fir dass si dat dann och eng Kéier kucken, fir dass et an dem Geescht ass vun deem, wat mer ofgemaach hunn. Dat ass jo och nach ee vun deene grousse Punkte gewiescht aus dem Text.

An dann hu mer, an dat ass ernimmt ginn, e puer Aarbechtsgruppen institutéiert. Dat sinn der, fir iwwert den Droit disciplinaire ze schwätzen a fir iwwert d'Liberté syndicale ze diskutéieren. An am Laf vum Joer 2023 ginn déi Gruppen agesat. D'Fro ass gestallt ginn, ob ech scho mat hinnen iwwert d'Liberté syndicale diskutéiert hunn. Ech hunn hinnen direkt eng Kéier, wéi se an hirer Publikatioun, déi se erausginn hunn, eng Kéier doriwwer geschwat hunn, och schonn e Bréif geschriwwen, wou ech gesot hunn: „Ma dann nennt mer déi Problemer, déi et och reell an där oder an där Administratioun gëtt!" An ech hunn eeben dofir an dem Accord salarial festgehalen, dass mer doriwwer schwätzen. Dat kënnt also nach alles am Laf vun 2023 op eis duer.

Dann ass nach ee Punkt, deen eréischt op den 1. Januar 2024 ëmgesat gëtt, wou mer nach am Joer dru schaffen, soudass mer awer elo och scho mat deenen heiten Haaptpunkten e grousse Wee gemaach hunn, wa mer déi da gestëmmt hunn, déi eeben an deem Accord salarial stinn.

Vläicht nach déi eng oder aner Reflexioun mat derbäi, wat net onwichteg ass, well Der déi Froen och gestallt hutt: Fir d'Gemengebeamten zielt dat heiten natierlech och. Et zielt fir allegueurten déi, déi mat Punkte bezuelt ginn, well mir hunn et extra esou geschriwwen, dass fir allegueurten déi, déi mat Punkte bezuelt ginn an déi eng Referenz op de Point indiciaire maachen, dat sech direkt duerchschléit. Dat ass also net nëmme bei de Gemengebeamten hannendrun de Fall, mee och bei deene vun der CFL an all deenen, wou et Punkte gëtt. Dat heescht, dat muss dee Moment vun Äre Leit, well jo vill Buergermeeschteren a Schäffen heibanne sëtzen oder Conseilleren,

natierlech och dee Moment esou gemaach ginn, wann d'Gesetz a Kraaft ass.

Wéi vill sinn dat der am Gemengesecteur? Dat war och eng vun de Froen. Souwäit ech weess: ronn 4.700 Fonctionnairen, 1.800 Employéen an am Ganzen, mat de Salariéen, sinn an deem Secteur 15.000 Leit, déi hei nach mat hannendrustinn an dem Gemengesecteur. Dat sinn elo déi Zuelen, déi mer do zesummegedroen hunn.

Wat geschitt dann elo an deenen nächste Wochen, wann dat heiten haut esou gestëmmt gëtt, wéi ech dat da spieren? Abee, vu dass et retroaktiv ass op den 1. Januar, wäert elo nach net Enn Mäerz – do gëtt jo d'Pai vum Abrëll ausbezuelt, do konnt dat heiten natierlech nach net berücksichtegt ginn –, mee Enn Abrëll, mat der Pai vum Mee, retroaktiv dat ausbezuelt ginn, wat opsteet, mat deene verschiddenen Indexen, déi entretemps erfall sinn, deen am Februar an dann dee vum éischten Abrëll. Dat bedeit, datt et net méi nëmmen 106 Euro si fir Fonctionnairen, mee 111,37 beim Fonctionnaire a bei den Employéen a Salariéë sinn et der 105,45. Dat heescht, dass et réckwierkend am Abrëll 546,04 fir de Fonctionnaire gëtt a fir den Employé 517 Euro an déi ginn da mat der Pai vum Mee, déi Enn Abrëll bezuelt gëtt, de Leit dann op de Kont iwwerwisen.

Iwwert d'ganzt Joer gekuckt ass dat heiten e Montant vun 1.325 Euro bei de Fonctionnairen a vun 1.255 Euro bei den Employéen. An ech mengen, dat war jo och d'Äntwert op déi Kris, déi mer hunn, dass den Employeur Staat eeben och an der Kris seng Responsabilitéit iwwerhëlt an och deene Leit hëlleft. An dat Neit am Sozialdialog ass jo, dass an deem heite Joer et just 5 % op deenen éischte Punkte gëtt, wat jo da verhënnert, dass et riichtduerch bis op déi iewescht Paien dat dote gëtt. An trotzdeem hu mer awer dann och eppes gemaach fir alleguerten d'Fonctionnairen, déi, esou wéi dat hei ernimmt ginn ass, eng gutt Aarbecht, net nëmmen an der Pandemie, gemaach hunn, mee wou ech och frou sinn, dass mer déi beim Staat a bei de Gemenge schaffen hunn.

Vläicht ee Wuert zu deem, wat gesot gëtt, dass, wann d'nächst Joer jo déi lineär Hausse vun 1,95 % kënnt, dann do e puer Leit géife verléieren, Dir sot 40 Euro: Dat sinn éischtens Brutto-Montanten an dann ass dat nëmme bei engem Grappvoll Leit, wou dat de Fall ass. Bei deene meeschte Leit läit dat an de Paragë vun 10 Euro brutto, wat jo guer net därmoosse vill ass, wann een dann déi netto Approche eebe kuckt.

An dozou wëll ech Iech just erklären: Déi Joren, wou d'Chamber mol eng Kéier eng Primm gestëmmt huet, wann an deem Joer, wou et eng Primm gouf, ee 40.000 Euro verdéngt huet an da krut en dat Joer vun der Primm dann 1.000 Euro Primm, dann huet en dat Joer 41.000 Euro verdéngt, dat Joer drop huet en dann erëm 40.000 Euro verdéngt. Dat ass also guer näischt Neies, wat d'Chamber hei stëmmt, mee et ass genee dat, wat schonn x-mol bei Primme geschitt ass, dass d'Leit, wann et eng extra Mesür gouf, dee Moment dat Joer drop erëm manner verdénge wéi dann, wann et zum Beispill eng Primm gouf.

An da wëll ech och soen: Et ass am Accord mat der Gewerkschaft, wou dat heiten ënnerschriwwe ginn ass, dat ass souguer ugeschwat ginn. An dat ass en Accord zwëschent der Regierung an der CGFP, fir dat ze maachen, soudass een dat och eng Kéier kann op dëser Plaz op déi doten Aart a Weis duerstellen. An ech mengen, dat ass jo och dat, wat zielt.

An déi Montanten, déi elo grad iwwerwise ginn, déi hëllefe jo dann och, fir de Leit entgéintzekommen, an d'nächst Joer geet et dann 1,95 % an d'Luucht.

Dir wësst, dass dat heiten dëst Joer, vu dass et fir ee Joer ass, just fir 45 Millioune Euro ass. Da komme se d'nächst Joer natierlech strukturell mat derbäi, dat sinn dann 1,95 %, am Joer 2024 sinn dat da ronn 74 Millioune Euro. An da kommen natierlech nach déi aner Mesüre mat derbäi, dat sinn déi Texter, déi eréischt deposéiert ginn oder schonn deposéiert goufen. Do gëtt et natierlech och nach e Montant. Mee mir sinn awer, wat d'Fiche ugeet, a mat deem, wat ech annoncéiert hunn, wéi mer den Accord ënnerschriwwen hunn, nobäi bei deene Montanten, déi mer do ausgerechent haten, déi eeben och an den nächste Joren de Leit zeguttkommen.

Ech wëll soen, dass den Employeur Staat e wichtege Rôle huet vis-à-vis vu senge Leit, dass vill Leit och op dat kucken, wat mir zesummen aushandelen, an dass ech definitiv frou sinn, datt mer dat d'lescht Joer scho konnten an engem awer relativ rouege Kontext verhandelen, mat dem Sozialpartner, an dass mer do och ënnert dem Stréch als Staat anzwousch erauskommen, well mer awer och eng Virbildfonctioun hunn, fir dat ze maachen. Dat ass heimadder garantéiert ginn. Dat ass zu engem Moment och garantéiert ginn, wou mer nach a méi rouege Gewässer waren.

A vu dass ech jo och hei spieren, dass 60 Leit dat wäerte stëmmen, si jo d'Deputéiert sech hirer Responsabilitéit och bewosst an och der Meenung, dass dat equilibréiert, räsonabel a responsabel war zu deem Moment, wat de Staat fir seng Leit mécht, fir dass den ëffentlechen Déngscht och an Zukunft nach ka gutt fonctionéieren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Fonction-publiques-Minister Marc Hansen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8138. Den Text steet am Document parlementaire 8138[5].

***Vote sur le projet de loi 8138 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

## 3. 7934 – Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) 2021/782 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires

Deen nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 7934 iwwert de Schutz vun den Eisebunnspassagéier. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert kritt elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Jessie Thill.

***Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics***

**Mme Jessie Thill** (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Mam virleiende Gesetzesprojet 7934 schafe mir d'modifizéiert Gesetz vum 10. September 2012 zur Festleeung vun de Saktiounsreegele bei Verstéiss géint d'Dispositioune vum EU-Reglement 1371/2007 zu de Rechter a Flichte vun den Zuchreesenden of an ersetzen et duerch nei Dispositiounen.

Et geet ëm déi néideg Gesetzesupassung, fir Lëtzebuerg mat engem neien EU-Gesetzeskader am Schinneberäich konform ze setzen, deen ab dem 7. Juni dëst Joer wäert gëllen. Deen Dag trëtt nämlech dat neit EU-Reglement 2021/782 zu de Rechter a Flichte vun den Zuchpassagéier a Kraaft an ersetzt dat grad erwäänten EU-Reglement vun 2007 zum selwechte Sujet.

Dir wësst all heibannen, datt EU-Reglementer am Ënnerscheed zu EU-Direktiven net mussen an déi national Gesetzgeebung transposéiert ginn, mee direkt applikabel sinn. Datt mer elo trotzdeem e Gesetzesprojet hei virleien hunn, läit éischtens dorunner, datt mer eis besteeënd Lëtzebuerger Gesetzgeebung an dësem Beräich mussen duerch nei konform Dispositiounen ersetzen, an zweetens musse mer Prezisioune ginn, déi net direkt vum EU-Niveau virgi sinn, wéi zum Beispill d'Héicht vun de Strofen. D'EU-Reglement obligéiert nämlech d'Memberstaaten zwar, fir Sanktiounen zu Verstéiss géint Dispositioune vum EU-Reglement anzeféieren, mee et defineiert awer net, wéi eng genee oder wéi héich eventuell Geldstrofe solle sinn. Dat maache mer deemno mat dësem Gesetzesprojet. An ettlech aner Detailer zum EU-Reglement gi per Règlement grand-ducal festgeluecht.

Insgesamt geet et bei den neien EU-Reegelen drëms, fir d'Rechter vun den Zuchreesenden ze schützen an d'Qualitéit an d'Effizienz vun de Servicer am Beräich vum Schinnepersounentransport ze verbesseren a fir derzou bäizedroen, den Undeel vum Schinneverkéier am Verglach zu anere Verkéiersmëttelen ze erhéijen.

Beim virleiende Projet de loi geet et awer virun allem drëms, fir den Artikel 35 aus dem europäesche Reglement ëmzesetzen, wou et am éischte Paragraf dorëms geet, datt d'Memberstaaten e Régime des sanctions applicables zu de Violatioune vun den Dispositiounen an dësem Reglement an déi néideg Mesüren huelen, fir d'Ëmsetzung vun dëse Sanktiounen ze gewärleeschten. Dës Sanktioune musse laut EU-Virgaben effektiv, proportionéiert an dissuasiv sinn.

Den europäesche Gesetzgeeber ass der Usiicht, datt de Schutz vun den Zuchreesenden an Terme vum Verbraucherschutz muss verbessert ginn, well de Reesenden aktuell déi däitlech méi schwaach Partei

ass am Contrat de transport. Et geet also drëms, de Verbraucherschutzniveau an der EU unzehiewen a souwuel déi selwecht Wettbewerbsbedéngunge fir Eisebunnsentreprisen wéi och den eenheetlechen Niveau vun de Rechter fir d'Passagéier ze gewärleeschten. D'Zuchreesend sollen och méiglechst genau Informatiounen iwwer hir Rechter kréien.

Ëm wéi eng Rechter a Flichten handelt et sech hei konkreet? Dat sinn déi, dass d'Passagéier effikass geschützt sinn an de Schinneverkéier besser promouvéiert gëtt. Et sinn an dësem Reglement Virschrëfte fir de Schinneverkéier festgeluecht, déi zum Beispill Follgendes betreffen: d'Netdiskriminéierung tëschent Passagéier a puncto Beförderungskonditiounen, Vente an Tariffer vun Ticketen, d'Haftung vun den Eisebunnsentreprisen inklusiv enger Versécherungsflicht par rapport zu de Passagéier an hirem Gepäck, d'Rechter vun de Passagéier bei engem Accident mat Impakt op d'Passagéier oder hiert Gepäck, d'Rechter vun de Passagéier bei Stéierung, bei Ausfall oder Verspéidung, d'Ugi vu prezise Mindestinformatiounen, déi dem Passagéier musse fréi genuch an engem barriärefräie Format ugi ginn, an d'Netdiskriminéierung vun Hëlefsleeschtunge fir Persoune mat Behënnerung a Persoune mat ageschränkter Mobilitéit.

Vill Dispositiounen aus dem EU-Reglement betreffen allerdéngs Rechter, déi am lëtzebuergesche Kontext net immens pertinent sinn, well mir reng national jo éischtens keng Zich hunn, wou een obligatoresch muss reservéieren, an zweetens eisen Zuchtransport souwéi dee ganze Rescht vum ëffentlechen Transport gratis ass. Et ass zum Beispill bei der EU-Virgab de Fall, datt d'Passagéier bei Verspéidung vun ab enger Stonn mindestens 25 % vum Ticketspräis als Entschiedegung zegutt hunn.

Doriwwer eraus definéiert d'EU-Reglement aus Flexibilitéitsgrënn eng Rëtsch Derogatiounsméiglechkeeten zu eenzelnen Artikelen an Obligatiounen. Lëtzebuerg profitéiert hei vun enger vun dësen Derogatiounen, wat de gesamten Inlandstransport ugeet, soudatt déi mat dem EU-Reglement a mat dësem Gesetzesprojet verbonnen Ännerungen haaptsächlech fir d'international Verbindunge wéi zum Beispill am TGV gëllen.

Zu den Avisen: Et sinn e puer Avisen erakomm, wou verschiddener gläichzäiteg och op de Règlement grand-ducal agaange sinn. De Staatsrot hat zwou Opposition-formellë gemaach wéinst enger vager Formuléierung a well d'europäescht Reglement net ganz komplett ëmgesat gouf. Dëse konnt awer an Amendementer Rechnung gedroe ginn, soudass dës Opposition-formellë konnten opgehuewe ginn.

D'Chambre des Salariés widderhëlt an hirem Avis, wéi se dat och schonn an anere gemaach huet, datt den Zuchtransport ze vill liberaliséiert gëtt, an notzt d'Geleeënheet vun dësem Projet an engems fir ze soen, datt se sech an all Zuch en Agent d'accompagnement wënschen, fir d'Sécherheet ze verbesseren.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics werft an hirem Avis eng Rei Froen op wéi änner anerem d'Fro, wéi eng Autoritéit chargéiert ass mat der Constatatioun an Instruktioun vun den Infraktiounen.

D'Chambre de Commerce hat an hirem Avis keng speziell Commentairen.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun bleift ze soen: Dëse Projet de loi gouf den 20. Dezember 2021 vum Minister Bausch deposéiert. Dunn tëschent Januar a Mäerz 2022 sinn d'Avise vun de Chambres professionnelles erakomm an de Staatsrot hat säin éischten Avis den 22. Juli 2022 eraginn. An du koum en Avis complémentaire den 13. Dezember 2022 opgrond vun de parlamentareschen Amendementer vum 24. Oktober 2022.

An der Kommissiounssitzung vum 20. Oktober 2022 gouf ech selwer Rapportrice vun dësem Projet de loi genannt an den 13. Mäerz 2023 konnt mäi schrëftleche Rapport no der Analys vum Avis complémentaire vum Staatsrot e puer Woche virdrun ugeholl ginn.

Fir de Rescht vum Detail verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Madamm Rapportrice Jessie Thill.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes.

***Discussion générale***

**M. Serge Wilmes** (CSV) | Merci villmools, Här President, merci, Madamm Thill, fir de Rapport. E war ganz komplett, soudatt mer net mussen nach méi dozou soe wéi eisen Accord ze ginn an Iech Merci ze soen.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Wilmes. An d'Wuert geet un den honorabelen Här Max Hahn.

**M. Max Hahn** (DP) | Merci, Här President. Ech gesinn dat eigentlech genau d'selwecht wéi de Kolleeg Serge Wilmes. Dofir bleift mir just nach, der Rapportrice villmools Merci ze soe fir hir zwee ganz gutt Rapporten. An ech géif dann heimat och den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

**Une voix |** Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Hahn. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Carlo Weber.

**M. Carlo Weber** (LSAP) | Merci. Ech gesinn dat natierlech och esou a ginn e grousse Merci un d'Jessie Thill, d'Rapportrice, fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport a ginn den Accord vun der LSAP. Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Weber. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Jo. Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir unzefänken der Madamm Jessie Thill en häerzleche Merci soe fir de Rapport. Et ass alles gesot. Et ass deem näischt méi bäizefügen. An ech ginn den Accord vun der ADR zu dësem Projet. Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Engelen. A lo ass et un der Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Här President, als Alleréischt emol e grousse Merci der Rapportrice fir de Rapport. Vu datt mir nëmmen Observateur sinn, hunn ech ganz gutt missen nolauschteren, well mer net ëmmer an de Kommissioune kënne sinn, well oft zäitgläich aner Kommissioune sinn. Mee hei geet et jo och wierklech drëm, de Konsumenten hir Rechter ze schützen iwwer en EU-Reglement, wat awer wierklech op eng Privatiséierung vum Zuchverkéier zougeschnidden ass. An dofir verstinn ech och, datt mir do net all déi Punkte konnten iwwerhuelen oder hu mussen iwwerhuelen. Mir hunn der am Endeffekt jo da just aacht vu 54 iwwerholl. An ech denken, datt do jo och gutt gekuckt ginn ass, vu datt jo och wéinst dem Staatsrot Amendementer hu misse gemaach ginn, datt wierklech gutt gekuckt ginn ass, wat fir eng bei eis gepasst hunn, soudatt mir vun eiser Partei hei natierlech och den Accord ginn.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci. Mir ginn och eisen Accord.

*(Hilarité)*

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, merci, Här President, der Madamm Thill merci fir dee gudde Rapport. A merci der Chamber fir d'Zoustëmmung.

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7934. Den Text steet am Document parlementaire 7934[7].

***Vote sur le projet de loi 7934 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer och elo direkt de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass bei 59 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Francine Closener (par M. Dan Biancalana), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

## 4. 8058 – Projet de loi relative au financement du contrat de service public pour l'exploitation du service de transport public par chemin de fer

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun haut hu mer de Projet de loi 8058 iwwert d'Finanzéierung vun engem ëffentlechen Déngschtleeschtungskontrakt fir d'Exploitatioun vum ëffentlechen Transport vun der Eisebunn. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert kritt elo direkt d'Madamm

Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics***

**Mme Chantal Gary** (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, beim Projet de loi 8058 geet et ëm e Finanzéierungsgesetz, fir de Service public vun den CFL am Schinnentransport fir déi nächst 15 Joer ze assuréieren. Oder fir et juristesch méi korrekt auszedrécken: Et geet ëm e Finanzéierungsgesetz, dat et der Regierung erlaabt, eng Finanzronn vu ronn 7,15 Milliarden Euro toutes taxes comprises iwwer maximal 15 Joer kënnen am Kader vun enger direkter Attributioun vum neie Contrat de service public fir den ëffentleche Schinnentransport auszeginn.

An dës Attribution directe duerch d'Regierung wäert de maximale Spillraum vu 15 Joer och ausnotzen an de Service-publics-Kontrakt nees fir weider 15 Joer un d'CFL verginn, dat heescht bis Enn 2039.

D'Käschten, déi de Staat iwwert d'Remuneratioun vum Optraghueler fir d'Versuergung vum ëffentlechen Transportservice per Schinn iwwerhëlt, däerf also de Montant vu 7.145.695.000 Euro inklusiv TVA fir d'Period vum 1. Januar 2025 bis den 31. Dezember 2039 net iwwerschreiden.

Dëse Montant entsprécht dem Präisindex vum 1. Abrëll 2022 a wäert, wéi bei Finanzéierungsgesetzer üblech, periodesch un d'Evolutioun vum Coût de vie ugepasst ginn.

De Montant vu ronn 7,15 Milliarden Euro mécht dëse Projet de loi iwwregens zum deierste Finanzéierungsgesetz, dat d'Chamber bis elo jee virleien hat.

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Très bien!

**Mme Chantal Gary** (déi gréng), rapportrice | Et ass eng grouss Chance fir onsen historeschen Eisebunnsoperateur, datt d'Regierung iwwerhaapt nach d'Méiglechkeet huet, dëse Service-publics-Kontrakt kënnen iwwer eng direkt Attributioun an net iwwert d'EU-wäit Ausschreiwung ze verginn.

Am Kader vun der leschter Lëtzebuerger EU-Presidence konnt den aktuellen Transportminister nämlech eng Ausnam a puncto Liberalisatioun fir eist Land a säi klengen Zuchreseau aushandelen. Dat war am Kader vum véierte Paquet ferroviaire.

Dank dësem Verhandlungssuccès op EU-Niveau muss Lëtzebuerg säin ëffentlechen Zuchtransport deemno net europawäit ausschreiwen, wou dann och vill méi grouss Firme wéi zum Beispill d'Deutsche Bahn oder d'SNCF hätte kënne matmaachen a sech eventuell déi bescht Strecke vun eisem Netz kënnen erauspicken an d'CFL da just nach de Rescht hätt kënne fueren. Dës Ausnam erlaabt eis et deemno elo, d'Exploitatioun vun eisem nationalen Zuchreseau weiderhin homogeen an der Hand vun der CFL ze behalen. A mat dem aktuelle Gesetzesprojet séchere mir, wéi schonns ufanks gesot, als Chamber d'finanziell Rumm fir dës Attributioun.

Dës Ausnam zur genereller EU-Liberalisatioun war immens wichteg, well se huet mat sech bruecht, datt mer d'CFL als Betrib ofséchere konnten, en plus datt mer virun allem hiert Personal net nëmme schütze konnten, mee et elo och nach exzellent Zukunftsperspektive gebuede kritt. Ëmmerhin ass d'CFL jo, dank den héijen Investissementer an d'Modernisatioun an dem Ausbau vum Schinnentransport ofgesi vun der Fonction publique zanter Ufank 2022 de gréissten Employeur hei am Land.

Wichteg ze betounen ass dann nach ofschléissend, datt déi nei Finanzrumm net just eng einfach lineär Weiderschreiwung iwwer 15 Joer vun den aktuelle Käschten am Staatsbudget ass, mee wuessend Passagéierzuelen an zousätzleche Service matagerechent goufen, fir de weideren Ausbau vum ëffentleche Schinnentransport ze berécksichtegen.

Mir stëmmen also haut mam Projet de loi 8058 e ganz wichtegt Gesetz. An heimat ginn ech och den Accord vun der gréng Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Madamm Rapportrice Chantal Gary.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Serge Wilmes** (CSV) | Ma merci villmools, Här President. Merci der Rapportrice fir hire gudde Rapport. Mir deelen och hir Aschätzung, datt et e wichtege Projet ass, well all Euro, deen an eng Verbesserung vun eisem Zuchreseau an och vun der Exploitatioun vum Zuchservice investéiert gëtt, ass e gudden Euro an e wichtegen Investissement. Well et ass a bleift esou: Den Zuch, speziell am Verbond mam Tram, mam Bus, ass d'Réckgrat vum ëffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg an ass och a soll nach vill méi, virun allem an deenen Investitiounen, déi gemaach ginn, eng reell Alternativ sinn zu der individualer Mobilitéit! Wéi gesot, am beschte Fall.

Mee bis dohinner ass natierlech awer nach e gewëssene Wee ze goen. Mir wëssen, datt nach net iwwerall d'Offer esou ass, wéi se sollt sinn. Wéi gesot, dat ass elo net eng pauschal Kritick un der Regierung. Dës Regierung huet an der Kontinuitéit vun der Regierung vu virdru voll d'Investitioun an den ëffentlechen Transport gemaach, se souzesoen nach eng Kéier en plus gesteigert. Do spille vill Elementer dran, déi net ëmmer an der Hand vun der Regierung sinn. Mee an awer, et bleift e gewëssene Sputt no uewen.

Den aktuellen Transportminister huet et ëmmer richteg gesot, wéi d'Diskussioun war, ob Aféiere vum gratis Transport, jo oder neen, datt dat u sech net d'Diskussioun ass an net dee wichtegste Krittär, mee datt ganz aner Krittäre vill méi determinant si wéi zum Beispill d'Punktualitéit, wéi zum Beispill, datt de Confort do ass, wéi datt gutt Ubindunge sinn an datt et och e sécheren ëffentlechen Transport ass. En huet do zu Recht ëmmer op dat Land an Europa a souguer an der Welt verwisen, wat déi beschte Qualitéit do unzebidden huet, dat ass d'Schwäiz, wou weiderhin en net gratis ëffentlechen Transport besteet, mee wou awer vill méi Leit den ëffentlechen Transport benotzen, well en déi dote Krittären alleguerten erfëllt.

Bon, dann ass déi aktuell Regierungskoalitioun higaangen an huet awer de gratis ëffentlechen Transport agefouert, wat, mengen ech, jo och bei de Leit ugeholl gëtt. Vill Leit benotzen en, souguer nach méi Leit wéi virdrun. Mee wa mer en awer nach gäre méi performant hunn a virun allem als Alternativ gäre wëllen ausbauen zu méi oder besser gesot manner individuellem Verkéier, mussen hei nach verschidde Saache verbessert ginn.

Dofir hätte mer eis jo och gewënscht, a mir wënschen eis och weiderhin, datt u sech och an all Zuch soll Begleedungspersonal derbäi sinn, wat op d'mannst do ass fir d'Leit, wann eppes ass, dat se kënnen uschwätzen, einfach déi Proximitéit, datt een do ass, op deen ee sech ka stäipen, un deen ee sech ka wennen, wann eng Kéier e Problem sollt entstoen, well dat ass awer eppes, wat ëmmer erëm virkënnt leider Gottes.

An d'Punktualitéit, nach eng Kéier: Mir wëssen, datt mir an engem klenge Land sinn, wou mer e Schinnereseau hunn, deen natierlech verbonnen ass mat deenen anere Schinnereseauen, wou déi ganz Interoperabilitéit wichteg ass a schwéier ass. Dat ass net evident. Mir kréie ganz vill Zich eran aus Frankräich, aus der Belsch, manner zum Deel aus Däitschland. An déi droen natierlech och derzou bäi, datt ee vläicht déi Punktualitéit net ëmmer esou ka garantéieren, wéi se misst sinn. Mir wëssen, datt dru geschafft gëtt. Mee et ass awer mat den A an O. Mir leien aktuell bei engem Taux, dee kënnt vun 2022, dee war bei 90,5 %, en ass souguer liicht erofgaangë par rapport zu 2021. Do waren 92,1 % Punktualitéit.

Mir missten et fäerdegbréngen, deen Taux eropzesetzen, well, wéi gesot, wann et punktuell ass ..., mat all deene Contrainten, déi, wéi et heescht, do bestinn, däers si mer eis bewosst, den Defien, déi een do muss huelen, mee et muss awer trotzdeem en Zil sinn, datt jo, och wann et net explizitt am Gesetzestext steet, awer implizitt ass – et ass am Exposé des motifs als Krittär mat dra vun dësem Projet de loi hei –, datt d'Punktualitéit ee vun den ausschlaggeebende Krittären ass, déi wierklech mussen assuréiert ginn.

An dann eng Situatioun, déi mer zudéifst bedaueren – Dir bedauert se jo mat, ech mengen, Dir sidd jo och net direkt do derfir responsabel –, ass awer déi aktuell Situatioun am Norde vum Land op der Nordstreck, wou ëmmer erëm duerch déi Situatioun, déi mer hunn, den Tunnel, deen zesummegebrach ass, oder onstabill Fielsen, natierlech mussen Zich ausfalen, länger Zäit dann déi Streck gespaart ass a wou awer eis Matbierger am Norden, déi jo schonn elo net grad déi esou gutt Ubindung hunn, wéi se se am Rescht vum Land och hunn, da mussen erëm op den Auto ëmklammen, well fir déi meescht ass dann awer de Bus keng Alternativ, well se nach vill méi laang mam Bus dann hei an d'Stad ënnerwee sinn wéi mat hirem eegenen Auto.

Dat ass natierlech ze verhënneren, esou Situatiounen, an Zukunft, an Investitioune wäerte jo weider gemaach ginn, da maacht, datt och wierklech am ganze Land eng gutt Offer ass an datt am ganze Land d'Leit och kënnen als Alternativ dann den Zuch ugebuede kréien, fir op d'mannst op hir Aarbechtsplaz ze kommen. Dat gëllt och fir eis Matbierger aus dem Norden, fir déi mer eis immens als Partei asetzen, natierlech och eis Norddeputéiert speziell, mee mir insgesamt.

An dann en anere Punkt, dee bedauerlech ass, och wann, wéi gesot, probéiert ginn ass, eng Alternativ ze fannen, fir ze verhënneren, dass dat nächst Joer grad zur Zäit vun den Olympesche Spiller keen TGV wäert op Paräis fueren. Mir wëssen, datt d'CFL versicht huet, dee Projet esou ze plangen, datt et hätt kënne méiglech sinn. Dat ass net méiglech gewiescht. Et ass awer ze bedaueren, well eebe grad dann, wärend där Zäit, der vill, déi da wëllen awer op Paräis goen – et ass vläicht eng eemoleg Geleeënheet, fir esou no Olympesch Spiller kënnen ze erliewen –, dann erëm riskéieren, op den Auto mussen ëmzeklammen. Mam Fliger weess ech net, ob der vill wäerten dohinnerfléien. Mee et ass ze bedaueren, och wann et versicht ginn ass.

An dat gesot, soe mer awer nach eng Kéier: Mir ënnerstëtze voll a ganz dee Projet hei an all Investitioun, déi gemaach gëtt vun dëser an zukünftege Regierungen, fir den Zuchreseau hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren an als reell Alternativ och zu deem normale Verkéier unzebidden.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Wilmes. An da wier et um honorabelen Här Max Hahn.

**M. Max Hahn** (DP) | Jo, merci, Här President. Fir d'alleréischt wéilt ech emol eng Kéier dem Minister felicitéieren, dass en déi Ausnamereegel duerchgesat krut, fir dass d'CFL weider hei kann de Reseau esou bedreiwen, ouni dass dat muss europäesch ausgeschriwwe ginn. Ech mengen, dat ass eng ganz gutt Saach.

Op där anerer Säit: 7,15 Milliarden Investitioune just fir d'Bedreiwe vum Reseau bis 2039, also déi nächst 15 Joer, dat weist eigentlech de Stellewäert, deen hei dem ëffentlechen Transport a speziell dann dem Schinneverkéier gi gëtt. Dat ass och ganz gutt, well mer gesinn, wa mer d'Situatioun dobausse kucken, besonnesch op de Stroossen, déi aktuell ass, dann ass eng vun de Pisten, där sécher muss nogaange ginn, e performanten ëffentlechen Transport.

An natierlech, wann een „ëffentlechen Transport" seet, dann denke mer och un den Ausbau vum Schinnereseau, dass dee gutt bedriwwe gëtt, et ass virdru vun der Rapportrice gesot ginn, awer och vum Virriedner Serge Wilmes: ze kucken, dass och Akzenter nach weider musse gesat ginn, nieft deenen enormen Investissementer, déi och nach gemaach ginn an de Materialausbau, an de Reseausausbau, dass ee muss kucke virun allem och, wat d'Pünktlechkeet, wat de Confort vum Passagéier ugeet, fir do nach Verbesserungen ze maachen. Ech mengen, do si mer um gudde Wee. Et ass nach Potenzial a Loft no uewen.

Dëst gesot ginn ech ganz gären den Accord vun der Demokratescher Partei zu deem virleiende Gesetzestext. A wéi gesot, falls ech et net grad scho gemaach hunn, ech si mer net méi ganz sécher, am schlëmmste Fall maachen ech et dann duebel, da géif ech der Rapportrice nach eng Kéier Merci soe fir hir zwee Rapporten.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Hahn. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Carlo Weber. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

**M. Carlo Weber** (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, mat dësem Finanzéierungsgesetz, fir de Service vum Zuchsreseau ze bedreiwen, gëtt virun an eng nohalteg, zukunftsorientéiert Mobilitéitsstrategie investéiert.

Eist Land wiisst an domat och insgesamt de Verkéier op de Stroossen an op de Reseauen an am ëffentlechen Transport. Hei schwätze mer vun 3 %. Dofir ass et wichteg, datt de Staat iwwer 7 Milliarde fir déi nächst 15 Joer hei investéiert an d'Offer vum Zuchtransport weider ausbaut an d'Qualitéit verbessert.

Mäi Virriedner hat et gesot: Fir bei enger gudder Qualitéit ze bleiwen, ass et wichteg, nach eng Kéier ze rappeléieren, datt bei den Auerzäiten Zuch a Bus besser mussen openeen ofgestëmmt ginn, fir de beschtméigleche Confort an d'Sécherheet speziell bei de Schüler ze garantéieren. Oft sinn d'Elteren an enger Ongewëssheet: „Stinn eis Kanner nach um Quai? Ass den Zuch ewell fort?" Oder: „Wou si se drun?"

Zuch a Bus, déi Upassung am Norden weist sech als besonnesch schwiereg. Am Süden an am Zentrum si speziell Korridoren, Linnen, op den Haaptachsen agezeechent, fir datt de Bus Prioritéit huet a fléissend virukënnt, mee am ländleche Raum ass dat net machbar. Wann de Bus do hannert engem Trakter respektiv hannert engem Camion fiert, kënnt et oft zu grousse Verspéidungen. De Bus leeft an d'Gare eran an den Zuch ass grad fort. Do muss den Zäitplang méi adaptéiert ginn, déi Fuerpläng sinn einfach ze kuerz berechent. Dat ass een Appell un eis Busreseauen.

Et ass schéin ze héieren, wa Lëtzebuerg natierlech op senger Spëtzeplaz steet, déi am meeschte pro Kapp an d'Schinnennetz investéieren. Et gëllt, virun drun ze schaffen. Dozou gehéieren d'Digitaliséierung an eng verbessert Kommunikatioun ënnert de verschiddene Servicer, fir de gesamten ëffentlechen Transport attraktiv an effikass ze halen.

Eng gutt Nouvelle: Mat deenen neien Automotricë mat méi Confort gëtt och d'Passagéiercapacitéit an den Zich ëm 43 % erhéicht.

Bei dësem héijen Invest an den ëffentlechen Transport ass et fir eis Sozialiste wichteg, datt all Mënsch hei seng Plaz fënnt an esou kann op dës Transportméiglechkeeten an Infrastrukturen zréckgräifen. Dat gëllt fir all Alterskategorie souwéi och Leit mat enger Behënnerung. Fir eis och wichteg: d'Sécherheet. Och am Zuch soll dëse Prinzipp gëllen, wéi och d'Chambre des Salariés an hirem Avis zu dësem Projet preziséiert. D'Presenz vum Zuchbegleeder muss weiderhi garantéiert bleiwen, zemools op deene Strecken, wou dëst Sécherheetsgefill net méi garantéiert ass.

**Une voix** | Ganz richteg!

**M. Carlo Weber** (LSAP) | Leider si mer och hei op deem Punkt ukomm, wou d'Aggressivitéit a Gewalt zouhuelen. An et mécht deene Verantwortlechen och aus deem Secteur d'Saach net méi einfach, au contraire. Dat bedeit och hei: weiderhin dru schaffen an investéieren!

An deem Sënn soen ech eiser Rapportrice, dem Chantal Gary, villmools merci fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport an och emol eng Kéier e grousse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an eiser Kommissioun a ginn heizou den Accord vun der LSAP.

Ech maachen eng Klammer op: Als Norddeputéierte muss ech natierlech op de Projet agoen. De leschte 27. August ass eng Naturkatastroph passéiert. Dorop hu mer keen Afloss. Mir kënnen nach Milliounen a Milliarden investéieren, mee op eng Naturkatastroph hu mer leider keen Afloss, eisen Här Minister och net. Och wann en an deem Punkt dacks ugegraff gëtt, do huet keen eng direkt Awierkung drop. Elo déi lescht Woch och nach e Fielsrutsch no bei Bierden, a lo steet natierlech alles; ab Ettelbréck–Kautebaach, Kautebaach–Wolz leeft am Moment keen een Zuch.

Ech mengen, mir spieren dat, d'Kolleegen aus dem Norden, wa mer erofkommen, wa mer musse moies um 8.00 Auer hei sinn, wa mer mussen um 6.15 Auer fortfueren. Elo musse mer mëttlerweil um 6.00 Auer fortfueren. Eis Stroosse si vill méi belaascht.

An nach eng Kéier e ganz waarmen Appell un eisen Här Minister, fir dëse Projet virzehuelen, fir schnellstméiglech hei nëmmen ze hëllefen. Et ass wierklech eng Katastroph! Ech denken hei och un d'Schüler, déi dagdeeglech da mussen um 5.00 Auer opstoen. Stellt Iech einfach vir, du sëtz dee ganzen Dag am Klassesall, fir sech do nach ze konzentréieren, all Dag esou fréi opzestoen, dat ass eigentlech net méi machbar!

Wannechgelift, nach eng Kéier e waarmen Appell un eis Ministeren, u jiddwereen, deen eis do ka weiderhëllefen an dësem Projet: Ech weess, datt et schwiereg Aufgabe sinn, mee an deem Sënn, mir sinn dankbar fir all Dag, wou déi Streck wa méiglech géif esou séier wéi méiglech opgoen!

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Weber. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, vu menge Virriedner ass dat meescht gesot.

Och vum Här Carlo Weber ass gesot ginn, datt mer am Norden e Problem hunn. Ech mengen, dat wësst Der alleguerten. Mee fir datt dat Ganzt ka rullen, brauche mer och Infrastrukturen, an do hu mer elo gesinn déi lescht sechs Méint oder aacht Méint am Norden, datt mer do grouss Problemer hunn. A wann een da feststellt, datt déi ganz Infrastruktur am Norden, haaptsächlech d'Tunnellen, an den Alter kënnt – se hunn elo 160 Joer – ass ze hoffen, datt esou Fäll hoffentlech net an Zukunft nach méi dacks wäerte virkommen. Ech hoffen net, mee et weess een ni. Mee, ech mengen, dat sinn dramatesch Follgen! Deemno wéini et elo fäerdeg ass, ass den Tunnel zu Kautebaach eréischt aacht, néng Méint, nodeem en zougemaach gouf, vum August u bis elo, da fäerdeg. An, ech mengen, dat sinn dramatesch Follgen!

An et kann ee soen: Flächeméisseg ass een Drëttel vum Land elo vum offiziellen Zuchreseau ofgeschnidden. A mir mussen eis Gedanke maachen ëm d'Zukunft. An deem Sënn géif ech dann eng Motioun deponéieren, fir an déi Richtung ze wierken, datt mer elo schonn ufänken, Etüden ze maachen, wéi mer eist Zuchlinnennetz am Norde kënne verbesseren.

Mir hunn do och zwou Iddien opgegraff, ech wëll déi dann och hei virbréngen. A mir wësse jo alleguerten: Vum Ufank vun enger Etüd bis zur Realisatioun kann et 30 Joer daueren. Wa mer dann 160 Joer kucken an nach 30 Joer derbäi, da sinn ech net méi, ech mengen, dat wësse mer all, mee et soll een awer an d'Zukunft kucken. An deem Sënn géif ech dann eng Motioun deponéieren, fir an déi Richtung ze wierken, datt mer déi Fäll do lues a lues kënnen eliminéieren.

Merci.

***Motion 1***

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, datt*

*– d'Eisebunns-Tunnellen am Norde vum Land e beträchtlechen Alter vu ronn 160 Joer erreecht hunn;*

*– den Astuerz vum Tunnel Schieburg en éischt Warnsignal war, datt änlech Virfall och méi dacks kënne virkommen;*

*– de Rutsch vun der Fielsformatioun bei Bierden, déi elo muss stabiliséiert ginn, e weidert Warnsignal war, datt änlech Virfäll och méi dacks kënne virkommen;*

*– deen ursprénglech festgesaten Delai fir d'Stabiliséierung vum Tunnel Schieburg net kann agehale ginn,*

*ass sech bewosst, datt*

*– elo méintelaang Stabiliséierungsaarbechte fälleg sinn;*

*– et schwéier virauszegesinn ass, wéi laang des Aarbechten an der Realitéit wäerten undaueren;*

*– bal de gesamten Zuchtrafic am Norden elo lahmgeluecht ass, mat dramatesche Konsequenze fir all déi Leit, déi Dag fir Dag op den Zuch respektiv op den ëffentlechen Transport ugewise sinn,*

*fuerdert d'Regierung op,*

*– sou séier wéi méiglech eng Etüd ze maachen, fir eng weider Gleisspuer an den Norden ze realiséieren, sief dat nieft där aktueller Linn oder awer eng ganz nei Linn.*

*(s.) Jeff Engelen.*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Engelen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci, Här President. Als Alleréischt och der Rapportrice e grousse Merci fir hiren exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Dëse Projet de loi schreift eng ambitiéis Finanzéierung vum nationalen Eisebunnsservice bis 2039 fest mat enger Progressioun vun den Ausgabe vu ronn 3 % pro Joer. Mir ënnerstëtze selbstverständlech dëse Projet de loi a wäerten deen natierlech och matstëmmen.

D'Eisebunn ass e ganz wichtege Pilier vun der Mobilitéitspolitick an dësem Land a seng Bedeitung wäert an den nächste Joren nach weider zouhuelen, och grenziwwerschreidend. De schinnegebonnenen ëffentlechen Transport ass an eisen Aen d'Réckgrat vun der zukünfteger Mobilitéit. En huet eng grouss Capacitéit, dat heescht, e ka ganz vill Persounen op eemol transportéieren, en ass bequeem, ëmweltschounend an – zumindest an der Theorie – och verléisslech, well en net vun der Situatioun op der Strooss ofhängeg ass.

Et ass ganz wichteg, weiderhin d'Investitiounen héichzehalen, och well d'Eisebunn leider an der Vergaangenheet wärend Joerzéngte vernoléissegt ginn ass. Dorunner wäerte mir nach eng ganz Zäitchen ze knabberen hunn.

Als eng Persoun, déi all Dag den Zuch hëlt, weess ech natierlech och, datt mer nach net do sinn, wou mer eigentlech alleguerte gäre wären. Reegelméisseg Verspéidungen an Ausfäll, deelweis och immens iwwerfëllten Zich maachen de Passagéier d'Liewen net ëmmer immens einfach – an déi rezent Problemer op der Nordstreck hunn natierlech och net grad gehollef.

Ëmsou méi wichteg ass et, d'Investitioune weider ze erhéijen. An deem Kontext begréisse mir och déi Schwéierpunkten, déi am Exposé fir dëse Kontrakt opgelëscht ginn an ënnert anerem de Fokus op eng Verbesserung vun der Pünktlechkeet an der Verléisslechkeet.

Här President, et ass fir eis ganz wichteg – an ech si sécher, den Här Minister deelt déi Aschätzung –, datt d'Eisebunn an ëffentlecher Hand bleift. Nëmmen esou kann den Accès fir jiddweree garantéiert gi mat engem héije Mooss u Sécherheet a Qualitéit.

Virun allem ass et eis och wichteg, datt op der Eisebunn weiderhin héichwäerteg Aarbechtsplazen erhalen a geschafe ginn. Och dofir muss d'ëffentlech Hand de Garant sinn. Genee wéi beim Ausbau vun der Infrastruktur an der Opwäertung vun den Zich däerf och beim Personal net gespuert ginn, well e qualitativ héichwäertegen a gläichzäiteg mënschleche Service kann nëmme mat zefriddene Mataarbechter/inne garantéiert ginn. Op där Plaz ze spueren, wär absolutt dat falscht Signal!

Merci also dem Här Minister an, wéi gesot, wäerte mir als déi Lénk dëse Projet matdroen. Wéi Der héiert a gesitt, kënne mir och luewen – mir luewen och ganz gär, wann et esou gutt gemaach ass wéi hei! –, mee leider musse mer heiansdo och kritiséieren, well dofir si mer och do.

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Fir dat deierst Gesetz, dat d'Chamber jee gestëmmt huet, hunn ech dann och de Wee bis hei erop gemaach!

Fir déi nächst 15 Joer wäerte mer elo iwwer 7 Milliarden investéiere fir e gudde Schinneverkéier, deen och ganz wichteg ass. Well jidderee beschwéiert sech ëmmer, wann en am Stau steet, mee mir kréien d'Stroossen net esou schnell ausgebaut a mir wëllen och vläicht net esou schnell d'Stroossen ausbauen, wéi ee se misst ausbauen, fir de Stau opzehiewen. Dofir ass déi eenzeg Léisung, déi mer hunn nieft dem Bus, den Zuch. An den Zuch ass nun emol deen Transportmoyen, dee mer hei am Land hunn, mat enger héijer Capacitéit, dee schnell an effikass ka Leit vun där enger Plaz op déi aner am Land bréngen.

Dofir ass et fir eis Piraten och wichteg, dass mer hei eng Ausschreiwung gemaach hunn am spezielle Sënn, dass dat deemools bei der Europäescher Unioun verhandelt ginn ass. Ech ka mech do nach un den Europadeputéierte Georges Bach erënneren, dee sech ëmmer a senge Riede derfir agesat huet an am Europaparlament derfir agesat huet, dass Lëtzebuerg do eng Sonderreegelung kritt, well fir eis Piraten war et ëmmer ganz kloer: Eng CFL dierf net liberaliséiert ginn, eng CFL dierf net privatiséiert sinn an eng CFL soll vum Staat d'Ausschreiwung kréien!

Mir si vill ze vill kleng hei am Land, fir dass eng Privatentreprise hei um Marché nieft enger staatlecher géif fonctionéieren, vun deene ganze soziale Problemer herno an den Aarbechtskrittären emol guer net ze schwätzen.

Wou mer scho beim Personal sinn: Ech hat rezent dem Minister eng Question parlementaire derzou gestallt, wéi et dann elo mam Statutt vun den CFL-Mataarbechter ass, well bekanntlech ass de Staatsrot an all sengen Avisen ëmmer der Meenung, dass dee Statutt misst geännert ginn, dass deen eigentlech als Fonctionnaire zum Deel misst unerkannt ginn an dass et do nei Reegele gëtt an dass et net wéi am Moment iwwert e groussherzoglecht Reglement erlaabt wär, weiderhin esou d'Personal vun der CFL an de Statutt ze setzen.

Leider gouf ech a menger Question parlementaire drop verwisen, dass déi nächst Regierung sech dermadder muss auserneesetzen. Fir eis Piraten wär et awer och kloer gewiescht, dass mer, wa mer 7 Milliarden an de Grapp huelen, vläicht och reegelen, wéi e Statutt dass d'Mataarbechter hunn, a vläicht dat net op déi nächst Regierung geschiibt hätten, mee dat deementspriechend och elo hätte kënne mat diskutéieren.

Fir eis ass et och kloer, dass den ëffentlechen Transport eng Qualitéit brauch. Lëtzebuerg kritt och elo nei Zich, Lëtzebuerg kritt och neit Personal. Et muss een awer och do ganz éierlech sinn a soen, dass mat deem rasante Wuesstum, dee mer hunn, einfach net schnell genuch bei der CFL konnt rekrutéiert ginn. Dat ass weeder e politesche Feeler nach ee vun der Verwaltung. Et konnt einfach net sinn, et sinn einfach net genuch Leit do. Wann ee kuckt, wéi eng aner Firmen a wéi eng aner staatlech Verwaltungen hei am Land souwisou och nach parallell rekrutéieren, ass d'CFL einfach net nokomm. A bei den Zuchmaschinnen ass dat fir eis zwar eng déck Commande gewiescht, mee fir déi Hiersteller ass dat eng mini Commande an deementspriechend ware mer och net esou schnell zerwéiert, wéi dat vläicht méi grouss Entreprisë wéi eng Däitsch Bunn sinn.

Wa mer den ëffentlechen Transport wëllen attraktiv gestalten, gehéiert dozou och eng Informatioun an do gehéiert och d'Mobilitéitszentral derzou. De Sven hat gëschter do eng interessant Question parlementaire gestallt, wou erauskomm ass, dass awer vill Reklamatioune sinn. Dat kann ee sécherlech nach verbesseren. Dat ass mer och scho selwer geschitt, dass beim Zuch entweeder den Display net fonctionéiert huet oder an der App den Zuch net ugewise gouf. Bon, dat sinn alles informatesch Problemer, déi kënne geschéien. Mee wa mer awer gären d'Leit op en ëffentlechen Transport hätten, ass dat nun emol ze behiewen!

Am Norden, et ass e puermol ugeschwat ginn, ass de Problem mat den Tunnellen elo an Tëschenzäit, et ass net nëmme méi een. Mir haten och do eng Sëtzung vun der Chamberskommissioun vun der Mobilitéit, déi ech ugefrot hat a wou mer wierklech serió a ganz gutt a kloer erkläert kruten, wat d'Problemer am éischten Tunnel waren. Bon, en hätt sollten opgoen. Dat ass eeben elo net de Fall. Ech wëll och net soen, dass de Minister oder iergendee Politiker derfir kann, dass den Tunnel net op ass, mee et ass awer d'Fro herno, wéi ee mat der Situatioun ëmgeet. Wéi sinn déi Ersatzbusser? Wéi ginn déi gestallt? Wéi kéint een de Leit awer entgéintkommen, wann eng Zuchstreck zou ass? Ech mengen, do sinn awer, diplomatesch ausgedréckt, nach vill Verbesserungsméiglechkeeten, well am Moment d'Leit aus dem Norden awer ganz vill Problemer hunn an déi Ersatzbusser och net esou fonctionéieren, wéi se sollen.

Am grousse Ganze gi mir eisen Accord. Dëst Gesetz ass gutt a wéi ech virdru gesot hunn, stinn och mir Piraten fir e gudden ëffentlechen Transport – awer aus staatlecher Hand an net privatiséiert!

Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Goergen. Da freet d'Madamm Josée Lorsché nach d'Wuert. Madamm Lorsché.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech begréisse wierklech ausdrécklech, dass de Marc Goergen gradewéi och d'Myriam Cecchetti op den eigentlechen Objet vun dësem Projet de loi higewisen hunn, dat ass notamment, dass mer hei e Service public ofsécheren fir déi nächst Jore mat 7,1 Milliarden Euro, dat muss ee wierklech haart soen!

Et ass kee Land, dat esou vill investéiert wéi Lëtzebuerg. Mir hunn eis d'Zuelen ugekuckt: Mir hu 607 Euro op de Kapp am Joer 2021, dat ass 15-mol méi wéi Frankräich, 5-mol méi wéi Däitschland. All déi aner Länner leien nach vill méi déif drënner.

An dofir bedaueren ech, dass mer elo hei op eemol déi Diskussioun e bëssen an d'Richtung vu Verspéidung vun Zich, Verspéidung vu Bussen hunn. Alles ass richteg, mee wou et hei drëms geet, ass den Invest, a virun allem geet et drëms, dass mer dee Service public garantéieren!

Wat Privatiséierung heescht, dat gesäit een an anere Länner, wou privatiséiert gëtt, déi och duerch Pacteferroviairen derzou bruecht gi sinn. Mir hunn eis schonn deemools als Lëtzebuerg dergéint gewiert. Mir hunn eng Sonderreegelung zu Lëtzebuerg mam véierte Pacte ferroviaire agefouert, déi dozou scho gefouert huet, dass mer de Service public kënne garantéieren.

An ech mengen, et ass wichteg ze ënnersträichen, dass et hei wierklech dorëms geet an net ëm déi eng oder aner Zuchverspéidung, déi mer natierlech musse behiewen, doduerch, dass mer dësen Invest maachen. An dofir merci all deenen, déi den Objet richteg erkannt hunn. Dat war gutt gesot vun deenen zwee!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Lorsché.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Den Här Goergen freet d'Wuert nach eng Kéier zréck.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech mengen, déi Kritick, déi ech ubruecht hunn un de Verspéidungen, ech denken, dass een déi dierf maachen, well dat positiv derzou bäidréit, dass ee vläicht op eppes

opmierksam mécht, fir dass den ëffentlechen Transport méi attraktiv gëtt.

Ech wollt Iech awer just soen, dass mer haut net iwwert den Invest an d'Struktur diskutéiert hunn. Dat ass guer net de Punkt haut. Haut geet et dorëms, wéi d'CFL herno exploitéiert gëtt, wat déi eenzel Mesüren an den nächste 15 Joer sinn.

Ech si vollkomme mat Iech averstanen, méi ze investéieren an den ëffentlechen Transport. Mee Är Zuele sinn do och falsch, well Dir musst awer korrekterweis och dann déi Leit derbäihuelen, déi aus der Grossregioun all Dag mat dem Zuch matfueren. Dat ass och e besonnesche Fall par rapport zu anere Länner, déi vläicht net an engem Grenzgebitt sinn. Wann Der scho mat deenen Zuele schafft, musst Der déi awer och an eng Relatioun setze mat alleguerten de Passagéier, déi eng CFL muss féieren.

Mir sinn d'accord, och weiderhin Investissementer an d'Strecken ze maachen, mee dat ass haut net de Punkt.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Goergen.

An elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Vizepremier a Mobilitéitsminister François Bausch.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President, fir d'Wuert, merci allen Deputéierte fir hir Rieden a virun allem och fir déi ganz grouss Zoustëmmung, wat mech natierlech ganz staark erfreet.

Mir hunn haut en Text virleien, deen am Fong net vill Artikelen huet, mee deen et awer an deene puer Artikelen a sech huet, well vill Suen drastinn iwwer 15 Joer. Et ass scho gesot ginn: Et ass dat deierst Gesetz, dat d'Chamber bis elo gestëmmt huet. Et ass och esou, datt dat Gesetz hei net nëmmen einfach d'Exploitatiounskäschte beinhalt, wéi se haut sinn, an déi fortschreift iwwert déi nächst 15 Joer, mee et beinhalt och dat, wat mer wäerten zousätzlech wëlle fueren um CFL-Reseau iwwert déi nächst 15 Joer.

Dat heescht zum Beispill, dat neit Material, dat d'CFL kaf huet – et ass déi gréissten Ausschreiwung an der Geschicht vun der Gesellschaft: fir 400 Milliounen neit Zuchmaterial –, dat erlaabt der CFL, hir Sëtzplazcapacitéit par rapport zu haut ëm 40 % ze erhéijen, dat heescht, dat Material ass virfinanzéiert ginn natierlech vun der CFL an dat gëtt am Fong zréckbezuelt iwwert de Contrat de service public iwwert déi 15 Joer, wou mir natierlech eng Attribution directe gemaach hunn un den Exploitant CFL, fir datt déi soll weider de Reseau kënnen zu Lëtzebuerg bedéngen.

Et ass schonn ënnerstrach ginn: Datt mer dat kënne maachen, ass, well mer et fäerdegbruecht hunn am Kader vun der Lëtzebuerger Presidence 2015, de véierte Pacte ferroviaire deementspriechend ze änneren, datt eng Attribution directe fir kleng Reseaue méiglech ginn ass. Dat war net esou virgesinn. Wann den Text esou duerchgaange wär, wéi deemools d'Kommissioun dat wollt a wéi der ganz vill et wollten, inklusiv am Europaparlament, da wär et haut esou gewiescht: Dann hätte mer missen higoen an e Cahier des charges ausschaffen, dee mer hei zwar och ausgeschafft hunn, mee dann hätte mer dee Cahier des charges an enger ëffentlecher europäescher Ausschreiwung missen ausschreiwen an dann hätt jiddweree kënne matmaachen – natierlech och d'CFL –, an dat hätt à la limite kënnen derzou féieren, datt de Reseau, wéi mer en haut kennen, wéi e bedéngt gëtt ..., datt Linnen zerschloe gi wären, dat heescht, datt mer à la limite verschidden Exploitanten op deem Reseau gehat hätten!

Bon, wa mer ganz vill Chance gehat hätten, hätt just een eenzege matgemaach, eebe just d'CFL. Da wär et vläicht op dat nämmlecht erauskomm wéi hei. Mee de Risiko wär awer reell gewiescht, datt et net esou gaange wär, an dat mécht einfach kee Sënn fir kleng Reseauen, wéi mir een hunn. Mir hunn eigentlech ..., eisen Innereseau ass, souguer wann een d'Grossregioun mat bäirechent, dat ass am Fong, wat een nennt en „Noverkéiersreseau", e sougenannten „S-Bunnsreseau", wéi een et wëll nennen, egal, et ass op alle Fall sënnvoll, datt dat en eenheetlechen Operateur ass, dovu bleiwen ech iwwerzeegt!

An dofir ass et och gutt, datt mer déi Ausnamereegel ..., déi ass jo net nëmme fir Lëtzebuerg drakomm, mee déi ass fir all gréisser Reseauen drakomm, Regiounen drakomm, déi deem entspriechen, deene Krittären entspriechen, wéi et an där Direktiv dann do festgehale ginn ass. Wéi gesot, dat war eng gutt Saach.

An hei schwätze mer effektiv och elo vun der Exploitatioun vum Reseau, dat heescht, et geet net ëm en Invest an de Schinnereseau an esou weider. Do ass och villes gesot ginn, an deem Pacte ferroviaire, an och do hu mer Korrekturen drakritt, déi, wa mer déi net drakritt hätten ..., dat, wat mer maachen um Niveau vum Invest, wat am Fonds du rail steet, am Budget ..., well de ganze Reseau, den CFL-Reseau, gehéiert dem Staat. Et ass wéi de Stroossereseau, e gëtt just och do ënnerhalen a gebaut vun der CFL am Optrag vum Staat. Och dat wär net méiglech gewiescht, wann net déi Ännerungen drakomm wären, an dann hätte mer déi Investissementer, déi mer elo am Moment da maachen, net kënne maachen.

Dat ass iwwregens och meng gréisste Kritick un der ganzer europäescher Eisebunnspolitick gewiescht, an och nach haut, an dat ass och de Grond, firwat mer an Europa mam Eisebunnsreseau iwwerhaapt net vum Fleck kommen, dat ass de Grond, firwat an Däitschland déi katastrophal Situatioun ass, wéi se haut ass, well eigentlech déi meescht Reseaue komplett ënnerfinanzéiert sinn a wierklech net esou investéiert ginn ass wéi zum Beispill an aner Infrastrukturen, wéi an de Stroossereseau an Europa!

Ech soen ëmmer an den europäesche Conseilen, et wär am Fong d'nämmlecht, wéi wann ee géif soen zu der Autosindustrie: „Dir kënnt elo Autoe bauen a verkafen, mee Dir hutt keng Stroossen, wou d'Autoe kënnen drop fueren", respektiv: „Wann Der gär Stroossen hätt, da musst Dir selwer d'Stroosse finanzéieren!" Ech mengen, jiddweree weess: Dat ass absurd, dat wär net méiglech! An duerfir ass och de Stroossereseau ëffentlech finanzéiert. A wa mer et net fäerdegbréngen, an Europa e grousse finanzéierte Streckereseau ze kréien, deen déi grouss Zentre matenee verbënnt, da wäert et och ni passéieren; op alle Fall wäert dat vill ze laang daueren a mir kommen ni aus deem Dilemma do eraus!

Dat heiten ass duerfir eng gutt Saach! Duerfir wëll ech awer nach op e puer Saachen agoen, déi hei de part et d'autre gesot gi sinn zu dem Fonctionnement vun der Eisebunn.

Éischtens emol: Mir hunn eng Steigerungsrat – well den Här Wilmes dat ugeschwat huet mat der Schwäiz – zu Lëtzebuerg an deene leschte 15 Joer gehat beim Persounentransport vu 70 %. Mir leien och do ..., mir si Rekordhalter an Europa: Et gëtt kee Reseau an Europa, deen esou eng héich Steigerungsrat huet!

Déi 70 % plus, déi si komm natierlech duerch de Fait, datt mer vill investéiert hunn, compte tenu, datt mer haaptsächlech och d'Material voll ausgelaascht hunn. An duerfir musse mer elo au vu vum Reseau, dee jo ausgebaut gëtt, déi Beetebuerger Streck, déi mer verduebelen, alles, wat mer am ganze Reseau maachen ... Dee ganze Reseau ass jo an engem eenzege Chantier an dat erkläert och vill vun de Verspéidungen, déi mer hunn, niewent Streiker a Frankräich oder an der Belsch, déi nach derbäikommen, mee de Gros vun de Problemer kënnt duerch d'Chantieren, déi mer hunn. Déi sinn einfach gigantesch a wann ee kräiz a quier iwwert dee ganze Reseau kuckt, ob et d'Nordstreck ass oder ob et d'Stad Lëtzebuerg ass, d'Gare Lëtzebuerg, d'Beetebuerger Streck, iwwerall si Chantieren, an esou laang, wéi déi Chantiere sinn, kann dat net optimal fonctionéieren.

Mee, wéi gesot, trotzdeem hu mer et fäerdegbruecht ze steigeren. An deen Ausbau kombinéiert mat deene 40 % méi Sëtzplazen, déi elo kommen ... Déi éischt Automotricë si jo geliwwert ginn, déi wäerte maachen, datt mer ab, géif ech soen, 2024, 2025, 2026, virun allem ab 2027 en enorme Sprong no vir wäerte maachen, dann ass de Gros vun deene grousse Chantieren och fäerdeg. Mee dann hu mer net nëmmen d'Capacitéit immens erweidert, mee mir hunn och um Reseau selwer ..., mir hunn och dat néidegt Zuchmaterial kaf, an dat ass eng ganz gutt Saach!

An déi 500 Euro pro Awunner, déi an deene Statistiken international ëmmer sinn, wou mer verglach ginn an Europa, déi beinhalten natierlech just den Invest an de Reseau selwer, do ass net d'Material mat dragerechent. Awer ech wëll dem Här Goergen soen: Et ass richteg, wann een d'Grenzgänger hei erausrechent, dann hätte mer net 500 Euro. Mee ech kann Iech awer soen, da wäre mer bei ëm 400 Euro. Da leie mer nach ëmmer, souguer mat de Grenzgänger erausgerechent, um Niveau mindestens vun der Schwäiz. D'Schwäiz läit ëmmer bei esou 400, 420 Euro, mee wäit virun all deenen aneren.

Also, och do bleiwe mer nach ëmmer Rekordhalter. Also, mir sinn déi, déi an Europa de Moment am meeschte maache fir den Invest an den ëffentlechen Transport, an der Exploitatioun, an dat, fannen ech, ass och gutt, an, ech mengen, dat gëtt jo och vu jiddwerengem heibanne begréisst.

Da wollt ech e puer Wuert soen awer och, well dat jo hei ugeschwat ginn ass, iwwert den Tunnel an iwwert d'Nordstreck. Éischtens emol wéilt ech dem Här Engelen soen: Déi Motioun, déi en hei eraginn huet, déi entsprécht net der Realitéit, well den Tunnel ass net agefall – wéi soll ech soen? –, well deen elo 150 Joer al ass. Den Tunnel ass agefall, well dru geschafft ginn ass, well precisement dat gemaach ginn ass, wat Der zum Deel heiranner beschreift, a well dunn de Plaffong erofgeholl ginn ass an ënnendrënner deen Hiwwel, dee Buedem, a kengem gudden Zoustand ass, an zwar net, well do en Tunnel drënner ass, mee well dee Buedem esou ass. Dat ass e Leembuedem, Schifer, Leem, am Éislek, dat wësst Der.

A wat ass geschitt? Do musse mer ons éischter aner Froe stellen hei zu Lëtzebuerg, well mir hu jo där Ëmweltproblematiken am Zesummenhang mam Klimawandel, ëmmer méi staarke Reen, ëmmer méi grouss Dréchenten. Dat ass, well dee Leem iwwert de leschte Summer komplett ausgedréchent war, a wéi dunn d'Aarbechten ugefaangen hunn, amplaz datt dee Leem fest war, war dee ganz porös, also, wéi e Granulé eigentlech ass deen erausgeriselt komm.

Et ass och net op ee Coup alles erofkomm, mee et huet ugefaangen ze riselen an do hunn d'Aarbechter dat gesinn. An doropshin ass den Tunnel emol séier geraumt ginn, well geduecht ginn ass: „Wat ass dat hei?" An do ass am Fong dat aus dem Bierg do erofkomm. An de gréisste Problem, dee mer de Moment

och hunn, dat ass: Et si jo vill Buerunge gemaach ginn an et ginn der nach ëmmer gemaach an et gëtt festgestallt, datt et op méi Plazen awer nach bannendra porös war respektiv Lächer dra waren, an déi musse mat Bëton opgefëllt ginn, fir datt dee ganzen Hiwwel stabill gëtt.

An dat ass natierlech vun Ufank un och ëmmer gesot ginn: Hei gëtt – ech soen et nach eng Kéier – 24 Stonne geschafft op deem Chantier. Ech mengen, den Här Eicher, deen ass net wäit ewech Buergermeeschter, dee weess dat. Et gëtt extreemst geschafft, e Maximum geschafft! Méi ass net dran, wéi 24 Stonnen do ze schaffen!

De Problem ass awer natierlech: Dir sidd och ofhängeg vu meteorologesche Konditiounen. Dee Bëton, kënnt Der Iech virstellen, dee kann een nëmmen drasprëtzen, wann entweeder ..., et dierf net ze vill kal sinn oder net ze vill reenen. Wéi et elo déi Zäit och war, huet et därmoossen erëm gereent. An dann niewebäi sinn och nach ëmmer erëm nei där Lächer fonnt ginn.

Muer wäert d'Eisebunn och an d'Chamberskommissioun kommen an nach eng Kéier méi technesch Detailer ginn. An d'Eisebunn wäert och muer nach eng Kéier eng Pressekonferenz maachen, wou se Detailer wäert erklären, ëm wat et wierklech geet, an och versichen, en Outlook ze maachen.

De Busersatzdéngscht, deen ass permanent ugepasst ginn, wäert och elo nach eng Kéier ugepasst ginn, well jo Wolz betraff ass. Och dat wäert muer ugekënnegt ginn. Meng Leit vun der Administration des transports publics hunn elo eng Woch laang intensiv geschafft. A wann Der do wëllt Busse bäisetzen, da musst Der och Bussen a Chauffeure fannen, dat ass jo de Problem!

Mir géifen am léifsten nach vill méi bäisetzen, mee ech soen Iech, dat ass awer net esou einfach, well och d'Busentreprisen zu Lëtzebuerg, déi schaffen, déi fueren um Zännfleesch, wéi een esou schéi seet. Et si keng Chauffeuren a keng Busse méi do, dat heescht, mir musse schonn an d'Groussregioun kucke goen, fir nach Bussen ze fannen. Mee et ass net, well de Wëllen net do ass oder well, wéi ech gelies hat iergendwou, mer wéilten iergendwellech Leit am Stach loossen oder mer wéilten net wouerhuelen, datt déi e Problem hätten. Mee et ass, well mer Schwieregkeeten hunn, dat Ganzt ze organiséieren!

Mir maachen de Maximum, deen dran ass, mee mir kënnen och keng Wonner bewierken! Dat geet net, a gleeft mer es, sougutt de Minister wéi och d'Eisebunn wéi, ech mengen, d'ganz Regierung hätte léiwer aner Saachen ugekënnegt wéi de Fait, datt dann en Tunnel agefall ass am Norde vum Land!

Wéi gesot, dat ass einfach en Naturereignis, dat do stattfonnt huet, wéi et der eebe gëtt, wéi duerno déi Fielsen och nach bei Kautebaach erofgerutscht sinn. Déi Stabilisatioun geet och méi einfach, well dat ass baussen, déi ka méi einfach gemaach ginn.

Mee, wéi gesot, et gëtt alles gemaach, fir esou schnell wéi méiglech dat ze behiewen, a mir maachen och e Maximum, fir d'Bussen nach ze verstäerken, nach anescht ze organiséieren. All Doleancen, déi mer erageschéckt kréien, déi gi berücksichtegt, mir probéieren, dat natierlech da mat anzebauen.

Mee natierlech: E Bus ersetzt nimools den Zuch, dat ass dat eent. An dat Zweet ass: Well natierlech elo den Zuch net fiert, gëtt et méi Leit, déi och d'Strooss benotzen, dat gëtt eng Méibelaaschtung vum Stroosseverkéier. Dat huet dann net nëmmen en Impakt natierlech op déi Leit, déi souwisou musse mam Auto fueren, mee och erëm eng Kéier op de Bus, well deen hänkt dann zum Deel och mat am Verkéier.

Et ass einfach eng exceptionell Situatioun, déi jiddwerengem wierklech op de Mo schléit, an ech ka ganz gutt matfille mat de Leit, déi betraff sinn, gleeft mer es! Mee, wéi gesot, mir maachen alles, fir datt et esou schnell wéi méiglech erëm hiergestallt gëtt.

Da wollt ech awer och nach drun erënneren, wann hei geschwat gëtt vun enger neier Streck: Ech hat extra dem Här Werdel – den Här Werdel war an der leschter Kommissioun – gesot, e sollt emol eng Kéier erklären, well se mir dat eng Kéier erläutert hunn, wéi komplizéiert et ass, fir eng nei Streck ze bauen, an och den Historique maachen, wéi et iwwerhaapt zu där do Nordstreck komm ass zwëschent Ettelbréck an Ëlwen.

A fir déi, déi an der Kommissioun do waren, ech mengen, déi wëssen dat, dat ass net esou einfach an dat ass och net fir ..., well hei steet elo an där Motioun: „esou séier wéi méiglech Etüden" ... Jo, gutt, also, wat ass esou séier wéi méiglech? Gleeft mer es, mir kucke permanent, net nëmmen eng nei Streck, wéi déi kéint ausgesinn, mir kucken och permanent, wéi mer kéinten en zweeten Tunnel bauen op deene Plazen, wou Tunnelle sinn. Alles dat gëtt permanent analyséiert an dat ass am Fong eng Opfuerderung, fir eppes ze maachen, wat souwisou leeft. Also, ech brauch duerfir net opgefuerdert ze ginn, mir wësse jo, wou d'Schwieregkeete leien. An duerfir gëtt dat permanent analyséiert.

Ech wëll awer och hei soen, ech kucken net gär an d'Vergaangenheet, heiansdo brennt et mer awer e bëssen ënnert den Neel: Mir sinn all mat enger Begeeschterung elo fir déi Nordstreck tëschent Ettelbréck an Ëlwen. Ech hu manifestéiert an den 80er-Joren, datt se net sollt zougemaach ginn! Wann dat gemaach gi wier, wat deemools decidéiert ginn ass vu Verschiddenen ... An ech wëll elo net méi soen, wien dat alles war, dat ass haut net méi wichteg, mee ech wéilt awer drun erënneren, datt d'Streck zwëschent Ettelbréck an Ëlwen an den 80er-Jore sollt bis Enn vun den 80er zougemaach ginn an datt donc déi Streck an den 90er-Joren, an den 2000er-Joren extreemst veraalt war. Do waren nach Pëtrolskenkien, déi d'Signalluuchte gereegelt hunn, um Enn vun den 80er-, am Ufank vun den 90er-Joren – et ass awer scho Stroum ginn zu Lëtzebuerg déizäit, mengen ech!

Duerfir, wann ee gesot huet: „Hei, mir huele vill hei no och vun der Vergaangenheet!": Dat ass richteg, mee dann, wannechgelift, bei allem Respekt, a mir sinn eis jo all eens, datt soll investéiert ginn, an duerfir sinn ech och frou, datt unanime dat Ganzt gestëmmt gëtt, kommt, mir erënneren ons awer och e bëssen, vu wou mer hierkommen, an da wësse mer, wéi den Investitiounsréckstand war, an da versti mer, datt mer déi Verspéidungen, déi et haut um Reseau gëtt, natierlech wëllen esou séier wéi méiglech aus der Welt schafen an d'Capacitéit erhéijen, mee datt dat och historesch Grënn huet!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. Parole après ministre fir den Här Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Jo, merci, Här Minister. Och merci, Här Minister, fir déi Erklärungen. Et ass doudsécher kee perséinleche Virwurf, datt déi Tunnellen oder déi Fielsbrocken agefall sinn. Duerfir ka kee Mënsch, dat sinn Naturphenomeener.

Mee wat ech awer geschriwwen hunn, den Abschnitt zum Tunnel Schieburg, do hätt ee kënnen hannendruschreiwen – ech wollt net e Roman schreiwen –: „bei Wartungsaarbechten". Dat hätt ee vläicht kënnen ergänzen, dat ass korrekt, well en ass jo net agefall, datt en esou do war, en ass jo bei Wartungsaarbechten ..., dunn eréischt ass jo dat Phenomeen vum Astuerz geschitt. Dat ass richteg an dat ass korrekt, dat wollt ech och heimadder esou soen. Mee et war awer kee Virworf elo perséinlech un Iech, Här Minister!

Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Engelen.

**M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech hunn dat och elo net als Virworf u mech opgeholl, Här Engelen. Dat ass net de Problem. Mee ech menge just, datt d'Motioun awer superfetatoire ass, well wat Der hei fuerdert, dat maache mer jo souwisou. Ech mengen, et huet jo awer och elo kee Wäert, datt d'Chamber ..., d'Chamber mécht, wéi se wëllt, mee datt mer andauernd Motioune stëmme fir Saachen, déi souwisou amgaange sinn, gemaach ze ginn.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8058. Den Text steet am Document parlementaire 8058[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8058 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

***Motion 1***

Da musse mer nach iwwert d'Motioun befannen. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Also, d'Motioun kléngt jo ganz einfach a ganz super, wann een de Leit einfach géif soen: „Kommt, mir bauen einfach eng nei Streck an den Norden, all Problem ass geléist, d'Tunnellen ewech", a wat net nach alles. Mee dat ass net esou einfach!

A mir hunn dem Här Werdel jo gutt nogelauschtert. E war zwou Stonnen an der Kommissioun, en huet eis dat alles eng Kéier erkläert. An ech mengen, och bei der ADR ass jo awer e Geograf, deen eppes vun der Geografie am Norde versteet, an Ärer Fraktioun, soudatt Der misst wëssen, wéi en erkläert huet, dass dat net esou einfach méiglech ass.

Jidderee wéilt natierlech direkt eng nei Streck, déi muer fonctionéiere géif. Jidderee wéilt esou eng Wonnerléisung. Et ass e bëssen einfach, mat esou enger Motioun heihinnerzekommen an de Leit eigentlech virzegaukelen, dat wier einfach esou méiglech. Well och d'ADR-Vertrieder waren an der Kommissioun mat derbäi, och d'ADR-Vertrieder hunn erkläert kritt, dass dat einfach geografesch net esou einfach méiglech ass.

Natierlech ass et e Problem, dass déi Tunnellen, wann ech mech richteg erënneren, zënter 1860, 1870 um ganzen Netz sinn. Jo, do sinn d'Damplocken duerchgefuer. Natierlech kann do elo eppes geschéien. An dat Schlëmmst ass jo, et ass och nach zum Deel wéinst dem Klimawandel, wou esou Saache geschéien. Mee ech mengen, dann hätt d'ADR jo éischter kënnen eng Motioun eraginn, dass Der de Klimawandel wéilt stoppen, wéi dass Der elo op esou e Wee géift goen.

Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Goergen. Dann huet d'Madamm Hansen d'Wuert gefrot.

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Jo, merci, Här President. Also, den Här Bausch huet eis vum Klimawandel gezielt – et ass einfach e Fakt, datt am Moment näischt am Norde fonctionéiert!

**Une voix** | Voilà!

**Mme Martine Hansen** (CSV) | An et ass e Fakt, dat läit net un Iech, do ass e Problem gewiescht, mee et ass awer och e Fakt, a mir hunn dat elo schonn zweemol an eisem Walprogramm gehat: Mir hunn nach ëmmer den Ausbau op d'Zweegleisegkeet vun der Nordstreck gefuerdert, op engem Deel vun der Streck, zumindest do, wou et machbar ass. Well wa mir elo ëmmer erëm soen: „Et ass komplizéiert, well mer am Norde Bierger hunn an Hiwwelen hunn, an da geet et méi schwéier", an da maache mer eng Etüd – et ass ëmmer komplizéiert, a 25 Joer ass et och nach ëmmer komplizéiert!

**Une voix** | Ganz genau!

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Well ech mengen net, datt d'Land flaach gëtt bis dann!

*(Hilarité)*

A mir hunn awer plazeweis Plaz fir eng zweet Streck, en zweet Bett, well dat war virgesinn, an an deem zweete Bett ass awer elo eng Vëlospist.

**Plusieurs voix** | A!

**Mme Martine Hansen** (CSV) | An dofir sollte mer dat wierklech eng Kéier analyséieren: Wou kënne mer et ausbauen? Wou kënne mer et séier ausbauen? Wou musse mer vläicht auswäichen? An esou weider. Well soss kréie mir ni – ni! – déi Verspéidungen an de Gréff. Well wann een Zuch Verspéidung huet, dann hänke mer, da kënnt deen aneren net laanscht, also ass dat alles blockéiert. An dofir, also, mir haten den Ausbau direkt gefuerdert gehat, also net direkt, mee mir hunn einfach kloer gesot: „Mir setzen eis a fir en Ausbau!" Hei gëtt elo eng Etüd gefrot, also fannen ech, ass dat awer dat Mindest, wat mer kënnen ënnerstëtzen. An dofir wäerte mer dat hei matstëmmen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Hansen. Den Här Minister freet d'Wuert an dann d'Madamm Cecchetti.

**M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, Här President. Éischtens emol wëll ech der Madamm Hansen soen, datt de Gros vun de Problemer beim Ausbau, fir d'Streck vun Ettelbréck op Ëlwen op zwee Gleiser ze bauen, net do läit, wou Der elo beschriwwen hutt, wou elo soi-disant eng Vëlospist gebaut ginn ass. Well dat wësst Der ganz genau: Déi Vëlospist brauche mer nëmmen ze réckelen, mir hunn den Terrain niewendrun an da baue mer niewendrun d'Gleis. Mee de Problem läit bei den Tunnellen, bei deene villen Tunnellen! An Dir sidd leider net an där Kommissioun, den Här Werdel huet d'leschte Kéier ..., ech hat en extra opgefuerdert, e sollt dat emol eng Kéier am Detail erklären.

Well ech mech jo interesséiere fir d'Zweegleisegkeet vun der Nordstreck vun Ettelbréck op Ëlwen, hunn ech dat méi wéi eng Kéier mat der CFL schonn diskutéiert, an do krut Der an der Kommissioun, dat kann een awer och am PV noliesen, vum Här Werdel ganz genau d'Komplikatiounen erkläert an den Tunnelle fir dorobber. An et ass awer esou, datt dat souwisou studéiert gëtt aus deem ganz einfache Grond, well jo souwisou am Kader vun den Analysen, déi an den Tunnelle gemaach ginn, reegelméisseg muss gekuckt ginn, wat fir en Tunnel muss frëschgemaach ginn. D'Tunnelle mussen alleguer iergendwann an den nächsten 20, 30 Joer frëschgemaach ginn.

Duerfir gi Weeër gesicht an duerfir lafen och Etüden, ob een net kann dann d'office en zweeten Tunnel derniewent gruewen zum Beispill, a wann deen da bis fäerdeg ass, dann deen aneren ze renovéieren, fir an der Zukunft och méi eng flexibel Aart a Weis ze kréien, déi Tunnellen ze renovéieren, zemools well och nach méi laanger kommen, an dann hätt een automatesch all d'Tunnelle verduebelt. Mee dat ass awer nach alles an den Etüden.

Déi Etüde lafe souwisou! Do brauch kee mech an och keen d'CFL opzefuerderen. De Staat, also d'Regierung, huet der CFL gesot, si soll déi Etüden alleguerte maachen. Mee ech soen Iech, a vläicht sidd Dir jo d'nächst Kéier an der Regierung, ech soen Iech awer elo schonn haut, a schreift Iech dat dann op op eng Tiitchen hei am Sall: ...

*(Interruption)*

... Deen, deen d'nächst Kéier dee Ministère wäert iwwerhuelen, dee wäert an deenen nächste fënnef Joer och net méi maache wéi Etüden. Well dat ass extreem komplizéiert!

A verspriecht de Leit duerfir näischt, och wann Der aus dem Norde sidd, wat Der mat Sécherheet déi nächst fënnef Joer net wäert kënnen halen! Dat soen ech Iech. Ech wëll dat op alle Fall net!

*(Interruption)*

Ech wëll mat de Leit éierlech sinn an ech soen dat, wat machbar ass, an net dat, wat net machbar ass.

*(Interruptions diverses)*

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Bausch. Dann huet d'Madamm Cecchetti d'Wuert gefrot.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo.

*(Interruption par M. Michel Wolter)*

**M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Dat kann alles sinn, Här Wolter. Et muss awer net sinn.

*(Interruption)*

**M. Fernand Etgen,** Président | D'Madamm Cecchetti huet d'Wuert.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci, Här ...

*(Interruption par M. Michel Wolter et hilarité)*

**M. Fernand Etgen,** Président | Här Wolter, Dir hutt d'Wuert net!

**M. Michel Wolter** (CSV) | Et war mir eng Tëschefro gestallt ginn. Entschëllegt, Här President.

*(Hilarité)*

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Et ass kee Problem. Ech sinn esou disziplinéiert: Ech waarde ganz einfach, bis jiddweree roueg ass.

*(Hilarité)*

**M. Fernand Etgen,** Président | D'Madamm Cecchetti huet ganz vill Gedold.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Ech sinn eng ganz fei Persoun, wa kee mech op d'Palm dreift.

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen,** Président | Sout! Madamm Cecchetti, et ass elo un Iech.

**Une voix** | Très bien!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Passt op! Den Här Kersch ass haut do.

*(Hilarité)*

**Une voix** | O!

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | O, ech fäerten deen net!

**Une autre voix** | Keen!

*(Hilarité)*

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Ech soen: Ech sinn och net Member an där Kommissioun. Ech sinn och Observatrice, ech hat et virdru scho gesot, duerfir kréien ech och ganz oft d'Diskussiounen net mat. Ech sinn awer immens frou, Här Minister, datt Dir eis dat do alles erkläert hutt, well op den éischte Bléck fannen ech déi Motioun hei och effektiv ganz sympathesch, well effektiv den Norden awer nach eist d'Stéifkëndchen ass – alles, wat den ëffentlechen Transport ugeet. Ech mengen, do si mer eis all eens. An Dir hutt et och gesot: Effektiv, d'Eisebunn ass ganz laang vernoléissegt ginn. An ech mengen, et kann een och net méi maache wéi maachen. An ech wäert mer och dee PV do ukucken, fir dat doten nozeliesen.

An ech sinn da wierklech frou, wann Der déi Etüde maacht, an datt Der och eng Léisung sicht! Well, ech denken, dat ass immens wichteg. Well wa mer nëmmen eng Spuer hunn, komme mer effektiv ni aus deem Strudel eraus, wann eppes op där Streck ass, wann eppes op engem Tunnel ass, fir do iergendwéi eng Ausweechméiglechkeet ze hunn.

Duerfir mengen ech schonn, datt een dat do muss wierklech seriö analyséieren. A wa wierklech, Dir hutt et erkläert, jo duerch de Klimawandel dee ganze Misär elo do ass, hu mer grouss Problemer mat all den Tunnellen. An ech mengen, dann ass et wierklech noutwendeg, dat an de Gréff ze kréien, ier mer déi nächst Iwwerraschungen hunn. Dofir nach eng Kéier Merci gesot fir all déi Erklärungen.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da geet d'Wuert un den Här Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, et ass net, datt et muer an iwwermuer muss realiséiert ginn. Ech gaukelen de Wieler och näischt vir an ech hunn och näischt versprach. Ech mengen,

hei geet et ëm d'Saach! Hei goung et drëm, fir eng Machbarkeetsstudie ze maachen, wat mer kënne maachen, wat realiséierbar ass a wat net. Et geet just dorëm.

A fir zréckzekommen op d'Kommissioun: Do ass an der Kommissioun effektiv dat Theema do ugeschwat ginn, mee et ass ni geschwat gi vun Etüden. Ech hunn dat Wuert do net héieren. Et ass just gesot ginn, mir kéinten en zweeten Tunnel derbäimaachen, an ech hunn déi Iddi do opgegraff, oder vun engem neie Gleis. An déi Iddi hunn ech do opgegraff an ech duecht, et ass awer gutt, wann an der Chamber driwwer befonnt gëtt. An ech mengen, et ass hei d'Chamber, déi doriwwer befënnt, a soss keen!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Engelen. D'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Här Mobilitéitsminister.

**M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Selbstverständlech, Här President, befënnt d'Chamber a soss keen. Ech hu jo och dofir gesot, ech iwwerloossen der Chamber gär de Vott, wat se hei derzou decidéiert. Ech fanne just, datt mer de Leit net solle Sand an d'Ae streeën an eppes versprechen. Dat ass meng Approche. Wann d'Chamber dat aneschters gesäit, da soll se dat maachen.

Fir de Rescht lafen déi Etüden. Den Här Werdel huet laang erkläert an där leschter Kommissiounssëtzung, datt pro Tunnel gekuckt gëtt, no Alternativen ze sichen, well natierlech iergendwou an deenen nächste 15, 20 Joer déi Tunnellen iergendwéi all musse renovéiert ginn a well do no flexibele Léisunge gesicht gëtt, déi maachen, datt mer d'Capacitéit net mussen erofschrauwen.

Dat ass an der Kommissioun alles gesot ginn. Mee moi je veux bien. Wann d'Chamber dat wëllt stëmmen – ech si Botter an Ären Hänn!

**Plusieurs voix** | O!

*(Hilarité)*

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Bausch. Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun ...

*(Interruption par Mme Chantal Gary)*

Nee, d'Madamm Chantal Gary nach.

**Une voix** | Den Här Engelen och nach.

**Mme Chantal Gary** (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Ech hale mech ...

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen,** Président | Wannechgelift! D'Madamm Gary huet elo d'Wuert.

**Mme Chantal Gary** (déi gréng), rapportrice | Merci. Ech hale mech ganz kuerz, den Här Minister huet jo d'Erklärunge ginn. Mir haten d'lescht Mobilitéitskommissioun effektiv vum Här Werdel alles am Detail erkläert kritt. A se si permanent amgaang um Kucken, wat méiglech ass, wat net méiglech ass. Dat heescht, dat ass um Lafen an dowéinst géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net unzehuelen.

*(Interruption)*

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Gary. Da kënne mer elo zum Vott kommen.

*(Interruption par M. Jeff Engelen)*

Här Engelen!

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Jo, ech wollt nach just eng Kéier reagéieren op dem Här Minister seng Ausso: „fir Sand an d'Aen ze streeën". Ech hunn nach bis elo kengem Mënsch dobausse Sand an d'Ae gestreet! Ech hunn och kengem gesot ... Wat ech hei de Mëtteg gesot hunn, dat ass eng Iddi, déi ass mer gëschter Owend komm, an ech hu se elo realiséiert. An ech hu kengem eppes dobausse versprach! Ech wollt dat kloer soen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Sou, da kënne mer elo zum Vott kommen.

*(Brouhaha et interruptions diverses)*

***Vote sur la motion 1***

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 25 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen ofgeleent.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

## 5. Interpellation de M. Claude Lamberty au sujet des grands projets de réforme de la politique nationale du sport

Fir ofzeschléisse komme mer elo zur Interpellatioun vum Här Claude Lamberty iwwert d'Reform vun der Sportspolitick. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Georges Mischo, d'Madamm Cécile Hemmen, d'Madamm Chantal Gary, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Nathalie Oberweis, den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den Auteur vun dëser Interpellatioun, den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

*(Brouhaha)*

***Exposé***

**M. Claude Lamberty** (DP), interpellateur | Här President, an enger hallwer Stonn iwwert d'Sportspolitick an hir Ausriichtung hei am Land ze diskutéieren, dat ass emol direkt en éischten Challenge. An deen ass direkt sportlech!

Extreem villfälteg ass den Domän Sport; vu jonk bis manner jonk, vu Leeschtungs- bis Breedesport, vu Beweegungserzéiung bis Gesondheetspreventioun, vu federale Strukturen a Veräiner bis hin zu Infrastrukturen, vu gutt forméierten Trainer bis Projeten, déi d'Leit begleeden an hirer Beweegung. Dir gesitt: Eng global Analys vun den Erausfuerderungen an der Sportspolitick vum Land ze maachen, ass immens villschichteg.

Dee leschte grousse sportspoliteschen Debat hate mir am héijen Haus hei viru gutt fënnef Joer. Säitdeem ass vill geschitt, et goufen och strukturell Verbesserungen, mee d'Erausfuerderunge sinn ëmmer nach enorm grouss. Deelweis sinn et souguer déi selwecht wéi 2018 an deels sinn awer och ganz neier derbäikomm.

Eng éischt Fro, déi ee muss opwerfen, dat ass d'Fro: Wou sti mir haut als Land? Als Sportsnatioun op där enger Säit an als Land, wou mir wëllen, dass Sport maachen, sech beweegen als bescht Preventiounsmethod wouergeholl gëtt, fir net krank ze ginn.

An déi zweet Fro ass dann: Wat wëlle mir an Zukunft erreechen?

An direkt hannendrun déi Fro, déi sech doraus ergëtt: Wat si mer bereet, doran ze investéieren, fir déi Ziler dann och kënnen ëmzesetzen an ze erreechen?

Ziler ze hunn, ass fir Sportler jo näischt Onübleches, mee eppes, woufir ee vill trainéiert, wou ee seng Passioun Woch fir Woch, Dag fir Dag auslieft an ee bereet ass, iwwer seng Grenzen erauszegoen, fir Erfolleg ze hunn a seng Ziler ze verwierklechen. Eis Ziler musse mir also als Land, als Gesellschaft definéieren, an dat eeben, wéi ganz am Ufank elo gesot, an den ënnerschiddlechste Beräicher, déi de Sport ze bidden huet.

Fänke mer u mam Leeschtungssport. Wat wëlle mer erreechen am Leeschtungssport als Natioun? Si mer eng Sportsnatioun, wou mer eis Athleeten an eis Ekippen esou ënnerstëtzen, wéi si et reell och brauchen? Wat ass also eist Zil als Land fir eis international optriedend Athleeten?

Do vertriede jo Sportler an Ekippen aus alle Beräicher eis Faarwen an den ënnerschiddlechste Kompetitiounen a setzen domat och de rout-wäiss-bloe Fändel international op d'Weltkaart. Ob Europameeschterschaften, Weltmeeschterschaften, Olympiaden, ob am Eenzelsport oder am Teamsport, eis Athleete bréngen et fäerdeg, och als kleng Natioun ëmmer nees Weltklasseleeschtungen ofzeruffen. Dofir grousse Respekt!

Mee dat ass awer och gläichzäiteg eng Verflichtung, eng Verflichtung un eis als Politick, fir d'Weichen esou ze stellen, dass esou Leeschtungen och richteg honoréiert ginn, dat duerch Strukturen, déi d'Sportler hei am Land fannen an déi se ënnerstëtzen an hirem deeglechen Oflaf. Et sinn also d'Ënnerstëtzung an den Encadrement, déi d'Sportler virfannen, déi wichteg sinn, an net just d'Felicitéieren, wann en Athleet grad op engem Podium steet. Mee dee richtege Merci ass den Encadrement, deen e Sportler am Land kritt.

Anescht ausgedréckt, ass et u sech un eis ze definéieren, wéi vill mir als Gesellschaft bereet sinn ze investéieren, fir déi beschtméiglech Konditiounen ze schafen, fir eisen Athleeten e professionelle Kader ze erméiglechen, fir dass si eis Faarwe kënnen op héchstem Niveau erfollegräich representéieren.

Aus Athleetesiicht ass et relativ kloer, wat gebraucht gëtt, fir sech kënnen op déi sportlech Leeschtung a Weiderentwécklung ze konzentréieren: Nieft eegenem Talent an haardem Schaffe brauch de Sportler nämlech eng Gesamtapproche vu Betreiung, op déi e kann zréckgräifen, wann e se brauch. Zu deem

Kader gehéieren engersäits natierlech Traineren, déi beschtméiglech forméiert sinn, e medezinnescht a psychologescht Encadrement, Infrastrukturen, déi all méiglech Trainingsformen erlaben, an Ulafstellen, déi Hëllefsstellung kënne bidden, wann den Athleet se da brauch, dëst op mentalem Plang, op ernärungstechneschem Plang oder och am Beräich vum, ech nennen et elo mol Neesopbau no Verletzungen. A mir wësse jo, dass am Sportlerliewe Blessure leider, leider Gottes derzougehéieren. An an deem Moment, grad an deem Moment, do gëtt all Hëllef duebel an dräifach gebraucht!

Mir brauche fir d'Zukunft awer och endlech eng Plaz, wou Sportler sech kënnen uvertrauen, wann an iergendenger Form e Fall vun Abus oder och Harcèlement virläit. Do sti mir als Lëtzebuerg momentan definitiv nach am éischter hënneschte Beräich a mussen do international Standarden erreechen.

*(Interruption)*

Fir all déi Hëllef, dat Encadrement musse Moyenen zur Verfügung gestallt ginn. A maache mer eis näischt vir, déi Verantwortung fir déi Moyenen, déi läit net eleng beim Staat, awer zum gréissten Deel. Un eis als Politick ass et, de Kader ze definéieren an e mat Moyenen auszestatten. D'Talent an d'Astellung, déi musse vum Sportler selwer kommen.

Ech hat et agangs gesot, et huet sech an de leschte Joren esou munches gedoen. Mat Strukture wéi dem LIHPS oder och dem High Performance Training & Recovery Center, do si Fortschrëtter gemaach ginn.

Ech sinn awer och der Meenung, dass déi Strukturen elo weider musse wuessen. Si komme quasi aus hiren, kommt, mir nennen et Ufanksjoren, eraus, hu scho ganz, ganz vill Positives mat eisen Athleeten erreecht, mee si musse fir d'Zukunft trotzdeem déi néideg Moyene kréien an engem Ëmfeld, wou et oft ëm Millimeter geet, ëm dausendstel Sekonnen oder ëm en entscheedende mentale Virdeel par rapport zu engem aneren. Si mussen also d'Moyene kréien, fir eis Athleeten och an Zukunft méi breet a méi intensiv kënnen ze betreien an ze begleeden.

Och dierfen déi Strukturen op kee Fall d'Affer vun hirem eegene Succès ginn. Well et schwätzt sech jo ronderëm, wat do fir gutt Aarbecht gemaach gëtt. Wa mir also fir d'Zukunft wëllen, dass méi Sportler op héijem Niveau kënnen ënnerstëtzt ginn, musse mir derfir déi néideg Infrastrukturen an dat néidegt héich professionellt a spezialiséiert Personal kënnen zur Verfügung stellen.

Et muss natierlech och en Zesummespill vun de verschiddenen Acteure stattfannen, fir eng gesamtheetlech Approche kënnen am Sënn vum Sportler a senger Entwécklung duerchzezéien. Do denken ech un Acteure wéi de Sportlycée, déi jeeweileg Federatioun, déi verschidden Traineren, genausou wéi un de Comité olympique als ganz wichtegen Acteur net just fir de scho fäerdegen Athleet, mee och fir dat villverspriechend Talent, wat säi Wee wëll goen a fréizäiteg Ënnerstëtzung brauch, fir d'Potenzial och kënnen ze entfalen. Ech denken awer och zum Beispill un d'ENEPS als wichtegen Acteur, déi eigentlech dagdeeglech dru schaffen, fir d'Kompetenz am Sportsberäich ze erhéijen. Och si brauchen eis Ënnerstëtzung.

Ee Punkt, dee mir als Demokratesch Partei fir immens wichteg halen, ass d'Perspektiv, déi mir jonke Sportler mat op de Wee kënne ginn. An och do hu mir hei am Land Nohuelbedarf.

Net all Talent wäert duerch de Sport kënne bis zum héijen Alter suergefräi liewen, well e masseg Geld verdéngt huet. Dat ass leider éischter déi rar Ausnam. Dat heescht awer op där anerer Säit, dass fir déi breet Mass u Sportler musse Perspektiven do sinn.

Mir hunn, an dat elo säit mëttlerweil 25 Joer, d'Elittesportlersektioun vun der Lëtzebuerger Arméi, eng formidabel Plaz fir déijéineg, déi sech doranner erëmfannen. Allerdéngs ass dat net fir jiddwereen de Fall. Dofir gëtt et héich Zäit, dass mir endlech och zivill Perspektiven, Partenariater mat Entreprisen an aneren Acteure kënne fir eis jonk Talenter ubidden.

Geneesou wichteg ass et, mengen ech, och, ze kucken, vu dass kee Sportler bis zu senger Pensioun Elittesportler bleift, dass nieft der topp Ausbildung am Sport selwer och eng schoulesch Ausbildung nieft dem Sport ugebuede gëtt, fir dem Athleet éischtens d'Entscheedung ze erliichteren, de positive Choix ze treffen, fir Sport op héijem Niveau ze maachen, de Sprong zum Profi ze probéieren, well e jo nieft dem Sport dann och eng schoulesch Ausbildung kritt huet, wouvun e profitéiert, wann et mat der sportlecher Karriär aus iergendengem Grond leider näischt ginn ass, an dann zweetens, fir déi Zäit no der Karriär, dass en do net verluer dosteet, mee relativ einfach de Wee vum Sportler hin zu der Beruffswelt ka fannen an dohinner ka wiesselen, well e jo eeben och säi schouleschen Ofschloss huet, deen em dann eppes bréngt.

Och an dësem Punkt gëllt et also, eng gesamteenheetlech Approche ze entwéckele mat Perspektiven, déi wäit iwwert déi reng Jore vun der aktiver Sportlerkarriär erausginn. An déi Approche, déi fänkt am jonken Alter un.

Wa mir also wëllen, dass sech och an Zukunft eis Athleete kënne mat der internationaler Konkurrenz moossen, musse mir bereet sinn, déi néideg Efforten ze maachen, fir si, éischtens, perfekt ze encadréieren an hinnen donieft Perspektive bidden.

Changéiere mer elo kuerz d'Perspektiv. Vun der Athleetesiicht komme mer bei d'Verbänn, déi lokal Veräiner an och den COSL. D'Veräiner sinn a ganz villen Dierfer a Stied hei am Land déi Plaz, wou Integratioun a sozialen Zesummenhalt virgelieft ginn. Ouni Veräiner géif eise Gemengen, géif eisem gesellschaftlechen Zesummeliewen an de Gemengen dach eppes Enormes feelen. Dofir muss alles ënnerholl ginn, dass d'Veräiner gehollef kréien, fir sech ze stabiliséieren an och weiderzeentwéckelen.

D'Veräiner, dat ass éischtens emol d'Plaz vum Breedesport, vum Zesumme-Sport-Maachen an Duernoe-Patt-zesummen-Drénken. D'Veräiner si ganz wichteg – ganz wichteg! – Pilieren am Zesummeliewen an och am Zesummewuesse vun eiser Gesellschaft. An natierlech sinn eis Klibb awer och d'Basis vun all sportlechem Leeschtungsgedanken. Schliisslech fänkt och all spéideren Toppathleet, egal a wéi engem Sport, an iergendengem Veräin un, seng éischt Schrëtt ze maachen, respektiv evoluéieren d'Spiller an och d'Ekippen an hiren Divisiounen an an hire Championnater. De Klub huet also eng immens breet Palett un Aufgaben am Breedesport an an der Entwécklung vum Leeschtungssport.

Dat kléngt op den éischte Bléck jo emol direkt interessant, ass et och. Mee op den zweete Bléck, wann een hannert d'Kulisse kuckt, gi vill Froen an Onsécherheete fir d'Zukunft opgeworf. D'Veräiner liewen nämlech vum Benevolat. An ouni Benevolat ass et ondenkbar – ondenkbar! –, dass e Klub ka fonctionéieren. Allerdéngs ass de Benevolat an enger ganz schwiereger Phas, fir net méi staark Wierder ze benotzen.

Et fënnt ee wuel op där enger Säit ëmmer nees Leit, déi all Woch, bei all Event, bei all Meeting, bei all Kompetitioun hëllefen. Mee op där anerer Säit kritt een awer ëmmer nees de Feedback, dass et global einfach immens schwéier ass, Leit ze iwwerzeegen, sech laangfristeg ze engagéieren. A wa se sech, wéi gesot, engagéieren, dann éischter punktuell bei Highlights, bei gréisseren Events, awer net fir Laangzäit, wou een zum Beispill seet: „Elo kriss de e Mandat, fir dräi Joer am Kommitee ze schaffen."

Derbäi kënnt: D'Ufuerderungen un déi Fräiwëlleg, déi ginn ëmmer méi grouss, souwuel bei administrativen Demarchë vun alle Säiten, déi ëmmer méi erausfuerderend ginn, wéi awer och bei juristesche Froen, déi ëmmer méi optauchen, an och déi finanziell Besoinen an de Klibb, déi wuessen. An déi maachen aus dem flotten Niewebäi-am-Heemechtsklub-Hëllefen op eemol fir déi Benevoll am Veräin eng Aufgab, déi schnell méi wéi usprochsvoll ass an haaptsächlech immens, immens zäitopwenneg gëtt.

Dat mécht d'Saach dann net méi motivéierend a scho guer net méi einfach, fir nei Leit ze fannen. Et ass awer an eiser aller Interessi, dass d'Veräiner esou ënnerstëtzt ginn, dass se net riskéieren, hir Aktivitéite mussen anzestellen, oder op eemol verschwannen. Dat wär aus sportlecher Siicht eng Katastroph, awer och aus der Siicht vum Zesummeliewen an de Gemengen an an eisen Dierfer an a Stied. Wann ee sech just kuerz virstellt: Wéi eidel wier et an Ärer eegener Gemeng, wa kee Klub méi do wier?

Dofir mussen, an de Statec hat déi Zuele publizéiert, déi ronn 20.000 Benevoller – 20.000 Benevoller! –, déi hei am Land aktiv sinn, an Zukunft weider valoriséiert a fideliséiert ginn. Well nach eng Kéier, et gëtt kee System ouni Benevolat! Dat muss einfach ganz kloer sinn. All Tendenzen, déi richteg a wichteg sinn, fir eis Strukturen an och Klibb méi professionell opzestellen, sinn absolutt net geduecht, dass et dofir géif ouni Fräiwëlleger goen.

Wat fir d'Veräiner zielt, ass fir d'Federatiounen natierlech genausou richteg: Déi sportlech Entwécklung vun den Talenter, eng international Presenz duerch Nationalekippen, d'Organisatioun vun de Championnater um nationalen Niveau, d'Ulafplaz fir all offiziell Kommunikatioun tëscht Sportsministère, internationale Verbänn, COSL an den Athleeten; d'Missiounen, déi si villfälteg. d'Missiounen, déi sinn och interessant, mee, an dat kann ech bestätegen, bei Wäitem net ëmmer ganz einfach!

Jo, a wat fir d'Veräiner opgezielt gouf, ass fir d'Verbänn nach vill méi richteg. D'Ufuerderunge wuessen, déi administrativ Demarchë ginn ëmmer méi grouss, déi finanziell Besoinen och. A mir wëssen och alleguer heibannen, dass et ouni déi staatlech Subventioune bei ville Federatioune muer definitiv net kéint weidergoen!

Allerdéngs, mengen ech, si mir op engem absolutte Limit, wat de Benevolat an de Verbänn ugeet. Dofir brauche mir dréngend eng Professionaliséierung vun de federale Strukturen, fir kënnen an Zukunft all déi Aufgaben zu 100 % ze erfëllen, déi sech souwuel national wéi och international stellen. Dat ass am Joer 2023 keng Feierowendaufgab méi, dat ass e reellen Job mat Verantwortung vis-à-vis vun de Fräizäitsportler, de Veräiner, den Elitteathleeten an awer och den internationale Verflichtunge géigeniwwer. An dofir mussen déi administrativ Strukture professionaliséiert ginn an déi sportlech, déi musse weider gestäerkt ginn!

An dass mir eis do elo net falsch verstinn, och haut gëtt et eng staatlech Subventioun souwuel fir dat administratiivt Personal wéi och dat reng sportlecht. Allerdéngs sinn do d'Plaffongen esou, dass et onméiglech ass, sech esou kënnen opzestellen, wéi déi meescht Verbänn dat reell géife brauchen. Hei musse mir einfach nei Weeër goen, eis aner Moyene ginn an d'Verbänn anescht ënnerstëtzen.

Vläicht kléngt dat och fir eng Rei Leit heibannen abstrakt, mee, an ech huelen dat Beispill ëmmer erëm

gär, well et richteg illustréiert: Deen Dag, wou an engem Verband kee méi do ass, deen de Spillplang kann erstellen, jo, deen Dag wäert och den Dag sinn, wou um Weekend an Ärem Duerf, an Ärer Stad kee Championnatsmatch a kenger Sportaart méi ka stattfannen!

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Lamberty** (DP), interpellateur | Dofir gëllt et als Politick, elo ze reagéieren, dass mir net an esou eng Situatioun kommen an d'Strukture kënnen duerch Erhéije vu Budgeten esou festegen, dass d'Verbänn onerschütterlech do kënne stoen a weiderschaffen!

Ech hat am Ufank d'Fro opgeworf: „Wat wëlle mer erreechen? A wat brauche mer?" Ech mengen, dass et aktuell leider keng ganz global Vue op déi reell Besoine vun de Verbänn oder souguer vun de Klibb gëtt. Et gouf bis elo menges Wëssens keng systematesch Analys, wat all Sportaart – ech schwätzen hei wierklech vun der Sportaart – am Land brauch, fir sech esou opzestellen, fir optimal kënnen ze fonctionéieren. Also: Wat fir Profiller u Leit brauch ech als Federatioun, als Sportaart, fir kënnen esou ze schaffen, fir mech a meng Sportaart kënnen esou ze entwéckelen, wéi ech et brauch? Wat brauch ech och als Infrastruktur? Wat hunn ech vläicht nach fir Besoinen als Sportaart, déi nach ni thematiséiert goufen?

Dofir begréissen ech et, dass de Comité olympique hei eng Leaderroll iwwerholl huet a mat senge Membersverbänn amgaang ass ze kucken, déi Besoinen eigentlech ze definéiere mat de Federatiounen am Dialog, eigentlech en Istzustand an e Sollzustand amgaang ass opzestellen, fir déi sportlech Entwécklunge vun den Athleeten an den Ekippen ze assuréieren, awer och fir déi administrativ Hürden an Demarchë kënnen ze klären. Déi Vue, déi wäert eis et endlech emol objektiv erlaben ze chiffréieren, wat d'Besoine reell sinn a wou mir haut dru sinn. An ech mengen, och de Sportsminister kritt sécherlech e ganz wäertvollen Outil do an d'Hand, fir d'Ausriichtung vun der Sportspolitick an deenen nächste Jore vläicht méi reell kënnen ze definéieren.

Nieft enger Professionaliséierung, déi ech fir absolutt noutwendeg halen, gëtt et allerdéngs e weidere Projet, dee mindestens geneesou dréngend ass, an dat ass d'Reform vum Congé sportif. Den Terrain, dee waart op déi Reform, well déi aktuell Reglementatioun einfach total un hir Grenze gestouss ass a keng Äntwerte méi op d'Erausfuerderung vun haut ka liwweren. Ech hoffen, dass den Här Minister eis do haut vläicht mat positiven Nouvellë kann iwwerraschen.

An dëser Rubrick dann awer och nach e puer Wuert zum COSL. De Comité olympique ass natierlech en Haaptacteur an der Lëtzebuerger Sportswelt. Team Lëtzebuerg, dat ass e Begrëff. D'Team Lëtzebuerg representéiert eis als Natioun, als Land an der ganzer Welt. Duerfir mussen och si als COSL déi néideg Ressourcë fir d'Zukunft kréien, fir hire ganz villfältege Missiounen, déi net méi einfach ginn, kënne gerecht ze ginn.

Da kommen ech zu enger weiderer Erausfuerderung, déi sech stellt: eis sportlech Infrastrukturen. Mir brauche méi Plazen, fir Sport kënnen ze praktizéieren. Egal mat wéi enger Federatioun ech schwätzen, kaum ee seet mir, dass se net e Mangel un Infrastrukturen hätten, net dass guer keng bäikéimen, mee dass et par rapport zum Besoin vun der wuessender Populatioun einfach net duergeet.

Dat hat ech och schonn am Kader vun der Diskussioun ëm de Fënnefjoresplang suggeréiert, dass ee vläicht d'Subventiounspolitick nach méi motivéierend kéint gestalten.

Ee Beispill: wann ee sportaarteniwwergräifend géif bauen, also zum Beispill eng klassesch Indoorsportshal an direkt niewendrun nach eng Sportinfrastruktur, huele mer eng Beachvolleyballshal, dass dann d'Subventiounen och kéinte méi héich gi säitens vum Ministère. Firwat? Ma einfach aus der Grondiwwerleeung, dass mir u sech méi sportlech Infrastrukturen am Land brauchen, dass mir awer och oft net genuch Synergië sichen. A mengem Beispill kéinte jo ganz sécher Räim gemeinsam genotzt ginn an engem Gebai oder och Vestiairen oder och d'Buvette.

An op där anerer Säit och, dass d'Gemenge ganz sécherlech méi interesséiert wären, iwwerhaapt ze investéieren a Sportinfrastrukturen, wa se d'office wëssen, an et sëtze genuch Buergermeeschteren heibannen, dass d'Subside méi héich sinn.

Haut ass de klassesche Subsid jo opgedeelt, wou gekuckt gëtt: Ass et eng lokal Sportinfrastruktur? Ass et vläicht eng regional? Oder ass et souguer eng national? Elo kritt een dann, jee nodeem wat et ass, méi oder manner Subsiden.

An Zukunft géif ech do einfach eppes derbäisetzen: Ass déi Infrastruktur just fir eng Sportaart oder gi Synergië gesicht an et gëtt dofir méi Sportsfläch gebaut? Dat wär menger Meenung no motivant a géif verschidde Problemer un der Wuerzel upaken. Mir hätten dann um Enn vum Dag méi Sportsflächen, wou Kanner an Erwuessener an de Veräiner kéinten aktiv ginn, an déi Sportsflächen, déi géifen och nach vu méi Acteure genotzt ginn. Mir hätten d'Gemengen, déi sech net géife Froe stellen, ob se weider an de Sport kéinten investéieren, well se jo méi Ënnerstëtzung géife kréien, wa se méi Infrastruktur géife schafen. Ech nennen et emol eng Win-win-win-Situatioun mam Resultat vu méi Sportinfrastrukturen hei am Land.

An deem Kontext kann een dann och direkt bei weider wichteg Acteure kommen, déi Infrastrukture brauchen: d'Schoulen an d'Maison-relaisen. Primordial wichteg ass, dass eis Kanner, awer net just si, Beweegungsméiglechkeeten hunn an déi och notzen, dat emol manner aus enger reng sportlecher Siicht, mee einfach aus beweegungserzéierescher Siicht. Beweegungsmangel féiert zu Iwwergewiicht, zu net genuch kierperlecher Fitness bis hin zu manner Leeschtungsfäegkeet an ass natierlech am Laf vun der Zäit responsabel fir eng ganz Rei vu Krankheeten.

Dofir ass u sech alles ze mobiliséieren an och ze motivéieren, fir dass sech beweegt gëtt, eigentlech eng Grondform vu Sportspolitick an eng primordial wichteg Preventiounsmesür an der Gesondheetspolitick vum Land!

Komme mer zréck bei d'Kanner. Wat brauche mer, fir dass si sech genuch beweegen, eis jonk Generatiounen? Ma dofir brauche mer éischtens emol gutt forméiert Personal, dat op ganz ënnerschiddleche Plazen, dat genau weess, wéi Beweegungserzéiung fonctionéiert. Dofir brauche mer och d'Akzeptanz, wéi wichteg Sport fir d'Entwécklung vun de Kanner eigentlech ass. An dofir brauche mer Infrastrukturen, déi et de Kanner erlaben, sech motoresch ze entwéckelen.

Donieft brauche mer awer och Projeten um lokale Plang, déi de Kanner de Sport méi no bréngen. An ech huelen hei einfach e Beispill, stellvertriedend fir vill anerer, wat ech am beschte kennen, dat ass „Hesper beweegt sech". Ech gesinn de Buergermeeschter an och d'Sportsschäffen heibannen. Déi kënnen dat warscheinlech bestätegen. Et geet drëm, net als Konkurrent zu de lokale Veräiner, mee an Zesummenaarbecht mat de Veräiner de Kanner d'Sportaarte virzestellen an hinnen déi villfälteg Méiglechkeeten, déi d'Sportswelt ze bidden huet, ze weisen. De Choix, a wéi ee Veräin se wëlle goen a wéi eng Sportaarte se wëllen aktiv maachen, dat ass de Kanner iwwerlooss. Mee den Zougang zum Sport, d'Virstellung vun de Sportaarten, dat Zil, dat gëtt vum Projet „Hesper beweegt sech" erreecht.

Wat d'Kanner vu Klengem u méi e positiven Zougang zur Sportswelt hunn, an dat ouni mussen Héichleeschtungssportler als Zil ze hunn, wat et méi einfach gëtt, fir eng gesond Gesellschaft ze hunn.

All Euro, deen een an de Sport investéiert, jo, dat Beispill ass haut schonn an engem anere Kontext gesot ginn, dee bezilt sech duerno duebel an dräifach zréck. An dat ass besonnesch am Sport keen neie Constat, mee een, deen een ëmmer erëm muss widderhuelen, wann d'Fro opkënnt: „Firwat investéiert een iwwerhaapt an de Sport?"

Sportspolitick heescht net just, an den Elittesport ze investéieren oder ze kucken, eng Goldmedail mat heemzebréngen – jo, dat ass flott –, mee Sport ze férderen, dat heescht, och ze kucken, dass eis Leit am Land gesond sinn a gesond bleiwen. An dat ass dann en Zil, wat souguer Leit, déi éischter Sport als, komm mer nennen et Randphenomeen, ugesinn, wat esou Leit akzeptéieren: Sport als Gesondheetspolitick, an zwar als preventiv Gesondheetspolitick!

Dann och nach e Wuert zum Sportsgesetz: Dat Sportsgesetz, dat gëtt dëst Joer volljäreg. 18 Joer ass et hier, dass et gestëmmt gouf. An do ass et normal, dass een och emol eng Kéier kéint drun denken, et punktuell vläicht ze verbesseren.

E Beispill, wat net just den COSL och ëmmer nees opwerft, ass d'Reegelung vum Code de travail, déi einfach net méi ganz op den Haut an den Elo passt. D'Sportsgesetz misst u sech dem spezielle Kalenner an Agenda vun der Sportswelt Rechnung droen. Vill Aktivitéiten, Championnater, Lännermatcher, Stagen am Sport, déi falen an de Weekend oder och op Feierdeeg, geneesou wéi se selten nëmme ganz kuerz daueren. Dofir kann d'Reegel, wéi se am normalen Droit du travail ugewannt gëtt, net legal agehale ginn. Wann een awer de Sport wëll seriö huelen, muss een do einfach eng Léisung fannen.

Stellt Iech eng Kéier kuerz vir, fir e Beispill ze huelen, eist Team Lëtzebuerg ass op der Olympiad ënnerwee, an déi dauert jo net just zwee, dräi Deeg. Kënnt Der Iech do eng Sekonn virstellen, dass do en Trainer einfach iergendwann kënnt a seet: „Et ass zwar elo Olympiad, mee ech hunn elo Feierowend, ech dierf haut nämlech net méi mat Iech trainéieren, well ech muss meng Rouzäit anhalen"? Dat ass, mengen ech, do si mer eis eens, net realistesch.

An ech mengen, mir hunn einfach déi grouss Chance, dass de Sportsminister, deen hei vis-à-vis vu mer sëtzt, e ganz gudden Drot zum Aarbechtsminister huet. An ech kéint mer virstellen, dass et méiglech wär, mat deenen zwee am Dialog vu béide Säiten eng Léisung ze fannen.

Mir sollten op alle Fall d'Chance notzen, hei eng zefriddestellend Äntwert op déi ganz speziell Situatioun am Domän vum Sport kënnen ze fannen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Lamberty** (DP), interpellateur | E weidere wichtege Volet vum Sport, deen ech de Mëtteg wëll uschwätzen, ass och de Parasport an och d'Special Olympics. An deem Kontext ass et weiderhi wichteg, dass Efforte gemaach ginn, fir eng gréisser Akzeptanz vun de Mënsche mat Behënnerung an eiser Gesellschaft ze schafen. E wichtegen Aspekt spillt heibäi ouni Zweifel de Sport.

Och an Zukunft musse verstäerkt Mesüren ënnerholl ginn, fir d'barriärfräi Participatioun vu Leit mat enger Behënnerung am Sport weider ze erliichteren. Jo, de verbannende Charakter vum Sport féiert d'Mënschen zesummen. De Sport huet deementspriechend eng Virbildfunktioun, wat Inklusioun ugeet. A jo, zemools de Parasport bitt hei divers Méiglechkeeten, ze weisen, wat fir Leeschtunge kënne vollbruecht ginn a mat wat fir engem Wëlle si et packen, Hindernisser ze iwwerwannen. An där Hisiicht kënne Mënsche mat Behënnerung als Virbiller fir eis alleguerten, eis ganz Gesellschaft ugesi ginn.

Op dëser Plaz dem paralympesche Kommitee mat de ganzen Ekippen, déi d'Missioun hunn, de Parasport zu Lëtzebuerg ze férderen an auszebauen, e grousse Merci fir hiert wichtegt Engagement.

An och net ze vergiessen d'Special Olympics, déi iwwer vill Joren, Joerzéngten eng exemplaresch Aarbecht maachen, andeems se Leit mat enger geeschteger Behënnerung d'Méiglechkeet bidden, hir Fäegkeeten an Interessen a verschiddene sportleche Aktivitéite kënnen auszeüben. E grousse Bravo an e grousse Merci op dëser Plaz.

Ech kommen zur Konklusioun. Ech hu probéiert, an deene leschte 27 Minutten de Sport zu Lëtzebuerg vu ganz ënnerschiddleche Säiten ze beliichten, vun der richteger an néideger Beweegungserzéiung bis hin zum Elitteathleet, deen en Encadrement brauch, fir säi Potenzial ze entfalen.

Ech hunn awer och probéiert, ze illustréieren, firwat mir dréngendst eng Professionaliséierung vun eise Federatiounen an nei Forme vun Ënnerstëtzung fir eis Veräiner brauchen. De Benevolat wäert ëmmer d'Réckgrat bleiwen, mee brauch dréngendst eng Ënnerstëtzung duerch mindestens semiprofessionell Strukturen, fir net op der Streck hänken ze bleiwen.

Och muss alles gemaach ginn, fir de Benevolat ze stäerken an den Asaz fir d'Gesellschaft ze promouvéieren. An dat alles geet net ouni finanziell Moyenen, dat ass mir bewosst. An do gesinn ech de Staat einfach an der Verantwortung. Ech ginn es och net midd, an dat wäert och kee fäerdegbréngen, dass ech do midd ginn, fir mech derfir anzesetzen, dass de Budget vum Sport erhéicht gëtt, dat eenzeg an aleng, well ech gär hätt, dass de Sport dee Stellewäert kritt, deen e verdéngt huet, a seng Aufgaben och esou ka wouerhuelen.

Sport verbënnt, Sport integréiert, Sport ass déi beschte Preventioun an eiser Gesondheetspolitick. Sport ass eng vun de Plazen, wou Emotiounen Dausende Leit zesummebrénge kënnen. Sport huet esou vill positiv Facetten, dass all Euro, dee mir bereet sinn, dran ze investéieren, op déi eng oder op déi aner Aart a Weis méi wéi zréckbezuelt gëtt.

Perséinlech gesinn ech et als mëttelfristegt Zil un, fir 1 % vum Staatsbudget an de Sport ze investéieren, wann ee bedenkt, wat fir positiv Ziler ee kann duerch eng gutt ënnerstëtzend Sportspolitick erreechen.

Ech si bal bei den 30 Minutten. Ech huelen déi lescht Minutt, fir ganz kuerz ze soen, dass mer eng Motioun wäerten deposéieren, wou probéiert gëtt, déi 30 Minutten op enger Säit an e bëssen ze resüméieren. Se geet ronderëm. Ech wär herno immens frou, wa se vun, esou wéi 2018, der ganzer héijer Kierperschaft hei kéint ënnerstëtzt ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant les bienfaits des activités sportives sur la santé physique et mentale en contribuant à un mode de vie sain et actif ;*

*– considérant que le manque d'activité physique est un facteur de risque majeur pour de nombreuses maladies chroniques telles que l'obésité, le diabète, les maladies cardiovasculaires et le cancer ;*

*– considérant que le sport véhicule des valeurs éducatives, sociales, morales et favorise la cohésion sociale et le vivre-ensemble ;*

*– considérant les quelque 20.000 bénévoles actifs au sein des associations sportives qui forment la colonne vertébrale du mouvement sportif ;*

*– considérant que les fédérations sportives organisent sans cesse des compétitions dans les disciplines les plus diverses contribuant ainsi au développement des activités sportives au niveau national ;*

*– considérant que les fédérations sportives sont obligées de faire appel de plus en plus à du personnel administratif qualifié pour faire face aux exigences et aux défis au niveau administratif et organisationnel ;*

*– considérant que les clubs locaux et les communes sont des acteurs majeurs dans l'épanouissement sportif des citoyens ;*

*– considérant le rôle exemplaire du sport en matière d'inclusion ;*

*– considérant que les infrastructures sportives permettent aux sportifs de pratiquer et de se développer dans une multitude de disciplines sportives ;*

*– notant que le manque d'activité physique a été reconnu comme l'épidémie du 21e siècle par l'Organisation mondiale de la santé ;*

*– notant que l'enveloppe budgétaire 2023 du Ministère des Sports s'élève à 0,067 % du PIB, respectivement à 0,21 % du budget de l'État,*

*invite le Gouvernement à*

*– valoriser davantage l'importance du sport et de l'activité physique dans la société ;*

*– soutenir et à promouvoir le bénévolat dans toutes ses facettes via le développement d'un concept national de reconnaissance et de soutien du bénévolat dans son intégralité ;*

*– doter les fédérations sportives des moyens nécessaires afin de poursuivre les efforts en vue de la professionnalisation du mouvement sportif ;*

*– poursuivre l'investissement dans des infrastructures sportives de qualité accessibles à tous ;*

*– promouvoir le développement du domaine parasportif au Luxembourg ;*

*– augmenter de manière conséquente les crédits alloués aux fédérations sportives dans les domaines administratif et sportif.*

*(s.) Claude Lamberty, Gilles Baum, Yves Cruchten, Chantal Gary, Cécile Hemmen.*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Lamberty.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Mischo. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

***Débat***

**M. Georges Mischo** (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Alleréischt emol e ganz grousse Merci un de Kolleeg Claude Lamberty fir dës Interpellatioun iwwert de Sport, well eiser Meenung no gëtt hei am héijen Haus leider vill ze sielen a vill ze mann iwwert de Sport hei zu Lëtzebuerg geschwat an och diskutéiert. Dat huet vläicht eppes domat ze dinn, dass de Sport nach ëmmer net déi Lobby hei zu Lëtzebuerg huet, déi en awer onbedéngt géif verdéngen.

D'Sportbeweegung hei zu Lëtzebuerg ass breet gefächert, de Claude Lamberty huet et schonn e bëssen ugeschnidden: natierlech de Schoulsport, de Breedena Fräizäitsport, awer och de Sport op der Aarbechtsplaz, Behënnertesport, Kompetitiouns- a Leeschtungssport respektiv Héichleeschtungssport.

*(M. Marc Spautz prend la présidence.)*

Iwwer all Theema, dat ech elo opgezielt hunn, kéint een eng Interpellatioun mat engem Modell 1 maachen, fir doriwwer ze diskutéieren an eventuell Léisungen ze fannen.

Derbäi kommen Theemen, déi mam Sport ganz enk verknäppt sinn an zum Deel net manner wichteg sinn, wéi zum Beispill de Benevolat, d'Infrastrukturen, awer och Chancëgläichheet am Sport. Iwwer all dësen Theeme steet ee fundamentale Problem, deen nach duerch Fakten an Evidenz beluecht ka ginn: de Beweegungsmangel. Beweegungsmangel ass fir Lëtzebuerg e fundamentale Problem, deen eis och an Zukunft nach richteg deier wäert ginn!

Duerch Lounausfall, Prepensiounen, Invaliderenten, Doktesch- a Kinéskäschte ginn immens Käschte generéiert. Et ass bekannt, mee et muss endlech gehandelt ginn an et däerfen net nëmme Plattitüden an d'Welt gesat ginn: „Sport ass gesond", „Mens sana in corpore sano", a wat net nach alles. Och „Lëtzebuerg lieft Sport": Do hunn ech e Mindmap gelies, dee ganz flott ass, dee ganz schéin opgemaach ass.

*(M. Georges Mischo montre le mindmap.)*

Mee Pabeier ass natierlech gedëlleg an ech mengen, dass de Sportsminister un deem dote Mindmap och gemooss wäert ginn.

An eng Richtung muss gehandelt ginn, an dat vun allen Acteuren. Natierlech geet et mat der Famill un, an de Crèchen, an de Maison-relaisen, am Fondamental, natierlech d'Zesummenaarbecht mat der LASEP net ze vergiessen, an de Lycéeë mat natierlech och der LASEL, Fräizäit- a Veräinssport, Federatiounen, COSL an natierlech och de Sportsministère.

Eltere mussen endlech eng Kéier erëm Zäit kréien, fir mat hire Kanner zesumme kënne Sport ze maachen. An de Crèchen an an de Maison-relaise muss qualifizéiert Personal de Sport kënne vermëttelen. An am Fondamental musse qualifizéiert a motivéiert Enseignanten um Wierk sinn, fir de Kanner den A bis Z vum Sport kënne bäizebréngen. An natierlech an de Veräiner, an de Federatioune mussen onbedéngt ausgebilten Traineren um Wierk sinn.

Mir als CSV proposéieren och eng interministeriell Cellule vu fënnef bis sechs Leit, wou de Sportsministère zesumme mam Educatiounsministère, awer och de Sportsministère zesumme mam Santésministère kann zesummeschaffen, Problemer detektéieren an natierlech och Léisungen ausschaffen.

Natierlech plädéiere mir nach ëmmer fir minimum eng Stonn Sport méi an der Schoul. Als Beispill kann een do déi héich Klassen huelen: Wann een op enger Première eng Sportsstonn pro Woch hutt, an Dir wësst, eng Sportsstonn oder eng Schoulstonn huet 50 Minutten, a wann Der Iech dann nach musst unan ausdoen, da gëtt déi Stonn ëmmer méi kuerz an et ass am Fong geholl bal net derwäert, fir da Sport ze maachen, wat natierlech extreem bedauerlech ass.

Aner Länner hunn eis et virgemaach, a mir brauchen net ëmmer a Skandinavien ze goen, well och Éistráich huet mat dräi Sportsstonne pro Woch wierklech en Akzent gesat.

E Beispill vun enger Lëtzebuerger Ministesch, d'Mady Delvaux, déi reagéiert huet op eng Etüd vun der Sportsproffegewerkschaft aus dem Joer 2004 an de Modulairesklasse vu Septième bis Neuvième dräi Stonne Sport zougestanen huet – ech mengen, dat war eng richteg Reaktioun! Dat Eenzegt, wat vergiess gi war: dass de Koeffizient hätt solle bestoe bleiwen, well e clevere Schüler op de Modulairesklassen hätt einfach net kënne matmaachen an et wier em näischt geschitt.

Mir als CSV sinn natierlech fir weider esou Adaptatiounen, fir ze reagéieren op de Beweegungsmangel, an dat net nëmmen op Septième, Huitième an Neuvième modulaire, mee och op anere Klassen a virun allem an de Primärschoulen an am Lycée.

Mee eng éischt Etapp wier, d'Beweegung an den Alldag opzehuelen, wéi ech virdru scho gesot hunn, virun allem an der Famill, awer och an de Crèchen, de Maison-relaisen an an de Schoulen. De Kär vum Problem ass déif an eiser Gesellschaft, an dat leider vu Kand un. Wann d'Beweegungszäit identesch zur Bildschiermzäit wier, da wier de Problem zum Deel geléist.

**Une voix** | Ganz richteg!

**M. Georges Mischo** (CSV) | Nëmmen ee Beispill, an ech mengen, dat ass dat katastrophaalst Beispill, dat ass de Schwammunterricht, dat ass d'Schwamme vu Klengem un, wou zemools am Fondamental gréisser Problemer sinn, awer déi Problemer sech weiderverlageren och an de Lycée, wou eng ganz Rei vun eise Kanner a Jugendlechen net méi schwamme kënnen oder wann, da ganz schlecht. An dat, mengen ech, ass e gréissere Problem, net nëmme fir de Beweegungsmangel, mee awer trotzdeem och fir d'alldeeglecht Liewen, wa se herno eng Kéier grouss sinn an hir eege Kanner solle schwamme léieren.

Dofir brauche mer natierlech qualifizéiert Personal. D'Beruffer am Sportssecteur sollen a musse promouvéiert ginn. Den Enseignement muss natierlech weider attraktiv gemaach ginn. D'Ausbildung vum Schoulpersonal, virun allem dem Schoulpersonal am Fondamental, muss erëm op den Niveau komme vu virun 20 Joer a muss virun allem verbessert ginn!

Ze begréissen ass natierlech déi nei Sektioun Sport am LTPES zu Miersch fir d'Educateuren an d'Educatricen, déi ab September 2023 wäert ulafen. Dorausser kënnen eng ganz Rei Schülerinnen a Schüler oder Studenten a Studentinne kommen, déi sech dann entscheeden, weiderzegoen op d'Uni an eng Spezialisatioun ze maachen.

Eng Iddi, déi nach ëmmer och a mengem Kapp ass, dat ass, fir Sportsproffen, déi net de Concours wëlle maachen oder packen, an de Fondamental eranzehuelen an an der Karriär vum Schoulmeeschter do Sport enseignéieren ze loossen.

Op all Niveau a mat allen Acteure muss de Problem Beweegungsmangel ugaange ginn. Nach e Beispill, dat sinn d'Beruffsklassen. De Sport an de Beruffsklassen ass och extreemst wichteg. Wéi sollen en Daachdecker, e Mechanicien, awer och Infirmieren an Infirmièrë kierperlech fit sinn, wa se ganz wéineg Sport schonn an der Schoul hunn, awer och wéineg Sport an hirem Alldag hunn? Ech mengen, dat ass e weidert Argument, fir och an der Schoul weider op de Sport ze pochen.

De Wonsch, eppes ze änneren, muss awer vu ganz uewe kommen an net nëmme vun eis hei an der Chamber an net nëmme vum Sportsminister, mee virun allem vun der Regierung.

E Beispill vun Australien 2000, wou d'Olympesch Spiller zu Sydney waren, do ass siwe Joer virdrun d'Decisioun vun der Regierung geholl ginn: „Esou an esou vill Medaile wëlle mer an do gëtt alles ëmgedréint an ëmgekéiert, fir dass mer déi Ziler wäerten erreechen."

E vill méi konkreet Beispill, mat deem mir eis, mengen ech, am beschte kënne vergläichen, ass Island. Mir hu 650.000 Awunner iwwert den Daum, Island huet genau 375.000 Awunner. Et ass natierlech eng länger Entwécklung an deenen zwee Länner, mee virun allem d'Islänner beweisen eis, dass een och mat klenger Populatioun gréisser Erfolleger, wéi am Fussball, am Handball oder an der Liichtathleetik, kann erreechen, wann ee wierklech wëll. An esou eng Decisioun muss awer emol geholl ginn.

Déi wichtegst Partner, fir Sport a Beweegung ze fërderen an ze promouvéieren, sinn natierlech modern Sportinfrastrukturen. 135 Milliounen Euro fir 35 Projeten, do kann ee just soen: weider esou! Bravo! E Vëlodrom, en nationalen Tenniszenter, Sportshalen, Schwämmen, Sportinfrastrukture fir Maison-relaisen a Schoulen, awer och en nationale Sportmusée, ech mengen, dat sinn déi Akzenter, déi een am Sport kann a muss setzen.

D'CSV ënnerstëtzt d'Investitiounspolitick an d'Sportinfrastrukturen, déi gebraucht ginn, fir e reibungslosen Oflaf vun de Sportsevenementer ze garantéieren an dem aktuellen Developpement vum Sport hei zu Lëtzebuerg gerecht ze ginn. Mir setzen eis och derfir an, datt de Subventionnement vum Staat erhéicht gëtt fir Infrastrukturen a manner bewunnten a strukturschwaache Géigenden, do weider an de Sport an a Sportsinfrastrukturen ze investéieren, och wann dat am Moment mat de Bau- a Materialkäschten e ganz deieren Invest ass. Et muss een och zum Beispill am urbane Raum investéieren, fir dass Leit, déi sech net an engem Veräin wëllen engagéieren, hire Sport kënne maachen. Mee et sinn Investissementer, primordial Investissementer, mee Investissementer an d'Zukunft. Et bréngt och kengem eppes, wann ee Walkampf mat de Präisser vu Sportsinfrastrukture mécht!

En anert Theema: Sportkoordinateur. Beim Sportkoordinateur, ech mengen, do ass nach ganz vill Loft no uewen, well mat néng Sportkoordinateuren hei zu Lëtzebuerg, mat néng Stéck, déi a Gemenge schaffen, bei 100 Gemengen, do ass wierklech nach Loft no uewen. Dee Poste muss promouvéiert ginn a virun allem d'Virdeeler vun esou engem Sportkoordinateur mussen erausgeschielt ginn.

Ech mengen, mir wëssen alleguerten: De Sport, an de Kolleeg Lamberty huet et scho gesot, kann net fonctionéieren ouni Benevolat. D'Benevoll vum Joer an enger Gemeng oder op Landesniveau ass eng ganz schéi Saach, mee de Benevolat ass scho länger Zäit wäit iwwer seng Limitten eraus, an dat schonn zanter Joren. Mir wëssen alleguerten, dass déi meescht Sportveräiner just un zwee bis dräi Leit hänken. A wann déi ewechfalen, da geet et natierlech mat deene Veräiner d'Bach erof.

De Sportminister huet an engem Interview gesot, hien hätt keng Kristallkugel. Ech och net. Mee ech hu Proposen. D'CSV proposéiert, de Benevolat ze ënnerstëtzen, an dat mat konkreete Propose wéi natierlech dem Congé sportif, awer och, administrativ Poste fir Veräiner a gréissere Gemengen ze kreéieren, fir dass d'Veräiner entlaascht gi mat der administrativer Aarbecht, déi op se zoukënnt. An dat selwecht kéint een natierlech och bei Federatioune froen. An natierlech eng drëtt Iddi wiere steierlech Virdeeler, wann ee sech wierklech extreemst am Benevolat engagéiert, net nëmme fir säi Veräin, mee awer och fir Jugendlecher a fir Kanner, fir déi vun der Strooss ze hunn, a fir, ech mengen, och alleguerte seng Gemengen, déi een dann domadder kann ënnerstëtzen.

De Benevolat ass fir d'CSV onersetzbar a virun allem net ewechzedenken. De Benevolat ass fir eis d'Séil vun engem Veräin oder och d'Séil vun enger Federatioun. En Handshake an eng Fläsch Cremant gi scho laang net méi duer, fir Merci ze soen. D'Veräinsliewe bréngt d'Leit no Covid glécklecherweis erëm lues a lues beieneen an dat ass, mengen ech, och e Verdéngscht vun alleguerten de Benevollen. Elo mussen Ureizer kommen, fir dem Benevolat ënnert d'Äerm ze gräifen a fir e virun allem an de Mëttelpunkt ze setzen.

Ier ech bei de Leeschtungs- an Héichleeschtungssport kommen, kommen ech awer nach op verschidden aner Theemaen zréck. D'Chancëgläichheet zwëschent Fraen a Männer am Sport gëtt ganz dacks ugeschwat an et gëtt extreem vill Beispiller, wou dat nach guer net de Fall ass. Ech zitéieren do just déi Primmen, déi bei Paris–Roubaix bezuelt ginn. Eng Damm kritt fir hir éischt Plaz 1.535 Euro. Dat geet emol net duer, fir e Vëlo ze kafen, scho guer net op deem Niveau. Den Éischte bei den Hären, deen iwwert d'Pavésteng briedert, dee kritt 30.000 Euro. Ech mengen, dat misst fir e Vëlo schonn duergoen.

Beim Schisprangen d'selwecht; éischte Präis, wann een e Schisprange wënnt: 4.000 Euro. Bei de Männer: 12.000 Euro. Ech mengen, et kënnt nach derbäi beim Schisprangen, dass do viru Joren e President vun der Internationaler Schifederatioun sech dergéint gewiert huet, dass d'Frae géife Schisprange maachen, well e gefaart huet, an dat ass leider kee Witz, dass se beim Opkomme Problemer mat der Gebärmutter géife kréien. Dat ass leider vum Här Kasper kee Witz gewiescht.

Mee et gesäit een natierlech och, dass et positiv Beispiller gëtt wéi zum Beispill eng Fussballeuropameeschterschaft, wou wierklech op der Tëlee ganz vill gelaf ass an de Fraefussball och deementspriechend Visibilitéit kritt huet. An ech mengen, dat ass de Schlëssel zum Erfolleg, well d'Visibilitéit ass genau dat, wat de Fraesport brauch, fir kënne méi Suen ze kréien, awer och méi Freed um Sport ze kréien, wann ee gesäit, wat fir eng Succèsen och d'Fraen am Sport kënnen hunn.

Den 3. Mäerz hu mer zu Esch am Gemengerot souguer unanime eng Charta ënnerschriwwe fir d'Egalitéit zwësche Fraen a Männer am Sport.

E weidert Theema ass Inklusioun duerch de Sport. Auslännesch Matbierger, Fraen, déi duerch hir Relioun net wëllen oder net kënne mat Männer Sport maachen, sollen och esou inklusiv hire Sport kënne maachen. Natierlech soll de Behënnertesport, souwuel de paralympesche wéi awer och de Special-Olympics-Sport, dorobber kënnen zielen. Jiddereen hei zu Lëtzebuerg soll e Recht hunn op Sport!

D'CSV encouragéiert och all Initiativ vu Sport op der Aarbechtsplaz a mir proposéieren e Subsid fir Betriber, déi an d'Gesondheet vun hire Mataarbechter investéieren.

Och geneesou wichteg ass de Sport als Vakanzenaktivitéit. Dir wësst alleguerten, aacht Woche Summervakanz ass eng laang Zäit an eis Kanner a Jugendlecher langweile sech ganz dacks an där laanger Zäit. Sportsaktivitéite wéi zum Beispill d'Culture physique, wou Ausdauer, Kraaft, Koordinatioun, Schnellegkeet a Flexibilitéit trainéiert kënne ginn, géifen, mengen ech, och eise sportleche Kanner an och deene manner sportleche Kanner weiderhëllefen an d'Kanner wieren deementspriechend och beschäftegt, anstatt de ganzen Dag doheem ze klunschen.

Ech kommen dann och ofschléissend zum Héichleeschtungssport oder Leeschtungssport. Héichleeschtungssport ass dann déi iewescht Liga vum Sport. Och eis Lëtzebuerger Liichtathleeten, Cyclisten, Fechter, Tennisspiller, Schwëmmer an esou weider, awer och eis Ekippen op internationalem Niveau brauchen eng voll Ënnerstëtzung duerch eis Lëtzebuerger Sportspolitick. Si sinn Ambassadeuren net nëmme fir hir Sportaart oder fir sech selwer, mee virun allem och fir eist Land.

De Wee an d'Weltelitt ass ganz batter an eis Sportlerinnen a Sportler brauchen net nëmmen Infrastrukture wéi de LIHPS, deen och scho virdru vum Claude Lamberty erwäänt ginn ass, mee virun allem e berufflech Fallschierm wéi d'Karriär an der Arméi, awer och d'Carrière civile de sport d'élite, déi, mengen ech, elo lues a lues e Gesiicht wäert kréien.

D'CSV ënnerstëtzt och d'Revendicatioun vum COSL, eng autonom Struktur an der Recherche axéiert op de Sport a physesch Aktivitéit opzebauen.

Déi gutt Resultater oder déi exzellent Resultater och op Weltniveau vun eisen Athleetinnen an Athleeten op der internationaler Bün ginn natierlech hei zu Lëtzebuerg mat vill Bewonnerung a vill Freed begleet. D'CSV steet voll a ganz hannert dem Leeschtungssport an der Virbildfunktioun vun dësen Athleeten, déi grouss Motivatioun bei eise Kanner a Jugendlechen ausléisen. Deemno mussen déi verschidden Acteuren – Ministèren, COSL, Sportsfederatiounen a Sportslycée – och entspriechend ënnerstëtzt ginn.

All Facettë vum Encadrement vum Héichleeschtungssportler musse verbessert ginn um Wee zur Weltelitt. D'Erkenntnisser vun der Wëssenschaft an der Sportsmedezinn hëllefen, d'Resultater do ze optiméieren. Lëtzebuerg huet mam LIHPS e weesentleche Schratt gemaach, deen et elo gëlt ze stabiliséieren, awer natierlech och auszebauen. Dofir muss de LIHPS déi néideg Mëttele kréien, fir seng Missioune kënnen ze erfëllen.

Mee awer och d'Recherche am Sport an an der Beweegung ass extreem wichteg. Den Apport vun der Recherche, der Wëssenschaft, der Sportsmedezinn an d'Etüde vun de wëssenschaftleche Beruffer, déi mat Sport ze dinn hunn, sinn d'Grondlag fir d'Entwécklung vum Héichleeschtungssport, dem Breedesport an awer och dem Gesondheetssport. Den Opbau vun enger wëssenschaftlecher Recherche am Sport an an der physescher Aktivitéit huet e positiven Impakt op d'Gesondheet an natierlech och op d'Preventioun an d'Rehabilitatioun.

Wa mer da beim Héichleeschtungssport sinn, da profitéieren ech och, fir dräi kleng Froen ze stellen: Wou si mer dru mam Sportlycée zu Mamer? Wéi ass et mam Grand départ vum Tour de France hei zu Lëtzebuerg? A gëtt et eventuell och Iddien, fir en „House of Sports" ze grënnen, wou Athleete kéinte bei hiren Trainingsméiglechkeeten zesumme wunnen an zesummen och trainéieren?

Fir ofzeschléisse wëll ech awer trotzdeem eng ganz wichteg Saach oder eng ganz Rei wichteg Saachen net vergiessen. Diskriminéierung, Rassismus, sexuelle Mëssbrauch, Gewalt an Dopping hu fir d'CSV, an ech mengen, fir alleguerten déi Parteien, déi heibanne sinn, am Sport keng Plaz a musse konsequent thematiséiert an och bestrooft ginn!

D'CSV fuerdert eng zukunftsweisend, modern Sportspolitick, wou all d'Partner matgeholl ginn, fir jidderengem d'Méiglechkeet ze ginn, Sport ze maachen, a wou de Beweegungsmangel als fundamentale Problem seriö mat Initiative fir d'Kanner a Jugendlecher aus alle Bevëlkerungsschichten ugaange ka ginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Georges Mischo** (CSV) | An ofschléissend wëll ech e Buergermeeschterkolleeg vun enger Partnerstad zitéieren, dee seet: „Wann s de eppes fuerders, fuerder ëmmer dat Duebelt!" Also, da fuerderen ech net 1 % am Staatsbudget fir de Sport, mee 2 %.

Voilà, villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Marc Spautz,** Président de séance | Merci dem honorabele Georges Mischo. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen.

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Här Minister, et wäert Iech kaum wonneren, dass ech eng Partie Messagen hei wäert widderhuelen, Messagen, déi och vu menge Virriedner hei scho gesot goufen an déi ech nëmmen esou ka matdroen an déi dann iwwert dëse Wee dann nach eng Kéier renforcéiert ginn.

De Sport ass beléift zu Lëtzebuerg. Ob en elo aus der Fotell eraus praktizéiert gëtt, virun der Tëlee oder awer ob ee selwer aktiv ass, dat ass einfach esou. An et ass net nëmmen eng Sportaart, déi bei de Lëtzebuerger zitt, nee, et sinn der vill, vun eiser Fangemeinschaft am Cyclissem iwwert de Supporter vun de Roude Léiwen um Fussballsterrain an de sëllege lokale Klibb duerch d'Land bis hin zu de Fans vun eisen Elittesportler bei den Olympesche Spiller, jee, ee Basketsmatch ass souguer als e „Basketsfest" an der Press betitelt ginn.

Lëtzebuerg steet deemno hannert senge rout-wäissbloen Athleeten, an dat ass och richteg a gutt esou. Déi eng oder aner Victoire vun eise Roude Léiwe géint international Schwéiergewiichter ass gepräägt vum onermiddlechen an treie Support vun de Fans, déi hir Spiller op Schratt an Tratt ufeieren.

D'Sportbegeeschterung – oder soll ech éischter soen: den Interessi um Sport? – ass bei eis am Land deemno scho ganz grouss an et kann ee sech och selwer an eng Panoplie vu verschiddene Sportaarten abréngen. Vu klassesche Sportaarte wéi, wéi scho gesot, de Basket oder d'Turnen iwwer méi nach net esou bekannt Sportaarte wéi de Spikeball oder den Discgolf, deen a verschiddene Parke gespillt gëtt, der Kreativitéit an och der Villfalt sinn am Sport eigentlech guer keng Grenze gesat. Turnschlappen unzedoen a lafen oder walken ze goen, ass och e Sport, deen e Minimum un Opwand verlaangt.

Mee de Sport ass allerdéngs net nëmme physesch Aktivitéit, net nëmme Spaass un der Freed, neen, et ass e Weidergi vu wichtege Liewenswäerter, Valeure wéi soziaalt Zesummenhalen innerhalb vun enger Ekipp an engem Klub, egal wien een ass oder vu wou ee kënnt, Valeure wéi Disziplinn a sech anzebrénge fir eng Saach, déi een net ëmmer rational erkläre kann. Et ass och Passioun a vill Engagement fir eng Saach, déi méi grouss ass wéi all Eenzelen, deen derhannertstécht.

Leider gëtt et awer och de Revers vun der Medail mat Rassismus an Homophobie, an dat besonnesch am Fussball. An och wann d'Lutte fir déi Cause amgaangen ass, sou muss eis Gesellschaft do awer nach Efforte maachen a sech ganz der Verdeedegung vun de Rechter vun all Mënsch verschreiwen.

Op dëser Plaz ass et mer ganz wichteg, Iech ze informéieren, dass am Kader vun den Aarbechte vum Benelux-Parlament eng Recommandatioun betreffend d'Sécherheet am internationale Fussball an der Lutte géint de Rassismus am Mäerz 2021 adoptéiert gouf, wou déi verschidde Regierungen invitéiert goufen, e besseren an e grenziwwerschreidenden Informatiounsechange en place ze setzen an och den Traité vun der Benelux-Police ze ratifizéieren, fir eng gemeinsam Approche ze definéieren, wat de Rassismus an d'Diskriminatioun op de soziale Medien ugeet.

Sport, gesitt Der, huet deemno vill Ausleefer an et ass wäit méi wéi sech just kierperlech ze verausgaben. Eng gutt Liewenshygiène, vun där ass haut de Mëtteg scho geschwat ginn, jo, déi beinhalt och ganz kloer de sportleche Volet. Iwwergewiicht an och soss gesondheetlech Schied, déi sech am Laf vun de Joren accumuléieren, hunn en direkten Impakt op eis Gesellschaft. De wirtschaftlechen Aspekt kënnt domadder an d'Spill.

Ass et derwäert, fir eemol méi drop hinzeweisen, dass Beweegung a besser nach de Sport scho bei deene Jéngsten e wichtege Stellewäert soll hunn? Am encadréierte Grupp, sief et d'Crèche, sief et de Precoce, sief et d'Spillschoul an esou weider, sollt d'Beweegung respektiv déi sportlech Aktivitéit an den Alldag afléissen a punktuell och professionell an de Salles de motricité encadréiert ginn. A scho si mer am Ufank vun der strateegescher Orientatioun, déi vun der Politick soll begleet an och ausgeschafft ginn.

D'Covidkris an de Confinement hu ville Leit erëm d'Loscht un der Beweegung ginn. Am Homeschooling hunn d'Sportsproffen hiert Meescht an hiert Bescht ginn, fir hire Schüler mat all Visiomëttel op Distanz, esou gutt et gaangen ass, nach sportlech Aktivitéiten ze vermëttelen. Fir déi mental a kierperlech Gesondheet war d'Pandemie eng ganz schwéier Zäit. A grad dunn ass eemol méi de Rôle an och de Benefiss vum Sport virun Ae gefouert ginn. Viru Jore schonn huet den Dokter David Servan-Schreiber a sengem Buch „Guérir le stress [...]" e Kapitel iwwerschriwwe mat „Adidas contre Prozac", wat esou vill heescht ewéi: „Sport asetzen, wann et engem psychesch riskéiert, schlecht ze goen". D'Pandemie huet bewisen, dass hei eppes drun ass.

Den organiséierte Sport mat senge villen Disziplinnen, déi all hir eege Klibb, Organisatiounen an och Fonctionnementer hunn, huet och eng ganz eegen Dynamik. Dowéinst ass eng uniform Politick an hir Ausféierung een Challenge. Och doduerch, dass ee Sport kann doheem oder an engem Klub oder ganz einfach dobaussen an der Natur maachen, eleng oder an enger Grupp, ass et schwéier, ze bestëmmen, wéi ee soll an enger strateegescher Approche virgoen. Oder ass et awer grad dowéinst, dass d'Politick e Kader mat enger strateegescher Orientatioun an der Sportspolitick schafe muss, dëst mam Zil, d'lëtzebuergesch Bevëlkerung a grousser Mass um Sport deelhuelen ze loossen a se fir e physesch aktiivt Liewen ze begeeschteren? An deem Sënn ass d'Aufgab vun der Politick, de Leit de Sport méi no ze bréngen.

Eng strateegesch Orientatioun méi no beim Sport fänkt bei deene ganz Klengen un. „Wibbel an Dribbel" zum Beispill schaaft a verstäerkt d'Motivatioun vun de klenge Kanner fir de Sport. D'Moniteure loossen d'Kanner nei sportlech Aktivitéiten entdecken an droen derzou bäi, dass d'Kanner hir Talenter fir déi eng oder déi aner Sportaart entdecken a fir si esou vläicht an d'Richtung vun engem Klub ze orientéieren, fir hinnen esou déi néideg sportlech Plattform ze bidden. Am Kader vun den Ateliere léieren d'Kanner sech och selwer besser kennen. Si léiere sozial Skills an hinne gëtt bäibruecht, wéi een an engem Team ze fonctionéieren huet, och am Fall vun enger Nidderlag.

D'LASEP ass hei schonn ugeschwat ginn, d'LASEL ass ugeschwat ginn. Si maache säit Jore gutt Aarbecht am Beräich vum para-periscolairë Schoulsport. Ech brauch op dëser Plaz kengem ze erklären, wat d'LASEP ass, well bestëmmt jiddwereen op déi eng oder déi aner Manéier scho mat der LASEP a Kontakt

war. Si sinn e ganz wichtegen Deel an der sportlecher Abannung vum Schüler nieft der Schoul a si erfëllen hir edukativ Missioun mat verschiddenen Acteure wéi de Maison-relaisen, de Gemengen an natierlech de Schoulen.

De Volet an och d'Kooperatioun vun der LASEP weist eis, wéi fundamental wichteg eng gutt Zesummenaarbecht tëschent dëse verschiddenen Acteuren um Terrain ass. Nëmmen duerch eng pousséiert Kollaboratioun kënnen déi verschidden Acteuren de Sport de Kanner méi no bréngen a si fir en aktive Liewensstil begeeschtert kréien.

Eng Fro: Ass d'LASEP mëttlerweil iwwerall gutt vertrueden? Si mëttlerweil genuch geschoulten Dirigeantë respektiv Moniteuren och do am Asaz? Geschoulten Dirigeanten an den extraschouleschen Aktivitéiten ass eng Saach. Erfreelech ass et awer och, wann ee weess, dass d'Léierpersonal gradewéi d'Personal aus dem Educateursberäich verstäerkt elo och op sportlechem Plang wäert ausgebilt ginn. Dëst valoriséiert de Sport an de Schoulen an et gëtt ëm dee Stellewäert, deen e vu Klengem u bei de Kanner soll kréien.

Vill ze dacks nach kommen Echoen aus dem Secondaire – an den Här Mischo huet schonn d'éinescht dovu geschwat –, wou mat Schrecke festgestallt gëtt, dass et nach ëmmer Jonker gëtt, déi mat hiren zwielef Joer weeder schwamme kënnen, nach Lafen oder soss eng sportlech Aktivitéit anstänneg hikréien. Dat si ganz, ganz schlecht Viraussetzunge fir d'Entwécklung vun deene jonke Mënschen!

Och wéilt ech op dëser Plaz op déi sëllegen ASA-Programmer hiweisen, déi sougenannten „After-School Activities", wou jee no Lycée de Schüler eng breet Offer u Sportméiglechkeete presentéiert kritt. Et ass erstaunlech, mee dacks muss och nach do Iwwerzeegungsaarbecht geleescht ginn, fir déi Jonk dofir ze begeeschteren. Wierklech schwéier ze verstoen, an dach, et ass eng Feststellung vum Terrain.

Vun der Schoul eriwwer bei d'Gemengen, an hei kann een aus dem Rapport d'activités vum Sportsministère erausliesen, dass op verschiddene Plaze flott an ureegend Projeten organiséiert ginn. Et sinn der e puer schonn opgezielt ginn: „Fit Kanner Miersch", „Hesper beweegt sech", de „Sport-Krees Atert" an esou weider, ouni awer och d'Konzept vun der „Nuit du sport" ze vergiessen, wou grad d'Gemeng hir verschidde Sportsoffere ka presentéieren iwwer interaktiv Ateliere vun deene jeeweilege lokale Klibb. Esou erlieft een net nëmmen déi verschidde Sportaarten, mee et léiert een och déi lokal Klibb besser kennen an et fënnt ee sech vläicht an deem engen oder anere Sport erëm, deen engem am meeschten zouseet.

Sozialen Zesummenhalt beim Sport an iwwert de Sport ass jo ee vun de ganz wichtege Liewenswäerter an och e schéinen Nieweneffekt vum Sport. A grad bei dëser Organisatioun, dat ass och schonn haut de Mëtteg gesot ginn, ass nach Loft no uewen. Et hu grad emol 17 Gemengen am Joer 2021 un der „Nuit du sport" deelgeholl. War et vläicht den Effet vun der Pandemie? Oder brauchen d'Gemengen eventuell e weideren Ureiz? En neit Konzept ass vläicht gefrot, eng Ënnerstëtzung, vläicht finanzieller Natur?

An der strateegescher Orientatioun, fir méi Sport bei d'Leit ze bréngen, ass d'Konzept vum „LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport" ausgeschafft ginn. D'Visioun ass hei d'Weiderentwécklung vun enger kierperlech aktiver Gesellschaft, an dat an alle Beräicher vum Sport an och der Beweegung. Et geet och drëms, datt d'Leit sollen dervun iwwerzeegt ginn, en anere Liewensstil ze hunn an och bäizebehalen.

De Sportsminister huet hei de Gemengen e Mindmap zoukomme gelooss mat Ureegunge fir ganz nei a flott Sportsaktivitéiten. Den LTAD wëll esou zu Lëtzebuerg qualitativ héichwäertege Sport an och Beweegung jiddwerengem ubidden an duerfir schaffe si och enk mat de Verbänn an der Sportswelt zesummen, andeems e Sports- an och e Beweegungskonzept an der Kollaboratioun mat de lokale Federatiounen ëmgesat gëtt.

Donieft ass och den COSL, op deen haut de Mëtteg meng Virriedner och schonn ze schwätze komm sinn, deen och gehollef huet, den LTAD auszeschaffen, e ganz wichtegen Acteur mat sengen 125.000 Memberen an der Lëtzebuerger Sportswelt. De COSL dréit zu der Entwécklung vun der Sportswelt bäi. Si representéieren d'Interête vum Sport, si organiséieren ënner anerem och d'lëtzebuergesch Participatioun bei den Olympesche Spiller. An et ass ganz kloer, dass de Sport esou en Acteur an och e Vertrieder brauch, dee sech neutral fir seng Interêten asetzt, an dëst op nationalem an och op internationalem Plang.

E weidere wichtegen Acteur an eiser Sportwelt a virun allem och an der Welt vum Fussball ass d'FLF mat hirem nationalen Zenter zu Monnerech, déi mat hirem Centre de formation aktiv um pedagogesche Volet am Sport mathëlleft an och alleguerten d'Fussball- an d'Futsalklibb ënner engem Daach regruppéiert.

45.021 Memberen an en Taux de participation beim Fussball vu 7 % vun eiser Gesamtbevëlkerung, domadder huet d'FLF d'Zil, de Fussball op allen Niveauen ze promoten an zougänglech ze maachen an dobäi eng Integratioun duerch de Fussball ze erméiglechen. Si setze bei deenen Ziler eng kloer Strategie ëm, andeems si ënner anerem d'Participatioun op all Niveau steigere wëllen, an dat besonnesch beim Fraefussball, souwéi eng méi enk Zesummenaarbecht mat de Klibb ëmsetze wëllen.

Erlaabt mer duerfir awer och, op dëser Plaz dorop hinzeweisen, dass d'Gläichstellung am Sport nach ëmmer vill ze wënschen iwwreg léisst. Eng Ausso an der Press huet mer dëser Deeg ganz gutt gefall an huet de Problem vu Fra a Mann gutt erëmginn: E Sportler kritt Suen, fir Resultater ze bréngen; eng Sportlerin muss Resultater weisen, fir Suen ze kréien. Ech mengen, den Ënnerscheed am Montant vun der Ënnerstëtzung huet den Här Mischo eis hei verbildlecht. Dat ass wierklech net méi ze droen an et muss esou séier wéi méiglech gehandelt ginn, fir dass mer hei och eng eenheetlech Approche dozou kréien.

Eng vun de Strukturen, déi bei enger strateegescher Orientatioun hëllefen, ass d'ENEPS, déi national Schoul fir physesch a sportlech Educatioun, déi säit 1984 verschidde Missiounen erfëllt an déi duerch en nationaalt Sportsinstitut elo opgewäert gëtt. Der ENEPS hir Roll an der Sportswelt ass virun allem eng pedagogesch an eng weiderbildend, well si de Sportsfederatioune vill theoreetesch an och praktesch Formatiounen ubitt.

Duerch d'demografesch Verännerung vu Lëtzebuerg, en Zouwuess u Populatioun an d'Entwécklung vu verschiddene Sportaarte souwéi d'Bäikomme vun neie Sportaarte mussen déi lokal an och déi national Infrastrukturen nozéien.

Déi strateegesch Orientatioun am Sport steet ënnert der Responsabilitéit vun der Regierung. Et ass d'Roll vun der Politick, de Sport der Gesellschaft esou no ze bréngen, dass alleguerten d'Bierger Loscht, Accès an de Wëllen hunn, sech een aktiven a gesonde Liewensstil unzëeegnen.

Mee och wa mer schonn e puermol drop agaange sinn, wat d'Strukture betreffen, sou dierf ee sech awer och domadder net zefridde ginn. D'Detailer, wat elo déi Strukturen ubelaangt, kommen am Fënnefjoresplang. Do gëtt et vill Detailer. A selbstverständlech wäerte mer elo ganz geschwënn och am Detail op e grousse Fleuron hei agoen, dat ass eise Vëlodrom.

Et wier och eng gutt Iddi, op de Wee vu méi oppene Strukturen ze goen, déi grad fir de Grand public zougänglech sinn. Ech denken do zum Beispill u Syndikatsschwämmen, déi ee kéint fir de Grand public opmaachen, an doduerch kéint een och méi Méiglechkeete bidde wéi just Schoulschwammen oder geziilt Schwammcoursë fir Erwuessener.

Dat setzt natierlech ganz vill Organisatioun viraus. Et setzt viraus, dass zousätzlecht professionellt Personal muss erbäigezu ginn. Et setzt och eng grouss finanziell Belaaschtung viraus. Mee ech mengen, dass een dat fréier oder spéider awer misst an d'A faassen, well de Prinzipp sollt jo awer dee si vun der Oppenheet a vun der allgemenger Accessibilitéit.

Eng kleng Ureegung wier och den Ausbau vu méi klenge lokale Sportsstrukture wéi zum Beispill Streetterrainen oder awer den Disc-Golf-Kierf an de Parken, wat et jo elo schonn op eenzelne Plaze gëtt; hunn ech mer soe gelooss, zum Beispill um Belval. Vereenzelt Fitnessgeräter, déi de Leit eng gutt Balance tëscht Kraaft- a Muskelkonditioun bidden, missten och op méi Plazen ze fanne sinn. Dëst si kleng Investitiounen, déi awer e grousse Meerwäert hu fir déi lokal Bevëlkerung, a besonnesch, wann ech bedenken, wéi vill Succès d'Streetterraine bei deene Jonken hunn.

Vu dass de Sport dacks dobausse gemaach gëtt, kéint een och zum Beispill eng Pist opmaachen, fir de Sport an d'Natur nach méi mateneen ze verbannen, andeems een zum Beispill multifunktionell Sportsgeräter an d'Natur placéiert an esou incitéiert, un der frëscher Loft säi Sport ze maachen.

Den Elittesportler ass hei am Land och en Theema. Et ass keng Seelenheet, woubäi de COSL a sengem Kader fir d'Joer 2023 55 Sportler an dräi Ekippen huet, lauter Talenter an och wonnerbar Sportler, déi eis international staark vertrieden.

A bei all Sportler ass den Encadrement wichteg. All klengen Detail muss stëmmen, fir eng optimal kierperlech a mental Leeschtung kënnen ze bréngen. Dat ass bei den Elittesportler nach vill méi wouer. A fir d'Performance ze verbesseren an d'Athleete fachkräfteg a professionell ze encadréieren, hu mir jo zu Lëtzebuerg de LIHPS, de Luxembourg Institute for High Performance in Sports. An hei kréie sëllegen Athleeten, dorënner d'Elittesportlersektioun vun der Arméi, eng Panoplie u Servicer a Rotschléi ugebueden, vu sportlecher Ernärung, Sportsmedezinn, Kraafttraining bis hin zu Konferenzen iwwert de Sport an alles, wat d'Athleetenhäerz soss nach begiert.

An op Basis vum Concept intégré pour le sport zu Lëtzebuerg, dee vum COSL ausgeschafft ginn ass, wëll d'Institut d'Zukunft an och d'Entwécklung vum Lëtzebuerger Sport op allen Niveaue garantéieren. U professionellem Encadrement mat Hëllef vun Experten an engem qualitative Kader dierft et den Elittesportler net feelen.

Wou mir den Encadrement allerdéngs verbessere mussen, ass beim Elittejugendsport oder beim Jugendelittesport. Och wann déi Jonk kënne vum Encadrement an der Coque an am Sportslycée profitéieren, ass eis awer zougedroe ginn, datt d'Federatioun an de COSL sech bewosst sinn, dass en allgemenge Renforcement bei der Jugendelitt muss stattfannen. A wa mer bei der Jugend usetzen, da kënne mir de Contingent un Elittesportler duerch e staarke jonke Pool natierlech erweideren an domadder d'Nofolleg sécheren.

De Benevolat – vläicht e puer Chifferen, ech komme schonn esou lues e bëssen an d'Laberente mat der Zäit: 20.000 Benevoller sinn am Asaz, 4.500.000 Stonne pro Joer leeschte si un Asaz. Dat si Chifferen, déi ech dem Reflexiounspabeier vum COSL entholl hunn. An ech mengen, dat sinn Zuelen, déi drop hiweisen, dass de Benevolat muss honoréiert ginn. Op dëser Plaz e grousse Merci u si alleguerten, déi hir Fräizäit afferen a sech ansetzen, fir et eis all ze erméiglechen, e Sport ze genéissen. Hinne gehéiert de Merci vun eis a vun der ganzer Sportswelt.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | Erlaabt mer, e Resümmee ze maachen, e Resümmee an zwee Sätz: Sport fërdert d'Liewenswäerter scho bei deene ganz Klengen. Dofir ass et fir d'LSAP esou wichteg, fir de Sport net nëmmen an den Alldag ze integréieren, mee fir alles drunzesetzen, dass mer déi bescht Méiglechkeet bidden a schafen, fir dass jiddwereen an all Alter an op all Niveau säi Sport ka bedreiwen. Eng Schéier tëschent Aarm a Räich däerf et am Sport net ginn! Do si mer all gläich.

Sport ass gesond. Sport bréngt d'Leit zesummen. Sport dréit zu der wirtschaftlecher Entwécklung bäi. Mir däerfen net zécken a mir mussen eis de Sport eppes kaschte loossen, well eng sportlech Gesellschaft ass eng glécklech Gesellschaft!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Marc Spautz,** Président de séance | Merci der Madamm Hemmen. An nächst ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Chantal Gary.

**Mme Chantal Gary** (déi gréng) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, ech stoung schonn e puermol hei um Riednerpult, fir iwwert d'Wichtegkeet vum Sport ze schwätzen. Dofir begréissen ech natierlech dës Interpellatioun vum Claude Lamberty, well een net dacks genuch ervirhiewe kann, wéi eminent wichteg sportlech Aktivitéite fir Kierper a Geescht sinn.

All Mënsch soll d'Méiglechkeet hunn, um sportleche Liewen deelzehuelen, egal aus wéi engem sozioekonomeschen Ëmfeld ee kënnt, ob ee Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger ass, ob een eng Aschränkung oder keng Aschränkung huet.

Ech hunn et schonn e puermol gesot: Sport huet déi eenzegaarteg Fäegkeet, fir sproochlech, kulturell a sozial Barriären ze iwwerwannen, a mécht sech esou zu enger idealer Plattform vun Inklusioun an Integratioun.

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Très bien!

**Mme Chantal Gary** (déi gréng) | Sport bréngt Mënschen zesummen, onofhängeg vun hirem Originn, vun hiren Iwwerzeegungen, hirem Geschlecht oder Alter. Sport huet deemno e staarkt soziaalt Potenzial a kann eist gesellschaftlecht Zesummeliewe stäerken.

D'Plus-value vum Sport fir eis Gesellschaft ass indiskutabel. Et fënnt een en Ausgläich zum stressegen Alldag. Et mécht een eppes fir seng Gesondheet. D'Beweegung stäerkt déi mental Gesondheet. Sport gëtt engem Energie, Courage, Confiance. Et léiert ee seng Grenze kennen. Et léiert een, iwwert sech erauszewuessen. Et léiert een ze gewannen, mee vill méi wichteg: Et léiert een och ze verléieren. Et léiert een nees opzestoen a weiderzemaachen. Et gi Wäerter wéi Fairness, Respekt an Teamgeescht vermëttelt. Sport stäerkt an hëlleft, Resilienz opzebauen.

Wann een de monetäre Wäert, de Benefiss, deen de Sport eiser Gesellschaft bréngt, ausrechent, da kënnt een ouni Zweifel op eng Zomm, déi ëm e Villfaches méi héich ass wéi dat, wat mer aktuell an de Sport investéieren. Net datt ech eng Frëndin dovu sinn, fir alles, wat eis Gesellschaft beräichert, an Euro auszedrécken, mee et ass an dësem Fall kloer: De Sport gëtt eiser Gesellschaft vill méi zréck, wéi dat, wat mer an en investéieren.

A mir investéiere gär oder vill hei am Land a grouss, multifunktional an, jo, och prestigiéis Sportsinfrastrukturen. Beispiller kenne mer der jo genuch. Mee dee gréisste Chantier, dee mer am Sport hei zu Lëtzebuerg hunn, betrëfft menger Meenung no awer net de Bëton, mee d'Mënschen, déi eis schéi Sportsinfrastrukture mat Liewen erfëlle sollen.

*(Interruption)*

Fir den Accès zum Sport an de Stellewäert vum Sport beschtméiglech ze garantéieren, musse mer an noer Zukunft hei am Land nach e puer Barriären iwwerwannen, eis moderniséieren an eis eppes trauen. Mir kommen net derlaanscht, fir méi fir de Sport ze maachen, well Sport kann hei zu Lëtzebuerg méi. Mir sinn eng dynamesch, permanent wuessend Gesellschaft, wou mer ëmmer méi Strukturen an Offer brauchen. A parallell fanne mer awer ëmmer manner Benevolat, fir dat ze stemmen.

Wou ech da bei enger éischter Barriär sinn, déi eis am Wee steet: de Benevolat, deen eis feelt. Jiddereen, deen an engem Veräin engagéiert ass, kennt et: Et fënnt een ëmmer manner Leit, déi eng Hand mat upaken. An dacks sinn et déi, déi et souwisou scho säit Jore maachen an eigentlech och esou lues eng Paus verdéngt hätten.

Mir musse méi Zäit, méi Energie an och méi finanziell Ressourcen doran investéieren, datt erëm méi Leit sech an der Sportlandschaft engagéieren an och Satisfaktioun an hirem Engagement fannen. Laut dem Comité olympique et sportif sinn aktuell – d'Madamm Cécile Hemmen huet et scho gesot – eng 20.000 Benevollen an de Sportsveräiner aktiv a si schaffen ongeféier 4,5 Millioune Stonnen d'Joer, fir jonk a manner jonk Sportler ze betreien, Evenementer ze organiséieren, d'Gestioun vun de Veräiner ze maachen an, an, an. Dat sinn 28 Schaffdeeg – dat ass net schlecht!

Ech hu virdru gesot, ech si keng Frëndin dovunner, alles an Euro ze monetariséieren, mee wann ee sech hei just e symbolesche Stonneloun ausdenkt, da kënnt een op eng ganz grouss Zomm.

Wéi kënne mer de Benevolat also nees méi attraktiv maachen? A brauche mer tatsächlech esou vill méi Benevoller? Oder gëtt et eventuell nach aner Optiounen?

Ech mengen, et gëtt e puer Pisten, déi mussen diskutéiert ginn, a vill Froen, déi opstinn, op déi mer Äntwerte siche mussen. D'Ufuerderungen, fir organiséierte Sport unzebidden, ginn en plus permanent méi héich. Mat der wuessender Bevëlkerung hu mer natierlech och ëmmer méi Kanner an de Veräiner, déi administrativ geréiert musse ginn.

Eng Pist wier et, nach méi Richtung Digitaliséierung am Sport ze goen. Besonnesch eng Digitaliséierung vun administrativen Ofleef kann engem Veräin hëllefen, d'Aarbechtslaascht erofzedrécken. Hei mussen d'Veräiner, a Betruecht vun den haitegen technesche Méiglechkeeten, um Wee, fir sech méi modern opzestellen, um Wee zu der Digitaliséierung adequat begleet ginn an net am Schiet vun der Vergaangenheet stoe gelooss ginn.

Eng méiglech Pist wier zum Beispill och, net just op de Benevolat zréckzegräifen, mee an engem Zäitalter, wou et dagdeeglech méi schwéier gëtt, Fräiwëllleger ze fannen, an d'Richtung vum Schafe vun neien Aarbechtsplazen ze goen. A ville Länner gouf d'Opportunitéit schonn ergraff, fir heiraus en neie Wirtschaftszweig ze maachen.

Eng weider Barriär, déi enk verbonnen ass mat där vun elo just: Et feelt net just u Benevollen, mee et feelt och un Traineren an et gëtt net genuch Arbitteren. Een Defi ass et, déi Jonk fir hire Sport bis an den Erwuessenenalter eran ze begeeschteren, wou se hir Passioun fir de Sport kënnen als Trainer, Arbitter oder Betreier weiderféieren.

D'Kanner fir de Sport ze begeeschteren, ass eng Saach, mee se um Ball ze halen, ass eng aner. De Sport konkurréiert ëm de Jonken hir Zäit an Opmierksamkeet, géint Géigner wéi Netflix, TikTok, Youtube a Social Media. Et ass net ëmmer evident, géint d'Ecran-Invasioun unzekommen. Och hei brauche mer nei Strategien, fir Leit fir de Sport ze begeeschteren a fir eng Lafbunn am Veräin oder an der Federatioun ze gewannen.

Wéi gesot, och de Manktum un Traineren ass grouss, well engersäits vill Veräiner et sech net leeschte kënnen, qualifizéiert Traineren ze bezuelen, an anerersäits déi Wéinegst Zäit hunn, no der Aarbecht nach Trainingen ze preparéieren, Trainingen ze halen a mat op Matcher ze goen. Och hei goufe scho Pisten undiskutéiert, wéi zum Beispill, de Statutt vun Traineren ze professionaliséieren, net just op Federatiounsniveau, mee eeben och op Veräinsniveau.

Och hei gëllt, datt mer méi mussen an d'Leit investéieren an e legale Kader schafen, deen den Iwwergang vum Amateurniveau, also dem fräiwëllegen Engagement, zu engem professionaliséierten Aarbechtsëmfeld facilitéiert. E méi professionelle legale Kader schaaft och méi professionell Resultater an Encadrement vu Sportbegeeschterten.

Hei ass d'LUNEX zum Beispill als interessanten Acteur ze erwänen, wou Leit am Sportberäich ausgebilt ginn, déi spéider der Lëtzebuerger Sportswelt kéinten zur Verfügung stoen, sief dat am sportsmedezinnesche Beräich, am Beräich vum Sportmanagement oder eventuell och als forméierte Sportstrainer.

Insgesamt si mer der Meenung, datt dës grouss Erausfuerderung fir de Veräinssport – de Rekrutement an d'Fideliséiere vu Benevollen, Traineren an Arbitteren – mussen an engem grousse Pak zesummen diskutéiert ginn a beschtefalls an engem nationale Strategieplang festgehale ginn. Wéi scho gesot, muss ee konsequent doran investéieren, erëm méi Leit fir eis Veräinslandschaft ze begeeschteren.

Hei wollt ech beim Minister och nofroen, ob et am Ministère aktuell scho Piste gëtt oder en vue sinn, wéi d'Veräiner an noer Zukunft iwwerliewe kënnen, wa professionell Traineren onëmgänglech ginn an déi jo dann och adequat bezuelt mussen an och solle ginn.

E weidere Sujet, deen och schonn hei am héijen Haus thematiséiert gouf, ass de Schoulsport. Fir nëmme kuerz de President vun der Vereenegung vun de Sportsproffe vum Dezember 2020 ze zitéieren: „Viru 15 Joer huet kaum nach een e Kopplabunz hikritt, virun 10 Joer konnten der vill kee Seel méi sprangen an haut muss ee fäerten, wann d'Schüler just probéieren hannerzegzelafen, well d'motoresch Kompetenze vu villen ze schwaach sinn"; Wierder, déi sech op den éischte Bléck vläicht witzeg unhéieren, mee u sech guer net fir ze laache sinn a Suerge maachen!

**Une voix** | Très bien!

**Mme Chantal Gary** (déi gréng) | Mir brauchen erëm méi Sportsstonnen an der Schoul, an dat besonnesch am Fondamental. Doriwwer eraus kann een nach un anere Schrauwen dréinen, fir de Schoulsport kuerzfristeg méi effikass ze maachen.

Éischtens: D'Koordinatioun an d'Organisatioun vun de Sportsstonne kéinten optiméiert ginn. Et ass leider Realitéit, datt duerch d'Zäit, déi fir d'Op- an d'Ofriichten dropgeet, d'Zäit, déi beim Un- an Ausdoe verluer geet, d'Zäit, déi ee bis an d'Hal brauch, eng Sportsstonn dacks keng 50 Minutte méi dauert, mee datt op eemol just nach 30 Minutten iwwregbleiwen.

Zweetens: Et mécht komplett Sënn, och an der Primärschoul Léierpersonal ze forméieren, dat just fir de Schoulsport zoustänneg ass, esou wéi dat och am Lycée de Fall ass.

An drëttens: Et kann een nieft der klassescher Sportsstonn nach vill méi d'Beweegung am Fräien dobaussen an der Natur, am Bësch fërderen. Dat ka jo och fächeriwwergräifend geschéien.

Wa mer haut hei eng Interpellatioun zum Sport, zu den Defien am Lëtzebuerger Sport féieren, kommen ech net derlaanscht, fir och iwwert d'Chancëgläichheet am Sport ze schwätzen. Meedercher a Frae kämpfen net just ëm de Champion a Medailen a Rekorder, mee virun allem wëlle se wouergeholl ginn!

**Une voix** | Très bien!

**Mme Chantal Gary** (déi gréng) | Et ass eis Aufgab, hinnen déi nämmlecht Visibilitéit ze ginn, wéi Jongen a Männer se hunn. Et ass eis Aufgab, eise Kanner och weiblech Idoler ze presentéieren, deene se noeifere kënnen. Et ass eis Aufgab, Meedercherss- a Fraesport eescht ze huelen an hinnen déi nämmlecht Méiglechkeeten ze ginn, wéi eis Bouwen a Männer se hunn. Ech schwätzen hei vun den nämmlechten Trainingsbedéngungen, sief et qualifizéiert Traineren, Infrastrukturen, Trainingszäiten an, an, an. Wéi ech et schonn oft gesot hunn: D'Offer muss do sinn, d'Meedercher mussen déi nämmlecht Méiglechkeete kréien, déi verschidde Sportaarten auszeüben, wéi d'Bouwen, an dat vu Klengem un! Mee net just am aktive Sport, och an de wichtegen Decisiounsgremie si Frae leider ëmmer nach dacks ënnerrepresentéiert.

„Jo, mee Fraesport ass net esou spannend, Fraesport huet net deen nämmlechten Niveau." Ech kann et net méi héieren! Wéi solle Meedercher deen nämmlechten Niveau hunn, wa se, net ëmmer – ech hat d'Chance, an engem Veräin extreem gefërdert ze ginn –, mee ganz dacks vu Klengem un net d'nämmlecht gefërdert an ënnerstëtzt gi wéi Jongen, virun allem am Ekippesport? Wéi solle Fraenekippen haut zum Beispill am Fussball bei eis deen nämmlechten Niveau hu wéi d'Männer, wann d'Meedercher eréischt am Jugendalter oder eréischt am Erwuessenenalter iwwerhaapt emol d'Méiglechkeet kruten, Fussball an engem Veräin ze spillen?

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Chantal Gary** (déi gréng) | Wéi solle mer deen nämmlechten Zäitopwand an den Training kënne stiechen, wann do, wou Suen am Sport verdéngt ginn, Welten tëscht der Bezuelung vun de Männer an de Frae sinn?

**Une voix** | Très bien!

**Mme Chantal Gary** (déi gréng) | Wann eis Kanner alleguerten, egal vu wéi engem Geschlecht, vu Klengem un déi nämmlecht Méiglechkeeten an Ënnerstëtzung a Fërderung a Visibilitéit kréien, eréischt da kritt de Sport onofhängeg vum Geschlecht déi nämmlecht Attraktivitéit a mir brauchen dës Diskussioun net méi ze féieren – an et ass eis Responsabilitéit, dëst endlech méiglech ze maachen!

Eng weider Barriär, wou awer net onbedéngt eng Barriär muss sinn: Sport kascht. Mee Sport a Beweegung kann och anescht ausgesinn: Outdoorméiglechkeete sinn zum Beispill flott Aktivitéitszonen, wou Kanner a Jonker, Erwuessener, Senioren an och Mënsche mat enger Aschränkung – wann et da behënnertegerecht konzipéiert ass – sech aktiv beweege kënnen, an dat, ouni extra derfir ze bezuelen. Hei sinn d'Gemenge gefuerdert, fir de Bierger a Biergerinnen eng flott Offer ze bidden.

Ëffentlech zougänglech Fitnessstatiounen, wou an all Alter profitéiert ka ginn, divers Terrainen, Basketskierf, Petanquepisten, Beachvolleyballsterrainen, Goler, Parkoursparken, Dëschtennisdëscher, Kloterméiglechkeeten, Skatepisten, flott Gréngzonen am urbane Raum, flott Spadséier- a sécher Vëlosweeër, propper Séien a Flëss, fir ze schwammen an aner Waassersportaarten ze bedreiwen, dat alles si wonnerbar Méiglechkeeten, fir de Raum attraktiv ze gestalten, kreativ ze notzen, eng dynamesch Entwécklung, eng dynamesch Bevëlkerung ze hunn a virun allem den Accès fir jiddereen ze garantéieren an esou de Fuerderunge vun enger inklusiver Gesellschaft gerecht ze ginn an déi allgemeng Gesondheet héichzehalen.

A fir zum Schluss nach op eng lescht Barriär, déi eist klengt Land eventuell huet, anzegoen: Natierlech, als klengt Land huet een net déi nämmlecht Masse critique wéi Länner mat Milliounen Awunner. Wa mer vu Leeschtungssport schwätzen, da sinn d'Chancen a grousse Länner logescherweis méi grouss, fir Talenter ze fannen. Mee Talenter gëtt et iwwerall.

A wann ee gär Leeschtungssportler oder -sportlerinnen hätt, da muss een: a se investéieren – duerch de Benevolat, deen hinne vu kleng op erméiglecht, hire Sport ze maachen, sief dat um Terrain, um Training oder op Competitiounen, duerch geografesch gutt situéiert Infrastrukture mat engem Sportlycée, wou ee Schoul a Sport kombinéiere kann –; d'Dualcareer fërderen; de Federatiounen déi richteg Moyene ginn, fir hir Leeschtungssportler a -sportlerinnen adequat ze encadréieren; de Statutt vum Héichleeschtungssportler iwwerdenken; Incentives schafe fir Betriber, fir esou Sportler a Sportlerinnen anzestellen, fir hinnen e Revenu nieft hirer sportlecher Karriär ze garantéieren, ouni datt se onbedéngt op d'Arméi ugewise sinn.

Investitiounen an de Sport bréngen awer op all Niveau eppes, wéi ech et schonn e puer Mol gesot hunn. Mir schwätze beim Sport jo net just vum Leeschtungssport, mee, wéi ech et och scho sot, geet et och ëm d'Gesondheet, ëm Integratioun, ëm Freed a Frëndschaften.

Nach e puer Wierder zu der Motioun, déi vum Claude Lamberty deposéiert gouf an déi mir Gréng natierlech mat ënnerstëtzen: D'Konklusioun vun der Motioun ass jo déi, datt mer eis virhuelen, an den nächste Jore méi Budget fir eng aktiv Sportspolitick virzegesinn. Mir ënnerstëtzen dës Iddi, well mer der Iwwerzeegung sinn, datt mer eis d'Moyene fir eng ambitiéis Sportspolitick hei am Land sollen a musse ginn.

De Sport gëtt eiser Gesellschaft méi zréck wéi dat, wat mer an en investéieren. Déi positiv Auswierkung vum Sport zéie sech duerch all Beräicher vun eiser Gesellschaft, sief et Gesondheet a Preventioun, Spaass a Freed, Erausfuerderung, géigesäitege Respekt, Frëndschaften a Solidaritéit oder d'Gefill, sech fir eng sënnvoll Saach anzesetzen – alles onbezuelbar!

An dofir ënnerstëtze mir d'Propositioun, méi Zäit, méi Energie an och méi Suen an déi Leit ze investéieren, déi eis divers Sportlandschaft mat Liewe fëllen, esouwéi an d'Ausbildung, an d'Formatioun, an d'Qualitéit, an de Benevolat, an d'Digitaliséierung, an d'Chancëgläichheet oder och an d'Professionaliséierung vum Secteur.

Vläicht nach ganz kuerz zum Schluss als klengen Denkustouss, de Georges Mischo huet et schonn erwäänt: Wéi kënnt et, datt e Land, dat just hallef esou vill Awunner huet wéi Lëtzebuerg, am Handball, am Fussball, an der Liichtathleetik, am Basket op Weltniveau mathale kann?

Hei gouf jorelaang konsequent an e seriöe Jugendopbau investéiert! Trainere goufen ausgebilt a forméiert an déi néideg Qualitéitsinfrastrukture stounge fir jiddereen zur Verfügung. Mee do dernieft gouf an d'Preventioun vun Drogen- an Alkoholkonsum investéiert a parallell goungen d'Fërdergelder fir de Sport an d'Luucht. Innerhalb vun 30 Joer hu se fäerdeg-bruecht, den Alkoholkonsum vu Jugendleche vun an déi 40 % op just nach 5 % ze reduzéieren a parallell sinn déi Jonk ëmmer méi sportlech an aktiv ginn.

Jo, 30 Joer ass eng laang Zäit an et brauch een e laangen Otem, mee et huet gewierkt – mir schwätze vun Island, esou wéi de Georges Mischo et jo och schonn erwäänt huet –, esou, datt se haut un der Weltspëtzt mat, wéi gesot, hallef esou vill Awunner wéi Lëtzebuerg mathalen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech soen dem Claude Lamberty nach eng Kéier villmools Merci fir d'Ufroe vun dëser wichteger Interpellatioun. Merci!

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Spautz,** Président de séance | Merci der honorabeler Madamm Chantal Gary. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken dem Här Claude Lamberty en häerzleche Merci fir dës Interpellatioun. Ech mengen, et ass scho wichteg, dass mer eis periodesch och hei an der Chamber mat dëser Saach befaassen.

Als ADR setze mer eis a fir e gesond, dynamescht a sportlecht Lëtzebuerg. Mir ënnerstëtzen d'sportlech Entwécklungen an allen Hisiichten. De Sport u sech selwer huet vill Virdeeler oder Komponenten, déi vu groussem Virdeel sinn. Ech wollt Iech der hei zwou opzielen:

Engersäits fërdert en e gutt Zesummefannen an Zesummeliewen an eiser Gesellschaft. Jo, hei si ganz vill Frëndschaften, souguer fir d'Liewen, entstanen. Dobäi vereent de Sport a Staat och eis divers Gesellschaft, eng zousätzlech a ganz grouss Integratiounshëllef dach speziell fir eis auslännesch Matbierger a Frënn.

An anerersäits, an dat solle mer net vergiessen, fërdert de Sport och d'Gesondheet vun de Leit. Wat méi fréi, wat besser! All Euro, dee mer an de Sport investéieren, gewanne mer op gesondheetlecher, wirtschaftlecher Basis spéider erëm.

Déi sozial Dimensioun vum Sport ass net ze ënnerschätzen a verdéngt dowéinst d'Ënnerstëtzung duerch d'ëffentlech Hand.

De Sport ass och e wichtegt Mëttel, fir géint déi ëmmer méi present Iwwergewiichtegkeet virzegoen. Am Schouljoer 2018/19 ware knapps iwwer 5 % vun de Lycéesschüler iwwergewiichteg, am Schouljoer 2021/22 – wann do meng Donnéeë richteg sinn – waren et der ëm 12 %. Bannent dräi Joer huet sech also d'Zuel vun iwwergewiichtege Schüler verduebelt. Sport a gesond Ernärung mussen also zesummekommen, fir géint déi steigend Iwwergewiichtegkeet virzegoen. D'Politick wier hei gefuerdert, hei misst se reagéieren!

Als ADR setze mir souwuel op de Breedesport wéi och op de Spëtzesport. Dat hate mer och an eisem Walprogramm vun 2018 kloer geschriwwen. Mir sti fir en animéierten an ofwiesslungsräiche Sportunterrecht

an de Lëtzebuerger Schoulen, deen och an Zesummenaarbecht mat de lokale Veräiner a Verbänn organiséiert kéint ginn. Duerfir begéint Der bei ons Iddi, wa se nach eng Kéier duerchgesat gëtt, vun der Licence unique, déi d'Jugendlecher a Kanner erlaabt, mat enger Lizenz a verschiddene Veräiner aktiv matzemaachen.

Beweegungsméiglechkeet – duerch Sport, wuelverstanen – muss aus gesondheetleche Grënn ganz fréi ufänken. Zu menger Zäit si mer praktesch op der Strooss grouss ginn. Haut ass dat leider net méi méiglech. Mir hu stonnelaang Fussball gespillt an der Strooss, da koum emol heiansdo en Auto. Dat ass jo haut ondenkbar. An en plus fënnt een d'Jugend haut net méi op der Gewan erëm, am Duerf oder an der Stad. Et fënnt ee se leider doheem erëm, wou se dann hir elektronesch Spiller betätegen, wat och e Phenomeen ass, wou een eng Kéier misst sech Gedanke maachen, wéi een deem kéint entgéintwierken.

Wéi gesot, wat mer méi fréi ufänken, wat et besser wier, an dofir musse mer eis eiser Meenung no Gedanke maachen, fir dat alles an dem Schoulsport nei ze organiséieren. De Schoulsport ass och den Ufank vun der Beweegung an duerfir muss dëse geziilt opgebaut ginn. Mir sollte kucken, datt d'Kanner motivéiert sinn, fir méi Sport ze bedreiwen, an dobäi sollt och de Sportskatalog an de Schoule mat méi Méiglechkeeten ausgestatt ginn.

Mee dat bedéngt awer och, datt an all Gemeng, ob grouss oder kleng, déi néideg Sportinfrastrukture mussen do sinn. Besonnesch fir kleng Gemengen ass dat, finanziell gesinn, eng grouss Erausfuerderung. Hei misste mer als Staat kucken, dëse Gemengen eng Hëllefsstellung ze ginn, fir deem entgéintzewierken. Dës Offert muss och hei verbessert ginn.

Do derbäi sollt och kee Kand aus der Grondschoul erauskommen, dat net schwamme kann oder schwamme geléiert huet.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Zum Beispill, et si Schoulen, wou se elo duerch d'Iwwerschwemmungen hu missen d'Schwämm zoumaachen – zu Iechternach, wann ech et gutt an Erënnerung hunn. Elo mussen déi Kanner, wa se an d'Nopeschgemenge ginn, op Jonglénster fueren. Dat ass jo net grad op der Hausdier. Ech mengen, do muss een ... Duerfir kann elo keen, do wëll ech och kengem e Reproche maachen, mee och dat soll emol hei gesot ginn!

An do gesäit een, wéi fragill et ass an eenzelne Gemengen, wann déi eng oder aner Struktur ausfält. Ech denken, a menger Gemeng ..., eis Nopeschgemeng muss hir Schwämm fréschmaachen an dat dauert dann, e Joer komme se da bei eis an da gi se bei eis dann, wann ech esou däerf soen, eragequëtscht, fir datt mer nëmme kënnen hëllefen, wou et nëmme geet. Och dat ass ze beluewegen.

Duerch de Covid hu vill Leit fir eng gutt Zäit net kënnen hire Sport ausüben. Eng europäesch Etüd weist, datt zu Lëtzebuerg wärend der Pandemie 42 % manner Leit Sport gemaach hu wéi virun der Pandemie, an 13 % hu wärend dëser Zäit komplett mam Sport opgehalen. D'Konsequenze vun der Pandemie gi bei ville Leit also net just op d'Käschte vun der mentaler Gesondheet, mee och op d'Käschte vun der kierperlecher Gesondheet.

Da kéime mer eriwwer bei d'Veräiner. An de Veräiner gi vill onbezuelte Stonnen a fräiwelleger Aarbecht verriicht. D'Veräiner bilden allgemeng gesinn d'Réckgrat vun eiser Gesellschaft an déi mussen all Ënnerstëtzung kréien, déi se brauchen. D'Tatsaach ass awer leider esou, datt sech ëmmer manner Leit fannen, déi aktiv an esou Veräiner matmaache wëllen. Do misste mer kucken, Initiativen ze starten, fir d'Veräiner méi attraktiv ze maachen.

Fréier war et och esou, datt professionell oder Héichleeschtungssportler e gudden Deel vun hirem Training an d'Ausland hu musse verleeën, well eis déi néideg Infrastrukture gefeelt hunn. Dat ass haut erfreelecherweis net méi grad esou a verbessert, dat muss een och soen. Et feelt zwar nach déi eng oder aner sportlech Infrastruktur wéi zum Beispill de Klammsport oder bei der Liichtathleetik.

Do hätt ech eng Nofro: Sengerzäit ass de Fussballstadion jo verlagert gi vun der Areler Strooss op d'Cloche d'Or an do ass d'Liichtathleetikbunn, d'Lafbunn, erausgeholl ginn an do gouf gesot, déi kréich e sonnere Ressort op enger anerer Plaz. Do wollt ech nofroen: Ass dat nach esou? A wat leeft do? Oder wéi ass dat do neierdéngs gereegelt ginn?

Als klengt Land, wat awer dacks wichteg international Sportevenementer ubitt, ass et och wichteg, datt mer eenzel Infrastrukture mat internationalen Normen hunn, duerfir sollte beim Bau vun Infrastrukture schonns bei der Planung déi eenzel Veräiner, wann et op Gemengebasis ass, oder Federatiounen, wann et landeswäit ass, agebonne ginn.

Wa mer keng uerdentlech Basis hunn, da féiert dat derzou, datt vill talentéiert Leit oder Sportler keng Méiglechkeet hunn, hiert Talent auszeüben, an da kann et och net gefërdert ginn.

Gutt Infrastrukture si batter néideg. Dëst ass d'Basis, fir sportlech Aktivitéite kënnen ze sécheren. De Sportsbudget läit laut mengen Informatioune just bei 0,33 % vum Staatsbudget. Eisen nationalen olympesche Kommitee fuerdert do eng Erhéijung bis op 1 %. Den Här Claude Lamberty hat et och ugeschnidden a mir als ADR kënnen dat nëmmen ënnerstëtzen, dëst ass am Interessi vun de Leit a vum Land! Dat géif eis och erlaben, datt mer eis Infrastrukture kéinten däitlech verbessere respektiv Infrastrukturen opbauen do, wou eis der nach feelen. Mee eis Infrastrukture mussen och esou ausgeluecht ginn, datt et och fir Leit mat ageschränkter Mobilitéit accessibel ass. Dat ass fir ons och ganz wichteg!

Ee Wuert zum Breedesport, well ouni Breedesport gëtt et och keen Héichleeschtungssport: D'ADR kuckt och op de Breedesport an allen Altersklassen. Dësen ass e wichtege Bestanddeel vun enger gudder Gesondheet an hëlleft besonnesch bei villen Zivilisatiounskrankheeten.

Vun de Crèchen iwwert de Precoce an d'Grondschoul bis hin zu de Lycéeë mussen adequat Programmer ugebuede ginn, déi de Kanner, Schüler an dem Alter ugepasst sinn. Personal, Educateuren an Enseignantë mussen iwwert déi néideg Formatioune verfügen, fir allgemeng Sport a Beweegung kënnen unzebidden, an et muss een och vun der Primärschoul u kënnen op spezialiséiert Personal wéi Sportseducateuren, Turnproffen, Schwammmeeschteren an esou weider zréckgräifen.

All Lycée misst onser Meenung no och iwwert déi néideg Infrastrukture verfügen, fir de Sport souwuel an enger Hal wéi och dobausse kënnen unzebidden an och auszeüben.

D'Kanner an der Schoul sollen och am Kader vun der nonformaler Bildung wéi zum Beispill der Maison Relais oder der Vakanzenaktivitéit mat méiglechst ville Sportaarten a Kontakt kommen an opgebaut ginn.

Nach e Wuert zum Héichleeschtungssport: D'Lëtzebuerger Héichleeschtungssportler droe vill zum Numm vu Lëtzebuerg am Ausland bäi. Zu enger adequater Färderung vum Lëtzebuerger Sport op héijem Niveau gehéiere fir d'ADR an éischter Linn déi néideg Ënnerstëtzung am Sportlycée, den Zenter vun héije Performancen an der Coque an d'Weiderféierung vun der Sportssektioun an der Arméi.

Mir soen och, datt mer keng zwou Elittesektioune brauchen. Mir hunn eng Arméi a mir denken net, datt mer missten nach eng zivill Sportssektioun, Elittesportssektioun, opbauen. Dat géif eis, menger Meenung no, duebelgleiseg fuere loossen. Et wier besser, mer géifen eis op eng Saach, menger Meenung no oder onser Meenung no, konzentréieren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Nieft dem Elittekader soll och de Promotiounskader esou ausgebaut ginn, datt de sportlechen Nowuess esou fréi wéi méiglech ënnerstëtzt gëtt. Hei mécht de COSL eng ganz gutt Aarbecht, déi mer begréissen.

An erfreelecherweis ginn och hei d'Paralympics net vergiess. Ech denken do ëmmer un eis Kanner vum Nopeschduerf, vum Éislek heiheem, vu Lëllgen, wann déi dann op eng Olympiad do ginn a se komme mat Goldmedailen oder Sëlwermedailen oder Bronzemedailen erëm, da sinn déi net méi wéi houfreg, fir déi de Leit aus der Gemeng ze weisen, an da misst een emol hir freedeg Gesiichter gesinn!

Mee all dat verlaangt, datt mer nieft dem Invest a Sportinfrastrukturen och Geld an d'Fërderung vun Traineren investéieren. Dës Offert misst regional ugebuede ginn. Am Fussball war se an der Zäit an der Stad, elo ass se scho méi regional gemaach ginn. Well ech aus dem Fussballberäich kommen, weess ech et do relativ gutt. Dat ass och schonn ..., mee déi aner Sportaarte weess ech net. Mee ech weess, wa bei eis Trainere gesicht ginn, da war dat ëmmer eng Erausfuerderung.

Trainere wieren nach vläicht ze fanne gewiescht, mee wann een dann en Diplom hannendru muss maachen, da gouf gesot: „Du muss esou vill Stonnen duer an duer rennen", op Ettelbréck oder hei oder do. Da waren der vill net méi begeeschtert vun der ganzer Geschicht. Duerfir misst een och do vläicht ëmdenken a méi regional Offerte bréngen.

**M. Marc Spautz,** Président de séance | Här Engelen, Dir misst elo zum Schluss kommen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Ou, pardon, Här President! Dat hat ech net matkritt.

*(Hilarité)*

Déi ganz Saach vun der Infrastruktur ass eng gutt Saach, mee mir mussen et do fäerdegbréngen, dat Ganzt mat Liewen ze fëllen, well wa mer déi ganz Infrastrukturen esou stoen hunn a mir hu kee Liewen do dran, da bréngt et och näischt. Ech mengen, duerfir musse mer am Benevolat ganz sécher nach eng Hand upaken, well do geet et gewalteg hannerzeg!

A well den Här President mech ënnerbrach huet, datt ech elo muss ophalen, géif ech Iech Merci soe fir Äert Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Spautz,** Président de séance | Merci dem Här Engelen.

*(Interruptions et hilarité)*

An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert a soss keen.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci fir d'Prezisioun. Här President, fir d'éischt dem Claude Lamberty e grousse Merci fir dës interessant Interpellatioun.

Jo, Sport a physesch Aktivitéite beliewen eis Gesellschaft, mee se beliewen awer och sécherlech all Eenzelnen. Se schafe Solidaritéit, se hëllefen de Leit bei hirer Entfalung. Se stäerken d'Kooperatioun, déi géigesäiteg Hëllef, jo, se schafe sozial Verbindungen tëscht de Leit, déi zesumme Sport dreiwen, respektiv deene ville Benevollen, déi alldeeglech derbäi hëllefen, dass sportlech Aktivitéite kënne stattfannen, an dat onofhängeg vu sozialen a kulturellen Originnen. Och dat ass scho gesot ginn.

Wann iwwert d'Virdeeler oder de Sënn vum Sport dreiwe geschwat gëtt, da gëtt meeschtens fir d'éischt un d'Gesondheet geduecht. An et ass och natierlech net ze bestreiden, dass kierperlech Betätegung gutt ass fir de Kierper an de Geescht, mee mir wëllen eis awer net eleng op dee Volet beschränken. A menger Ried wäert ech an éischter Linn op de Fräizäitsport agoen, d'Beweegung aus gesondheetleche Grënn oder einfach well et Spaass mécht, ouni ausgepräägte kompetitive Charakter.

Virun dräi Joer ongeféier huet de Sportsministère an Zesummenaarbecht mat de Sportsstrukturen eng Strategie fir de Sport presentéiert ënnert dem Titel „Lëtzebuerg lieft Sport". Mir sinn eis bewosst, dass dës Strategie zu engem denkbar ongënschtege Moment erauskoum, well d'Pandemie een, zwee Joer duerno vill Sportaktivitéiten dobannen an och an der Ekipp onméiglech gemaach huet. Gläichzäiteg war et awer och eng Zäit, wou d'Leit verstäerkt op de Vëlo geklomme sinn oder och ze Fouss gaange sinn. Vill Leit haten op eemol eppes ganz Wichteges zur Verfügung: Zäit! Op dës Zäit kommen ech duerno nach eemol zréck.

Insgesamt kritt een den Androck, wann een déi lescht Jore Revue passéiere léisst, dass an der Sportspolitick zwar duerchaus Initiativen annoncéiert an ugestouss gi sinn, mee dass d'Ëmsetzung hannendrun dann awer oft e wéineg schleeft an och Froen opwerft.

E wichtegt Element vun der Ëmsetzung vun der Strategie ass natierlech d'Offer vun de passende Formatiounen an d'Ausbildung vun den Traineren an Trainerinnen. Mat dem Gesetzesprojet 8090 soll dës Reform an d'Ëmwandlung vum ENEPS an den INAPS dann elo ëmgesat ginn, mat der Zilsetzung, och verstäerkt op d'Färderung vu reegelméissege physeschen Aktivitéite fir déi breet Bevëlkerung a besonnesch bei de Kanner ze setzen.

Dës Zilsetzung hale mir natierlech fir sënnvoll, mir ginn awer ze bedenken, dass ganz vill aner Entwécklungen an eiser Gesellschaft zu engem Manktum u Beweegung, enger ongesonder Ernärung – an doraus entsteet dann och Iwwergewiicht an aner gesondheetlech Problemer – féieren.

Et ass jo kloer beluecht, dass sozial Krittären e maassgeeblechen Afloss op d'sportlech Aktivitéit an d'Ernärung an domat och d'Leeschtungsverméigen an d'sozial Integratioun vu Kanner an och Erwuessenen hunn. Fir et op de Punkt ze bréngen: Et kann een dervunner ausgoen, dass Kanner aus engem Elterenhaus mat méi héijem Bildungsniveau an Akommes méi a Sportsveräiner vertruede sinn a meeschtens aner Iessgewunnechte mat op de Wee kréie wéi Kanner aus soziokulturell an ekonomesch méi schwaache Familljen.

D'Sportsstrategie vum Sportsministère ernimmt dës Problematik awer net a geet eigentlech dervunner aus, dass Sport quasi mechanesch bedriwwe gëtt, esou schreiwe se op der Säit 15, wa „good people" mat „good programs" op „good places" zesummestoussen – dat ass fir eis e wéineg vereinfacht duergestallt.

Fir dergéint virzegoen, si verschidde Konzepter vun der Regierung sécherlech interessant. An deene Milieuen an der Gesellschaft, an deenen de Sport manner wichteg ass respektiv wou déi grad genannte Krittäre spillen, déi ausschléissend kënne sinn, ass d'Hürd, fir de Sport am Veräin ze maachen, sécherlech méi héich. An derbäi kënnt, dass vill jonk Leit haut punktuell Aktivitéite ganz verschiddener Natur léiwer hu wéi en Engagement an engem Veräin, wat jo plus ou moins ëmmer dat selwecht ass. An och net all Kand huet e Sportsklub no bei sech an net all Kand ka vun engem Elterendeel op den Training bruecht an ofgeholl ginn. A vläicht gëtt et och nach Sproochebarriären an esou virun. Vill Barriäre gëtt et also och.

An deem Kontext ass d'Approche, fir kierperlech Aktivitéit spilleresch an am beschten dobaussen an de schouleschen Alldag ze integréieren, sécherlech net verkéiert. Déi verschidde Programmer wéi de „Clever Move" an de Grondschoulen oder och de Sport an de Maison-relaisen si gutt Pisten.

Mee wéi eis et schéngt, ass d'praktesch Ëmsetzung dovunner um Terrain awer just en isoléierte Phenomeen. Beim „Clever Move" an de Schoule fält och op, dass praktesch guer keng Schoule matmaachen an de Stied vum Land, och sechs Joer nom Lancement net. D'Stad Lëtzebuerg, Esch, Déifferdeng, Ettelbréck an esou weider bidden also näischt esou un, esou schéngt et. An do froe mir eis, wéi d'zilféierend dann dat ass an awéifern dat och mat der Infrastruktur op der Plaz ze dinn huet.

Als Beispill: E Manktum u Plaz, engem grousse Schoulhaff oder anere Sportsinfrastrukturen, déi net séier an adaptéiert genuch ausgebaut ginn, dat ass an de séier wuessende Stied e Problem vun de Schoulen, wouduerch se och keng esou gutt Offer am Sportsberäich kënnen ubidden. De Manktum u physescher Aktivitéit ass leider ganz oft also d'Konsequenz vu feelender an net adaptéierter Infrastruktur. An do ass och de Manktum u Schwämmen ze nennen, deen derzou féiert, dass d'Kanner an de Primärschoulen dacks nëmmen all zweet Woch kënne schwamme goen, an dat féiert erëm dozou, dass déi Kanner, déi net d'Chance hunn, vun doheem aus Elteren ze hunn, déi mat hinne schwamme ginn oder déi d'Gewunnecht hunn, schwammen ze goen, dacks bis wäit an d'Kandheet eran net kënne schwammen.

Insgesamt froe mir eis hei, ob dës Sportsprogrammer, déi sech jo och u Sportmuffele bei de Kanner adresséieren, dem gudde Wëlle vun der Gemeng oder dem Personal an engem Schoulgebai kënnen iwwerlooss ginn an ob net de Staat u sech méi Virgabe misst ginn.

Här President, en anert Beispill fir déi hallef Projeten, déi vum Sportsministère ausginn, ass de Sportskoordinator an de Gemengen. Nëmmen eng hallef Dose Gemengen, esou schéngt et, hunn esou e Koordinator agestallt, dat awer dräi Joer no der Schafung vun dësem Profill.

Natierlech muss ee soen, dass d'Pandemie do dertëschtkoum. Do muss d'Fro awer erlaabt sinn, ob d'Iddi vun deem Coordinateur sportif mam Terrain an der Gemeng ofgekläert ass an als sënnvoll agestuuft gouf, besonnesch och well de Ministère jo e groussen Deel vun de Personalkäschten iwwerhëlt.

D'Iddi u sech fanne mir net verkéiert, mee stellen awer d'Fro, ob d'Postebeschreiwung vun deem Coordinateur sportif net ze kuerz gräift. Si huet éischter eng Gestionnairesnues a manner eng proaktiv Ausriichtung, vun där Impulser an nei Konzepter kéinte geschafe ginn.

D'Zilsetzung vun der nationaler Strategie ass et jo, sportlech Aktivitéit esou wäit wéi méiglech fir jiddwereen einfach zougänglech ze maachen, de Sport eigentlech maximal ze demokratiséieren an an den Alldag mat anzebetten. Dat ass eng strukturell Aufgab.

D'Gemenge sinn op deem Niveau effektiv wichteg Acteuren, well se jo och fir d'Infrastrukturen an d'Quartiersgestaltung verantwortlech sinn. Dat geet iwwer sécher Weeër a Vëlospisten iwwert an d'Duerf oder d'Stad integréiert Infrastruktur, déi spilleresch zu Beweegung aluet, Sportplazen, déi och fräi genotzt kënne ginn, d'Berécksichtegung vun dësen Aspekter bei PAPen an esou virun.

Eis schéngt et wichteg, dass all dës Elementer an der urbanistescher Planung matzebetruechte sinn. D'Zil muss et jo sinn, dass den ëffentleche Raum zu der Beweegung dobaussen aluet. Oft ass et zu Lëtzebuerg genee de Géigendeel, wat de Fall ass, an dat aus méi Grënn, virewech natierlech d'Dominanz vum motoriséierte Verkéier op eise Stroossen, déi vill aner Aktivitéiten einfach ewechverdrängt.

Ech kann temoignéiere vun deem Quartier, wou ech wunnen, zu Bouneweg, dass een do reegelrecht an Ofgasen ënnergeet an dass dat definitiv net favoriséiert weeder fir mam Vëlo ze fueren, well een da reegelrecht am Stau an an den Ofgase steet, nach fir iwwerhaapt lafen ze goen zum Beispill, well een sech dann déi Ofgase natierlech nach méi déif an d'Longen eranzitt. Mir maachen et awer. Ech weess, dass mäi Kolleeg, de François Benoy, et och ganz vill mécht. Mee, wéi gesot, verschidde Stroosse sinn definitiv ze evitéieren.

Besonnesch wichteg ass eis, dass Fläche fir fräit Spillen, déi vun allméiglече Leit fir physesch Aktivitéiten a Spill kënne genotzt ginn, reservéiert ginn, ouni dass se op eng Sportaart ageengt ginn. Déi dediéiert Sportsinfrastrukture sinn natierlech immens wichteg, mee wéi ech virdru scho gesot hunn, gëtt et och Sportsmuffelen ënnert de Jonken, déi Sport a Beweegung zwar gär hunn, mee dat manner institutionell maache wëllen. Déi Fräiräim mussen also an eisen Aen och ënnerstëtzt a geschützt ginn.

Här President, um Enn ginn ech nach gären op de Benevolat an, ouni deen d'Sportsfederatiounen an d'Veräiner net existéiere kéinten. E Gesetzesprojet ass jo aktuell an der Prozedur, fir ënner anerem de Congé sportif nei ze reegelen.

Prinzipiell fanne mir dat ganz richteg, dass Benevoller am Sport, mee och an anere Beräicher natierlech d'Méiglechkeet sollen hunn, vun esou engem Congé ze profitéieren, fir hirem Engagement natierlech anstänneg kënnen nozegoen. Mee fir eis muss déi Fro méi grouss opgemaach ginn.

De Benevolat gesi mir als produktiv Aarbecht, déi sozial, kulturell, ekologesch, integrativ wierkt, méi Wäerter schaaft, déi awer net mat Geld ze bezuele sinn. An et soll een et och net a Geldwäerter ausdrécken. Dat ass eng Form vu Careaarbecht an eisen Aen.

De Benevolat erfuerdert Zäit. A wéi ech ugangs gesot hunn, hunn déi mannste Leit genuch Zäit. Dofir ass dat hei e weidert Beispill dofir, dat an déi ganz laang Lëscht vu Grënn fir eng Aarbechtszäitverkierzung, fir déi mir scho ganz laang hei plädéieren, muss ageschriwwe ginn. Een Dag d'Woch manner ze schaffen oder en hallwen Dag d'Woch esouguer scho manner ze schaffen, bedeit, dass d'Leit vill méi Zäit hunn u sech, fir engem Benevolat nozegoen, sech ze ressourcéieren an an den Déngscht och vun enger sënnvoller Cause ze setzen. Fir all Mënsch géif dëst eng Zäit schafen, fir sech sportlech ze betätegen, eppes, wat mat enger 40-Stonne-Woch net ëmmer esou gutt méiglech ass.

*(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)*

Op d'Virdeeler vun esou enger Entwécklung fir eis Gesellschaft a fir den Eenzelnen an och fir d'ëffentlech

Gesondheet, mengen ech, muss ech hei net nach weider agoen.

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt ëmmer gesot, datt Sport wichteg fir Kierper a Geescht ass. An dat stëmmt och: Sport ass immens wichteg. Leider si sech Experten och doran eens, datt vill Leit net genuch Sport maache respektiv sech vill ze wéineg beweegen. Dat betrëfft Erwuessener genee esou wéi Kanner. Dobäi ass de Sport och fir Kanner ganz wichteg.

Et geet awer net duer, ëmmer nees ze widderhuelen, wéi wichteg Sport ass, fir datt d'Biergerinnen a Bierger hei am Land méi Sport maachen. Do ass och d'Politick gefrot! An, nee, ech froen elo net, datt mer d'Plenièren an Zukunft am Lafe ronderëm d'Stad ofhale sollten – bien que: Och mir kéinten heiansdo méi Beweegung verdroen!

Mir sinn net nëmme gefrot, wann et dorëms geet, fir datt d'Biergerinnen an d'Bierger generell méi Sport maachen, mee mir sinn och gefrot, wann et ëm déi Leit geet, déi sech scho sportlech op verschiddenen Niveaue betätegen. Well mir hunn a ville Sportaarte schonn eng grouss Unzuel u Veräiner, zum Beispill an den traditionelle Ballsportaarte vum Fussball, Basket, Volleyball an Handball, mee och a ganz villen anere Sportaarten, déi manner eppes mat „Werfen und Fangen" ze dinn hunn.

Mir mussen de Veräiner derbäi hëllefen, hir Offer méi bekannt ze maachen. Grouss Veräiner zum Beispill am Fussball oder am Basket sinn opgrond vun hire Matcher an awer och hire Resultater dobausse méi bekannt. Bei anere Sportaarten, dat wësse mer alleguerten, ass dat net esou.

Et gëtt ganz vill verschidde flott Sportaarten hei am Land, mee eng ganz Rei vun dëse Veräiner, déi déi ausféieren, sinn net ëmmer bekannt. An et gëtt Initiative wéi d'COSL-Spillfest, déi immens wichteg sinn, fir d'Sportaarte kennen ze léieren, mee leider net ëmmer duerginn, fir datt déi Sportaarten sech dann och wierklech am Kapp vun de Leit verankeren. Grad nei oder méi kleng Verbänn hunn dann och dacks Problemer, fir dobausse bekannt ze ginn. Et kann ee sech awer just engagéieren, wann ee weess, datt et eppes gëtt.

Bei manner bekannte Sportaarte gëtt dacks just an de Medien doriwwer bericht, wann e Sportler oder eng Sportlerin bei enger Kompetitioun – an heefeg dann enger internationaler Kompetitioun – eng ganz gutt bis exzellent Performance erbruecht huet, an ech maachen hinnen do kee Virworf, mee firwat gëtt et zum Beispill kee grousse Regëster oder kee méi aktive Push, fir och mat de Medien zesummen eis méi kleng Sportaarte bekannt ze maachen, wäit iwwert d'Live-Arena vun engem grousse semi-ëffentlechrechtlechen Tëleessender eraus?

Mir mussen dann och méiglechst fréi ufänken ze kucken, méi Kanner fir de Sport ze begeeschteren, an dat genderneutral, well ee soss gutt d'Hallschent vun de Leit vu verschiddene Sportaarten ausschléisst. Si solle gesinn, wéi vill Spaass et ka maachen, sech an engem Sportveräin ze engagéieren – a wann ech soen „engagéieren an engem Sportveräin", da mengen ech domadder natierlech och, datt een dat muss ënnert engem Daach kënne maachen an enger entspriechender Infrastruktur; dorënner falen Terrainen, Halen, Piscinnen a méi, jo, och e Vëlodrom oder eng Beachvolleyballhal, déi haut och schonn ugeschwat goufen.

An et ass eng ganz gutt Iddi, datt mer an d'Infrastrukturen investéieren. Mir musse just oppassen, datt mer eis bei de Präisser dann och ferm un dat halen, wat mer eis als Wäert ginn, datt mer oppassen, keng allze grouss Depassementer ze kréien, datt et plangbar bleift an datt mer net herno enger Sportaart eppes bauen op d'Käschte vun där anerer.

Nëmme wa gutt Infrastrukturen zur Verfügung stinn, kann och Sport op guddem Niveau gemaach ginn. Dowéinst musse mer derfir suergen, datt de Staat, dat ass wichteg, zesumme mat de Gemenge Verantwortung iwwerhëlt.

Wichteg sinn awer net nëmmen d'Infrastrukture fir d'Sportveräiner an de Breedesport insgesamt, mee och d'Elittesportler. A Lëtzebuerg huet eng ganz Rei Elittesportler. Wann een driwwer nodenkt, falen engem ëmmer direkt zwee, dräi Nimm an – d'Lëscht vum COSL ass awer vill, vill méi laang –, déi op internationale Kompetitiounen ëmmer nees ganz gutt Resultater bréngen. Och si mussen natierlech esou vill wéi méiglech geférdert an ënnerstëtzt ginn.

An do ass dann awer e klenge Couac nach ëmmer dran, datt et haut, wann een net direkt vu senger Sportaart liewe kann an awer soll ënnerstëtzt gi vum Staat, fir Elittesportler ze sinn, nach ëmmer heescht: als Fräiwëllege bei der Arméi mellen, fir an d'SSEA, d'Section de sports d'élite de l'armée, ze kommen. Dat fanne mer net ideal!

Mir wëllen eng Trennung tëscht der Arméi an dem Sport, well et fir eis net kloer ass, firwat ee sech onbedéngt als Zaldot muss verflichten an en Eed ofleeë muss, nëmme well een op héich professionellem Niveau wëll Sport maachen. Dëst sollt och an engem ziville Kader méiglech sinn an ech weess, datt dat och schonn e puermol annoncéiert gouf, an ech freeë mech schonn drop, d'Erklärungen ze kréien, firwat dat anscheinend nach net do ass an och nach net fir haut oder fir muer wier!

A jo, wa mer vun Elittesport schwätzen, schwätze mer vun High Performance. A vun High Performance geet et dann direkt eriwwer bei den LIHPS, de Luxembourg Institute for High Performance in Sports. Et ass gutt, datt d'Sportlerinnen an d'Sportler, déi u Kompetitiounen op engem héijen Niveau deelhuelen, hei entspriechend encadréiert ginn. Nëmme mat deem richtegen Encadrement sinn nämlech laangfristeg gutt sportlech Resultater méiglech.

An ech mengen, den Encadrement, also grad am LIHPS ..., ech war dee schonns e puermol kucken an ech sinn ëmmer erëm begeeschtert, mat wat fir enger héijer Technicitéit och do de Sport u sech gepusht gëtt, eppes, mengen ech, wou mer eis wierklech no vir katapultéiert hunn, eppes, vun deem Lëtzebuerg virun 10, 15 Joer nëmme gedreemt hätt. An haut hu mer et! An ech mengen, datt et dofir och ganz wichteg ass, datt mer weiderhin doran investéieren.

Wann ech awer och vum Encadrement schwätzen ..., an och dat huet de Claude Lamberty, deem ech iwwregens nach Merci wollt soe fir d'Ufroe vun dëser Interpellatioun, schonn ugeschwat, dat ass de Congé sportif, ee vun deene 27 Congéen, déi et hei am Land gëtt.

De Congé sportif gëtt enger Rei Sportlerinnen a Sportler d'Méiglechkeet, fir méi einfach nieft hirer normaler Aarbecht och u grousse Sportskompetitiounen deelzehuelen. An eng ganz Rei Leit profitéieren dovunner.

An da gëtt et natierlech och de Congé sportif fir d'Encadranten. An ech hu virdru vum Encadrement geschwat. Et ass wichteg, datt eeben och grad Leit, déi de Sport encadréieren – eis Benevoller –, kënne profitéieren, fir derbäi ze sinn, well et ass jo net nëmmen de Sportler, dee wichteg ass, fir datt Sport stattfënnt, mee et geet och ëm d'Traineren, et geet och ëm d'Arbitteren. A wann déi net dovunner profitéieren, dann hu mer forcement e Problem.

Et kéint een de Congé sportif awer sécherlech nach reforméieren. An ech weess, datt och dat ugeduecht ass.

An zum Schluss – ech hunn et elo schonn ugedeit – wëll ech op d'Situatioun vun de Benevoller agoen. Entschëllegt, et ass e bëssen Telegrammstil haut, mee bei esou engem vasten Theema an zéng Minutten derduerchzegoen ...

*(Interruption)*

Hätt ech et ugefrot, dann hätt ech der 30 gehat. An, ech mengen, souguer dem Claude Lamberty sinn um Enn d'Minutten e bësse fortgelaf. Dofir erlaabt mer, nach ganz kuerz op d'Benevoller anzegoen.

Ouni Benevoller ass d'Veräinsliewen net méiglech. Bon, dat hätt ech elo och an enger Interpellatioun iwwert d'Musek oder iwwert d'Kultur kënne soen. Et ass awer dofir net manner wouer.

Vill Veräiner hunn ëmmer méi Problemer, fir nach Benevoller ze fannen. Iwwerall ginn der gesicht, dacks awer keng oder net méi genuch fonnt. An och do si mir als Politicker gefrot, fir de Veräiner oder de Verbänn ënnert d'Äerm ze gräifen. Duerch méi flexibel Aarbechtszäiten a -modeller géife mer et erméiglechen, fir datt méi Biergerinnen a Bierger och d'Zäit an d'Chance hätten, sech an engem Veräin ze engagéieren – Stéchwuert „Work-Life-Balance", well d'Veräinsliewen ass en Deel vun enger gudder Work-Life-Balance!

Vill Leit sinn haut scho voll ausgelaascht mat hirer Aarbecht an hirem Familljeliewen an hu weeder d'Zäit nach d'Energie, sech dann och nach anerwäerts ze engagéieren. Eng weider Méiglechkeet wier– an dat hate mer schonn an eisem leschte Walprogramm stoen – eng speziell Kaart fir d'Benevoller, mat där si eng Rei vu Virdeeler wéi zum Beispill Remisë bei Entréeën a Muséeë géife kréien.

Ech géif jo elo soe „gratis ëffentlechen Transport", dat ass et nämlech eng Kéier ginn. Et gouf eng zäitlaang eng Kaart, mat där Benevoller am Sport konnte gratis den ëffentlechen Transport benotzen. Bon, vu datt den ëffentlechen Transport elo ouni Ticket fonctionéiert, huet déi Kaart e bëssen hire Sënn verluer. A mir géifen eis wënschen, dass mer erëm esou eng Initiativ kéinten opleeën an déi nach eng Kéier kéinten ausbauen.

Domat géif nämlech hiren Asaz indirekt belount a valoriséiert ginn. An et geet net drëm, e Benevollen ze bezuelen. Et geet drëm, engem Benevollen e bësse méi wéi d'Fläsch Cremant ze ginn, déi de Georges Mischo virdrun erwäänt huet. Et geet drëm, him och iwwert d'ganzt Joer Reconnaissance ze weisen.

An dann och nach e puer Wuert zum Parasport, well och deen dierf op kee Fall vergiess ginn. De Sport ass fir Mënsche mat enger Behënnerung nämlech genausou wichteg wéi fir Leit ouni Behënnerung. Mir mussen de Parasport dofir net nëmme finanziell nach méi stäerken, mee mir mussen eis och derfir asetzen, datt och am Parasport d'Offer méi grouss gëtt. Well och do gëtt et ganz vill Sportaarte respektiv Variante vu Sportaarten, déi kéinten exerzéiert ginn, déi hei zu Lëtzebuerg zum Deel einfach nach net bekannt sinn.

Gläichzäiteg géife mer verschidde Virurteeler aus der Welt schafen, well vill Leit nach ëmmer der Meenung sinn, datt Persoune mat engem Handicap sech net

sportlech betätege kënnen oder datt dat eppes Exklusives wär fir Leit mat engem Handicap. Mee et gëtt Sportaarten, déi inklusiv sinn, wou Persounen ouni Handicap a Persoune mat Handicap zesummen déi nämmlecht Sportaart kënnen exerzéieren. Domadder géife mer e grousse Bäitrag zur Inklusioun leeschten.

An domadder si meng zéng Minutte leider och schonn um Enn. Ech hätt nach mindestens fir fënnef Minutte weider eppes ze soe gehat. Mee ech soen Iech op alle Fall Merci an ech freeë mech drop, wa mer an deenen zwee Dossieren – Congé sportif a bei den Elittesportler – awer géife weiderkommen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Sportsminister Georges Engel.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Georges Engel,** Ministre des Sports | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci dem honorabelen Deputéierte Claude Lamberty fir d'Ufro vun dëser Interpellatioun. Merci och alleguerten de Riedner, déi haut hei d'Wuert geholl hunn. Et ass e ganz wichtege Sujet an ech sinn och frou, dass mer dee kënnen hei an der Chamber thematiséieren.

Déi rezent Covidpandemie huet eis wierklech gewisen, datt de Sport an d'Beweegung net nëmme fir déi kierperlech Gesondheet vun Notze sinn, mee och fir dat mentaalt Wuelbefannen. Och wann een et virdru scho wousst, ass et eis do nach eng Kéier kloer gewise ginn.

Leider huet eis Gesellschaft sech allgemeng esou entwéckelt, datt sech ëmmer manner beweegt gëtt. Déi intuitiv Beweegung, déi normal Beweegung, déi am Alldag gemaach gëtt, geet zréck duerch d'Industrialiséierung, duerch d'Robotiséierung, duerch d'Motoriséierung an duerch d'Digitaliséierung.

Wa viru 50 Joer den Autonormalverbraucher nach 10 Kilometer den Dag zu Fouss gaangen ass, esou sinn et haut nach just 700 Meter – dat ass eng Katastroph! –, enger rezenter Studie no, déi mer virgestallt kruten an der Eecher Klinick.

De Beweegungsmangel kann een also wierklech als Epidemie vum 21. Joerhonnert bezeechnen. De Beweegungsmangel wäert d'Regierungen zukünfteg méi kaschten, wéi si am Moment an de Sport investéieren. A laut Weltgesondheetsorganisatioun belafe sech déi järlech Käschte vun engem inaktive Liewensstil op 27,4 Milliarden Dollar! A bis 2030 gi sech 500 Milliounen nei Krankheetsfäll, souwuel op mentaler wéi och op physescher Eebene, erwaart. Beweegungsmangel ass d'Epidemie vum 21. Joerhonnert! An als Ministère, als Regierung an als Sportswelt si mir zerguttstert gefuerdert, fir do dergéint virzegoen!

D'Wichtegkeet vum Sport an der Beweegung ass mëttlerweil och onëmstridden. De Spektrum vum Sport ass ganz breet gefächert. A Sport ze maachen ass, sou wéi et am Sportsgesetz vun 2005 verankert ass, e Recht fir jiddereen, jo, an, do ginn ech dem Här Clement vollkomme Recht, och fir Leit, déi eng kierperlech Behënnerung hunn, och eng geeschtlech Behënnerung hunn. Dofir kann een nëmmen de Leit vun de Paralympics a vun de Special Olympics en décke Merci soe fir hiren Engagement, dee se maachen, fir eeben och méi inklusiv ze sinn! An ech kommen nach eng Kéier op d'Inklusioun zréck.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Georges Engel,** Ministre des Sports | Sport ze maachen an a Beweegung ze bleiwen, dréit derzou bäi, datt eis Bevëlkerung méi laang gesond, méi laang fit an och méi aktiv bleift, also eppes, wat net nëmme jiddwer Eenzelnem zegutt ënnt, mee wat och eiser Ekonomie, wat eisem Gesondheetssystem an och eiser ganzer Gesellschaft zeguttkënnt.

Dir Dammen an Dir Hären, virun zwee Joer huet mäi Virgänger, den Dan Kersch, zesumme mat der ENEPS an och mat eisem Partner, dem COSL, d'Konzept „LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport" lancéiert. Bon, de Moment, ass gesot ginn, war schlecht gewielt. Mee et konnt ee jo net wëssen, datt eng Pandemie e Stréch duerch dat ganzt Konzept do géif zéien. An awer war d'Iddi vun Konzept absolutt richteg!

„LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport" steet fir en zolidd Fundament vun der Färderung vum Sport a vun der Beweegung an der ganzer Gesellschaft. D'Konzept illustréiert déi verschidde Phase vun engem sportleche Liewen a setzt dobäi déi ganzheetlech Entwécklung vum Sport, vum Athleet a vum Beweegungsaktiven an den Zentrum.

Fir eis gëllt also, dës Philosophie mam Leitmotiv „Lëtzebuerg lieft Sport" an all senge Facetten op den Terrain ze bréngen an och wierklech ze liewen. Schliisslech geet d'Bedeitung vum Sport a vun der Beweegung fir d'Allgemengheet wäit iwwert déi reng kierperlech Aktivitéit eraus, well si huet Schnëttstelle mat ganz aneren Theeme wéi zum Beispill mat der Bildung, mat der Kandheet a mat der Jugend, mat de Senioren, mat der Fräizäit, mat der Integratioun, mat der Inklusioun an och mat der Gesondheet.

An dofir ginn ech der Madamm Oberweis och Recht: Et geet wäit iwwert d'Gesondheet eraus. Et ass vill méi – vill méi! – grouss wéi nëmmen de gesondheetleche Aspekt! De Sport schléit Brécken tëschent Mënsche vun ënnerschiddlecher sozialer a kultureller Hierkonft an hëlleft, Virurteeler ofzebauen, hëlleft, Minoritéiten ze integréieren, an hëlleft och, Wäerter ze vermëttelen. Jo, et ass hei gesot ginn: Verléieren am Sport ass en extreem wichtege Wäert, deen een do léiert. An dofir ...

**Une voix** | An der Politick och.

**M. Georges Engel,** Ministre des Sports | An der Politick, jo, an der Politick och, dat ass richteg.

An dofir ass hei och eng Kollaboratioun mat all de Ministèrë gefrot. An dofir sinn och eng Rei vu Froen, déi ech hei elo gestallt kréien, net direkt u mech ze riichten, well se un aner Ministèren ze riichte sinn. Natierlech ass Sport ganz inklusiv an ass och ganz breet gefächert, mee wann et ëm de Schoulsport geet, ass natierlech méi den Educatiounsminister gefrot wéi de Sportsminister. Ech kommen awer herno drop ze schwätzen.

Genausou ass och de Leeschtungs- an Héichleeschtungssport Bestanddeel vun dëser Philosophie. A well mir an de leschte Joren entscheedend Pilieren an Akzenter an dëser Hisiicht gesat hunn, géif ech och gären op déi hei agoen; op den Opbau – et ass gesot ginn – vum Luxembourg Institute for High Performance in Sports, vum LIHPS, mat sengem Centre national de diagnostic, deen iwwregens hei net bis elo, mengen ech, ernimmt gouf, nämlech d'SportFabrik, déi mer esou gedeeft hunn an déi um Enn vum leschte Joer zu Déifferdeng opgemaach huet.

Hei geet et ëm eisen nationale Sportslabo, deen den Diagnostic an déi biomechanesch Analys vun den Athleete mécht an deen e Meilesteen – wierklech e Meilesteen! – an der Färderung vum Héichleeschtungssport zu Lëtzebuerg ass, souwuel an der Preparatioun wéi och an der Reconversioun no enger Verletzung.

Da mécht de LIHPS och d'Gestioun vum High Performance Training & Recovery Center an der Coque, dee mir zënter 2019 hunn. Dëse bitt de Spëtzesportler déi néideg Ramebedingungen, fir beschtens ze trainéieren, un. A pour rappel: Deen éischten Deel vum Projet war de Schwéierpunkt „Training an Diagnostic". An dëst Joer wäert den zweeten Deel an der Coque opgoe mam Schwéierpunkt „Regeneratioun" fir eis Lëtzebuerger Elittesportler. Also d'Aarbechten zum zweeten Deel sinn am Moment amgaangen. A mir hoffen och, datt mer se fir d'Rentrée 2023/2024 dann och kënnen definitiv benotzen an och aweien.

Fir et eise Lëtzebuerger Sportler ze erméiglechen, op internationalem Niveau kompetitiv ze bleiwen – an do muss ee soen, do hu mer extreem gutt Resultater an eis Lëtzebuerger Sportler sinn och do immens gutt Ambassadeure fir eist Lëtzebuerger Land –, musse si natierlech déi selwecht Konditiounen an och Trainingsmethode garantéiert kréie wéi hir auslännesch Kolleegen. A mir si frou, dass mer déi Projeten, déi ech virdrun elo genannt hunn, ëmgesat kruten.

En anere Sujet ass d'Dual Career, wou och virdrun hei driwwer geschwat ginn ass, wou de LIHPS an och de Sportlycée d'Athleeten an hirer Demarche beroden an och ënnerstëtzen, wann et dréms geet, hir Beruffskarriär no der Sportlerkarriär virzebereeden. Dat ass en immens wichtege Sujet an deen ass net ze ënnerschätzen, e gouf och vun enger Rei vun de Virriedner virdrun ugeschwat. An do gëtt et och Strukturen, déi een natierlech nach muss ausbauen. An op den Ausbau kommen ech herno nach ze schwätzen.

Eng Hëllefsstellung fir den Héichleeschtungssportler beim Iwwergang an d'Aarbechtswelt gëtt et natierlech och schonn am Sportsgesetz vun 2005 am Artikel 14.

Net ze vergiessen ass awer och, datt mer säit 25 Joer de Sportszaldot hunn. Als Sportszaldot kritt een eng finanziell a sozial Ofsécherung, soudatt den Héichleeschtungssportler sech quasi vollstänneg op de Sport ka konzentréieren. Déi Sportssektioun fonctionéiert exzellent gutt. A mir hunn do och viru Kuerzem de 25. Anniversaire gefeiert. Mir konnten och Temoignagen héiere vun enger Rei vu Sportler, déi do dee Parcours matgemaach hunn. An déi hunn do och alleguer gesot, datt dat eng ganz gutt Saach wär.

Ech hat dunn och wëlles, an ech hunn dat nach ëmmer wëlles, nieft dem Sportszaldot eng Zivillkarriär auszeschaffen an unzebidden. Mee hei muss ech soen, dass déi Thematik méi komplex ass, wéi ech dat vläicht viru 14 Méint, wéi ech als Minister ugefaangen hunn, geduecht hunn. D'Konscht wäert et nämlech sinn, e Modell en place ze setzen, deen änlech interessant ass wéi de Wee an der Sportssektioun vun der Arméi. Mee wann e méi interessant ass, vill méi interessant ass, da riskéiere mer, deen äusserst attraktive Modell vun der Arméi a Gefor ze bréngen.

**Une voix** | Voilà, richteg!

**M. Georges Engel,** Ministre des Sports | Déi eng wëllen deen een an déi aner wëllen deen anere Modell. An ech mengen, dass et wichteg ass, dass een déi zwee huet, mee dass een net op d'Käschte vun deem enge soll deen anere Modell a Fro stellen.

Dofir hunn ech de Conseil supérieur och mat där Fro befaasst gehat. An deen huet sech och en long et en large mat där Fro do ausenanergesat an huet och e ganzt Konzept, eng immens gutt Aarbecht, do ronderëm gemaach. Mee fir dat alles ëmzesetzen, do brauch een Zäit. An dat huet och Implikatiounen op ganz vill aner Domänen, déi mer elo an där kuerzer Zäit, wou ech elo do sinn, net alleguerte konnten ugoen. Mee dat heescht awer net, datt d'Zivillkarriär vergiess ass!

Fir datt mir och um internationalen Niveau Erfolleg kënnen hunn an déi elo genannte Strukturen och voll

zum Droe komme kënnen, gëtt et en aneren Aspekt, dee fir mech immens wichteg ass, an dat ass den Nowuessleeschtungssport.

An hei hu mer mam Sportlycée eng Struktur, wou an deene leschte Jore vill a gutt geschafft ginn ass a wou mir eis an der Regierung an och mat de Responsabele vun der Gemeng Mamer elo eens sinn – dat ass dann direkt eng Äntwert op d'Fro vum Här Mischo –, dass de Sportlycée dann op deen neie Site vu Mamer wäert kommen. Mir haten eng Reunioun do. De Buergermeeschter vu Mamer sëtzt jo och hei. Dat ass um Lafen. Dat huet säi Wee geholl an dee wäert dann och zu Mamer realiséiert kënne ginn.

Dësen neie Site wäert eng enorm Plus-value fir den Nowuessleeschtungssport, awer och fir de Federatiounssport bedeiten, well dësen neie Site natierlech och iwwert de renge Sportlycéesfonctionnement eraus de Federatioune fir hir Trainingsprogrammer an all den Alterskategorien zur Verfügung gestallt wäert kënne ginn.

Laut senger aktueller Missioun koordinéiert de Sportlycée, a Kollaboratioun mat der ENEPS och d'Centres de formation vun deene Federatiounen, déi Schüler am Sportlycée hunn. Och wann d'Centres de formation aktuell gesetzlech net definéiert sinn, gi si als Nationalkaderen am Jugendberäich – dat heescht vun U19-, U11-Regional- an Nationalkadere bis an den U21-Beräich eran – verstanen. A mir wäerten och d'Indemnitéiten hei fir d'Traineren, déi an de Centres de formation schaffen, substanziell erhéijen, an dëst ab der Rentrée 2023.

Den Impaktberäich vum Sportlycée geet wäit iwwert dee vun engem normale Lycée eraus an huet och e groussen Impakt op den Nowuessleeschtungssport vun de Federatiounen. Haut steet de Sportlycée eleng ënnert der Tutelle vum Educatiounsministère, mee well och d'Federatiounen hei betraff sinn, si mer mat der Éducation nationale amgaangen ze kucken, wéi dës Struktur kéint evoluéieren, fir dass och de Sportsministère, genausou wéi och den aktuellen Educatiounsministère, strukturell seng Roll an der Talentférderung an am Nowuessleeschtungssport hei ka spillen. Nëmmen esou kann nämlech och garantéiert ginn, dass de Sportsministère och déi néideg Moyene kritt a bereetstelle kann, fir dësen esou wichtege Beräich dach ze ënnerstëtzen.

Infrastrukturtechnesch kann ee fir de Spëtzesport niewent deene bis elo genannte Projeten awer och de Stade de Luxembourg nennen, dee jo och an dëser Legislaturperiod ageweit ginn ass, dann awer och d'Konkretiséierung vum laang gefuerderte Vëlodrom, wou mir an der Planung ganz gutt virukommen. A wann d'Finanzéierungsgesetz dann och bis gestëmmt ass, kann et mam Bau lassgoen.

Aner Infrastrukture sinn dann awer déi etlech Centrenationallen, déi mir hunn bezéiungsweis déi och nach derbäikommen, wéi zum Beispill déi national Beachvolleyshal zu Bissen.

Souvill zum Leeschtungssport, dee, wéi gesot, eng ganz wichteg Roll an eisem „Lëtzebuerg lieft Sport"-Konzept spillt.

Dir Dammen an Dir Hären, „Lëtzebuerg lieft Sport" huet u sech ganz vill Facetten. Beim Wuert „Sport" denke vill Leit un de federéierte Sport, also un den organiséierte Veräinssport. Dësen erreeche mir ganz gutt via de COSL, via d'Federatiounen an och via d'Veräiner.

De Moment gi Verdéiwunge vum „LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport"-Konzept op villen Eebene gemaach. Sou sinn eng ganz Rei vu Federatiounen amgaangen, dës iwwergeuerdent Sportsphilosophie op hir Sportaart erofzebriechen. An hei musse mer feststellen, datt d'Besoine vun enger Federatioun ganz anerer si wéi nach virun 20 Joer. An dat ass och virdrun hei scho gesot ginn.

Mir ass et wichteg, eng besser Personalentwécklung bei de Federatiounen ze erméiglechen, fir dass eis Verbänn weiderhin eng zentral Roll am Lëtzebuerger Sport behalen, déi iwwert déi vum Leeschtungssport erausgeet. D'Federatiounen droen och Verantwortung fir d'Promotioun, d'Qualitéitsentwécklung an d'Ënnerstëtzung vun hire Veräiner an hire jeeweilege Sportaarten.

Zukünfteg wëlle mir dofir op modern Organisatiounsentwécklungspläng vun de Federatioune setzen, fir dass si et an deem Sënn erméiglecht kréien, fir autonom, qualitativ héichwäerteg an och effikass ze fonctionéieren. De Saz oder dat Wuert – et ass e grousst, et wär gutt fir de Scrabble – ...

*(Hilarité)*

... „Organisatiounsentwécklungspläng" ass och e Wuert, dat virdrun eng Rei vu Kéiere gefall ass.

Déi nächst Joren ass et dofir wichteg, dass d'Hëllefe vum Staat fir d'Federatioune bezüglech d'Personalkäschten sech esou entwéckelen, dass déi enorm wichteg Aarbecht, déi do geleescht gëtt, och dem Ausbildungsniveau vum Personal entspriechen an dann och esou kënne bezuelt ginn, esou wéi dat fir de konventionéierte Secteur zum Beispill am soziale Beräich haut schonn de Fall ass.

Den Akzent op de Breedesport ass mir awer och ganz wichteg an ass och e feste Bestanddeel vun eiser Sportsphilosophie. Hei wäerte mir d'Federatiounen dann och ënnerstëtzen, fir e Chargé de développement en formation kënnen anzestellen. Dëse Posten ass nei a soll engersäits den Akzent op d'Entwécklung vum Breedesport via d'Veräiner an déi jeeweileg Federatioune leeën an anerersäits dann awer och den Uspriechpartner beim Organiséiere vu Formatioune sinn. Hei wier also och ee vun de Vertrieder vun de Federatiounen an de jeeweilege Programmkommissioune vun der ENEPS respektiv vun der zukünfteger INAPS.

Dëst ass, wéi gesot, eng längerfristeg Visioun vun enger strateegescher Entwécklung vun de Federatiounen. Kuerzfristeg hu mir fir 2023 awer och schonn Akzenter kënne setzen. De Modell vun de Bäihëllefe fir déi verschidde Posten an der Federatioun – Sekretär, Trainer, Directeur technique, Gestionnaire administratif –, deen ass iwwerschafft ginn, fir och kuerzfristeg déi gutt Aarbecht, déi do am Kader vun eise Federatioune gemaach gëtt, am Kader vun eisen aktuelle Finanzméiglechkeeten ze valoriséieren. A mir hu fir 2023 méi finanziell Mëttele kritt an déi wäerte mir dann och fir eng Revaloriséierung vun deene verschiddene Posten do nëtzen. Dat wäert d'Federatioune freeën.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Lëtzebuerg lieft Sport" betrëfft awer net nëmmen de Federatiouns- an de Leeschtungssport an ech gesinn et och net esou, dass d'Missioune vum Sportsministère sech op dës eesäiteg Vue vum Sport sollen an däerfe begrenzen. Eng proaktiv Sportpolitick ze bedreiwen heescht, Sport a Beweegung fir eis ganz Gesellschaft ze fërderen, well een esou jiddweree bis an den héijen Alter ka begleeden.

Et geet also ëm eis alleguerten. Mir sollen eng liewenslaang Begeeschterung fir de Sport an d'Beweegung entwéckelen an duerno „active for life" bleiwen. Ob een elo jeemools kompetitive Sport gemaach huet oder och net, dat Wichtegst ass, datt een an all senge Liewensphase fit a „committed" fir d'Beweegung an och fir de Sport bleift. A wann ee „Lëtzebuerg lieft Sport" an deem Sënn also wëllt op den Terrain kréie bei den eenzelne Bierger, da gëtt et een Acteur, deen een op kee Fall däerf vergiessen, dat sinn eis Sportsveräiner!

An elo e puer Zuelen, déi awer ze denke ginn: 2022 gouf et 131.971 lizenzéiert Sportler – dat waren, oder dat sinn, 20 % vun der Bevëlkerung – an eise Veräiner. Am Joer 2002, do waren et der manner, 115.000, mee et waren awer 26 % vun eiser Bevëlkerung. An déi Zuel, déi weist eis, wéi wichteg d'Sportsveräiner sinn a wat fir eng enorm Aarbecht si am Déngscht vum Sport an an der Gesellschaft maachen.

Wann een d'Zuele vu virun 20 Joer kuckt, gesäit een och, datt eis Veräiner an der Kris sinn. Gouf et 2002 nach 1.534 Sportsveräiner, esou sinn et der 2022 just nach 1.311, an dat bei engem Bevëlkerungszouwuess hei zu Lëtzebuerg am selwechten Zäitraum vu quasi genau 200.000 Leit. Gouf et 2002 nach ee Veräin op 289 Awunner, sou gëtt et haut nach just ee Veräin op 492 Awunner. Et kann een also vun engem reegelrechte Veräinsstierwe schwätzen, wat gréisstendeels op de Réckgang vun dem Benevolat zréckzeféieren ass.

Dat ass natierlech eng vun eise ganz groussen Erausfuerderungen. Mir hu gëschter d'Amendementer vum Congé-sportifs-Gesetz eragereecht, soudass déi den 31. Mäerz um Ordre du jour vum Regierungsrot sinn. Déi gréissten Neierung an deem Gesetz wäert eebe just de Congé sportif fir d'Benevoller sinn – an ech maachen hei eng Klammer op: Merci deenen 20.000 Benevollen. Ouni Iech géif et hei net goen! Ouni Iech kréiche mer et am Sport, mee awer och an der Kultur an och am associative Beräich hei net hin, d'Benevoller, déi Verantwortung an engem Veräin oder an enger Federatioun iwwerhuelen.

Dës Mesür eleng geet awer net duer, fir dee virdrun ausgewisenen Trend am Veräinsstierwen opzehalen. Oder, wéi et bei eisem Bevëlkerungswuesstum jo misst sinn, misst dee jo ëmgedréit sinn! Et misst jo méi Veräiner ginn, et misste jo méi Leit sech engagéieren. A mam „Subside qualité+" huet de Sportsministère sech schonn 2017 e wichtegen Tool ginn, fir datt d'Sportsveräiner op qualifizéiert Trainer kënne setzen an entspriechend finanziell ënnerstëtzt ginn. Heizou kann een och nach soen, datt am Moment am Conseil supérieur vum Sport un enger Reform an un enger Verbesserung vum „Subside qualité+" am Sënn vun de Veräiner a vun hire Membere geschafft gëtt. An do gëtt dru geschafft, fir d'Roll vum Veräin an der Gesellschaft an och vun de Benevollen am Veräin nach eng Kéier vill méi ze stäerken.

Mir schaffen aktuell zousätzlech un enger weiderer, drëtter Mesür, wou et d'Zil ass, dass mir d'Veräiner esou stäerken an entwéckele kënnen, dass si och weiderhin hirer gesellschaftlecher Roll kënne gerecht ginn, an dat net nëmmen am Sënn vun hirem Kärgeschäft, wat de Sport an d'Beweegung ass. De gesellschaftleche Rôle vun engem Veräin, dee geet eeben, wéi ech gesot hunn, vill méi wäit doriwwer eraus. An hei wëll ech d'Directrice adjointe vum Zentrum fir politesch Bildung zitéieren, déi grad d'Wichtegkeet vum Veräinsliewen an deem Sënn ënnerstraicht, datt d'Veräiner déi Entitéiten direkt beim Bierger sinn, wou d'Demokratie ka gelieft ginn an ee Verständnis duerfir entwéckelt ka ginn an datt et sech lount, sech fir eng Passioun och volontaire ze engagéieren an och do eppes ze beweegen.

Déi aner Realitéit vun eiser haiteger Zäit ass déi, dass d'Ufuerderungen un d'Sportsveräiner eropginn an dass de Facteur Zäit, deen d'Leit hunn, fir sech benevoll ze engagéieren, zréckgeet. Och do musse mer

eppes dru maachen. Mee do hunn ech eng aner Kap op.

Mir mussen déi benevoll Leit, déi sech engagéieren, also ënnerstëtzen. An eng vun de Léisungen, déi eis bleift, wa mir de Veräinssport laangfristeg wëllen um Liewen halen, dat ass, an et ass virdrun e puermol gesot ginn, eng Professionaliséierung, an dëst an enger Form, déi et méiglech mécht, dass benevoll engagéiert Leit an Dirigeanten Hand an Hand mam professionelle Staff an de Membere vum Veräin kënnen zesummeschaffen.

Aus zwee Grënn erweist sech d'Zilsetzung vu méi professionelle Strukturen awer schwiereg. Engersäits ass e Groussdeel vun de Veräiner strukturell net prett, fir sech ze professionaliséieren an Arbeitgeeber ze ginn, an anerersäits sinn d'Beruffer vum Sport hei zu Lëtzebuerg kaum unerkannt, an dat, obschonn de Secteur vum Sport, esou wéi mir dat am Kader vun der Opstellung vun de Sportsatelittekonte konnte gesinn, een enormt ekonomescht Potenzial opweist. Ech kommen duerno nach eng Kéier drop zréck.

Dës Realitéit gëtt et awer och an anere Länner. A mir hunn eis emol ëmgekuckt, wéi d'Problematik do geléist gouf. Souwuel am Frankräich wéi an der Belsch, mee och hei zu Lëtzebuerg hu mer Modeller entdeckt, déi eise Problem zum Deel kéinte léisen. An an deem Sënn schaffe mir alleguerten un enger neier Struktur, déi mir intern elo bei eis am Ministère „Pro Sport" nennen an déi de Veräiner géint Bezuelung, punktuell oder net punktuell, dat ass dann nach à voir, Personal zur Verfügung stellt, an dëst souwuel op Trainereebene wéi och op administrativer Eebene. Parallell sollen d'Veräiner, wéi virdru schonn ugekënnegt, via eng Reform vum „qualité+" finanziell substanziell besser ënnerstëtzt ginn, fir dass si fäeg ginn, fir dës Prestatiounen dann och kënnen ze bezuelen, an esou awer en Encadrement hunn, dee professionell ass an dee sech och an Zukunft wäert bewären.

Well et mir awer absolutt wichteg ass, dass dës Struktur deem entsprécht, wat eise Secteur och brauch, hunn ech do um Niveau vum Conseil supérieur vum Sport en Aarbechtsgrupp en place gesat, deen zesummen mat de Mataarbechter aus dem Ministère an op Basis vum Input vun eise Federatiounen e Gesamtkonzept entwéckelt. An déi Veräiner, déi da Servicer vu „Pro Sport" an Usproch huelen, sollen och fit gemaach ginn, fir selwer Employeur kënnen ze sinn. „Pro Sport" ass also virun allem en Tool, fir de Secteur am Sport ze dynamiséieren a fir ëm eng Resilienz ze ginn, fir datt en och kann iwwerliewen. An do an deem „Pro Sport" si Froen iwwert den Droit du travail ugeschwat ginn an déi wäerten och do weider diskutéiert ginn.

An do wëll ech op déi Fro zréckkommen, wat den Travail dominical, d'Sonndesaarbecht, ugeet. Dat ass sécherlech en Theema, dat ganz staark diskutéiert gëtt. A mir schaffen och drun, fir do eng Léisung ze fannen. Et ass evident, dass de net kanns op eemol sonndes soen: „Ben, haut kann ech net schaffen, haut sinn d'Trainere fräi an da mussen d'Sportler kucken, datt se eens ginn." Am Sport ass dat net méiglech an duerfir musse mer do sécherlech eng Léisung fannen. A wa mer méi professionell am Sport ginn, drängt sech déi Fro jo evidenterweis och op.

Wa mir vum Emploi am Sport schwätzen, da brauche mir natierlech och qualifizéiert Personal, dat dës Aarbechtsplazen dann och ka besetzen. A fir dëst Zil ze erreechen, ass et eis Strategie, dass nieft dem beruffsbegleedenden Trainer a Cadre administratif natierlech och Formatioune bei der ENEPS stattfannen. An awer och ee wichtege Pilier ass déi sougenannten „Differenzéierung D4" op der Terminale am LTPES an der Educateursausbildung. Hei wäerte mer fir d'Rentrée 2023 Educateuren ausbilden, déi no hirem Ofschloss nieft hirem Educateursdiplom och zwee verschidde Breveten, Brevets d'État, als Trainer an als Moniteur, wäerten an der Täsch hunn. An ënner anerem fir d'Struktur „Pro Sport", awer och fir eis gréisser Veräiner wäerten dës jonk Leit mat hirem duebelen Ofschloss héich interessant Profiller sinn, déi sécherlech dann, wann dat ausgebaut gëtt, och wäerten eng Plaz fannen.

Beweegung a Sport geschéien awer net nëmmen an der Veräinswelt. Dir wësst, dass eis Aktiounen nom Prinzipp „good people, good programs and good places" opgebaut sinn. Ech hat scho vu „good people" geschwat, ech schwätzen och nach vu „good people".

Deen éischte Kontakt mat der Beweegung an dem Sport geschitt an de Familljen. Hei gëllt et als Elterendeel, de Kanner och e gutt Beispill ze sinn an e beweegungsaktiivt Liewe virzeliewen. Dat sinn aner „good people". An nach aner „good people" sinn d'Enseignanten an der Schoul, an der LASEP, an der LASEL souwéi och d'Erzéier an de Crèchen an och an de Maison-relaisen.

An deem Kontext wëll ech déi immens positiv a produktiv Zesummenaarbecht mat der Éducation nationale an hire Verwaltungen hei ervirhiewen. Zënterdeems mäi Virvirgänger, de Romain Schneider, mam Claude Meisch 2018 eist sougenanntent Konzept „0–12" virgestallt huet, gëtt effikass vun der ENEPS engersäits mam IFEN fir de formale Beräich an der Formation continue zesummegeschafft an anerersäits mam SNJ am nonformale Beräich.

**Une voix** | Très bien!

**M. Georges Engel,** Ministre des Sports | Dat ass eng ganz gutt Saach an dat geet och gutt virun.

Natierlech geet d'Bewosstsi fir de Sport beim Klengen un an der Famill an dann natierlech iwwert d'Structure-d'accueilen, iwwert d'ESAen, déi et gëtt, iwwert déi Beweegungsraim, déi mir och subsidiéieren – et ass net fir näischt, datt mer dat subsidiéieren! –, iwwert d'Maison-relaisen, wou mer och Sportsprojeten hunn, déi ganz gutt sinn, natierlech och an d'Schoul.

Bon, elo kann een natierlech ëmmer eng Stonn méi Sport froen. Franséischproffen, déi froen eng Stonn méi Franséisch, d'Mathésproffe froen eng Stonn méi Mathé an déi däitsch an esou weider.

Ech mengen, datt een de Sport muss integréieren an den allgemengen Alldag, datt een och kann Däitsch maachen, wärenddeem ee Sport mécht, an datt een och ka rechnen, wärenddeem ee Sport mécht, an datt an d'Schoul ze goe schonn e ganz wichtegen Deel wär vum Sport an der Schoul. An dass natierlech och attraktiv Schoulhäff d'Leit wäerten ureegen, fir méi Sport, méi, ...

*(Interruption)*

... jo, vläicht net nëmmen einfach duerch de Schoulhaff ze goen, mee sech vläicht aktiv am Schoulhaff ze beweegen. Sécherlech wäerten och do Ureizer sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, een anere wichtegen Hiewel, dee mir eis ginn hunn, dat ass d'Ënnerstëtzung vun de Gemenge beim Astelle vum lokale Sportskoordinateur. Bei dëser Funktioun geet et doréms, fir an enger Gemeng eng Persoun als Facilitateur a Bindeglied tëschent all den Acteuren aus dem Beweegungs- a Sportsberäich ze hunn. Dat geet vun der Maison relais iwwert d'Sportsveräiner, d'LASEP bis bei de Senioresport.

De lokale Sportskoordinateur, dat ass e Motor an eng Dréischeif fir d'Fërderung vun der Beweegung an dem Sport innerhalb vun der Gemeng. An am Moment sinn et eelef Gemengen, déi e Sportskoordinateur hunn. Dat ass net falsch, wat virdru gesot ginn ass: Et sinn néng Sportskoordinateuren, mee et sinn e puer Gemengen, déi sech zesummegedoen hunn, fir dat ze maachen.

De Subsid bezüglech dem Astelle vum Sportskoordinateur, deen am Plan de relance mat dräi Joer festgehale ginn ass, dee geet och virun. A fir d'Zukunft muss een da kucken, ob een déi Limitt do och eventuell nach eng Kéier kann erhéijen.

An och dee kann Akzenter setzen, wat d'Egalité tëschent Männer a Fraen ugeet, woubäi ee bei mir sécherlech oppen Dieren arennt. Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren, dass d'Weltmeeschterschaft vum Cyclocross zu Bieles déi éischt Weltmeeschterschaft war, wou d'Fraen an d'Männer déi selwecht Primm kritt hunn ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Georges Engel,** Ministre des Sports | ... a wou eist Bild no baussen net e Mann war, mee d'Christine Majerus, déi mer als Ophänker haten, fir d'Cyclocrossweltmeeschterschaft bekannt ze maachen. An et ass awer wichteg, datt een heidriwwer schwätzt, datt dat Bewosstsinn do kënnt. An och do spillt d'Formatioun sécherlech eng wichteg Roll.

Zum Theema vun de Gemenge weisen ech awer och ganz gären op eis konkreet Moossnamen hin, déi 50 Mindsteps, also eng Iddiekëscht, déi mer opzeweisen hunn, wéi eng Gemeng hëllefe kann, fir dass mir an eisem Leitslogan „Lëtzebuerg lieft Sport" méi no bei d'Bierger kënne kommen.

Meng laang Erfarung als Buergermeeschter huet mer beschtens gewisen, datt fir d'Sports- an d'Beweegungsfërderung d'Gemengen natierlech eng wichteg Roll spillen. An esou stellt d'Gemeng net nëmmen d'Infrastrukture fir d'Schoulen an d'Sportsveräiner zur Verfügung, mee och am Beräich vum net organiséierte Sport fërdert a beaflosst d'Gemeng zerguttst déi kierperlech Aktivitéit vu senge Matbierger duerch eng beweegungsfrëndlech Gestaltung vum ëffentleche Raum.

Iwwregens soll am „qualité+" och den net organiséierte Sport an de Sportsveräiner, wat keng Kompetitioun ass a wou einfach d'Leit sech treffen, fir Sport ze maachen, mat gefërdert ginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Georges Engel,** Ministre des Sports | An dann hu mer jo och nach eise Fënnefjoresplang mat 135 Millioune staatleche Subventiounen. Dat sinn déi staatlech, do kommen dann nach déi vun de Gemengen derbäi. An och do si Méiglechkeeten, fir dann och innovative Sportaarten eng Plaz ze ginn.

Iwwregens wëll ech soen, datt eise „BeActive Day" ganz am Zeeche vun anere Sportaarten, éischter Randsportaarten, war. Urban Golf, Baseball, Lacrosse, Indiaka, Hockey an esou weider; datt also och aner Sportaarten hei ënnerstëtzt ginn.

Infrastrukturen, déi sinn immens wichteg, also „good places" eeben. Mee si mussen och op sinn. Duerfir, all Infrastruktur, déi zou ass, déi hëlleft eis u sech guer näischt!

Ech weess, datt ech muss zum Schluss kommen, an ech sinn och gläich beim Schluss.

Dir Dammen an Dir Hären, aus menger Ried spiert een d'Dynamik an dat enormt Potenzial, dat Sport a Beweegung ouni Zweifel fir eis Gesellschaft hunn. Et schéngt mer awer och wichteg, an deem Kontext d'Wichtegkeet vum Sportsministère nach eng Kéier ze ënnersträichen, dëst, fir fir de ganze Secteur souwuel interministeriell wéi och mat de Gemengen an

och mam Mouvement sportif hei eng Koordinatioun ze maachen.

Aus der haiteger Postcovidsiicht an och wéinst dem gesamtgesellschaftleche Potenzial, dat ech elo virdrun an deene leschten 30 Minutten hei duergeluecht hunn, erschéngt mer den Numm vum Sportsministère och ze limitativ an et misst een driwwer nodenken, ob de Sportsministère net zukünfteg misst Sports- a Beweegungsministère heeschen. Sou gëtt och fir den Aussesteeënde kloer ersiichtlech, wat fir eng Bandbreet u Sport- a Beweegungs- a Gesellschaftspolitick um Fetschenhaff gemaach gëtt. An deem Kontext muss ech och soen, dass mir bei eiser neier Verwaltung, dem INAPS, dee Schratt do scho gemaach hunn. Do ass et den „Institut national de l'activité physique et des sports", esou wéi deen och heescht.

Esou wéi de Koalitiounsaccord et dann och virgesäit, wäert dann den INAPS sech aus der ENEPS entwéckelen an dat wäert dann och de Kompetenzzentrum fir Sport a Beweegung sinn. Et wäert do nach eng Kéier wichteg sinn, dass mer Qualitéitsentwécklung maachen, datt dat gesamtgesellschaftlech gesi gëtt an dass mer do déi néideg an déi gutt Programme maachen, déi mer brauchen, ...

*(Interruption par la présidence)*

... fir dat dann am Sport ganz uerdentlech ze hunn – wéi gesot, „good programs".

**M. Fernand Etgen,** Président | Här Minister, Dir musst elo esou lues zum Schluss kommen.

**M. Georges Engel,** Ministre des Sports | Ech weess. Ech sinn amgaangen, bei mäi leschte Punkt ze kommen, deen awer nach extreem wichteg ass, an dat ass dee vun de Finanzen.

Wann ech op déi eenzel Punkten hei soll agoen, dann ass dat natierlech schwéier, wa se alleguer 30 Minutte schwätzen an ech och nëmmen 30 Minutten hunn, fir dann och op all Punkt anzegoen. Duerfir, ech maachen dat awer elo.

*(Interruptions)*

Finanzen, déi ginn dréngend am Sport gebraucht. An an eisen Aarbechten am Ministère hu mer an Zesummenaarbecht mam Statec och op d'Sportsatellittekonten higeweisen, 0,9 % vun eisem PIB am Gesamtkonzept vum Sport ginn do generéiert. A wann ee weess, datt mer 0,21 % vum Staatsbudget hunn, da gesäit een, datt dat eng Diskrepanz ass.

A mir hu virun e puer Deeg vum Dokter Charles Delagardelle gewise kritt, wat fir e positiven Impakt datt de Sport huet op d'Liewensqualitéit an esou weider, an och de Spuerpotenzial vum Sport, deen dat op d'Gesondheetskeess wäert hunn.

A wéi Dir aus mengen Ausféierunge konnt héieren, si mer prett, fir de Sport an d'Beweegung an all senger Villfalt unzegoen a mir stellen och kloer Visiounen hei an de Raum. A fir zukünfteg déi alleguer kënnen ëmzesetzen, do brauche mer Moyenen.

Elo muss ee soen, datt an deene leschte fënnef Joer et wierklech eng substanziell Progressioun gouf. Vun 23 op 32 Millioune sinn d'Dotatiounen do fir de Sportsministère selwer an d'Luucht gaangen. A mir konnten do jo och ville Federatiounen hëllefen a mir hunn och do eng ganz Rei vun Investissementer gemaach. Mee wa mer do wëlle richteg virukommen, fir eng proaktiv Politick ze maachen, fir d'Gesondheet ze stäerken, fir de gesellschaftlechen Impakt vum Sport wierklech voll auszenëtzen, da brauche mer méi Suen. A mir musse verstoen, dass et besser ass, an de Sport an an d'Beweegung ze investéiere wéi duerno an d'Krankekeesen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Georges Engel,** Ministre des Sports | Voilà, mäi leschte Saz: Als Sportsminister, haut no 14,5 Méint am Amt, wäert ech mech weider derfir asetzen, fir déi néideg finanziell Mëttelen ze hunn, fir eng proaktiv Sportspolitick kënnen ze maachen, mat dem Leitmotiv „Lëtzebuerg lieft Sport", datt déi Realitéit gëtt, datt Lëtzebuerg zu engem Sport- a Beweegungsland gëtt. Dat ass e Benefiss fir eis all. Et ass gutt fir d'Zesummeliewen an et ass gutt fir eis Gesellschaft.

Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Sportsminister Georges Engel. An da Parole après ministre fir den Här Gilles Roth.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech hunn dem Minister nogelauschtert, wéi e gesot huet, dass de Sportlycée géif op Mamer kommen. Ech ginn dervun aus, dass de Minister am Numm vun der ganzer Regierung geschwat huet. Ech wëll just festhalen, dass am Summer d'lescht Joer op dem INS **...**, et war gutt Wieder, den Här Sportsminister Engel, den Här Vizepremier Bausch an den Här Educatiounsminister Meisch souzen do, an do si mer prinzipiell zu engem Accord komm, dass de Sportlycée soll op de Campus Tossebierg kommen.

Dat ass och net aus der Welt. Et gëtt de Lycée Josy Barthel do, et gëtt eng zweet Europaschoul do an de Staat huet en Terrain do. Mir waren net Demandeur als Mamer Gemeng, fir de Sportlycée dohinnerzekréien, mee mir gesinn dat awer als duerchaus sënnvoll, d'autant plus, wou eng direkt Ubannung un den ëffentlechen Transport do ass.

Ech wëll just soen, dass ech dann dervun ausginn, wann de Minister dat hei seet virun der ganzer Chamber, dass en am Numm vun der Regierung schwätzt. Sollt dat net de Fall sinn, da wëll ech soen, da wier et gutt, wann een déi Decisioun géif kuerzfristeg dann ëmkippen, well déi Pirouetten, déi am Contournement Bascharage geschitt sinn, wëll ech der Gemeng Mamer net undinn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Georges Engel,** Ministre des Sports | Also, ech kann nëmme vum Wëssensstand vun haut schwätzen, deen ech hunn, an dat ass deen, dass de Sportlycée op Mamer soll kommen. Méi kann ech net soen.

**M. Fernand Etgen,** Président | Da Parole après ministre fir d'Madamm Simone Beissel.

**Mme Simone Beissel** (DP) | Jo, merci, Här President, merci, Här Minister. Ech wëll ganz kuerz éischtens dem Claude Lamberty Merci soen, awer och dem Minister, deen op all déi Secteuren agaangen ass. Mee ech huelen eigentlech d'Wuert, fir dem Jeff Engelen ze äntwerten.

De Minister huet ganz vill geschwat vum Stade Josy Barthel. Fir dem Här Engelen ze äntwerten: En huet sech Suerge gemaach, wat mat dem Athleetikstadion géif geschéien. Dir wësst, no den neie FIFA- an UEFA-Bestëmmunge gëtt et u sech net méi toleréiert, dass nach Lafpisten an de Fussballstadione bannendra sinn.

An dofir kann ech dem Här Engelen soen: Mee ech kann awer trotzdeem nëmme staunen! Den Här Roy Reding kennt all Decisioun vun der Gemeng Lëtzebuerg bis virun e puer Wochen a weess ganz genau, dass d'Gemeng Lëtzebuerg decidéiert huet, fir zu Hamm e groussen, neien Athleetikstadion ze bauen. Deen ass an der Ausaarbechtung. Mir sinn elo grad amgaang, de Projektmanager erauszewielen. Mir maachen do zesummen Accèsen, zesumme mat der St-George's-Schoul. D'Fussballterraine gi verbreedert. Et kënnt e risegen neie Campus. Den Här Reding weess dovun all Detail. Mee vläicht hat Der keng Geleeënheet, mat him ze schwätzen.

Duerfir wollt ech soen: Maacht Iech keng Suerge fir d'ganz Athleetikswelt an och haaptsächlech fir déi Jonk, well et ass jo wichteg, dass se sech beweegen a Sport maachen. Dofir ass gesuergt! Do kënnt e risege Campus, wou se alles un Infrastruktur hikréien, wat ze brauchen, fir dass se gesond a monter bleiwen.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Den Här Minister wëllt och dorobber reagéieren.

**M. Georges Engel,** Ministre des Sports | Et waren e puer Froen, ech huele se all beieneen, well soss ...

*(Interruptions par M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen)*

War et keng Fro? War et eng Fro u mech? Ech hat dat elo esou ...

**M. Fernand Etgen,** Président | Nee, et war keng direkt Fro, mee ech hat verstanen, wéi wann den Här Minister wéilt dorobber reagéieren.

**M. Georges Engel,** Ministre des Sports | Ech ka soen, dass mer en nationale Liichtathleetikstadion um INS hunn, dee ganz gutt fonctionéiert. An natierlech, dat doten ass eng Infrastruktur vun der Gemeng, vun der Stad Lëtzebuerg, an déi ass wëllkomm. All Infrastruktur, all sportlech Infrastruktur, déi mer kënne kréien, ass wëllkomm.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci. An da Parole après ministre fir den Här Marc Hansen.

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech entschëllege mech elo beim Minister Engel, et geet u sech net ëm Sport.

**M. Georges Engel,** Ministre des Sports | Bon!

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | Et geet eigentlech ëm eng Remark, déi elo den Här Gilles Roth gemaach huet am Kader vum Contournement vu Bascharage.

**M. Georges Engel,** Ministre des Sports | Bon!

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | Do wëll ech awer just rectifiéieren, dass do absolutt keng Pirouette gedréit ginn ass. Mir sinn am Kader vun engem Gesetz, wat gestëmmt ginn ass, an dat Gesetz, dat seet,...

*(Brouhaha)*

... dass e Contournement laanscht Bascharage wäert gebaut ginn. A laut mengen Informatiounen ass déi Decisioun och bis elo net a Fro gestallt.

**Une voix** | A!

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | Ech wëll just soen, dass eng Ännerung vun enger Variant analyséiert gëtt an dass zu kengem Moment decidéiert ginn ass, kee Contournement ronderëm Bascharage ze bauen.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Mir huelen Akt vum Här Hansen senger Prezisioun, mee dat kréie mer haut net ausdiskutéiert. Da Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech wollt just den Här Minister drop opmierksam maachen, oder hie froen, ob déi Struktur beim INS, déi national Liichtathleetikstruktur, a sengen Aen duergeet. Well ech mengen, dat, wat d'Madamm Beissel hei gesot huet, dat schéngt jo nach en cours d'élaboration ze sinn.

Ech fannen et och net richteg, datt hei iwwer e Kolleeg geschwat ginn ass, deen elo am Abléck net am Sall ass.

*(Interruptions)*

Ech wollt ... Nee, nee, nee. Ech wollt awer den Här Minister froen, well mir hunn elo dee Fussballstadion, deen elo gottseidank schonn eng Zäit a Betrib ass, dat huet och laang gedauert, mee déi ganz Infrastruktur fir d'Liichtathleetik, déi mer do op der Areler Strooss haten, déi vermësse mer elo scho ganz laang.

*(Interruptions)*

Dat dauert laang, bis mer elo eng aner Infrastruktur fir d'Liichtathleetik kréien. Et ass ze begréissen, datt d'Stad Lëtzebuerg elo eng plangt. Mee ech wär awer frou, wann den Här Minister eis géif soen, wéi déi Besoinen am Abléck vun der Regierung gesi ginn, och fir Kompetitiounen, wa mer där international hätten, an ob do e Plang besteet.

Well ech hu gesinn, virdrun, wéi den Här Engelen seng Fro gestallt huet, koum et zu enger bilateraler Consultatioun do tëschent dem Här Minister an der Madamm Beissel an zu enger gewëssener Opgereegtheet. An ech hunn do geduecht: Et ass interessant, datt den Här Minister selwer elo mol gebrieft gëtt vun der Stad Lëtzebuerg, wat geplangt ass!

*(Interruption)*

An ech mengen, datt d'Liichtathleetik, ...

*(Interruption)*

... ech mengen, datt d'Liichtathleetik hei am Land eng Prioritéit ass. An dofir wär ech frou, fir eng Stellungnam vun der Regierung dozou ze héieren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Minister.

**M. Georges Engel,** Ministre des Sports | Mir si frou fir all weider Sportsinfrastruktur, déi gebaut gëtt vun de Gemengen, esou och iwwert déi Liichtatleetiksstruktur, déi zu Hamm gebaut gëtt.

**Une voix** | An zu Diddeleng.

**M. Georges Engel,** Ministre des Sports | „An zu Diddeleng", kréien ech hei gesot. An da sinn och nach aner Projeten, wéi am Kordall, wou et Iddie gëtt. Also, d'Gemengen hu ganz vill Iddien an och ganz vill Méiglechkeeten. A wann do Saache geplangt ginn, da wäert sécherlech de Ministère se och mat Subsiden, esou wéi dat méiglech ass, ënnerstëtzen.

An d'Presidentin vun der FLA huet mer et elo nach eng Kéier an Erënnerung geruff: Dir maacht, wéi wann et de Josy Barthel net méi géif ginn, also de Stadion, pardon. Deen ass nach ëmmer do! Net dass Der mengt, e wier net méi do; en ass nach ëmmer do!

*(Interruptions)*

An en ass, wéi ech hei gesot kréien, och voll operationell. Dofir maacht net, wéi wann deen elo schonn ofgerappt wär!

**Une voix** | Très bien!

**M. Georges Engel,** Ministre des Sports | Vläicht nach eng Äntwert zum Här Mischo, zum Tour de France: Mir hunn nach keng Äntwert kritt zum Grand départ. Dat wollt ech och nach soen.

An zum „House of Sports": Dat ass eng Iddi, déi iergendzwousch lancéiert ginn ass, déi awer nach net offiziell un de Ministère erugedroe ginn ass. Mir sinn awer oppen, fir iwwer alles ze diskutéieren.

Voilà, merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Sportsminister Georges Engel.

***Motion 1***

Mir kënnen dës Debatt awer nëmmen ofschléissen, wa mer och nach iwwert d'Motioun befannen. Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Georges Mischo.

**M. Georges Mischo** (CSV) | Merci, Här President. Ech hat virdrun a menger Ried schonn ugedeit gehat, dass d'Chancëgläichheet zwësche Fraen a Männer am Sport eis wichteg ass. An dofir wollt ech dem Här Lamberty proposéieren, zwee Sätz derbäizeschreiwen, da kéinte mer déi och matdroen, dat ass: „à promouvoir et valoriser le sport féminin par une communication positive et non stéréotypée" an „à inviter les clubs et fédérations à signer la charte égalité femmes-hommes dans le sport". Wann dat kéint derbäikommen, dann ...

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Ech ginn d'Wuert direkt un den Här Lamberty.

**M. Claude Lamberty** (DP), interpellateur | Ech soen dem Här Mischo Merci fir seng Suggestioun. A wann eng gutt Iddi vun där anerer Säit kënnt, da soll een dat och akzeptéieren.

*(Brouhaha)*

Ech géif proposéieren, dass mer dat sollen ophuelen an dass mer da vläicht déi Motioun och eestëmmeg gestëmmt kréien.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Lamberty.

Kënne mer iwwer dës Motioun à main levée ofstëmmen?

*(Assentiment)*

***Motion 1 modifiée***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant les bienfaits des activités sportives sur la santé physique et mentale en contribuant à un mode de vie sain et actif ;*

*– considérant que le manque d'activité physique est un facteur de risque majeur pour de nombreuses maladies chroniques telles que l'obésité, le diabète, les maladies cardiovasculaires et le cancer ;*

*– considérant que le sport véhicule des valeurs éducatives, sociales, morales et favorise la cohésion sociale et le vivre-ensemble ;*

*– considérant les quelque 20.000 bénévoles actifs au sein des associations sportives qui forment la colonne vertébrale du mouvement sportif ;*

*– considérant que les fédérations sportives organisent sans cesse des compétitions dans les disciplines les plus diverses contribuant ainsi au développement des activités sportives au niveau national ;*

*– considérant que les fédérations sportives sont obligées de faire appel de plus en plus à du personnel administratif qualifié pour faire face aux exigences et aux défis au niveau administratif et organisationnel ;*

*– considérant que les clubs locaux et les communes sont des acteurs majeurs dans l'épanouissement sportif des citoyens ;*

*– considérant le rôle exemplaire du sport en matière d'inclusion ;*

*– considérant que les infrastructures sportives permettent aux sportifs de pratiquer et de se développer dans une multitude de disciplines sportives ;*

*– notant que le manque d'activité physique a été reconnu comme l'épidémie du 21e siècle par l'Organisation mondiale de la santé ;*

*– notant que l'enveloppe budgétaire 2023 du Ministère des Sports s'élève à 0,067 % du PIB, respectivement à 0,21 % du budget de l'État,*

*invite le Gouvernement à*

*– valoriser davantage l'importance du sport et de l'activité physique dans la société ;*

*– soutenir et à promouvoir le bénévolat dans toutes ses facettes via le développement d'un concept national de reconnaissance et de soutien du bénévolat dans son intégralité ;*

*– doter les fédérations sportives des moyens nécessaires afin de poursuivre les efforts en vue de la professionnalisation du mouvement sportif ;*

*– poursuivre l'investissement dans des infrastructures sportives de qualité accessibles à tous ;*

*– promouvoir le développement du domaine parasportif au Luxembourg ;*

*– augmenter de manière conséquente les crédits alloués aux fédérations sportives dans les domaines administratif et sportif ;*

*– inviter les clubs/fédérations à signer la Charté égalité femmes-hommes dans le sport ;*

*– promouvoir et valoriser le sport féminin par une communication positive et sans stéréotype de sexe.*

*(s.) Claude Lamberty, Gilles Baum, Yves Cruchten, Chantal Gary, Cécile Hemmen.*

***Vote sur la motion 1 modifiée***

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 18.20 heures.)*

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** **p. 37**
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Question élargie n° 185 de Mme Myriam Cecchetti au sujet de l'évaluation par dépassement dans l'enseignement secondaire** **p. 37**
   Mme Myriam Cecchetti | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Myriam Cecchetti | M. le Ministre Claude Meisch
3. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Mars Di Bartolomeo** **p. 38**
   Exposé : M. Mars Di Bartolomeo
4. **7671 – Projet de loi portant modification de la deuxième partie, livre III, titre Ier, du Nouveau Code de procédure civile, en vue de la réforme de l'arbitrage** **p. 38**
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7671 et dispense du second vote constitutionnel
5. **8171 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19** **p. 42**
   Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
   Discussion générale : M. Claude Wiseler (dépôt de la motion 1) | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Jeff Engelen (dépôt des motions 2 et 3 et de la résolution 1) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8171 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : M. Mars Di Bartolomeo | M. Claude Wiseler (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Jeff Engelen
   Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
   Motion 2 : M. Mars Di Bartolomeo | M. Sven Clement | Mme Nathalie Oberweis | M. Claude Wiseler
   Vote sur la motion 2 (rejetée)
   Motion 3 : M. Mars Di Bartolomeo | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser | M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Yves Cruchten) | Mme Nathalie Oberweis (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Claude Wiseler | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement (intervention de M. Fernand Kartheiser)
   Vote sur la motion 3 (rejetée)
   Résolution 1 : M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Sven Clement
   Vote sur la résolution 1 (rejetée)
6. **8038 – Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 22 août 2003 instituant un médiateur** **p. 52**
   Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Charles Margue
   Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8038 et dispense du second vote constitutionnel
7. **8164 – Projet de loi portant modification de la loi du 30 novembre 2022 relative à la concurrence en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2022 relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique et modifiant les directives (UE) 2019/1937 et (UE) 2020/1828 (règlement sur les marchés numériques) et du règlement (UE) 2022/2560 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur** **p. 52**
   Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Lydia Mutsch
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | Mme Semiray Ahmedova | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8164 et dispense du second vote constitutionnel
8. **Interpellation de M. Laurent Mosar au sujet des perspectives de développement de l'économie luxembourgeoise** **p. 54**
   Exposé : M. Laurent Mosar (dépôt des motions 1 à 10)
   Débat : M. André Bauler (intervention de M. Yves Cruchten) | Mme Francine Closener (dépôt de la motion 11) | M. Charles Margue (intervention de M. Laurent Mosar) | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement (dépôt des motions 12 et 13)
   Prises de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie (interventions de M. Sven Clement, M. André Bauler et M. Laurent Mosar) | M. Laurent Mosar (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Franz Fayot et M. Gilles Baum) | M. Laurent Mosar (parole pour fait personnel) (intervention de Mme Octavie Modert) | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances (intervention de M. Laurent Mosar) | M. Laurent Mosar (parole après ministre) | Mme la Ministre Yuriko Backes
   Motion 1 : M. Laurent Mosar | M. André Bauler (intervention de M. Laurent Mosar) | M. Sven Clement | Mme Myriam Cecchetti
   Vote sur la motion 1 (rejetée) (interventions de M. Sven Clement)
   Motion 2 : M. Laurent Mosar | M. André Bauler | M. Sven Clement
   Vote sur la motion 2 (rejetée)
   Motion 3 : M. Laurent Mosar | M. André Bauler
   Vote sur la motion 3 (rejetée)
   Motion 4 : M. Laurent Mosar (intervention de M. Sven Clement) | Mme Francine Closener
   Vote sur la motion 4 (rejetée)
   Motion 5 : M. Laurent Mosar | Mme Francine Closener (intervention de M. Sven Clement)
   Vote sur la motion 5 (adoptée)
   Motion 6 M. Laurent Mosar | M. André Bauler | M. Sven Clement
   Vote sur la motion 6 (rejetée)
   Motion 7 : M. Laurent Mosar | Mme Francine Closener | M. Sven Clement
   Vote sur la motion 7 (rejetée)
   Motion 8 : M. Laurent Mosar | M. André Bauler | M. Sven Clement (renvoi de la motion 8 en commission)
   Motion 9 : M. Laurent Mosar | Mme Francine Closener | M. André Bauler
   Vote sur la motion 9 (rejetée)
   Motion 10 : M. Laurent Mosar | Mme Francine Closener | M. Sven Clement
   Vote sur la motion 10 (rejetée)
   Motion 11 : Mme Francine Closener | M. Laurent Mosar | M. Sven Clement | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti
   Vote sur la motion 11 (adoptée)
   Motion 12 : M. Sven Clement (intervention de M. André Bauler) | M. Yves Cruchten (intervention de M. Gilles Roth) | Mme Semiray Ahmedova | M. Gilles Roth | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement (intervention de M. Marc Goergen) | M. Yves Cruchten
   Vote sur la motion 12 (rejetée)
   Motion 13 : M. Sven Clement | Mme Francine Closener
   Vote sur la motion 13 (rejetée)


Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert, Vice-Première Ministre ; M. Claude Meisch, Mme Sam Tanson, M. Franz Fayot et Mme Yuriko Backes, Ministres.

*(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen,** Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

*(Négation)*

## 2. Question élargie n° 185 de Mme Myriam Cecchetti au sujet de l'évaluation par dépassement dans l'enseignement secondaire

Mir fänken d'Sitzung mat der erweiderter Fro Nummer 185 vun der Madamm Myriam Cecchetti iwwert d'Bewäertung am Lycée un. Den Auteur huet fënnef Minutten Zäit, fir d'Haaptfro ze stellen an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro, an dem Minister stinn zéng Minutten zou. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Villmools merci, Här President. Ech wéilt meng Fro un den Här Educatiounsminister kuerz kontextualiséieren, well en hat och gemengt, et wier relativ schwiereg a relativ technesch. Et huet ugefaange mat enger Question parlementaire, déi mir un den Här Meisch gestallt hunn, well mer op Contradictioune gestouss sinn an der Evaluatioun vu verschiddene Fächer am Enseignement secondaire.

Fir de Fall kloer ze nennen: Op Septième, Sixième a Cinquième am Classique gëtt am Franséischen nach ëmmer d'Method vun der „Évaluation par double dépassement" ugewannt, dat heescht esou vill wéi, datt e Schüler oder eng Schülerin kann déi duebel Unzuel vu Punkten un engem Exercice verléieren, also quasi an de Minusberäich falen, och wa souguer e puer Saache richteg sinn.

Esou eng Evaluatiounsmethod gehéiert eigentlech der Vergaangenheet un a si steet selbstverständlech och a Contradictioun mat der kompetenzbaséierter Evaluatioun an dem kompetenzbaséierten Ënnerrecht, sou wéi en och am Fondamental ugewannt gëtt an och am Secondaire classique bei allen anere Fächer am Programm virgesinn ass. Just d'Franséischt ass hei eng Ausnam, grad déi Sprooch, mat där déi meescht Schüler/innen ze kämpfen hunn. Fir eis ass et onverständlech, firwat eng aner Evaluatiounsmethod bei dësem Fach ugewannt gëtt.

Mir hunn dunn den Här Minister Meisch gefrot, wéi dann allgemeng d'Evaluatiounskrittäre festgeluecht ginn a vu wéi enger Instanz se kontrolléiert ginn. Laut deenen Explikatiounen, déi mir kritt hu vum Här Minister, wier fir all Fach eng CNES, Commission nationale de l'enseignement secondaire, derfir zoustänneg, en Avis a Propositiounen ze formuléieren, wéi dës Evaluatioun bei de Schüler/inne soll ausgesinn. Dëst geschitt awer au cas par cas, ouni dass dës Avisen e richtege politesche Poids hätten a berücksichtegt misste ginn.

De Ministère schéngt hei keng iwwergeuerdnet Roll ze spillen a misst eigentlech responsabel si fir d'Harmoniséierung vun den Evaluatiounsmethoden an och d'Kontroll vun der Anhalung vun dëse Krittären um Terrain. Duerfir wollte mer eeben déi verschidde Froen, déi mir Iech och schrëftlech eraginn hunn, stellen.

Éischtens: Wéi kann de MENJE do d'Kohärenz vun dësen Evaluatiounsmodalitéiten zwëschent deene verschiddene Fächer garantéieren?

Zweetens: Envisagéiert de MENJE, do selwer Qualitéitskrittäre fir all Fach opzestellen?

Drëttens: Envisagéiert de MENJE Kontrollen, fir datt dës Qualitéitskrittären och agehale ginn – Schwieregkeetsgrad, d'Quantitéit vum Contenu an a wéi enger bestëmmter Zäit dat muss ofgefrot ginn an esou weider an esou fort?

Véiertens: A wéi engem Mooss ass eng Evaluatioun, déi um Prinzipp berout, datt, wann d'Hallschent vun engem Exercice korrekt ass, een trotzdeem null Punkten huet, positiv fir den Apprentissage vun engem Schüler oder enger Schülerin?

A fënneftens: Wéi ass dës Pratique vun der Évaluation sommative am Secondaire an der Linn mat der Évaluation par compétences am Fondamental ze gesinn?

Ech soen Iech elo schonn am Viraus villmools Merci an ech hoffen, d'Leit heibannen hu verstanen, ëm wat et geet.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Cecchetti. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och dem Myriam Cecchetti fir déi interessant Fro, wou mer eis, mengen ech, allen zwee sollte Méi ginn, fir ze kucken, datt jidderee matkritt, ëm wat et wierklech hei geet, well et awer relativ technesch ass, wat déi Evaluatiounskrittären ugeet, déi do existéieren an déi ugewannt ginn am Enseignement secondaire classique oder général.

Déi Suerg, fir eng Kohärenz ze hunn an der Manéier, wéi Prüfungen evaluéiert ginn, déi deelen ech. An dat war ee vun de Grënn, firwat mer 2018 op de Wee gaange si bei enger Reform vum SCRIPT, dem SCRIPT och eng Division fir den Développement curriculaire ze ginn, an do och net nëmmen als Missioun drageschriwwen hunn, datt et wichteg ass, datt mer kucken, datt mer do Entwécklung an eise Programmer, an eisen Inhalter kréien, mee datt mer awer gradesou och kucke fir déi Inhalter do: Wat fir eng Evaluatioun brauche mer a wat si gegeebenefalls Richtlinen, déi do solle vun eis erauskommen? Dat ass also eng Méiglechkeet, déi mir eis ginn hunn an déi mer haut och notzen, fir ze kucken, datt mer eng gewësse Convergence vun deenen Evaluatiounskrittären do hunn an de jeeweilege Fächer.

Ech wëll awer gläichzäiteg soen, datt mer nach ëmmer och eng entgéintgesat Approche hunn, déi éischter eng Bottom-up-Approche ass, iwwert d'Commission-nationallen, fir awer och de Spezifizitéite vun de jeeweilege Fächer kënne gerecht ze ginn, well sech dat eent Fach mat sengen Inhalter, mat senge Finalitéiten, mat senge Methoden, mat senge pedagogeschen Approchen awer differenzéiert zu engem anere Fach, wou d'Inhalter anerer sinn, wou d'Methoden anerer sinn, wou d'pedagogesch Approche aneschters ass an dofir och d'Evaluatioun iergendwéi aneschters soll sinn.

An dee Prozess, souwuel vun ënnen erop, wéi awer och duerch dee Kader, deen duerch de SCRIPT an duerch déi nei Divisioun gesat gouf, deen huet seng Friichte bis elo scho gedroen, soudatt mer sécherlech do eng Convergence vun de Krittäre kritt hunn.

Dat wëll net heeschen, datt net weider doriwwer muss nogeduecht ginn a gekuckt ginn, ob dat, wat Der hei genannt hutt, also d'Evaluatioun iwwert den Double dépassement, wierklech nach ëmmer gewënnbréngend kann agesat ginn, soll agesat ginn oder do agesat gëtt, wou et da wierklech noutwendeg ass. Dat wëll net heeschen, datt net och ka weider gekuckt ginn, awéiwäit mer eng Évaluation certificative weider bevirdeelege par rapport zu enger Évaluation formative, wou mer jo éischter probéieren, de Schüler weider ze begleeden, a woubäi un d'Evaluatioun eigentlech selwer och soll en nächste Léierprozess ugesat ginn, fir datt de Schüler eeben doraus och dat zitt, wat en nach weider vun Efforte muss maachen, a wou et net nëmmen drëms geet, herno eng Nott ze hunn, e Bulletin ze fëllen an ze kucken, wou de Schüler dann dee Moment grad stoung.

Nun, mir brauchen hei, wéi gesot, béides. Mir brauchen op där enger Säit Richtlinnen. Déi hu mer eis ginn. Awer mir sinn och an engem Prozess dran, wou déi 60 Commission-nationallen, déi mer fir all eis Fächer fir de Secondaire général an och de Classique hunn, awer och eng Aarbecht gemaach hunn an och zu hire Konklusioune komm sinn a wou mer probéieren, béides mateneen an Aklang ze bréngen. Dat ass, wéi d'Curriculum-Entwécklung zum Beispill, e permanente Prozess. Also, et ass do sécherlech net ofgeschloss, och haut net ofgeschloss. An déi Iwwerleeungen, déi musse weidergefouert ginn.

De Contrôle, dat ass d'Aufgab vun den Direktiounen. D'Enseignantë schaffen ënnert der Autoritéit, ënnert der Hierarchie och vun den Direktiounen. Wann do e Schüler, wann och Elteren eng Kéier d'Gefill hunn, do ass net gutt a richteg verbessert ginn, da kann ech se eigentlech nëmmen invitéieren, sech do mat der Direktioun a Verbindung ze setzen, déi d'Kompetenz an d'Autoritéit huet, och déi Notten nach eng Kéier kënnen nozevollzéien, à la limite souguer eng Note kënnen ze annuléieren. Wann een elo wierklech gesäit: „Dat doten, dat huet net de Richtlinnen entsprach, an dat dote war elo net fair par rapport zum Schüler", da kann den Direkter och eng Nott anuléieren, wann en dat da mierkt.

Ech mengen awer och ..., a jiddereen heibanne kennt warscheinlech aus sengem Ëmfeld eng Rei vu Beispiller, wou ee seet: „Ach, dat doten, dat hätt elo net onbedéngt misse sinn." Jo, et gëtt do sécherlech och nach ëmmer dat eent an dat anert schwaarzt Schof. Ech mengen awer och, mir kënne generell Vertrauen hunn – an dat ass op jidde Fall déi Experienz, déi ech och déi lescht Jore gemaach hunn – an d'Kompetenz, an d'Gewëssenhaftegkeet vun den Enseignanten, datt se déi Instrumenter, déi mer hu fir ze evaluéieren, och richteg asetzen an datt dat, wann et emol am Zweifelsfall muss gemaach ginn, éischter en faveur vum Schüler oder vun der Schülerin ass, wéi datt et elo a senger Defaveur wär, wat net ausschléisst, datt dann awer och eng Kéier muss intervenéiert ginn, wéi gesot, vun der Direktioun, fir ze soen: „Dat doten, dat huet weeder de Reegelen entsprach nach mécht et pedagogesch gesi Sënn!"

Mir hunn eigentlech och en Iwwergang, wat d'Approche vun der Evaluatioun ubelaangt tëschent dem Fondamental an dem Secondaire, well mer am Secondaire am Cycle inférieur net nëmmen déi certificativ Evaluatioun hunn, Prüfunge gemaach ginn, op 60 benout gëtt, mee gläichzäiteg awer och iwwer e Complément au bulletin eng formativ Evaluatioun zousätzlech dann och ubidden, wou een op d'Kompetenzentwécklung vum Schüler ageet, kann agoen an dat och an der Reegel gemaach gëtt, wou een och ka sech expriméieren, de Schüler misst éischter an där Matière, an deem doten Deelberäich, a senger Approche, an der Manéier, wéi e léiert, nach eng Rei vun Efforte maachen, wou een och kann duerchaus beschreiwen: „De Schüler huet sech positiv entwéckelt an deem doten Domän, awer an deem anere muss en nach weider um Ball bleiwen, an dat an dat geschitt."

An dat ass jo schonn eigentlech eng Tëscheform tëschent där kompetenzorientéierter, där méi staark kompetenzorientéierter Approche am Fondamental, woubäi mer och do Notten hunn, net op 60, mee awer mat A-, B-, C-, D-Notten, an am Secondaire, wou mer dann eriwwerginn op eng Benoutung op 60, an den éischten dräi Joer zousätzlech iwwert deen dote Complément au diplôme, deen eigentlech, souguer wann ee reng vum Datum hir kuckt, méi laang a Kraaft ass wéi déi kompetenzorientéiert Approche am Fondamental.

Mee ech denken, datt et – haut op jidde Fall – e flotten a sënnvollen Tëscheschrëtt ass tëschent der kombinéierter Method mëttlerweil jo och erëm am Fondamental ..., well do waren d'Notte jo ganz verschwonnen a mer hu se awer als A-, B-, C-, D-Notten erëm zousätzlech och agefouert, souwuel an den Evaluatioune wéi awer och herno an de Bilan-intermediairen. A mir hunn awer och gläichzäiteg dann am Secondaire an den éischte Joren eng Approche, déi uschléisst un d'kompetenzorientéiert Approche, awer mer wiesselen natierlech och ab der Septième dann op d'Benoutung op 60, déi ee souwuel an de Prüfunge wéi och an de Bilanen erëmfënnt.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, datt et schwéier ass, eng kloer an einfach Äntwert heirobber ze ginn, well mer ganz ënnerschiddlech Fächer hunn, ënnerschiddlech Finalitéiten, ënnerschiddlech Inhalter an ënnerschiddlech pedagogesch Approchen an deene Fächer do erëmfannen. An deem muss natierlech och d'Evaluatioun Rechnung droen, dofir géif ech éischter warnen: Kommt, mer ginn net ze vill strikt, kloer Reegele vir, déi iwwergräifend iwwer sämtlech Fächer musse gëllen. Kommt, mer probéieren op där anerer Säit, wuel et anzeschränken, wuel et ze guidéieren, eng Reflexioun pro Fach ze féieren an dann ze kucken, wéi d'Gewiichtung dann ass tëschent där enger Approche an där anerer Approche. An et ass dat, wat mer zanter enger Rei vu Jore maachen. An et ass deen Exercice, wou ech eigentlech géif invitéieren, souwuel de SCRIPT wéi awer och d'Programmkommissiounen, domadder weiderzefueren.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Cecchetti fir eng Zousazfro.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Villmools merci, Här Minister. Just ganz kuerz: Dir hutt gesot, et ass Bottom-up an d'Eltere kënnen och intervenéiere bei den Direktiounen, falls se net zefridde sinn. Mee hei, mengen ech, geet et jo awer haaptsächlech drëms ... et geet ëm Sproochen. Well Dir hutt jo gesot: „vill Fächer." Ech verstinn, wat Der gesot hutt, mee ech kann awer net verstoen, firwat am Engleschen, wat eng Sprooch ass, wou een eng Sprooch léiert, aneschters evaluéiert gëtt – wat a mengen Ae méi korrekt ass – wéi dann am Franséischen. Wann een den Double dépassement hëlt, wat jo eppes ass, wou een als Eltere ka reklaméiere goen, mee wann de Proff einfach seet: „Ech verbesseren et esou", da verbessert hien et esou.

Et ass eigentlech dat, wou een eigentlech, obschonn et eng Bottom-up ass, awer och als Ministère vläicht kéint Gespréicher siche mat deene Plazen, wou dat do nach gemaach gëtt. Well mir hu ganz kloer och gesot kritt vu Proffen: „Et ass en Ausschlosskritär. Et gëtt iwwert d'franséisch Sprooch gesënnert an de Classiquen." An dat fannen ech awer dann e bësse schued, well et schonn eng Sprooch ass, zu där vill Kanner net esou den Zougang hunn a wou se sech Méi ginn. A souguer, wa se dann iwwert d'Hallschent richteg hunn, hu se dann awer – ech soen elo – eng Datz. An dat ass jo null motivant. Do ka jo kee mir elo zielen, datt dat iergendeppes mat Pedagogie a mat Léieren ze dinn huet.

Also ech ka mech u meng Zäit erënneren, ech weess wéi dat ass, wann ee sech vill Méi gëtt an dann ass een esou just oder esou just net un der Moyenne an et huet ee wierklech ganz vill richteg, mee et ginn einfach esou vill Punkten ofgezunn, datt een ... Et ass einfach deen Deel, an ob Der do awer net wëlles hutt, vläicht mat den Direktiounen zesummen oder mat ..., och wann dat Bottom-up soll goen, awer do d'Gespréich ze sichen an e bësse verständlech ze maachen, firwat et net méi soll par double dépassement goen. Also ech hoffen, ech hu mech elo däitlech genuch ausgedréckt.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Cecchetti. An d'Wuert geet zréck un den Här Educatiounsminister.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech denken, dat ass Iech gelongen, an ech denken och, datt ech Är Fro verstanen hunn.

*(Hilarité)*

Jo, ech hu jo gesot, mir sinn net um Enn vun engem Prozess, an ech mengen, datt mer béides brauchen. Dat ass de Prinzipp souwuel bei der Curriculum-Entwécklung wéi awer och bei Methode vun Evaluatioun, datt mer Enseignanten hunn an de Programmkommissiounen, déi zesummegesat sinn aus Enseignanten aus alle Schoulen aus deene jeeweilege Fächer an déi do zesummekommen a kucken: „Wat musse mer am Contenu änneren a wat musse mer och vläicht bei den Evaluatiounsmethoden änneren?"

Mir hu viru fënnef Joer awer och eeben déi Kompetenz fir de SCRIPT bäigesat, fir dat ze encadréieren. A béides ass amgaangen, sech ze fannen. An do kann et natierlech och sinn, datt et duerch d'Approche an deem enge Fach – wou mer awer och den Historique musse kucke vun deene jeeweilege Fächer, wou mer vläicht och heiansdo musse kucken: A wat fir engem Land, op wat fir engen Universitéite sinn déi Proffen ausgebilt ginn? Mat wat fir engem Background komme se do? Mat wat fir enger Gewunnecht maache se dat doten och? – méi schnell an eng nei Richtung gaangen ass wéi vläicht an deem anere Fach.

Ech mengen awer och – an dat ass meng Experienz aus de leschte Joren –, datt et wichteg ass, déi Schrëtt ze maachen, déi och e ganze Corps enseignant bereet ass matzemaachen. An Dir kennt mech an heiansdo gëtt mer nogesot, ech géif do ze vill schnell no vir goen an ze vill dirigistesch virgoen. Hei héieren ech elo e bëssen de Contraire eraus.

Ech mengen, mir brauche grad hei, wou et ëm dat alldeeglecht Geschäft awer och vum Enseignant geet, och d'Adhesioun vun den Enseignanten, fir esou Ännerunge wéi déi dote virzehuelen. Mir hu Richtlinne virginn opgrond vun deene prinzipielle Richtlinnen, wat elo net heescht: Et gëtt nach en Double dépassement oder et gëtt kee méi. Mee opgrond vun deene prinzipielle Richtlinnen ass de Spillraum, deen d'Commission-nationallen hunn, eigentlech och ageschränkt ginn. An doropshin ass och en Exercice gewiescht, fir ze kucken, wéi d'Evaluatiounsmethoden, an och pro Fach, ugepasst ginn. Deen Exercice ass net ofgeschloss an ech denken, datt mer och do weider mussen driwwer nodenken, wat Sënn mécht a wat net Sënn mécht.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

## 3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Mars Di Bartolomeo

An d'Wuert geet elo un den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

***Exposé***

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), auteur | Merci, Här President. Ech maachen dat am Numm vun eiser Institutiounskommissioun. An déi Proposition de loi, déi dréit am Moment véier Ënnerschrëfte vun deene véier Rapportere vun deene verschiddene Kapitele vun der Verfassung. Mee esou wéi dat an der Institutiounskommissioun ausgemaach war, sinn och déi aner Kolleege vun deenen anere Gruppéierungen oder Fraktioune wëllkomm, fir déi Proposition de loi matzeënnerzeechnen.

Just an dräi Wierder, ëm wat et geet: Et geet ëm den Droit de recours virum Verfassungsgeriicht. Wann no de Walen an der Chamber eng Incompatibilitéit vun engem Mandat festgestallt gëtt, da kann deejéinege Candidat-député virum Verfassungsgeriicht no ganz klore Prozeduren e Recours areechen. An dat selwecht gëllt, wann en cours de mandat eng Incompatibilitéit festgestallt gëtt. Da kann den Deputéierten, dee schonn en place ass, och e Recours géint esou e Constat maachen.

Ass déi Aschätzung vun der Chamber bei engem Candidat-député rechtens, da kann dee Kandidat net untrieden. Ass déi Decisioun bei engem Deputéierten, deen hei sëtzt, an deen och kann hei sëtzen, bis dass d'Verfassungsgeriicht seng Decisioun geholl huet, rechtens, jo, da muss en d'Parlament verloossen an engem anere Plaz maachen.

Dat ass an e puer Wierder de Sënn vun dëser Proposition de loi. Déi kann, vu dass mer se matzäit deponéieren, mat bal 100%eger Sécherheet scho gëlle fir déi nächst Legislativwalen. A wéi gesot, déi Kolleegen, déi nach mat wëllen ënnerschreiwen: Déi Proposition de loi läit hei beim President respektiv am Sekretariat, fir dat ze maachen.

Villmools merci, Här President, och fir d'Kulanz.

*8181 – Proposition de loi portant modification :*
*1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;*
*2° de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle*

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

## 4. 7671 – Projet de loi portant modification de la deuxième partie, livre III, titre Ier, du Nouveau Code de procédure civile, en vue de la réforme de l'arbitrage

Den zweete Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 7671, eng Ofännerung vum neien Zivillverfaregesetz am Kader vun der Reform vum Arbitragegesetz. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de la Justice***

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmme mam 7651 (veuillez lire: mam 7671) eng Reform, wou schonns länger, wierklech laang drop gewaart gouf, an dat ass déi vum Arbitrage. Un der Nummer vun dësem Gesetzesprojet gesi mer, dass e schonns méi laang ënnerwee ass. Dëse Projet ass och ze gesinn am méi breede Kader vun der Reform vum Code civil.

D'Justizministesch Sam Tanson huet dëse Projet de 15. September 2020 deposéiert, den Dag drop hu mer en an der Justizkommissioun dann eng éischte Kéier behandelt an den Avis vum Staatsrot, dee krute mer den 10. Mee 2022. Den 23. November hu mer opgrond vun deem Avis eng Serie Amendements parlementaires ugeholl. Den 23. Februar (veuillez lire: Den 28. Februar) krute mer den Avis complémentaire vum Staatsrot, hunn deen den 8. Mäerz zur Kenntnis geholl an de schrëftleche Rapport de 15. Mäerz unanime ugeholl.

Ëm wat geet et an dësem Gesetzesprojet? Wéi gesot, mer reforméiere vu Grond op eis aktuell Gesetzgeebung iwwert den Arbitrage, déi am Exposé des motifs, ech zitéieren, als „suranné" qualifizéiert gëtt. Se ass mat der Zäit punktuell ugepasst ginn, mee quant au fond geet se op napoleonesch Zäiten zréck.

Den Arbitrage ass besonnesch fir d'Geschäftswelt interessant an en ass virun allem net ze verwiessele mat deem, wat mer Mediatioun nennen.

Beim Arbitrage gëtt en onparteieschen Arbitter genannt, deen an engem Konflikt soll tranchéieren. Dat sinn déi Leit, déi och esou um Terrain hin- an hier lafen als onparteiesch Arbitteren. Et ass eng Alternativ, fir Konflikter kënnen ze schlichten, en parallèle zu de staatleche Juridictiounen oder soss Schlichtungsinstanzen. Domadder ginn och déi entlaascht respektiv bleift hinnen en Deel vun der Aarbecht erspuert. An den Zäitfacteur ass beim Arbitrage och een, dee wichteg ass, wa Parteie sech eens ginn a wëlle méi schnell weiderkommen.

Den Arbitrage huet sech op internationalem Plang besonnesch zënter de 50er-Joren entwéckelt. Lëtzebuerg huet 1983 d'New Yorker Konventioun iwwert d'Unerkennung vun den Arbitragedecisioune vun 1958 ratifizéiert a Lëtzebuerg ass fir den internationalen Arbitrage gutt situéiert. Ëmsou méi wichteg ass et, en zäitgeméisse Rechtskader ze hunn. Mir sinn hei och erëm an enger Situatioun, wou mer kënne Standuertpolitick maachen.

*(Interruption par M. André Bauler)*

Här Bauler, do si mer. Eis Villsproochegkeet an eis Interkulturalitéit si wichteg Trëmp an der internationaler Kompetitioun; Versteesdemech a Gespier, fir ze wëssen, wéi déi verschidde Konfliktparteien ticken engersäits, an anerersäits ass Lëtzebuerg eng Plaz, wou net just dat internationaalt Recht bekannt ass, mee wou mer och kompetent sinn an aneren nationale Gesetzgeebungen, an anere Gesetzphilosophien an esou eng vergläichend Approche à la base hunn.

Dëst si Qualitéiten, déi den Arbitrage hei am Land zu engem net negligeabele Facteur maache fir d'Kompetitivitéit – ech widderhuele mech – vum Standuert Lëtzebuerg.

Geografesch si mer ausserdeem exzellent situéiert a gutt erreechbar an et ass gewosst, dass eis politesch Situatioun stabill ass. Ech hunn hei a Klammere stoen: net wéi an eisen Nopeschlänner oder op enger Insel, déi net méi an der EU ass. An doduerch hu mer en normatiivt Ëmfeld, wat en Argument ass, fir en Arbitrage zu Lëtzebuerg ze maachen.

Am aktuelle Regierungsprogramm steet, ech zitéieren: „Ce mode alternatif de règlement des litiges sera modernisé afin de mettre en avant ses atouts de flexibilité, de rapidité et de confidentialité tout en l'encadrant de garanties appropriées notamment en ce qui concerne le respect de l'ordre public, le droit des parties à l'arbitrage ainsi que le respect des droits de tierces personnes."

De Projet de loi definéiert déi rechtlech Basis vum Arbitrage nei. Dës Basis muss kohärent Reegelen hunn, déi bekannt an unerkannt sinn an der Geschäftswelt wéinst hirer Effikassitéit, wat d'Exigenzen an d'Contraintë vun enger nëtzlecher Arbitrageprozedur betrëfft.

A mengem Bericht erspueren ech Iech den Detail vun den Artikelen. Dat steet alles am Schrëftlechen an an den Documents parlementaires.

Ech soen Iech elo, wat déi dräi grouss Usätz sinn, déi d'Basiselementer vun dëser neier Gesetzgeebung duerstellen. Éischten Usaz: Mir gi vum franséischen Droit aus an der Loi-type CNUDCI, der Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, also eng UNO-Referenz, wat den Arbitrage commercial ugeet. An aus dësen zwou Quellen hu mer déi bescht Reegelen iwwerholl.

Den zweeten Usaz, dat ass de Choix, e liberale Regimm ze schafen, wou mer den Arbitrage facilitéieren, mee wou mer verschidde Litigen aus dem Champ d'application vum Arbitrage ausschléissen, nämlech Litigen tëscht Professionellen a Konsumenten, tëscht Patronen an Ugestalten a Litigen, déi mat Bailen ze dinn hunn am Logement.

Den drëtten Usaz: An dësem Gesetz maache mir keen Ënnerscheed, wéi am franséischen Droit – et géif jo och kee Sënn maachen hei zu Lëtzebuerg –, tëscht dem nationalen an dem internationalen Arbitrage.

Op Basis vun dësen dräi Usätz hu mer haaptsächlech de franséische Regimm vum internationalen Arbitrage zréckbehalen.

En Arbitrage kann ugefrot gi vun de Parteien ouni Contrainte, wat d'Form ugeet. Si gi sech eens, wat fir eng Mëssele musse geschlicht ginn a schreiwen dat fest an eng Konventioun, e Compromis. D'Parteie kënnen dat och nach maachen, wa se schonns geriichtlech ënnerwee sinn a sech dann entscheeden, léiwer en Arbitrage ze maachen.

D'Parteien entscheede fräi, wou den Arbitrage soll gemaach ginn, respektiv entscheet den Tribunal arbitral dat selwer. Si gi sech eens, wien a wéi vill Arbitteren et gëtt. Wann et keng Konventioun gëtt, da sinn et der dräi. Se kënne sech awer och op en Arbitre unique eenegen. D'Konditioun, fir en Arbitter ze ginn, ass, dass deen onofhängeg an onparteiesch ass. Fir en Arbitter ze revoquéieren – dat kann och virkommen – mussen d'Parteie sech eens ginn.

An da gëtt et e „Juge d'appui", dat heescht, déi normal Geriichtsbarkeete bleiwen ageschloss. De Juge d'appui, dee kënnt an d'Spill, wann den Arbitrage zu Lëtzebuerg stattfënnt; dann ass et e Lëtzebuerger Riichter. Deen ass zoustänneg, wann d'Parteie Mësselen hunn, wat d'Arbitrageprozedur ugeet. An dat ass an deem Fall de President vum Stater Bezierksgeriicht.

An et ass esou, dass wärend dem Arbitrage d'Parteie weider Demandë kënne stellen, ausser d'Konventioun hätt dat ausgeschloss oder den Tribunal arbitral fënnt, dass et näischt mam Litige ze dinn huet oder dass déi Demande ze spéit agereecht gouf.

Den Tribunal arbitral kann och Mesures provisoires oder conservatoires ordonnéieren, mee et ass awer déi staatlech Juridictioun, déi exklusiv zoustänneg ass bei Saisien.

Den Tribunal arbitral kann decidéieren, dass et Schluss mam Arbitrage ass, wann eng oder déi zwou Parteien net weidermaache mat hiren Demanden – dat kann och virkommen –, d'Saach an d'Längt zéien oder wa se net mat hirer Defense weiderkommen. Oder den Tribunal hëlt seng Decisioun einfach op Basis vun den Elementer, déi bis da virleien.

All Drëtten, deen en Interêt an enger Affär huet, ka froen, gehéiert ze gi vum Tribunal arbitral. An deem Fall mussen d'Parteie sech all eens gi mam Tribunal, ob dësen Drëtten och däerf erakommen a gehéiert gëtt oder net.

D'Deliberatioune vum Tribunal si geheim. D'Konventioun ka virgesinn, dass déi eenzel Arbitteren hire Point de vue personnel kënnen duerleeën, nodeems d'Urteel gesprach gouf. D'Decisioune gi majoritär geholl a si motivéiert.

„La sentence arbitrale a, dès qu'elle est rendue, l'autorité de la chose jugée", mee wann eng Partei et freet, kann den Tribunal d'Urteel interpretéieren, eventuell Feeler verbesseren oder et completéieren, wann et net op all Demanden agaangen ass. Et ka jo och emol sinn, dass en Element vergiess gouf.

D'Sentence arbitrale gëtt eréischt exekutéiert – an dat ass och erëm wichteg fir de juristesche Kader – op Basis vun enger Ordonnance d'exequatur vum President vum Bezierksgeriicht. Dee kann déi awer och refuséieren, a ganz bestëmmte Fäll awer nëmmen, wou dann en Appell méiglech ass virun der Cour de cassation. Deen ass awer virgesinn, deen Appell.

E Recours en révision virum Tribunal arbitral ass och a bestëmmte Fäll méiglech, wa sech zum Beispill nodréiglech erausstellt, dass Fraude am Spill war, wann nei Pièce optauchen, déi déi eng oder aner Partei net op den Dësch geluecht hat, bewosst oder net, oder wa sech herno erausstellt, dass falsch Pièce am Spill waren.

Wann eng Sentence arbitrale am Ausland geholl gëtt, dann ass se eréischt effektiv op Basis vun enger Ordonnance vum President vun eisem Bezierksgeriicht – en gros déi selwecht Prozedur wéi béi engem Arbitrage zu Lëtzebuerg.

Ech si gläich fäerdeg, Här President. Mir kruten Avisen nieft deenen zwee vum Staatsrot: vun der Cour supérieure, de Bezierksgeriichter aus der Stad a vun Dikrech, dem Escher Friddensgeriicht, der Handelskummer an der Staatsbeamtekummer, vum Barreau, vun der ULC an der Association luxembourgeoise d'arbitrage.

Déi Avisen hu kloer d'Demarche vun der Reform begréisst. Déi Modernisatioun war absolutt noutwendeg an domat gëtt Lëtzebuerg fir den Arbitrage gutt opgestallt. De Staatsrot an d'Juridictiounen, genee wéi de Barreau, hu Kriticken a Suggestioune gemaach, déi dem Text zeguttkoumen.

Esouwäit fir mäi mëndleche Rapport. An deem schrëftleche fannt Dir, wéi gesot, den Detail vun den Avisen, déi zum finalen Text geféiert hunn.

Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools dem Här Rapporter Charles Margue.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Léon Gloden** (CSV) | Merci, Här President. Dem Rapporteur merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Mir stëmmen haut déi nei Prozedur fir den Arbitrage. Den Arbitrage geet zréck op de Code Napoléon an ass zënterhier net méi fundamental changéiert ginn. Den Arbitrage huet awer am internationale System an och hei bei eis zu Lëtzebuerg, wou mer d'Chambre arbitrale bei der Chambre de Commerce hunn, eng wichteg Roll an eng wichteg Plaz an eisem juristesche System.

De Virdeel vun engem Arbitrage ass eeben, datt zwou Parteie sech kënnen eens ginn iwwert den Arbitter, deen och kann en techneschen Expert sinn, wat eebe bei engem Geriicht net de Fall ass. A gleeft mer: Eng Rei Sträitfäll sinn heiansdo ganz technesch! Dat huet och de Virdeel, datt ee kann d'Sprooch eraussichen. Bei engem Tribunal zum Beispill hei zu Lëtzebuerg kënnt Der net soen: „Ech hätt gär d'Urteel op Englesch." Mir wëssen: Duerch d'Finanzplaz, duerch den internationalen Stellewäert vu Lëtzebuerg an der internationaler Wirtschaft, ass dat awer e wichtege Facteur. Den Tribunal arbitral kann och en équité statuéieren, wéi och eenzel Geriichter.

Wat wichteg ass, ass, datt eeben den Arbitrage net applikabel ass bei verschiddene Matièren, wou soi-disant déi méi schwaach Partei doduerch kéint en Nodeel kréien, wéi en matière vum Aarbechtsrecht, vum Konsumenteschutz an en matière de bail.

Den Arbitrage ass och confidentiel. An dat ass heiansdo dat Argument, wat een dann och liest an der Press, datt et sech souzesoe géif ëm eng geheim Justiz handelen. Dat ass awer net richteg – an de Rapporteur ass och do mat Recht drop agaang –, well een eeben an der Prozedur vun dem Arbitrage zum Schluss muss bei de Riichter goen, fir eng Exequatur ze kréien, dat heescht, fir déi Sentence arbitrale, déi Decisioun, kënnen ze exekutéieren. An an deem Kader kuckt dann och de Riichter, ob keng Atteinte à l'ordre public ass.

Den Arbitrage, an dat ass e wesentlechen Deel vun däser Reform, gëtt och méi oppe gemaach, well mat dësem Gesetz ass et och elo méiglech, datt een Drëtte kann an der Prozedur intervenéieren. Dat war bis elo am Arbitrage net méiglech.

Den Arbitrage ass also eng schnell Prozedur fir de Litige tëschent zwou Parteien, huet och de Virdeel, e bësse wéi bei der Mediatioun, datt déi zwou Parteien herno awer vläicht virufueren an hirer Geschäftsrelatioun. Well gleeft mer et: Wann ee bis eng Kéier um Geriicht ass, duerno nach eng Kéier tëschent deene selwechte Partien eng Geschäftsrelatioun oprechtzeerhalen, dat ass bal net méiglech!

De grousse Virdeel vum Arbitrage ass och, datt et a priori ganz schnell geet: sechs Méint, den Delai ka verlängert ginn. Mir wëssen, datt d'Prozedur bei de Juridictioune weesentlech méi laang ass. An duerfir, in fine – an de Rapporter ass och dorobber agaang – ass den Arbitrage souzesoen och e wichtege Wirtschaftsfacteur fir eist Land.

An domadder ginn ech den Accord vu menger CSV-Fraktioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Gloden. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

**M. Guy Arendt** (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister – Madamm Ministeren! –, ech soen op alle Fall, fir et net ze vergiessen, dem Rapporteur fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport e ganz, ganz grousse Merci.

Et ass allerdéngs elo schonn hei ganz vill gesot ginn, souwuel vum Rapporteur wéi vu mengem Virriedner, soudatt ech riskéieren, déi eng oder aner Saachen nach eng Kéier ze soen. Mee doppelt gemoppelt hält besser!

Wéi gesot, et ass schonn ugeklongen, eis Texter am Beräich vun dem Arbitrage sinn an d'Jore komm, a mat der Zäit ass et wéi bei allen alen Texter: Et kënnt zu Onstëmmegkeeten a Lacunnen. Mir mussen eis der Zäit upassen. Dofir ass et wichteg, dass mir dësen Text elo frësch op de Leescht geholl hunn, fir en eiser Zäit unzepassen.

Frankfurt, London a Paräis si grouss a wichteg Zentre fir d'Arbitragen, also dës alternativ Règlements de conflits.

Allgemeng belueft gëtt d'Method vum Arbitrage aus verschiddene Grënn, an dat ass och schonn ugeklongen:

Éischtens kënnen des Affären net seele méi séier gereegelt ginn, wéi dat virun engem Geriicht de Fall wier. D'Delaie sinn oft net esou laang. Sécherlech mussen d'Parteie kënnen hir Argumenter austauschen, mee allgemeng daueren dës Affären am Duerchschnëtt net esou laang wéi viru Geriicht, an de Léon Gloden ass jo och dorobber, op dee Punkt, agaangen.

En anert Element, wou hien och drop agaangen ass, dat ass: Bei Arbitragë gëtt oft appreciéiert, dass eng gewësse Confidentialitéit besteet, déi et de Parteien zum Beispill a kommerzielle Litigen erlaabt, e bessere Schutz vun ënner anerem dem Secret de fabrication oder Secret des affaires ze waren, wat am Business net onwichteg ass. Bei Geriicht läit alles oppen, och méi confidentiell Elementer vum Dossier – an den ëffentleche Sitzungen wuelverstanen. Contrairement zu enger Geriichtsverhandlung, déi ëffentlech ass, garantéieren d'Arbitragë méi Diskretioun.

An et ass effektiv net esou, dass do geheim Justiz gemaach gëtt, mee et ass ganz einfach méi einfach an diskreet, fir eebe verschidden Donnéeë vu sengem Business dohinnerzeleeën.

E weideren net onwichtegen Aspekt, dee sech och aus dësen zwee Punkten ergëtt, ass, dass d'Geriichter duerch Arbitragë kënnen entlaascht ginn. Als Alternativ zu Geriichtsaffäre bitt en Arbitrage e Mëttel fir zwou Parteien, sech och aussergeriichtlech ze eenegen, an erlaabt esou de Geriichter, sech net och nach zousätzlech mat deenen Affären ze chargéieren.

Ech hat et gesot: Aktuell gi vill international Arbitragen zu Frankfurt, London a Paräis verhandelt, ënner anerem, mee haaptsächlech do. Mee et wier net vu Muttwëll, wann och Lëtzebuerg dës Nisch fir sech géif an Usproch huelen a sech als Zentrum fir Arbitragë weider géif entwéckelen.

Lëtzebuerg huet esou munch Atouten, fir sech esou ze entwéckelen. Mir sinn e Land, dat multinational an haaptsächlech och plurilingue ass. Des Weideren hu mir hei am Land och Spezialisten an den néidegen Knowhow, fir esou Affäre kënnen ze behandelen. A mir si gewinnt, souwuel um nationale wéi och um internationalen Niveau ze schaffen. Mir hunn zu Lëtzebuerg souwuel Experten, Wëssenschaftler aus de betraffene Secteuren, wéi och Universitären, déi kéinte mat erugezu ginn, fir eeben de Litige méi einfach kënnen ofzewéckelen.

Et sollt een also alles an d'Weeër leeden, fir Arbitragen op Lëtzebuerg unzezéien, an de virleienden Text gëtt eis déi Moyenen derfir.

Dat gesot, soen ech Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder den Accord vun der DP-Fraktioun.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Arendt. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Dir Damme Ministeren, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi, dee mer haut stëmmen, gëtt de Lëtzebuerger Arbitrage moderniséiert, esou wéi dat och schonn um internationale Plang de Fall ass. An ech wéilt virop och schonn dem Rapporteur Charles Margue villmools Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Meng Virriedner si schonn op ganz vill Punkten agaangen an de Rapporteur och. Mee ech mengen, virop ass awer ze soen, dass de Koalitiounsprogramm vun 2018 virgesinn huet, dass dës Koalitioun sech enger Modernisatioun vum Arbitrage wéilt unhuelen, an dat maache mer haut, andeems mer dëse Projet de loi stëmmen.

Eng Modernisatioun ass néideg, well, mengen ech, den Arbitrage eng grouss Plus-value duerstellt. Mir wëssen, en ass net méi zäitgeméiss, e staamt aus dem Code Napoléon, an andeems e moderniséiert gëtt, passe mer eis natierlech och hei un, souwuel societal wéi och, wéi gesot, juristesch. An natierlech ass den Arbitrage, notamment bei kommerzielle Litigen, ee vun de Mechanismen, déi alternativ Léisunge sichen zum geriichtleche System. An ech mengen, dat ass och ganz, ganz wichteg, well och mat Hëllef vun enger Drëttpersoun aussergeriichtlech ka gereegelt ginn.

Mir hunn natierlech esou Prozesser wéi d'Mediatioun respektiv awer och d'Conciliatioun. An ech mengen, wat och hei gutt ass bei där Modernisatioun, dat ass, dass de President vum Tribunal d'arrondissement de Juge d'appui vun engem Arbitrage ka sinn, an natierlech awer och déi onparteiesch Arbitteren, déi intervenéiere kënnen.

An ech mengen, och de Juge d'appui – an et ass jo schonn emol hei ugeklongen – ass natierlech eng vun de groussen Neierungen hei am Arbitrage, well hien de Parteie virun der Zesummesetzung vum Tribunal arbitral hëllefe kann, och Hindernisser, déi effektiv se dann zesummeféieren, kënnen deementspriechend ze iwwerwannen.

A wat, mengen ech, och en Novum ass, dat ass, dass d'Arbitteren och Professioneller kënne sinn, déi effektiv am Droit täteg sinn, awer och Professioneller kënne sinn aus engem anere Secteur, wat natierlech och do d'Bandbreet deementspriechend méi opmécht.

An et bleift op alle Fall och wichteg, dass mer hei och weider Alternativen zu de klassesche Geriichtsprozeduren ubidden. A grad eeben dat ass d'Méiglechkeet, fir och e bësse méi schnell an och an engem méi confidentielle Kader – och dat ass schonn hei ugeklongen – an och effikass natierlech de Konflikt tëschent de Parteien ze léisen, awer, mengen ech, och déi Convention d'arbitrage, déi iwwert déi Modernisatioun hei stattfënnt. Ech mengen, och dat ass en Novum, deen nieft de Parteien och dem Arbitter immens vill Fräiraum bitt, an deem se sech och deementspriechend beweege kënnen.

Also, mengen ech, déi Modernisatioun hei, dat, wat mer nohuelen, ass eng positiv Entwécklung a leent sech un un eis modern Gesellschaft, an deementspriechend ginn ech och hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Biancalana. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech wéilt just soen, ech mengen, et

ass wierklech alles gesot. De Rapporteur huet en exzellente Rapport gemaach an d'Virriedner sinn op d'Detailer agaangen. Ech wëll dat net alles widderhuelen, ech wëll awer trotzdeem vläicht just eng Bemierkung maachen. Wann ee jidderengem nolauschtert, jidderee seet: „Et ass eng Referenz, Code Napoléon, 200 Joer." An ech wëll just soen, datt ech en enorme Respekt hu virum Code Napoléon a villerlee Hisiicht, well dat war awer e Gesetzeswierk, dat eis iwwer Joerhonnerte begleet huet an nach ëmmer en immensen Afloss huet. Ech kann nëmmen hoffen, datt déi Aarbecht, déi mir haut leeschten, och eng Kéier esou eng Karriär viru sech huet.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et un där honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President. Och dem Rapporter e grousse Merci – wou ass en? Do.

Jo, mir hu prinzipiell kee Problem mat dem Gedanke vun dem Arbitrage. Anstatt déi staatlech Geriichter an domat och déi ëffentlech Gelder dann och ze belaaschten, fanne mir déi Iddi a priori net oninteressant. De potenzielle Virdeel baséiert op enger Virstellung vum Arbitrage als enger alternativer Méiglechkeet vun der Sträitschlichtung, déi soumat en Deel vun der Justiz als e Ganzt duerstellt. An dëser Logik dierf den Arbitrage keng Aart autonom Privatjustiz sinn, mee e muss an engem streng reguléierte Kader als en Deel vun der effektiver Justiz fonctionéieren.

Matièrë wéi beispillsweis den Droit de la consommation, den Droit du travail an och den Droit du bail, also wou et eng potenziell méi schwaach Partei gëtt, déi besonnesch geschützt muss ginn, passen dofir konsequenterweis net an den Uwennungsberäich vum Arbitrage. De Projet de loi geet jo hei an déi selwecht Richtung, wat natierlech ze begréissen ass.

An dësem Sënn begréisse mir och, am Géigesaz zu deem engen oder aneren Avis, dass dës Matièren um Enn vun der jeeweileger vertraglecher Relatioun ausgeschloss bleiwen. All Fuerderung no enger Ëffnung vun dëser Reegel ass kloer ofzeleenen an eisen Aen.

Natierlech muss een, fir komplett ze sinn, och e puer bekannt Kriticken erwänen. Hei huet ee beispillsweis de finanzielle Charakter vun engem Arbitrage, deen derzou féiere kann, dass bestëmmt Persoune privilegiéiert kënne ginn, falls nëmme si de Choix tëscht engem ëffentleche Riichter an engem Arbitrage hunn. Hei ass et jo kee Geheimnis, datt éischter grouss Industrie- a Finanzgruppen op d'Méiglechkeet vum Arbitrage zréckgräife kënnen. Geneesou besteet ëmmer de Risiko vun engem Mangel un Transparenz.

Bon, ech verdéiwen déi Punkten elo net weider, mee ech ginn nach op ee Punkt an: Op där enger Säit hu mir d'Objektiv vun der Moderniséierung vum Rechtskader, wat ech novollzéie kann, soulaang mir, wéi gesot, den Arbitrage als en Deel vun der effektiver Justiz gesinn. Allerdéngs liest een op där anerer Säit ëmmer erëm d'Objektiv eraus, Lëtzebuerg als e Standuert vum Arbitrage eeben ze etabléieren, deen den Ufuerderunge vum internationale Commerce gereecht gëtt. Dëst ziilt also an d'Richtung vun enger Virstellung, wou Lëtzebuerg sech als eng international Arbitragesplaz à la Paräis oder London etabléiere wëll, déi duerch seng Attraktivitéit Affären op Lëtzebuerg zéie wëll. All dëst erënnert mech dann éischter un eng Aart Kommerzialiséierung, wat grad am Beräich vun der Justiz als e Service public keng gesond Basis ass an eisen Aen.

Ech gesi bei dësem Projet de loi op där enger Säit also eng Rei positiv Punkten, mee op där anerer Säit bleiwen eis och eng Rei oppe Froen iwwreg, an dofir hu mir eng gewëss Skepsis an dowéinst enthale mer eis och.

Merci villmools.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Charles Margue fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport, an och mir ginn eisen Accord.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | Jo, merci alleguerten. Ech fänke mam Här Margue un, dass ech et net vergiessen. Merci fir Äre Rapport, dee mer villes elo erspuert, well Dir sidd ganz am Detail op déi Prozedur hei agaangen.

Vläicht awer e puer méi generell Remarken.

Fir d'éischt emol: Den Arbitrage ass quasi esou al wéi den Droit. Dat heescht, den Arbitrage ass näischt – wéi dat vläicht elo grad nach ugeklongen ass – per se Verwerfleches. Et ass eng Method, fir Litigen ze traitéieren, déi extreem al ass, déi och vill méi wäit zréckgeet wéi den Napoléon, an dat, wat mer hei eigentlech maachen, dat ass, dee Mode, fir d'Litigen op en Enn ze kréien, un déi haiteg Zäiten unzepassen. Well zënter dem Napoléon hu virun allem och d'Aart a Weisen, Geschäfter mateneen ze maachen – well dorëms geet et jo hei –, extreem evoluéiert, an et ass wichteg, dass mer och e modernen an zäitgeméisse Kader hu fir den Arbitrage.

Mir hunn eis jo hei wierklech ..., an dat war ee vu menge gréissten Uleiessen, dass mer eis e strikte Kader ginn an och empêchéieren, dass et derzou kënnt, dass eeben eng Partie faible kéint doriwwer, dass ee vläicht méi Moyenen hätt, dann och – nëmmen an der Theorie – iwwert den Dësch gezu ginn. An duerfir ass jo och eng Exklusioun virgesinn.

Si sinn elo schonn e puermol genannt ginn, mee ech soen et nach eng Kéier: Den Arbitrage kann net a Litigen tëschent professionelle Consommateuren, tëschent Employeuren a Salariéen an en matière de bail d'habitation genotzt ginn. Dat ass wierklech eppes, wat reservéiert ass, fir d'Relatiounen tëschent Professionellen ze reegelen. Dat ass extreem wichteg!

Dann ass et och esou, dass et eng Matière ass, déi – net nëmmen, mee virun allem – och bei ganz grousse Kontrakter, bei ganz grousse Litigen, déi international Implikatiounen hunn, extreem oft genotzt gëtt, an et ass eppes, wou héichwäertegen Droit oft hannendrun hänkt, wou eng grouss juristesch Kompetenz gebraucht gëtt, och fir op en Enn vun deene Litigen ze kommen.

Duerfir ass et wierklech en Attraktivitéitsfacteur och fir d'juristesch Plaz hei zu Lëtzebuerg, an ech sinn immens frou, dass mer eis elo haut hei kënnen dee gudden neie Kader ginn. Et entlaascht och bei de méi nationale Konflikter potenziell eis Geriichter, well wann esou Affären, déi reng kommerzieller Natur sinn, wou d'Parteie sech eens sinn, wéi se wëllen de Litige solvéieren – also iwwer wéi ee Modus –, dass dat aussergeriichtlech ass. Déi Affären, déi brauchen dann net méi um Geriicht traitéiert ze ginn, wat och gutt ass.

Wat awer och wichteg ass, dat ass d'Method, déi mer hei ugewannt hunn. Et ass schonn ugeklongen, dass et sech aschreift an d'Reform vum Code civil. Hei geet et natierlech net ëm de Code civil, mee ëm d'Procédure civile. Mee mir sinn hei ..., dee Projet, déi alleréischt Versioun vum Projet, ass ausgeschafft gi vun engem Aarbechtsgrupp, dee sech ausernanersetzt mam Droit privé. Dat ass en Aarbechtsgrupp, deen zesummegesat ass vu Professere vun der Uni, vu Magistraten, vun Affekoten, déi eigentlech un de Ministère erugetruede sinn – scho viru menger Zäit – mat engem Projet an eis eng Propos gemaach hunn.

Si hu sech hei vun deem inspiréiert, wat am beschten am internationalen Droit gepasst huet, dem franséischen Droit, mee awer och internationalen Arbitragesreegelen, an et ass op Basis vun deem Prozess, dee mer do zesumme mat hinne gemaach hunn a weidergefouert hunn, bis et zum Depot vum Projet de loi koum an och den Amendementen, wou mer och de Prozess entwéckelt hunn, fir déi grouss Reform vum Code civil, déi amgaangen ass, wou mer eng Konventioun mat der Uni Lëtzebuerg ofgeschloss hunn a wou mer änlech virgi wéi hei, dat heescht: All déi Leit op en Dësch ruffen, déi wëlle matschaffen un der Reform, deene grousse Reforme vun eisem Zivillrecht zu Lëtzebuerg, an da lues a lues eeben esou all eise groussen Text vum Code civil wëlle reforméieren.

Dofir e ganz grousse Merci och vun dëser Plaz aus un alleguerten déi, déi dee Prozess initiéiert hunn, dat heescht, déi Membere vun deem Aarbechtsgrupp, an dann Iech natierlech merci fir den Accord, wann Der en da gitt.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7671. Den Text steet am Document parlementaire 7671[11].

Ech wollt Iech drop hiweisen, datt am Artikel 1 dräi Trackchanges hu missen ewechgeholl ginn, dat op der Plaz, wou den Artikel 1228 (4) ofgeännert gëtt. Et sinn dat zwee Punkten, déi duerchgestrach waren, souwéi e Buschstaf, deen ënnerstrach war.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 7671 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

## 5. 8171 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Mir kommen elo zum nächste Punkt um Ordre du jour vun dëser Sitzung, dem Projet de loi 8171, enger Ofännerung vum Covidgesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de la Santé et des Sports***

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, hoffentlech fir d'lescht.

Virun dräi Joer, bal op den Dag genee, den 21. Mäerz 2020, hu mer wéinst der Covidkris hei an der Chamber schwéieren Häerzens opgrond vum Artikel 32 (4) vun eiser Verfassung den État d'urgence, deen den 18. Mäerz vun der Regierung ausgeruff gi war, fir dräi Méint verlängert. Dat war wuel dee schwéierste Rapport, deen ech jee ze maachen hat, well d'Konsequenz war, datt jiddwer Eenzelne vun eis op vill vun eise Fräiheeten huet misse verzichten, fir d'Gesondheet vun der Allgemengheet ze schützen.

Deemools wousst een nach net, wou d'Rees géif higoen. Wou mer eis awer deemools sécher waren, war, datt d'Parlament seng Kompetenzen net méi laang wéi onbedéngt néideg sollt der Exekutiv iwwerloossen, esou wéi dat an anere Länner de Fall war. Ëmmer erëm huet d'Parlament no deenen éischten dräi Méint a kierzester Zäit nei Gesetzer analyséiert a verofschit, fir der jeeweileger sanitärer Situatioun Rechnung ze droen.

Et si mëttlerweil, wann een de Large-Scale-Testing an d'Ëmgeréits mat eranhëlt, 30 där Gesetzer, net ze schwätze vun all deene Gesetzer, déi mer gemaach hunn, fir op Krisekonsequenzen ze reagéieren.

An der Logik vun deene leschten Ännerungen um Covidgesetz, gi mat dem Gesetzesprojet, deen ech haut virstellen, déi lescht Restriktioune gestrach. Méiglech ass dat, well déi gesondheetlech Situatioun hei am Land stabiliséiert ass. Wuel zirkuléiert de Virus nach ëmmer a leider kënne mer dee Virus net per Gesetz ofschafen. D'Zuel vun den Infektiounen ass an deene leschte Wochen tendenziell erëm eropgaangen, mee gläichzäiteg ass d'Unzuel vun de Leit, bei deenen de Virus Schlëmmeres verursaacht, niddreg bliwwen.

Dofir gëtt et haaptsächlech zwou Erklärungen: Engersäits ass d'Populatioun duerch d'Impfung – mir leien haut bei 80 % –, d'Infektiounen an d'Reinfektioune méi robust ginn. Anersäits hunn déi Virusvarianten, déi aktuell am Ëmlaf sinn, e manner schwéiere Verlaf. Dëse Constat erlaabt et eis, déi lescht grouss Restriktiounen opzehiewen.

Dat betrëfft d'Maskeflicht. Aktuell sinn an de Strukture wéi de Spideeler an den Alters- a Fleegeheimer Masken obligatoresch. Dat fält mat dësem Gesetz ewech. Dir kënnt Iech virstellen, wat fir eng Erliichterung dat fir déi Leit ass, déi wärend dräi Joer ënner schwieregen Ëmstänn nach mat de Masken, ganz oft mat deenen FFP2-Masken, aacht Stonnen a méi hu misse schaffen – wat fir eng Erliichterung dat ass! Mir vergënnen hinnen dat vun Häerzen!

An deene selwechte Strukturen, wou sech awer eng vulnerabel Bevëlkerung erëmfënnt, gëllt et weiderhin, virsiichteg ze bleiwen. Do wäerten déi Responsabel vun deene jeeweilege Sitten déi noutwendeg Sanitärmoossname jee no Besoin huelen.

D'Ofschafung vun der Maskeflicht heescht awer net, dass d'Leit keng Mask méi droen däerfen. Iwwerall, wou d'Gesetz et net explizitt verbitt, kann ee se weiderhin droen. Da gëtt et och Plazen, déi am sougenannte Vermummungsgesetz opgelëscht sinn a wou d'Gesiicht am Prinzipp fräi muss bleiwen. Fir ze verhënneren, dass een do a Konflikt mam Vermummungsgesetz kënnt, erlaabt dëst Gesetz d'Droe vum Gesondheetsmask op deene Plazen explizitt. Dat ass de Grond, firwat eng Rei Plazen opgelëscht ginn, wéi d'Schoulen, d'Spideeler, Altersheimer oder nach den ëffentlechen Transport.

Wéi gesot, dat heescht net, datt et just op dëse Plazen erlaabt wier, eng Mask ze droen. Op all deenen anere Plazen bleift et derbäi, datt een, fir sech an déi aner ze schützen, de Mask droe kann, jo souguer droe soll, wann ee krank ass, fir keen aneren unzestiechen. Dat gëllt selbstverständlech och fir all Plazen, wou gesondheetlech Leeschtungen an Usproch geholl ginn, wéi Gesondheetszenteren, beim Dokter oder an den Apdikten.

Déi zweet grouss Restriktioun, déi ewechfält, ass d'Isolatiounsflicht. Aktuell sinn do nach véier Deeg virgesi fir Leit, deenen hiren Test positiv ass. Dës Mesür, déi jo och an der Vergaangenheet scho verkierzt ginn ass, fält also elo ewech. Mir hu gesinn, datt eng Rei vun Nopeschlänner respektiv Nopeschregiounen och schonns den Isolement opgehuewen hunn, ouni dass dat zu gréissere Problemer gefouert hätt. Mam Isolement fält och d'Obligatioun ewech, datt een der Santé matdeele muss, datt ee positiv ass. Och d'Mesür vum „Reporting" fält ewech.

Dat heescht awer net, dass d'Zuele vun der Krankheet elo guer net méi gesammelt ginn: D'Santé wäert weiderhin iwwert d'Entwécklung vun der Krankheet informéiert bleiwen, dëst, andeems se automatesch matgedeelt kritt, wa Laboratoirë Persoune positiv depistéieren, dëst op Basis vum Gesetz vum 1. August 2018, dat eng obligatoresch Deklaratioun vu verschiddene Krankheete virschreift.

Aneschters ausgedréckt: Covid-19 kritt keng Sonderstellung méi, mee gëtt als Infektiounskrankheet wéi och anerer consideréiert, wat net heescht, datt ee Covid-19 dofir ënnerschätze soll – fir eeler Leit oder vulnerabel Leit kann d'Krankheet och weider fatal sinn, sou wéi eng Gripp och ka fatal sinn –, mee dat bedeit, datt mir ab elo léiere mussen, mat där Krankheet ëmzegoen.

An deem Sënn ginn och aner Dispositiounen aus dem Gesetz gestrach, dorënner d'Méiglechkeet fir Mannerjäreger tëschent 16 an 18 Joer, fir sech ouni Accord vun hiren Eltere géint Covid-19 impfen ze loossen. Hei gëllt erëm dat normaalt Recht.

D'Réserve sanitaire, déi eng wäertvoll Aarbecht wärend der Kris geleescht huet – an ech ënnersträichen dat: Do ass eng super Aarbecht geleescht ginn! –, gëtt och aus dem Gesetz gestrach, woubäi ze ënnersträichen ass, dass Kontrakter, déi aktuell nach gëlteg sinn, normal weiderlafen, bis datt se zu Enn kommen.

Et ginn och eng Rei vun Definitiounen aus dem Gesetz gestrach, esou d'Definitioun vum Regime CovidCheck, an da falen och d'Sanktiounen ewech, well et keng Mesüre méi gëtt, déi mat enger Sanktioun verbonne sinn.

Wat dergéint am Text bleift, si virun allem déi dräi follgend Mesüren:

Et gëtt séchergestallt, datt d'Donnéeën, déi bis elo gesammelt gi sinn, och mam neie Gesetzestext kënne fir Recherchezwecker gebraucht ginn.

D'Méiglechkeet, sech géint Covid-19 an den Apdikten ze impfen, bleift.

An da bleift nach den Dispositif betreffend déi verschidden Zertifikater a Saachen Impfung, Tester a Geneesung. Dës Zertifikater baséieren op engem EU-Reglement, dat nach bis den 30. Juni 2023 gëlteg ass. Duerno suivéiere mer déi eventuell nei Richtlinnen.

Souvill zum Gesetzestext. Elo zu den Aarbechten an der Santéskommissioun: Den Text ass den 13. Mäerz deponéiert ginn. Dee selwechten Dag ass en an der Kommissioun presentéiert ginn. Den Avis vum Staatsrot ass de 17. Mäerz komm. Virgëschter ass en der Kommissioun diskutéiert ginn, a bei där selwechter Geleeënheet ass och de Rapport eestëmmeg ugeholl ginn.

Zu den Avisen: De Staatsrot huet sech ënner anerem mat enger Dispositioun betreffend den Traitement vun Donnéeën ausernanergesat an huet proposéiert, déi entspriechend Textpassage ze sträichen. Dat hu mer och gemaach.

Gëschter sinn nach zwee Avise komm, déi mer net am schrëftleche Rapport haten. De Collège médical gradewéi d'Chambre de Commerce soe sech mat der Ofschafung vun deene leschte Restriktiounen averstanen. De Projet de loi, wann en haut gestëmmt gëtt, wäert véier Deeg no senger Publikatioun, also warscheinlech Mëtt nächster Woch, rechtzäiteg a Kraaft trieden.

Domat kommen ech bal schonn zum Schluss vun dësem Rapport. Am léifsten, Kolleeginnen a Kolleegen, géif ech mat engem iwwerzeegtenen „Uff" dat Ganzt ofschléissen. Dat Schwieregst däerft nämlech elo, dräi Joer nom Ufank vun der Pandemie, endlech hannerun eis leien. Mee dat heescht net, datt een de Virus elo soll ignoréieren, well hien ass komm fir ze bleiwen! Do, wou sech vulnerabel Persounen ophalen, gëllt et, besonnesch opzepassen. D'Pandemie huet eis drun erënnert, wéi wichteg elementar Virsiichtsgeste sinn. Déi solle mer bäibehalen, och bei aneren Erausfuerderungen.

Wann een zréckkuckt, hate mer iwwert déi lescht Joren eng gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun, mat der Regierung, dem Conseil d'État an de berodende Gremien. Zesummen, an dat ass bal eis ganz Gemeinschaft – bal eis ganz Gemeinschaft! – hu mer déi Kris anstänneg gemeeschtert. Elo gëllt et, en objektive Bilan ze zéien, eng onofhängeg Evaluatioun vun eise Stäerkten an och eise Schwächten. Dobäi kënne mer op de Waringo-Rapport an d'OECD-Etüd opbauen. Wichteg ass awer och, d'Erfarunge vum Terrain mat ze berücksichtegen.

D'Konklusioune kënnen an e sougenannt Pandemiegesetz afléissen, e Pandemiegesetz, wat net den Usproch kann hunn, all méiglech Situatioune virauszegesinn – dat Wonnerwierk gëtt et ganz einfach net –, mee dat de Kader soll liwweren, eng Aart Geschierkëscht eeben.

Mat dëser Demarche kënne mer déi richteg Léieren aus der Kris zéien an esou e Gesetz kann awer op kee Fall d'Parlament ersetzen, wann et drëm geet, esou

schwiereg Decisiounen ze huelen, wéi mer der an deene leschten dräi Joer geholl hunn.

Zum Schluss eng perséinlech Bemierkung: Dës Pandemie huet eis definitiv gewisen, datt d'Gesondheet dat bescht, dat wäertvollst Gutt ass, wat mer hunn! Dat soll eis motivéieren, eise Gesondheetssystem, dee sech wärend der Kris bewäert huet, weider ze stäerken, dat Wäertvollt ze erhalen an ofzesécheren an do ze ergänzen, wou sech Besoine gewisen hunn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | Merci Iech a virun allem e ganz häerzlechen an éierleche Merci all deenen, déi eis duerch hire groussen Engagement esou gutt duerch déi Kris hei bruecht hunn!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | An ech soen dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo e ganz grousse Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Claude Wiseler.

Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Villmools merci, Här President. Ech soen och dem Rapporteur villmools Merci fir hoffentlech dann dee leschte Rapport an deem dote Kontext, ma dat muss d'Zukunft eis dann nach soen.

Dëse Projet hëlt eis effektiv, wéi de Rapporteur et beschriwwen huet, déi lescht Iwwerbleibsel vun de Covidmoossnamen ewech. Et ass Zäit, dat ze maachen, d'Situatioun erlaabt et. D'Zuele vun haut maachen déi Moossnamen, déi bis elo en vigueur waren, net méi noutwendeg, souwuel d'Zuel vun den Neiinfektioune wéi déi vun den Décèsë wéi déi vun den Hospitalisatiounen, an och d'Virulenz vun dem Virus ass net méi esou staark, wéi se dat viru Méint, Joren nach war, deelweis och, well eng grouss Zuel vun Infektioune schonn an der Populatioun war a well och vill Vaccinatioune gemaach sinn.

Dofir, en résumé: Mir stëmmen dat Gesetz, esou wéi et do läit, mat. Mir hätten awer net ongär, datt déi Méiglechkeet, déi d'Gesetz nach virgesäit, datt an deene verschiddene Spideeler respektiv Infrastrukture fir eeler Leit d'Maskenobligatioun nach ka weidergefouert ginn – fräiwëlleg, wa se et da wëllen –, wann de Ministère de la Santé géif do Recommandatiounen ausschwätzen iwwert de Port du masque, wéi d'Spideeler et solle maachen. Mir fannen et einfach wichteg, datt souwuel allgemeng Recommandatioune wéi eventuell, deemno wat fir eng Fäll sech presentéieren, och individueller pro Haus gemaach ginn, fir datt et iwwerall – wa méiglech – d'selwecht behandelt gëtt, well d'Leit dobausse géifen net verstoen, wann et op enger Plaz esou an op där anerer Plaz anescht wier.

Mee niewent dem Text selwer ass jo och haut d'Fro: Wellech Konsequenzen zéie mer aus der Kris? Wéi sti mer do, wann nach eng Kéier eng nei Variant géif komme respektiv wann eng aner Epidemie géif kommen? An aner Epidemië kënnen nach vill méi virulent sinn, wéi mer dat an anere Länner gesinn hunn, wéi de Covid et scho war.

Ech hunn den Artikel vun der Madamm Ministesch am „Lëtzebuerger Wort" gelies, dee seet: „Mir sinn elo gutt opgestallt." Mir sinn net där Meenung, datt mer am Fong esou gutt opgestallt sinn, wéi mer kéinte gutt opgestallt sinn. Mir sinn net där Meenung, well mer eng Rei vun deenen Aufgaben, déi sech aus der Pandemie elo opgedrängt hunn, zu Lëtzebuerg nach net erfëllt hunn.

Éischtens, d'Pandemiegesetz: Mir froen dat säit 2021 am Fong. Fir d'éischt ass eis am Fong gesot ginn, datt mer kee Pandemiegesetz zu Lëtzebuerg géife brauchen. Duerno ass eis gesot ginn, datt mer schonn e Covidgesetz hätten. Dat géif jo iergendzwousch fonctionéiere wéi e Pandemiegesetz. Duerno ass eis gesot ginn, mir géifen dat kucken, alles an der Rou, wann dann d'Pandemie bis eriwwer wär. An dann elo héiere mer an der Kommissioun, datt mer gesot kréien, datt mer vläicht eng Diskussioun an der Kommissioun driwwer maachen, éier d'Redaktioun vun engem Pandemiegesetz géif ufänken.

Elo sinn ech frou, datt d'Redaktioun vun engem Pandemiegesetz ufänkt op där enger Säit, mee ech soen awer trotzdeem: Dat heescht awer och, datt se nach net ugefaangen huet! An dat fannen ech trotzdeem net onproblematesch. Ech fannen et am Fong e politesche Feeler, esou laang gewaart ze hunn, fir dat Wichtegst am Text zumindest an der Ausaarbechtung weiderzebréngen.

De Mars Di Bartolomeo seet, et wäre jo am Covidgesetz schonn eng Rei Baubléck do. Ech soen: Mee e Covidgesetz ass awer eppes total aneschters wéi d'Pandemiegesetz! An dem Pandemiegesetz reegele mer am Fong déi Aart a Weis, déi Prozedur, wéi mer, d'Institutiounen, mat esou enger Pandemie ëmginn, wéi dat méi schnell, méi effektiv, besser soll kënne lafen, an dat ass a mengen Aen eppes total aneschters wéi e Covidgesetz an et kann een net soen, datt dat elo Bléck sinn aus dem Covidgesetz, déi mer an d'Pandemiegesetz eranhuelen. Zumindest misste mer dann nach eng Kéier iwwert de Contenu diskutéieren, éier mer weiderfueren.

Zweetens: Mir hu wärend der Covidzäit massiv Aschnëtter a Privatfräiheete gemaach. Mir hunn déi heiansdo an der Hetz gemaach, ouni eis richteg Zäit fir d'Analys ze ginn, well mer et och net konnten. Dat ass och kee Virworf, deen ech maachen, dat ass elo just eng Feststellung, déi ech maachen.

Haut stelle mer eis awer d'Fro, ob verschidde vun deene Moossnamen, déi mer geholl hunn, noutwendeg waren, ob se proportionell waren, ob se och am Kader vun der Legalitéit sënnvoll waren an ob se och net diskriminatoresch waren. Déi véier grouss Krittären, déi ee sech soll stellen, wann een esou perséinlech Fräiheeten anengt.

A wéi gesot, ech soen dat elo net als Reproche, well mir hunn der jo eng Rei matgestëmmt, mir hu souguer eng Rei anerer proposéiert. Mir hunn och heiansdo der Regierung gesot, se soll méi lues oder se soll méi schnell maachen. Dat heescht, mir si selwer vun esou enger Analys concernéiert, wa se da géif gemaach ginn. Et ass also guer keng Scholdzouweisung!

Mir fanne just, datt et eng absolutt Necessitéit wär, déi detailléiert Analys ze maachen: War déi Maskeflicht sënnvoll? War dee Lockdown sënnvoll? War d'Zoumaache vun den Eventer sënnvoll? Déi Ausgangsspär, iwwert déi mer vill diskutéiert hunn, huet déi eppes bruecht? Huet se näischt bruecht? Den 3G op der Aarbechtsplaz, an der Schoul, war e sënnvoll? War en net sënnvoll? D'Zoumaache vun de Restauranten, de Bistroen, d'Spärstonnen, déi Distanz, déi mer haten – wat huet et bruecht? A wat huet et net bruecht? Dat ass fir eis eng weesentlech Fro.

Mir kruten och gesot virun enger Rei Méint, datt dat net méiglech wär, well dauernd eng Rei Sette vu Moossnamen agesat géife ginn a well déi eenzel Analys doraus sech net als méiglech géif erweisen. Mir gesinn awer, datt dat an anere Länner – bal an all anere Länner – gemaach ginn ass.

Duerno ass eis gesot ginn: „D'OECD-Studie, déi mécht esou eppes." Mee d'OECD-Studie huet eppes ganz anescht analyséiert wéi den Detail vun deene Moossnamen, wéi dat, wat mer gär hätten.

An elo héieren ech mat Freed, datt de Rapporteur, de Mars Di Bartolomeo seet, datt mer onofhängeg Experten da sollte beauftragen, fir esou eng Etüd ze maachen. Ech fannen dat extreem wichteg, datt mer dat elo maachen. Et nach net gemaach ze hunn, ass och fir eis e politesche Feeler, well et weess een net, wéini esou eng Epidemie oder Pandemie nach kann erëmkommen. Et ass jo och hei eng Fro vun der Zäit.

Op jidde Fall wëll ech an deem Kader, Här President, eng Motioun deposéieren, ...

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– constatant que toute une panoplie de mesures différentes ont été mises en place au cours des trois dernières années dans le cadre de la lutte contre le Covid ;*

*– considérant que de nombreuses mesures ont constitué une importante restriction des libertés garanties par la Constitution ;*

*– sachant qu'il existe beaucoup d'incertitudes quant à l'efficacité des différentes mesures ;*

*– considérant que la rapidité avec laquelle de nombreux projets de loi concernant la lutte contre le Covid ont été analysés et votés par la Chambre des Députés, ne permettant pas toujours une analyse en profondeur de la nécessité, de la proportionnalité, de la légalité, respectivement du caractère de non-discrimination des mesures concernées ;*

*– considérant que le Gouvernement doit tout mettre en œuvre, afin de tirer toutes les conséquences de la pandémie du Covid et d'être préparé le mieux possible dans le cas d'une éventuelle nouvelle épidémie,*

*invite le Gouvernement*

*– à demander à un groupe d'experts indépendants de faire une évaluation des différentes mesures prises dans le cadre de la lutte contre le Covid et à dresser un bilan étoffé et détaillé quant à leur efficacité, leur nécessité, leur proportionnalité ainsi qu'à leur caractère non discriminatoire ;*

*– à élaborer, dans les meilleurs délais, une « Loi pandémie » permettant, en cas d'une nouvelle épidémie ou pandémie, aux Institutions de l'État de réagir de façon rapide, efficace et proportionnelle dans un cadre précisément prédéfini.*

*(s.) Claude Wiseler, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Max Hengel, Marc Spautz.*

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Wiseler.

**M. Claude Wiseler** (CSV) | ... fir ze froen, op där enger Säit, dass dat Pandemiegesetz schnell gemaach gëtt, op där anerer Säit, datt déi Etüd schnell gemaach gëtt. A wann ech de Rapporteur héieren hunn, wäert do kee Problem si vun der Majoritéit, fir esou eng Motioun unzehuelen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Ech wëll och ofschléissen, andeem ech soen, datt ech de leschte Samschden an enger grousser Dageszeitung dräi Artikele vun Experten iwwert d'Covidpandemie gelies hunn. Ech wëll déi dräi Titelen hei eng Kéier widderhuelen, déi d'Experten iwwer hir Artikele gesat hunn. Deen éischten ass: „Es wurden fatale politesche Fehler gemacht", deen zweeten Titel: „Es fehlt eine ehrliche normative Bestandsaufname", an deen drëtten Titel: „Wir müssen Reservekapazitäten schaffen". Ech soen dat net, dat sinn Aussoe vun den Experten!

Ech wëll domadder ophalen, andeem ech soen: Genau dorëms, genau dorëms geet et. A mir erwaarde vun der Regierung, datt se sech deem stellt.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Wiseler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et ass esou wäit. No e bësse méi wéi dräi Joer falen haut déi lescht Restriktiounen, déi mer wärend der Covidpandemie agefouert hunn.

De Coronavirus ass mëttlerweil en Deel vun eisem Liewe ginn. Mir hu geléiert, mat ëm ze liewen, mee e bestëmmt eisen Alldag net méi, op alle Fall net méi an deem Mooss, wéi dat war, wéi mer op Isolatioun an op Masken hu missen zréckgräifen.

Tëscht dem 6. an dem 12. Mäerz dëst Joer hu sech scho 1.500 Leit mam Covid-19 ugestach. 19 Persoune leien am Spidol, eng dovunner op der Intensivstatioun. Viru genau engem Joer hate mer am selwechten Zäitraum 6.000 Infektiounen. D'Situatioun huet sech also däitlech, däitlech verbessert. Dat hu mer an de leschte Méint alleguerte gemierkt.

Dass d'Maskeflicht an de Spideeler an an den Altersheimer ewechfält, ass dowéinst och vum Secteur selwer, vun der FHL a vun der COPAS, gewënscht ginn, well d'Covidfäll an de Spideeler nëmmen nach e geréngen Undeel ausmaachen. Déi aktuell Variante provozéiere vill manner – vill manner! – schwéier Krankheetsverleef an natierlech hëlleft et, dass eng ganz grouss Majoritéit vun de Leit sech impfe gelooss huet.

Fir d'Zukunft bleift et awer wichteg, dass sech déi vulnerabel Leit weiderhi géint de Covid-19 – wéi och géint d'Gripp, dat ass jo och eng Recommandatioun – impfe loossen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Personal huet déi lescht dräi Joer permanent mat enger Mask geschafft. Dat huet d'Aarbecht mat Sécherheet net vereinfacht. Kee Mask méi undoen ze mussen, wäert fir d'Gesondheets- an d'Fleegepersonal eng ganz grouss Erliichterung mat sech bréngen.

**Une voix** | Ganz richteg!

**M. Gilles Baum** (DP) | An an den Alters- a Fleegeheimer wäerten déi eeler Leit sech freeën, d'Gesiichter vun deene Leit ze gesinn, déi se betreien. An d'Personal, dat eréischt wärend der Pandemie ugefaangen huet ze schaffen, dat hunn déi eeler Leit jo nach ni ouni Mask gesinn. An ech mengen, dass dat wäert e ganz flotten an e ganz emotionale Moment ginn, wann déi Leit, déi déi eeler Leit betreien, fir d'éischt Kéier dann ouni Mask däerfe schaffen.

Mir alleguerte kënnen nëmmen hoffen, dass mir fir laang Zäit keng sanitär Mesüre méi brauchen a keng méi mussen aféieren. Well d'Repercussioune vun der Kris, d'Repercussiounen op den Aarbechtsmaart, d'Repercussiounen awer och op d'mental Gesondheet vun de Leit, d'Repercussiounen op de Long-Covid, déi wäerten eis nach laang begleeden. An dofir ass et, mengen ech, ëmsou méi wichteg, dass mer eis iwwert dëse Moment freeën, wou mer déi lescht Restriktiounen ophiewe kënnen.

E ganz grousse Merci géif ech gär soen dem Kolleeg Rapporteur, dem Mars Di Bartolomeo, deen iwwer 30 Gesetzer hei presentéiert huet. An ech mengen, et ass wichteg, och nach eng Kéier ze ënnersträichen, dass hei, am Géigesaz zu ville Länner am Ausland, d'Parlament zu all Moment matagebonne war.

Voilà, mam Wonsch u jiddwereen, och weider dobausse virsiichteg ze bleiwen, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Baum. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Och merci dem Kolleeg Mars Di Bartolomeo. An ech schléisse mech all deene Wënsch un, déi hei scho geäussert gi sinn, déi mer alleguerten dem Mars wënschen, dass en deen doten Exercice net nach eng Kéier muss maachen. Dat wënsche mer him, awer och eis alleguerten.

Selbstverständlech ginn ech den Accord zu dësem Gesetz, géif awer nach ganz gäre kuerz op dat reagéieren, wat den Här Wiseler virdru gesot huet. En huet virdrun d'Experten zitéiert. A mir sinn eis alleguerten eens, dass mer frou waren, alleguerten déi Experten ze hunn, déi eis begleet hunn an där Pandemie an deene mer och nogelauschtert hunn.

Ech wëll awer just eng Kéier ënnersträichen, dass et dat eent ass, d'Welt duerch e Mikroskop ze kucken, an dass et eppes anescht ass, déi zwee Aen opzemaachen an och nach alleguerten déi Saachen do dernieft ze gesinn. An ech mengen, dat ass eng Stäerkt gewiescht, déi dës Regierung an eist Land bewisen hunn. Mir hunn déi ganz Pandemie iwwer ëmmer dee ganze Kontext gekuckt an ëmmer probéiert, op all méiglech Saachen ze reagéieren, esou wéi et eis eebe méiglech war. An ech mengen, dat huet eis gutt gehollef an dat attestéieren eis och vill Leit, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee och am Ausland, dass mer déi Gestioun gutt gemaach hunn.

An dofir géif ech och stellvertriedend fir déi ganz Regierung der Ministesch Paulette Lenert nach eng Kéier Merci soen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Cruchten. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass gesot ginn: „Jo, mat dësem 32. Covidgesetz geet dat laangt Kapitel vun de Covidgesetzer zu Enn." Dat kléngt gutt a mir kënnen eis freeën. Et heescht awer net, datt mer d'Pandemie vergiesse sollen, well wéi heescht et esou richteg: „No der Pandemie ass virun der Pandemie", well och an Zukunft wäerte mer wuel kaum vu Pandemië verschount bleiwen. Jiddwerfalls seet d'Wëssenschaft eis dat dote ganz kloer.

Dat féiert noutgedrongen zu der Frou, wéi eng Léiere mer aus deene leschten dräi Joer mussen zéien, fir datt mer am Fall vun enger weiderer Pandemie net méi wéi am Mäerz 2020 um lénke Fouss erwëscht ginn; engersäits, wat den Ëmgang mat de Grondfräiheeten a Grondrechter vun de Biergerinnen a Bierger a Pandemiezäiten ugeet, an anerersäits, wat d'Widderstandsfäegkeet vum Santéssecteur betrëfft, dee jo an der Lescht ganz vill am Mëttelpunkt stoung.

Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Aschränkung vun de Grondfräiheeten a Grondrechter ass scho vill gesot a vill geschriwwe ginn an de leschte Wochen a Méint. Hei muss een ervirsträichen, datt Lëtzebuerg am Verglach zu anere Länner verhältnisméisseg gutt do steet, well déi parlamentaresch Kontroll zu Lëtzebuerg net wéi an anere Länner komplett versot huet. Schliisslech ass déi grouss Majoritéit vun de Covidmoossname vun der Chamber guttgeheescht ginn a war demokratesch legitiméiert.

An awer: De positive Bilan, dee mer selwer zéien, och international Greemien eis beschreiwen, däerf net driwwer ewechtäuschen, datt déi meescht Gesetzer dach awer am Schnellverfaren duerch d'Chamber gedriwwe goufen an net just d'Santéskommissioun, mee och d'Verwaltung hannendrun an de Staatsrot zäitweis zolidd an de Schweess gerode sinn. Datt et richteg a wichteg war, fréi genuch op geféierlech Entwécklungen ze reagéieren, fir de sanitäre Risiko esou kleng wéi méiglech ze halen, stellen ech domat ganz sécher net a Fro.

De fundamentale Problem ass awer deen, datt d'Zäit meeschtens ze knapp war, fir déi deposéiert Gesetzesprojeten am Fong op hir Rechtsstaatlechkeet hin ze préiwen. An aus deem Grond sinn ech och manner schockéiert wéi anerer iwwert dem Professer Stefan Braum seng Aussoen am „Lëtzebuerger Wort" vum leschte Samschden, wou de Strofrechtsspezialist virun der Dominanz vun der Regierung par rapport zum Parlament als Legislativ gewarnt huet; Dominanz an deem Sënn, datt d'Regierung den Inhalt vun de konsekutive Gesetzesprojete bestëmmt huet, ouni datt d'Chamber hirersäits déi néideg Zäit hat an dat néidegt Wëssen hat, fir sech déifgräifend domat auserneenzesetzen an ze analyséieren, ob déi proposéiert Moossnamen effektiv noutwendeg, verhältnisméisseg a gëeegent waren, fir d'Zil ze erreechen, an ob se keen diskriminéiert hunn, esou wéi d'Verfassung vun eisem demokratesche Rechtsstaat et virschreift.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Suerg wéinst dem Risiko, datt déi demokratesch Reegelen op d'Spill gesat géife ginn, koum och ëfters vun der berodender Mënscherechtskommissioun an doriwwer eraus ëfters och vum Staatsrot, dee jo grad d'Missioun huet, d'Konformitéit vun de Gesetzesprojeten zu der Verfassung ze préiwen, mee déi wichteg Missioun wéinst Zäitmangel net ëmmer korrekt konnt erfëllen.

An deem Sënn interpretéiere mer déi widderhuelt Kritik vum Staatsrot, der CCDH an net zulescht vum Professer Stefan Braum net als béiswëlleg Attack op eise System a mir sinn och net schockéiert iwwert déi Aussoen. Mir interpretéiere se villméi als Opfuerderung un d'Politick, eng déifgräifend a breet gefächert Reflexioun iwwert d'Spannungsfeld tëscht Infektiounsschutz a Schutz vun de Mënscherechter ze féieren a grad wéi aner Länner e Pandemiegesetz mat engem iwwergräifenden, previsibelen an transparente Kader fir d'Gestioun vun enger weiderer Pandemie auszeschaffen. Esou e Gesetz, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt et nämlech, séier, effikass a kohärent op déi sanitär Entwécklung ze reagéieren, ouni datt d'Moossnamen all zwou Wochen nei erfonnt musse ginn.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Deementspriechend begréisse mir als gréng Fraktioun ausdrécklech, datt d'Madamm Minister bereet ass, nach an dëser Legislatur en entspriechende Gesetzesprojet auszeschaffen. A mir wären och frou, wa se eis dann e puer Informatioune iwwert déi „Geschierkëscht", wéi de Rapporter et genannt huet, géif liwweren. Fir mech selwer schléisst sech de Krees, well ech hu schonn a menger éischter oder zweeter Covidried e Pandemiegesetz gefuerdert. Haut si mer esou wäit, dass mer all un engem Strang zéien.

Dir Dammen an Dir Hären, vu datt d'Zäit mer fortleeft, ginn ech elo net op déi Erausfuerderungen an, déi ech am Ufank genannt hunn, déi de Santéssecteur

méi speziell betreffen. Déi si schonn oft hei diskutéiert ginn. Wichteg ass fir eis awer, datt all Hiewelen a Beweegung gesat ginn, fir se ze behiewen, éier déi nächst Pandemie sech breetmécht. Mir sinn um gudde Wee, mee et bleift nach vill ze dinn, well um Zil si mer nach net.

Domat géif ech dann och den Accord vun der gréngen Fraktioun ginn a wéilt virun allem dem Rapporter Mars Di Bartolomeo e grousse Merci ausdrécke fir seng 32 Rapporten a wënschen him, dass e keng Entzugserscheinunge wäert kréien, wann e kee Rapport méi däerf maachen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi all meng Virriedner soen ech dem Rapporter, dem Här Mars Di Bartolomeo, en häerzleche Merci fir säin 32. – ech mengen, dat ass richteg – schrëftlechen a mëndleche Rapport an hoffen an engems wéi och déi aner Kolleegen, datt et säi leschte Covidrapport dierft sinn. Ech mengen, dat géife mer ons all wënschen.

*(Interruption)*

An deem Text, dee mer haut diskutéieren, begréisse mer natierlech, datt weider Covidrestriktiounen opgehuewe ginn an domadder och am Spidol an am Fleegesecteur d'Isolatiounsflicht an d'Maskeflicht opgehuewe ginn.

Dat ass eppes, wat eiser Meenung no hätt scho kënnen e bësse méi laang geschéien, zemools wat dat obligatorescht an deels ganz penibelt Droe vun de Masken ugeet.

Maske kënnen noweislech gesondheetsschiedlech sinn, wann ee se ze laang unhuet, gradewéi et ëmstridden ass, ob déi Masken iwwerhaapt virun enger Iwwerdroung vum Virus schützen. Ech verweisen hei op eng rezent international Meta-Etüd, zu där mer och eng Question parlementaire gestallt hunn. Da sinn ech emol gespaant op d'Äntwert.

Haut ass et onbestreitbar, datt et och bei de Covidimpfungen zu eenzelne Fäll vun deels ganz schwéieren Niewewierkunge komm ass. Mir fuerderen hei duerfir voll Transparenz a fir d'Doktere remuneréiert Prozeduren, fir d'Impfschied ze melden, weider och en Ariichte vun engem Fong fir d'Indemniséierung vun de Betraffenen. Mir wënschen eng séier an eng onkompliséiert Unerkennung vun den Impfschied an eng séier an och eng ugemiessen Entschiedegung fir eventuell Affer.

Här President, well d'Regierung elo decidéiert huet, quasi all d'Covidrestriktioune falen ze loossen, soll si och elo offiziell d'Enn vun der Pandemie erklären. An anere Länner, wéi an den USA an a Frankräich, si se schonns op dee Wee gaangen, fir offiziell d'Enn vun der Covidpandemie ze deklaréieren. Fir de Leit d'Gefill ze ginn, datt mer endgülteg an der Normalitéit ukomm sinn, sollt och Lëtzebuerg dat maachen. An deem Sënn do géif ech Iech dann eng Motioun deponéieren. Wannechgelift, Här President.

***Motion 2***

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, datt*

*– eng Rei vu Länner schonn offiziell d'Enn vun der Covidpandemie erklärt hunn, dorënner och d'USA a Frankräich;*

*– och zu Lëtzebuerg d'Regierung an hire „Projets de loi" d'Ophiewe vu praktesch alle Precautiounsmoossname proposéiert an datt een dowéinst dovun ausgoe muss, datt och si keng Pandemie-Situatioun méi erkennt,*

*fuerdert d'Regierung op,*

*– wéi an anere Länner offiziell ze erklären, datt d'Covidpandemie eriwwer ass.*

*(s.) Jeff Engelen.*

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Här President, d'Gestioun vun der Covidpandemie huet mënschleche wéi och ekonomesche Schued hannerlooss. Ech wëll hei just e puer pertinent Beispiller ervirhiewen: Eis Grondrechter goufe verletzt. Grenze goufen zougemaach an d'Leit konnte sech net fräi beweegen. Eenzel Leit hunn hire Beruff an hir Existenz verluer. Eenzel Leit, déi krank oder um Liewensenn ukomm sinn, hu mussen eleng oder isoléiert stierwen, ouni hirer Famill kënnen Äddi ze soen. Et huet sech och erausgestallt, datt eise Gesondheetssystem net op esou Fäll virbereet ass. Mir hunn eng Aart Zwouklassegesellschaft geschafen, wou déi Leit eng méi Rechter hate wéi déi aner. Déi, déi der Impfung géintiwwer e bësse méi skeptesch waren, goufen zum Deel diffaméiert an diskriminéiert.

Kuerz gesot, mir mussen déi Zäit objektiv opschaffen: Wéi eng Decisioune ware gerechtfertegt a wéi eng net? Wat waren déi mënschlech, ekonomesch an och finanziell Konsequenze vun all dësen Decisiounen? Dat a villes méi muss objektiv gekläert ginn. Duerfir wëll ech eng Resolutioun abréngen, wou mer wierklech eng onofhängeg Ënnersuchungskommissioun fuerderen. Dës Kommissioun soll dann eiser Meenung no ënnert der Autoritéit vun der Chamber schaffen. Wannechgelift, Här President.

***Résolution 1***

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, datt*

*– d'Gestioun vun der Covidkris zu Lëtzebuerg vill Froen opwerft, z. B. am Hibléck op de Respekt vun de Grondrechter, den Zoustand vum Gesondheetssecteur, d'Resilienz vum Land am Krisefall, déi ekonomesch Konsequenze vun der Kris a vill anerer méi;*

*– d'Regierung bis elo just eng Evaluatioun duerch d'OECD maache gelooss huet,*

*ass der Meenung, datt*

*– eng wierklech onofhängeg Evaluatioun sollt gemaach ginn, an där national an auslännesch Experte vertruede sinn, wéi och Vertrieder vu verschiddene medezinnesche Fachrichtungen, Vertrieder aus der Ekonomie an aus der Zivillgesellschaft, inklusiv den Impfskeptiker, fir eng méiglechst komplett an objektiv Evaluatioun ze erméiglechen,*

*decidéiert,*

*– de Bureau ze beoptragen, eng vollkommen onofhängeg Ënnersichungskommissioun iwwer d'Gestioun vun der Covidkris vun der Regierung ze schafen an der Chamber bis de 15. September 2023 e Rapport virzeleeën;*

*– derfir ze suergen, datt déi Kommissioun en ongehënnerten Zougank op all Sourcen an Dokumenter kritt (mat Ausnam natierlech vum Secret médical).*

*(s.) Jeff Engelen.*

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | An dëser Ënnersichungskommissioun sollen all déi fir d'Covidsituatioun representativ Acteuren zu Wuert kommen. Et sollen dodran national an auslännesch Experte vertruede sinn, wéi och Vertrieder vu verschiddene medezinnesche Fachrichtungen. Och solle Vertrieder aus der Ekonomie an aus der Zivillgesellschaft vertruede sinn, inklusiv deene Leit, déi der Impfung méi kritesch géigeniwwerstoungen.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Nëmmen esou kënne mer eng objektiv a komplett Evaluatioun garantéieren. Dës objektiv Analys wär ganz sécher eng gutt Stäip fir e spéidert Pandemiegesetz, wat mer och scho méi laang gefuerdert hunn. Duerfir géif ech och an deem Sënn eng Motioun hannerleeën.

***Motion 3***

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, datt*

*– d'Regierung e Gesetzesprojet iwwer eng Covidimpfflicht virbereet huet;*

*– datt a ville Länner schonn offiziell erkläert gouf, datt d'Covidpandemie eriwwer ass an datt och zu Lëtzebuerg praktesch all Schutzmoossnamen opgehuewe goufen;*

*– eng Impfflicht d'Recht vun de Leit, fir iwwer hiren eegene Kierper ze verfügen, a Fro stellt;*

*– national ewéi international eng grouss Diskussioun iwwer déi heefeg an zum Deel ganz gravéierend Impfschied duerch Covidimpfungen entstanen ass,*

*ass der Meenung, datt*

*– esou eng Impfflicht net ze vertrieden ass,*

*fuerdert d'Regierung op,*

*– definitiv all Virbereedungsaarbechte fir e Covidimpfflicht-Gesetz ze stoppen.*

*(s.) Jeff Engelen.*

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Et ass och ubruecht an dëser Zäit, d'Virbereedungsaarbechten zur Impfflicht ze stoppen. Ech mengen, dat bräichte mer och net méi. Duerfir hu mer dat och an dëser Motioun, déi ech elo grad deponéiert hunn, gefrot.

Well mer de Wee erëm zréck an d'Normalitéit begréissen, stëmme mer dëst Gesetz natierlech mat. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Engelen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säin 30. a méi erliichterte Rapport. Jo, an natierlech si mir och all erliichtert. An ech muss soen, et ass och richteg, dass et erlaabt bleift – mir haten déi Diskussioun an der Kommissioun –, dass een d'Maske ka weiderhin undinn. Well ech mengen, et muss ee jo ëmmer erëm soen: Et gëtt jo ëmmer nach ganz vill Leit – an dat gesäit een och, wann een dobaussen ënnerwee ass –, déi gäre Masken undinn, well se sech méi sécher spieren. An ech mengen, dat muss einfach jiddwerengem fräi iwwerlooss ginn, wann ee sech vulnerabel spiert, dass ee sech kann esou schützen. Dofir ass dat scho richteg, dass dat esou méiglech bleift.

Mat dësem Gesetz huet een dann effektiv d'Gefill, dass d'Pandemie e wéineg der Vergaangenheet ugehéiert, woubäi ech mech hidden, dat esou ze deklaréieren. Ech soen: „Et huet een d'Impressioun", well et bleift jo quasi näischt bestoe vun de Moossnamen.

Et huet een e bëssen d'Gefill, wéi wann d'Covidpandemie e béisen Dram gewiescht wier beim Erënneren un d'Angscht vu vulnerabele Leit, mee och beim

Erënneren un den Drock op d'Spidolspersonal, mee och beim Erënneren un déi vill onverhältnisméisseg an onnovollzéibar diskriminatoresch Moossnamen, déi et dach awer och gouf.

Mir froen eis dann awer och haut: Wat sinn dann d'Léieren, déi mer aus der Pandemie mathuelen? Well vill gouf jo awer am Ufank doriwwer geschwat an ech mengen, net vill huele mer mat vu Léieren. Schnell ass dat vergiess ginn. Mee mir hunn et net vergiess.

Mir all hei hunn am Ufank gesot, et misst ee Léieren zéien aus der Pandemie, ech erënneren drun: méi lues trieden, manner schnell wuessen, manner schaffen, méi Zäit hu fir déi wichteg Saachen, fir déi wichteg Leit, de Weltwirtschaftssystem a seng international interkonnektéiert Handelsstréim hannerfroen, erëm méi lokal a saisonal ubauen a produzéieren, manner an d'Natur agräifen a se manner ausbeuten an dofir vläicht manner Quantitéit, mee méi Qualitéit am Liewen hunn, méi resilient lokal ekonomesch Circuiten opbauen an dofir manner ofhängeg si vun op der anerer Säit vun der Welt produzéierte Gidder – Stéchwuert „Resilienz" –, an esou virun.

Mee virun allem bräichte mer als alleréischt e breeden, éierlechen, ëffentlechen a kontradiktoreschen Debat iwwert dat, wat déi lescht dräi Joer passéiert ass, well dee gouf et net wierklech. Et gouf nëmmen iwwert déi eng an déi aner hiergefall, an zu kengem Moment ass awer matenee wierklech geschwat ginn.

Dofir fuerderen ech dann och mat der Patientevertriedung, déi dat och an engem oppene Bréif gefuerdert huet, eng national onofhängeg Kommissioun, déi réckbléckend schafft an eng Rei Froen opschafft, wéi zum Beispill d'Moossname kritesch ze hannerfroen, se op hir Proportionalitéit an Effikassitéit ze ënnersichen, mee och zum Beispill d'Covidcertificaten an d'QR-Coden op hir diskriminéierend Auswierkungen ze ënnersichen.

En ëffentleche kontradiktoreschen Debat tëscht den Experten – an net just deene fënnef, déi quasi enger Meenung waren – gouf et net wierklech. An ech mengen awer, dass een dat muss kënnen aushalen an enger Demokratie, dass mer esou en Debat hunn, wou mer net all enger Meenung sinn.

Et ass néideg, dass mer esou een Debat hunn, fir d'Vertrauen an d'Demokratie, mee och an d'Politick erëm hierzestellen, awer och d'Vertrauen an de Gesondheetssystem erëm hierzestellen.

Ech muss dann och éierlech soen: Ech fannen et zimmlech onverschäämt vun engem vun der Regierung agesaten Expert, dee quasi der Ministesch d'Schold gëtt un de Coviddoudegen, wann ech dat esou soe kann.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Une voix** | All Respekt!

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Et ass ni gutt, wann ee mengt, et hätt een d'Wourecht gepléckt. An do sinn nawell e puer Leit, déi dat mengen. A wann een deenen ze vill Muecht gëtt, muss ech soen, ass dat geféierlech. Gottseidank ass d'Regierung deene Leit net nogelaf an hirer Recommandatioun, eng Impfflicht ze maachen, mee voilà!

Nach ee Punkt da ganz kloer: D'Impfung war an eisen Ae ganz wichteg an ech muss ganz kloer soen, ouni d'Impfung wäre mer warscheinlech net do, wou mer haut sinn.

Mee et muss een awer och kloer soen, dass e bësselchen den Elefant am Raum, iwwert dee geschwat gëtt, déi – trotzdeem rar, mee awer, et gëtt se – Niewewierkungen an och Impfschied sinn. Et muss ee jo awer feststellen, dass et och do keng wierklech ëffentlech Diskussioun gëtt. A wann, da gëtt ee schnell als „Schwurbler" ofgestempelt. An Dir wësst, wéi vill ech mech géint dës Terminologie wieren.

Et muss een éierlech soen, dass all Medikament an all Impfstoff ëmmer Niewewierkunge kann hunn. A bis virun der Pandemie war et kee Problem, esou eppes ze soen, mee mat de Covidimpfstoffer kann een esou eppes op eemol net méi soen. Mee wat ass dat da fir eng Omertà? Natierlech gëtt et Mënschen, déi sech impfe gelooss hunn an déi leider Gottes awer och Schied behalen hunn. A och wann et rar ass, muss een dës Mënschen awer och héieren an eescht huelen.

An do hätt ech dann och e puer Froen dozou. Ginn d'Impfschied genuch erfaasst? Froen un d'Ministesch, natierlech. Wéi vill Impfschied – voilà, ech soen net, dass et där eng Tonn gëtt, mee ech mengen, et muss een awer kënnen driwwer schwätzen – gi vun den Dokteren erfaasst an deklaréiert? Déi Fro, déi am Raum steet – et schéngt jo, wéi wann et ëmmer erëm virkéim, dass Dokteren Impfschied eeben net deklaréieren. Dat mécht jo den Dokter eventuell. Dat kann awer och de Patient maachen. Mee anscheinend ass et dann och zum Deel esou, dass et kee Code an der Nomenclature gëtt an den Dokter net dofir remuneréiert gëtt, wann en déi Zäit investéiert, fir dat ze deklaréieren. Do wär dann emol eng Fro: Wéi vill esou Deklaratioune gëtt et? A wat ass eventuell do de Problem, dass der net genuch deklaréiert ginn?

Et ass jo esou, dass net just den Dokter, mee och de Patient et kann deklaréieren iwwer e Formulaire op guichet.lu. Do wier meng Fro: Wéi geet de Service vun der Pharmacovigilance vun der Santé mat deenen Deklaratiounen ëm? Wéi ass do de Suivi? A wéi ginn dës Deklaratiounen dokumentéiert?

Et wier des Weideren eventuell wichteg – oder et kéint een drun denken –, eng Informatiounscampagne zum Fait, dass ee selwer kann Impfschied deklaréieren, ze maachen, fir dass d'Leit wëssen, wéi een dat ka maachen.

An dann nach eng Fro, ob et dann och e Programm eventuell gëtt iwwert déi laangwiereg Niewewierkungen, och wa se seele sinn. Et gëtt jo esou e Programm fir de Long-Covid, also fir d'Long-Covid-Patienten. Dann ass d'Fro, ob et och esou e Programm gëtt fir Mënschen, déi eebe laangwiereg Niewewierkungen hu vun dëser Impfung. A ginn dës Mënschen indemniséiert? Ech hat jo do eng Question parlementaire gestallt. Ech krut gesot, et géif e Gesetz ginn, wat effektiv eventuell Indemnisatioune géif virgesinn am Fall vun enger graver Niewewierkung, also u sech engem Impfschued an deem Fall.

An dann eng lescht Fro och un d'Ministesch: Ass eppes virgesi wéi eng „Post-Vax-Ambulanz"? Dat gëtt et an Däitschland, also d'Uniklinick vu Marburg schafft op esou engem Projet. Dat ass eng „Ambulanz" – ënner Guillemeten, well et ass, mengen ech, net wierklech eng Ambulanz, mee éischter esou eng Ulafstell –, wou Leit sech kënnen informéieren, echangéieren a wou se e professionelle medezinnesche Suivi kréien. An esou ginn och déi Patienten, déi jo dann eeben net laangwiereg Covidschied, mee Impfschied hunn, deenen hir Symptomer awer anscheinend ganz oft änlech sinn, suivéiert an esou gëtt dee Phenomeen och besser erkannt. Dofir meng Fro, ob et esou e Projet zu Lëtzebuerg gëtt.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dem neie Covidgesetz komme mer quasi zréck an eng Zäit viru Covid. Bal op den Dag virun dräi Joer, fir genau ze sinn, den 22. Mäerz 2020, hu mer hei an der Chamber den État de crise validéiert, an dräi Joer a fënnef Deeg nom Declenchement vu genau deem duerch de Règlement grand-ducal.

De Virus ass zwar nach ëmmer do, awer net méi an deem Ausmooss, wéi dat déi lescht Joren de Fall war. Déi lescht grouss Mesüre ginn dowéinst mat deem heite Gesetz opgehuewen. 1.096 Deeg no dem éischte Vott heibanne kënne mer dann hoffentlech de virleefeg leschte Vott huelen. Dat heescht, datt mer an der Moyenne bal all 35 Deeg e Vott heibannen haten zu engem Covidgesetz. Dat ass relativ impressionant. Wann ee bedenkt, wéi seelen aner Gesetzer ofgeännert ginn, sou hu mer déi lescht Joren u sech intensiv ëmmer erëm, deelweis an engem ganz muscléierte Rhythmus, Gesetzer gestëmmt, fir op eng ëmmer erëm ännernd Situatioun ze reagéieren; eng Situatioun, wou mer u sech ni wousste, wat hannert där nächster Kéier géif kommen, wou mer wierklech – an ech hunn dat e puermol a menge Riede gesot – „navigation à vue" gemaach hunn, an dat an enger Situatioun, wou relativ vill Niwwel war. Dat ass eppes, wat net nëmmen um Mier, mee och an der Politick heiansdo ka schifgoen. A mir haten u sech Chance, datt et net schifgaangen ass. Mir hate Chance, datt mer u sech gutt duerch den Niwwel koumen.

Wat d'Gesetz ugeet, wäerte mer dat natierlech mat Freed matstëmmen, déi Mesüren opzehiewen. An och vill Biergerinnen a Bierger wäerten dës Gesetzesännerung sécherlech mat Freed ophuelen. Et ass eng gutt Saach, datt dës Mesüren ofgeschaaft ginn, well se sinn an der aktueller Situatioun – an ech betounen dat: an der aktueller Situatioun! – net méi ubruecht.

Mir begréissen et awer och ausdrécklech, datt et awer weiderhi wäert méiglech bleiwen, ënner gewësse Konditiounen eng Mask unzedoen. Datt d'Masken net nëmme viru Covid kënne schützen, ass jo mëttlerweil ausräichend beluecht.

*(Interruption)*

Et gëtt nach ëmmer vulnerabel Leit, déi sech mat enger Mask viru Covid oder aneren ustiechende Krankheete wëlle protegéieren. A Verschiddener musse sech souguer protegéieren, well se eeben immuno…, well se Problemer mam Immunsystem hunn. Ech sollt mer keng esou komplizéiert Wierder a meng Riede schreiwen, dann ass et och méi einfach, se ze halen.

*(Hilarité)*

An dofir muss et och weiderhi méiglech sinn, ouni datt dës Persounen, déi eng Mask undinn, géint d'Vermummungsverbuet verstoussen. D'Ministesch huet jo och schonn ewell ugedeit, datt mer kéinten am Code pénal op déi Pist goen, fir an Zukunft de Code pénal dohigeehend ze änneren, datt eng Masque médicale net méi zum Vermummungsverbuet géif gehéieren.

Wichteg wier et och, datt Leit, déi krank sinn, eeben och weiderhin drop zréckgräifen, net nëmme kënnen drop zréckgräifen, mee och weiderhin drop zréckgräifen, fir Leit an hirem Ëmfeld net unzestiechen. An heiansdo muss ee jo da vläicht e bësse méi wäit kucken a kucken, wéi Leit an Asien dat schonn zënter Joerzéngte maachen, an u sech aus Respekt géigeniwwer eise Matbiergerinnen a Matbierger heiansdo den Deconfort vun enger Mask erdroen, well mer grad krank sinn, well mer eis grad net gutt fillen an dofir da vläicht anerer net ustiechen. Esou kéint ee sécherlech och eise Gesondheetssystem, grad am Wanter, wann eng ganz Rei Virussen am Land ënnerwee sinn, e

bëssen entlaaschten, well eventuell manner Leit sech mat enger Gripp oder soss engem Virus ustiechen.

An ech kann aus perséinlecher Erfarung soen: Ech wär dëse Wanter ganz frou gewiescht, wann e puer méi Leit virun ustiechende Viruserkrankunge Respekt gehat hätten. Dann hätt ech net misse mat menger klenger Duechter vu 16 Méint an der Urgence sëtze mat RSV, well et sech eeben ugestach hat vu Leit, et kann een nëmmen dervun ausgoen, déi de Virus haten an e weiderginn hunn. A warscheinlech hätt eng Mask do eng Ustiechung verhënnert.

A jo, et hätte sech warscheinlech och nach vill manner Leit mat Covid ugestach, wann d'Maskendroen dann och vu jiddwerengem ëmmer ganz verstane gi wier.

An da kommen ech op ee leschte Punkt, Här President – a pardon, wann ech zéng Sekonnen driwwer ginn. Ech hunn deene Rieden elo nogelauschtert vu menge Virriednerinnen a Virriedner. An do hunn ech da Froen héieren, wou ech ... Also, ech hu virdru gesot: Mir hunn elo 30 Gesetzer gestëmmt. Mir stëmmen dat 30. Mir hunn eis 1.096 Deeg mam Covid-19 heibanne befaasst. Mir haten eng onzieleg Unzuel u Sëtzunge vun der Kommissioun. An ech weess net, wéi oft, zum Beispill, déi Fro vun der Pharmacovigilance beäntwert gouf, wéi oft mer déi Rapporten heibannen zerpléckt hunn, well se stinn online. Ech weess net méi, wéi oft mer déi Fro ... An da wonnert et mech, wann ech heibannen héieren: „Ech hunn héieren, datt et kee Code gëtt." Ech mengen, mir hu mindestens an dräi Séance-plénièren heibannen dovunner geschwat, datt et dee Code net gëtt, mee datt natierlech d'Dokteren dat am Kader vun enger Consultatioun kënne maachen.

*(Interruption)*

Ech weess net, wéi oft mer heibannen iwwert d'Zuele geschwat hunn an datt grad d'Niewewierkunge vun der Covid-19-Impfung warscheinlech déi waren, déi am meeschte vun allen Impfungen deklaréiert goufen. Et gëtt keng aner Impfung, wou esou vill Deklaratioune gemaach goufe wéi bei der Covid-19-Impfung.

*(Interruption)*

An dat fänkt u mat „Ech hat e bëssen den Aarm wéi" – jo dat hat ech och allkéiers, wéi ech d'Impfung oder de Booster krut – oder „Ech hat Kappwéi" oder „Ech hat Féiwer." Dat sinn awer natierlech keng schlëmm Niewewierkungen a si bei enger Impfung ze erwaarden.

An da muss ee sech awer wierklech soen: Wann dann d'Froen hei bei der 30. Iteratioun nach eng Kéier gestallt ginn, déi elo scho fir d'fënneft, sechst, siwent beäntwert goufen, da froen ech mech wierklech, wéi seriö Verschiddener d'Parlament hei huelen!

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Vizepremier a Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | Merci, Här President. A virop och e grousse Merci fir den 32. ausféierleche Rapport vum Mars Di Bartolomeo. Fir mäin Deel kann ech Iech soen: Ech wäert keng Entzugserscheinungen hunn, wann dat heiten eng Kéier definitiv eriwwer ass, an ech wënschen déi och kengem vun Iech. Ech mengen, mir sinn alleguerten erliichtert, dass mer haut do stinn, wou mer stinn.

Et ass gesot ginn: Mir si quasi op den Dag près dräi Joer méi spéit wéi deemools, wou den État d'urgence an eisem Land ausgeruff ginn ass. Mir waren alleguerten, muss een, mengen ech, éierlech zouginn, an enger Schockstarre wéinst deem, wat geschitt ass – awer net direkt.

Ech géif gären haut och eng Kéier drun erënneren, dass, wéi mer esou schnell reagéiert hunn, immens vill Skepsis och war. Et ass ganz schnell gaangen. Vill Leit ware sech guer net bewosst, wat d'Ausmooss vun deem war, wat komm ass. Ech hunn de Sproch – dann huelen ech deen diplomateschen – „Hu mir se nach all? Et ass just eng Gripp!" ech weess net wéi oft héieren déi Zäit. An dat ass nach déi fein Versioun.

Jo, et wousst een net, wat géif kommen. Kuerz drop si mer et gewuer ginn. Et ass esou séier gaangen, ganz vill Länner si reegelrecht schachmatt gesat ginn, well se net schnell genuch reagéiert hunn. Ech denken, kommt, mir kucken iwwert den Atlantik an Amerika, England, Italien, de Grand Est bei eis. Et huet ee gesinn, dass ee Recht hat, schnell ze handelen. Dat war ganz séier kloer.

An haut, no dräi Joer, hunn ech e bëssen dat selwecht Gefill. Haut ass et ... iergendwou gëtt sech gefrot: „Jo, war dat dann esou schlëmm?" Wann ee kuckt, wat an de soziale Medien zirkuléiert, schockéiert et mech e bësselchen. Haut ass d'Ursaach warscheinlech, dass de Mënsch vergësst. Elo läit et zréck an et ass ee sech dem Ausmooss einfach net méi bewosst. Mir erënneren eis net méi drun. Dertëschent louchen awer dräi Joer!

Mir erënneren eis net méi drun. Dertëschent louchen awer dräi Joer, an dat ass gesot ginn. Wann ech déi Stonnen huelen, ech hunn dat ni zesummegerechent, wivill Deeg mer hei zesumme verbruecht hunn, mee ganz vill!

Mir hu musse ganz vill Decisiounen huelen. Mir hunn net lauter nei Gesetzer ugeholl, mee effektiv besteeënder ëmmer erëm an ëmmer erëm ugepasst un d'Realitéit, un nei Erkenntnisser, déi een hat, un d'Situatioun, wéi se evoluéiert huet.

Dat war eng Zäit, wou vill Decisioune ganz schnell hu misse geholl ginn. Et ass virdru reveléiert ginn, dass d'Chamber vläicht net ëmmer déi néideg Zäit hat, dat richteg ze iwwerpréiwen. Ben, natierlech, och op Regierungssäit hate mir net déi néideg Zäit. Mir hunn, gedriwwe vun engem Virus, dee sech schnell developpéiert huet, dee mutéiert huet, musse schnell handelen, jiddwereen, an dat ass sécher ni an der Perfektioun, an dofir ass och eng ganz grouss Wichtegkeet haut an der Opaarbechtung vun der ganzer Zäit.

Fakt ass, dass mir déi ganz Zäit iwwer eng Balance gesicht hunn hei zu Lëtzebuerg tëschent genuch maachen an awer och net ze vill maachen. Dat ass en Equiliber, deen eis beweegt huet déi Zäit iwwer, eis alleguer zesummen. An ech denken, dass et och haut fir mech de Moment ass, fir jiddwerengem do Merci ze soe fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht iwwer all déi Joren.

Eis Strategie, eise Plang, dee mer vun Ufank un haten, ass am Endeffekt opgaangen no dräi Joer. Wat war dat? Ech wëll drun erënneren. Fir d'éischt hu mer einfach missen duerchhalen. Mir waren ongeschützt vis-à-vis vun deem Virus. Mir hunn duerchgehalen iwwer Distanzreegelen, iwwer Masken, iwwer Beweegungsaschränkungen, fir en ze drosselen a senger Zirkulatioun.

Duerno hu mir ganz staark op d'Impfe gesat, wou d'ganzt Land ganz gutt matgemaach huet. Et ass dat, wat mir eis erwaart hunn, dass no an no duerch d'Impfung eben dee Schutz kéim. Dat heescht net, dass de Virus fort ass, mee mir sinn einfach besser opgestallt insgesamt an en trëfft eis net méi esou.

Doduerch ass de Risiko erofgaange bis op dee Punkt, wou mer haut sinn, wou ee ka rouege Gewëssens soen: Och wann de Virus nach staark zirkuléiert, en trëfft eis net méi! Déi staark Verleef sinn net einfach net méi existent, mee esou geréng, dass et tragbar ass, dës Krankheet wéi eng aner Krankheet ze behandelen. Mir hunn net méi dee Risiko vun enger akuter Iwwerlaaschtung vun eisem Gesondheetssystem. Et ass deen, deen eis déi ganzen Zäit Suerge gemaach huet. Et ass deen, dee mir wollten evitéieren a kleng halen.

Mir kucken also zréck op eng schwiereg Zäit mat villen Diskussiounen, op vill Efforten, déi gemaach gi sinn, op e Gesondheetssecteur, deen nach ëmmer markéiert ass a ganz Europa, net nëmme bei eis. D'Leit hunn alles ginn, wat se konnten, vill méi, wéi se konnten. Ech mengen, den Term „Burnout", wou ee laang gebrannt huet iwwer Joren, dee passt hei ganz gutt. D'Leit sinn ausgebrannt, a si hu vill Ofgäng, bref, nei Probleemer, déi sech stellen. Eis Gedanke sollen haut bei deene sinn, déi schwéier Schicksaler haten an dëser Kris. Déi dräi Joer hu vill Affer gefuerdert, vill Leit hunn hiert Liewe gelooss, vill Leit hu Schied – Long-Covid ass erwäänt ginn. Och bei hinne sollen eis Gedanke sinn, si sinn nach guer net all derduerch.

Mir hu Leit, déi hir Existenz verluer hunn. Mir hu villes, wat net schéin ass, op dat mer hei zréckkucken. An et ass och net ofgeschloss. Mir schaffen nach ëmmer un dëser Pandemie. Ech géif gär betounen, dass mer nieft der akuter Phas, wou mer geréiert hunn, natierlech ganz vill Efforten haut drop setzen ze evaluéieren. Mir hunn Evaluatiounsexercicen hannert eis, esou eppes mobiliséiert d'Verwaltunge ganz staark. Mir schaffen un engem internationalen Traité „Pandemie". Mir schaffen an Europa.

Et sinn nei Institutiounen entstanen. Eng HERA (ndlr: European Health Emergency Preparedness and Response Authority) ass entstanen. Bei eis sinn nei Servicer entstanen an der Dauer, fir déi sougenannt „preparedness" ze verankeren, fir sech an der Dauer domadder ze befaassen. Mir schaffen un engem legale Kader, selbstverständlech mat deem néidege Recul. Mir si gutt mat eisem Gesetz hei derduerchkomm, dat huet ons och d'ailleurs ausgezeechent, mat enger staarker Implikatioun vun dëser Chamber, wat zum sozialen Zesummenhalt ganz staark bäigedroen huet a mengen An. An dat anert si mir och amgaang ze maachen.

Selbstverständlech kucke mer Evaluatioune vun de Mesüren, déi lafen, an ech si vu menger Säit aus absolutt oppen, och deen Exercice hei am Land ze maachen, wëssend, dass eis Zuele méi kleng sinn. Dee richtegen Opschloss kritt een do och am Globalen. Et sinn iwwerall änlech Mesüre geholl ginn, an et ass selbstverständlech wichteg, dat ze suivéieren.

Ech géif gären hei nach ofschléisse mat engem grousse Merci och un déi Lëtzebuerger Wëssenschaftler. Et ass eng Auszeechnung un eis Covid-19-Taskforce gaange vun der „Science for Society Foundation", do ass eis Covid-19-Taskforce elo rezent ausgezeechent ginn – ech mengen, zu Recht. Si hu sech ganz, ganz schnell och zesummefonnt, sämtlech Wëssenschaftler. E ganze Gremium huet sech zesummefonnt spontan. Si hunn eis ëmmer zur Säit gestanen duerch déi ganz Pandemie duerch. Dat war eng wäertvoll Aarbecht, déi geleescht ginn ass, déi oft vergiess gëtt. Och hinnen e grousse Merci.

An ofschléissend – ech wëll net ze vill Zäit huelen – nach eng Kéier en Appel och vu menger Säit op Rücksicht. Et ass net, well mir d'Moossnamen ophiewen, dass Covid net méi do ass. Et ass och net, well mir d'Moossnamen ophiewen, dass et Covid ni ginn ass. En

ass nach ëmmer do, déi aner Infektiounskrankheeten och. Ech wënsche mer, dass mir alleguer draus geléiert hunn, e bësse méi Rücksicht ze huelen, wa mer erkaalt sinn, an net een deen aneren unzeschnuddelen an unzehouschten. Mir hunn déi Maske kennegeléiert, mir hunn Distanz kenne geléiert. Alles dat wäert eis och an Zukunft hëllefen, an ech wënschen eis, dass mir eis op alle Fall an esou engem Kontext net méi erëmgesinn.

Ech mengen, mir sinn dat Land, wou Dir als Chamber warscheinlech als eenzeg esou laang déi selwecht Persoun hei stoen hat, mam malteesesche Kolleeg si mir déi eenzeg Iwwerliewend. Ech freeë mech och doriwwer. Dat ass sécherlech op eng gutt Zesummenaarbecht zeréckzeféieren. Ech hoffen, dass mer eis alleguerten erhale bleiwen an op anere Sujete kënne schaffen. Ech géif gär drun erënneren: Och vill aner wichteg Dossiere si leie bliwwen iwwer all déi Joren an elo geet et drëm, eng richteg Ponderatioun ze maachen, op deem ze schaffen, wat wierklech prioritär ass, an do steet villes un, wou mir eis nach mussen zesummesetzen an och weider gutt zesumme schaffen.

Ech soen Iech Merci.

A, vläicht e Wuert zu den Impfschied, ech hat déi Fro gestallt kritt. Ech fügen deem näischt méi bäi, d'Pharmacovigilance ass effektiv online. Déi Rapporten, do kënnt Dir Iech aliesen. Mir hunn, Stand haut, siwen Demandë fir Indemnisatiounen erakritt. Ech géif och gären – effektiv gëtt dat oft vergiess – un déi Leit erënneren, déi en Impfschued hunn. Et ass ni gesot ginn, dass et keng Impfschied kéint ginn. All Medikament huet potenziell Niewewierkungen, selbstverständlech och eng Covid-19-Impfung, an och déi Leit sollen zu hirem kommen.

Mir hunn eng Prozedur, mir hunn hei zu Lëtzebuerg e Gesetz vum Joer 2000, e relativ rezent, wat dat virgesäit: Impfungen, déi vum Staat recommandéiert sinn oder obligatoresch gemaach sinn, wann do een zu Schued kënnt, wann ee säi Liewe verléiert, huet en e Recht op eng Indemniséierung. An dat sinn Demanden, déi bei eis erakommen.

Entre-temps sinn där eran. Déi sinn an der Beaarbechtung an do kann ech Iech assuréieren, dass dat mat deem néidege Seriö gemaach gëtt. Do gëtt normalerweis eng extern Expertis gefrot, fir de Schued anzeschätzen, an dat hëlt alles säi gudde Laf; enfin, asoufern een dat esou kann nennen. Fir déi Leit ass déi Situatioun net schéin an ech mengen, et ass eis Obligatioun als Gesellschaft, do ze sinn, fir si och ze entschiedege fir dat, wat si dervugedroen hunn.

Ech géif Iech Merci soen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8171. Den Text steet am Document parlementaire 8171[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8171 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

***Motions et résolution***

Da komme mer nach zum Vott vun deenen dräi Motiounen an enger Resolutioun, déi deposéiert gi sinn.

***Motion 1***

Fir d'éischt Motioun Nummer 1, déi vum Här Claude Wiseler deposéiert ginn ass. Den Här Mars Di Bartolomeo freet d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. No Récksprooch mat de Kolleegen hei op dëser Säit an och no Récksprooch mam Auteur vun der Motioun géife mer déi Motioun mat ënnerstëtzen. Den Auteur war och dermat d'accord, fir déi eng oder déi aner Modifikatioun ze maachen.

Beim drëtten Tiret géif et heeschen: „considérant la nécessité d'évaluer l'efficacité des différentes mesures." A beim véierte Paragraf géif et heeschen: „la nécessité, la proportionnalité respectivement le caractère de non-discrimination des mesures concernées". „Légalité" géife mir do ewechloossen, well mer soss kéinten de Verdacht opkomme loossen, dass mer illegal Saache gestëmmt hätten.

Wann ech dat richteg verstanen hunn, ass den Auteur och dermat d'accord, fir zousätzlech Ënnerschréften op seng Motioun ze kréien. Dat wär dann eng Motioun, déi vun der Chamber géif gedroe ginn. Här Wiseler, hunn ech dat richteg verstanen?

**M. Fernand Etgen,** Président | Ech ginn d'Wuert un den Auteur vun der Motioun.

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Dir hutt dat richteg verstanen. Ech sinn, éischtens, d'accord mat deene Korrektiounen, déi hei gemaach gi sinn, dat ass ganz an der Rei. An esou vill Ënnerschréften drop ewéi méiglech, dat ass ganz positiv.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Wiseler.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | Zesummen.

**M. Fernand Etgen,** Président | Ass d'Chamber d'accord, iwwert dës Motioun à main levée ofzestëmmen? Nee, den Här Engelen wëllt nach d'Wuert ergräifen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Jo, merci Här President, ganz kuerz. Déi Motioun geet eis, wann Der d'Resolutioun gelies hutt, net wäit genuch. Mir kënne se awer mat ënnerstëtzen. Ech wollt dat just bemierken. Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Engelen.

***Motion 1 modifiée***

*La Chambre des Députés,*

*– constatant que toute une panoplie de mesures différentes ont été mises en place au cours des trois dernières années dans le cadre de la lutte contre le Covid ;*

*– considérant que de nombreuses mesures ont constitué une importante restriction des libertés garanties par la Constitution ;*

*– considérant la nécessité d'évaluer l'efficacité des différentes mesures ;*

*– considérant que la rapidité avec laquelle de nombreux projets de loi concernant la lutte contre le Covid ont été analysés et votés par la Chambre des Députés, ne permettant pas toujours une analyse en profondeur de la nécessité, de la proportionnalité, respectivement du caractère de non-discrimination des mesures concernées ;*

*– considérant que le Gouvernement doit tout mettre en œuvre, afin de tirer toutes les conséquences de la pandémie du Covid et d'être préparé le mieux possible dans le cas d'une éventuelle nouvelle épidémie,*

*invite le Gouvernement*

*– à demander à un groupe d'experts indépendants de faire une évaluation des différentes mesures prises dans le cadre de la lutte contre le Covid et à dresser un bilan étoffé et détaillé quant à leur efficacité, leur nécessité, leur proportionnalité ainsi qu'à leur caractère non discriminatoire ;*

*– à élaborer, dans les meilleurs délais, une « Loi pandémie » permettant, en cas d'une nouvelle épidémie ou pandémie, aux Institutions de l'État de réagir de façon rapide, efficace et proportionnelle dans un cadre précisément prédéfini.*

*(s.) Claude Wiseler, Gilles Baum, Sven Clement, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Max Hengel, Josée Lorsché, Nathalie Oberweis, Marc Spautz.*

***Vote sur la motion 1 modifiée***

Wien d'accord ass mat dëser Motioun, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass d'Motioun Nummer 1 eestëmmeg ugeholl.

***Motion 2***

Da kéime mer bei d'Motioun Nummer 2, déi vun der ADR-Sensibilitéit deposéiert ginn ass, déi freet, wéi an anere Länner offiziell ze erklären, datt d'Covidpandemie eriwwer ass. Den Här Mars Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Esou schéin dat och klëngt, géif ech mengen, mir sollten déi heite Motioun net unhuelen, well et vläicht dee falsche Message géif ginn. Aneschters wéi aner Länner hu mir keng Gesetzgeebung, déi elo offiziell eng Pandemie erklärt hätt. Den État de crise ass bei eis ausgelaf no dräi Méint. Duerno si mer an de Régime général erakomm, wou d'Parlament seng Verantwortung iwwerholl huet. A mir hunn elo déi lescht Restriktiounen ofgeschaaft. Wa mer elo géife soen: „D'Pandemie ass eriwwer", kéint de Message ukommen, de Virus wier fort. An dat wëlle mer net. De Virus ass nach ëmmer do. Also solle mer virsiichteg bleiwen, och wann déi explosiv Situatioun, deen Tsunami, net méi do ass. Mee et sinn awer nach kleng Nobrenner, oder kleng Wellen, déi iwwer eis

lassginn. Dofir géif ech also empfeelen, dës Motioun net unzehuelen.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Éischtens emol kann ech dem Mars Di Bartolomeo hei nëmme Recht ginn, wann e seet: „Mir als Chamber hunn hei ni d'Pandemie deklaréiert." An och d'Regierung huet ni eng Deklaratioun gemaach, wou se gesot huet: „Mir sinn an engem État de pandémie." Si hätt dat och guer net kënne maachen, vu datt et keng Base légale zu Lëtzebuerg gëtt. Et gëtt kee Pandemiesgesetz. Dat hu mer jo elo grad mat enger Motioun gestëmmt, datt mer d'Aarbechten un esou enger „Loi pandémie" wëlle weiderdreiwen. Mee wann et keng Base légale gëtt, fir se ze deklaréieren, da gëtt et och keng Base légale, wéi d'Regierung kéint deklaréieren, datt se eriwwer wär.

Deen Eenzegen, den Ament, Stand haut, deen no mengem Wësse kann esou eppes deklaréieren oder et fir den europäesche Raum géif maachen, wär den ECDC, deen dozou seng Äusserunge gemaach huet, oder, fir de globalen Niveau, d'OMS, oder fir déi, déi éischter anglophon sinn, d'WHO. Mee dat sinn déi Instanzen, déi hei eppes deklaréieren oder net, an dann ass et un eis als Chamber, déi legislativ Konsequenzen dorauser ze zéien. A bei verschiddene Pandemien oder Epidemië maache mer eppes a bei anere maache mer näischt.

Ech wëll just drop hiweisen, datt d'WHO reegelméisseg Pandemien deklaréiert an dann erëm ophieft, Epidemien deklaréiert an dann erëm ophieft. Dat heescht awer net, datt mir allkéiers hei eng Motioun an der Chamber stëmmen, wou mer der WHO Recht ginn oder net. Ech mengen och net, datt dat eise Rôle ass. Eise Rôle ass et, wann et Lëtzebuerg betrëfft, gesetzlech täteg ze ginn. Dat hu mer viru fënnef Minutte gemaach, an dofir wäerte mir déi Motioun hei net matstëmmen, well se keng Base légale huet, op där se géif foussen.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Nathalie Oberweis.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President. Also, wéi ech déi Motioun elo gelies hunn, hunn ech d'Gefill – wéi soll ech soen? –, dass d'Deklaratiounen eigentlech och iwwerschätzt sinn.

An deem heite Fall hu mer elo ...

*(Interruption)*

Mee voilà! Mir hunn elo Moossnamen, mee de facto kënnt et op d'Moossnamen un. Mir hunn hei e Gesetz gestëmmt, wou d'Moossname quasi all opgehuewe ginn. Et ass dat, wat zielt. Mir hunn eis un d'Realitéit ugepasst. E gëtt quasi keng Moossname méi an ech mengen, et ass dat, wat zielt. Mee ech géif mech awer och dofir hidden, elo ze deklaréieren ...

*(Interruption)*

Voilà, ech mengen net, dass mer eis dat kënnen umoossen. Mir wëssen net wierklech, wat nach kënnt. Mir mengen, mir misste virsiichteg bleiwen. Dofir kënne mir dat hei och elo net esou matdroen, och wann et ganz sympathesch ass. Mee dat kléngt e bëssen ze vill einfach, fir einfach ze deklaréieren, dass d'Pandemie eriwwer ass. Ech mengen, dat entwutscht eiser Kontroll e wéineg. Voilà, ech mengen net, dass mer dat kënne maachen.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Oberweis. An dann ass et um Här Claude Wiseler.

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Jo, ech widderhuelen elo net déi selwecht Argumentatioun wéi déi dräi Virriedner, déi ech awer deelen. Mir hu virun dräi Joer eng Rei Moossnamen agefouert, mee elo dräi Joer duerno schafe mer se of. Dat ass der Chamber hir Roll. Dat hu mer elo gemaach an dat geet eis duer.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Wiseler.

Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 2 kommen.

***Vote sur la motion 2***

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass bei 4 Jo-Stëmmen, 54 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

***Motion 3***

Da komme mer zur Motioun Nummer 3, déi freet, datt definitiv all Virbereedungsaarbechte fir e Covid-impfflichtgesetz solle gestoppt ginn. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Mars Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Et si Viraarbechte gemaach ginn. Dee Projet ass net deponéiert ginn. Dee Projet, dee sollt prett si fir de Fall, wou een eng Kéier eng Impfflicht géif brauchen. Dat ass am Moment wierklech net de Fall. An ech gesinn net de Grond, firwat dass d'Regierung elo eppes, wat se am Tirang huet a virbereet huet „für alle Fälle", soll an de Schredder geheien. An dann herno, wann d'Situatioun erëm eng Kéier sech géif presentéieren, da géif d'Regierung de Reproche gemaach kréien, net virbereet ze sinn.

Wéi gesot, am Moment ass keen, deen envisagéiert, eng Impfflicht am Rame vun dëser Pandemie ze maachen. Mee mir hunn et erlieft: Dat, wat mer net gegleeft hätten, wann een eis dat gesot hätt, ass komm, mat enger Wucht, wéi mer eis et net konnte virstellen, e reegelrechten Tsunami mat ëmmerhin 1.200 Mënschen, déi hiert Liewe gelooss hunn, anerer, déi länger krank sinn. Also, „gouverner, c'est prévoir", an et soll een der Regierung kee Reproche maachen, wa se hei dee „prévoir" mécht. An dofir leene mer, jiddefalls eis Fraktioun, déi dote Motioun of.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Bon, ech hunn eng liicht méi nuancéiert Positioun dozou wéi de Kolleeg Mars Di Bartolomeo.

Mir hunn heibanne reegelméisseg gesot, datt fir d'Piraten eng Impfflicht net ze vertrieden ass. Ech fannen dofir u sech op den éischte Bléck d'Motioun ganz sympathesch, bon, virun allem, well net gefuerdert gëtt, datt d'Virbereedunge réckgängeg gemaach solle ginn. Et gëtt also net gefrot, fir en Text, dee schonn do ass, an de Schredder ze stiechen. Et gëtt éischter gesot, et soll net weider un engem Text geschafft ginn. Mee ech ginn haut dervun aus, datt de Ministère Besseres ze dinn huet wéi un engem Text ze schaffen, fir dee se selwer am Moment keng Sënnhaftegkeet gesinn.

Ech muss awer soen, datt mer d'Motioun, esou wéi se elo do steet, och net kënne matstëmmen, an dat hunn ech virdrun a menger Ried kloergemaach: Dat ass de véierte Considerant, wou ech nach deelen, datt et eng national an international Diskussioun iwwer Impfschied gëtt, mee iwwert déi heefeg an zum Deel ganz gravéierend Impfschied, ech mengen, do huet d'Madamm Ministesch virdrun d'Zuel gesot, wéi vill Leit hei zu Lëtzebuerg bis elo gefrot hunn, opgrond vun engem méi graven Impfschued indemniséiert ze ginn. Dat spillt sech scho bal am Honnertdausendstel of vun de Leit, déi geimpft goufen.

An deementspriechend wëll a kann ech net ënnerschreiwen: „iwwert déi heefeg an zum Deel gravéierend Impfschied." Et gëtt gravéierend Impfschied, dat huet ni ee contestéiert. Dofir gëtt et de Rapport de pharmacovigilance. Mee mir kënne kee sou ee Considerant matstëmmen. Wann d'ADR awer bereet wär, dee Considerant ze sträichen oder ëmzeformuléieren, da kéinte mer d'Motioun matstëmmen; soss musse mer eis enthalen.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. Och merci all deene Kolleegen, déi heizou scho geschwat hunn.

Ech mengen, dat heiten ass eng Motioun, mat där mir weisen, datt mir eis als ADR an dëser Diskussioun ganz konsequent sinn. Mir haten och dowéinst virdru gefrot, datt mer sollen offiziell erklären, datt déi Pandemie eriwwer ass, well natierlech musse mer jo ëmmer opmierksam sinn op dat, wat geschitt. A wann iergendee Gesondheetsrisiko sech sollt presentéieren, musse mer reagéieren.

Awer mir musse kloer Zeeche setzen, datt mer dës Gesellschaft wëllen aus engem Ausnamezoustand erausféieren. Dozou gehéiert eeben och, datt mer eis erëm iwwerleeën: Wéi war dat dann iwwerhaapt mat der Impfflicht?

Den Här Mars Di Bartolomeo huet elo gesot: „Kee wëllt eng Impfflicht aféieren." Et erënnert mech e bëssen un déi Ausso: „Kee wëllt eng Mauer bauen." Well gläichzäiteg huet d'Regierung de Projet scho praktesch fäerdeg am Tirang. Dofir besteet déi Gefor a mir soen: „Mir wëlle keng Covidimpfflicht!" Dofir si mer eis kohärent, wa mer soen: „Dat do wëlle mer net!"

Mir hunn ni gesot, mir wéilten net, datt d'Leit sech kënnen impfe loossen – fräiwëlleg! An dat ass, mengen ech, eng Optioun, déi mer selbstverständlech wëllen ophalen. Awer eng Impfflicht wëlle mer net.

Firwat wëlle mer et net? Ma hei ass jo bal jidderee warscheinlech d'accord, datt jidderee soll Här iwwer säin eegene Kierper sinn, säin eegene Kierper, an dofir soll jidderee kënne selwer decidéieren, ob e sech wëllt géint de Covid impfe loossen oder géint eng aner Krankheet oder net.

Dat Zweet ass, se gëtt ëmmer erëm miniméiert, déi Problematik vun den Impfschied. Et mengt een, Lëtzebuerg wär eng Insel an et géif heibanne kaum een nolauschteren, wat am Ausland geschitt. Ma lauschtert an Däitschland, déi Diskussiounen, wou de Gesondheetsminister elo op der Televisioun muss Saachen zouginn, déi en nach virun e puer Wochen negéiert huet. Kuckt Iech déi Dokumentatiounen un iwwert dat wierklecht Ausmooss, wat lues a lues erauskënnt, vun Impfschied. Saachen, déi iwwerhaapt net getest goufe bei deenen Impfstoffer, déi hei gesprëtzt goufen.

Mat wéi engem Impfstoff géife mer dann hei eng Impfflicht aféieren? Mat deenen, wou mer all déi Problemer elo hunn? Ech mengen, dat muss een alles emol konsequent zu Enn denken.

An ech sinn net d'accord, mir als ADR sinn net d'accord mat deenen, déi soen: „Majo, et gëtt jo Prozeduren, an et ass jo alles an der Rei, an et sinn net vill Schied", dat géife mir opbauschen. D'Realitéit an Europa, d'Diskussioun ass eng ganz aner.

A mir gräifen dat op, wat an eisen Nopeschlänner all Dag – all Dag! – d'politesch Aktualitéit markéiert, a mir soen: Mir si keng Insel. Hei gëtt et där Problemer och! Da loosst eis eis am Eescht an am Interessi vun de Leit domat ausenanersetzen. Wat sollen déi Leit dann denken? Wat sollen déi Dokteren denken? Ech weess net, ob et Iech sou geet, wéi et eis geet, an och mir perséinlech mol geet, wann ech bei en Dokter kommen, dee gesäit, dass e Politiker do ass. Ganz dacks ass dat éischt, wat deen erzielt: „Wësst Dir, wivill Häerzproblemer ech ewell hei gesi bei jonke Leit? Et ass en Impfschued, mee ech kann näischt soen an der Ëffentlechkeet, well ech och meng berufflech Existenz géif op d'Spill setzen."

*(Interruption et brouhaha)*

Dat si Saachen, dat si Saachen, déi hunn Doktere mir erzielt an och anere Kolleegen. An et kann net sinn, et kann net sinn, datt an engem Parlament, aus Grënn vun der politescher Opportunitéit, d'Aen zougemaach gi virun enger Realitéit an der Gesellschaft. An d'Realitéit an der Gesellschaft ass nun eemol och, datt ganz vill Leit sech Suerge maachen ëm méiglech Impfschied, ganz vill Leit och am medezinnesche Secteur. A mir schwätzen dat un.

An et ass e bëssen enttäuschend, datt hei am Parlament vag op Prozeduren an op e puer Fäll verwise gëtt an domadder esou gemaach gëtt, als wär zu Lëtzebuerg alles an der Rei. Dat ass net kredibel, an dofir si mir frou an houfreg als ADR, datt mir dat uschwätzen, a mir bestinn natierlech op eisen Text.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Kartheiser. Da kënne mer elo zum Vott vun der Motioun ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | Här President.

**M. Fernand Etgen,** Président | Nee, den Här Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | Här President, et deet mer leed, ech kann dat net esou am Raum stoe loossen. Hei gëtt mat Insinuatiounen, ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | ... net mat Fakten operéiert!

**Une voix** | Héieresoen! Héieresoen!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | An ech wëll just drop hiweisen, fir déi, déi de Virus nach wie vor verniidlechen, dass se sollen iwwer eis Grenze kucken, wéi vill Honnertdausende Mënschen hiert Liewe gelooss hunn, a wou, a wat fir enge Länner de Schued am gréisste war.

Jo, bei Impfunge kann et, wéi bei anere Medikamenter, zu Niewewierkunge kommen. Dat streit keen of. Mee dat soll een och a Relatioun setze mat deem, wat d'Impfen u Plus-value bréngt. Just dat wëll ech hei awer eng Kéier erëm an de Vierdergrond stellen, net dass een hei an dësem Parlament esou mécht, wéi wann all dat, wat mer hei gemaach hunn, eppes Kriminelles wär. An dat kann ech net am Raum stoe loossen.

Mir hunn hei no beschtem Wëssen a Gewësse gehandelt, mat deene groussen Organisatiounen am Réck, net d'Pharmaindustrien, mee mat enger OMS, mam Zentrum fir ustiechend Krankheeten, wou mer d'Chance haten, e matzegrënnen, an déi eis eng objektiv Evaluatioun konnte ginn. Do hu mer no beschtem Wëssen a Gewësse gehandelt.

An ech wëll nach eng Kéier soen: Et kann een enger Regierung net de Prozess maachen, wa se eppes am Tirang leien huet! Dat lescht Wuert, dat wësst Der genee esou gutt wéi ech, dat hu mir! An dat huet sech bewäert, an dëst Parlament huet sech an där Kris hei bewäert, och wa sougenannten „Experte" soen, d'Chamber hätt sech hei kleng maache gelooss vun der Regierung.

De Contraire – de Contraire! – ass wouer. Déi Chamber hei huet, aneschters wéi an anere Länner, hir Roll voll gespillt, ...

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Genau!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | ... zesumme mat deenen aneren Institutiounen. An ech wëll dat net einfach esou am Raum stoe loossen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann huet d'Madamm Oberweis d'Wuert gefrot.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, et muss een eppes soen: Et ass net, well een d'Luucht op eppes schéngt, dass een eppes aneres manner hell mécht. Also, et ass net, well ee vun Impfniewewierkungen oder Impfschied schwätzt, dass een doweinster d'Impfung als solch éischtens emol erofmécht, oder iwwerhaapt de Virus.

Dir hutt virdru gesot, et géif een de Virus minimiséieren. Ech mengen, wat ech wëll soen ass: Et ass net, well een d'Luucht op Impfschied liicht, dass een de Virus als solche minimiséiert. Do ass kee Lien. Wësst Der, wat ech mengen? Et ass dat, wat ech wollt soen. Dat ass ganz wichteg ze soen.

*(Interruption)*

Voilà. Ech wëll just eng Kéier do drop agoen. Ech wëll elo net perséinlech soen, dass Dir iergendeen domat ugegraff hutt. Ech wëll just soen: Et ass immens wichteg, net onbedéngt dee Lien ze maachen. Et ass net, well ee seet: „Voilà, mir hunn e Problem eventuell mat Impfschied, déi net onbedéngt deklaréiert ginn!", dass een de Virus minimiséiert.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | Dat sot keen!

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Dat ass an der Rei. Dir kënnt gär reagéieren. Ech hunn Iech elo net domadder ...

Voilà.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | Nee.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Nee, ech wëll Iech guer näischt ... Fir mech ass dat wichteg ze soen, dass dee Lien net onbedéngt besteet fir mech, voilà.

Wat ech wëll soen zu der Motioun hei, ech mengen, Dir kennt eis Positioun. Mir hunn eis géint d'Impfflicht gewiert. Mir hunn eis géint d'Impfflicht gewiert aus ganz ville Facteuren, déi ech x-mol hei erkläert hunn. Dat ass nach ëmmer de Fall, haut méi wéi jee warscheinlech, ganz kloer.

Mir hunn awer hei e bësselche méi eng nuancéiert Positioun, well déi Fro, déi sech jo hei stellt, ass déi: „D'Aarbechte stoppen!" Wann déi Aarbechte guer net amgaange sinn, da stellt déi Fro sech jo guer net, d'Aarbechten ze stoppen. Dat ass dat, wat ech virdrun héieren hunn. Dee Projet läit am Tirang, héieren ech. Et gëtt net dru geschafft, héieren ech, hoffen ech. Voilà! Da stellt fir eis d'Fro sech net, en ze stoppen. Voilà! Fir eis ass déi Fro do u sech iwwerflësseg, souzesoen.

*(Interruption)*

Mee ech mengen, wat een awer och muss soen – do bleiwe mir immens virsiichteg –: Et weess een ni, wat nach kënnt! Mir sinn net fir eng Impfflicht an deene Konditioune vum leschte Joer an och net an deene Konditioune vun haut. Mir haten e Virus, mir haten en Impfstoff. Mir wëssen et ganz genau, ech ginn net nach eng Kéier drop an. Voilà! Mir brauchen eng Effikassitéit vum Impfstoff op de Virus, am Friemschutz an esou virun, ech ginn net nach eng Kéier op alles an. Mee all déi Krittäre mussen erfëllt sinn, fir dass iwwerhaapt eng Impfflicht sech jee an eisen Ae géif rechtfertegen.

An eisen Ae war dat d'lescht Joer an och elo absolutt net gerechtfertegt. Mee ech wëll net ausschléissen, dass iergendwann eng Kéier déi Situatioun kënnt, wou mer an nach méi enger graver Situatioun sinn, mat iergendengem Virus, deen nach méi schlëmm ass, wou mer vläicht en Impfstoff hunn, dee wierklech am Friemschutz wierkt, voilà.

*(Interruption)*

An dofir wëll ech dat en théorie net ausschléissen, och wann ech, voilà, an der Realitéit, esou wéi et elo ass, mat all deene Facteure vun haut, absolutt dergéint sinn.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Oberweis. An da kritt den Här Claude Wiseler d'Wuert.

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Ech kann ausnamsweis villes deele vun deem, wat d'Madamm Oberweis hei gesot huet. Ech fannen, datt hei am Fong geholl zwou Diskussioune stattfannen. Dat éischt, dat ass déi iwwer eventuell Schied duerch d'Impfung, an dat ass eng seriö Diskussioun, déi d'Leit, deen een oder deen aneren, méiglecherweis trëfft, déi een och muss seriö diskutéieren, seriö unhuelen an uerdentlech Moossnamen huelen an net ënnerschätzen an net erofspillen. Eis Positioun zu den Impfunge war méi wéi kloer. Nach soe mer awer hannendrun, datt een d'Konsequenzen, wa Leit do sinn, déi elo Problemer domadder hunn, muss ganz seriö kucken. Dat ass deen éischte Punkt.

Deen zweete Punkt: Wann ech awer d'Motioun hei liesen, dann ass d'Konklusioun vun der Motioun déi, dass se seet, datt all Virbereedungsaarbechte vum Covidimpfflichtgesetz solle gestoppt ginn. Wann ech richteg verstanen hunn, sinn déi dat scho längst. Et ass souwisou kee Mënsch, deen haut no enger Covidimpfflicht freet. Déi Aarbechte si souwisou gestoppt. Also ass dat, wat hei zur Ofstëmmung steet,

iwwerflësseg a brauch guer net gefrot ze ginn, well „c'est la réalité actuelle."

An dofir stëmme mir géint dës Motioun.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Wiseler. An dann hat nach den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, ech wëll déi Debatt elo net kënschtlech verlängeren. Mee ech wollt awer op den Här Mars Di Bartolomeo reagéieren, dee gesot huet: „Keen heibannen huet eppes Kriminelles gemaach." Selbtverständlech, dat seet och keen, datt hei iergendeppes Kriminelles gemaach gi wär. Am Géigendeel. A mir hunn och, an dat seet den Här Di Bartolomeo och ganz richteg, als Parlament e Rôle gespillt. An anere Länner war dat net de Fall. An ech tendéieren och do éischter zu senger Theorie, anescht wéi dat op der Universitéit Lëtzebuerg emol heiansdo duergestallt gëtt, wat hei duerch d'Parlament gaangen ass. Et kann een héchstens soen, d'Parteien, déi eenzel Parteien hätten ze vill positiv op d'Virschléi vun der Regierung reagéiert oder net kritesch genuch. Mee dat ass eng aner Saach, dat ass eng aner Diskussioun. Dat ass eng politesch Diskussioun, mee ech mengen, institutionell huet d'Chamber hire Rôle gespillt.

Wat elo déi Diskussioun hei ugeet: Jo, ech mengen, d'Madamm Oberweis huet dat gesot, an ech wëll dat nach eng Kéier soen: Eis Aufgab als ADR war et ni, sech géint eng Impfung auszeschwätzen, mee ëmmer fir d'Fräiwëllegkeet vun der Impfung. A wa Konsequenzen do sinn, dat huet den Här Wiseler och elo gesot, da muss sech eeschthaft domadder auserneegesat ginn.

Mee mir haten als Chamber der Regierung den Optrag ginn – dat war eng Motioun, déi den Här Cruchten sengerzäit hei presentéiert hat –, eng Majoritéit heibannen, fir esou e Gesetz auszeschaffen. An dofir ass et an eisen Aen och logesch gewiescht, ze soen als Chamber: „Dat ass elo net méi néideg." An dat erkläert e bëssen och de politeschen Hannergrond vun där Demarche hei. A wann et dann erëm eng Kéier néideg wär, da kéinte mer jo als Parlament soen: „Bon, d'Noutwendegkeet ergëtt et." Mee mir haten der Regierung deen Optrag ginn. D'Regierung, d'Madamm Tanson huet duerno dorobber geschafft. Eiser Meenung no ass dat elo net méi néideg, an dat ass de Sënn heivunner.

Also, wéi gesot, ech mengen net, datt hei e Mëssverständnis ass. Wa kriminell Saache sollte geschitt sinn, Här Mars Di Bartolomeo, sinn anerer, déi sech am Abléck dorëm këmmeren, wéi zum Beispill de Parquet européen, deen eng Enquête mécht, wéi zum Beispill d'Cour des comptes européenne, déi géintiwwer der Europäescher Kommissioun probéiert, un Informatiounen ze kommen, déi se net kritt. Mee dat ass net eis Aufgab. Do sinn aner Institutioune vläicht enges Daags ugeklot, an da mussen déi, déi dofir zoustänneg sinn, do Liicht an d'Affär erabréngen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Kartheiser. Ech mengen ... O, den Här Sven Clement freet nach eng Kéier d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Nee, pardon, do muss ech awer elo eppes soen. Den Här Kartheiser huet gemengt, et wier net eis Aufgab, Saachen ze kontrolléieren. Deem muss ech awer vehement widdersprichen, well ech mengen, ech sinn am Moment amgaang, e Recours um Verwaltungsgeriicht ze maachen, well eeben de Santésministère mer keen Accès zu de Kontrakter iwwert d'Impfstoffer gëtt.

An ech sinn der fester Iwwerzeegung, datt et schonn esou ass, datt et och d'Aufgab vun den Deputéierten ass, d'Regierung ze kontrolléieren, a wann et just ass fir Aktiounen, déi se zesumme mat anere Regierunge gemaach hunn. Also, ech wollt just kloerstellen, datt et schonn der Politick, der Chamber, hir Aarbecht ass, fir Kontroll auszeüben.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Fait personnel.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Clement.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Fernand Etgen,** Président | „Aucun député [...] ne parle plus de deux fois sur la même question." An dat dote war elo kee Fait personnel.

Ech mengen, elo kënne mer zum Vott vun der Motioun Nummer 3 kommen.

***Vote sur la motion 3***

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 3 ass bei 4 Jo-Stëmmen, 51 Nee-Stëmmen a 5 Abstentiounen ofgeleent.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes (par M. Léon Gloden), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.*

*Se sont abstenus : M. Marc Spautz ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

***Résolution 1***

Da komme mer nach zur Resolutioun, déi vun dem Här Engelen deposéiert ginn ass a wou gefrot gëtt, eng onofhängeg Ënnersichungskommissioun anzesetzen. Den Här Mars Di Bartolomeo freet d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | Ech wär elo bal tentéiert ze soen: dräimol Neen. Ech maachen dat awer net.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Et wär awer gutt ugefaang.

*(Hilarité)*

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | Ech maachen dat awer net. Mee mir hu virun enger Véierelstonn eng Motioun hei gestëmmt a grousser Unanimitéit, wou mer déi Pandemie wëllen opschaffen, onofhängeg opschaffen. An ech mengen, déi Unanimitéit solle mer net a Fro stellen. A vu dass d'ADR déi Motioun jo och matgestëmmt huet, géif ech d'ADR froen, do derbäi ze bleiwen an d'Unanimitéit net ze stéieren doduerch, dass mer dann, nodeem mer Jo fir déi eng Motioun gestëmmt hunn, hei missten Nee stëmmen, well mer dat eent schonn decidéiert hunn.

Merci, Här President.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An ech ginn d'Wuert direkt un den Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, ech soen Iech villmools Merci, och dem Här Mars Di Bartolomeo. Dat war gutt probéiert.

*(Hilarité)*

Awer nee, dräimol nee, Här Di Bartolomeo. An ech soen Iech déi dräi Grënn, firwat mer op dës Motioun bestinn.

**M. Fernand Etgen,** Président | Resolutioun.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Resolutioun, merci, Här President. Den éischten ass, datt deen hei vill méi wäit geet wéi deen Text, deen den Här Wiseler eis presentéiert huet, well mer éischtens soen: Dat muss ënnert der Autoritéit vun der Chamber sinn an net vun der Regierung.

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

Gelift?

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | Dann hätt der deen éischten ...

**M. Fernand Etgen,** Président | Här Di Bartolomeo, elo huet awer wierklech den Här Kartheiser d'Wuert!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, merci.

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

**M. Fernand Etgen,** Président | Jo, nee, et gëtt Reegelen hei an dësem Haus! Här Di Bartolomeo, et gëtt Reegelen an dësem Haus an et muss een d'Wuert froen, an eréischt wann een d'Wuert kritt, dann däerf ee schwätzen. An elo däerf den Här Kartheiser schwätzen.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | Här President, wou Der Recht hutt, hutt Der Recht.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Voilà!

*(Hilarité)*

Dat Wuert ... an den Här Di Bartolomeo huet scho fir d'zweet zu deem Theema geschwat. Mee also, op jidde Fall, dat ass also dat Éischt. Mir hunn et matgestëmmt, well mer frou sinn, wann iwwerhaapt eng Kommissioun kënnt. Awer eist éischt Uleies war, et ënnert der Autoritéit vun der Chamber ze maachen, fir dann eng méi onofhängeg Aarbecht vun der Regierung ze erméiglechen.

Deen zweete Grond ass d'Zesummesetzung. Well mir hu gesot, datt déi Zesummesetzung och soll fir Leit op sinn, déi zu den Impfskeptiker gehéieren, déi sech zum Deel aus der Zivillgesellschaft engagéiert hu wärend där ganzer Zäit fir d'Rechter vun den Impfskeptiker. An ech fannen, datt déi Leit ... Mir fannen, datt déi Leit och sollten an esou enger Kommissioun vertruede sinn, well se einfach e Bléck op dat Ganzt hunn, zum Deel och ganz schwéier perséinlech Problemer haten duerch hir Haltung. An ech mengen, et wier gutt, och wann dann eng aner Kommissioun gemaach gëtt, wann déi Leit awer och kéinte vertruede sinn.

An dann hu mer och gesot hei, datt mer eebe gär hätten, datt Dokteren aus verschiddene Fachrichtungen a Leit aus der Ekonomie kommen, déi net genuch zu Wuert koumen. Well wat hate mer an där leschter Zäit? Mir haten Infektiologen, Epidemiologen, déi do hir Meenung bruecht hunn. Mee wivill Dokteren aus

anere Richtungen hunn och Erfarunge gesammelt, déi mer sollte materabréngen an d'Gesellschaft? Wivill Acteuren an der Ekonomie hunn duerch de Lockdown gelidden? Ech wëll just den Horeca-Secteur hei emol nennen. A wa mer eng Evaluatioun maache vun där Period, da soll jidderee kënnen zu Wuert kommen an dee Standpunkt dann och virbréngen, deen eebe säin ass an dee senger Erfarung entsprécht.

Mir wëssen, datt dat hei elo net ugeholl gëtt, well mer eng aner gemaach hunn. Mee ech mengen, et war eis wichteg ze soen: Éischtens hätte mer gär eng wierklech onofhängeg Aarbecht, an dat ass och ee Krittär, un deem mer dann déi Kommissioun moossen, déi agesat gëtt, ob se wierklech onofhängeg ass, ob se wierklech all Standpunkt da vertrëtt. A wéi gesot, déi Onofhängegkeet läit eis ganz besonnesch um Häerz.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Kartheiser. Ech mengen, da kënne mer elo ... Nee, den Här Sven Clement freet nach d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Pardon, Här President. Ech wëll dat doten net onnéideg an d'Längt zéien, mee ech fannen et awer eng ganz speziell Saach, well ech och elo dem Här Kartheiser opmierksam nogelauschtert hunn. An do ass awer e bëssen eng Kontradiktioun hei an där Resolutioun.

Éischtens emol: „de Bureau ze beoptragen, eng vollkommen onofhängeg Ënnersichungskommissioun" ... – eng Ënnersichungskommissioun ass zu Lëtzebuerg, ech géif dat elo mol op Franséisch iwwersetzen als eng „Commission d'enquête", eppes anescht wéi eng Evaluatioun. Dat ass am Gesetz an och verfassungsméisseg ganz kloer gereegelt. Dat gëtt ganz wäitreechend Accèsen. An dat ass net eng „simple évaluation", dat ass da schonn eng Enquête. Do froen ech mech schonn, ob dat iwwerhaapt d'Mandat hei wär. An da misst een dat Mandat och preziséieren.

An dann zweetens: „vollkommen onofhängeg". Wann d'Chamber déi Kommissioun, wéi och ëmmer ee se da géif ëmbenennen, wann et da just eng Evaluatiounskommissioun sollt sinn ..., wéi déi politesch onofhängeg sollt sinn, erschéngt mer och net, well natierlech wären dann als Éischt emol d'Parteie vertrueden.

Ech hunn hei d'Gefill, datt par force versicht gëtt, hei e Punkt ze maache bei Leit – an dat huet en, mengen ech, indirekt zouginn –, déi sech, zu Recht oder zu Onrecht, mol méi, mol manner diskriminéiert gefillt hu wärend der Pandemie an déi elo kuerz virun de Walen hei e Stunt électoral nach sollen an der Chamber virgeleuecht kréien. Well wann hei wierklech eng Volontéit gewiescht wär – an ech mengen, dat ass jo mat där éischter Motioun gemaach ginn –, fir onofhängeg Experten ze froen, dat ze evaluéieren ... Dat heiten ass inkohärent am Saz, well et kann net gläichzäiteg eng „vollkommen onofhängeg Ënnersichungskommissioun" sinn, déi just eng Evaluatioun mécht. An dofir kënne mir dat net matstëmmen.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Clement. Da kéime mer elo zum Vott vun der Resolutioun.

***Vote sur la résolution 1***

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. Mir waarden op den Här Kaes.

*(Hilarité)*

De Vott ass ofgeschloss.

D'Resolutioun ass mat 6 Jo-Stëmme géint 54 Nee-Stëmmen ofgeleent.

*Résultat définitif après redressement : la résolution 1 est rejetée par 6 voix pour et 53 voix contre.*

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non : Mme Diane Adehm, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Léon Gloden), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

## 6. 8038 – Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 22 août 2003 instituant un médiateur

Mir kommen elo zum nächste Punkt um Ordre du jour, der Proposition de loi 8038 iwwert d'Ersetze vun der Bezeechnung „médiateur" duerch déi vum „Ombudsman" an all de Gesetzestexter a Reglementer. Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert d'Proposition de loi ofgestëmmt. An de Rapporter ass den honorabelen Här Charles Margue. An dee kritt elo direkt d'Wuert.

***Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle***

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | Merci villmools. Ech géif jiddwerengem roden, heibannen ze bléiwen, wann en de Vott net wëllt verpassen. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen dëse Gesetzesprojet 8038. Zwou Dispositioune sinn dodran, déi am Zesummenhang mat der neier Verfassung stinn.

Mir hunn nämlech decidéiert, an der Verfassung den Ombudsman ze verankeren, an domat kann en net einfach per Gesetz erëm ofgeschaaft ginn. Mir hunn eeben an d'Verfassung geschriwwen, dass den Ombudsman och elo „Ombudsman" heescht an net wéi bis elo am Ausféierungsgesetz „médiateur". An dat ass gutt esou, net just wéinst der Kohärenz vun eisen Texter, mee och, fir kloer eng méiglech Verwiesslung aus dem Wee ze raumen, vu d'Fonctioune vum Ombudsman an deene villfältege Rolle vun engem Mediateur. Déi sinn anerer.

Den zweete Punkt ass dee vum Walmodus vum Ombudsman, dee mir als Chamber jo wielen an deen da vum Grand-Duc genannt gëtt. An der Verfassung ass de Walmodus elo ageschriwwen. Deemno huele mer dee Passus aus dem Gesetz vum Ombudsman eraus. Pour mémoire: Mir wielen den Ombudsman an engem geheime Vott, wou eng qualifizéiert Majoritéit néideg ass a keng Procuratioun erlaabt ass. Voilà zum Inhalt.

Déi véier Corapporteren haten dës Proposition de loi de 24. Juni (veuillez lire: den 29. Juni) zejoert deposéiert.

De Staatsrot huet och kuerz a bündeg positiv aviséiert den 29. November. Dat war och deen eenzegen Avis. Als Institutiounskommissioun hu mer eis de 14. Mäerz eng éischte Kéier mat der Propos beschäftegt an de Rapporter genannt, an de Rapport hu mer dunn den 20. Mäerz unanime ugeholl.

Den Text trëtt dee selwechten Dag a Kraaft wéi d'Kapitel IV vun der neier Verfassung iwwert d'Chamber.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a mer kënnen direkt zum Vott iwwergoen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | An ech soen dem Här Rapporter Charles Margue villmools Merci.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi 8038. Den Text steet am Document parlementaire 8038[2].

***Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8038 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

*Ont voté oui : Mme Diane Adehm, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

## 7. 8164 – Projet de loi portant modification de la loi du 30 novembre 2022 relative à la concurrence en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2022 relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique et modifiant les directives (UE) 2019/1937 et (UE) 2020/1828 (règlement sur les marchés numériques) et du

## règlement (UE) 2022/2560 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur

Mir kommen elo zum Projet de loi 8164 iwwert d'Ëmsetzung vun europäesche Reglementer am Kader vum Bannemaart. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace***

**Mme Lydia Mutsch** (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet de loi ergänze mer nach emol d'Gesetz iwwert d'Konkurrenz, dat mer am November d'lescht Joer gestëmmt haten.

Konkreet geet et hei ëm zwee EU-Reglementer, déi an dat nationaalt Gesetz transposéiert musse ginn. An deem Sënn gouf dem Projet de loi och en Tableau fir weider Explikatioune bäigeluecht.

Dat éischt EU-Reglement ass och bekannt als den „Digital Markets Act". Hei geet et drëms, den digitale Marché an domat och den Internet méi ze reguléieren, mam Zil, de Wettbewerb méi fair ze maachen. Konkreet ginn heimat just déi ganz grouss Acteure viséiert, déi sougenannt „Gatekeepers", déi den digitale Marché aktuell dominéieren. Domat si Konzerner wéi Facebook, Google oder Amazon gemengt, spréch Acteuren, déi iwwer 45 Millioune Benotzer hunn an e Chiffre d'affaires vun op d'mannst 7,5 Milliarden Euro maachen.

D'Gatekeepers steieren de Marché duerch hir dominant Positioun, an domat huet d'Konkurrenz et immens schwéier. Den Digital Markets Act wëll de faire Wettbewerb stäerken. Duerch déi nei Mesüren dierfen d'Gatekeepers zum Beispill net méi hir eege Produite prioriséieren, d'Daten aus ënnerschiddleche Servicer musse kënnen zesummegefouert ginn an d'Datentransparenz soll verbessert ginn. Do dernieft muss een och d'Méiglechkeet kréien, virinstalléiert Appen oder Softwaren ze desinstalléieren. Fir weider Detailer verweisen ech op d'EU-Reglement 2022/1925, wou een alles kann noliesen, wat een nach méi interesséiert.

Beim zweeten EU-Reglement geet et drëms, de faire Wettbewerb op EU-Niveau ze stäerken, andeems besser kontrolléiert gëtt, wann Entreprisë vu Subventiounen a Milliounenhéicht aus Drëttstaate profitéieren. Esou soll de Bannemaart vun der EU och besser virun Drëttstaate geschützt ginn. An och hei verweisen ech fir weider Detailer op de Reglement, deen dat méi am Detail ausféiert, an deen huet d'Nummer 2022/2560.

De Projet de loi gesäit an engems vir, déi kompetent Lëtzebuerger Autoritéit ze designéieren, déi d'Kontroll vun den neie Reglementer maache soll. An déi ass eis nach ganz gutt an Erënnerung, well domadder hu mer eis jo am leschte Joer vill beschäftegt. An dat ass natierlech d'Autorité de concurrence, déi mat deem leschte Gesetz gestäerkt ginn ass.

Deen eenzegen Avis, deen der Kommissioun virlouch, ass dee vum Staatsrot, dee keng negativ Observatiounen zum Fong vum Text gemaach huet.

Ech verweisen och hei fir méi Detailer op mäi schrëftleche Rapport, ginn domadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | An ech soen der Madamm Rapportrice Lydia Mutsch villmools Merci fir hire Rapport a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den Här Léon Gloden.

***Discussion générale***

**M. Léon Gloden** (CSV) | Merci, Här President. Ech soen der Rapportrice Merci fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Gloden. An d'Wuert geet elo un den Här Guy Arendt.

**M. Guy Arendt** (DP) | Merci, Här President. Ech géif och der Rapportrice e grousse Merci soe fir hire schrëftlechen an hire mëndleche Rapport. Ech schléisse mech dem Léon Gloden un a ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun fir dëse Projet de loi.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Arendt. An elo wier et un der Madamm Semiray Ahmedova.

**Mme Semiray Ahmedova** (déi gréng) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech soen och direkt e grousse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Lydia Mutsch. An ech hunn näischt bäizefügen. Ech mengen, et ass schonn alles gesot ginn. Et ass déi zweet Kéier, wou mer an déi Richtung ginn. Dofir profitéieren ech, fir direkt den Accord vun eiser grénger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet ze ginn. Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Ahmedova. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Merci, Här President. Och vun eis aus e Merci un d'Madamm Mutsch. Si war esou iwwerzeegend, datt mer dat gär matstëmmen.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol e grousse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Mutsch, fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport, deen u sech jo erkläert, datt hei de Kader fir zwee EU-Reglementer am Land soll ëmgesat ginn, eng Kéier d'Direktiv fir d'Kontroll vun de sougenannte „Gatekeepers" um Internet an eng Kéier zum Theema „Kontroll vun ausländeschen Investissementer". A béide Fäll geet et drëms, der Autorité de concurrence d'Mëttel an d'Rechter ze ginn, fir d'Anhale vun dësen Dispositiounen ze kontrolléieren.

Ech wëll op dëser Plaz awer just kuerz den Digital Markets Act – oder kuerz gesot: den DMA – uschwätzen. Mir Piraten begréissen, datt heimat méi fir User gemaach gëtt an déi onbegrenzt Muecht, déi verschidde Big Player sech opgebaut hunn, agegrenzt gëtt. De fräie Choix um Internet muss geschützt ginn. Eis si Sichmaschinnen, déi Contenu op Basis vu Bezuelung pushen, en Dar am An, an datt dat elo endlech kloer muss markéiert ginn, ass immens wichteg.

A wien an deene leschte Wochen a Méint op groussen Hotelsplattforme gesicht huet, mierkt, datt dat och ukënnt, andeem mëttlerweil kloer indiquéiert muss ginn: „D'Uerdnung oder d'Reiefolleg vun de Resultater kann duerch Bezuelung manipuléiert sinn." An ech mengen, datt dat ville Leit virdrun net bewosst war. An datt dat elo kloer gekennzeechent gëtt, ass e wichtege Schrëtt och en vue vum Konsumenteschutz.

Och d'Aschränke vun der Interoperabilitéit, déi absichtlech opgebaut gëtt, fir d'Leit bei deenen eegene Produiten ze halen, muss endlech ophalen. Dat war och eng grouss Fuerderung vun eise Kolleegen am Europaparlament. Dofir hunn eis Kolleegen dann och den DMA um Enn am Europaparlament ënnerstëtzt.

An och wa beim DSA nach ëmmer keng zefriddestellend Léisunge fonnt goufen, war den DMA e wichtege Schrëtt fir de Konsumenteschutz. An ech mengen, d'Madamm Mutsch huet virdrun ee Beispill gesot, datt ee kann Appen desinstalléieren, déi am Virfeld installéiert waren.

U sech hate mer an Europa geduecht, datt dat mat der Entscheedung Europäesch Kommissioun géint Microsoft wéinst dem Internet Explorer schonn entscheet wär. An du koumen aner nei Big Player, déi deemools nach ganz kleng waren an déi haut maartdominant si mat Smartphonen an déi genau dat net méi erlaabt hunn an déi genau déi nämmlecht maartdominant Positioun haut ageholl hu wéi deemools Microsoft. An dofir ass et wichteg, datt deen Digital Markets Act net nëmmen als Reglement, dat direkt applikabel ass, Zänn huet, mee datt mer och den Autoritéiten, déi dee Reglement sollen zu Lëtzebuerg ëmsetzen, déi néideg Zänn ginn an, wann et muss sinn, hinnen och de Maulkuerf kënnen ausdoen. An dofir stëmme mir dëst Gesetz mat.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | Jo, merci, Här President. Och fir d'éischt emol e Merci un d'Lydia Mutsch, d'Rapportrice vun dësem Projet de loi. An ech freeë mech iwwert déi ganz breet Zoustëmmung hei am Parlament zu dësem Projet. Et ass e Projet, iwwert dee mer elo net esou vill geschwat hunn, mee et ass e ganz wichtegen, well hei geet et ëm zwee Reglementer, déi am Fong am Kär allen zwee mat fairer Konkurrenz um europäesche Bannemaart ze dinn hunn, fairer Konkurrenz fir eis Betriber, awer och fir d'europäesch Konsumenten an d'Leit an Europa.

An deem enge Fall ass et den Digital Markets Act, wou effektiv d'Gatekeepers, ganz grouss Plattformen, verschidde Reegelen operluecht kréie géint onfair Praktiken online.

An an deem zweete geet et drëm, u sech Subventioune vun ausländeschen Drëttstaaten-Entreprisen duerch hir Filialen an Europa ze ënnerbannen, well och doduerch eng onfair Kompetitioun an Europa kënnt.

Mee mir wäerten elo ganz geschwënn iwwert d'Ekonomie hei zu Lëtzebuerg schwätzen. An dat heiten huet och domadder ze dinn, iwwer e Level-Playing-field an Europa e lautere Wettbewerb fir eis Betriber méiglech ze maachen. Dat heiten ass e Beräich an zwee Fäll, wou Europa Reegele setzt, wou Europa d'Standarde setzt – weltwäit déi eenzeg Regioun, déi dat mécht –, souwuel um Internet wéi och eebe fir sécherzestellen, dass eis Entreprisë sech an där internationaler Kompetitioun, an där mer dra sinn, mat deene selwechte Waffe schloen, wéi dat international de Fall ass.

Duerfir hei e ganz, ganz wichtege Projet, mat deem mer, wéi gesot, déi zwee Reglementer hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen, doduerch dass d'Autorité de concurrence als Ulafstell fir d'Europäesch Kommissioun, déi hei den zoustännege Regulateur ass, confirméiert gëtt. Duerfir merci fir d'Zoustëmmung vum Parlament.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8164. Den Text steet am Document parlementaire 8164[2].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8164 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

## 8. Interpellation de M. Laurent Mosar au sujet des perspectives de développement de l'économie luxembourgeoise

Fir ofzeschléisse komme mer elo zur Interpellatioun vum Här Laurent Mosar iwwert d'Perspektive vun der nationaler Wirtschaft. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här André Bauler, d'Madamm Francine Closener, den Här Charles Margue, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

***Exposé***

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: „E Geschäft, dat nëmme Suen abréngt, ass e schlecht Geschäft", dat sot emol eng Kéier dee groussen amerikaneschen Industriellen Henry Ford. Dat selwecht gëllt och fir eis Wirtschaft, iwwert déi mer de Mëtten hei an der Chamber diskutéieren. Well wa mer iwwer Wirtschaft schwätzen, da schwätze mer virun allem iwwer eis Gesellschaft, iwwer eise Wirtschafts- a Sozialmodell an iwwer eis Demokratie, a virun allem iwwert dat Wichtegst, wat all dës Kategorië matenee verbënnt, nämlech de Mënsch an all sengen Dimensiounen: Bierger, Wieler, Familljemënsch, Steierzueler, Konsument, Aarbechter, Employé oder Beamten oder Patron. Well d'Wirtschaft ass fir d'alleréischt fir de Mënsch do, an net ëmgedréit!

**Une voix** | Très bien!

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Si ass kee Selbstzweck. Si déngt dem Mënsch, grad wéi och de Staat dat ze maachen huet. A si déngt och där klengster an där gréisster mënschlecher Communautéit: der Famill an der Staatsgemeinschaft. Hei schwätze mer vum Allgemengwuel, deem och all Wirtschaft ze déngen huet, mat Produkter, fir d'Besoine vum Alldag ze erfëllen, awer och mat gudden Aarbechtsplazen, déi mat engem gerechte Loun bezuelt ginn an iwwregens och mat engem gerechte Profitt, well dat ass de Loun vum Entrepreneur. An dat Ganzt an engem Wirtschafts- a Sozialmodell, deen zanter de 50er-Joren eng absolutt Successstory ass an deen iwwregens vu Chrëschtdemokraten fir d'éischt erduecht an ëmgesat ginn ass: déi sougenannt „sozial Maartwirtschaft", déi een haut och muss weiderentwéckelen an nohalteg ausweiten.

Jo, de Maart mat senger Offer an Demande bleift d'Häerzstéck vun enger Wirtschaft. Awer de Maart brauch och eng politesch-eethesch Rumm. An hei gëtt e sozial an och ëmweltméisseg an e Kader gesat, bei deem déi beschtméiglech Kombinatioun erauskënnt: an enger Effizienzkombinatioun vu Fräiheet a Gerechtegkeet, Subsidiaritéit a Solidaritéit, Eegennotz a Solidaritéit.

Dës nohalteg sozial Maartwirtschaft ass och de Kär vum Lëtzebuerger Sozialmodell an domadder och vum Lëtzebuerger Wirtschafts- a Gesellschaftsmodell, an deem sech op där enger Säit Leeschtung loune muss an Eegentum awer och verflicht, well fir d'CSV widderspreche sech Wirtschaft a Soziales, Ekonomie an Ekologie net. Am Géigendeel: Si bedéngen een deen aneren a si funktionéiere just zesummen. Fir e staarke Sozialstaat brauche mir eng staark Wirtschaft. A fir eng staark Wirtschaft brauche mir e staarke Sozialstaat, also eng Wirtschaft fir d'Leit, awer och eng Wirtschaft, déi de Leit an de Mënschen eppes zoutraut an hinnen och erëm Loscht mécht, fir wirtschaftlech aktiv ze ginn. Duerfir ass et och falsch, Kapitalismus a sozial Maartwirtschaft einfach op dee selwechten Niveau ze setzen.

Well wéi hu viru Kuerzem d'Kolleege Friedrich Merz a Carsten Linnemann vun der CDU an Däitschland an der Zäitschrëft „FOCUS" geschriwwen? Ech zitéieren: „Die Soziale Marktwirtschaft ist und bleibt der beste ökonomische und gesellschaftspolitische Ordnungsrahmen für unser Land. Sie hat uns historischen Wohlstand, soziale Teilhabe und politische Stabilität beschert. Weil sie auf Kreativität und Leistungswillen der Menschen gesetzt hat".

A genee dat wëll ech och haut mat dëser Interpellatioun am Numm vu menger Fraktioun maachen: op d'Kreativitéit an de Leeschtungswëlle vun eise Lëtzebuerger Entrepreneuren an Entreprisë setzen, an och vun alle Leit, déi an dësen Entreprisë schaffen.

*(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

Well just mat performanten, sozialen an och nohaltege Betriber packe mir als Land, awer och als Leit déi grouss Erausfuerderunge vun der Zukunft. Just esou erhale mir och eise Wuelstand oprecht. Just esou hale mir och eis sozial Participatioun héich. Just esou behale mir och eis politesch Stabilitéit. A just esou behale mir och e Land, an deem seng Leit fräi a fair, gutt a solidaresch kënnen zesummeliewen. An dat och erëm mat Optimismus, Zouversiicht a Loscht op muer, well si nei Verantwortung iwwerhuelen.

Jo, mir mussen och erëm méi un eis selwer gleewen an eis d'Zukunft erëm zoutrauen, ouni de Mënsch oder de Betrib politesch auszebremsen, nom bekannte Motto: „Trau dech!" Mee da muss och eppes nokommen! A mir däerfen eis Wirtschaft net mat eidele Marketingspréch am Ree stoe loossen. Mir musse se – gradewéi d'Leit och – vill méi entlaaschten, mat manner Bürokratie a mat méi Mutt an Technologieoppenheet.

Dëst gesot, Här President, kommen ech, wéi Der mierkt, elo bei déi méi praktesch Aspekter vun eiser Wirtschaft. Et war mer allerdéngs am Ufank ganz wichteg, dës Debatt och an de Kader vun der sozialer Maartwirtschaft ze stellen.

Här President, ech wëll mech haut a mengen Ausféierunge mat deene konkreeten Erausfuerderungen auserneesetzen, mat deenen déi verschidde Secteure vun eiser Wirtschaft confrontéiert sinn. An ech wäert mech do haaptsächlech mat véier grousse Kapitele beschäftegen: fir d'éischt mat der Finanzplaz, duerno mat eiser Industrie, da mat de klengen a mëttlere Betriber a schlussendlech da mat engem Punkt, deen a sech déi dräi Secteure betrëfft, nämlech der Talentattraktioun, wou mer wëssen, datt all Secteuren am Moment extreem vill Problemer hunn, qualifizéiert Personal ze fannen.

Ech wäert och an deem Kontext eng ganz Rei vu konkreete Virschléi maachen, wéi mir och als CSV eis kënne virstellen, wéi een an Zukunft – an dat dann natierlech och no den nächste Walen, wann een an d'Verantwortung kënnt – op déi ganz vill Erausfuerderungen, déi sech eiser Wirtschaft stellen, ka reagéieren.

Ech wäert och do zéng Motiounen deposéieren. Ech wäert déi och mateneen hei deposéieren, well ech am Laf vu mengen Ausféierungen déi Propositiounen, déi sech an deene Motiounen erëmfannen, dann och, wéi gesot, wäert herno resüméieren.

Ech wäert also haut net iwwert d'Strategie 2050 schwätzen, déi awer en extreem wichtege Sujet beréiert, nämlech dee vun eisem Wuesstum an eisem Land, deen een natierlech net kann dekonnektéiert gesi vun der Zukunft vun enger Wirtschaft. Et mécht also sécherlech Sënn, an duerfir begréisse mir och, datt d'Regierung an deen zouständege Ministère sech Gedanke maachen, wéi eng Strategie 2050 kann ausgesi fir eis Wirtschaft. Mee et schéngt jo esou ze sinn – an dat huet den zouständege Minister eis an der Kommissioun explizéiert –, datt déi Aarbechten nach net ganz ofgeschloss sinn. Duerfir sinn ech och der Meenung gewiescht, datt et also haut net ganz vill Sënn mécht, iwwer eng Strategie ze diskutéieren, déi nach net ofgeschloss ass.

Ech sinn iwwerzeegt, datt mer, wann d'Regierung hir definitiv Konklusiounen dann hei och der Chamber wäert presentéieren, sécherlech och eng Kéier am Kader vun enger Debatt iwwert déi Strategie 2050 eis kënnen hei an der Chamber auserneesetzen. Loosst mech awer trotzdeem zu där Strategie zwou Remarke maachen:

Fir d'alleréischt: Muncher hei an deem Haus kënne sech nach dorun erënneren, datt de viregte Wirtschaftsminister Étienne Schneider 2014 respektiv 2015 (veuillez lire: 2016 respektiv 2017) mat vill Tammtamm, mat villen Trommen an Trompetten deemools déi sougenannt Rifkin-Etüd virgestallt hat. Muncher vun eis waren deemools am Neien Theater derbäi, wéi mer do mat ganz vill Glamour virgestallt kritt hunn, mat Presenz vum Här Rifkin, wéi dat digitaalt Lëtzebuerg da soll ausgesinn.

*(Interruption)*

Leider Gottes hu mer net méi vill héiere vun där Rifkin-Etüd an et schéngt dann esou ze sinn, datt den

aktuelle Wirtschaftsminister se diskreet begruewen hätt, an dat warscheinlech souguer ouni Paschtouer. An den Här Fayot huet déi Rifkin-Etüd duerch e Comic-Heft ersat, wou ganz flott Männercher dran erëmzefanne sinn. Déi eng, déi laachen, déi aner kräischen. Et ass awer ganz flott, besonnesch fir de Kanner – ech hu leider scho méi grouss Kanner –, fir deene klenge Kanner dat Comic-Heftchen do ze weisen.

Ech wëll dann awer trotzdeem nach eng Kéier drun erënneren, datt de Rifkin-Prozess, esou wéi den Här Schneider sech dat virgestallt hat, eigentlech sollt eist Land op déi grouss digital Zukunft virbereeden. An ech muss och soen – an ech hunn dat och e puermol op der Tribün hei gesot, en présence vum Här Schneider –, datt ech, och wann ech net mat all deene Propositiounen, déi an deem Kontext do op den Dësch komm sinn, averstane war, dach fonnt hunn, datt a sech do eng ganz Rei interessant Propositiounen op den Dësch komm sinn. An ech muss haaptsächlech soen, do war eng gewëssen Opbrochstëmmung komm, et waren och ganz vill Leit, déi intensiv do matgeschafft hunn, an dofir fannen ech et eigentlech e bësselche schued, datt dee Rifkin-Prozess vun engem Dag op deen aneren einfach ofgebrach ginn ass.

Wat mech awer haaptsächlech stéiert – an dat ass och déi éischt Remark, déi ech domadder wollt maachen –: Ech froe mech, ob dat dann och domadder heescht, datt den aktuelle Wirtschaftsminister eigentlech net méi wëllt mat där Digitaliséierung, déi jo awer esou wichteg fir eis Wirtschaft ass, virufueren, well e jo manifestement schéngt aner Prioritéiten ze hunn. Mee mir wäerten dann herno a sengen Explikatioune jo héieren, wéi e sech dann an Zukunft déi Digitaliséierung vun där Wirtschaft virstellt.

Eng zweet Remark, an dat ass wuel déi wichtegst an dat wëll ech hei awer ganz kloer am Numm vun der CSV-Fraktioun soen: En Nullwuesstum oder eng Decroissance, wéi se zumindest an enger vun deenen Alternativen, vun deenen Zenarioen do ugeduecht gëtt, ka fir d'CSV-Fraktioun ni eng Optioun sinn!

**Une voix** | Très bien!

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Eng Wirtschaft, déi net méi wiisst, schaaft keng Aarbechtsplaze méi, wäert keng Benefisser oder manner Benefisser generéieren, wat bedeit, datt manner Steiere wäerten an deem Land bezuelt ginn. Et bedeit och, datt manner héich Paien a manner héich Pensioune wäerte bezuelt ginn. A wann de Staatsbudget manner Recetten erakritt – an dat ass nun emol bei enger Decroissance de Fall –, wäerten natierlech och déi héich Sozialleeschtungen, wou mer frou sinn, datt mer se hunn, an deem Mooss net méi kënnen ausbezuelt ginn. An ech schwätze guer net vun engem gutt fonctionéierende Gesondheetssystem, dee mat manner budgetäre Recettë sécherlech net op deem selwechten Niveau ka fonctionéieren.

Fir eis als CSV géif esou e Modell op jidde Fall bedeiten, datt d'Leit alleguerte méi aarm géife ginn, an dofir kënne mir op kee Fall mat op esou e Wee goen!

Här President, erlaabt mer dann, elo e klengen Tour duerch déi verschidde Wirtschaftssecteure vun eisem Land ze maachen! Ufänke wëll ech mat eiser Finanzplaz: Laut dem Avis vum Comité économique et social iwwert d'Fiskalitéit zu Lëtzebuerg, dee sech op Donnéeë vun der Steierverwaltung baséiert, huet de Finanzsecteur am Joer 2020 – an 2021 sinn d'Zuelen déi selwecht, ech soen dat ënnert dem strikte Contrôle hei vu mengem Kolleeg President vun der Finanzkommissioun – a sech zu dräi Véierels vun de Gesamtrecettë vum IRC bäigedroen.

Wat hei interessant ass: Wann een an den Detail kucke geet, da gesäit een, datt an der Repartitioun de gréissten Deel op SOPARFIe geet mat 28,18 %, 23,69 % Banken, 22,45 % aner Finanzaktivitéiten a 5,4 % sinn d'Assurancen an d'Reassurancen.

Den Undeel, léif Kolleeginnen a Kolleegen, vum Finanzsecteur an de Steierrecetten ass déi lescht zéng Joer nach weider an d'Luucht gaangen, woubäi een awer och muss feststellen, datt Recetten aus deenen anere Wirtschaftssecteure stagnéiert hunn.

De Finanzsecteur spillt also fir d'Recettë vum Staat nach ëmmer eng absolutt dominant Roll. Allerdéngs, an dat muss een dann och ganz kloer soen – an ech mengen, do ass och keen, deen hei de Contraire behaapt –: Mir sinn einfach als Land an als Wirtschaft ze vill ofhängeg vun där Finanzplaz.

Ech kommen do och op déi jeeweileg Koalitiounsprogramme vun 2013 an 2018, wou dës Regierung versprach hat, eng Diversifikatioun vun der Wirtschaft virzehuelen. Abee, wann ech déi plakeg Zuelen hei kucke vun der Ofhängegkeet vun der Finanzplaz, muss ech einfach constatéieren, datt mer zumindest um Niveau vun de budgetäre Recetten absolutt keng Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft fäerdegbruecht hunn!

Um Niveau – an dat muss een och kloer esou soen – vun de Recetten ass also keen anert Standbeen an Aussiicht, wat zumindest mëttel- oder laangfristeg kéint eng Alternativ zu der Finanzplaz sinn.

Eis Wirtschaft – an och dat muss een eng Kéier constatéieren – steet a fält mat hirer Finanzplaz. Dofir sti mir och als CSV voll zu där Finanzplaz, déi iwwregens och erëm eng Kéier wärend der Covidkris bewisen huet, datt se eigentlech vun enger grousser Stabilitéit ass.

Mir wëllen dofir och weider op eng staark, zukunftsorientéiert awer och diversifiéiert Finanzplaz setzen, déi weider op véier grousse Standbee soll stoen: fir d'éischt d'Banken, dann natierlech d'Fongenindustrie, d'SOPARFIen a schlussendlech den Assurancen- a Reassurancësecteur, niewent natierlech all deene villen anere Finanzproduiten, déi op eiser Bankplaz generéiert ginn.

Mir mussen allerdéngs – an do kucken ech d'Finanzministesch, déi sécherlech do mat mer averstanen ass – gutt oppassen, datt dës Finanzplaz weider attraktiv a kompetitiv bleift, dat ganz besonnesch par rapport zu hire grousse Konkurrenten. An dat sinn natierlech virun allem Dublin, awer och d'Holläner, an och eng Finanzplaz wéi Paräis gëtt ëmmer méi grouss a versicht och ëmmer méi, e Stéck vum Kuch, ganz besonnesch vu Lëtzebuerg, ewechzehuelen. An da schwätzen ech scho guer net vun der City of London, déi och elo nom Brexit amgaangen ass, mat alternative Modeller ze versichen, eng ganz Rei vu Clienten aus der EU eriwwer ze kréien.

Wat engem awer, Här President, ganz besonnesch muss ze denke ginn, ass, datt een, wann een eis Fongenindustrie kuckt, déi jo eigentlech nach ganz gutt fonctionéiert, awer feststellt, datt do elo innerhalb vun e puer Joer ... Mir haten ëmmer 75 % vun de UCITS-Fongen, a wann ech elo déi lescht Zuele kucken – ech mengen, déi si vun 2021 –, huet ee gesinn, datt mer just nach 55 % vun de UCITS-Fongen hunn. Do sinn also 20 % an Irland ofgefloss, an dat ass, mengen ech, näischt, wat eis soll einfach kallooss sen!

Mir mussen also ganz gutt oppassen, datt mer, wat d'Steierlandschaft beträfft, wierklech kompetitiv bleiwen. Dat zielt net nëmme fir d'Betribsbesteierung, mee och fir d'Taxe d'abonnement.

Doniewent brauche mer awer och op der Finanzplaz qualifizéiert Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi hir och erlaben, ganz besonnesch der internationaler Clientèle ëmmer erëm nei an innovativ Finanzproduiten unzebidden. Ech wäert och nach eng Kéier méi spéit op déi ganz Thematik vun der Attraktioun vun Talenter ze schwätze kommen.

Mir sinn awer och der Meenung als CSV, datt mer onbedéngt mussen de Secteur vun der Green Finance ausbauen. Mir wëllen eigentlech och als Partei an als Fraktioun, datt Lëtzebuerg déi absolutt Nummer eent vun de gréngen Finanzplazen an der Welt gëtt.

Leider muss ee feststellen, datt do vun der Regierungssäit eigentlech net ganz vill passéiert ass, ausser där klenger Reduktioun vun der Taxe d'abonnement, op déi ech nach ze schwätze kommen. Mee all déi Initiativen, déi geholl gi sinn, zum Beispill um Niveau vu Green Bonds, sinn eigentlech vum Privatsecteur, vum Bankesecteur, vun der lëtzebuergescher Bourse, deenen hiren Initiativgeescht ech och speziell hei wéilt begréissen. All déi Initiative ginn eigentlech op de Privatsecteur zréck an ech sinn eigentlech do trotzdeem enttäuscht iwwert dat, wat och vu proaktive Mesüren hei vun enger Regierung erabruecht ginn ass.

Mir proposéieren duerfir och hei eng Rei vu ganz konkreete Moossnamen, fir méi a Richtung vu grénger an nohalteger Finanzplaz ze goen:

Mir proposéiere fir d'éischt eng Taxe d'abonnement bei de Fongen, déi an EAG-Produiten (veuillez lire: ESG-Produiten) investéieren ... Mir hu schonn am Moment dee Regimm, do proposéiere mir, deen Taux carrement op null ze setzen. Fir eis géif dat e wichtegt Signal ginn, ganz besonnesch och um internationalen Niveau, fir ze weisen, datt mir hei zu Lëtzebuerg onbedéngt wëllen nohalteg Fonge kréien. An duerfir ass och déi Zuel vun null net onwichteg, wann ee weess, datt et an engem Land wéi Irland, zu Dublin, eigentlech guer keng Taxe d'abonnement gëtt.

Zweete Punkt: Et ass och fir eis ganz wichteg, datt mer eis ëmmer un den ESG-Standarden orientéieren. Mir wëssen och, datt déi ESG-Standarden net perfekt sinn. Wann dat net de Fall ass, da musse se op EU-Niveau eeben nach verbessert ginn. Et sinn awer déi eenzeg Standarden, déi mer am Moment hunn, an duerfir ass et och wichteg, datt mer eis ëmmer erëm un deenen orientéieren!

Mir brauchen awer och doniewent op eiser Finanzplaz méi Spezialisten, déi och ganz besonnesch an deem dote Secteur potenziell Clientë kënne beroden. Mir hu gesinn, datt do elo eenzel Etüde gemaach gi sinn, déi net extreem gutt ausgefall sinn, well sech erausgestallt huet, datt et hei heiansdo un der Qualitéit vum Service fir esou Produite feelt. Duerfir menge mir och, datt et extreem wichteg wier, datt een éischtens d'Formatioun vun deene Leit, déi justement an deem do Secteur sinn, verbessert.

An do proposéiere mir konkreet zwou Mesüren: Um Niveau vun der Uni misst wierklech gekuckt ginn, ob een do net kéint speziell Coursen offréieren, fir effektiv déi doten Zort vu Finanzproduite besser kënnen ze studéieren. Mir hunn do grouss Qualifikatiounen op der Uni.lu, a firwat net och esou zousätzlech Formatiounen do ubidden? Eng aner Mesür, déi mer do proposéieren, ass déi, datt et fir Entreprisen, déi wierklech an d'Formatioun vun hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter investéieren an déi sech eeben an nohaltege Finanzen oder iwwerhaapt an Nohaltegkeet spezialiséieren, datt et do muss Kofinanzementer ginn, fir och deenen Entreprisen am Finanzsecteur – awer net nëmmen – ënnert d'Äerm ze gräifen. Ech wäert och dozou herno, wéi gesot, eng Motioun eraginn.

Eng aner konkreet Moossnam, déi mir och gär hätten an deem dote Kontext, ass, datt mer en nationale

Regëster fir net finanziell Date kréien, deen de Banken, awer och de Fongen an alle Professionellen, déi op der Finanzplaz sinn, eng ESG-Bewäertung erlaabt. Well am Moment ass et extreem schwéier fir all déi Leit, iwwerhaapt esou eng ESG-Bewäertung kënnen duerchzezéien.

Eng drëtt konkreet Propositioun ass, datt mer gär en digitale Regëster fir Gebaier hätten, deen och den Nottären, de Banken an den Assureure géif e bessere Iwwerbléck iwwert d'Ëmweltfrëndlechkeet vun all eise Gebaier ginn.

Véiertens hätte mir gär steierlech Ureizer fir Privatinvestisseuren, notamment um Niveau vum Risikokapital, déi bereet sinn, an esou Gesellschaften, déi ESG-konform si respektiv déi och an d'Digitalisatioun investéieren, datt déi also solle fiskalesch encouragéiert ginn. An ech wëll Iech do nach eng Kéier erënneren un d'Proposition de loi vum Kolleeg Gilles Roth a mir selwer, eng Proposition de loi, déi iwwregens quasiment iwwerall aviséiert ginn ass, déi och ganz positiv ugeholl ginn ass a wou ech och frou wär, wann d'Regierung och endlech géif hir Prise de position dozou eraginn, well zumindest bis elo hunn ech déi nach net gesinn!

An dann nach eng Mesür, déi fir eis extreem wichteg ass, dat ass déi, datt d'Betriber, déi eng Transition énergétique ze bewältegen hunn – an dat si quasiment déi allermeescht –, och mussen op méi eng vereinfacht Aart a Weis u Kreditter vun de Banken erukommen an, le cas échéant, souguer duerch Staatsgarantien déi Kreditter kënne garantéiert kréien.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn eng Rei vu ganz konkreete Propositiounen, wou ech och herno wäert Motiounen erabréngen, déi a Richtung vun enger méi grénger, méi nohalteger Finanzplaz kéinte goen an déi och dozou géife féieren, dee grénge Gedanke weesentlech méi attraktiv ze maachen.

D'Finanzplaz bleift also fir d'CSV e weesentlechen Acteur vun der lëtzebuergescher Wirtschaft. An dës Finanzplaz muss weider attraktiv a kompetitiv bleiwen, mee muss awer gläichzäiteg konsequent a mat Nodrock op de Wee vun enger grénger Finanzplaz goen.

Här President, ech kommen zu mengem nächste Kapitel, der Industriepolitick, an déi wollt ech eigentlech ënner zwee Paradigme beliichten, deem europäeschen an deem lëtzebuergeschen.

An der Covidkris ass et eis jo ëmmer méi bewosst ginn, datt mer als Europa, awer och als Lëtzebuerg an enger grousser Ofhängegkeet stinn, net nëmme wat Energië betrëfft, mee och wat ganz vill Produite betrëfft, déi mer am Alldag onbedéngt brauchen, net nëmme fir eis Energietransitioun, mee och a ganz villen anere Beräicher, wann ech nëmmen d'Medikamenter kucken.

Mir hunn och alleguerte geléiert aus der Covidkris, wéi wichteg et ass, eng gewëssen Onofhängegkeet ze behalen, wat justement eng Rei vun Energien, awer och vun anere Produite betrëfft, an net ze vill ofhängeg ze gi vun Drëttlänner – Russland war et, elo China, Indien, notamment wat Medikamenter betrëfft, och fir Solarspigele si mir als Europa extrêmement ofhängeg vun deene Länner.

Erlaabt mir dann awer, fir d'éischt hei nach eng Kéier ze soen, wann ech dann op den europäesche Volet fir d'éischt kommen, datt hei leider net alles esou leeft, wéi mir eis dat virstellen, an datt mer do och zum Deel mat Reegelen an Texter ze dinn hunn, déi et schwéier maachen, ganz besonnesch an der Konkurrenz mat Drëttstaaten, sief dat, wat d'Transition énergétique betrëfft, an an deem Kontext ganz besonnesch awer och den Developpement vun neien innovativen Technologien.

Ech hunn et op dëser Tribün schonn e puermol gesot an ech mengen, datt de Wirtschaftsminister och domadder averstanen ass: Dat aktuellt europäescht Konkurrenzrecht empêchéiert d'Constitutioun vu grousse europäesche Konzerner, deene sougenannten Champions, virun allem am digitale Beräich, wou mir als Europa am Moment iwwerhaapt näischt deene grousse Gruppe wéi Google, Apple oder Amazon entgéintzesetzen hunn! Mee net nëmmen am digitale Beräich, och a villen aneren industrielle Secteure kucke mir leider als Europa Länner wéi den USA a villen asiatesche Länner just nach no. Et ass jo och symptomatesch, datt, wann ech nach eng Kéier op déi digital Entreprisen zréckkommen, ënnert den Top 50 weltwäit vun all deenen Entreprisen nach just eng eenzeg europäesch Entreprise do dran ass.

Mir brauchen also onbedéngt, léif Kolleege vun der Regierungssäit, eng déifgräifend Reform vum europäesche Konkurrenzrecht. An dat brauche mer net eréischt a fënnef Joer, mee mir brauchen dat direkt an esou schnell wéi méiglech, wa mer den Uschloss un dat aussereuropäescht Ausland net wëllen total verléieren.

En zweete wichtege Punkt ass dee vun der Transition énergétique an dem Green Deal. Dëse beispillhafte Projet, deen Europa a senger Wirtschaft soll erlaben, dës Transition énergétique esou gutt wéi méiglech ze packen, ass a sech gutt gemengt a stellt och extreem héich finanziell Mëttelen zur Verfügung, déi et eigentlech misste méiglech maachen, fir déi Objektiver ze erfëllen. Leider muss een awer feststellen, datt an deene meeschten europäesche Länner, iwwregens och hei zu Lëtzebuerg, déi Mëttelen iwwerhaapt net ofgeruff ginn, well et einfach keng Projete gëtt, déi iwwerhaapt kënnen an déi Konditioune vun deem Green Deal falen.

An da kënnt en aneren, ganz weesentleche Punkt derbäi, an dat ass och vläicht deen, deen eis am Moment am meeschten no hanne gehäit: Mir hunn einfach ze vill laangwiereg an ze vill schwiereg an ze vill komplizéiert Prozeduren, wann een déi vergläicht zum Beispill mat den USA, wou dat alles vill méi schnell geet.

Mir sinn en plus am Moment confrontéiert mat deem ominéisen Inflation Reduction Act vun der amerikanescher Administratioun, dee riskéiert, awer eng Rei europäesch Entreprisen an d'USA ze zéien. Wéi gesot, entre-temps sinn do eng Rei Moossname geholl gi vun der Europäescher Kommissioun. Ech sinn awer net sécher, Madamm Finanzministesch an Här Wirtschaftsminister, ob déi an déi richteg Richtung ginn. Et ass natierlech gutt, datt mer versichen, Entreprisen ze ënnerstëtzen. Ech froe mech allerdéngs, ob et net heiansdo méi effizient wär, amplaz datt mer iwwert de Wee vun de Subventioune ginn, ob een net besser hätt, op de Wee vu Steierreduktiounen ze goen, wéi d'Amerikaner dat maachen an och d'Asiaten. Dat schéngt mer eventuell méi effikass ze sinn, wéi ëmmer nëmme mat Subventiounen ze fueren.

Dann e lescht Wuert heizou, dat ass dat, wat déi ganz schwiereg Regulatorie betrëfft. Do ass jo elo virgesinn, datt anscheinend d'Kommissioun wëllt 25 % manner Bürokratie hunn, eebe justement, fir datt d'Prozedure méi schnell kënne virugoen. Dat ass eppes, wat mir absolutt begréissen, mir missten nach vill méi an déi Richtung goen!

Mir stellen dann awer fest: Op där enger Säit ginn d'Prozeduren ofgebaut an da kommen op där anerer Säit erëm nei Prozeduren derbäi. An do kommen ech dann net derlaanscht, e Wuert ze soen iwwert dat Liwwerkettegesetz, wat do am Umarsch ass. Wann dat wierklech an där Form sollt kommen, wéi et geplangt ass, abee, da kréien eis Entreprisen erëm extreem vill Paperasserie a Formalitéite méi ze erfëllen, fir sech iwwerhaapt a gewëssenen Aktivitéitsberäicher kënnen ze beweegen! Et muss een einfach wëssen – an et kann een elo iwwer alles hei schwätzen –, datt et dat an Amerika, an Asien net gëtt an datt dat fir eng kompetitiv Wirtschaft awer zu Problemer féiert.

Ech wëll dann och nach eppes soen iwwert d'Technologieoppenheet an Europa, déi mer op jidde Fall mussen héichhalen, well mir kënnen nëmmen de Kampf géint de Klimawandel gewannen, wa mer do op méiglechst vill Technologië setzen, zu deenen natierlech Solar a Wandkraaft gehéieren. Op där anerer Säit musse mer onbedéngt virukomme mat Waasserstoff- a Batterieproduktioun, mee och d'Kärfusioun dierf een net aus dem A verléieren. Och dat ass zumindest laangfristeg eng Mesür, wéi mer besser kënne géint de Klimawandel ukommen.

Mir plädéieren op jidde Fall derfir, datt um Niveau vun der Europäescher Unioun esou schnell wéi méiglech déi Mesüre geholl ginn, déi eng Desindustrialisatioun onméiglech maachen, well ech mengen, mir kënnen net akzeptéieren, datt ëmmer méi europäesch Entreprisë Richtung USA, Richtung Asien auswanderen, well déi Entreprisë gi jo net nëmme fort, mee déi huelen och alleguerten d'Aarbechtsplaze mat – an dat ass zimmlech desastréis fir d'europäesch Wirtschaft!

Här President, ech kommen dann awer och e bësselchen op Lëtzebuerg an op d'Industriepolitick an eisem Land. An do muss ech einfach soen: Hei zu Lëtzebuerg gëtt et keng Industriepolitick, op jidde Fall keng, déi een direkt erkenne kann! An ech wëll do net dee ganzen Historique nach eng Kéier hei maache vu FAGE a vu Knauf a vu Google, mee ech kommen trotzdeem awer net derlaanscht, e puer Wuert iwwer Google hei op dëser Tribün ze soen.

Ech muss Iech einfach soen, datt ech fannen, datt deen Dossier Google fir Lëtzebuerg eng Riseblamage ass, net méi an net manner! Mir hunn eis an der Gestioun mat deem Dossier international esou eppes vu blaméiert, an dat héiert een, wann ee mat villen auslänneschen Investisseuren diskutéiert. Ech weess nach ëmmer net, wien eigentlech an dësem Dossier zoustänneg ass um Niveau vun der Regierung. Eng Kéier héiert een de Staatsminister dozou Aussoe maachen, dann héiert een de Wirtschaftsminister eppes dozou soen a schlussendlech ass et och nach heiansdo d'Environnementsministesch, déi dann eppes do iwwer Prozedure seet. Ech fannen, dat ass einfach onméiglech, wéi dat dote gelaf ass, an dat huet wierklech eisem Land dobausse substanziell geschuet!

Mech géif awer och elo mol interesséieren, a meng Kolleegen op dëser Säit och, wéi et dann elo virugeet. Ech hunn de Premier Bettel héieren, dee gesot huet, datt de Projet Google, zumindest zu Biissen, dout wier, datt mer eis do net méi sollten erwaarden, datt eppes kënnt. Mir wéilten dann awer wëssen, wéi et do virugeet mat deem Projet Google, well Google huet do fir 30 Milliounen Terraine vum Staat kritt. A wa meng Informatioune richteg sinn, notamment wat de Memorandum of Understanding betrëfft, leeft d'Deadline, fir op deenen Terraine vu Google ze bauen, ufangs 2024 of, soudatt ufangs 2024 spéitstens de Staat dann eigentlech misst säi Virkaafsrecht hei spille loossen. Mir froen eis, a mir wëllen do och eng Äntwert kréie vun de Ministeren: Wäert de lëtzebuergesche Staat do säi Virkaafsrecht zéien? A wat soll op deenen Terrainen do passéieren?

Ech mengen, mir kënnen dach och déi Gemeng net do am Onklore loossen, wat bei hinne weider wäert

geschéien. Do ass notamment e Problem vun engem Rond-point, deen am Moment net ka gebaut ginn, well dat sollt a Relatioun mat Google zesumme gekuckt ginn. Ech liesen an der Press, datt de Buergermeeschter vun där ganz sympathescher Gemeng emol iwwerhaapt net informéiert ginn ass, wat a senger Gemeng leeft. Ech fannen, datt dat einfach och katastrophal ass, wéi een hei mat kommunalen Autoritéiten ëmgeet, déi iwwerhaapt net wëssen, wat an hirer Gemeng soll geschéien!

Mir hätten op jidde Fall als CSV gär ganz kloer, datt d'Regierung eis seet, wat se wëll mat deenen Terrainen do no 2024 maachen. A mir hunn och direkt eng Propositioun: Mir kéinten eis zum Beispill virstellen, datt hei eng nei Zone d'activité géif entstoen, déi sech zum Beispill exklusiv just op Entreprisen am Nohaltegkeetsberäich géif spezialiséieren an och do eng speziell Prozedur a sech géif virgesinn.

Här President, ech kommen dann zum nächste Secteur, zu de Kleng- a Mëttelentreprisen, déi a sech d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft duerstellen. An do schaffen ëm déi 60.000, 70.000 Leit, wat also net näischt ass. Fir d'CSV a mech selwer ass et kloer, datt mir ganz besonnesch och dës vill Kleng- a Mëttelbetriber brauchen. Dës Kleng- a Mëttelbetriber fonctionéieren heiansdo och just mat enger Persoun. Mir hate virun e puer Deeg eng ganz interessant Interpellatioun hei iwwert d'Independanten an déi Selbstänneg. Ech wëll dat net alles nach eng Kéier widderhuelen, wat do scho gesot ginn ass, mee ech mengen, nach eng Kéier: Et ass extrêmement wichteg, datt och dës Leit geschätzt ginn! Mir brauche se, ouni Kleng- a Mëttelbetriber, ouni Selbstänneger fonctionéiert dat Land a ganz ville Secteuren iwwerhaapt net méi!

Mir mengen och, datt et wichteg ass, datt een, wat d'Handwierk betrëfft, deene Leit och weider eng anstänneg Formation professionnelle ubitt. Ouni Formation professionnelle, déi adaptéiert ass, ass et och ganz schwéier, déi Beruffer weider auszebauen. Ech hunn elo net d'Zäit, fir op all Detailer vun der Formation professionnelle anzegoen, ech verweise just op verschidden exzellent Avisen, déi do vun deenen zoustännege Chamberen iwwert d'Formation-professionnellë gemaach gi sinn.

Erlaabt mer dann awer vläicht, hei och kuerz eng Klammer ze maachen: Zu deene klengen a mëttlere Betriber gehéieren natierlech och all déi Betriber, déi am Moment am Logement, am Bau sinn, an do si mer, mengen ech – an do sidd Der warscheinlech och alleguerte mat mer d'accord –, an enger vun deene gréisste Krisen, déi de Logement an dësem Land warscheinlech jee eng Kéier kannt huet!

Ech wëll elo mol guer net hei op de Problem um Niveau vun de Wunnengen agoen, déi warscheinlech an deenen nächste Jore wäerte feelen, well se einfach net méi gebaut ginn, mee ech denken awer och ganz besonnesch hei un déi vill kleng Handwierksbetriber, déi am Logement aktiv sinn. An ech kréie vu ganz ville vun deene gesot, datt hir Optragsbicher just nach bis Péngschte gutt beluecht sinn an datt se duerno eidel sinn. Mir riskéieren, do net nëmmen eng riseg Kris am Logement ze kréien, mee mir riskéieren och, do nach eng riseg Kris an den Handwierksbetriber, besonnesch an deene klengen a mëttlere Betriber, ze kréien.

An ech muss Iech do soen, léif Kolleegen aus der Regierung, an ech wëll och nach eng Kéier do am Numm vun all menge Kolleege vun der CSV-Fraktioun wierklech en Appell maachen: Ech mengen, et ass eng Minutt virun zwielef, léif Kolleeginnen a Kolleegen! Hei muss an deenen nächste Wochen onbedéngt eppes passéieren, wann dat do net soll eng vun deene gréisste Krise ginn, déi mer an deene leschte Joren, wann net Jorzéngten haten! An ech hu gëschter nach en Artikel gelies: An Däitschland, do ass d'Situatioun änlech wéi hei, do riskéieren duerch déi Kris Dausende vu Logementer net ze entstoen – Dausenden! An ech fäerten, datt et hei zu Lëtzebuerg genau d'selwecht geet.

Ech brauch Iech net ze soen, wat dat bedeit an engem iwwerhëtzte Marché, wann och an deenen nächste Jore keng Wunnenge méi gebaut ginn. Duerfir, mengen ech, misst d'Regierung dat heiten absolutt prioritär ugoen. A mir ginn dovun aus, datt nach an deenen nächste Wochen, spéitstens no Ouschteren, d'Regierung mat enger ganzer Panoplie vu Mesüren hei an d'Chamber kënnt, fir ze kucken, wéi mer déi Kris do awer och nëmmen iergendwéi an de Grëff kréien, well et geet ëm d'Zukunft vun eise Kanner, mee et geet och ëm d'Zukunft vu ganz villen Entreprisen an eisem Land!

**Une voix** | Très bien!

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat sinn awer elo déi Problemer, mat deene Kleng- a Mëttelbetriber haaptsächlech confrontéiert sinn? Dat si virun allem d'Prozeduren. Déi sinn nach ëmmer extreem schwiereg an duerfir plädéiere mir och derfir, datt déi mussen onbedéngt verkierzt ginn an haaptsächlech och méi einfach gemaach ginn.

Wann ech bei de Prozedure sinn, kommen ech op e Punkt – an ech kucken hei mäi gudde Kolleeg André Bauler, President vun der Cofibu (ndlr: Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés) –, e Problem, deen ëmmer méi Betriber betrëfft, an dat ass dee vun de Bankkonten. An ech langweilen Iech vläicht elo, well ech dat schonn e puermol hei op dëser Tribün gesot hunn, mee ech war dach erstaunt, wéi ech mat eenzelne Kolleege vun der Cofibu viru Kuerzem bei der CSSF war an du krute mer e propperen Ordre du jour do virgeluecht an do stoung um Ordre du jour – Madamm Finanzministesch, net vun eis, vun der CSSF! –: „Problématique de l'ouverture des comptes".

*(Signe d'assentiment de Mme Yuriko Backes)*

D'CSSF huet dat op den Ordre du jour gesat a mir haten dunn eng ganz flott Diskussioun zesumme mat der CSSF. A mir waren eis eigentlech alleguerten eens, datt mer hei reell e Problem hätten, well ëmmer méi Entreprisen entweeder hir Konten zougemaach kréien, an anerer kréie keng Konten opgemaach.

An ech muss Iech soen: An engem Land, dat wëllt eng vun deene gréisste Finanzplaze vun dëser Welt an an Europa sinn, datt do Entreprisë kee Kont méi opgemaach kréien, dat ka jo awer kee vun eis kalloossen! An ech mengen, datt do och d'Regierung ..., an ech maachen do en Appell un d'Finanzministesch: Mir musse wierklech deen dote Problem léisen!

Et ass d'ailleurs manner e Problem vun de Banken, et ass e Problem fir eis Wirtschaft, fir eis Betriber, well wa Betriber – an ech hunn dat elo e puermol rapportéiert kritt – mussen op Tréier goen, fir do e Bankkont opgemaach ze kréien, well se dat hei net méi fäerdegbréngen, dann, mengen ech, si mer eis eens, datt dat net esou ka virugoen!

Ech wëll dann awer och e Punkt uschwätzen, deen eis, mengen ech, och alleguerten extreem wichteg ass: Dat ass deen, datt extreem vill Kleng- a Mëttelbetriber keen Terrain méi an enger Aktivitéitszon fannen. Och dat ass eppes, wat fir eis als CSV absolutt inakzeptabel ass! An ech soen Iech och: Et kann net sinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt mer just nach Aktivitéitszonen am Zentrum oder am Süden hunn. Och den Osten, och den Norde brauchen Aktivitéitszonen, ...

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | ... well och do si Leit, net nëmmen, déi e Betrib hunn, mee do sinn och Leit, déi gär fir Betriber schaffen an déi do wunnen. Duerfir, ëm Gottes wëllen, och wa mer deen hellege Prinzipp – an do si mer alleguerten d'accord – wëllen anhalen, datt mer sollen Aarbechtsplaze méiglechst no bei d'Logementer setzen, da brauche mir och a Regioune wéi am Norden an am Oste Betriber – an dofir brauche mer och onbedéngt Aktivitéitszonen! Duerfir och hei eng Kéier den Appell! Ech mengen, dat doten ass ee vun deene weesentleche Punkten, wou mer am Moment Problemer hunn.

*(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)*

Dann en aneren, op deen ech och ze schwätze kommen – et ass och net fir d'éischt, datt mer dat schonn hei ugeschwat hunn –, dat ass déi ganz Thematik vun der Transmission d'entreprise an der Famill, awer och iwwert d'Famill eraus, wou leider Gottes eis Fiskalitéit esou ongënschteg ass, datt et ganz vill Leit gëtt, déi léiwer mat hirem Betrib ophalen, wéi de Betrib an der Famill, wann en net direkt ..., oder respektiv de Betrib no baussen ze veräusseren. Sidd Dir Iech – oder si mir eis – eigentlech bewosst, wat do u Patrimoine vu Betriber, Entreprisë verluer geet duerch de Fait, datt einfach Entreprisen hei ophalen, well se se net méi wëllen transmettéieren?

Duerfir och do eng Kéier en Appell, an ech hunn och do nach eng Kéier eng Motioun. Ech hat schonn e puermol eng Motioun, do ass och eppes geschitt, dat wëll ech awer positiverweis ervirsträichen, do ginn elo zumindest d'Terraine fiskalesch neutraliséiert bei enger Transmission vun enger Entreprise innerhalb vun der Famill. Dat geet awer net wäit genuch! Mir mussen do wierklech vill méi wäit goen, well et geet hei schlussendlech, wéi gesot, net nëmmen ëm vill wäertvoll Entreprisen, et geet och ëm Aarbechtsplazen an et geet schlussendlech och ëm de Patrimoine vun eisen Entreprisen.

Dann, wann ech bei de klengen a mëttleren Entreprisë sinn, erlaabt mer awer och, e puer Wuert ze soen iwwert de lokale Commerce, dee besonnesch och fir eis Dierfer a Stied wichteg ass. Och dëse lokale Commerce huet extreem vill an der Covidkris gelidden. Ech mengen, datt et do wichteg ass, datt mer weider op de Wee gi vun enger Liberalisatioun vun den Ëffnungszäite vun de Geschäfter, ganz besonnesch a verschiddene Stied, op verschiddene Plazen. Mir liewen haut an enger Gesellschaft, dat ass eng aner Gesellschaft wéi déi nach virun zéng Joer, et ass éischtens e Besoin do vu ganz ville Leit, fir emol owes an de Weekend an d'Geschäfter akafen ze goen. Ech héieren och, datt souguer ëmmer méi Salariéen eigentlech léiwer sonndes schaffe ginn, well et déi och arrangéiert. Duerfir, mengen ech, ass et och wichteg, datt mer hei virukommen an déi Ëffnungszäiten do weesentlech méi elastesch gesinn.

*(Interruption)*

Da wollt ech nach eng Kéier op d'Pop-up-Storen ze schwätze kommen, e ganz flott Konzept, dat et och an enger ganzer Rei vu Gemenge gëtt. Ech huelen do, well ech dann natierlech aus där Gemeng kommen, d'Stad Lëtzebuerg: Dat ass en iwwerwältegende Succès – ech kucken hei meng Kolleegin, d'Simone Beissel, leider ass den zoustännege Schäffe Serge Wilmes elo net do –, mee mir ginn do iwwerrannt mat Demandë fir esou Pop-up-Storen. Dat gëtt besonnesch ville jonke Geschäftsleit d'Méiglechkeet, sech eng Kéier iwwerhaapt emol kënnen op Plazen ze presentéieren, wou e gewëssene Passage ass. Duerfir géif ech och do

soen: Dëst si Konzepter, déi mussen onbedéngt och vu staatlecher Säit weider ënnerstëtzt ginn!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zu mengem leschte Kapitel, der Attraktioun vun Talenter, an dat ass, wéi gesot, net dat am mannste wichtegt. Ech wëll awer direkt dozou zwou Virremarke maachen, well ech ëmmer e bësse Problemer hu mat deem Wuert „Talenter".

Wien a wat ..., oder wien ass eigentlech en Talent?

*(Brouhaha)*

Dat ass heiansdo eng Fro, déi mer eis alleguerte stellen.

**Une voix** | Dat ass eng gutt Fro!

*(Interruptions)*

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Ech muss Iech soen, ech hunn éierlech gesot dofir e bëssen e Problem mat deem Wuert, mee ech benotzen et, well et praktesch schonn – wéi soll ech soen? – an d'Praxis eragaangen ass. Ech fannen awer, mir brauchen iwwerall Leit, mir brauchen iwwerall Fachkräften. Mir brauche Fachkräften, soen ech emol, am Bau, am Commerce, am Horeca-Secteur, am Finanzsecteur an a ganz villen anere Secteuren och nach. An d'Problemer si quasiment déi selwecht. Et sinn iwwerall déi selwecht. Duerfir, nach eng Kéier, mat allem Respekt dofir, datt mer natierlech och an der Finanzindustrie héich qualifizéiert Mënsche brauchen, mee mir hunn awer och Besoinen op ganz villen anere Pläng.

Eng zweet Remark, an déi hunn ech och schonn eng Kéier hei gemaach: Dat nervt mech och heiansdo, wa mer ëmmer vun deenen Talenter schwätzen, déi mer „siche" ginn. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn extreem vill Talenter hei an dësem Land!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | A mir sollen och emol eng Kéier kucken, datt mer déi Talenter heibehalen! Dat ass wuel esou wichteg, wéi Talenter wäit an Drëttlänner sichen ze goen. Kommt, mir kucken emol, datt mer och eis valabel Fraen a Männer, besonnesch déi méi jonk, déi vun der Uni kommen, emol heibehalen! Wa mer dat fäerdegbréngen, hu mer scho ganz vill gepackt. Dat ass et, wat ech wollt kuerz als Remark maachen.

Dann hu mer och hei eng ganz Rei vu Propositiounen ze maachen, wéi een dann déi sougenannt „Talenter", fir dat Wuert dann nach eng Kéier an de Mond ze huelen, éischtens, kann hei fideliséieren an, zweetens, dann och unzéien.

Mir hunn am Moment eng Prime participative. Dat ass eng gutt Initiativ, déi do geholl ginn ass. Déi geet awer manifestement net duer. A mir proposéieren och hei konkreet, datt déi Prime participative, souwuel wat de Plaffong betrëfft, wéi awer och d'Berechnung, wéi d'Käschten do materageholl ginn, fir déi Primm ze berechnen, weesentlech muss verbreedert ginn, well esou, wéi se am Moment ass, bréngt se net vill. An et sinn net vill Betriber a Leit, déi bei de Betriber schaffen, déi dovu profitéieren.

Eng zweet Mesür – dat hunn ech och schonn e puermol gesot –: Mir solle kucken, ob mer net eventuell den zweeten an den drëtte Peiler vun de Privatpensiounen, Pension-complémentairen, vläicht kéinten nach steierlech e bëssen ausbauen. An ech ginn do ëmmer dat Beispill vun der Schwäiz. Déi hunn e ganz flotte System an do gëtt et notamment eppes, wat mir schrecklech gutt gefält: Wann een do an esou eng Pension complémentaire investéiert an et zitt een herno de Produit vun där Pension complémentaire eraus an et investéiert een deen an de Logement, dann ass dat quasiment steierfräi. Ech fannen et eigentlech eng super Saach.

Firwat gi mir net och hei an deem Land op esou en änleche Wee? Dann ass dat net nëmmen eng Saach, wou een d'Geld do unheeft, mee wann een da gär steierlech Avantagen hätt, kritt een déi dann eventuell nëmmen, wann een an de Logement investéiert. Wéi gesot, kuckt Iech dat un! Dat si Modeller, déi gëtt et an der Schwäiz an déi fannen ech eigentlech äusserst interessant.

En drëtte Punkt, deen extreem wichteg ass, a mäin exzellente Kolleeg ..., fir d'éischt meng Kolleegin, d'Elisabeth Margue, an de Marc Lies hunn dat och schonn e puermol hei gesot: Et ass och wichteg, datt mir déi Entreprisen ënnerstëtzen, déi an de Logement vun hire Leit investéieren. Mir hunn ëmmer méi där Entreprisen, déi dat maachen. An ech fannen, dat ass jo eigentlech eng formidabel Saach, well déi Entreprisen huele jo alleguerten déi Leit vum normale Marché erof. Dat heescht, déi Wunnenge sinn dann disponibel fir alleguerten déi aner Leit. An duerfir fanne mir, datt een eigentlech déi Efforte vun den Entreprisë vill méi misst belounen, eeben och duerch Incitatif-fiscallen.

E véierte Punkt: Vu datt mer et dann awer a verschiddene Secteuren extreem schwéier hunn, qualifizéiert Leit ze fannen, muss een eiser Meenung no awer och d'Visasprozedur par rapport zu Drëttlänner vereinfachen, well dat schéngt awer net ëmmer esou einfach ze sinn. An dat ass éischter eng Demande, déi sech dann un den Ausseminister adresséiert. Mee ech mengen, och do kéinte mer nach munches maachen.

Dann e leschte Punkt, deen awer net deen onwichtegsten ass: Ech hu virdru geschwat vun Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg. Ech hu gesot, mir missten do och vläicht op der Uni méi interessant Formatioune fir jonk Leit ubidden, déi dann entweeder aus dem Ausland heihinnerkomme respektiv déi hei sinn an net onbedéngt an d'Ausland ginn, déi dann och vläicht hei op der Uni bleiwen. Well kommt, mir maachen eis näischt vir: D'Chancë sinn ëmmer gutt, wann ee Studenten op enger Uni huet an déi kréien interessant Jobben ugebueden, da bleiwe se hei! Dat heescht, wann eis Uni interessant ass, kréie mer vill Studenten, an d'Chance ass grouss, datt och e grossen Deel vun deene Studenten dee Moment wäert weider an eisem Land bleiwen. Dofir sinn och do, mengen ech, ganz vill Saachen nach ze maachen.

Ech géif och ... Dat ass éischter eng Demande, déi un den Educatiounsminister ze adresséieren ass: Et misst een eiser Meenung no och vill méi d'Stagë systematiséieren, dat scho wärend de Lycéeszäiten, fir och emol jonke Leit eigentlech d'Méiglechkeet ze ginn, an enger Entreprise wärend e puer Wochen, zum Beispill iwwert d'Vakanz, ze schaffen. Ech weess, datt dat scho geschitt. Dat geschitt awer net genügend. An do misste vläicht och d'Entreprisë vum Staat méi gedréckt ginn, fir op dee Wee vun de Stagen ze goen. Well wann ech esou selwer kucken: Zum Beispill bei menge Kanner war dat eng fantastesch Erfarung, déi si warscheinlech net wéilte mëssen, déi Stagen, déi se scho konnte maache virun hirer Uniszäit.

Dann awer, an dat ass mäi lescht Wuert zu deem dote Sujet an dat ass och e bësselchen den A und O: Wa mer iwwerhaapt wëlle jonk Mënsche begeeschteren, hei bei eis schaffen ze kommen, da musse mer deene jonke Leit Perspektive bidden. An déi jonk Leit sinn eeben net méi esou wéi mir – ech soen elo „mir", ech huele mech elo, déi e bësse méi eeler Generatioun –, fir déi ass d'Work-Life-Balance wichteg. Et muss een et einfach esou gesinn. An dofir ass et och gutt, wann een Entreprisen ënnerstëtzt, déi an déi dote Richtung ginn. An dat ass och eppes, wat bei eis an der Fraktioun ganz wichteg ass. Do kann een elo net direkt chiffréieren, mee, wéi gesot, ech mengen, och jonk Leit, ier se sech haut entscheeden, wuer se schaffe ginn, wëllen och do gewëssen, kommt, mir soen „Avantagë" kréien. An ob dat engem elo gefält oder net, dat ass eng Realitéit, mat där sech och eng Wirtschaft muss auserneesetzen.

Här President, ech komme lues awer sécher zu menger Konklusioun.

**Une voix** | Très bien!

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | An der Europäescher Unioun hänkt d'Wirtschaft international hannert hirer Konkurrenz aus den USA an Asien. Och hei zu Lëtzebuerg riskéiere mer, hannert eis Konkurrenz vun eisen direkten Nopeschlänner ze falen. Eis Wirtschaft hofft vergeeblech op Entlaaschtungen a bürokratesch Vereinfachungen.

Mir sinn am Moment – an ech hunn et gesot – an der gréisster Immobiliekris aus de leschte Joerzéngten. Awer nach schéngt eis Regierung den Eescht vun der aktueller Situatioun ze verkennen. Mir brauchen elo e wirtschaftspolitescht Gesamtkonzept, fir all déi vill Erausfuerderungen, déi ech opgezeechent hunn, ze meeschteren an eis Wirtschaft an eist Land weider kompetitiv an attraktiv ze halen.

Et muss eis alleguerten, och hei an dësem Haus, ëm d'Ramebedéngunge goen, fir eis Wirtschaft méi konkurrenzfäeg ze gestalten a virun allem nei Belaaschtungen ze vermeiden. Et geet, Här President, ëm net méi an net manner wéi de „Made in Luxembourg". Eis Wirtschaft brauch virun allem nei Impulser.

En résumé: D'CSV proposéiert eng Roadmap mat zéng Prioritéite fir eng méi kompetitiv an attraktiv Wirtschaft an eisem Land:

éischtens, mir wëllen eng méi gréng an nohalteg Finanzplaz,

zweetens, mir wëllen d'Entreprisen an der Transition énergétique besser begleeden a se steierlech méi staark ënnerstëtzen,

drëttens, mir brauchen eng kompetitiv Steierlandschaft,

véiertens, mir wëllen den Industriestanduert stäerken, andeem mer mathëllefen, e méi kompetitiivt EU-Ëmfeld ze schafen, an den Entreprisë méi schnell a gënschteg Terraine fir industriell an aner Aktivitéiten zur Verfügung stellen,

fënneftens, mir wëllen eng Vereinfachung an Digitaliséierung vun de Prozeduren,

sechstens, mir wëlle Firmeniwwername steierlech besser encadréieren an domadder de Patrimoine vun eisen Entreprisë besser schützen,

siwentens, mir wëlle méi Flexibilitéit an eng besser Organisatioun vun eiser Aarbechtswelt,

aachtens, mir wëllen de Stellewäert vun de Selbstännegen opwäerten, andeem mer Ongläichheete mat Lounempfänger ofbauen,

néngtens, mir wëllen de lokalen Handel stäerke mat verlängerten Ëffnungszäiten an Ausweitung vun de Pop-up-Storen,

zéngtens, mir wëllen eng Talentoffensiv, andeem mer Talenter hei zu Land an ausserhalb méi en interessant steierlecht Ëmfeld an eisem Land bidden.

Dofir setze mir als CSV op d'Kreativitéit an de Leeschtungswëlle vun de Mënschen, op kompetitiv Betriber, innovativ Entrepreneuren a motivéiert Mataarbechter. Null Wuesstum an Decroissance oder aner Zorte vu wuesstumsfeindlechen Ideologië féiere fir eis

direkt an d'Mauer a si keng Äntwerten op d'Problemer vun eiser Zäit! Mir setze weider op déi sozial Maartwirtschaft an op de Courage, d'Zouversiicht an den Optimismus vun deene villen engagéierte Mënsche vun heiheem, awer och vun auswäerts, déi all Dag bei eis schaffe kommen an déi an eise Wirtschaftssecteuren täteg sinn.

Eist Land brauch Opbroch an Erneierung. Mir setze virun allem op Eegeninitiativ, op nei Iddien an op Leeschtungsbereetschaft. Mir bleiwe weider optimistesch, datt mir och a schwéieren Zäiten als Wirtschaftsstanduert d'Kraaft an d'Ausdauer hunn, dës Erausfuerderungen ze schëlleren.

Ech soen Iech Merci fir Är laang Gedold. An hei kritt Der zéng Motiounen, Här President.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant que les entreprises sont un moteur de la double transition écologique et durable ;*

*– considérant que tous les efforts doivent être entrepris pour réussir la double transition écologique et durable de l'économie luxembourgeoise, notamment au moyen d'incitatifs fiscaux ;*

*– considérant que les entreprises ne sont actuellement pas suffisamment soutenues dans la réalisation de leurs ambitions écologiques et digitales ;*

*– rappelant que les mesures prises dans le cadre de l'accord Tripartite de septembre 2022 et de l'accord Tripartite de mars 2023 s'inscrivent dans la « nécessité de poursuivre et d'accélérer les efforts de transition énergétique et digitale »,*

*invite le Gouvernement*

*– à mettre en place des incitatifs fiscaux plus importants visant à soutenir les investissements des entreprises dans la transition écologique et digitale ;*

*– à mettre en place des incitatifs fiscaux plus importants visant à soutenir l'investissement des entreprises dans la recherche et le développement.*

*(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.*

***Motion 2***

*La Chambre des Députés,*

*– constatant que les défis pour conserver la compétitivité de l'économie luxembourgeoise sont nombreux ;*

*– constatant que le Luxembourg est devenu bien moins attractif pour les talents du monde entier ;*

*– constatant le manque accru de main d'œuvre hautement qualifiée dans tous les domaines de l'économie luxembourgeoise ;*

*– rappelant les prix d'achat et de location exorbitants sur le marché de l'immobilier, qui ne plaident pas en faveur du Luxembourg comme lieu de travail ;*

*– rappelant que par le passé, certaines entreprises au Luxembourg avaient mis à disposition des logements pour leurs employés ;*

*– considérant que la possibilité pour une entreprise de mettre à disposition un logement pour ses employés constituerait un argument de poids dans le contexte des négociations entourant les conditions de travail lors d'un entretien d'embauche,*

*invite le Gouvernement*

*– à mettre en place des incitatifs fiscaux substantiels pour les entreprises souhaitant construire des logements pour leurs employés.*

*(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.*

***Motion 3***

*La Chambre des Députés,*

*– constatant que les défis pour conserver la compétitivité de l'économie luxembourgeoise sont nombreux ;*

*– constatant que le Luxembourg est devenu bien moins attractif pour les talents du monde entier ;*

*– constatant le manque accru de main d'œuvre hautement qualifiée dans tous les domaines de l'économie luxembourgeoise ;*

*– rappelant que les entreprises peuvent verser, sous certaines conditions, une prime participative au profit d'un ou plusieurs salariés, dont le montant de l'exonération est plafonné tant au niveau de l'entreprise qu'au niveau des salariés ;*

*– considérant que le dispositif des primes participatives, bien que contribuant à l'attractivité de certains postes de travail, mérite d'être révisé,*

*invite le Gouvernement*

*– à réviser le dispositif des primes participatives pour le rendre plus attrayant, notamment en revoyant à la hausse le plafond du montant de l'exonération tant au niveau de l'entreprise qu'au niveau des salariés.*

*(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.*

***Motion 4***

*La Chambre des Députés,*

*– constatant que les défis pour conserver la compétitivité de l'économie luxembourgeoise sont nombreux ;*

*– constatant que le Luxembourg est devenu bien moins attractif pour les talents du monde entier ;*

*– constatant le manque accru de main d'œuvre hautement qualifiée sur la place financière luxembourgeoise, notamment dans les domaines de la finance verte et de la finance digitale, alors que l'importante vague réglementaire va de pair avec la création de nouveaux postes dans des domaines tels que la « compliance » ;*

*– rappelant que les difficultés de recrutement constituent l'une des principales faiblesses de la place financière luxembourgeoise ;*

*– soulignant l'importance de l'Université du Luxembourg dans la formation des jeunes professionnels de demain ;*

*– constatant que malgré les efforts fournis, le nombre de jeunes professionnels formés reste bien insuffisant pour répondre aux besoins de la place financière luxembourgeoise,*

*invite le Gouvernement*

*– à entreprendre tous les efforts nécessaires pour conserver la compétitivité de l'économie luxembourgeoise, notamment au niveau des difficultés de recrutement ;*

*– à renforcer la collaboration avec l'Université du Luxembourg et l'agence « Luxembourg for Finance » pour mettre en place une offre universitaire en adéquation avec les besoins de la place financière luxembourgeoise.*

*(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.*

***Motion 5***

*La Chambre des Députés,*

*– constatant que l'économie européenne perd en compétitivité par rapport à d'autres pays ou acteurs économiques concurrents ;*

*– reconnaissant le potentiel immense des entreprises européennes dans certains domaines stratégiques ;*

*– regrettant que le nombre de « champions européens » soit limité, ce qui renforce la dépendance économique de l'Union européenne par rapport à d'autres pays ou acteurs économiques concurrents ;*

*– reconnaissant le risque de nouvelles dépendances par rapport à d'autres pays ou acteurs économiques concurrents dans des domaines critiques pour l'économie européenne ;*

*– constatant que le droit de la concurrence dans sa forme actuelle n'est pas propice à l'émergence de champions européens et qu'une modernisation de la législation s'impose,*

*invite le Gouvernement*

*– à intervenir auprès de la Commission européenne pour mettre en place une politique économique et concurrentielle plus performante permettant l'émergence de champions européens, dans l'objectif de garantir une meilleure indépendance de l'Union européenne par rapport à d'autres pays ou acteurs économiques concurrents.*

*(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.*

***Motion 6***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant que les fonds de droit luxembourgeois sont soumis à une taxe d'abonnement, qui peut être réduite sous certaines conditions ;*

*– considérant que cette taxe d'abonnement constitue un désavantage concurrentiel pour le Luxembourg par rapport à d'autres centres financiers et que compte tenu de l'importance de la place financière luxembourgeoise pour l'économie du pays, il est capital d'assurer le futur de l'industrie des fonds ;*

*– constatant que très peu de fonds de droit luxembourgeois profitent d'une taxe d'abonnement réduite ;*

*– considérant dès lors que les conditions d'accès actuelles à la taxe d'abonnement réduite sont à considérer comme un échec de la politique du Gouvernement ;*

*– rappelant que le combat contre la crise climatique est l'un des plus grands défis de notre époque,*

*invite le Gouvernement*

*– à faire bénéficier les fonds de droit luxembourgeois qui remplissent les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) tels qu'établis au niveau de l'Union européenne d'une taxe d'abonnement à un taux de 0 %.*

*(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.*

***Motion 7***

*La Chambre des Députés,*

*– rappelant la forte tradition luxembourgeoise industrielle et l'importance de son rayonnement à l'international ;*

*– constatant que l'industrie luxembourgeoise et européenne, particulièrement mise à mal par l'explosion des prix de l'énergie, perd en compétitivité par rapport à d'autres pays concurrents ;*

*– observant une certaine tendance à la désindustrialisation ;*

*– reconnaissant l'importance de l'industrie luxembourgeoise pour l'économie de notre pays,*

*invite le Gouvernement*

*– à faire le nécessaire pour inverser la tendance à la désindustrialisation ;*

*– à établir les conditions-cadres pour le maintien d'une industrie compétitive.*

*(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.*

***Motion 8***

*La Chambre des Députés,*

*– rappelant que la place financière luxembourgeoise est une plateforme internationale de premier plan pour la finance durable et que le Luxembourg s'est imposé comme le pionnier de la finance durable depuis de nombreuses années ;*

*– rappelant le rôle prépondérant de la Bourse de Luxembourg pour le marché des obligations vertes cotées ;*

*– constatant que les entreprises sont tenues de plus en plus de justifier et le cas échéant de réformer leur politique sociale et environnementale face à la pression de la société civile ;*

*– reconnaissant l'importance des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) tels qu'établis au niveau de l'Union européenne pour différencier les activités économiques durables, notamment pour les banques, fonds et assureurs ;*

*– rappelant que le combat contre la crise climatique est l'un des plus grands défis de notre époque,*

*invite le Gouvernement*

*– à créer un registre national des données non financières des entreprises permettant l'évaluation des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) tels qu'établis au niveau de l'Union européenne (comme préconisé par l'Association des banques et banquiers, Luxembourg – ABBL, l'Association luxembourgeoise des fonds d'investissement – ALFI et l'Association des compagnies d'assurances et de réassurances – ACA), à utiliser dans l'évaluation des risques des banques, des fonds et des assureurs.*

*(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.*

***Motion 9***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant que le Luxembourg compte un tissu important d'entreprises familiales et que ces entreprises familiales constituent une composante essentielle de l'économie ;*

*– considérant qu'il est estimé qu'une grande partie des entreprises familiales vont changer de mains au cours des dix prochaines années ;*

*– rappelant que la transmission constitue l'un des défis les plus importants pour une entreprise familiale ;*

*– regrettant que le régime fiscal actuel applicable à la transmission d'entreprise ne favorise pas la reprise des entreprises familiales par un membre de la famille du propriétaire,*

*invite le Gouvernement*

*– à prévoir des incitatifs fiscaux substantiels dans le cas d'une transmission d'entreprise lorsque la transmission s'effectue au sein de la famille du propriétaire.*

*(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.*

***Motion 10***

*La Chambre des Députés,*

*– saluant que l'État luxembourgeois soutient l'effort de formation des entreprises du secteur privé établies au Luxembourg pour la formation de leurs salariés ;*

*– rappelant que ce soutien prend la forme d'un cofinancement ;*

*– considérant qu'il serait judicieux d'encourager les entreprises à faire profiter leurs salariés de formations dans les domaines du développement durable et de la digitalisation ;*

*– considérant que tous les efforts doivent être entrepris pour réussir la double transition écologique et durable de l'économie luxembourgeoise,*

*invite le Gouvernement*

*– à mettre en place, en plus de solutions de cofinancement actuelles, des incitatifs fiscaux dont bénéficieraient les entreprises faisant profiter leurs salariés de formations dans les domaines du développement durable et de la digitalisation.*

*(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.*

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Hilarité)*

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Mosar. Ech zielen no.

*(Hilarité)*

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

***Débat***

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, ech wollt dem Här Mosar emol fir d'éischt Merci soe fir seng Initiativ, seng Interpellatioun zur wirtschaftlecher Entwécklung, dat e puer Méint virun de legislative Walen. Et ass gutt, datt een dann eng Reflexioun féiert, déi, jo, e breeden Debat erméiglecht. An deen hu mer jo dann och haut.

Ech war am Ufank vum Här Mosar senger Ried e béssen erstaunt, datt hien dës Interpellatioun mat enger fundamentaler Reflexioun iwwer eise Wirtschaftssystem ugefaangen huet. Den Här Mosar ass jo bekannt, fir séier zur Saach ze kommen an direkt seng Fuerderungen ze stellen. Datt hien awer seng Interpellatioun an en eetheschen a soziale Kontext gesat huet, dat soll hien éieren.

Ech mierken, datt hien d'Prinzippie vun der kathoulescher Sozialléier verënnerlecht huet a sech der Philosophie vun der sozialer Maartwirtschaft verschriwwen huet. Ech ka mech dëse Gedankegäng gären uschléissen, well ech als liberal denkende Mënsch weess, datt d'Wirtschaft ëmmer a geeuerdnete Bunne verlafe muss, och wann et a ville Länner vun dësem Globus zu Exzesser vu wëllem Kapitalismus kënnt, Exzesser, déi Finanz- a Wirtschaftskrisen ervirruffe kënnen, zu deene féiere kënnen.

Här President, léif alleguer, mir beschäftegen eis hei am Plenum reegelméisseg mat der ekonomescher Entwécklung vum Land. Dat ass zum Beispill de Fall, wa mer alljärlech de Budget analyséieren an diskutéieren. Et ass de Fall, wa mer am Fréijoer de Plan national de réforme virgestallt kréien. An et ass och de Fall, wa mer den Debat no der Ried zur Lag vun der Natioun féieren.

D'wirtschaftlech Entwécklung beschäftegt eis och dowéinst, well mer feststelle mussen, datt d'Pandemie an den Ukrain-Krich d'Weichen nei gestallt hunn. Liwwerengpäss, d'Ënnerbrieche vu Liwwerketten, Ressourcëknappheet, dat neit ekonomescht Selbstbewosstsi vun autokratesche Regimmer, en neie Protektionismus an den USA, an de Vereenegte Staaten, an zeg Onsécherheeten op geopoliteschem Plang, alles dat schaaft en neie Kontext, deen eis d'Verletzlechkeet vun eisem westeuropäesche Wirtschaftssystem an eisen Handelsrelatiounen opweist.

Zu dësen neie Realitéite gesellt sech d'Feststellung, datt d'Europäesch Industrie an hirer Entwécklung hannert déi vu China an den USA geréit, oder zumindest riskéiert ze geroden, well se einfach ze ofhängeg vun natierleche Ressourcen ass an och ënner bürokratesche Bremse leit.

Et wier e gutt Stéck vum Budget, dee fir den Next-Generation-EU-Plang virgesi war an ass, net genotzt ginn, well et keng entspriechend Projete gouf, dat huet rezent den Direkter vum Lëtzebuerger Industrieverband an engem Interview ze verstoe ginn. Hie seet ënner anerem am Gespréich mam „Lëtzebuerger Wort" Follgendes, Zitat: „Der Grund dafür ist, dass die Rahmenbedingungen einfach nicht gut waren aufgrund von langen Prozeduren und geringer Planungssicherheit." A mat dem spezifesche Bléck op d'europäesch Industrie seet den Direkter vun der Fedil Follgendes, Zitat: „Die Verfahren dauern schrecklich lang, die Industrie ist in einer Reihe von Ländern ein Stiefkind geworden. Dat sieht man auch in Luxemburg. Es ist fast unmöglich geworden, Grundstücke für Investitionen, die notwendigen Autorisationen [...] zu bekommen. Das verzögert Projekte und macht sie teurer."

Mir ginn awer elo zanter der Pandemie net midd ze widderhuelen, datt mer an der EU nees musse méi widderstandsfäeg ginn, méi resilient also, eis anere Staaten also manner ausliwwere sollten, fir méi onofhängeg ze ginn. Mir wéilten also nees eng Rei strateegesch Produktiounen an d'Europäesch Unioun zréckhuelen. Abee, wa mer dat an engem Schleekentempo maachen an eis nach selwer Steng an de Wee leeën, da brauche mer eis net ze wonneren, wa mer scho mëttelfristeg vun aneren, méi dynameschen Ekonomien iwwerdubbert ginn.

Mir brauchen eis dann och net ze wonneren, wann eise Wuelstand an domat d'Finanzéierung vun eisem Sozialstaat a Fro gestallt ginn. Dofir gëllt et eeben, méi wéi jee derfir ze suergen, datt d'Europäesch Unioun an och Lëtzebuerg weider en Territoire vun Innovatioun, Kreativitéit an enger nohalteger Entwécklung op wirtschaftlechem Plang bleiwen.

Wa mer also haut am Kader vun dëser Interpellatioun iwwert déi wirtschaftlech Entwécklung vum Land nodenken an eis versiche virzestellen, wou d'Rees soll higoen, da gëtt et aus der Siicht vu menger Fraktioun, der DP-Fraktioun, fënnef Punkten, op deenen ee schaffe muss, fir datt eis Wirtschaft weider floréiere kann. Well mir mussen eis bewosst sinn, datt de Kuch emol fir d'éischt gebak muss ginn, ier een e verdeele kann. An dat sinn déi schaffend an innovéierend Leit, déi dëse Kuch all Dag baken hëllefen – ob als Salarié, als Beamten oder als Patron. E staarke Sozialstaat fousst also ëmmer op enger dynamescher an innovéierender Wirtschaft an um Fläiss respektiv der Kreativitéit vun der aktiver Bevëlkerung.

Et ass schéin a gutt, wann een als Politick vu Solidaritéit schwätzt, dës an alle Krisesituatiounen aklot a wann een nei sozial Errungenschaften erkämpfe wëllt, ma et muss ee sech dës Acquisen och finanziell leeschte kënnen. Dat muss schliisslech alles bezuelt ginn. An dofir brauche mer eng Ekonomie, déi den Erausfuerderunge vun haut a vu muer gewuess ass an am internationale Kontext weider bestoe kann.

D'Wirtschaft däerf och ni e Selbstzweck sinn. Et däerf si net ëm hirer selwer ginn, ma si muss am Déngscht vum Mënsch stoen. Si muss also eng déngend Funktioun hunn.

A wann ech dëse Saz soen, da mengt ee bal, den Här Mosar kéint meng oder ech seng Gedanke liesen, mee och dat hat ech hei a menger Ried programméiert, an et gesäit een, datt mer hei dee selwechte Gedankegang haten.

*(Interruption)*

A fir datt dëse Saz ...

*(Interruption par M. Yves Cruchten)*

Et ass ni ze spéit an och ni verbueden, gemeinsam Positiounen ze vertrieden, wa se verstänneg sinn, Här Cruchten.

*(Interruption par M. Yves Cruchten)*

An dat war an deem Fall sécherlech wouer.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | A mat där doter Positioun wäert Der souguer bei eis an der Partei wëllkomm.

**M. André Bauler** (DP) | Jo, mee Dir verkennt heiansdo d'Stäerkte vun der liberaler, der demokratescher Fraktioun.

*(Interruptions)*

A fir datt dëse Saz keng eidel Floskel bleift, heescht et, souwuel d'Redistributioun vum Räichtum am Hibléck op d'sozial Gerechtegkeet ze sécheren wéi och am Respekt vum Schutz vun der Ëmwelt ze handelen, fir datt d'Wirtschaft, wéi ech et virdru gesot hunn, a geuerdnete Bunne lafe kann.

Dovunner si mer op dëser Welt awer nach wäit ewech, wa mer gesinn, a wéi ville Länner Mënsche wirtschaftlech ausgebeut ginn a wéi och d'Natur op ville Plazen zerstéiert an ausgenotzt gëtt. Esou eng Wirtschaft wëlle mir als Demokratesch Partei op kee Fall. An dofir sti mer hei zu Lëtzebuerg fir Nohaltegkeet a resilient Schaffen. Mir sinn ëm méi Nohaltegkeet a méi Widderstandsfäegkeet beméit.

A fir datt mer nohalteg a widderstandsfäeg handelen, brauch et och grad Fuerschung an Innovatioun. Dat wier dann och deen éischte Punkt, deen ech konkreet op dëser Tribün usprieche wéilt. Dat ass déi éischt Achs, et ass déi vun der Innovatioun.

Lëtzebuerg huet op dësem Feld déi lescht Joren eng ganz Rëtsch vun Ustrengunge gemaach, fir d'Ekonomie besser opzestellen a puncto Digitaliséierung, Recherche an Entwécklung. Villes bleift sécherlech nach ze dinn, zemools wann ee bedenkt, datt et nach Sputt gëtt no uewen am Beräich vun der privater Recherche.

D'Chambre de Commerce beschwiert an deem Kontext d'Aféierung vun engem progressive Mechanismus vu Superofschreiwung fir d'Betriber, déi zu Lëtzebuerg implantéiert sinn, fir si steierlech ze entlaaschten, wéi zum Beispill d'Innovatioun (veuillez lire: ze entlaaschten, wa se geziilt a Schlësselberäicher investéieren, wéi zum Beispill d'Innovatioun), d'Fuerschung an d'Entwécklung, déi energeetesch an industriell Transitioun souwéi déi digital an technologesch Entwécklung. Wann nees méi Sputt am Budget ass a mir déi schwéier Krisen, déi mer an deene leschte Joren erlieft hunn, hannert eis bruecht hunn, da léisst sech iwwert dës steierlech Mechanisme gäre schwätzen.

Innovatioun ass immens wichteg, wa mer wëlle bei der Energietransitioun weiderkommen, bei der Dekarbonisatioun vun der Industrie, an d'Kreeslafwirtschaft weiderdreiwe wëllen. Mam Budget 2023 gouf e weideren Ureiz an déi Richtung geschaf mat enger Reduzéierung vun der TVA op Reparature vun Haushaltsgéigestänn op 8 %. Domat encouragéiert d'Regierung net just d'Leit, e Géigestand flécken ze loossen amplaz en ewechzegeheien, mee si ënnerstëtzt och nach eis Betriber. D'Regierung huet och wichteg Weiche gestallt mam Klimapakt fir Betriber, deen d'Betriber bei der energeetescher Transitioun an der Dekarboniséierung ënnerstëtzt. Hei heescht et, grad déi kleng a mëttelgrouss Betriber besonnesch am A ze behalen.

Déi nächst Achs ass déi vun der Attraktivitéit. Attraktivitéit reimt mat Kompetitivitéit. Si reimt mat Kompetitivitéit, mee Attraktivitéit ass net necessairement nëmme Kompetitivitéit. D'Kompetitivitéit vun engem Land huet ëmmer zwou Facetten. Et gëtt déi pecuniaire, spréch steierlech Kompetitivitéit, an et gëtt déi net pecuniaire Wettbewerbsfäegkeet. Dat sinn d'Infrastrukturen en général, zum Beispill d'Transportinfrastrukturen, d'Mobilitéitsinfrastrukturen, de Gesondheetssystem, d'Sproochekenntnisser vun de Bierger, déi kulturell, edukativ, sportlech a besonnesch déi schoulesch Offer an hirer ganzer Diversitéit. An d'Lëscht géif sech ouni Problem weiderféiere loossen.

D'Attraktivitéit hänkt och vun der Verfügbarkeet vu mënschleche Ressourcen of. An do dréckt de Schong de Moment, et ass virdrun ugeklongen. D'Handelskummer schreift an hirem Budgetsavis vun engem, ech zitéieren: „manque criant et croissant de main-d'œuvre qualifiée".

D'Finanzministesch huet eis scho viru Méint matgedeelt, datt wärend den Tripartitten d'Betriber drop higewisen hunn, datt et ëmmer méi schwéier géif ginn, fir nei Mataarbechter ze fannen an dës an den Entreprisen ze halen. Dat wier awer net nëmmen e Lëtzebuerger Problem, mee besonnesch bei eis akut, well mer eeben e klengt Land sinn.

Wëlle mer attraktiv a kompetitiv mam Ausland bleiwen, da si mer op Fachkräften ugewisen. Mir packen et och net, fir all déi aus eegenen Ustrengungen auszebilden. Zum Beispill bilde mir an de Finanzen ongeféier 120 Studenten a Studentinne pro Joer aus. Mee mir brauchen der awer ronn 1.200 bis 1.300. Mir verfügen einfach net iwwer esou vill Leit. Dat gëllt och fir d'Handwierk oder zum Beispill de Fleegesecteur, wou d'Penurie wierklech grav ass. Do brauche mir och extern Fachkräften, déi mer an aner europäesch Länner an doriwwer eraus musse siche goen.

Fir datt Lëtzebuerg en attraktive Wirtschaftsstanduert bleift, ass eng vun den Erausfuerderungen déi, fir eeben Talenter unzezéien. An do däerfe mer net nëmme vun europäeschen Talenter schwätzen, mee och vun extraeuropäeschen, andeems mer déi administrativ Prozesser fir dës Mënsche reduzéieren, besonnesch eeben do, wou mer eng chronesch Penurie u Leit hunn. An do notzt et och näischt, ze jéimeren an Näiddebatten ze féieren. Ouni déi Leit si mer a ville Branchen am breede Sënn vum Wuert opgeschmass, well si sinn et, déi zur Diversitéit an zur Innovatioun an deene Secteure bäidroen, besonnesch duerch eeben nei Aktivitéiten, nei Kompetenznischen, nei Opportunitéiten.

Op den 1. Januar 2023 ass dofir de Régime d'impatrié méi attraktiv gemaach ginn, fir Talenter aus dem wäiten Ausland unzezéien. De Seuil vum Akommes, vun deem un dës Moossnam gräift, geet erof vun 100.000 op 75.000 Euro pro Joer. Parallell dozou ass de Regimm vun der Prime participative méi breet ugeluecht ginn, fir datt méi Firmen hire Lounempfänger dëse Virdeel kënne reservéieren.

Ech wëll, an de Laurent Mosar huet et virdrunner och gemaach, nach eng Kéier drun erënneren, datt d'Finanzplaz, déi ech awer elo wierklech net glorifizéiere wëll, well all Secteur, all Branche d'activité an dësem Land ass wichteg, mee datt awer d'Finanzplaz hei e Véierel, ronn e Véierel, vläicht och liicht driwwer, vun eisem PIB erwirtschaft, erschafft. Et ass a war grad d'Finanzplaz, a besonnesch d'Innovatioun an den Asaz vun den neien Technologien op eiser Finanzplaz, déi eis méi sécher duerch d'Pandemie bruecht huet, well se duerch den Teletravail virun allem an der akuter Phas vun der Pandemie d'Leit weider beschäftege konnt.

Mir mussen eis allerdéngs bewosst sinn, datt den Teletravail net nëmmen Avantagen huet. Et kann och duerch den Teletravail zu Produktivitéitsverloschter an zu manner Kreativitéit féieren.

Vergiesse mer och net, datt e Véierel vun de Recettë vum Zentralstaat aus dem Finanzsecteur kommen! De Finanzsecteur mécht 24 % vun der Lounsteier aus, 75 % vun der kommunaler Gewerbesteier, iwwer 75 % vun der Kierperschaftssteier an 100 % vun der sougenannter Taxe d'abonnement. An d'Membere vun der Cofibu zumindest, mee och anerer heibanne wëssen, wéi héich déi Taxe d'abonnement ass a wéi vill se eis am Joer erabréngt. Géifen d'Aktivitéiten op eiser Finanzplaz, vun där eis Ekonomie wierklech staark ofhängeg ass, erofgoen, géifen och eis Steierrecetten deementspriechend méi kleng ausfalen a mir kéinten och duerchaus Aarbechtsplaze verléieren.

Nieft der Industrie an dem Handwierk gesi mer, wéi wichteg Talenter grad am Finanzberäich sinn, net nëmmen an der Compliance, mee och a grad an der Ingénierie financière. Ganz vill Fongen, déi hei zu Lëtzebuerg verwalt ginn, oder Produkter, Servicer, déi hei verkaf ginn, sinn op anere Finanzplaze konzipéiert an entwéckelt ginn. E gutt Beispill heifir ass London. Hei gëtt eigentlech duerch d'„talent attraction" e Méiwäert geschaf. Zu London ginn also duerch Innovatioun déi meescht Sue verdéngt.

Wa mir hei zu Lëtzebuerg net nëmmen d'Grimmele vum Kuch wëlle kréien, ma och e gutt Stéck vum Bond selwer, da musse mer och selwer baken an net nëmme verwalten a verkafen. Oder anescht gesot, fir dat an der Baueresprooch ze formuléieren: Mir solle selwer d'Ram vun der Mëllech schäffen, amplaz datt déi aner dat an eiser Plaz maachen a mir eis just mat der Mëllech begnügen. Wa mer och an Zukunft hei zu Lëtzebuerg en héije Liewensstandard wëlle behalen, da kënnt et manner op d'Mëllech wéi op d'Schlagsan un. Bäcker sinn ass gutt, Bäcker-Pâtissier sinn ass dogéint nach besser, well do setzt een d'Kiischten op de Bond. Jo, vergiesse mer dat net, anerer wëssen dat beschtens: Et kënnt virun allem och op d'Kiischten un.

Et ass jo haut esou, datt London an der „chaîne de valeur", wéi dat esou schéin op Franséisch heescht, also an der „Erschafung-vu-Méiwäert-Ketten", dee Volet ofdeckt, deen am meeschte Méiwäert schaaft. Mir kréien dës Leit mat hiren Ekippen ënner anerem net op Lëtzebuerg, well eise Package, dee mer ubidden, bei de physesche Persounen net ëmmer interessant genuch ass. De Problem läit also och hei bei der „business attraction".

Sech op dat ze verloossen, wat mer hunn, an dovunner auszegoen, et bléif alles beim Alen, dat wier sécherlech e fatale Reflex. Dofir musse mer an der Unzéiung vun héich spezialiséierten Talenter attraktiv bleiwen, fir datt si d'Plaz no vir bréngen an hir Dynamik ënnerhalen.

Momentan läit de Spëtzesteiersaz bei 42 % fir Privatpersounen. Mat der Solidaritéitssteier derbäi plus der Assurance dépendance leie mer bei engem Taux vun iwwer 47 %. Kommt, mir sinn éierlech, mir brauchen ënnerschiddlech Spezialisten an Talenter, fir eis Industrie an eis Finanzplaz an och eist Handwierk – vergiesse mer dat nëmmen net – no vir ze bréngen! A wa mir net méi attraktiv sinn, da gëtt eis Mëllechkou, déi d'Finanzindustrie nun eemol duerstellt, wuedegrëmmeg an eis brieche wichteg Creneauen, wichteg Nischen ewech, well dat steierlecht Ëmfeld op anere Plazen, maache mer eis do näischt vir, weesentlech méi attraktiv ass oder gëtt.

A wann ee vun Attraktivitéit schwätzt, da muss ee sech och bewosst ginn, datt d'Loyeren hei am Land héich sinn a Wunnraum knapp ass. Dat ass net nëmmen e Lëtzebuerger Phenomeen, ech ginn dat gären zou. An awer, et mécht eis manner attraktiv, mir

wëssen dat alleguer heibannen. An dofir komme mer net derlaanscht, eis Offer u Wunnengen eropzesetzen. Et ass virun allem e Problem vun der Offer.

Och a puncto Flexibiliséierung a Gläichgewiicht tëschent Aarbechtszäit a Fräizäit musse mer nach e Krack zouleeën. Fir d'DP läit d'Léisung net an enger generaliséierter Reduzéierung vun der Aarbechtszäit. De Personalmangel, deen a ville Secteure schonn eng batter Realitéit ass, géif doduerjer nëmmen nach weider verschlëmmert ginn. Mir brauchen also e gutt duerchduecht Gesamtkonzept, dat souwuel de Salariéë wéi och de Betriber zeguttkënnt. Dat bedeit méi Autonomie fir d'Salariéen an eng méi wierksam intern Aarbechtsorganisatioun fir d'Betriber, déi sech och konjunkturelle Schwankungen upasse kann, jo, muss. An der Aféierung vun enger Joresaarbechtszäit a vun Zäitspuerkonten an alle Secteuren, do wou méiglech a sënnvoll, an der Färderung vum Teletravail, kuerzëm, an der flexibeler, jo, differenzéierter Gestaltung vun der Aarbecht läit sécherlech d'Zukunft.

Egal wéi, et sinn héich forméiert Leit, déi d'Diversifikatioun vum Finanzsecteur no vir dreiwen. Och iwwert dëse Secteur eraus muss et souwisou eis Ambitioun sinn a bleiwen, eis Wirtschaft generell méi breet opzestellen, eng Wirtschaft, wou mer all Talenter queesch duerch de Gaart brauchen, dat sollte mer eis jiddefalls ëmmer virun Ae féieren.

An dofir an domat och wiere mer beim Theema Diversifizéierung an Digitaliséierung ukomm. Eis Finanzplaz zum Beispill ass méi villsäiteg, wéi se dat nach virun der Bankekris vun 2008 war. D'Finanzplaz ass, Dir wësst dat, en Ekosystem, mëttlerweil souguer e komplizéierten Ekosystem, mat enger Diversitéit, glécklecherweis enger Diversitéit un Acteuren. An et ass dës Villsäitegkeet, déi ënner anerem hir Attraktivitéit an och hir Resilienz, hir Widderstandsfäegkeet a Krisesituatiounen ausmécht.

Ma mir musse weider diversifizéieren, net nëmmen op där berüümter Finanzplaz. D'Handelskummer schreift ganz treffend, datt mer eis ëmmer nees op d'Sich musse maachen no Aktivitéiten eebe mat enger héijer Valeur ajoutée, mat engem héije Méiwäert. A fir déi unzezéien, musse mer an allen Hisiichten attraktiv sinn a bleiwen. An d'Chambre de Commerce verknäppt hei ganz enk déi wirtschaftlech Dynamik mat dem Erhale vum Sozialstaat, engem staarke Sozialstaat, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn.

Ech zitéieren den Avis vun der Handelskummer zum Staatsbudget: „Le Luxembourg doit impérativement devenir un terreau fertile pour les branches d'activité à haute valeur ajoutée, permettant de maintenir une croissance soutenue" – a Klammeren – „(indispensable au maintien du modèle social) tout en assurant une maîtrise de la consommation de ressources et d'inputs de production. Le tout doit s'opérer en pleine complémentarité avec les secteurs d'activité historiques, dépositaires d'une irremplaçable expérience." Jo, mir brauche béides: Erfarung an Erneierung, Bewäertes an Innovatioun, al a bewäert Kompetenze plus nei Iddien an nei Methoden.

Mir mussen esou zum Beispill méi attraktiv gi fir auslännesch Grënner, déi sech hei am Land kéinten etabléieren, an d'Grënnerzeen méi pousséiert ënnerstëtzen, ob dat Leit vun heiheem sinn oder aus dem Ausland. D'Space-Industrie ass eng aner Optioun, fir eise Wirtschaftssystem méi ze diversifizéieren.

A fir de Rescht musse mer eis gutt iwwerleeën, wéi eng Betriber mer letztlech wëllen unzéien a wat eis definitiv Strategie dozou ass. Well wa mir keng zolidd an zukunftsfäeg Strategie hunn, wat mir genee wëllen, wat mer genee ustriewen, riskéiere mer, nach méi Opportunitéiten ze verléieren, wéi dat schonn de Fall war mat potenziellen Industrien, déi eis no längerer Zäit vu Waarden enttäuscht de Réck gedréit hunn oder hu missen dréien.

Léif alleguer, d'Innovatioun gëtt an etleche Betriber groussgeschriwwen. Ech ënnersträichen do virun allem d'Innovatioun an den handwierkleche Betriber, mëttelstännesche Betriber, natierlech och an eiser Industrie. Och d'Digitalisatioun gëtt groussgeschriwwen. Béid Theeme si wierklech wichteg fir d'Iwwerliewe vu ville vun eise Betriber. De Wirtschaftsministère an och de Mëttelstandsministère verfügen iwwer verschidde Programmen, déi spezifesch d'Innovatioun an de Betriber ënnerstëtze sollen. Ech zielen déi elo net alleguer op. Dir kennt der eng Rei dovunner.

Eurostat preziséiert, datt eist Land europawäit op der véierter Plaz steet, wat de Prozentsaz un IT-Experten an der aktiver Bevëlkerung ugeet. Mir si ganz virbäi bei den digitale Kompetenzen an och an der Weiderbildung, déi mer am Beräich vun den ICT-Skills ginn. Am Global Talent Competitiveness Index sti mer op der aachter Plaz, wat déi digital Kompetenzen ugeet. Ganz wäit virdru sti Länner wéi d'Schwäiz, d'USA oder Singapur.

Am Beräich vum Upskilling vun de schaffende Leit mussen awer nach Ustrengunge gemaach ginn an an der Cybersecurity heescht et, eis Kompetenzen ze verstäerken. Dat geschitt mam Center for Cybersecurity, mat deene privaten an ëffentleche Partenariaten, déi mer am Beräich vun der Cybersécherheet hunn. Do ass d'Konkurrenz ëm héich ausgebilten Talenter staark, gutt also, datt de BTS an der Cybersécherheet d'lescht Joer lancéiert gouf.

A wa mer vun Innovatioun schwätzen, ass et wichteg ze soen, datt e Betrib an dëser schnelllieweger Zäit, an dëser schnelllieweger Welt nëmmen da bestoe kann, wann en eeben net stoe bleift. Net stoe bleiwen heescht, sech eeben dem Fortschrëtt net verschléissen. E memorabelt franséischt Spréchwuert seet: „Qui n'avance pas rétrograde." Et heescht also, Konzepter an Aarbechtsmethoden ze hannerfroen an unzepassen, wann néideg. Et heescht, Produkter ze entwéckelen, déi op den internationale Mäert gefrot ginn a präislech bestoe kënnen.

Grad dofir ass et esou wichteg a weesentlech, datt e Betrib Profitt mécht. De Profitt ass fir déi allermeescht Betriber keen Zweck u sech, kee Selbstzweck also. E weist emol fir d'éischt, datt e Betrib gesond ass. Dacks gëtt a bestëmmte Milieuen e Klischee bedéngt, als wier de Profitt oder de Benefiss – nennt et, wéi Der wëllt – de facto eppes Negatives, als géif de Patron, ob selbstänneg oder net, de Benefiss allkéiers an d'eegen Täsch stiechen. De Benefiss, dat muss ee wëssen, gëtt vu ville mëttelstännesche Betriber zum Beispill fir Investissementer an och a grad fir d'Innovatioun respektiv d'Digitalisatioun reservéiert an domadder fir d'Erhale vun Aarbechtsplazen. Ouni dëse Reflex, ouni dës Entscheedunge géife Betriber Huesen a Schlappe verléieren. Si kéimen an d'Laberenten a géife riskéieren, vu Konkurrente vum Maart ewechgedréckt ze ginn. Grad an der Industrie an an den handwierkleche Betriber sinn eeben Innovatioun an Digitaliséierung d'Viraussetzung fir ze bestoen, fir konkurrenzfäeg ze sinn, fir attraktiv ze bleiwen an Aarbechtsplazen ze sécheren. Et sinn dat effektiv dauernd Erausfuerderungen, déi een net ënnerschätzen däerf.

E puer Wuert zur Digitaliséierung am Mëttelstand: 83 % vun de Lëtzebuerger sinn zefridde mat der Initiativ Letzshop, déi de Betriber méi Visibilitéit gëtt, eng digital Vitrinn, wéi dat esou schéin heescht, an esou de lokale Commerce ënnerstëtzt; lokale Commerce, wéi mer wëssen, dee genuch Schwieregkeeten huet ze bestoen. Zwee Drëttel vun de Lëtzebuerger kafen digital. An de Programm SME-Packages versicht, déi digital Leeschtung vun de Betriber ze verbesseren: de Marketing digital, awer och d'Gestioun an déi elektronesch Facturatioun. D'Handwierk, d'Industrie an d'Finanzplaz sinn dat bescht Beispill fir ze weisen, datt een derfir suerge muss, datt ee sech ëmmer nei erfannen a villsäiteg opstelle muss.

D'Digitalisatioun spillt also eng entscheedend Roll. Trotz der Pandemie ass d'Zuel vu FinTechen am Lëtzebuerger Haus vun de Finanztechnologien an d'Luucht gaangen. D'Madamm Finanzminister huet an hirer Ried bei der Virstellung vum Budget betount, datt de Staat zesumme mat der Uni Lëtzebuerg an dem SnT e „Finnovation Hub", wéi dat esou schéin heescht, bereet ass ze schafen, schafe wäert. Dat ass eng Aart Laboratoire fir Innovatiounen am Finanzsecteur.

Komme mer dann zu engem leschte wichtege Punkt, deen eis, jiddefalls menger Fraktioun, um Häerz läit. Dat ass de Punkt vun der Planungssécherheet. Eist Land muss attraktiv fir Investisseure bleiwen. Datt mer bei Investissementer op méi Nohaltegkeet setzen, dat schéngt mer evident. Mir setzen op méi Nohaltegkeet, och a grad zum Schutz vun der natierlecher Ëmwelt.

Datt d'Regierung en Nohaltegkeetscheck am Virfeld vun Investissementer duerchféiere wëll, ass och a grad kee Feeler. Datt Prozeduren ze respektéiere sinn, dat ass an engem Rechtsstaat kloer. Mir mussen awer derfir suergen, datt Betriber, déi hei zu Lëtzebuerg investéiere wëllen, net eng gefillten Éiwegkeet am Wartesall sëtze wëllen a kënnen (veuillez lire: am Wartesall sëtzen, wat se net wëllen an net kënnen). Mir musse potenziellen Investisseure vu virera klore Wäin ausschëdden. Betriber brauche Planungssécherheet. Si wëlle wëssen, ob se op engem Standuert investéiere kënnen oder däerfen oder eeben net. Si wëlle wëssen, ob se wëllkomm sinn oder net. A wa se net erwënscht sinn, da soll een hinnen dat esou séier wéi méiglech riicht an d'Gesiicht soen, zemools am ICT-Beräich, wou d'Technologie sech rasant verännert an een d'Betriber net onnëtz hinhalen däerf.

D'Zäitfënster, an där d'Betriber Investitiounsentscheedungen huelen, déi ass leider dacks méi kleng wéi d'Period vun de Prozeduren op eiser Säit. Dat ass e Problem, dee bekannt ass. Duerch déi rasant Changementer an der Technologie kann eng Investitioun op engem Standuert haut Sënn maachen an an dräi Joer eventuell net méi. Do kann een einfach net jorelaang am Wartesall zappele gelooss ginn, bis datt dann iergendeen Entscheeder enges Daags oder no Jore seet: „Ok, Dir däerft elo investéieren." Bis dohinner huet de Betrib längst seng Siwesaache gepaakt an ass sech bei den Noper néierloosse gaangen.

Planungssécherheet ass fir eis Betriber, léif alleguer, essenziell, fir déi aktuell Betriber an och fir déi potenziell, zum Beispill op steierlechem Plang an infrastrukturellem Niveau. An do muss e Land sech Mëttel an Entscheedungsorganer ginn an och Prozesser ginn, déi et erlaben, fir séier ze schaffen an onkomplizéiert ze préiwen, fir Investoren esou séier wéi méiglech ze soen, ob si sech engagéiere kënnen oder net.

Zu gudder Lescht wéilt ech nach eng Reflexioun iwwert d'Ofhängegkeet oder d'Verbesserung vun der Onofhängegkeet vun eiser Wirtschaft féieren.

Mir wëssen, datt eis Ekonomie – virun allem, well mer eng kleng Ekonomie sinn, déi wéineg natierlech Ressourcen huet oder bal guer keng huet – ganz ofhängeg ass. Bei eiser Energieversuergung musse mer wäit iwwer 90 % vun der Energie importéieren, wat weist, datt eis Wirtschaft a Krisenzäite ganz staark ofhängeg

ass vun anere Länner a mir de Risiko lafen, datt aner Länner sech fir d'éischt emol selwer ze versuerge wëssen an duerno eréischt kucken, ob si nach Sputt hunn, fir eis och ze versuergen. Fir eis Resilienz ze fërderen, kënne mer nach Efforte maachen, fir ze kucken, esou mann wéi méiglech ofhängeg ze sinn, dëst virun allem och an de Beräicher vum Gesondheetswiesen an der Landwirtschaft, spréch der Liewensmëttelversuergung.

D'Fro stellt sech, wéi eng Industrie mir nees zréck an Europa an eventuell och op Lëtzebuerg wëlle bréngen. Wéi kënnen d'Léieren aus der Pandemie um internationale Plang och eng Chance fir d'Opliewe vun der Industrie hei am Land an doriwwer eraus sinn? Interessant ass zum Beispill, datt an der aler Zigarettefabrick zu Hollerech elo Solarpanele produzéiert solle ginn.

Voilà, léif alleguer, Dir Dammen an Dir Hären, dat waren déi wichtegst ... – Här President, pardon, ech hat Iech elo bal vergiess! –, dat waren déi wichtegst Iwwerleeungen, déi wichtegst Reflexiounen, déi ech zur wirtschaftlecher Entwécklung hei am Land uféiere wollt. Attraktivitéit, Diversifizéierung, Innovatioun, Digitaliséierung a Planungssécherheet, dat sinn déi fënnef Eckpunkten, déi de magesche Pentagon vun eisem wirtschaftlechen Erfolleg ausmaachen. Bannent dësem Pentagon kënne mer eis ënnerschiddlech beweegen an deem engen oder aneren Eckpunkt vun dësem Fënnefeck méi no kommen. An awer, et wier fatal, wa mer och nëmmen ee vun dëse Punkte géifen ignoréieren. Dat géif eis Wirtschaft strukturell schwächen. Mir géifen d'Pedalle verléieren an de Wuelstand vun eiser Bevëlkerung liichtfankeg op d'Spill setzen. Awer och a grad de Finanzement vun eisem generéise Sozialstaat géif dauerhaft ënnert d'Rieder geroden. Déi wirtschaftlech Dynamik an e staarke Sozialstaat hänken eeben enk zesummen.

An dofir nach eemol, léif alleguer: Et baut ee kee Sozialstaat op engem wirtschaftleche Kierfecht op, mee op enger innovativer a widderstandsfäeger Wirtschaft. Well mer déi hei zu Lëtzebuerg hunn a well mer se och wëllen erhalen, musse mer eis entscheeden, mat der néideger Luciditéit Politick ze maachen. Wëlle mer déi widderstandsfäeg Wirtschaft erhalen, da musse mer weider zukunftsorientéiert handelen. An do dierfte virun allem déi zwee Schlësselwierder vun der Attraktivitéit an der Planungssécherheet wuel eng zentral Roll spillen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a wéilt deem lo wierklech näischt méi bäifügen. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Bauler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wou steet d'Lëtzebuerger Wirtschaft? Wéi krisefest ass se? Wéi innovativ ass se? Wéi prett ass se fir d'Defie vun der Zukunft? Et ass eng ganz breetgefächert Thematik, iwwert déi mer haut schwätzen. An hätte mer dës Debatt virun dräi Joer gefouert, hätt se eng ganz aner Nues gehat, dat ass evident. Dem Laurent Mosar merci, datt mer se haut kënne féieren.

Déi lescht dräi Joer waren a sinn nach ëmmer gepräägt vun enger Serie vu Krisen, déi mir an deem Mooss nach net erlieft hunn: d'Pandemie, de Krich an der Ukrain, d'Energiekris, d'Inflatioun an natierlech als omnipresent Damoklesschwäert d'Klimakris. All dat beanträchtegt net nëmme massiv d'Liewe vun de Biergerinnen a Bierger, mee natierlech goufen a ginn och d'Betriber virun enorm Defien a Problemer gestallt.

Fir de Wirtschaftsministère war an ass et eng Herkulesaufgab, fir engersäits eng séier an effikass Krisegestioun ze maachen an de Betriber bei den akute Problemer esou gutt wéi et nëmme geet ze hëllefen an anerersäits alles drunzesetzen, fir datt de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg zukunftsfäeg an attraktiv bleift. Eng Herkulesaufgab, op där hir eenzel Aspekter ech elo wéilt agoen.

Här President, d'Welt ass haut eng aner wéi Enn 2019. Keen hätt sech virun dräi Joer kënne virstellen, wéi vill Krisen noeneen a mateneen op eis géifen duerkommen. Elo si mer an enger exceptionneller Situatioun, mat där an deem Mooss nach kee Wirtschaftsminister konfrontéiert war, sécher net, nom Zweete Weltkrich.

Déi aktuell Erausfuerderunge si Gamechanger. D'Instrumenter vu gëscht ginn als Äntwert net méi duer. De Bausecteur kritt matten an der Logementskris keng Opträg méi, ënnert dem Drock vu Präisdeierecht an Zënshaussen. Mir si matten an enger Energietransitioun. Et feelt an zeg Secteuren u Main-d'oeuvre. D'Klimapolitick gëtt ëmmer méi urgent. Eng nei Bankekris suergt fir weider Turbulenzen. A geopolitesch musse mer an Europa ganz gutt oppassen, datt mer bei den neie Muechtkonstellatiounen op der Welt net an den Abseits geroden.

En einfacht „Weider-esou" kënnt duerfir net a Fro. Mee grad zu Lëtzebuerg brauche mer awer duerfir och net alles schwaarzzegesinn. Éischtens hu mer et ëmmer nees fäerdegbruecht, eis nei ze erfannen, an all Kris eng Chance ze gesinn, d'Opportunitéiten ze ergräifen an eis nei Standbeen a Kompetenznischen opzebauen, déi eis e Liewen an engem Wuelstand erméiglechen, ëm deen eis op d'mannst déi hallef Welt beneit.

Natierlech ass d'Haut ëmmer méi no wéi d'Hiem, jidderee spiert säint – an natierlech ass zu Lëtzebuerg net alles roseg, loin de là –, den Aarmutsrisiko muss eis alleguerte vill méi interpelléieren, och den Demokratiedefizit ass guer net gutt fir eis Gesellschaft a fir de sozialen Zesummenhalt.

Mee all Bléck iwwer eis Grenzen eraus weist jo awer, datt mer am Verglach mam Ausland net schlecht dostinn, am Géigendeel. Zanter den 80er-Joren ass eist Land staark gewuess, eis Staatsfinanze sinn ëmmer gesond bliwwen. Deementspriechend hate mer den néidege Spillraum, fir ëmmer nees déi néideg Investitiounen ze maachen, an dee Spillraum hu mer och haut, fir eise Standuert zukunftsfäeg ze maachen.

Mir gesinn haut, datt de Wirtschaftsministère déi richteg Decisioune geholl huet. Dat erkennt een dorunner, datt eist Land d'Krise bis elo gutt iwwerstanen huet, ganz gutt souguer par rapport zu deenen aneren EU-Länner.

Fir d'Krisegestioun wärend der Pandemie ass d'Regierung vum Wirtschafts- a Sozialrot an och vun der OECD gelueft ginn. De Stabilitéitsprogramm an de Moossnamepackage ënnert dem Numm „Neistart Lëtzebuerg", dorënner natierlech och de Chômage partiel, all dat ass de Beweis vun engem effikassen, séieren a strateegeschen Handelen, dat déi negativ Auswierkunge vun der Pandemie op d'Betriber, d'Salariéen an d'Bierger minimiséiert huet, dat ass den Tenor vun den Experten.

2021 koum och dunn direkt eng richteg Relance, d'Wirtschaft huet sech séier erholl, allerdéngs ass Enn 2021 schonn déi nächst international Kris ugaangen an am Februar 2022 mam Krich an der Ukrain esou richteg eclatéiert.

Mee och dat huet d'Regierung bis haut gemeeschtert: An dräi Tripartitte bannent engem Joer, mat dräi Solidaritéitspäck an engem Energiedësch kruten net nëmmen d'Bierger gehollef, net nëmme gouf d'Kafkraaft erhalen, mee och den Energieschock an den Inflatiounsschock fir d'Betriber goufen ofgebremst. An et ass eebe besonnesch de Wirtschaftsministère mat sengen ënnerschiddleche Régimes d'aides, deen de Betriber gehollef huet, do wou et néideg war an ass.

Am Zäitraum tëscht 2018 an 2022 huet de Wirtschaftsministère den Entreprisen Hëllefen an Héicht vun 906 Milliounen Euro ginn duerch Subventiounen, Avancen oder Garantien – 906 Milliounen Euro! – a ronn d'Hallschent vun deenen Hëllefen huet derzou gefouert, datt d'Entreprisë selwer 1,5 Milliarden Euro investéiert hunn oder amgaang sinn ze investéieren. Dat ass matzen a Krisenzäiten dach einfach remarkabel!

Ech wëll och drun erënneren, datt mer zu Lëtzebuerg déi niddregst Inflatioun am Euroraum hunn, eeben och, well d'Regierung séier agegraff huet. Déi gefaart Rezessioun ass net agetraff. Am Februar huet de Statec seng Projektioune vum Wuesstum fir déi nächst Jore substanziell no uewe revidéiert, doriwwer sollte mer eis freeën. An och déi gefaart Explosioun vu Faillitten ass net komm. Et steet also ausser Fro, datt de Staat vill Suen an de Grapp geholl huet, fir den Entreprisen a besonnesch de klengen a mëttelgrousse Betriber ze hëllefen.

An ech wëll och hei nach eng Kéier ganz kloer betounen, datt de Sozialdialog nees fonctionéiert. Et vergësst een heiansdo, vu wou mer eigentlech hierkommen. Et ass nach guer net laang hier, du louch dee Sozialdialog op Äis, e gouf vu munch engem souguer scho fir dout erkläert, Bipartitten amplaz Tripartitten. Haut ass dat ganz anescht. De Sozialdialog fonctionéiert an dat ass de Garant fir de soziale Fridden zu Lëtzebuerg, dee sengersäits vun onschätzbarem Wäert ass fir d'Attraktivitéit vum Wirtschaftsstanduert.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Kuckt emol an d'Ausland, firwat d'Mënschen do op d'Strooss ginn, firwat se do op d'Strooss musse goen! A mir hunn hei e Chômagetaux, dee souguer méi déif ass wéi virun der Pandemie.

**Une voix** | Ganz richteg!

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Ech si jiddefalls houfreg op de Lëtzebuerger Modell. Hei gouf keen am Stach gelooss. Dat schaaft Vertrauen an eis Decideuren, och d'Vertraue vun den Investisseuren.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Kolleeginnen a Kolleegen, et geet awer net just ëm déi kuerzfristeg Politick, mee och a gradesou vill ëm d'Wirtschaft vu muer. Data-driven, nohalteg, dekarboniséiert, circulaire a resilient, esou soll se sinn, esou muss se sinn.

An de Wirtschaftsministère ass gutt opgestallt, fir d'Betriber an déi Welt vu muer ze begleeden. Et gëtt d'Feuille de route „Ons Wirtschaft vu muer", déi eis Ekonomie méi resilient soll maachen an déi d'Léieren zitt aus der Pandemie, aus dem TIR-Prozess (ndlr: third industrial revolution), der Rifkin-Etüd also, an och de Megatendenze Rechnung dréit. Mir wëlle Virreider sinn an duerfir ginn d'Jalone gesat. An ech si ganz frou ze héieren, Här Mosar, datt d'CSV positiv bewäert, wat deemools beim TIR-Prozess erauskomm ass, déi Proposen, déi Recommandatiounen an och déi Projeten, déi do gemaach goufen.

D'Megatendenze weisen, datt eis Wirtschaft muss breet opgestallt sinn, fir de Standuert Lëtzebuerg

souwuel attraktiv wéi och widderstandsfäeg ze halen. D'Betriber brauche gutt Konditioune fir ze schaffen, si brauchen eng laangfristeg Sécherheet an – do ginn ech dem Här Bauler ganz Recht – se brauche Planungssécherheet. Duerfir ass et wichteg ze betounen, datt am Moment genee do investéiert gëtt, fir déi Sécherheet kënnen ze bidden. Ouni eng performant an energieeffizient Konnektivitéit geet näischt an enger digitaliséierter Welt. Do si mer ganz gutt opgestallt an d'Strategie 5G soll derfir suergen, datt Lëtzebuerg carrement Spëtzereider gëtt an der Konnektivitéit.

An de Benchmarke komme mer elo scho ganz gutt ewech. Ech si sécher, mir kënnen et nach besser maachen. Et ass evident, datt e Land mat wéineg natierleche Ressourcen op Big Data setzt, dat si Wirtschaftsressourcen, déi wéineg Plaz brauchen. Dat huet Lëtzebuerg längst erkannt an duerfir ass vill geschafft ginn, fir datt souwuel d'Kompetenze wéi och d'Infrastrukturen do sinn, fir mat deenen Donnéeën ëmzegoen, dorauser eng Valeur ajoutée ze maachen.

An deem Kader wéilt ech och déi national Technologieplattform fir Austausch, Veraarbechtung a Gestioun vun Daten ernimmen, duerch déi Lëtzebuerg eng Pionéieraarbecht an der Datewirtschaft leescht. Am Respekt vum Schutz vun der Privatsphär an dem intellektuellen Eegentum mécht dës Plattform en Inventaire vun Donnéeën, déi souwuel ëffentlechen, awer och privaten Acteuren ënner bestëmmte Konditiounen zur Verfügung gestallt ginn. Dës Plattform mécht den Zougang zu der Wäertkette vun der Datewirtschaft bedeitend méi einfach.

An dann ass d'Digitaliséieren, d'Verwalten an d'Analyséiere vun Daten och e Pilier vun der Économie circulaire, op déi mer histeieren. An deem Sënn ass d'„Product Circularity Data Sheet" ausgeschafft ginn, en Open-Source-Format, mat deem d'Acteuren iwwert d'Wäertketten an domat de Kreeslafpotenzial vu Produiten informéiert ginn. An all Secteur, vum Bausecteur bis bei d'Konsumgidder, kënnen d'Hiersteller de Produiten en digitale Fangerofdrock ginn, wat d'Kreeslafwirtschaft immens vereinfacht. An dat ass och interessant, well et jo och innerhalb vun der Économie circulaire ëmmer méi Potenzial gëtt, fir nei Erkenntnisser iwwert d'Matièren ze kréien a sech ze verbesseren.

Mee mat Date muss een net just ëmgoe kënnen, et muss ee se och kënne sécher späicheren. Lëtzebuerg ass hei wirtschaftlech attraktiv, well an Infrastrukture ronderëm d'Cloudservicer investéiert gëtt. An hei ass et eng exzellent Nouvelle an och eng Bestätegung vun eiser Wirtschaftspolitick, datt e Konzern wéi Google a Lëtzebuerg investéiert. Duerch eng grenziwwerschreidend lëtzebuergesch-belsch Zesummenaarbecht kënnt d'Technologie vu Google iwwer eng europäesch Cloud op Lëtzebuerger Territoire.

Dat ass dach en aussergewéinlechen Deal, deen am Kader och vun der Wirtschaftsstrategie 2025 realiséiert ginn ass an eisem Land, eise Betriber méi wéi zeguttkënnt! An ech ka mer wierklech ganz schlecht virstellen, datt Google géif esou en Deal agoen, an esou e Land kommen, dat esou e schlechten Image hätt, wéi den Här Mosar dat fäert. Dat gleewen ech keng Sekonn!

Wat d'Sécherheet vun den Daten ugeet, ass d'House of Cybersecurity, déi national Agence, déi bis viru Kuerzem ënnert dem Numm SECURITYMADEIN.LU bekannt war, e groussen Atout fir Bierger, Fuerschungsan Innovatiounsacteure wéi och fir Startups am Beräich vun der Cybersécherheet.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg stellt sech breet op, fir e weltwäit wichtege Pol an der Fuerschung an Innovatioun ze ginn. Technologië si wichteg fir d'Industrie, si sinn awer och wichteg fir d'Gesondheet vun de Leit. De Secteur vun de Gesondheetstechnologien ëmfaasst an Tëschenzäit 136 Betriber, beschäftegt 1.900 Leit, 80 % dovun a Strukture mat maximal zéng Mataarbechter. D'Hallschent vun deene Firmen si manner wéi zéng Joer al. De Secteur ass also am Opschwong, do besteet keen Zweifel.

Besonnesch ervirzehiewen ass hei den HE:AL Campus. Op enger Fläch vun 2,4 Hektar läit dee Campus tëscht dem House of Biohealth, dem zukünftege Südspidol an der Cité des sciences um Belval, optimal also, fir Fuerschung an Innovatioun an der medezinnescher Welt zesummenzebréngen. Mat dësem Projet sollen haaptsächlech Firmen ugezu ginn, déi mat medezinneschen an diagnosteschen Apparater schaffen an déi digital Servicer ronderëm d'Gesondheet ubidden. De Site a seng Infrastrukturen hëllefen, Technologien ze entwéckelen, déi eng personaliséiert Medezinn méiglech maachen, wou natierlech och déi kënschtlech Intelligenz eng grouss Roll spillt.

E weidere wichtege Secteur, dee sech och staark entwéckelt huet, ass de Spacesecteur. Am Ufank vill belächelt, sou gëtt et haut hei iwwer 1.400 Aarbechtsplazen, duebel esou vill wéi 2016. Besonnesch interessant ass hei natierlech de Space Campus op der Kockelscheier, e Projet, deen et nationalen an internationalen Acteure vereinfacht, sech nidderzeloossen, an d'Acteuren och zesummebréngt.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Francine Closener** (LSAP) | D'Diversifikatiounspolitick geet also riicht virun an dréit och Friichten. An engems huet sech awer och eis Lëtzebuerger Finanzplaz ganz dynamesch entwéckelt. Duerfir erkennt ee vläicht och op deen éischte Bléck d'Diversifikatioun vun eiser Ekonomie net ëmmer direkt. Dat ass an deem Sënn net dramatesch, well dat jo och soss näischt aneschters heescht, wéi datt eis Mëllechkou – nun eeben d'Finanzplaz – weider vill Mëllech gëtt.

Mee fir eis, fir d'LSAP, ass et grad dowéinst esou wichteg, datt mer net noloossen an eisen Efforten, och Industrie op Lëtzebuerg ze bréngen. Mir wëlle kee Micky-Maus-Staat, wou et just Büroen an Ecrane mat faarwege Courbë gëtt. Mir wëllen zu Lëtzebuerg produzéieren, net just importéieren. Grad wa mer vu Resilienz a Souveränitéit vis-à-vis vun Drëttstaate schwätzen, ass dat e Must!

*(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

Duerfir ass et och wichteg, e puer Zuelen zu eiser Industrie ze nennen, fir datt deen Debat objektiv bleift. De Statec seet, d'Zuel vun de Produktiounsbetriber, déi tëscht 2013 an 2020 gegrënnt goufen, ass stabel bliwwen. 2021 gouf et 927 Industriebetriber. Mat iwwer 30.000 Aarbechtsplazen zanter 1995 ass och den Emploi an der Industrie relativ stabel, schreift de Wirtschaftsminister an enger rezenter Äntwert op eng Question parlementaire. A grad am Beräich Industrie hu jo eng ganz Rei vu Big Player trotz Krisen an hir Anlagen investéiert, an d'Moderniséierung an an d'Erweiderung, an zwar an der Héicht vun enger Milliard Euro.

Besonnesch déi digital an déi ekologesch Transitioun vun dëse Betriber gëtt vum Ministère ënnerstëtzt. Am Haut-Comité pour l'industrie gëtt gekuckt, wéi d'Entwécklung vun der Industrielandschaft mat Horizont 2040 kann a soll ausgesinn. An och ze ernimmen hei an deem Kontext ass der EU-Kommissioun hiren Net Zero Industry Act, fir d'Produktioun vu klimaneutralen Technologien an Europa ze pushen, zum Beispill Wandturbinnen, Fotovoltaik, erneierbare Waasserstoff, Wäermepompelen a villes méi. Déi ganz Branche soll méi séier ausgebaut ginn an duerfir sollen och déi administrativ Prozeduren acceleréiert a vereinfacht ginn, an ech mengen, dat wëlle mer alleguer. Dat ass eng héich interessant Initiativ fir d'Reindustrialiséierung an Europa, an duerfir och den Appell un d'Regierung, se wa méiglech zu Lëtzebuerg ze applizéieren – Technologien allerdéngs, déi um Nucleaire baséieren, wëlle mer natierlech net!

**Une voix** | Très bien!

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Här President, Produktiounsbetriber brauche Plaz. Mir wëssen natierlech ëm de Manktem un Terrainen. Dat ass och e Problem, ouni Zweifel. Mee zum Gléck ass de Plan sectoriel „Zones d'activités économiques" a Kraaft an e bitt Méiglechkeeten, fir nei Zonen ze schafen. An hei si jo awer och d'Gemenge gefuerdert, fir d'Zonen an de PAGen auszeweisen. Dat ass deen alleréischte Schrëtt an dat muss ee kënne maachen.

An da mussen d'Prozeduren natierlech besser koordinéiert ginn, fir datt mer virukommen. Méi séier wëlle mer dat alleguer, dat ass evident. Natierlech dierfen déi Sitten och net méi wéi Friemkierper an enger Regioun behandelt ginn, mee och hei applizéiere sech d'Prinzippie vun der Circular Economy a puncto gemeinsam Infrastrukturen, a puncto Synergien, a puncto Ubannen un den ëffentlechen Transport an esou weider an esou virun.

Här President, d'Zuele weisen, datt Lëtzebuerg fir vill privat Acteuren attraktiv ass a bleift, an dat ass och op eis Steierpolitick zréckzeféieren. 2016 louch eis nominal Betribssteier nach bei 29,2 %. Mat der Steierreform vun 2017 huet d'Regierung du Lëtzebuerg um steierleche Plang méi kompetitiv an attraktiv gemaach. Esou ass den Taux bei der Betribssteier schrëttweis erofgesat ginn. Haut leie mer bei engem Taux vu 24,9 %, woubäi jo kleng a mëttelgrouss Entreprisë mat där Steierreform vun 2017 nach besser ewechkomm si wéi déi grouss. Dat war innovativ an der Aart a Weis, wéi mir Betriber besteieren, an et ass eise PMEe ganz sécher zeguttkomm.

Et muss ee jo och guer net wäit siche goen, fir Länner ze fannen, déi nominal méi héich besteiere wéi mir. D'Belsch, Éisträich, Holland, Frankräich, Däitschland leien zum Deel däitlech méi héich wéi mir bei der Betribssteier, si hunn awer alleguerten och staark Ekonomien.

Mir sinn effektiv liicht iwwert dem mediane Steiersaz an der EU, mee et dierf een awer och net vergiessen, datt et schwiereg ass, e prezise Verglach ze maachen tëscht de Länner, well net iwwerall déi nämmlecht Reegele fir Ofschreiwunge gëllen. Mir kennen dat ganzt Bild also guer net.

Lëtzebuerg brauch sech am internationale Wettbewerb op jidde Fall net ze verstoppen. Ech mengen awer virun allem, datt et ze kuerz geduecht ass, wann ee géif behaapten, en niddregen Taux d'affichage wier deen eenzegen a grousse Schlëssel zu méi Kompetitivitéit.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Dat ass vläicht an den 80er-Joren nach esou gewiescht, mee haut ziele jo awer och ganz aner Saachen: Fannen ech qualifizéiert Personal? Hunn ech e richteg gudden Ekosystem zu Lëtzebuerg fir meng Entreprise? Sinn eis Autoritéite reaktiv? Wéi gesäit et mat der politescher Stabilitéit aus? A villes méi.

**Une voix** | Ganz richteg!

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Fir d'LSAP ass et kloer, datt souwuel d'Personnes physiques wéi awer och d'Entreprisen hiren Deel zur Allgemengheet musse bäidroen. Hei muss also e gewëssen Equiliber bäibehale ginn, soss riskéiere mer nämlech,

d'Kohäsioun am Land ze ënnergruewen. Mat deene successive Krise läit d'Steierlaascht awer tendenziell ëmmer méi staark op de Schëllere vun de physesche Persounen: vu 54 % am Joer 2011 erop op 60 % am Joer 2020. Anescht ausgedréckt: D'Entreprisen droen am Verhältnis ëmmer manner zur Allgemengheet bäi.

A bei der Betribssteier gëtt et jo och ganz ënnerschiddlech Situatiounen: Vun de ronn 85.000 Entreprisen, déi der Kierperschaftssteier ënnerleien, hunn der fir d'Joer 2020 ëmmerhi 65.000 guer keng Kierperschaftssteier bezuelt. Dat nämmlecht Joer hu 50.000 Gesellschaften déi minimal Verméigenssteier bezuelt, awer weeder Kierperschafts- nach Gemengesteier. Mir hunn also nach e steierlech ganz favorabelt Ëmfeld fir eis Entreprisen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Francine Closener** (LSAP) | A mir gesinn als LSAP kee Grond, ërem un d'Rad vum Steierdumping aus vergaangenen Zäiten dréinen ze goen!

Et gëtt och Beispiller, déi weisen, datt Lëtzebuerg ofgesi vun der Steierpolitick en attraktiivt Land ass: Zanter dem Vott vum Brexit si grouss Nimm wéi J.P. Morgan a Goldman Sachs an iwwer 90 aner Entreprisen op Lëtzebuerg komm, net well se hei steierlech bevirdeelegt ginn, well an Irland géif et hinnen, wat dat ugeet, jo nach besser goen, mee well mer hei den néidegen Knowhow bidden. Mir hunn héich qualifizéiert Leit an engem méisproochege Raum. D'Entreprisë wëssen, datt se bei eis deen Knowhow, finanziell Sécherheet an déi néideg Infrastrukture fannen. A mir sollen dat ëm Gottes wëllen net ëmmer erofspillen!

De Wirtschafts- an Industriestanduert Lëtzebuerg verbraucht awer och Energie, vill Energie, déi aktuell knapp ass an doduerjer natierlech deier. Dat stellt d'Betriber virun Erausfuerderungen an et mécht de Wettbewerb schwéier. De Wirtschaftsministère huet doweinst en Hëllefspak lancéiert, fir d'Betriber bei hiren Investissementer an d'Infrastruktur fir gréng Energien ze ënnerstëtzen. Och de Klimapakt fir d'Betriber, dee jo elo am Januar presentéiert gouf, suergt derfir, datt d'Betriber vun deene verschiddene staatlechen a parastaatlechen Acteuren ënnerstëtzt ginn, mam Zil, d'Wirtschaft ze dekarboniséieren.

D'Energietransitioun fuerdert an engems, datt nei Pisten ausgeschafft ginn, fir datt d'Industrie an Zukunft mat gréngem Waasserstoff ka schaffen. Hei ass et och gutt ze héieren, datt an der Groussregioun direkt e puer Projete lafen, fir datt mer zesumme méi attraktiv kënne ginn als Groussregioun. Och dat ass e wichtegt Zil. Mee och zu Lëtzebuerg ginn ëmmer méi gréng Energië produzéiert. Ech zitéiere just dat Beispill: Am Januar huet jo de SOCOM-Grupp den Investitiounsprojet fir d'Produktioun vu Fotovoltaikpanelen zu Lëtzebuerg virgestallt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nieft der Energiekris hunn d'Betriber mat bürokrateschen Hürden ze kämpfen. Et ass net ëmmer einfach ze verstoen, wie fir déi Simplification administrative dann elo alles zoustänneg ass. Villes, net alles, villes läit an der Hand vum Digitaliséierungsministère, wou entre-temps jo eng Partie Aidë méi zougänglech gemaach gi sinn. 2021 ass och d'Gesetz vun der Facturation électronique gestëmmt ginn an zanter dem 18. Mäerz dëst Joer si kleng Betriber – méi spéit dann och déi grouss – verflicht, hir Rechnungen un de Staat digital ze halen, e Prozess, deen an den Nopeschlänner iwwregens scho ganz laang etabléiert ass. Doduerjer geet de Risiko, Feeler ze maachen, erof an et gëtt manner Pabeierkrom.

De gréissten Avantage ass à terme natierlech d'Zäit, déi gespuert gëtt. Grad kleng Betriber hu jo meeschtens och net d'Personal an d'Zäit, fir sech mat all deenen administrativen Ufuerderungen ze beschäftegen. Duerfir ass et an eisen Aen immens wichteg, datt den Zougrëff op Aiden an Autorisatioune vill méi iwwersiichtlech, méi einfach a méi zougänglech gemaach gëtt. Mir schwätze scho laang dodriwwer. Ech mengen, et gëtt Zäit, fir do nach eng Schëpp bäizeleeën!

Wéi gutt et der Wirtschaft geet, hänkt dervun of, wéi gutt et de Leit geet. Et kann een nach esou vill Solarpannoen op den Haiser verspriechen, wann d'Personal feelt, fir déi Pannoen ze installéieren, sinn dat just eidel Verspriechen. D'Penurie am Handwierk ass wuel net nëmmen, mee eebe leider awer och op e Bildungssystem zréckzeféieren, an deem d'Handwierk nach ëmmer e bësse wéi e Stoussnéckel traitéiert gëtt. An och soss hu mer e „skills mismatch", wéi den Observatoire vun der Kompetitivitéit schreift. D'Offer an d'Demande a puncto Qualifikatiounen a Kompetenze passen net openeen – sécherlech e groussen Defi fir d'Bildungspolitick, fir besonnesch an de Sciencen, der Mathé, dem Ingenieurswiese méi Leit auszebilden.

Op där anerer Säit zéie mer awer nach ëmmer Talenter aus dem Ausland un, quitte datt dat méi schwéier ginn ass, dat wësse mer. An ech ginn dem Interpellant do Recht, datt ee seng gutt Leit och muss fideliséieren. Et muss ee kucken, wéi een attraktiv gëtt oder méi attraktiv gëtt, fir Leit aus alle Secteuren op Lëtzebuerg ze zéien, se hei ze halen an net just déi Happy Few.

Duerfir muss een och oppe sinn, fir iwwert d'Aarbechtsbedingungen ze diskutéieren an d'Verkierzung vun der Aarbechtszäit net als Tabu ze behandelen. Ech verweisen an deem Kontext op eng Etüd a Groussbritannie mat knapps 3.000 Salariéen aus iwwer 60 Betriber, eng Etüd, déi beweist, datt vill Ängschten – ganz vill Ängschten – vun der Patronatssäit eigentlech onbegrënnt sinn. D'Mataarbechter sinn duerch d'Aarbechtszäitverkierzung méi zefridden, méi motivéiert a si feele manner. Genee deen Absenteismus, iwwert dee sech jo grad elo vill beklot gëtt, dee géif ofhuelen. Iwwregens hunn néng vun zéng Betriber, déi bei där Etüd matgemaach hunn, gesot, si géifen de Modell och no der Etüd bäibehalen. Ech mengen, dat schwätzt jo fir sech.

Mee Groussbritannien ass net Lëtzebuerg. An duerfir huet den Aarbechtsminister jo och hei am Land eng Etüd maache gelooss, déi sécherlech zu enger Objektivéierung vun deem Theema wäert bäidroen. An ech sinn och hei iwwerzeegt, datt mer am beschte virukommen, wa mer op de Sozialdialog setzen.

Här President, déi kleng Betriber maachen e grousse Deel vun eiser Ekonomie aus. Se si wichteg Acteuren, déi eis Wirtschaft um Lafen halen. Dacks sinn et Independanten, déi eleng oder mat just e puer Salariëë fir d'Iwwerliewe vun hirem Betrib kämpfen, an déi Aarbecht wëlle mer an déi Aarbecht musse mer unerkennen a valoriséieren!

Mir waren eis jo virun zwou Wochen hei bei der Interpellatioun iwwert de Statutt vum Independant eens, datt scho ganz villes gemaach ginn ass, fir déi sozial Ofsécherung vum Independant ze verbesseren. Trotzdeem gëtt et nach Loft no uewen an do verschléisse mir eis kenger Diskussioun iwwert déi richteg Instrumenter, déi deenen Independanten zeguttkéimen, déi se effektiv brauchen. Mir hu Virschléi gemaach a puncto Anticumulbestëmmunge bei der Rent oder en erweiderte Rôle vun der Mutualitéit, wou de Staat sech jo dann och ganz aktiv misst a géif bedeelegen, fir nëmmen déi ze nennen.

Lëtzebuerg huet eng staark a resilient Ekonomie. Et erféiert mech heiansdo, mat wéi enger Nonchalance a Selbstverständlechkeet zur Kenntnis geholl gëtt, datt eise PIB zweemol esou staark wiisst wéi dee vun der EU insgesamt!

An engems wësse mer, datt Wirtschaftswuesstum awer net automatesch méi Zefriddenheet a Bien-être bei de Leit bréngt. De franséische President hat 2008 eng Kommissioun ënnert der Leedung vum Ekonomist Joseph Stiglitz aberuff, déi am September 2009 e Rapport erausginn huet, un deem sech schonn eng ganz Rei vu Regierungen inspiréiert hunn. D'Zil vun der Kommissioun war et, eng aner Approche ze fanne fir d'Moosse vun der wirtschaftlecher Performance wéi déi reng quantitativ Approche vum Kontabel.

Am Koalitiounsprogramm vun der CSV/LSAP-Regierung 2009 ass eng éischte Kéier rieds gaange vum „PIB du bien-être". Esou richteg eescht gouf et awer eréischt, wéi de Statec 2017 en éischte Rapport veröffentlecht huet iwwert de „Luxembourg Index of Well-Being". An effektiv erlaabt esou en Indicateur fir d'Wuelbefannen eng holistesch Approche, wou ee méi breet de Bols fillt an der Gesellschaft. Dobäi brauch een e gudden Equiliber tëscht deenen objektive Sous-indicateuren, wéi zum Beispill dem Akommes pro Kapp, an deene subjektiven, wéi zum Beispill dem Taux d'engagement am Benevolat oder d'Heefegkeet vun der Einsamkeet.

De „Luxembourg Index of Well-Being" gräift op 63 där Sous-indicateuren zréck, déi vum Conseil supérieur pour un développement durable a vum Wirtschafts- a Sozialrot mat erausgesicht gi sinn. Et ass wichteg, datt och hei d'Sozialpartner consultéiert ginn.

An d'lescht Joer huet de Statec en neie „Rapport PIBien-être" veröffentlecht. Mat deene Mëttelen, déi de Statec huet, ass et awer net méiglech, all Joer esou en „Index of Well-Being" an enger Kontinuitéit ze rechnen, wéi mer e scho fir de PIB kennen.

Mir sinn als LSAP also der Meenung, datt d'Moosse vum Wuelbefannen net just en Nice-to-have ass, mee en absolutte Must, wann een et eescht mengt mat enger Politick, déi de Mënsch an de Mëttelpunkt stellt. D'Wuelbefanne vun de Leit muss den Dréi- an Aangelpunkt vun all eise Politicke sinn!

**Une voix** | Très bien!

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Mäi Kolleeg, den Yves Cruchten, huet jo a sengem Budgetsrapport eng Rei Recommandatioune gemaach gehat, déi vun hirer Pertinenz guer näischt verluer hunn, ganz au contraire. Eng wichteg Fuerderung war déi, d'Wuelbefanne vill méi staark an d'Budgetsdokumenter ze integréieren, fir endlech vun deem reng quantitativen Denke fortzekommen, hin zu enger Budgetspolitick, déi evidenzbaséiert schafft an déi sech u Resultater orientéiert, déi mëttelfristeg mussen erreecht ginn. Neiséiland huet 2019 säi Staatsbudget an deem Sënn iwwerschafft. Schottland huet sech kuerz drop un deem Modell inspiréiert. Et ass Zäit, datt och Lëtzebuerg hei innovéiert!

**Une voix** | Très bien!

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Mir wëssen alleguer, datt et net duergeet, e puer Sue méi an de Budgetsartikel ze setzen, wann ee wierklech wëll virukommen. Mir musse vill méi eng systematesch, wëssenschaftlech Evaluatioun ex post vun eise Politicke maachen an eis Budgetsmëttelen deem upassen. Nëmme wa mer hei de Courage opbréngen, fir nei Weeër ze goen, wäerte mer och d'Bierger erëm fir eis gewanne kënnen – „fir eis", domadder mengen ech eis alleguer, d'Politick tout court –, well wat bréngt

et de Leit, wa se héieren, datt de PIB gewuess ass, si selwer awer Schwieregkeeten hunn, eng Wunneng ze fannen, eng Wunneng ze bezuelen oder wa se sech eleng spieren? De PIBien-être géif d'Vertrauen an eis Institutioune stäerken, well d'Leit sech nees méi an deem erëmfannen, wat d'Politick seet a mécht.

Här President, d'Wirtschaft ass kee Selbstzweck – an do kann ech dem Här Mosar nëmme Recht ginn –, d'Wirtschaft steet am Déngscht vum Mënsch. Mir wëllen, datt déi Wirtschaft am eigentleche Sënn vum Wuert nohalteg ass. Ekonomesch, sozial an ekologesch Interessie mussen ëmmer nees géinteneen ofgewien an an e räsonabelen Equiliber bruecht ginn. Dat ass dat, zu wat mir Sozialiste stinn, an all Investitioun an d'Zukunft muss aus där Perspektiv gekuckt ginn.

A fir datt dat geléngt, muss eebe geziilt investéiert ginn an decisiv Secteuren, Projeten an Instrumenter. An deem Sënn wëll ech och de Luxembourg Future Fund 2 hei ervirhiewen, deen d'lescht Woch vun der Madamm Finanzministesch a vum Här Wirtschaftsminister presentéiert gouf. Mat deenen Investitiounen an der Héicht vun 200 Millioune Euro sollen zesumme mam Privatsecteur d'Diversifizéierung an déi nohalteg Entwécklung vun eiser Ekonomie ugefeiert ginn. Duerch den LFF 2 gëtt eebe genee an déi Schlësselsecteuren investéiert, op déi ech agaange sinn. Et geet ëm Klimatechnologien, FinTech, Cybersécherheet, Energieresilienz, Lifesciences, Medezinntechnik an och New-Space-Technologien.

Här President, Lëtzebuerg ass en attraktive wirtschaftleche Standuert, dee sech an der Kris als widderstandsfäeg, flexibel an innovativ gewisen huet. Wichteg Atouten, fir d'Defie vu muer unzegoen, brauche mer an hu mer. Et ass och wichteg, datt de Wirtschaftsministère sech mat allméiglechen Acteure mat méiglechen Zeenarie vun der Zukunft beschäftegt, fir eeben déi strateegesch richteg Decisiounen ze huelen.

A loosst mech eppes kloerstellen: D'LSAP ass net fir eng Decroissance, dat ass och bei eis keen Theema, keen Zil, dat ass evident!

**Une voix** | Très bien!

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Ech wëll och nach eng Kéier betounen, datt mir als LSAP zum Industriestanduert stinn. Mir brauchen d'Industrie! Ënnert anerem eeben, well eist Land wéineg Terrainen huet, ass et wichteg, datt mer awer do net no der Quantitéit kucken, mee no der Qualitéit. A geneesou muss eist Land och qualitativ wuessen, fir datt weeder d'Betriber nach d'Salariéen oder d'Bierger an d'Biergerinnen am Allgemengen am Ree stoe gelooss ginn an datt mir eis Liewensqualitéit entweeder erhalen, déi mer déi lescht 30 Joer haten, respektiv do, wou et néideg ass, nach besser maachen.

An deem Sënn géif ech och ganz gären eng Motioun vun de Fraktioune vun der LSAP, der DP an déi gréng deposéieren, déi resüméiert, wat mir eigentlech der Regierung – wéi soll ech soen? – als Recommandatioune mat op de Wee ginn; ech wëll elo hei net vun enger „To-do-Lëscht" schwätzen. Voilà, Här President.

***Motion 11***

*« Perspectives de développement de l'économie luxembourgeoise »*

*La Chambre des Députés,*

*rappelant*

*– que l'économie luxembourgeoise a traversé au cours des dernières quatre années des situations de polycrise inédites ;*

*– que la pandémie du Covid-19, la crise énergétique suite à l'invasion de la Russie en Ukraine et la forte hausse des taux d'intérêt ont mis et continuent de mettre de nombreuses entreprises, travailleurs et citoyens à rude épreuve ;*

*– que les tensions géopolitiques s'intensifient et que les prix des matières premières risquent d'augmenter davantage ;*

*– que l'Union européenne s'est donné comme objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre afin d'atteindre la neutralité climatique en 2050 ;*

*– l'engagement de l'Union européenne et des États membres en faveur de l'action climatique mondiale dans le cadre de l'accord de Paris ;*

*– les efforts budgétaires conséquents mobilisés dans le cadre de la gestion des crises, tant en faveur des entreprises que des particuliers, et l'importance de maintenir des finances publiques durablement saines ;*

*– que l'OCDE a estimé que « la réponse des pouvoirs publics luxembourgeois à la crise [du Covid-19], pilotée au plus haut niveau du Gouvernement, a été particulièrement agile » ;*

*– que les négociations et le dialogue social au sein de la tripartite sont un atout majeur du modèle social et économique luxembourgeois ;*

*– que le Luxembourg a réussi à traverser les situations de crise sans troubles sociaux majeurs,*

*considérant*

*– que l'économie luxembourgeoise a bien résisté à ce jour aux multiples crises au cours des dernières années et s'est révélée plus résiliente que de nombreuses autres économies ;*

*– que l'inflation est nettement inférieure au Luxembourg (en 2022 + 6,3 %) par rapport à la moyenne des États membres de l'UE (en 2022 + 9,2 %) grâce à une stratégie d'intervention publique rapide et déterminée au niveau des prix de l'énergie à supporter par les particuliers ayant conduit à la préservation du pouvoir d'achat ;*

*– l'ensemble de mesures de soutien aux entreprises du Gouvernement octroyé, pendant la période 2018–2022 ;*

*– que les aides en faveur de la protection de l'environnement, à elles seules, se chiffrent à 95 millions d'euros et ont permis de générer un investissement de 404 millions d'euros ;*

*– que le manque de main d'œuvre durant ces dernières années est souvent considéré être un frein majeur au développement de nombreuses entreprises et de l'économie en général ;*

*– que la dimension du territoire et de l'économie luxembourgeois ne permet pas toujours d'implanter sur le territoire national une chaîne de valeur complète dans le secteur industriel (fabrication de batteries, de semi-conducteurs ou de chips) et que de tels développements dans les alentours proches du Luxembourg, et notamment au sein de la Grande Région, présentent une forte valeur ajoutée de par les synergies potentielles avec des entreprises luxembourgeoises ;*

*– que le renforcement de la transformation numérique des entreprises et de l'administration publique est un facteur de compétitivité ;*

*– l'urgence climatique, qui a été soulignée par le 6e rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), rendu public le 20 mars 2023 ;*

*– que l'Union européenne est actuellement un importateur net de diverses technologies et composants nets zéro ;*

*– que la Commission européenne vient de présenter en date du 16 mars 2023 le « Net Zero Industry Act » (NZIA), qui a pour objectif d'accélérer la transition verte et de répondre aux subventions regroupées dans le « Inflation Reduction Act » (IRA) ;*

*– que le NZIA vise à simplifier le cadre réglementaire et à accroître la compétitivité de l'industrie, en vue d'intensifier la fabrication de technologies essentielles et des composants clés de ces technologies contribuant à atteindre la neutralité climatique ;*

*– que l'objectif du NZIA est d'atteindre au moins 40 % des besoins annuels de déploiement de technologies stratégiques nettes zéro fabriquées dans l'Union européenne d'ici 2030 ;*

*– les récentes discussions au sein de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace ayant porté sur les travaux développés dans le cadre de Luxembourg Stratégie,*

*invite le Gouvernement*

*– à continuer une politique budgétaire responsable, afin de préserver la soutenabilité des finances publiques et le maintien de la notation AAA, qui représente un facteur de compétitivité pour le Luxembourg ;*

*– à poursuivre ses efforts de prospective autour des méga-tendances pertinentes pour le Luxembourg afin de développer un dialogue permanent pour mieux appréhender des tendances à long terme ;*

*– à maintenir les efforts pour assurer la double transition durable et digitale de l'économie luxembourgeoise en s'appuyant sur les principes de l'économie circulaire ;*

*– à continuer les efforts en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre notamment par un cadre d'aides aux entreprises adapté, des incitations fiscales en faveur des entreprises et le développement continu des énergies renouvelables ;*

*– à continuer les efforts en faveur de la finance verte sur la place financière luxembourgeoise en accord avec les objectifs climatiques de l'accord de Paris ;*

*– à poursuivre une politique de diversification afin de développer des secteurs d'avenir ;*

*– à prendre appui sur les propositions de la Commission européenne dans le cadre du « Net Zero Industry Act » qui prévoit des procédures d'autorisation raccourcies pour des secteurs stratégiques, tout en respectant les obligations en matière d'étude des impacts environnementaux ;*

*– à guider les entreprises à travers les procédures d'autorisation technique par un expert afin de raccourcir la durée globale des procédures et à s'appuyer dans ce contexte sur les compétences des chambres professionnelles ;*

*– à accélérer les efforts de digitalisation des procédures administratives, en mettant à profit la revue des procédures afin de simplifier le cadre réglementaire ;*

*– à accélérer les initiatives pour combler le manque de main d'œuvre, et plus particulièrement, celui des jeunes talents, des profils hautement qualifiés et de la main d'œuvre qualifiée dans le domaine de l'artisanat, notamment à travers des procédures adaptées en matière d'immigration, en promouvant le Luxembourg à l'étranger, et en veillant à ce que le cadre fiscal demeure compétitif à l'échelle internationale pour attirer et retenir les talents ;*

*– à intégrer pleinement la Grande Région dans les réflexions de développement économique, tenant compte du rôle important de la Grande Région comme bassin d'emploi et de la contribution essentielle des frontaliers dans tous les domaines économiques, notamment dans le secteur de la santé ainsi que dans d'autres secteurs essentiels ;*

*– à poursuivre ses efforts pour favoriser un environnement favorable aux start-ups, notamment celles actives dans les domaines de la durabilité environnementale et de la digitalisation ;*

*– à considérer la mise en place d'incitatifs pour soutenir l'investissement dans de jeunes entreprises « start-up » ;*

*– à créer de nouvelles zones d'activités régionales et nationales en s'appuyant sur le plan sectoriel zones d'activités économiques (PSZAE) ;*

*– à mieux coordonner les procédures afin d'accélérer les délais en matière de PAG, PAP et d'autorisation d'exploitation nécessaires à l'implantation d'une nouvelle zone ;*

*– à analyser l'opportunité de mettre en œuvre la conception et l'exploitation d'une nouvelle génération de zones d'activités afin de mettre en œuvre un développement circulaire, notamment par des infrastructures communes et en profitant des synergies entre entreprises ;*

*– à poursuivre le soutien de l'artisanat comme secteur clé pour la transition énergétique et à promouvoir la formation professionnelle ;*

*– à demander à la SNCI de revoir les instruments existants, et le cas échéant, de développer de nouvelles formules de financement pour accompagner les efforts de transition énergétique et de digitalisation ;*

*– à profiter de l'encadrement communautaire en matière d'aide d'État (« block exemption »), ainsi que du nouvel encadrement temporaire « temporary crises and transition framework » (TCTF), notamment pour soutenir les entreprises dans leurs efforts de digitalisation et en faveur de la transition énergétique ;*

*– à cibler en particulier les projets exemplaires en matière de respect de l'environnement et de développement durable ;*

*– à procéder rapidement à une analyse exhaustive du « Net Zero Industry Act » ;*

*– à s'engager au niveau européen en faveur d'une politique coordonnée de réindustrialisation européenne à travers les différents instruments du « Net Zero Industry Act » ;*

*– à se concerter avec les autres États membres sur les priorités face au développement et à la fabrication de technologies essentielles à la réalisation de la neutralité climatique ;*

*– à rejeter toute inclusion de technologies basées sur la production d'énergie nucléaire dans la liste des technologies retenues ;*

*– à considérer tous les instruments pour accélérer la transition verte et à poursuivre au niveau de l'Union européenne une plus grande autonomie et résilience, tout en veillant au bon fonctionnement du marché intérieur et à la diffusion transfrontalière de ces technologies innovantes ;*

*– à assurer davantage de prévisibilité aux investisseurs domestiques et étrangers, soucieux de créer de nouvelles activités productrices sur notre territoire national ;*

*– à maintenir un environnement économique attractif, entre autres par le biais d'un cadre fiscal compétitif ;*

*– à mettre en œuvre sans délais une législation concernant l'examen préalable (« screening ») en ligne avec la réglementation communautaire d'entreprises issues de certains secteurs critiques, respectivement de mettre en œuvre la réglementation communautaire relative aux distorsions causées par les subventions étrangères en garantissant des conditions de concurrence équitables pour toutes les entreprises ;*

*– à recourir davantage aux marchés publics pour favoriser des produits durables et innovants ;*

*– à promouvoir davantage une économie sociale et solidaire en promouvant le lancement de projets et la création de sociétés qui poursuivent un objectif de création de valeur sociale ou environnementale ;*

*– à favoriser un entrepreneuriat social en réformant le régime de coopérative pour faciliter des projets à vocation durable.*

*(s.) Francine Closener, André Bauler, Charles Margue.*

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | De Werner von Siemens huet iwwer seng Philosophie, e Betrib ze féieren, eng Kéier gesot: „Für augenblicklichen Gewinn verkaufe ich die Zukunft nicht!" Dat géllt net nëmme fir den individuelle Betrib, mee fir eis Wirtschaftspolitick am Ganzen. Mir brauchen de Courage, nei Weeër ze goen, fir eng Zukunft ze hunn, déi liewenswäert ass. Mir brauchen eng Visioun, wuer mer hiwëllen, a mir brauchen dann eng Strategie, wéi mer do hikommen. An ech sinn absolutt sécher, datt mir béides kënnen entwéckelen – zesummen!

Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci emol un den Interpellateur – oder Interpellant, pardon. Et gouf e puermol reportéiert: Haut ass e gudden Zäitpunkt fir dës Interpellatioun. Vill ESG war an Ären éischte Wierder, Här Mosar!

*(Interruption par M. Laurent Mosar)*

Ech war positiv iwwerrascht. Voilà, et ass ni ze spéit, fir op de gréngе Wee ze kommen! Wou ech net mat Iech averstane war, dat war, wat d'Liwwerketten ugeet.

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Dat hunn ech mer bal geduecht!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | D'Mënscherechter stinn net zur Dispositioun!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | An als fréiere Member vum Rifkin-Prozess wëll ech och drop hiweisen, dass et do net just ëm d'Digitalisatioun gaangen ass. Dat war e Mëttel zum Zweck, et ass ëm déi global Transitioun gaangen. An ee vun de grousse Virdeeler – ech hunn och ëmmer d'Politick hei aus dem Haus vermësst an deem Prozess, muss ech scho soen! – war, all Acteuren aus der Wirtschaft zesummenzebréngen. An do ware se vereent, a wann eppes gefeelt huet an deene leschte Joren, dat ass, dass de Banker mat de Leit aus der Landwirtschaft zesumme geschwat huet, oder aus anere Secteuren, déi dat net esou gewinnt sinn, an doduerch och jiddereen en – wéi nenne mer dat? – e „bigger picture" kritt huet iwwert dat, wat hei am Land lass war. An dat war ee grousse Meritt vun deem Prozess: eng Bewosstsäinsbildung, eng Opmierksamkeet och ee vis-à-vis vun deem aneren.

A menger Interventioun geet et mer elo drëms, éischter e puer Grondgedanken ze deelen aus gréngerSiicht, wéi eist Land sech wirtschaftlech soll a kann entwéckelen – Dir braucht net ze grommelen op menger rietser Säit, dofir sti mer an! –, ech ginn also net op all Beräicher am Detail an. Déi aktuell wirtschaftlech Situatioun am Land kann een esou resüméieren:

D'Inflatioun geet liicht zréck vu 4,8 % op 4,3 % op e Joer gekuckt. Duerch d'Weiderféiere vun de Moossnamen aus der Tripartitt wäert déi och weider kënnen niddreg gehale ginn.

D'Faillitte waren am Joer 2022 méi niddreg wéi 2021, mee et gouf awer eng staark Hausse am véierten Trimester, mat 388 leider en neie Rekord. Virun allem waren Holdingen a Commercë betraff.

Et ass gesot ginn: De Chômage bleift niddreg, an och an de Previsioune soll e just liicht klammen. Et mécht sech bemierkbar, dass d'Entreprisen a verschiddene Secteure manner nei Leit astellen, wärend et an anere Secteure Personalmangel gëtt.

An de leschten Deeg huet sech dann och eng gewëssen Onrou op de Finanzmäert breetgemaach an d'Fusioun vun der Credit Suisse an der UBS – oder d'Iwwernam vun deem engen duerch deen aneren – kéint sech och bei hire Salariéen op der Plaz hei zu Lëtzebuerg bemierkbar maachen, an ech fäerten, éischter negativ wéi positiv. Mee 2023 ass net d'Kris vun 2007 an 2008.

Mir hu scho vill geschafft an de leschte Joren:

Nieft de stännege Krise wéi der Klimakris ware mer mat weideren Erausfuerderunge konfrontéiert. Mir hunn de Mëtteg driwwer geschwat: Covid, Energiekris, Liwwerkettenenkpäss, alles dat hu mer zu Lëtzebuerg bis elo relativ gutt iwwerwonnen, och dank der proaktiver Politick vun dëser Regierung.

Déi gréng Ekonomie zu Lëtzebuerg wiisst, eng weider gutt Noriicht. D'Wäertschëpfung vun der gréngerEkonomie – Biens a Servicer, déi zum Klima- an Ëmweltschutz bäidroen – huet sech a méi wéi zéng Joer verdräifacht, mol dräi an zéng Joer! E grousse Deel dovun ass op den nohaltege Bau zréckzeféieren. Och d'Aarbechtsplazen an der grénger Ekonomie hu sech zënter 2016 méi wéi verduebelt.

Mir hunn eis generell Klimaziler 2021 erreecht. Dat ass eng gutt Nouvelle, och wann a verschiddene Secteuren, notamment der Industrie an de Gebaier, d'Efforte weider musse verstäerkt ginn. Do hu mer eis Ziler net erreecht.

De massiven Ausbau vun den erneierbaren Energien ass e Grondpilier. Duerch méi Hëllefe fir déi erneierbar Energien an de leschte sechs Joer gouf déi erneierbar Stroumproduktioun méi wéi verduebelt. Mam Solidaritéitspak 3.0 gëtt d'Solarenergie nach eemol méi attraktiv: D'Revenuen aus Solaranlage bis 30 Kilowatt Peak ginn elo steierfräi. Zesumme mat de méi héije Primme fir Solarenergie an der 3 %-TVA, déi säit dësem Joer ugewannt gëtt, war et also nach ni esou attraktiv wéi haut, an eng Solaranlag ze investéieren.

Och d'Energieeffizienz: méi héich Aidë fir d'Renovéierung am Kontext vun der Tripartitt, Solidaritéitspak 2.0, méi héich Energieperformanceklass fir nei Gebaier.

De Klimapakt fir Betriber, hei stiechen ervir: d'Investitiounshëllefe fir d'Entreprisen, d'Vernetzung mat relevanten Acteuren, d'Berodung, zum Beispill duerch de Programm Fit 4 Sustainability.

Mir hunn och eng ganz Rei Plans d'action a Pläng op de Wee bruecht: d'Rifkin-Etüd, „Luxembourg Stratégie", Klima- an Energieplang, déi elo aktualiséiert ginn.

An als Gréng triede mir a fir eng wirtschaftlech Entwécklung am Déngscht vun de Mënschen, déi hei zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun liewen, fir eng wirtschaftlech Entwécklung, net als Selbstzweck, mee als Chance als Land, als internationale wirtschaftleche Standuert, fir déi Verantwortung, déi mer weltwäit hunn, och ze assuméieren, am Déngscht vun der Allgemengheet an net op d'Käschte vu ville Mënschen.

Jo, fir eis Gréng ass et selbstverständlech, an dat méi wéi jee, dass mir déi Verantwortung ze huelen hunn, ëmsou méi wéi mer zu Lëtzebuerg enorm Kompetenzen hunn. Mat deem Kompetenzkapital, géif ech soen, ass et wéi mam Besëtz: Eegentum, an eeben och Kompetenz, verflicht!

D'Erausfuerderunge vun der Zäit si grouss, enorm, kann ee carrement soen. Vill Leit mengen, dës Erausfuerderunge wäre widderspréchlech. Mag sinn, mee mir Gréng hunn den Éiergäiz, dës scheinbar Widderspréchlechkeeten ze iwwerwannen, aus Iwwerzeegung a well mer iwwerhaapt keng aner Wiel hunn, wa mer de Match da wëlle gewannen!

Eng räsonabel, nohalteg Entwécklung vun eiser Wirtschaft verlaangt vun eis, dass dës Entwécklung global a kohärent an holistesch geduecht gëtt. Dekarbonisatioun, ganz staark reduzéierte Flächeverbrauch, Erhale vun der Biodiversitéit, Energieeffizienz, Begrenzung vun eisen Emissiounen, Produktivitéitsverbesserung duerch technologesch Innovatioun, verkierzt a kontrolléierbar Liwwerketten, Respekt vun de Mënscherechter, Green Finance sinn e puer vun de Richtlinnen, déi dës Entwécklung musse bestëmmen – ech soe „bestëmmen", an net just begleeden!

*(Interruption)*

Mir gesinn och, dass eis Wirtschaft sech prioritär soll entwéckelen net just am nationale Kader – meng Virriednerin huet et gesot –, mee och am Kontext vun der Groussregioun an am Kader vun der Europäescher Unioun, ier mer dann un aner Horizonter denken. Dofir gëtt et Grënn, déi op der Geografie, der Proximitéit baséieren – Stéchwuert: Aménagement du territoire –, a politesch Grënn, wann ech un d'EU denken. Wat mer kënnen zesumme maache mat Partner, dat solle mer a Partnerschaft dann och maachen.

Wat déi Säit vun der Grenz am Saarland, a Rheinland-Pfalz, der Lorraine, Neibelgien an an der Province du Luxembourg ugesidelt ass, ass éischter als komplementar wéi als Konkurrenz zu Lëtzebuerg ze betruechten. Mir sinn ee Bassin d'emploi an eng wirtschaftlech Attraktioun fir déi ganz Regioun an et geet also net drëm, dass mir Lëtzebuerger d'Kiischte vum Bond eleng huelen. Als gréng Member am CPI (ndlr: Conseil parlementaire interrégional) plädéieren ech kloer fir eng solidaresch Entwécklung vun der Groussregioun, wirtschaftlech, wéi gesot, a politesch. By the way musse mer jo dann och agesinn, dass méi Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg selwer eis jo richteg Problemer maachen an de Beräicher Wunnen a Mobilitéit.

Erlaabt mer eng Klammer heizou: Op e puer Plazen, an der SCEG (ndlr: Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne), an der Sous-commission „Télétravail" an der Chamber, hunn ech derfir plädéiert, dass mer eis als Groussregioun sollen drëms beméien, eng Méiglechkeet ze kréien – ech si vläicht e wéineg utopesch oder naiv –, als Pilotprojekt ze agéieren, als Laboratoire ze experimentéieren, wat d'grenziwwerschreidend Aarbechtsorganisatioun betrëfft, ouni vu vireran duerch d'EU-Reegelwierk blockéiert ze ginn; Stéchwierder: Mobilitéit, Homeoffice, Work-Life-Balance an Talentattraction. Dëst war an der SCEG-Sektioun zu Bréissel nämlech d'Theemefeld vu Spriecher vun der Kommissioun a vun der OECD, déi dozou intervenéiert si fir ze soen, dass mer an deene Froen Äntwerte musse liwweren an Europa selwer, Stéchwuert: Kompetitivitéit vun Europa. Klammer zou.

Mir hunn also d'Chance zu Lëtzebuerg – wa mer eis eens ginn –, eis Ekonomie mat de Kompetenzzentren, déi mer hunn, esou opzestellen, esou ze moderniséieren, dass mer eise Bäitrag leeschten zur wirtschaftlecher an ekologescher Transitioun als EU-Member.

Fir eis Gréng geet et drëm, Fräiheet a Wuelstand ze erhale fir jiddereen, also och fir déi nächst Generatiounen. Wuelstand ass hei net am klassesche Sënn vu materiellem Räichtum ze verstoen. Nee, zum Wuelstand gehéieren an éischter Linn intakt Liewensgrondlagen, e gudde sozialen Zesummenhalt an e staarke Sozialsystem. Fir eis Gréng ass d'Gerechtegkeetsfro komplette Bestanddeel vun dëser Diskussioun, un éischter Plaz muss se gestallt ginn, national a weltwäit!

Eng wirtschaftlech Entwécklung, wou d'Schéier tëschent Aarm a Räich méi grouss gëtt, wéi de Moment zum Deel, ass net akzeptabel an ass per se och keng wirtschaftlech räsonabel Entwécklung, well dann à terme eis Wirtschaft d'Baach ageet via de Verloscht vum sozialen Zesummenhalt an d'Ofrëtsche vun enger Rei Mënschen an d'Aarmut.

Fir eis Gréng ass de Schutz vun de vulnerabele Mënsche wichteg. Mir mussen direkt matdenken, wat mer fir si kënne maachen. Mir mussen Aarbechtsplaze fir déi Persounen hunn, eise Sozialsystem muss jidderengem eng strukturell Sozialversécherung garantéieren. A via eise Steiersystem musse mer weiderhin d'Ëmverdeelung esou gestalten, dass hei am Land all Mënsch dezent liewe kann, an dat och, wann et bedeit, dass via eng nächst Steierreform déi ganz breet Schëllere mat héije Revenuen e bësse méi bezuelen, fir dass mer op där anerer Säit kleng a mëttel Revenue kënnen entlaaschten an esou derfir suergen, dass jiddereen am Land mënschewierdeg ka liewen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Working Poor soll et net méi ginn, däerf et net méi ginn. Well Gewënner vun enger Steierreform si mer all, awer nëmmen, wa se gerecht, dat heescht, sozial selektiv ass. Déi breet Schëllere solle méi droen. Si packen och méi, och an Zukunft, Stéchwuert: Solidaritéit, Steiergerechtegkeet, Selektivitéit.

Fräiheet a Wuelstand och fir déi nächst Generatiounen ze erhalen, dat bedeit fir eis Gréng, weider anzetriede fir eng Économie circulaire, an där et keen Offall méi gëtt, mee just Ressourcen, déi weiderverwäert gi mat esou mann wéi méiglech Qualitéitsverloscht.

Mir froen och no enger Stakeholderekonomie, an där Entreprisen net just profittorientéiert schaffen, fir kuerzfristeg a kuerzsiichteg Interêts vun hiren Aktionären ze bedéngen, mee wou se hiren Impakt op d'Mënscherechter souwuel heiheem wéi am Ausland, op d'Ëmwelt an op d'Gesellschaft als Ganzes kucken an all hir Mataarbechter/innen um Succès vun der Entreprise deelhuele loossen.

An deem Sënn musse mer derfir suergen, dass de Modell vun der SIS, Här Minister, der Société d'impact sociétal, dee vun dëser Koalitioun ageféiert gouf, nach méi Uklang fënnt, well en huet sech nach net an deem Mooss duerchgesat, wéi een et vläicht hätt kënnen hoffen. Enn 2021 hate mer der 38 mat 100 % Parts d'impact. An ech weess net, ob Der eis et lo kënnt soen, soss liwwert mer d'Zuelen eng Kéier no: Wéi vill sinn et der haut ongeféier?

An deem selwechte Sënn, Här Minister, wëll ech hei och eng Lanz brieche fir d'Économie sociale et solidaire. D'Sozial- a Solidarwirtschaft ass e feste Bestanddeel vun der Ekonomie, souwuel wat d'Unzuel vun den Aarbechtsplazen ugeet wéi och d'Wäertschëpfung. Dofir stellt sech dach awer d'Fro, ob hir Plaz an Zukunft net soll am Wirtschaftsministère sinn als eegestänneg Divisioun. Domat kréich dëse Wirtschaftssecteur déi Unerkennung, déi en zegutt huet a wier am direkten Dialog an à pied d'égalité mat deenen anere Wirtschaftssecteuren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Wéi gesitt Dir dat, Här Minister?

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Här President, léif Kolleeg/innen, erlaabt mer grad am aktuelle Kontext vun Energie- a Klimakris e puer Wuert zum Theema „Gréng Industrie, gréng Industriepolitick". De Businessmodell vun der europäescher Industrie huet vill ze laang op deem bëllege Gas aus Russland opgebaut. Dobäi war eigentlech vun Ufank u kloer, wat fir e Risiko ee mat där Ofhängegkeet géif agoen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Elo mam Krich an der Ukrain, der abrupter Reduktioun vun den Energieimporter aus Russland an deem Energiepräisschock, deen domadder verbonnen ass, steet den Industriesecteur virun enger massiver Erausfuerderung. Séier op erneierbar Energien ëmzerüsten ass schwiereg, mee mir sollen et maachen, fir souwuel laangfristeg méi resilient ze ginn an och nach dobäi d'Klimakris ze bekämpfen.

Mir Gréng, mir wëllen d'Industrie an Europa halen, an net nëmmen halen, mee massiv ausbauen. Mir wëlle keng Desindustrialiséierung, mee eng gréng Reindustrialiséierung vun Europa.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Dofir musse mer dee richtege Kader schafen, fir op klimafrëndlech Produktioun ëmzeklammen, souwuel um nationale wéi um europäeschen Niveau. Grad a Kompetitioun mat China an den USA komme mer net derlaanscht, europäesch Léisungen ze fannen, fir d'Transitioun a Richtung vun enger grénger Industrie hinzekréien. Europa a Lëtzebuerg solle Virreider ginn an nohaltegen Technologien, zum Beispill bei der Solarenergie, wou Europa an de leschte Joerzéngten all säi Virsprong, deen et hat vis-à-vis vu China, verspillt huet. Ëmsou méi si mer frou iwwert d'Nouvelle, et ass scho gesot ginn, dass ab dësem Joer eng Firma Fotovoltaikpannoen hei zu Lëtzebuerg wäert produzéieren.

Gréng Reindustrialiséierung, dat heescht konkreet, dass mer d'Betriber ënnerstëtze mussen an déi richteg finanziell Incentive brauchen, fir hinnen op Lëtzebuerger Niveau déi richteg Präissignaler kënnen ze ginn, en attraktiven an iwwersiichtleche Kader vu Subside fir d'Entreprisë genau wéi steierlech Incentiven. Zum Beispill eng Bonification d'impôt fir klimaneutral an digital Investitiounen, vun där scho méi laang geschwat gëtt, muss elo Realitéit ginn.

An op EU-Niveau musse mer als Lëtzebuerger déi Stëmm ënnerstëtzen, datt mer op EU-Niveau eng Äntwert brauchen op den amerikaneschen Inflation Reduction Act, en iwwer 370 Milliarde schwéiere Pak vu Subsiden, Steiererliichterungen an avantagéise Kredittkonditiounen. Déi traditionell EU-Approche, no där staatlech Hëllefen am Prinzipp schlecht sinn, well se d'Kompetitioun um Maart verzerren, musse mer also iwwerdenken. Dee Prozess ass amgaangen, mee mir mussen zu Potte kommen.

Jo, et gëtt haut scho ganz vill Ausnamen an der EU, si huet zum Beispill och mam Next-Generation-EU-Programm eng ganz Rei Fërderprogrammer op d'Bee gestallt. Mee et feelt awer un engem kloren a kohärente Kader fir eng nohalteg Industriepolitick an Europa.

Wisou kënne mir eis net wéi d'USA drop eenegen, ganz geziilt verschidde Wirtschaftssecteuren an der EU ze fërderen, nei europäesch Industriechampionen, zum Beispill Airbus, ze schafen, vun der Politick gewollt an ënnerstëtzt, an dat iwwer Landesinteressen ewech? De Maart reegelt et net vun eleng!

Eis Jonker waarde just drop, fir interessant a sënnvoll Aarbechtsplazen an der Industrie, ënner anerem, kënnen hir Kandidatur ze stellen, sech do ze bewerben. Innovatioun vun der Wirtschaft an Aarbechtsorganisatioun mussen zesumme beduecht a geplangt ginn. An déi Interventioune vu Leit aus der Kommissioun a vun der OECD zu Bréissel si ganz genee an déi Richtung gaangen, an et war net, fir dat soziaalt Europa auszehielegen. Mee wa mer eis selwer am Wee stinn, komme mer net weider a verléiere Leit, déi wëlle fir eis schaffen.

Mir erliewe jo elo no Covid déi global Changementer an der Aarbechtswelt. Zu Lëtzebuerg grad ewéi an den Nopeschlänner kommen d'Leit net méi zréck, zum Beispill an den Horeca-Secteur. „La grande démission" ass zënter engem, zwee Joer Fakt. Wann och manner wéi an den USA, ass Europa dach awer betraff. „Quiet quitting", „démission silencieuse", dat ass zënter mëttlerweil engem Joer e weideren Ausdrock vun dësem Phenomeen: „Dienst nach Vorschrift" a wéineg Bereetschaft, driwwer erauszegoen, Iwwerstonnen ze maachen, sech net just op seng Missioun ze beschränken. Hei spillt dann och mat, dass vill Leit wierklech net a Form sinn, net fit sinn, Stéchwuert: mental Gesondheet, Stéchwuert: Betribskultur.

Komme mer zum Handwierk, léif Kolleeginnen a Kolleegen. D'Handwierk ass fir eis Gréng e Schlësselsecteur, ëmmer, zu allen Zäiten, mee besonnesch elo, well ouni staarken Handwierkssecteur d'Energietransitioun einfach net ze stemmen ass. Mir brauche „Makers of Luxembourg", wéi de Secteur sech selwer definéiert via d'Handwierkerkummer, déi drëms beméit ass, an der Ëffentlechkeet e positiivt Bild vum Handwierk ze vermëttelen. Hir Campagne gëtt eeben zënter bal zwee Joer Denkustéiss an nei Perspektiven, déi déi onbestreitbar Bedeitung vum Handwierk ënnersträichen.

Hiren Direkter, den Tom Wirion, resüméiert dat esou: „Am Handwierk, als Handwierker fënns de Sënn an dénger Aarbecht." D'Handwierk ass mat sengen 100.000 Aarbechter an Aarbechterinne quasi fir ee Véierel vun eiser Aarbechtswelt zoustänneg.

Virun engem Joer, et war den 10. Mäerz, sot ech hei a menger Ried, wéi mer iwwert d'Handwierk debattéiert hunn, Follgendes, an ech widderhuelen dat awer grad haut nach eng Kéier: „D'Handwierk huet en dauerhafte Problem hei am Land, fir déi Unerkennung a Wäertschätzung ze kréien, déi et verdéngt huet", oder, méi gewot ausgedréckt: „Als Gesellschaft hu mir [...] e gestéiert Verhältnis zum Handwierk. Mir brauchen Handwierker, mee mir ‚liwweren' net, jiddefalls net genuch, woen ech ze behaapten. Jo, et ass oft en haarden Job: kierperlech schaffen, dem Wieder ausgesat sinn op de Chantieren. Mee et ass ofwiesslungsräich, Aarbecht mat héich technesche Maschinnen, Aarbecht mat Autonomie a Verantwortung, a wéi schonns gesot, eng Aarbecht, déi sënnvoll ass, déi Sënn gëtt, déi een houfreg mécht, well ee Qualitéit liwwert am Déngscht vum Client. A Clientë si mir jo all."

A weider sot ech zejoert: „De Wee an d'Handwierk iwwert d'Sélection par l'échec [...] an der Schoul ass [groussen]deels eng Realitéit. Mee domat si mer um Holzwee! Fir mech, fir eis Gréng ass dat en No-Go. [...] d'Schwäizer, déi Däitsch an d'Éisträicher zum Beispill maachen dee Feeler net. Am Géigendeel: Do gëtt et eng Wäertschätzung an en Houfert, Handwierker ze sinn." An ech flécken haut derbäi: Eis international Schoule liwweren net. Dëse Kanner gëtt keng Méiglechkeet gebueden, an d'Handwierk ze goen. Dat ass net am Sënn an zum Wuel vun dëse Jonken. Dat ass net am Sënn vun eisem Handwierk an dat ass net gutt fir eist Zesummeliewen, Zesummewuessen. Am Géigendeel, et stäerkt communautaristesch Tendenzen.

Iwwerhaapt, erlaabt mer och wannechgelift dëse Gedanken: Mir musse feststellen, dass jee no Wirtschaftssecteur mer eng aner soziologesch Zesummesetzung hu bei de Leit, déi doranner schaffen. Net just, dass se spezifesch Diplomer hunn, mee si komme majoritär aus anere Länner. Dat heescht, dass mer ënnerschiddlech Mentalitéite jee no Secteur kënnen hunn, emol méi franséisch-frankofon, emol méi brittesch-anglofon, e wéineg méi germanofon an esouguer indesch, zum Beispill am IT-Secteur, nieft den traditionelle Spezifissitéite vun eise portugisesche Matbierger am Bausecteur, wat virdru fir d'Italieener gegollt huet.

Vill Secteuren, ech denke besonnesch un de Gesondheetssecteur, d'Handwierk, de Gardiennage an Nettoyage, erliewen dat an hire Betriber, jee nodeems, ob se méi däitsch, franséisch oder belsch Frontaliere beschäftegen. Dës Multikulturalitéit an oder tëschent eise Betriber stellt eng permanent Erausfuerderung fir eis Wirtschaft duer. Sech verstoen, wat d'Sproch ugeet, a matenee kënnen, wat d'Mentalitéit ugeet, dat sinn an der Aarbechtswelt Chantieren, op deenen all Dag muss geschafft ginn, fir dass d'Wuelbefannen op der Aarbecht an eng gutt Betribskultur erhale bleiwe respektiv iwwerhaapt zustane kommen.

Fir eis Gréng ass et enorm wichteg, den Entrepreneursgeescht weiderzeentwéckelen an ze stäerken, ze motivéieren, och mat ëffentlecher Ënnerstëtzung. An deem Sënn e puer Wuert zu de Startuppen.

Pour mémoire e puer Zuele vun der Luxembourg-Startups-Associatioun: 5.000 Leit schaffen zu Lëtzebuerg an de Startuppen. 50 % vun de Startuppe kréien Hëllefe vum Staat. 86 % vun den Entreprisen zu Lëtzebuerg am Startupberäich gi vun Auslänner gegrënnt. Mir hunn also en Ëmfeld, dat net esou schlecht ass. Eng vun eisen Trëmp ass och hei eis zentral geografesch Lag an en internationaalt Ëmfeld. Hei zu Lëtzebuerg kann ee sech mat Leit aus aller Häre Länner konnektéieren, an dat ass wichteg fir den Austausch vun den Iddien, mee awer och, fir Investisseuren ze fannen, déi déi néideg Risikobereetschaft hunn. Mee am Beräich vun de Startuppe si Plaze wéi Paräis a London a munnech anerer besser opgestallt. Et gëtt an deene Länner e Wirtschaftspatriotismus vun enger Rei nationale Privatinvestisseuren, déi et zu Lëtzebuerg eeben net esou gëtt.

Mir sollen also déi Startupkultur vläicht nach e wéineg méi promouvéieren. Firwat? Si bréngt Innovatioun. Et ass eng zäitgeméiss Form vu wirtschaftlecher Erneierung, déi zum Entrepreneursgeescht bäidréit an op deem baséiert. A ganz oft bréngen déi Startupper Geschäftsiddie mat, déi sech gutt an déi allgemeng a besonnesch déi ekologesch Transitioun areien. Mir hunn et hei ganz oft mat Leit ze dinn, déi e Sënn sichen an deem, wat se maachen, Stéchwuert: modern Ekonomie, Klimaneutralitéit, Rapport vum GIEC.

Hei e puer Pisten, fir den Entrepreneursgeescht ze stäerken: D'Finanzementer sécherstellen, incentivéiere via Steierreduktioun, well nom Stadium vum „seed", wéi si dat nennen, dat heescht, wou mer geséit hunn, dat heescht, no där Etapp, fir d'Basiskapital bei Frënn a Famill zesummenzekréien, ass et zu Lëtzebuerg schwéier, Finanzementer ze fannen, well den Knowhow an d'Risikobereetschaft sech dobäi dann a Grenzen halen.

Dann d'Moderniséierung vum Faillittegesetz – de Minister hat mer et un d'Häerz geluecht, dass mer dat sollte weiderdreiwen, wéi en an d'Regierung gewiesselt ass –, mir schaffen drun! En Deel hu mer jo ëmgesat. An deen aneren Deel, do waarde mer op de Retour vun eisen Noperen aus dem Staatsrot, fir dass mer dat och nach hoffentlech kënne virum August iwwert d'Bün kréien.

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | No enger Faillite däerf een net éiweg gebrandmarkt sinn als schwaarzt Schof, et muss een eng aner Chance kënne kréien.

An d'Zesummenaarbecht mat der Uni an de Fuerschungsariichtunge muss geléngen. Do musse Brécke geschaaft ginn, fir potenziell Startupgrënner zu Lëtzebuerg ze halen. Wéi gesot, am Ausland gi se nämlech gutt empfaangen. Vill wéilten der awer zu Lëtzebuerg bleiwen, wann d'Konditioune vun der Stee erfëllt wären. Déi Leit hunn eis gesot, dass zum Beispill d'ETH zu Zürich 250 oder méi Spin-offen huet vun der Uni. Dat Ëmfeld hu mer hei net. Ass de rechtleche Kader net do? Dat weess ech net. Oder ass et d'Mentalitéit do? Ech weess et net. Mee mir missten awer vläicht kucken, dat an de Gréff ze kréien.

Elo zur Finanzplaz. E wichtegen an zueleméisseg esouguer dee wichtegsten Deel vun onser Ekonomie ass d'Finanzplaz. Ma d'Finanzplaz ass net just en integrative Bestanddeel vun onser Ekonomie, si ass och e wichtegen a weesentlechen Acteur an der Klimatransitioun. Andeems mir als Gréng eis fir eng klimafréndlech Finanzplaz ausschwätzen, si mer definitiv net géint d'Finanzplaz, wéi dat Verschiddener heiansdo insinuéieren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Mee am Géigendeel wëlle mir domat d'Finanzplaz fit maache fir d'Zukunft, well all Acteur, dee sech net ëmstellt en vue vun der Klimakris, wäert an Zukunft de Kierzeren zéien. Kommt, mir verpassen deen Zuch net, mee mir si Virreider a schreiwen d'Successstory vun der Finanzplaz weider, mee mat engem neie Kapitel!

*(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)*

Dat heescht, dass mer méi aktiv musse ginn an eis och eppes trauen: méi Transparenz, méi Moyenen, fir an d'Richtung vun den nohaltege Finanzen ze goen. De Laurent Mosar huet e puer Punkte virdrun opgewisen, wéi eng Informatioun soll opgeschafft ginn. Déi kann ech ganz ënnerschreiwen.

Ech denken zum Beispill un d'Transparenz, wou nach vill Aarbecht op eis duerkënnt. D'europäesch Reglementatioun huet eis hei scho virubruecht mat der Klasséierung am Artikel 8 an néng Fongen. Ma fir den Eenzelnen, dee klimafréndlech investéiere wëllt, bleift dat ganz oft – souguer och an enger Etüd vu Greenpeace bewisen – eng onméiglech Tâche, fir erauszefannen, wéi nohalteg e Fong da wierklech ass, fir da kënnen ze investéieren. Eist Zil muss sinn, dass een op ee Bléck gesäit, wat fir eng Fongen am Aklang mat de Klimaziler sinn a wat fir eng eeben net.

Genausou gutt wier et, wann e reegelméissege Monitoring géif gemaach ginn, wou mer a puncto Green Finance dru sinn. Aner Länner hu sougenannte PACTA-Analyse gemaach, mat deenen determinéiert gëtt, ob sech d'Fongen op enger Trajectoire befannen, déi am Aklang mat de Klimaziler vum Paräisser Accord ass.

Wär et net, Här Minister, Madamm Ministesch, un der Zäit, och als Lëtzebuerg op dee Wee ze goen?

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Ech hat elo hei stoen: „Dir sidd net Finanzminister", mee d'Finanzministesch ass jo hei, soss hätt ech gesot, Dir sollt hir dat mat op de Wee ginn. Ech maachen dat dann hei direkt. Mee déi ganz Fro vun der grénger Finanzplaz ass eng transversal, déi souwisou a sämtlech Gebitter geet. Ech hat et elo grad ugeschwat, och den Héichschoulminister an d'Recherche waren do betraff.

E weidere wichtege Punkt ass d'Disponibilitéit vun den Donnéeën. Fir e gudde Reporting kënnen ze maachen, brauchen d'Acteuren op der Finanzplaz déi néideg Donnéeë mat der néideger Qualitéit. Grad hei kéinte mer eis als Lëtzebuerg ervirdinn, andeems mer déi néideg Plattforme mat héich qualitativen Donnéeë géife schafen. Ech weess net, awéifern eng Zesummenaarbecht och mat der Bourse, déi jo Virreider ass, do sënnvoll an nëtzlech wär.

An da wëll ech och nach eemol kuerz op d'Roll vun den ëffentleche Fongen ze schwätze kommen. Wa mer de Privatsecteur wëllen a Richtung Nohaltegkeet leeden, ma dann ass et de Minimum, dass de Staat mam gudde Beispill virgeet! Et ass net fir d'éischte Kéier, dass ech dat soen, dass aner Leit dat hei soen. Mee et muss leider Gottes ëmmer erëm widderholl ginn.

Wat de Fonds de compensation ugeet, hate mer jo virun e puer Wochen hei an der Plenière eng konstruktiv Debatt mat als Resultat dem Engagement, dass den FDC wäert den Divestment aus Entreprisen, déi net Paräis-konform sinn, weiderdreiwen an ustriewen. Ech ginn dervun aus, dass de Sozialminister am Moment mat Héichdrock doru schafft, fir dat a Musek ëmzesetzen.

**Une voix** | Yes!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Yes. Erlaabt mer, ier ech zum Schluss kommen, nach e puer Wuert zu der Kompetitivitéit an domat verbonnen dem steierleche Kader. De steierleche Kader fir Entreprisen ass ee Facteur, mee just ee Facteur vun der Attraktivitéit. Mat den Efforte fir eng weltwäit Mindestbesteierung an eng europäescher Harmoniséierung gëtt d'Steierfro ëmmer manner wichteg an aner Facteure gewannen u Wichtegkeet. An dat ass gutt esou!

Als Gréng si mir géint d'„race to the bottom", wou d'Staate sech am Numm vun enger méi héijer Kompetitivitéit géigesäiteg mat méi niddrege Steiertauxe versichen ze iwwerbidden. D'Verléierer vun esou enger Politick sinn déi nächst Generatiounen. Fir als Land kompetitiv ze sinn, musse mer als Land attraktiv sinn: attraktiv, fir sech als Entreprise néierzeloossen, fir ze investéieren, fir Recherche ze maachen, fir e Betrib ze grënnen, awer och attraktiv fir ze schaffen, sech weiderzebilden, fir ze wunnen. Dës Facteure si mindestens esou wichteg wéi eng attraktiv Steierlandschaft.

Mir sti wirtschaftlech an domat och gesellschaftlech virun enormen Erausfuerderungen. Et geet dofir haut drëm, déi richteg Weichen ze stelle fir eng Ekonomie, déi och an Zukunft dréit, ma déi awer am Aklang ass mam Schutz vun eise Liewensgrondlagen, déi gutt Aarbechtsplaze bitt, d'Salariéen als Stakeholders matabënnt an och iwwer ons Grenzen eraus Mënscherechter an Nohaltegkeet groussschreift, eng Ekonomie, déi dem Allgemengwuel déngt, haut an an Zukunft. Dat ëmzesetze bedeit, an alle Secteuren dee richtege Kader ze setzen. Et bedeit net Planwirtschaft, wéi dat vu verschiddene Fetischiste vum fräie Maart duergestallt gëtt. Et ass net d'Planwirtschaft, wourëm et hei geet.

Et bedeit, d'Stäerkte vun der Maartwirtschaft ze notzen, Innovatioun, Präiseffizienz, mee awer och, d'Schwächten, zum Beispill en negative Klima- an Ëmweltimpakt, d'Verletze vu Mënscherechter, ze erkennen a se doduerch kloer ze reegelen, ze behiewen. Duerfir ass d'Politick do, an eis Ekonomie muss an d'Richtung gefouert gi vu Klimaneutralitéit an dobäi de sozialen Zesummenhalt och garantéieren. Et bedeit, Wuelstand a Fräiheet am breede Sënn och fir déi nächst Generatiounen ze garantéieren.

Dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass gréng Wirtschaftspolitick, fir déi mir eis an de leschte Joren agesat hunn a fir déi mer eis och an Zukunft weider asetze wäerten.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Djuna Bernard,** Présidente de séance | Villmools merci, Här Margue. An den nächsten agedroene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Madamm Presidentin. Ech wëll och ufänke mat engem grousse Merci un den Här Mosar fir déi Interpellatioun a fir dee wichtege Sujet op eisen Ordre du jour ze setzen. Mir hu vill ganz interessant Reflexiounen de Mëtten héieren. Ech wäert awer probéieren, éischter ganz konkreet ze sinn, well mir liewen a ganz onsécheren Zäiten, zënter der Covidkris souwisou, wat d'Offer ugeet. Mir hunn de Krich an der Ukrain, mir hunn en héijen Inflatiounsdrock, deen awer hei zu Lëtzebuerg vum Staat iwwerholl gëtt an domadder d'Ekonomie an d'Leit direkt manner belaascht. Mee dat ass natierlech eppes, wat net ëmmer ka weidergeféiert ginn. Mir hunn e Problem mat der Bankestabilitéit an den USA an der Schwäiz a mir hoffen, datt dat sech net weider ausbreet.

Et ass dofir, mengen ech, ganz gutt, wa mer elo mol ganz konkreet hei kucken: Wat kënne mer zu Lëtzebuerg maachen? Si mir kompetitiv genuch? Si mir innovativ genuch? Wéi ass et mat der Attraktivitéit vun eisem Land? Kënne mer nach onofhängeg Decisiounen an engem Mooss huelen, fir eist Land och géintiwwer aneren europäesche Länner gutt ze positionéieren? An da kucke mer, wat mer vläicht kéinte ganz konkreet direkt änneren.

Mir hunn Atouten, an als e groussen Atout wëll ech och d'Tripartitt hei nennen. Dee Lëtzebuerger Sozialmodell ass en Atout, deen aner Länner nun eemol net hunn, de Sozialdialog. An ech mengen, mir mussen och dem Patronat an de Gewerkschaften ëmmer nees Merci soe fir déi Gespréichsbereetschaft an och fir déi Verantwortung, déi si am Interessi vun eis all iwwerhuelen.

Mee mir hunn eng ganz Rei Geforen a wann Der mat den ekonomeschen Acteuren hei am Land schwätzt, da ginn déi ëmmer erëm identifizéiert. A vu datt den Här Mosar déi Intelligenz hat fir ze soen, mir sollen iwwert d'Perspektive vun eiser Ekonomie haut nodenken, menge mir, datt et wichteg ass, einfach elo mol déi konkreet Problemer unzeschwätzen. Well dës Regierung huet dat an der Hand. Mir hunn eng ganz Partie Problemer, déi mer als Lëtzebuerg net direkt kënne léisen, éischter déi am méi globale geostrategesche Kontext, awer mir hunn eng ganz Rei Problemer, déi mer op eisem nationalen Niveau kéinten upaken a léisen. A mir fuerderen d'Regierung op, dat och ze maachen!

Zum Beispill d'Bürokratiséierung. Firwat féiere mir hei am Land eng Diskussioun, wou mir, wann et zu engem Liwwerkettegesetz géif kommen, nach géifen iwwert deen europäeschen Niveau erausgoen? Wat wär dat eng Belaaschtung fir déi Lëtzebuerger Entreprisen! An ass et net esou, datt vill Entreprisen, déi méi grouss sinn um internationalen Niveau, dann einfach géifen esou reagéieren, datt se Lëtzebuerg géifen op der Säit loossen, ignoréieren? Wat maachen déi puer Honnertdausend Consommateuren aus?! Déi maachen d'Differenz net, wa mir hei Virschrëfte fir Betriber erloossen, déi an eisen Nopeschlänner net existéieren. Also keng Iwwerbürokratiséierung!

D'Ëmweltoplage sinn zum Deel absurd. Mir kréien erzielt vun de Leit aus de Secteuren, datt bei fäerdegen Industriegebidder – bei fäerdegen Industriegebidder! –, wann dann e Betrib sech nach wëllt néierloossen, wou schonn d'Stroosse leien, d'Uschlëss leien, datt dann nach Ëmweltetüde gemaach ginn. Firwat? Ech mengen, dat ass eng amenagéiert Industriezon!

An der Landesplanung – an dat ass eppes, wat direkt hei eis gréng Kolleege betrëfft, ech wëll dat dofir och ernimmen –, do hätt ee jo kënnen op de Wee goen, datt mer Zones économiques un de Grenze vun eisem Land maachen, direkt un der Grenz, wéinst dem Verkéiersproblem zum Beispill, och fir e bësse Sprengstoff aus der Diskussioun vum Teletravail ze huelen. Mee direkt un der Grenz och Aktivitéitszonen, dat ass an der aktueller Landesplanung praktesch inexistent, genausou wéi mer Regiounen am Land hunn, wou keng esou Aktivitéitszone virgesi sinn.

Mir hunn eng Incapacitéit vun der Regierung, fir d'Problemer ze léisen, déi et säit Jore gëtt. An do ass dat Beispill, wat ech Iech wëll zitéieren, dat vun den Dechargen am Land. Et ass dach net normal, datt mer wëssen, datt fir dee ganze Bauschutt an esou weider mer e risege Problem hu vun Dechargen! Da fueren d'Camionen duerch d'Land, wat och eng Ëmweltbelaaschtung ass, d'Baue gëtt vill méi deier doduerch fir deen Eenzelnen, dee wëllt bauen. A mir fanne keng Léisung fir d'Dechargen! Säit Joren ass dee Problem bei eis!

Mir hunn de Problem vun de Schoulen an Ausbildungen. A mat Recht soen eis d'Handwierker an anerer, datt d'Formation professionnelle virun allem einfach net dat hiergëtt, wat gebraucht gëtt. An awer fanne mer keng wierklech Reformvolontéit op der Säit vun der Regierung, fir d'Offer an d'Demande mateneen an Aklang ze bréngen. Et ass esou, datt eng Rei Secteuren hir Leit ewell selwer ausbilden, well se eebe vun der Regierung iwwer Joren alt nees erëm eng Kéier keng Äntwert op hir Suerge kritt hunn.

Mir hunn eng Rei Kleng- a Mëttelbetriber, déi sech beschwéieren, a mat Recht, datt och an ausgewisenen Aktivitéitszonen terribel vill bürokratesch Limitte sinn. Zum Beispill an der Logistik kéint ee jo op verschiddene Plazen Hale méi héich bauen, wéi dat am Abléck méiglech ass. Och do ass kee Wëllen do. An dann ass de Problem fir déi Betriber dann, ob se am Ausland déi Méiglechkeeten offréiert kréien. A meeschtens ass dat de Fall, an dat féiert natierlech och zu enger Delokalisatioun vu Betriber, ganz einfach wéinst bürokratescher Onflexibilitéit.

An der Logistik hu mir eis och als ADR staark gemaach, fir den Euroliner zum Beispill och hei am Land anzeféieren, deen an anere Länner ronderëm eis ganz selbstverständlech fonctionéiert. Och deen huet eng Rei ekologesch Virdeeler an net nëmmen Nodeeler. Et gëtt awer net gemaach.

Mir hu säit Jore Problemer, fir Chauffeuren ze fannen an auszebilden. Dat hänkt mat ganz ville Facteuren zesummen an déi meescht leien an der Hand vun der Lëtzebuerger Regierung! Mir héieren elo den Här Bausch sech driwwer beschwéieren, bei den Zuchproblemer am Norden, datt mer keng Chauffeuren hunn, datt mer keng Autobussen hunn. Mee dat ass en hausgemaachte Problem. Och dat muss ee soen, datt déi Entreprisen, déi wëllen ausbilden, déi wëlle Chauffeuren hunn, och ganz vill Problemer gemaach kréien, fir dat kënnen ze maachen. Dat hänkt mat hirer Originn zesummen, mat der Unerkennung oder mat de Perspektiven an hirem Beruff an esou weider. Däitschland an aner Länner si méi attraktiv.

Mir hunn d'Resilienz vun eisem Territoire: Ganz vill Saache vun eisem Land – eigentlech fir e Krisefall –, ganz vill Saache sinn net op eisem Territoire. Mir haten ëmmer erëm e bësse Chance, dat ka sech awer ganz séier ginn!

Mir hu keng Energiereserven op eisem Territoire an deem Mooss, wéi mer se bräichten, wéi et och Virschrëft ass. Mir hunn déi Saach mat deenen 90 Deeg Pëtrolsproduiten zum Beispill, do heescht et dann: „Bon, dat ass dann a Lageren zu Antwerpen", oder Gott weess wou. Oder: „Dat si Quantitéiten, déi mer kafen um Maart!" Mee se sinn net hei! A mir hu gesinn an deene leschte Joren, wéi mer och eng nei Bedeitung vun de Grenzen entdeckt hunn an och vu

Verkéiersproblemer, déi ganz séier kënnen existéieren, datt et wichteg ass, Reserven um nationalen Territoire verfügbar ze hunn.

Mir hunn eng Diskussioun ëm d'Aarbechtszäitverkierzung, déi an der Ekonomie extreem schlecht ukënnt. Ech verstinn, datt déi eng oder aner Partei elo, wéi et hei e puermol scho geheescht huet de Mëtten, virun de Walen eng 34-Stonne-Woch, eng 32-Stonne-Woch bei vollem Lounausgläich an esou weider propagéiert. Mee dat kënnt an der Ekonomie net un. Déi Leit musse rechnen. Déi Leit wëssen, datt se a Konkurrenz mat anere Betriber stinn. Dat geet an deem Sënn net! Wat awer geet a wat mer sollte maachen, dat wär ze exploréieren, fir méi Flexibilitéit an d'Aarbechtswelt ze kréien. Dat ass e Wee, wou all Mënsch d'accord ass, fir driwwer nozedenken.

Mee de facto gëtt hei am Land iwwert d'Joren ëmmer manner Aarbechtszäit prestéiert. Dat ass gutt fir verschidde Saachen: fir d'Work-Life-Balance, fir d'Liewensqualitéit, fir de Bien-être, de PIB du bien-être – dat ass alles net diskutéiert. Mee virun allem mussen eis Betriber emol kënne fonctionéieren! A si mussen déi Sue verdéngen, déi mer herno wëlle sozial investéieren. Dat heescht, och do gëtt et ganz kloer Grenzen an et kann een nëmme warne virun Diskussiounen, déi een awer muss als populistesch bezeechnen, fir einfach elo Aarbechtszäitreduktiounen an d'Welt ze stellen a fir ze soen: „Dat ass de Wee, fir un der Produktivitéit ze partizipéieren." Dat ass simplistesch, esou einfach geet dat net!

Bei der Fiskalitéit, do muss een och ganz gutt oppassen. Ech verstinn och do, datt zemools eis sozialistesch Kolleegen elo soen, datt se dann do an d'Feld féieren, datt effektiv d'Kapital manner besteiert gëtt iwwert d'Joren an esou weider. Dat ass leider eng Tatsaach. Leider ass do eeben de Wettbewerb tëschent de Staaten, dat ass eng Tatsaach. Ech erënnere mech nach gutt, an Osteuropa hunn eng ganz Rei Länner „flat taxes" ageféiert, soubal se dat konnten an esou weider, 15 %, dat si Realitéiten. A mir sti mat deene Länner a Konkurrenz. Dat gefält eis net, dat gefält Iech net, mee mir mussen awer och kucken, datt eis Betriber kënnen exportéieren an iwwerliewen. Also ass do och e beschränkte Spillraum.

A mir hunn dat ganz akut am Finanzsecteur bei der Taxe d'abonnement. Wann Irland elo an enger Situatioun ass, datt do keng Taxe d'abonnement existéiert a mir gesinn, datt eng ganz Rei Fongen, notamment nei Fongen, an Irland ginn an net méi op Lëtzebuerg, jo, da musse mer do Konklusiounen zéien! Mir hu jo d'Industrie vun der Fongenindustrie, déi eis da soen: „Mir mussen op 0,03", oder esou. Dat si konkreet Propositiounen, wou se mengen, si wären nach konkurrenzfäeg. Mee da musse mer dat upaken! Well mir kënne jo net nokucken, wéi mer esou eng staark Fongeplaz, déi zweetgréisst op der Welt, lues a lues un auslännesch Konkurrente verléieren!

Dat ass schwiereg. Dat sinn Ëmstellungsprozesser. Awer ech mengen, et ass och eng Verantwortung, datt mer kucken, datt mer déi Kompetenzberäicher, déi mer am Beräich vum Finanzsecteur hunn, awer erhalen. An dozou gehéiert nun emol och en Nodenken iwwert d'Fiskalitéit.

Bei der Immigratioun hu mer e groussen Deel vun onqualifizéierter Immigratioun. Dat ass déi Debatt, déi mer hei dacks féieren. Wéi gesot, dat stellt dann net den Asyl a Fro. Dee stelle mir absolutt net a Fro. Mee mir hu gläichzäiteg eng relativ grouss illegal, zu engem Deel onqualifizéiert Immigratioun. An dat ass natierlech iwwer laang Zäit och eng Laascht fir eist Land. Dat gëtt en Assistanat, wéi mer et an anere Länner an Europa schonn hunn, a mir mussen eis och domadder ganz offensiv auserneesetzen, et verhënneren an, wann déi Leit bis hei sinn, kucken, wéi mer kënnen integréieren a qualifizéieren. Och dat ass en Defi.

Genausou sinn en Defi dee groussen Exodus vu Lëtzebuerger Staatsbierger an d'Ausland an déi grouss Zuel vu Frontalieren, wat no den Analyse vun der Zentralbank natierlech progressiv zu ëmmer méi Export vu Sozialleeschtungen, Pensiounen an esou weider an d'Ausland féiert, wou mer dann ëmmer manner Retombéeën hei am Land hunn, wat fir eis laangfristeg Perspektive wéi d'Leeschtungsbilanz och e Problem duerstellt. A mir mussen och dat kucken, wa mer dann iwwert déi ekonomesch Modeller kucken – d'Präisser vum Logement, d'Entwécklung vum Land –, datt mer u sech solle verhënneren, datt d'Leit mussen an d'Ausland goe wéinst de Logementspräisser. Et ass eng grouss Diskussioun, ech kommen nach vläicht kuerz drop zréck.

Budgetär Ongläichgewiichter musse mer absolutt verhënneren, well dat ass eng Saach vun Nohaltegkeet. Mir kënne keng Scholdepolitick maachen zulaaschte vun deenen nächste Generatiounen. Mir mussen och den Triple-A behalen. Ech weess, datt d'LSAP do ganz flexibel wëllt sinn. Mir sinn dat sécher net, well mir hunn do méi Verantwortungsgefill a mir wëssen, datt den Triple-A séier ka fort sinn. An dat wär fir eis eng ganz, ganz schlëmm Saach.

D'Industriepolitick. Mir hunn effektiv, an dat hu scho Kolleegen hei gesot, net vill Diversifizéierung erlieft. A wat eis virun allem och Suerge mécht, dat ass dee Guichet unique: Do kënnt näischt méi! Ech mengen, mir haten Iech och eng Question parlementaire gestallt, Här Minister, mee Dir hutt eis déi nach net beäntwert. Mir hu keng Usiidlung méi vu substanzielle Betriber fir Industrieproduktioun hei zu Lëtzebuerg. Dat ass e Problem! A mir mussen ... Jo, Dir wénkt mam Kapp, da kënnt Der eis dat herno opzielen.

Mir hunn och eng gewëssen Technologiefeindlechkeet – mir sinn technologieoppen –, mee firwat muss een e Verbrennungsmotor an Europa verbidden? Firwat geet een net op de Wee: Mir sinn technologieoppen a mir kucken, wat fir eng Technologie sech duerchsetzt. Déi Verbuetsmentalitéit ass an eisen Aen och falsch, genausou wéi beim Research and Development, dat mat de Startups. Mir haten hei eng Diskussioun – Verschiddener hunn dat ernimmt –: Mee firwat ginn déi Leit fort, wann d'Startup zu enger méi grousser Entreprise eventuell ka mutéieren? Mee ganz einfach, well et ze deier ass hei am Land. An och do musse mer da kucken, datt mer Modelle fannen, fir esou jonk Entreprisë besser ze ënnerstëtzen.

Mir sinn zum Deel investitiounsfeindlech ginn. D'Taxonomie ass ee Beispill dovunner. Ganz Europa ... Mir haten eng polnesch Delegatioun hei gëschter. Déi hunn eis gesot, fir si ass Atomstroum eng Noutwendegkeet. Si bauen dat elo aus, wéi ganz vill Länner an Europa dat elo maachen. Op europäeschem Niveau si Gas an Atom onverzichtbar. Ech weess, datt hei politesch deen een oder aneren dat net gutt fënnt, mee et ass eng Tatsaach. A mir féieren – e bësse wéi den Asterix géint de Rescht vum Réimesche Räich – do e Krich, dee mer souwisou verléieren an deen u sech eis schuet an deene Méiglechkeete fir ze investéieren. Och eise Pensiounsfong kritt da verbueden, fir an esou Technologien ze investéieren, déi awer iwwerall op der Welt elo opbléien. Do muss ee sech och Froe stellen! Mir denken net, datt mer dat sollten esou upaken.

An och beim Logement gesi mer en investitiounsfeindleche Klima. Firwat hu mer déi Kris am Logement? Zum Deel, well mer den Amortissement accéléré, fir just deen ze nennen, elo erofgeschrauft hunn. Dat si Moossnamen, d'Regierung mécht dat, well da gesot gëtt – aus Sozialnäid oder wat och ëmmer –, dat wär néideg. D'Realitéit ass, datt doduerch manner investéiert gëtt an doduerch eng Kris am Logement entsteet. Dat ass hausgemaach. Dann hu mer den Droit à la propriété. Och dee gëtt a Fro gestallt. Dat motivéiert d'Leit natierlech och net, fir op Lëtzebuerg ze kommen, wa konfiskatoresch Taxen op eemol ageféiert ginn an den Droit à la propriété op déi Manéier a Fro gestallt gëtt. Mir hunn och ëmmer nei Oplagen am Bau. Och dat féiert dozou ... Wa mer dauernd déi Passivhaiser an déi Mentalitéit do no vir dreiwen – ëmmer nei Virschrëften –, dat mécht d'Baue schrecklech deier an och dat dréit zu enger Kris bäi.

Fréier war Lëtzebuerg d'Land vun de klenge Weeër. D'Leit sinn heihikomm, si konnte mat de Verwaltungen, mat der Steierverwaltung eng vertrauensvoll Relatioun opbauen. Dat huet ganz gutt geklappt. Da gëtt dat verdäiwelt, och e bësse mat deenen Arrangementer, déi da geholl gi sinn. Notamment am Kader vu LuxLeaks ass dann do eng grouss Diskussioun opkomm, all déi Rulingen, dat wär der Däiwel an esou weider. Dat war awer net ëmmer iergendwéi Steierbedruch oder esou, wat do gemaach gouf, mee dat waren dacks Evaluatiounen, déi musse gemaach ginn, och fir eng Planungssécherheet ze hunn, well d'Entreprisen am Ausland Fiskalitéite mussen hunn an dofir eng Sécherheet, eng Planungssécherheet mussen hunn, wat Lëtzebuerg ugeet. Déi hu se awer net méi!

Mir hunn och Reegelen, datt d'Steierverwaltung no fënnef Joer kann nokucken, wat dann do ass. Awer reciproque gëtt et dat net. D'Entreprise, déi kann net no fënnef Joer nach eng Kéier bei der Steierverwaltung nofroen a korrigéieren. Alles dat sinn Ongläichgewiichter, déi et gëtt. Et ass haut fir auslännesch Fiskalisten oder esou ganz schwéier, fir hei zu Lëtzebuerg nach eng Vertrauensrelatioun kënnen zu enger Steierverwaltung opzebauen, well do ass esou eng Pendelbeweegung. Mir ware vläicht ganz wäit an deene Vertrauens..., an deem Entgéintkommen, wat mer gewisen hunn, wat awer vläicht net onbedéngt schlecht war. Haut ass et just de Contraire. Haut si mer dacks méi tockskäppeg a méi intraitabel wéi Verwaltungen am Ausland. An dat kënnt natierlech bei deenen auslänneschen Investisseure ganz schlecht un. Si hëllefen eis jo och, de Standuert Lëtzebuerg am Ausland ze propagéieren a Reklamm ze maachen. Et gëtt ëmmer méi schwéier.

Mir hunn och enorm Delaien op de Verwaltungsgeriichter, dat muss een och wëssen. Wann haut eng Saach fixéiert gëtt, da kritt een en Termäin an zwee Joer. Dat ass och net gutt fir d'Entreprisen. A mir hu keng Steiergeriichter. Dat ass och eng Fuerderung vun der ADR, datt mer eng Steiergeriichtsbarkeet aféieren. Ech mengen, och dat géif Verschiddenes schonn erliichteren.

Bei der Energie – dat ass natierlech e grousst Theema, mäi Frënd, de Fred Keup, deen erkläert dat ëmmer am Detail, ech wëll et just kuerz ernimmen –, do si mer einfach um falschen Dampfer! Mir musse realistesch un d'Energiepolitick erugoen. Mir kënnen net déi 50 Terawattstonnen, déi mir hei am Land brauchen, mat zwou Wandmillen an dräi Solarzellen erreechen. Dat ass einfach net denkbar. Well et net denkbar ass, musse mer realistesch an éierlech sinn a kucken, datt mer eebe mat Fossill an Atom eis Ekonomie um Liewen halen.

*(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

Genausou musse mer och déi Grossregioun esou denken, datt mer transnational Industriezonen envisagéieren an och realiséieren.

A bei de Mënscherechter ass et ganz einfach esou, datt mer ëmmer erëm héieren, notamment vun deene Gréngen, mir sollten d'Mënscherechter an esou weider iwwerall respektéieren. A si mat hirer Elektromobilitéit sinn do den absolutte Champion vum Contraire!

*(Interruption)*

An Europa hu mer och eng ganz Rei Erausfuerderungen. Ech wëll déi hei just nennen, well mat deene puer Minutten, déi mer hunn, kann een do net an d'Diskussioun goen. Mee och an Europa hu mer Steierdrock, dee mer net wëllen: Baussentariffer, déi zur Inflatioun bäidroen, alles wat soll kommen, Finanztransaktiounssteier, wou d'Lëtzebuerger Regierung sech net dergéint gewiert huet – komescherweis! Mee och wa mer esou eppes kréien, ass dat e ganz, ganz staarke Kompetitiounsnodeel fir d'Europäesch Unioun.

Ech erënnere mech nach un de Lissabon-Vertrag: „déi gréisst, kompetitiivst Zon op der Welt" an esou weider. Alles, alles ass gestuerwen an der Tëschenzäit. Dat ass komplett onrealistesch ginn, och well mer eeben elo keng bëlleg Energie méi hunn, well mer eeben den Approvisionnement vum russesche Gas net hunn an deen amerikaneschen an anere Gas – dat seet d'Fedil eis – tëschent dräi- a siwemol méi deier ass wéi deen aus der Pipeline. En ass méi ëmweltschiedlech. Dat ass en enorme Problem fir d'Kompetitivitéit vun der Europäescher Unioun an domadder och fir Lëtzebuerg. Mir packen dat iwwert d'Zäit net! Dat muss een och ganz kloer soen.

Bei der Klimapolitick hu mer aner Vuen. Mir brauchen och eng Geldpolitick, déi méi restriktiv ass, fir datt den Zënsniveau iwwert d'Zäit erëm kann erofgoen. A mir brauche Reformen am europäesche Fusiouns- a Konkurrenzrecht.

Ech wëll vläicht probéieren, eng Konklusioun ze zéien. Mee dee Constat, dee mer elo gemaach hunn, dat ass e ganz evidenten: Déi meescht vun eisen ekonomesche Problemer (veuillez lire: Déi meescht vun eisen ekonomesche Problemer wären ze bewältegen) – op jidde Fall ganz vill vun deenen, wou eis Entreprisen terribel géifen opootmen –, wann dës Regierung hir eege Politick géif änneren, hir eege Politick, well déi meescht Problemer, ganz vill Problemer sinn hausgemaachte Problemer vu Gambia!

*(Interruption)*

An dofir brauche mer net an de geopoliteschen Diskurs ze goen. Och do si vill Problemer. Mee wann dës Regierung hir Aufgab fir eis Ekonomie, fir eis Industrie, fir eist Handwierk géif maachen, da wäre vill Problemer aus der Welt geschaaft.

Dofir denke mer, datt dës Regierung eng ass, déi d'Ekonomie méi bremst, wéi datt se se ënnerstëtzt, déi méi onrealistesch an ideologesch Politick mécht wéi pragmatesch a realistesch Politick. Dat ass falsch an dofir denke mir, datt eng nächst Regierung keng Politick wéi Dir misst maachen, mee eng kloer ekonomesch vernënfteg orientéiert Politick, fir eisem Land en Elan ze ginn an eng Perspektiv ze ginn, déi eis leider am Abléck feelt!

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Interruption)*

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci, Här President. Fir d'alleréischt emol dem Här Mosar merci fir dës Interpellatioun. Et ass sënnvoll, reegelméisseg de Point ze maachen iwwer eis Wirtschaft an och deenen eenzelne Parteien d'Méiglechkeet ze ginn, sech zu deem Theema ze positionéieren. Just de Modell misst ee vläicht eng Kéier iwwerdenken, well esou vill Stonnen ass awer laang an et gesäit ee jo och heibannen, wat lass ass.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci. Majo, da maache mer dat, huele mer dat emol eng Kéier op de Leescht mat deene 60 Minutten an 140 Minutten.

**Une voix** | An nach fënnef Punkte virdrun.

*(Hilarité)*

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | An nach fënnef Punkte virdrun, genau.

An der Demande waren dräi méi spezifesch Aspekter mentionéiert: d'Diversifikatioun, d'Kompetitivitéit an d'Digitalisatioun. Doriwwer ass och elo scho ganz vill geschwat ginn an dofir erlaben ech mir, a menger Ried den Accent op zwee aner Wierder ze leeën, nämlech op d'Nohaltegkeet an d'Resilienz vun eiser Wirtschaft.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Wann ee sech d'Entwécklung vun der lëtzebuergescher Wirtschaft iwwert déi lescht Joren ukuckt, da stellt een natierlech fest, datt se immens dynamesch ass. Mir hu Wuesstumszuelen, déi an Europa zimmlech aussergewéinlech sinn an déi een, mengen ech, och soss néierens siche ka goen. Beispillsweis ass tëschent 2015 an 2022 d'Zuel vun de Salariéë vun 376.000 op 475.000 eropgaangen – eng kleng Klammer: Dovunner huet just ee Véierel d'Lëtzebuerger Nationalitéit –, si ass also ëm iwwer 25 % geklommen. Dës staark Hausse huet sech och zimmlech gläichméisseg op déi eenzel Secteure verdeelt.

Dat ass a priori natierlech eng gutt Saach fir déi beschäftegt Mënschen an am Endeffekt och fir eis Kollektivitéit. A wann ech mer déi Zuelen ukucken, dann hunn ech e bësse Schwieregkeeten nozevollzéien, wann aus gewëssene Kreesser stänneg eis feelend Kompetitivitéit bedauert gëtt a Mesüre gefuerdert ginn, déi eis Kompetitivitéit sollen erhéijen. Well si mer elo mol éierlech: Esou e Wuesstum ass schwéier virstellbar an engem Land, dat net wettbewerbsfäeg ass. Et kënnt mer éischter vir, wéi wann déi, déi vun enger Erhéijung vun der Kompetitivitéit schwätzen, eigentlech d'Erhéijung vun der Profitabilitéit mengen.

De Wuesstum selwer ass natierlech kee Garant derfir, datt et jiddwerengem gutt geet, zemools wann déi geschafe Plus-value esou ongläich verdeelt gëtt wéi bei eis. An natierlech misst een emol vill méi iwwert déi Käschte schwätzen, déi de Wuesstum mat sech bréngt: déi héich Investitiounen, déi hannendrun néideg sinn, mee och dat, wat de sozialen an ekologeschen Impakt betrëfft. Déi Debatt wäert och nach misse méi déifgräifend gefouert ginn a mir sinn och bereet, eis där ze stellen.

Här President, et gëtt wuel nach just wéineg Leit, déi géife behaapten, datt mer eisen aktuelle Wirtschaftsmodell kënnen ouni Problem nach joerzéngtelaang esou weiderféieren. D'Fro vun der Nohaltegkeet ass scho laang gestallt a si gëllt jo och am Wirtschaftsministère als zentral Erausfuerderung, wa mir eis d'Presentatioun vu Luxembourg Stratégie „Scénarios & Vision ECO2050" ukucken.

Fir d'éischt betrëfft dat natierlech eisen héije Ressourcëverbrauch, dee jo siwe- bis aachtmol méi héich ass, wéi d'Natur et ka verkraften. De Constat ass relativ evident, datt mer an där Fro net esou schnell virukommen, wéi et eigentlech néideg wär, zemools bei der Baisse vun den Emissiounen.

Et wäert Iech net verwonneren, datt mir als déi Lénk net un d'Verspriecher vum gréngе Kapitalismus gleewen, dat Verspriechen, datt mer alleguer einfach kënnen esou weidermaachen, well am Hannergrond déi onsiichtbar Hand vum Marché all d'Produktiounsofleef op eemol dekarboniséiert an d'Ressourcë schützt. Nohaltegkeet wäert an engem Wirtschaftssystem, deen op Exploitatioun an op stännege Wuesstum ausgeriicht ass, net ze erreeche sinn!

Mee wann een op d'mannst eng méi ekologesch Wirtschaft wëll, da muss d'Politick hir Verantwortung iwwerhuelen. An eisen Ae musse bestëmmt essentiel Wirtschaftssecteure vum gemeinsamen Zesummeliewen zréck an d'ëffentlech Hand, an dorënner fält fir eis och d'Produktioun an d'Verdeelung vun der Energie, wéinst dem Imperativ vum Klimawandel, mee och fir den Zougang zur Energie fir jiddwereen ze sécheren. Eng national, zu 100 % propper an och sécher Energieversuergung wär jo och en enorme Standuertvirdeel.

Donieft muss eiser Meenung no déi ëffentlech Hand och méi staark reguléieren, dat heescht der Privatwirtschaft méi Virgabe maachen am ekologesche Beräich, virun allem do, wou propper Alternativen existéieren. D'Politick wäert sech net éiweg kënne verstoppen. Wann eis Wirtschaft soll an eng Richtung goen, déi allgemeng wënschenswäert ass, da muss d'Politick sech amëschen.

Déi ekologesch Transitioun gëtt zu Recht och als wirtschaftlech Opportunitéit gesinn. Dofir menge mir, datt mer an dësem Beräich och vill méi Ustrengunge sollten ënnerhuelen. Et ass net immens sënnvoll, wa mer zwar d'Suen an d'Volontéit hunn, fir an d'Fotovoltaik ze investéieren, d'Pannoen awer just a China gebaut ginn an hei am Land bal kee méi ze fannen ass, dee se wëll montéieren. Och dat ass d'Resultat vu feelender politescher Interventioun.

Déi ekonomesch Secteuren am Zesummenhang mat der ekologescher Transitioun sinn zukunftsorientéiert. Si schafen Aarbechtsplaze souwuel fir Leit mat manner Qualifikatioune wéi och am héich qualifizéierte Beräich. A si schafen eng héich gesellschaftlech Plus-value. Um lokale Plang gëtt et zu Lëtzebuerg ganz vill Initiativen an deem Beräich, op déi ee kann opbauen. Et gëtt erfollegräich Kooperativen an erfollegräich kleng Betriber. An et ass do, wou eiser Meenung no d'Wirtschaftspolitick sollt den Hiewel usetzen.

Här President, d'Nohaltegkeet vun eisem Wirtschaftssystem ass aktuell awer net just aus ekologesche Gesiichtspunkten zweifelhaft. Och eis Ofhängegkeet vun e puer wéinege Secteuren an eis Ofhängegkeet vun e puer grousse Betriber ass fir esou e klengt Land ganz problematesch, un alleréischter Stell natierlech d'Ofhängegkeet vun der Finanzplaz. Et ass scho bedenklech, wann d'Recettë vun engem Staat mat de Coursë vun de Bourssen erop- an erofginn a wa se deelweis ofhängeg si vun der Kontabilitéit vun e puer grousse Multinationallen. An et ass och bedenklech, datt d'Regierung all Kéier ufänke muss mat zidderen, wann iergendwou op der Welt am Finanzsystem eng Krisesituatioun entsteet – wéi virun e puer Deeg mat der Silicon Valley Bank.

Doriwwer eraus berouen Deeler vun der Finanzplaz essenziell op Souveränitéitsnischen an op international ganz onsécheré Steierreegelen, mol ofgesi vun der Tatsaach, datt gewëssen Aktivitéiten op eiser Finanzplaz Populatiounen am Rescht vun der Welt enorm schueden.

Déi Debatt iwwert d'Diversifikatioun gëtt dofir och oft an deem Kontext gefouert: Wéi kréie mer déi Ofhängegkeet reduzéiert? D'Äntwert aus dem Wirtschaftsministère op déi Fro ass: andeems mer méi geziilt aner wirtschaftlech Secteure fërderen. D'Äntwert aus dem Finanzministère ass: andeems mer méi geziilt aner Aktivitéiten innerhalb vun der Finanzplaz fërderen. An de politesche Konsens ass: méi vun allem an alles, wat kënnt.

Fir eis schéngt et relativ kloer, datt mer, wa mer eis Ofhängegkeet vun der Finanzplaz wëlle reduzéieren, ophale mussen, se mat alle Mëttelen ze pushen. An et muss een driwwer diskutéiere kënnen an däerfen, ob mer net sollen aus besonnesch problematesche Secteuren – progressiv natierlech – erausklammen.

Här President, bei den Iwwerleeungen, déi am Wirtschaftsministère gemaach ginn, gesi mir duerchaus ganz gutt Usätz, och wa mer net mat allem d'accord sinn. Zumindest gi sech do immens vill Gedanke gemaach an et gëtt probéiert, strateegesch Visiounen ze entwéckelen a Schwéierpunkten ze setzen.

Letztendlech schéngen déi Iwwerleeungen an Initiativen awer just e begrenzten Afloss op den ekonomeschen Alldag hei am Land ze hunn. Et ass e bësse wéi an engem Schoulhaff mat e puer Honnerte vu Kanner, wou eng eenzeg Léierpersoun probéiert, e bëssen Uerdnung eranzebréngen: E puer Kanner kucken eng Kéier ganz kuerz an hir Richtung an da leeft alles weider queesch duerjerneen.

Dat hänkt natierlech an éischter Linn mat de begrenzte Méiglechkeeten zesummen, déi de Wirtschaftsministère iwwerhaapt huet, fir an eng liberaliséiert Wirtschaft kënnen anzegräifen.

Deelweis – an dat gehéiert och zur Wourecht – scheitert dat awer och un der eegener Inkohärenz. Well an engem Land, wou d'Fläch dach zimmlech begrenzt ass, misst ee jo och heiansdo Nee soe kënne bei neie Betriber, déi eeben net an dat strateegescht Konzept passen. Dat ass awer eppes, wat politesch nach wie vor immens schwiereg schéngt ze sinn. De Prinzipp „méi vun allem an alles, wat kënnt" ass letztendlech deen, dee sech ëmmer duerchsetzt. A mat deem Prinzipp ass et schwéier, iergendeng Strategie ze verfollegen.

Aus eiser Siicht kann ee wirtschaftlech Aspekter net just op d'Fro reduzéieren, wéi vill Gewënn se ofwerfen a wéi vill Recettë se fir de Staat generéieren. Letztendlech muss d'Ekonomie och de Mënschen déngen.

Am Moment profitéiere vill Leit net vun eiser Wirtschaft, zumindest net no eisem Moossstab. Dozou gehéieren natierlech an éischter Linn aarbechtslos Mënschen an déi Persounen an de Beschäftegungsinitiativen, mee och déi héich Zuel u Working Poor an eigentlech all déi Mënschen, déi d'ganz Woch am Hamsterrad dréien op Aarbechtsplazen, déi se net frou maachen, an oft fir e Salaire, deen et hinnen esou just erlaabt, iwwert d'Ronnen ze kommen. An dat, fir datt eng Minoritéit kann d'Rente vun hirer Aarbecht astiechen.

D'Mënsche musse sech wuel fillen an hirer Wirtschaft. Si mussen un hir deelhuele kënnen als Acteuren. D'Wirtschaft muss Aarbecht bidden, déi qualitativ héichwäerteg ass an e gutt Akommen erméiglecht, a gläichzäiteg d'Mënsche mat deem versuergen, wat se brauchen. Si soll eng Verbesserung vun de Liewensbedingungen an der Liewensëmwelt erméiglechen a si muss innovativ a stabill sinn, fir de Mënschen Zukunftsperspektiven a Sécherheet kënnen ze bidden.

Fir eis ass dat virun allem an enger dezentraler Wirtschaftsstruktur mat ville klengen Acteure méiglech a vill manner an enger konzentréierter a spezialiséierter Wirtschaftsstruktur mat wéinegen, ganz groussen Acteuren. An deene klenge Betriber spille meeschtens sozial an och ekologesch Iwwerleeungen eng méi grouss Roll. D'Mataarbechter/inne ginn an der Reegel méi valoriséiert, well hir Meenung an hiren Knowhow méi gefrot sinn, an d'Verdeelung vun der Plus-value ass generell méi gerecht, zemools wann d'Mataarbechter/innen un den Entscheedungsprozesser an un de Profitter bedeelegt ginn. Kleng Betriber schreiwe sech och besser an de gesellschaftleche Kontext a mat klenge Weeër a produzéieren éischter fir de lokale Bedarf. An esou eng Wirtschaftsstruktur ass och vill méi resilient par rapport zu externe Schocken.

Fir eis misst deemno méi politesch Energie an d'Stäerkung vun enger dezentraliséierter Wirtschaft gestach ginn, baséierend op ville klengen, héichwäertegen an innovative Betriber, an eebe manner an d'Unzéie vu grousse Firmen a grousse Kapitalgeeber. Léiwer 50 kleng innovativ Betriber wéi eemol Amazon! Fir e klengt Land wär dat sécher déi méi nohalteg Léisung an dat géif, wéi gesot, eiser Wirtschaft och e méi mënschlecht Gesiicht ginn. A mir sinn och iwwerzeegt, datt dat d'Innovatiounskraaft vum Land géif stäerken.

Här President, zum Schluss wëll ech nach op ee Wirtschaftssecteur agoen, deen all déi aner Secteure kannibaliséiert an deen dofir emol dréngend reguliséiert misst ginn, nämlech d'Immobilienindustrie. Do ass jo tatsächlech eng ganz Industrie, déi, wann een elo mol d'Konstruktioun vun neie Wunnengen an Haiser ausklamert, hir Wäertschëpfung quasi aus dem Näischt mécht, eng Industrie, déi horrend Profitter mécht, eenzeg an aleng um Bockel vun de Leit, déi sech futti musse schaffen, fir d'Loyeren an d'Krediter kënnen ze decken.

Natierlech ass dee Secteur vun Agencen, Promoteuren, Fongen an Immobiliespekulante mat responsabel fir déi extravagant Präishaussen um Marché. An et kann een deene Leit jo emol kee Virworf maachen, datt se sech mat hire Praktiken d'Täsche fëllen. De Virworf geet eigentlech un d'Regierung, well se dat zouléisst, well se déi Acteure mat Rücksicht op hir Bäiträg zum PIB wa méiglech net wëll stéieren.

Fir eis steet de sozialen Impakt bei der Logementsfro am Vierdergrond, mee mëttlerweil gëtt och den Impakt op eis Wirtschaft insgesamt zu engem seriöe Problem, virun allem well mer dowéinst keng Leit méi fannen, déi mer dréngend brauchen, a well mer dowéinst och ëmmer méi op Grenzgänger – Klammer op: 221.595 Grenzgänger géint 251.606 Leit, déi hei am Land wunnen – ugewise sinn, wat jo nees aner Problemer schaaft, notamment och bei der Mobilitéit.

*(Interruption)*

Mee vläicht hëlleft dat jo, fir datt sech endlech eppes ännert.

Här President, mir hunn d'Gefill, datt een déi Lëtzebuerger Wirtschaftspolitick kann op de Prinzipp „ëmmer méi an alles, wat kënnt" resüméieren, zumindest wat d'Realitéit um Terrain ugeet. Um Pabeier liest sech dat vläicht besser. An dat féiert natierlech zu deem Wuesstum, dee mer kennen an deem seng Auswierkunge jo dobausse bei de Leit ganz oft kontrovers diskutéiert ginn.

Wéi ech agangs gesot hunn, ass dee Wuesstum kee Garant derfir, datt et jiddwerengem besser geet. A wat ech och nach gesot hunn am Ufank vu menger Ried, ass, datt d'Nohaltegkeet an d'Resilienz vun eiser Wirtschaft ganz wichteg sinn. Dëst kënne mir just packen, wa mir Wirtschaft anescht denken. Mir als klengt Land mat endleche Ressourcë kënnen net einfach weidermaachen. „Ëmmer méi an alles, wat kënnt", dorobber setzen, dat geet einfach net méi! D'Politick muss responsabel agéieren a Kadere setzen, och wann déi net ëmmer ganz populär sinn.

Mir als déi Lénk si gäre bereet, eis där Debatt ze stellen. Mee wann, da musse mer als Alleréischt awer och emol d'Fro vun der Verdeelung vum Räichtum am Land diskutéieren. Och dozou si mir bereet.

Merci fir d'Nolauschteren.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci och. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och ech soe wéi all meng Virriednerinnen a Virriedner als Éischt dem Här Mosar Merci dofir, datt mer haut kënnen iwwer eis Visioune fir d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Wirtschaft schwätzen.

Fir eis Piraten muss d'Ekonomie am Déngscht vun de Biergerinnen a Bierger stoen. Dat bedeit fir eis eng Wirtschaft, déi Aarbecht schaaft fir all Alterskategorien an all Ausbildungsniveauen. Et dierfen nämlech net nëmmen héich qualifizéiert Poste geschafe ginn. E Land, wou nëmmen nach d'Leit mat Unisdiplom kënne liewen, well se eng Plaz hunn an eng Pai, fir sech eppes ze kafen, ass net dat, wat mir Piraten eis fir Lëtzebuerg wënschen.

Wat misst dann an eisen Aen änneren, fir déi Ekonomie ze erreechen, déi am Déngscht vun der ganzer Gesellschaft steet?

Éischtens: Et fänkt fir eis Piraten kloer bei der Digitalisatioun un. D'Piraten hunn an der Chamber schonns oft de Wonsch geäussert no engem Guichet unique. Wéi mer zum Beispill bei der leschter Interventioun zum Theema Independantë geschwat hunn, hu mer kloergemaach, datt déi administrativ Demarchen, wann ee säi Betrib wëll ufänken, musse vill méi vereinfacht an zentraliséiert ginn. Den Datenaustausch tëscht den Administratioune vun der CNS, dem CCSS, der Douane an der Steierverwaltung muss ausgebaut ginn, op eng eenheetlech Plattform gestallt ginn an däerf net schonn direkt eng onnéideg Komplikatioun duerstellen.

Dat alles sinn, wéi gesot, Schrëtt, déi engem neie Firmegrënner d'Liewen am Ufank ganz schwéier maache kënnen. A fir eis Piraten sinn et grad dës kleng Betriber, déi ee muss fërderen. Et sinn déi eegestänneg, et sinn déi kleng Familljebetriber, et sinn d'Start-ups, déi mer hei wëllen zu Lëtzebuerg gesinn.

Digitalisatioun dierf awer net zum Ofschafe vun Aarbechtsplaze féieren, a virun allem net zum Ofbau vun Aarbechtsplazen, wou een net esou vill verdéngt. Eng Erhéijung vun der Produktivitéit duerch d'Digitalisatioun oder och zum Beispill d'Aschränkung vu Patenter muss sech och an de Paie vun de Mataarbechter erëmspigelen an däerf eebe grad net zu Entloossunge féieren. Dofir wiere mir Piraten och bereet – an dat ass jo eng vun deene groussen Diskussiounen, déi ëmmer erëmkënnt –, iwwer zum Beispill eng Robotersteier oder änlech Instrumenter ze schwätzen.

Zweetens: Et brauch e faire Steiersystem. Fir eis ass also d'Fro, wéi mer Lëtzebuerg attraktiv fir dës Firmegrënner halen, awer och fir Leit, déi bei déi Firme schaffe kommen. Dat fänkt jo emol domadder un, datt eng Firma muss Personal fannen. An dat ass net ëmmer esou einfach, wéi een dat kéint mengen! Wann een an enger ganz spezifescher Spart schafft, gëtt et souguer nach méi komplizéiert.

**Une voix** | Très bien!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Och dofir ass eis Fuerderung no enger Steierklass fir jiddereen esou wichteg,

well se eeben derfir suergt, datt qualifizéiert Personal hei op Lëtzebuerg kënnt. A wie rezent Rechebeispiller gesinn huet – déi natierlech vun Interessevertriedunge gemaach ginn –, wat haut den Ënnerscheed bei de Celibatairen nach ausmécht zwëschent engem, deen zu Paräis schafft, an engem, deen zu Lëtzebuerg schafft, dee versteet, datt et vläicht mëttlerweil méi interessant gëtt, net méi iwwert d'Grenz schaffen ze kommen. Well dëst Personal, wat op Lëtzebuerg plënnert, dat si jo och ganz heefeg nach Celibatairen, well wa mer Leit jonk wëlle rekrutéieren, grad an innovative Secteuren, dann ass dat definitiv eppes, wou een nach mobill muss sinn. A mat „Kind und Kegel", wéi een esou schéi seet, mat Partner a Kanner, eventuell Hausdéier – jo, da plënnert een net méi esou einfach fir d'Karriär an en anert Land.

Den Undeel u Leit an der EU – an dat weisen all d'Eurobarometeren –, déi sech méi spéit an hirer Karriär nach eng Kéier op de Wee maachen, fir enzwousch anescht schaffen ze goen, ass verschwannend geréng. Et gëtt se a mir sollte frou sinn, datt et se gëtt, well soss hätte mer nach e vill méi grousse Problem mat qualifizéierter Main-d'oeuvre.

A wann een da bei där selwechter Pai hei zu Lëtzebuerg manner erauskritt wéi an engem vun eisen Nopeschlänner – oder generell an den EU-Länner –, well d'Steieren op dem Celibataire net attraktiv genuch sinn, ma da verléiert eise Standuert e ganz wichtegen Accès zu Personal.

Dozou gehéiert dann natierlech och d'Aarbechtsmigratioun hei zu Lëtzebuerg. A mir Piraten sinn der Meenung, datt hei nach ze vill Steng an de Wee geluecht gi fir Leit, déi keen esou e groussen Diplom hunn, déi awer och wichteg gi fir eist Land, virun allem fir eis Handwierksbetriber, well et och do ëmmer méi u Personal mangelt.

A wa mer iwwert d'Reconnaissance vun Diplomer schwätzen ... An ech mengen, dat ass vläicht nëmmen eng Randnotiz um Theema, iwwert dat mer haut schwätzen, mee fir eis Ekonomie brauche mer nieft Leit, déi manner qualifizéiert sinn, méi qualifizéiert sinn, déi handwierklech qualifizéiert sinn, akademesch qualifizéiert sinn, brauche mer do dernieft natierlech och dat, datt deene Leit hir Diplomer – ob en Handwierksdiplom oder en Universitéitsdiplom – och séier an effikass hei zu Lëtzebuerg unerkannt ginn a se eeben net länger Zäit an enger Onsécherheet gehale ginn. Och do kënne mer weider Efforte maachen. An ech mengen, datt et am Interêt vun eiser Ekonomie, jo, vun eisem ganze Land ass, wa mer do méi effikass ginn.

*(Brouhaha)*

An natierlech mécht de Logement net nëmmen de Leit, déi schonn hei wunnen, Problemer, mee och deene Leit, déi wéilten heihinnerkomme fir ze schaffen. An de leschte Méint si ganz vill Acteure queesch duerch de Gaart op eis zoukomm an hu gesot: „Mir wéilte gären Déngschtwunnenge bauen. Mir hätte gären en Outil, fir Déngschtwunnengen ze bauen, ze maachen, ze schafen."

An dofir – ech weess, datt schonn eng Motioun dozou virläit – erlaabt mer awer, och kuerz de Piraten hir Meenung dozou ze soen. Mir sinn der Meenung, datt ee soll Firmen ënnerstëtzen, déi eebe genau esou Wunnenge wëlle bauen. Lëtzebuerg huet u sech eng Traditioun dora gehat, datt Patrone Verantwortung fir de Logement vun hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter – bon, deemools haaptsächlech Mataarbechter – iwwerholl hunn.

*(Brouhaha)*

An deem Sënn hunn ech dann och eng Motioun matbruecht, déi liicht anescht ass wéi déi ..., bon, substanziell anescht ass wéi déi vun der CSV, mee, ech mengen, complementaire ka sinn, well, wéi een e Freiden am „Lëtzebuerger Land" konnt liesen an da gëschter nach eng Kéier op RTL konnt héieren, huet eis jorelaang Fuerderung, fir Gelder aus dem Pensiounsfong net nëmmen an Atomkraaft, ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Wannechgelift, e bësse méi lues.

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... mee och an abordabele Wunnraum ze investéieren ...

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Net Dir. Fuert Dir roueg weider.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Also, wéi ee gëschter dann op RTL nach eng Kéier konnt héieren, huet eis jorelaang Fuerderung, fir Gelder aus dem Pensiounsfong net nëmmen an Atomkraaft ze investéieren, mee och méi an abordabele Wunnraum ze investéieren, dann och elo Uklang bei enger Majoritéitspartei fonnt.

Mir maachen hei also nach eng Kéier de Versuch, fir dat Kapital, wat de Pensiounsfong a Wunnengen hei am Land investéiert, ze erhéijen. A mir kruten am Debat jo kloer gesot, datt e säin Zil vun de 5 % Investissementer an Immobilien haut nach net erreecht. Dat heescht, et wär och nach eng Kéier d'Opfuerderung, dat dréngend ze erhéijen, fir eebe grad aus enger Wunnengskris eng Wunnengschance ze maache fir d'Lëtzebuerger Ekonomie. An d'DP kann niewebäi beweisen, datt hire Parteipresident hir vollst Ënnerstëtzung huet. Wannechgelift, Här President.

***Motion 12***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

*– Déi europäesch Zentralbank huet bannent engem Joer de Leetzëns vun 0 % op 3,5 % erhéicht, wat d'Käschte vun neie souwéi bestoende Prête mat variabelem Zëns méi deier mécht an déi finanziell Situatioun vu ville Leit direkt belaascht.*

*– Gläichzäiteg hu mer zu Lëtzebuerg eng Wunnengskris, well ee groussen Deel vun de Leit duerch déi héich Präiserhéijungen um Wunnmarché aus de leschte Jore keng Chance méi op eng eege Wunneng um Privatmarché huet an och déi ëffentlech Acteuren an de leschte Joerzéngten net genuch Wunnunitéite gebaut hunn, fir d'Leit opzefänken.*

*– D'Präiserhéijung vun den Zënsen op den Immobilieprête souwéi de Baumaterialie bewierkt, dass nach manner Leit ee Prêt ophuele kënnen, an deementspriechend gëtt manner gebaut. D'Zuele beim Statec weisen eng Reduktioun vun ausgedeelte Baugeneemegungen an d'Bicher vun de Commandë vun de Firme ginn ëmmer méi eidel. De Wunnmarché ass deemno an enger duebeler Kris: Et sinn net genuch Wunnengen an d'Tendenz weist, datt de Privatmarché dëst Joer nach manner Wunnenge wäert bauen.*

*– De Staat muss elo agräifen, fir d'Bau-Aktivitéit stabil ze halen, a sollt d'Situatioun notzen, fir elo massiv Wunnengen opzekafen, fir dës zu sozialen Zwecker an erschwéngleche Präisser (zum Beispill 10 €/m²) deene Leit unzebidden, déi guer keng Chance um private Wunnmarché hunn.*

*– Am Pensiounsfong leie ronn 26 Milliarden Euro, déi zum Deel fir Investitiounen a sozial an erschwénglech Wunnenge genotzt kënne ginn.*

*– De Pensiounsfong huet et net gepackt an deene leschte Joren, fir déi selwer virgeschriwwe 5 % vu sengem Aktiv an Immobilien hei zu Lëtzebuerg ze investéieren.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*1. den Undeel, deen de Pensiounsfong an den nationale Wunnengsmarché investéiert, ze erhéijen a komplett ze notzen, fir esou selwer massiv Wunnengen ze bauen, an dësen Investment duerch fix Hypothéikeprêten erëm an de Pensiounsfong zeréckfléissen ze loossen;*

*2. bis Juni 2023 zousätzlech finanziell Mëttelen opzedreiwen a wann néideg eng Staatsobligatioun opzestelle mam Zil, fir an deene nächste Méint de Fonds spécial de soutien au développement du logement souwéi déi ëffentlech Promoteuren (SNHBM a Fonds du logement) mat méi Mëttelen auszestatten, fir esou massiv kënnen um Wunnmarché ze intervenéieren an dës Wunnengskris an eng Wunnengs-Opportunitéit fir de Staat ze verwandelen.*

*(s.) Sven Clement.*

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Déi grouss Fro ass natierlech: Wie wëlle mer zu Lëtzebuerg hunn an der Ekonomie? Wéi eng Secteuren ënnerstëtze mer a gi mer geziilt hei zu Lëtzebuerg ausbauen?

Hätte mer eng Glaskugel, da wär et einfach. Mir géifen eis haut soen: „Déi Secteuren, déi an 10, 15 Joer décke Succès op der weltwäiter Bün hunn, déi wëlle mer haut unzéien, wann et nach kleng Pepitte sinn, an dann domadder e stabille Mëschbësch bauen." Mee genau dat kënne mer net maachen. Mee et gëtt awer ganz kloer resilient Secteuren, déi och eng resilient Ekonomie ausmaachen, an dat si ganz kloer Servicer. Net Servicer am traditionelle Sënn, wëll ech ganz kloer soen, well dorënner fale fir eis och Handwierker, och Coifferen oder soss Betriber, déi no bei de Leit sinn, déi Servicer fir d'Leit offréieren, och wann et Handwierksservicer sinn.

Dëst si Betriber, déi et scho vill hei gëtt, déi e wichtegen Déngscht un der Bevëlkerung leeschten an déi och vill manner Plaz pro Emploi brauche wéi Datacenteren, déi ganz wéineg Emploi schafen, oder Jugurtsfabricken – déi, naja, och net komm sinn –, an déi also net esou zur Versigelung vun eisem Territoire bäidroe wéi verschidde Multinationallen.

Den Ausbau vun deem Secteur muss dann natierlech och an de PAGen an an de PAPen erméiglecht ginn. An och do, mengen ech, huet d'CSV eng Motioun matbruecht, déi ganz interessant ass, nämlech datt mer déi PAGen a PAPe besser openeen ofstëmme mussen. Ech soen heiansdo, déi ... Mir schwätzen oft vun der Gemengenautonomie an dann hunn ech d'Gefill, mir géife vun enger helleger Kou schwätzen, där een op kee Fall däerft och nëmmen en Hoer krëmmen. Mee vläicht ass et esou, wa mer eng resilient Ekonomie wëllen hunn, eng Ekonomie, déi och dezentral organiséiert ass, da musse mer natierlech och zwëschent de Gemenge besser ofstëmmen.

Ee Secteur, dee mir wëlle massiv hei ausbauen, ass dee vun der Climate Tech. Mir Piraten wëlle méi Betriber hei zu Lëtzebuerg, déi geprinte Fotovoltaikspannoen oder Mikrowandmillen entwerfen, bauen an installéieren. Mikrowandmille sinn iwwregens kleng Wandrieder, déi ee kann op sengem Daach installéieren, complementaire zu senge Solarpannoen, déi bis 750 Kilowattstonne pro Joer kënne liwweren, déi awer hei am Land quasi néierens kënne geneemegt ginn. An och dat ass e Problem, well och dat mécht direkt e ganze Secteur u Climate Tech zu Lëtzebuerg onattraktiv.

Mir wëllen och Betriber hei an d'Land kréien, déi zum Beispill a Carbon Capture investéieren. Beim Carbon Capture hunn ech op dëser Plaz virun e puer Méint eng Proposition de loi abruecht, fir dëse Secteur ze subventionéieren, well mir wëllen, datt Lëtzebuerg hei weltwäite Virreider ass.

Ech hu virdru gesot, wann een eng Glaskugel hätt, fir ze kucken, wat an 10, 15 Joer wichteg ass, da kéint

een doran investéieren. Ma hätte mer déi Glaskugel virun 10, 15 Joer gehat, dann hätte mer warscheinlech gesot: „Den IPCC wäert eis an 10, 15 Joer soen, datt mer net gutt genuch sinn am Klimaschutz, an dofir musse mer elo op Carbon Capture setzen, wa mer iergendwéi eng Chance wëllen hunn."

De Kampf géint de Klimawandel muss déi gréisst Prioritéit fir dës Regierung, fir déi nächst zéng Regierunge sinn an dorop sollen dann och eis staatlech Hëllefen am Beräich Ekonomie opbauen. Datt mer Virreider sinn, wat klimafrëndlech Technologien ugeet! Datt mer kënne Klimaneutralitéit weiderdreiwe mat eise Betriber a fir eis Betriber! A well een domat op d'mannst en Deel vun der Demande no Logement géif vum Marché huelen. Dat sinn dann dës Punkten, wou mir Piraten Méiglechkeete gesinn, fir kënnen héich gradewéi manner héich qualifizéiert Personal op Lëtzebuerg ze kréien, an deene Secteuren, wou et néideg ass.

Natierlech, an dat ass ganz kloer: Mir wëlle keng Planwirtschaft, wou all Betrib, deen op Lëtzebuerg wëll kommen, muss aus engem spezifesche Secteur sinn. Ech mengen, datt dat vermesse wär ze soen: „Mir wëllen nëmmen ee Secteur" oder „Mir wëlle just een anere Secteur." Ech mengen awer, datt mer ganz kloer musse kucken, wéi eng Krittäre mer usetzen, wa Betriber eng Demande maachen, fir op Lëtzebuerg ze kommen. An dat muss transparent sinn.

Mir haten nom Desaster vun der Jugurtsfabrick hei eng Motioun an d'Chamber bruecht, an där mer e kloren an ambitiéise Krittärekatalog gefuerdert hunn, wou d'Grenzwäerter fir de Verbrauch vu Waasser, Stroum a fossille Brennstoffer festgehale ginn. Mir hunn do och gefuerdert, datt all Entreprise, déi sech zu Lëtzebuerg nidderloosse wéilt, beim Ministère eng ëffentlech zougänglech Nohaltegkeetscharta areeche misst, aus där ervirgeet, wéi déi staatlech Grenzwäerter agehale kënne ginn a wéi d'Firma envisagéiert, hir wirtschaftlech Aktivitéit nohalteg ze gestalten.

Eis Motioun ass deemools net matgestëmmt ginn. Mir bleiwen awer bei där Fuerderung, well mir sinn der Meenung, datt den Industriestanduert Lëtzebuerg net nëmme ka vun de Wënsch oder vun dem Prestige vun eenzelne Persounen ofhänken. Wa mer gäre grouss an international Betriber hätten, da mussen déi heihinnerpassen. An da mussen déi och am Viraus soen, wat hire Projet eist Land kascht, an net „langes Rätselraten", fir erauszefannen, ob de Betrib dann elo esou vill Meterkaree oder vläicht dat Zéngfacht dovunner versigelt oder ob en esou vill Liter Waasser oder dat Zéngfacht dovunner verbraucht. Dofir mussen Impaktstudie gemaach ginn. Ouni datt ee weess, wéi vill Waasser de Betrib eebe brauch, soll en net kënne gebaut ginn. Dat ass och ganz kloer am Interêt vun de Betriber, well se da guer net brauchen unzefänken, no Terrainen ze kucken oder der ze kafen, wa se gesinn, datt se déi Krittäre vun Ufank un net kënnen anhalen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten wëlle kleng Betriber wéi eis Handwierksbetriber stäerken an och de Secteur Climate Tech, deen natierlech eng Inzidenz op den Handwierkssecteur huet, encouragéieren, op Lëtzebuerg ze kommen. Dës Betriber si fir eis d'Léisung, fir Aarbechtsplazen ze erhalen an en nohaltege Wirtschaftsstanduert ze schafen. Eis Wirtschaft muss am Déngscht vun eiser Populatioun stoen an Aarbechtsplaze fir all Alters- an Ausbildungsniveau schafen. Eis Wirtschaft muss am Déngscht vun eiser Populatioun stoen, am Déngscht vum Interêt vun eisem ganze Land. Et muss also bei d'Land passen. An dat dierfe keng reng Prestigeprojete sinn, déi mussen eng Plus-value generéieren.

A wann ee seng Krittären dann anhale kann, da mengen ech och, datt d'Betriber eng wierklech Plus-value sinn. An et suergt dann och derfir, datt mer net méi esou Streidereie kréien iwwer MoUen, wou dann d'Bevëlkerung kloe muss, fir Accès ze kréien an en net kritt, wou d'Deputéiert keen Accès kréien. Jo, certes, et kéint ee méi op Transparenz setzen, wann een esou en transparente Krittärekatalog mat enger Nohaltegkeetscharta hätt.

Fir eis Piraten ass kloer: Wann eng Regierung gär de Support fir e Projet wéi zum Beispill Google hätt, da muss se vun Ufank u mat oppene Kaarte spillen. Duerch Transparenz steigt d'Akzeptanz vun de Biergerinnen a Bierger fir Projeten, wat dann erëm derfir suergt, datt een herno net vu Biergerinitiativen ausgebremst gëtt.

Wa mer also an Zukunft net nach weider gescheitert Wirtschaftsprojete wéi Google oder FAGE wëllen hunn, da musse mer Transparenz walte loossen. Dat ass an eisen Aen déi eenzeg Léisung an dofir, Här President, hunn ech nach eng Motioun matbruecht, well mir gesinn ... Ech hunn et virdru grad gesot, mir hunn déi Fuerderung schonn eng Kéier formuléiert a mir gesi jo beim Pensiounsfong, datt ee verschidde gutt Iddien heiansdo e puermol muss widderhuelen, bis se da meerheetsfäeg gi respektiv zumindest vun Deeler vun der Majoritéit mat kéinte gedroe ginn. An dofir, Här President, iwwerreechen ech Iech eng lescht Motioun.

***Motion 13***

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,*

*– dass d'Regierung sech mam Koalitiounsaccord vun 2018 d'Zil gesat huet, eng Politick ze maachen, déi „à la pointe des défis écologiques" soll sinn an en „développement économique dynamique et durable" promouvéiere soll;*

*– dass vis-à-vis vun enger ganzer Rei grousse Wirtschaftsprojeten zu Lëtzebuerg an de vergaangene Méint a Jore kritesch Stëmme Bedenken iwwert de Ressourcëverbrauch an d'Nohaltegkeet geäussert hunn;*

*– dass d'Wirtschaftspolitick sech zu Lëtzebuerg méi op eng nohalteg Ekonomie a manner op industrielle Wuesstem konzentréiere muss, wann de wirtschaftlechen Erfolleg vun haut net d'Klima- an Ëmweltschied vu muer soll sinn;*

*– dass et fir Entrepreneuren an Investisseure wichteg ass, duerch kloer Krittären eng méiglechst héich Planungssécherheet gebueden ze kréien;*

*– dass et an enger Demokratie wichteg ass, d'Zivillgesellschaft fréi iwwert grouss nei Wirtschaftsprojeten ze informéieren.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*1. e kloren an ambitiéise Krittärekatalog opzestelle mat Grenzwäerter fir de Verbrauch vu Waasser, Stroum a fossille Brennstoffer;*

*2. festzeleeën, dass all Entreprise, déi sech zu Lëtzebuerg nidderloosse wëll, beim Ministère eng ëffentlech zougänglech Nohaltegkeetscharta areeche muss, aus där ervirgeet, wéi déi staatlech Grenzwäerter agehale kënne ginn a wéi d'Firma envisagéiert, hir wirtschaftlech Aktivitéit nohalteg ze gestalten.*

*(s.) Sven Clement.*

An ech mengen, dat ass dann och déi lescht fir haut den Owend, an ech soen Iech allequerte Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Ma merci och.

An d'Wuert huet elo direkt d'Regierung, den Här Wirtschaftsminister, de Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

***Prises de position du Gouvernement***

**M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Léif Deputéiert, fir d'éischt merci un de Laurent Mosar fir déi Interpellatioun, déi eis erëm eng Kéier d'Geleeënheet gëtt, och de Punkt ze maachen iwwer eis Wirtschaft.

Den Titel vun der Interpellatioun ass „Perspectives économiques". An effektiv, et ass schonn e puermol gesot ginn: Ech mengen, wéi en deemools déi Interpellatioun eragereecht huet am Dezember 2019, war d'Welt effektiv nach eng ganz aner. A säithier si mer u sech an engem Dauerkrisemodus, wou mer déi Krise geréieren, déi mer säithier gesinn hunn.

*(Signal sonore d'un portable)*

Zu deene Perspectives économiques – an esou géif ech och gäre meng Ried e bëssen andeelen – gehéiert eng Perspective à court terme, à moyen terme an à long terme. Zu der Perspective à court terme ...

Wann ee vläicht ka säi Wecker do ausmaachen.

*(Hilarité)*

Ech mengen, e misst och erëm erwächt sinn elo mëttlerweil.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, mee et ass wichteg, fir waakreg ze bleiwen.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Här Fayot, loosst Iech net beieren.

**M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | Zu der Perspective à court terme gehéiert évidemment fir d'éischt emol, déi Krisen ze geréieren an ze bewältegen, déi mer erlieft hunn. An ech mengen, dass een do effektiv muss soen, dass dat eis net allze schlecht gelongen ass.

Ufank 2020 hate mer d'Covid-19-Kris. Dat ass natierlech schonn e puermol gesot gi vun de Virriedner. Mir haten duerno eng héich Inflatioun, liéiert mat der Relance no der Pandemie Covid-19 2021 an dunn dee schrecklechen Aggressiounskrich, dee Russland ugefaangen huet géint d'Ukrain Ufank 2022, deen natierlech mat enger Explosioun vun den Energiepräisser anhiergaangen ass.

An ech menge soen ze kënnen, dass mer déi Krisen, déi exceptionnel waren – dat ass och vum Francine Closener ënnerstrach ginn –, awer gutt gemeeschtert hunn, gutt navigéiert hunn. Mir kruten och vun der OECD an och vun eisem Conseil économique et social do eng ganz gutt Zensur.

Mir gesinn, dass mer um Niveau vun de Faillitten net méi Faillitten hate wéi par rapport zu 2019. 2020, 2021 an 2022 war d'Zuel vun de Faillitte souguer ënnert dem Niveau vun 2019. Mir hunn och gesinn, dass wärend deene Joren a souguer am Krisejoer 2020 nei Betriber gegrënnt gi sinn, am Ganzen eng 3.000 pro Joer. Mir hunn och e Chômage, deen elo op 4,9 % ass, ënnert dem Niveau vun 2019, dat heescht Prepandemie.

Mir hunn also gesinn, dass eis Ekonomie resilient ass par rapport zu Schocke wéi eng Pandemie an och par rapport zu deem Schock vun der Energiekris a vun der Rupture vun de Wäertschëpfungsketten, déi mer gesinn hunn.

Zu där Resilienz gehéiert ganz kloer och eis Tripartitt, eise Sozialmodell, eise Sozialdialog, deen – an och dat ass elo schonn e puermol gesot ginn – fonctionéiert huet wärend där Zäit. Mir hunn eng Kéier wärend der Pandemie 2020 an och duerno 2022, wou mer dräi Tripartitten haten an engem Joer, bewisen, dass dee Modell fonctionéiert. An effektiv, och dat gehéiert zu enger kompetitiver Wirtschaft. Dat weist, dass mer matenee schwätzen, dass mer eis Problemer kënnen zesumme léisen, dass d'Leit net mussen op

d'Strooss goen, fir méi an der Pai ze kréien, dass och eisen Indexsystem trotz deem Stress vun enger ganz héijer Inflatioun seng Preuvë gemaach huet. Och dat gehéiert zu der Kompetitivitéit an zu der Resilienz vun eisem Land.

Mir maachen déi Krisegestioun och nach weider, well d'Kris ass nach net fäerdeg. Mir hu weiderhin e Kader, en europäesche Kader, dee vum Temporary Crisis and Transition Framework, deen eis et erlaabt, fir zum Beispill Energieaiden ze ginn. An déi Energieaiden, déi erlaben et de Betriber, trotz deem schwierege Kontext weiderhi kënnen ze fonctionéieren. Mir wëssen, dass dat aktuell e ganz schwéiere Kontext ass, wou mer och effektiv gesinn, dass eise Bannemaart net perfekt fonctionéiert, dass et Distorsiounen do gëtt zwëschent deene verschiddene Länner an och vun eis mat eisen Nopeschlänner. Mir hunn dat ganz enk um Radar a mir wäerten och kucken, do ëmmer nozebesseren, esou gutt wéi mer dat och kënnen am Kader vun deem europäesche Framework. Mir hunn dat e puermol gemaach. Mir hunn dat och am Kader vun der Tripartitt gemaach mat enger Partie Mesüren, déi spezifesch op d'Betriber cibléiert sinn.

Also, wéi gesot, säit dräi Joer e konstante Krisegestiounsmodus, wou et eis, mengen ech, awer relativ gutt gelongen ass, fir eis Ekonomie fir d'éischt ze stabiliséieren an trotzdeem awer och zur gläicher Zäit aus där Krisegestioun eraus eng Partie Jalone fir d'Zukunft ze setzen.

An dozou, zu deene Jalone fir d'Zukunft hunn direkt scho relativ schnell och déi „Neistart"-Hëllefe gezielt, déi mer am Kader vun der Covidkris decidéiert hunn am Juli 2020. D'„Neistart"-Hëllefen, dat ware vun Ufank un Hëllefen, wou mer méi eng héich Intensitéit hate fir Betriber, déi an d'Transitioun investéiert hunn, déi an d'Kreeslafwirtschaft investéiert hunn, déi sech wollte méi gréng a méi digital maachen. Mir hunn déi Betriber mat enger méi héijer Intensitéit subventionéiert a mir hu gesinn, dass dat ganz gutt fonctionéiert huet.

Aus deenen Efforten an och aus eisen anere Régime-d'aiden, déi mer hunn, hunn eng ganz Rei Betriber ... An et ass vill geschwat ginn iwwer Desindustrialiséierung an dass d'Betriber net méi géifen heihinnerkommen oder net méi géifen hei investéieren. Mee wat mer gesinn, dat ass, dass Betriber wéi EURO-COMPOSITES, wéi Guardian, wéi ArcelorMittal, wéi Webasto, déi fréier Carlex, déi Windshields fir d'Autoe produzéieren, awer och eng Goodyear, déi eng total nei Fabrick gemaach hunn, déi total automatiséiert hunn, dass all déi Betriber säit 2018 am Ganzen eng Milliard Euro investéieren an de Standuert Lëtzebuerg, a ganz héichmodern Fabricken, ganz héichmodern Produktiounsentitéiten. Och dat ass eng Realitéit an dat weist, dass de Standuert Lëtzebuerg duerchaus extreem kompetitiv ass.

An ech géif och gär soen, dass sech duerch all déi Investissementer wéi e roude Fuedem déi Iddi vun der Nohaltegkeet zitt. All déi Betriber hunn investéiert an energieeffizient Prozesser, a méi ressourcëschounend, manner ressourcenintensiv Prozesser. Dat ass ukomm bei der Industrie an dat gëtt och ëmgesat a ganz ville Betriber. Och eis Hëllefsregimmer fir den Environnement haten extreem vill Succès. Säit 2018 sinn do am Ganze 95 Milliounen Euro Hëllefe geflоss, fir am Ganze 404 Milliounen Invester do méiglech ze maachen, wéi gesot, a méi ressourcen- an ëmweltschounend Produktiounsprozesser.

Mir gesinn awer och, dass mer net nëmmen Echecken hu wéi FAGE a Knauf, déi elo e puermol genannt gi sinn. Mir hunn och eng ganz Rei Successstories, wéi zum Beispill Vodafone, déi an e Procurementcenter investéieren hei zu Lëtzebuerg, wéi eng Entreprise wéi JCR, eng japanesch Pharmaentreprise, déi heihinnerkënnt, JOSKIN, awer och eng B Medical, déi an engem Joer ausgebaut huet op hirem Site zu Housen. Och dat si formidabel Successstories a mir hunn nach am Ganzen eng 15 Projeten, déi elo nach an der Pipeline sinn, op deene mer amgaange sinn ze schaffen.

Ech géif och gär soen, dass mer, fir an Zukunft esou, jo, Prozeduren ze evitéieren, déi net gutt verlafen, wéi bei FAGE oder bei Knauf, an der Regierung e Komplementaritéitscheck agefouert hunn. Mir hunn e Komplementaritéitscheck, deen elo operationell ass, dee prett ass an iwwert dee mer kënnen de Betriber eng Planungsssécherheet ginn an iwwert dee mer hinne kënnen en fait assuréieren, dass se hire Projet kënne maachen, wann en dann effektiv an eis Politick passt, an eis Diversifikatiounspolitick, an eis Nohaltegkeetspolitick erapasst. Wéi gesot, deen Check, dee steet elo an dee kann elo ugewannt ginn, wann deen nächste Projet och kënnt.

Zu enger mëttelfristeger Perspektiv gehéiert awer och eng virausdenkend Politick. Dat maache mer zum Beispill iwwer eis Strategie „Ons Wirtschaft vu muer". „Ons Wirtschaft vu muer", dat ass eng Strategie, déi op 2025 ausgeluecht ass an iwwert déi mer gäre justement d'Digitaliséierung an den Déngscht vun enger nohalteger Wirtschaft stellen, an alle Beräicher, wou mer aktiv sinn, sief dat an der Digitalisatioun, sief dat an de Santéstechnologien, awer och an der Mobilitéit an natierlech och an der Industrie.

Dat ass eng ganz kloer Strategie, déi natierlech och op déi ganz staark Digitaliséierung opbaut, déi mer iwwert déi lescht zéng Joer gemaach hunn am Beräich vum High Performance Computing, am Beräich vun der Cybersecuritéit, natierlech och mat eisen Datenzenteren. An dozou gehéiert och dee Projet, deen elo mat Google gemaach gëtt, fir dee souveräne Cloud, dee Cloud souverain do ze maachen, zesumme mat Proximus, dee viru Kuerzem annoncéiert ginn ass.

Dozou gehéiert och déi national Dateplattform, déi elo amgaang ass, operationell ze ginn, wat och e ganz zentraalt Stéck ass vun där Strategie, dat heescht, fir eng datenzentréiert Ekonomie opzebauen, wou een Date kann interoperabel maachen, déi da kënne vun den Entreprisë benotzt ginn, fir zum Beispill artificiel Intelligenz ze maachen, „machine learning" an all déi aner Technologien, déi elo amgaang sinn, zentral ze ginn an alle Beräicher vun eiser Wirtschaft.

Zu där mëttelfristeger Wirtschaftspolitick gehéieren awer och Infrastrukturprojeten. Dat si Projete wéi de Parc technologique, dee mer zu Diddeleng maachen an der Zone „Koibestrachen". Dat ass de Campus HE:AL, deen deemnächst wäert gebaut ginn. Dat ass och de Campus Space, wou mer eppes fir eis Spaceekonomie maachen. An dat ass awer och de Projet, fir e Wäertstoffhaff ze maache fir Kreeslafkonstruktioun, wou mer och am Beräich vun der Konstruktioun vill méi wëllen op Kreeslafwirtschaft setzen an Zukunft.

Et ass och vu verschiddenen Orateure geschwat ginn iwwert d'Startuppen. D'Startuppe sinn natierlech e ganz zentrale Beräich vun eiser Wirtschaft. Mir hunn e Startup-Ekosystem, dee gutt fonctionéiert, wou mer elo mëttlerweil ongeféier eng 500 Startuppen hunn hei zu Lëtzebuerg a wou mer awer och wëssen, dass mer eng Partie Faiblessen hunn an deem System. Dofir hu mer eng Studie gemaach mat enger Entreprise, déi Startup Genome heescht, a wou mer elo amgaange sinn, drop ze schaffen, wou ech gären am Juni op der VivaTech zu Paräis eng Feuille de route virstellen, wéi mer eise Startup-Environnement nach méi kompetitiv maachen an nach méi attraktiv fir jonk Entreprisen, déi sech zu Lëtzebuerg wëlle forméieren an déi awer och wëllen aus dem Ausland op Lëtzebuerg kommen.

Dozou gehéiert natierlech awer och, dass mer am Kader vun eiser Prospektioun am Ausland, sief dat a Kanada, sief dat an Amerika, Japan, Korea, och elo zu Singapur, vu wou ech haut zréckkomm sinn, iwwerall do probéieren, eis och international ze vernetzen, dass mer kucken, dass mer eise Startup-Ekosystem zesummebrénge mat deem, deen op deene Plaze present ass, an dass mer kucken, dass mer do och Kollaboratioune favoriséieren.

Här President, ech géif och nach gären e puer Wuert soen zu dem Här Mosar senger Ausso iwwert d'Direktiv iwwert d'Mënscherechter, déi Responsible-Business-Conduct-Direktiv. Ech gesinn och do eng gewësse Kontradiktioun, wann ee sech dann en introduction op d'soziale Wirtschaftslehre berifft a seet, dass de Mënsch muss am Vierdergrond stoe vun der Wirtschaft, an op där anerer Säit an där Direktiv iwwert d'Human Rights Due Diligence en fait just Paperassen a Bürokratie gesäit, déi fir d'Betriber schlecht sinn. De deux choses l'une: Entweeder et hëlt een dat eescht mam Mënsch am Zentrum vun der Wirtschaft an da kënnt een, mengen ech, net ëmhier, fir och dat seriö ze huelen, wat mer am Beräich vun där Human Rights Due Diligence do maachen, iwwerall wou déi Betriber aktiv sinn, och an den Entwécklungslänner. Oder et wëll een dat net an et gesäit een do just eng Chicanerie an eng Paperasserie dran. Ech mengen net, dass dat de Fall ass. Déi Direktiv ass gutt. Déi ass jo elo nach amgaang, och verbessert ze ginn am Trilog. An ech mengen och, dass et dat am Endeffekt ass, wat eise Betriber, déi do drënnerfalen, wäert zeguttkommen.

Här President, ier ech ofschléissen an och dem Yuriko Backes duerno d'Wuert ginn, géif ech vläicht och nach gären ee Wuert soen zu der Talentattraction. Et ass och vill geschwat gi vun dem Mangel u Main-d'oeuvre, dee mer effektiv an alle Secteure vun der Ekonomie gesinn. An zu deem Punkt géif ech gär soen, dass mer do och eng Strategie hunn an der Regierung, déi d'lescht Joer verabschit ginn ass. Do gëtt et e Comité interministériel, deen dorobber schafft ënnert dem Lead vum Wirtschaftsministère. Mir hunn do an deem Beräich och elo eng Skillsetüd vun der OECD, déi virun e puer Woche presentéiert gouf an opgrond vun där mer elo mat deenen Aarbechte ganz konkreet ufänken.

Do gëtt et eng ganz Rei Voleten. Dat geet vun der Prospektioun bis hin effektiv och zu lokalen Initiativen, wéi mer kënnen Talenter hei färderen, wéi mer se kënne forméieren a wéi mer se kënne méi cibléiert an eis Ekonomie erabréngen. Dat ass eppes, wat leeft. Dozou gehéiert natierlech och eng Mesür, déi den Ausseministère elo annoncéiert huet, fir Conjointë vu Leit, déi aus Drëttstaaten heihinner schaffe kommen, och méi schnell an d'Aarbecht ze kréien, doduerch dass se kënnen en fait quasi automatesch hei schaffen, ouni dee Moment eng weider Autorisatioun ze kréien.

Et ass och geschwat ginn iwwert d'Handwierk. Jo, d'Handwierk ass och an enger Ekonomie vu muer present a natierlech ass d'Handwierk d'Réckgrat vun eiser Ekonomie. Mir wëllen a mir brauchen e staarkt Handwierk. An deem Kontext wéilt ech och gäre ganz kloer soen, dass ech mer Suerge maachen iwwert dat, wat fir de Moment amgaang ass, am Bau ze geschéien. Mir gesinn, dass et iwwerall ëm 30 %, 40 % méi lues geet. Et gëtt eng 30 %, 40 % manner Kreditter, Crédit-hypothécairen, och wéinst der Zënspolitick, wéinst den héijen Zënsen, déi et gëtt. Et gëtt manner Ventes en l'état futur d'achèvement, och ëm déi 30 %, 40 %.

Mir wëssen, dass dee ganze Secteur méi lues dréit. An dat ass effektiv e risege Problem an dat mécht mer och Suerge par rapport zu deem, wat effektiv op déi Entreprisen aus dem Bau an aus dem Handwierk do duerkënnt. An dat ass eppes, wat mer ganz enk am Bléck hunn. Mir hu schonn iwwert d'Tripartitt eng Partie Mesüre geholl, fir de Logement ze encouragéieren, sief dat iwwert de bëllegen Akt, déi Intérêts hypothécaires, déi ee kann ofsetzen, an och d'Aquisitioun vun Appartementer en l'état futur d'achèvement iwwert de Logementsministère.

An ech mengen, dass do jiddweree gefuerdert ass. Och d'Gemengen, wa se et da kënnen, wa se Reserven hunn, kënne Logement kafen. Ech mengen, et ass elo e gudde Moment. Et huet een elo e Pouvoir de négociation, och par rapport zu de Promoteuren, déi do verkafen an deem Beräich. Ech mengen, et ass e ganz gudde Moment, fir sech och e gewëssene Parc immobilier locatif unzeleeën, wann een dann d'Moyenen huet. An do gëtt et jo eng Rei räich Gemengen, Här Mosar, déi dat duerchaus och kënne maachen.

*(Interruption par M. Laurent Mosar)*

**Une voix** | Très bien!

**M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | Här President, ofschléissend – an do kommen ech da kuerz op de Long terme ze schwätzen – géif ech och gären eppes soen iwwer eis Efforte mat „Luxembourg Stratégie". Den Här Mosar sot, e géif net driwwer schwätzen. En huet jo dunn awer e bëssen driwwer geschwat, wat och, mengen ech, ganz gutt ass. Wa mer iwwer eis Ekonomie nodenken, da musse mer dat och laangfristeg maachen. An dee Kader inseréiert sech „Luxembourg Stratégie".

Mir hunn effektiv eng Étude stratégique, déi op 2050 ausgeriicht ass. Déi resüméiert sech net op eng Bande dessinée, wéi Der dat e bëssen duergestallt hutt, Här Mosar, an Ärer Ried. Dat ass eng Aarbecht, déi elo säit bal zwee Joer leeft an déi en fait aus der Reflexioun eraus kënnt, dass mer an enger Zäit, wou mer eng Pandemie gesinn hunn, wou mer eng Recompositioun vun eisem geopolitesche Paysage gesinn, wou mer gesinn, dass mer eis och mussen als Regioun, als Europa, méi autonom maachen, awer och als Land méi autonom maachen, dass mer eis do mussen an d'Zukunft projezéieren.

An dofir hu mer dräi Zenarien ausgeschafft, woubäi kee vun deenen dräi vun Decroissance schwätzt. Et ass een, deen ass „business ass usual", dat heescht, dat ass eng Projektioun à politique inchangée. Et ass een, wou et effektiv e bësse méi lues dréit, an och dat ass eng Méiglechkeet. Wann ee mat den Ekonomiste schwätzt, da schwätze se Iech vun engem Zenario vu „secular stagnation". Dat ass eppes, wat net nei ass. Dat kënnt vum Lawrence Summers, dem fréiere Conseiller économique vum Bill Clinton, dee seet, dass an deene Länner mat ganz entwéckelten Ekonomië laangfristeg d'Croissance, de PIB net méi ganz staark wäert steigen. An dat ass och ee vun den Zenarien, ee wou mer manner Croissance wäerten hunn. An den drëtten Zenario ass een, wou mer effektiv vill op Technologie setzen, fir u sech op deem selwechten Niveau ze bleiwen, mat allem, wat dat impliziéiert.

An ech géif just gär soen an där Diskussioun ... An ech komme just vu Singapur erëm, wou se dat och scho säit ganz laanger Zäit maachen, säit Enn den 80er-Joren, wéi och op anere Plazen: A Finnland maache se dat scho ganz laang, an der OECD gëtt dat gemaach, och d'Europäesch Unioun huet eng Foresight-Unitéit. An et gëtt een einfach méi intelligent als Land a méi resilient, wann een deen Exercice mécht. Et dierf een en natierlech net maache mat Scheiklappen un oder andeem een de Kapp an de Sand stécht.

An dat ass dat Eenzegt, wat ech gäre géif hei soen: Mir sollen dat zesumme maachen. Déi Zenarien, dat ass näischt, wat ech mer wënschen oder wat mer eis wënschen. Dat sinn déi grouss Tendancen, déi mer gesinn op eis duerkommen, vu baussen eraus. An dat sinn och keng Zenarien, déi spezifesch sinn oder déi particulier si fir Lëtzebuerg. Dat sinn Zenarien, déi een iwwerall op der Welt fënnt.

Dofir fannen ech et e bëssen – wéi soll ech soen? –, jo, e bësse court-termiste, fir dann direkt do mat der Decroissancekeul op jiddwereen ze klappen, dee probéiert, déi Reflexioun do ze féieren. Et ass eng Reflexioun, där mer eis musse stellen. Et ass och eng Reflexioun, déi mer musse féieren am Kader vun eise planetäre Limitten, well et ass nun emol esou, dass een net ganz gutt mat der Physik kann negociéieren. Et ass gesot ginn, dass ee mat enger ... Här Bauler, wéi hutt Der et scho méi gesot? „Op engem wirtschaftleche Kierfecht kann ee kee Sozialstaat opbauen", an op engem doudege Planéit kënnt Der och keng ganz gutt Ekonomie maachen. An do hu mer déi dräi Polen ...

**M. André Bauler** (DP) | Also, wou Der Recht hutt, hutt Der Recht, Här Minister.

**M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | Do hu mer déi dräi Pole vun der Nohaltegkeet, ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | ... déi mer musse matenee vernetzen: dee vun der wirtschaftlecher Kompetitivitéit, dee vun der sozialer Inclusioun an dee vun de planetäre Limitten, déi mer hunn. An dat ass den Effort, dee mer gäre maache bei „Luxembourg Stratégie" a wou ech Iech gären alleguerten invitéiere matzemaachen!

Mir hunn déi Zenarisatiounsaarbecht gemaach, déi ass elo ofgeschloss. Elo schaffe mer un der Vision stratégique, am Horizont 2050, an dat ass eng Aarbecht, déi mer Ufank Juni wäerten ofschléissen a wou ech, wéi gesot, och gären d'Chamber wëll mat dran impliziéieren an där Reflexioun, well dat ass eng, där mer eis zesumme musse stellen, wou et drëm geet, fir eis Ekonomie an all Zenario, egal wat op eis duerkënnt ... A mir wëssen, dass mer dat net alles maîtriséieren. Mir sinn do natierlech am europäesche Kader. Mir sinn och der Geopolitick ausgesat. Mee mir mussen eis där Diskussioun stellen. Dat ass essentiel, fir och an Zukunft e liewenswäerte Kader ze hunn, awer och ee mat enger staarker Ekonomie an een, wou mer all eis Mënschen an all eis Leit hei am Land mathuelen.

Duerfir merci fir den Debat. An ech sinn och ganz zouversichtlech, dass mer dat wäerte fäerdegbréngen.

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Här President!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Jo, Här Mosar?

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Ech wollt ganz kuerz, wann Der erlaabt, op eng, zwou Remarke vum Här Fayot äntweren an dann awer och nach op eng Fro zréckkommen, op déi e mer net geäntwert huet, déi awer net onwichteg ass.

Ech fänken direkt hannen u mat deenen Zenarioen. Do ass een Zenario, wou den Här Fayot elo gesot huet, dee géif net onbedéngt eng Decroissance oder zumindest e Stopp vun der Croissance virgesinn. Ech erlabe mer awer, Iech just hei virzeliesen, wat an deem Passage do steet. Do steet ganz kloer: „Les niveaux de salaires, des pensions et la couverture sociale stagnent, après une profonde transformation du système". Abee, ech mengen, dat schéngt mir awer ganz evident a kloer ze sinn: Wann d'Léin, d'Pensiounen a besonnesch déi sozial Couverture net méi viruginn, net méi an d'Luucht ginn, da gi mer zréck. Dat heescht, da kréien d'Leit manner. An dat ass op jidde Fall eppes, wat fir eis absolutt inakzeptabel ass! An ech muss Iech och soen ...

**M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | Här President ...

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Loosst mech vläicht ...

**M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | Nee, just ...

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Här Fayot ... Här President, ech däerf jo awer fäerdeg schwätzen?

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Jo, ech war just amgaang ze soen: Den Här Mosar ka Parole après ministre invoquéieren, dat huet e gemaach, an den Här Mosar huet nach e puer Minutten, fir dat zum Schluss ze féieren.

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Jo, ech wollt eigentlech just zu deem dote Sujet soen, datt ech d'Interventioun vun der Madamm Closener do weesentlech méi kloer fonnt hunn, déi sech hei konsequent géint all Zorte vun Decroissance ausgedréckt huet. Dat ass iwwregens och eis Meenung an ech wëll och déi Ausso vun der Madamm Closener do zréckbehalen.

Zweete Punkt: e Liwwerkettegesetz. Do hutt Der mech och an de Mond geholl.

**M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | Jo.

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Ech hu gesot, an dat soen d'ailleurs ganz vill Spezialisten, Ekonomisten, Experten, an ech hunn dat och virdrun developpéiert, ...

*(Interruptions)*

... datt mer generell musse kucken, datt déi Hëllefen, déi mer Entreprisë ginn an der Transition énergétique, dat déi mussen um Niveau vun de Prozedure méiglechst einfach goen. An dofir appreciéieren ech och den Effort, deen d'Madamm von der Leyen wëllt maachen, fir 25 % Entbürokratiséierung bei deene Mesüren ze maachen.

Et muss een awer elo feststellen, datt hei e Liwwerkettegesetz kënnt – wat gutt gemengt ass ... An, Här Fayot, Dir braucht mech net ze beléieren, ech si gradesou fir de Schutz vun de Mënscherechter!

**M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | A sou!

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Ech wollt eebe just heimadder kloer ausdrécken, datt awer, wann een esou eppes mécht, ...

**M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | Wat hätt Der da gär?! Wat hätt Der da gär?

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | ... d'Betriber och domadder musse kënne liewen an dat och musse kënnen ëmsetzen!

An da wëll ech och nach eppes soen, Här Fayot: Ech begéinen och ganz vill Leit, déi an Ärem Secteur – also an engem anere Secteur, an der Kooperatioun – schaffen, an déi fänken ewell ëmmer méi un, sech Froen ze stellen, ob dat do dee richtege Wee ass, well dat nämlech riskéiert, datt muer keng Entreprise méi zum Beispill um afrikanesche Kontinent nach wäert iergendwéi en Handel maachen, well se net wëll de Risk lafen, datt se do iergendwéi géint d'Mënscherechter verstéisst!

Eppes Drëttes, an dat ass da meng Fro: Dir hutt mer net geäntwert, wat mat den Terraine vu Google zu Biisse geschitt, well dat ass net onwichteg! Mir hu matkritt aus dem Mond vum Här Staatsminister, datt

dee Projet Google zu Biissen net méi géif realiséiert ginn, an ech mengen, d'Chamber huet hei e Recht ze wëssen, wat dann do mat deenen Terraine wäert geschéien!

*(Brouhaha)*

**M. Gilles Baum** (DP) | Wou ass dat da gesot ginn?

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Den Här Minister huet elo d'Wuert.

**M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | Also, Här President, op där éischter Fro, dat ass natierlech vun enger perfekter intellektueller Onéierlechkeet!

*(Exclamations)*

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Nee, wannechgelift elo! Wannechgelift elo!

**M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | Ech war an der Kommissioun. Ech war ... Nee, elo ass et ..., nee!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Ech sinn intervenéiert, fir dass den Här Mosar seng Developpementer konnt maachen, da kann den Här Minister déi och maachen!

**Une voix** | Très bien!

**M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | Ech hunn Iech dat an der Kommissioun schonn erkläert an ech soen Iech dat dann elo nach eng Kéier: En Zenario ass keng Strategie! Dir wëllt déi Distinctioun do scheinbar net verstoen. En Zenario, wéi gesot, dat ass eng Aarbecht, wou een Tendancen ophëlt an da méiglech Zukunften dorauser mécht. Wann eng do derbäi ass, déi Iech net gefält, dann ass dat eng Saach, mee dat ass eng Zenarisatiounsaarbecht, déi op ganz ville Plaze gemaach gëtt, wou et nach ganz vill méi schlëmm Zenarie gëtt. An dat brauch een, fir esou eng Planifikatioun ze maachen.

Et kann ee sech natierlech ëmmer schéi Geschichten zielen a Märercher zielen. Esou kann een och d'Zukunft plangen. Dat ass awer net d'Aart a Weis, wéi ech mengen, dass een dat soll maachen!

**Une voix** | Très bien!

**M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | Zu deem zweete Punkt, bon, ech mengen, do ass alles gesot an ech wëll do och net op dat agoen, wat Der do zu iergendwellechen Entwécklungslänner gesot hutt. Ech mengen, et gëtt eng Aart a Weis, fir faire Commerce an och eng fair Ekonomie ze maachen an deene Länner, an dat ass ganz kloer meng Perspektiv. Och wann ech haut – a verschiddene vun eise Partnerlänner – der Meenung sinn, dass mer méi um ekonomesche Plang kënne mat hinne maachen, sou muss dat ëmmer „at eye level" sinn an ëmmer op eng fair Aart a Weis. Dat schéngt net d'Aart a Weis ze sinn, wéi verschidden Entreprisen ëmmer nach de Commerce an deene Länner do gesinn.

An dat Drëtt, mat Google: Bon, Dir hutt eng Question parlementaire gestallt dozou, op déi, mengen ech, och elo haut d'Äntwert komm ass. Ech mengen och net, dass de Premier gesot huet, dass dee Projet do zu Biisse guer net wäert realiséiert ginn. Google huet nach bis Mëtt 2024, fir do eng Baugeneemegung ze froen. Ech weess net, ob se dat maachen. Et ass gewosst, dass mëttlerweil zwee Datenzenteren an der Wallonie gebaut gi sinn. Bon, dat mécht et dann effektiv net méi probabel, dass dat geschitt, mee ech weess et net, ech sinn net an de Schong vu Google!

Ech weess just, dass se sech engagéiert hunn, elo op deem Cloud souverain do mat eis ze schaffen an dass se sech och engagéiert hunn, en anere Projet ze maachen, Formatiounen am Beräich vu Cybersecurity. An ech mengen, dat ass e gutt Zeechen, dass mer och kënne mat Google weider zesummeschaffen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Här President!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Jo?

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Ech sinn hei attackéiert ginn, ...

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | A wat fir engem Zenario si mer elo?

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Jo, mee Här President, ech sinn hei attackéiert ginn, ...

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Fait personnel.

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | ... „intellektuell onéierlech" ze sinn, an dat kann ech net op mer sëtze loossen, well ech hu ganz genau dem Här Fayot nogelauschtert. Den Här Fayot huet vun dräi Zenarioe geschwat an en huet gesot, do wär eigentlech keen Zenario, deen eng Decroissance géif virgesinn oder iergendwéi e wirtschaftleche Stopp. An ech hunn em hei einfach dat virgelies, wat an deem Zenario do steet. An dofir kann ech hei net akzeptéieren, als „intellektuell onéierlech" dohinnergestallt ze ginn!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci.

An elo huet d'Madamm Finanzministesch d'Wuert. Madamm Yuriko Backes, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Honorabel Deputéiert, als leschte Riedner dann, mengen ech, den Owend, jo, wëll ech net ze vill vun Ärer Patience abuséieren.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | O, ech mengen, et kommen der nach vill, Madamm Backes, et sinn nach 13 Motiounen.

*(Hilarité)*

**Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | ... an d'Motiounen, ech mengen, dat geet awer vläicht vun donidden.

Bon, ech mengen, ech wëll Iech soen: Dass eis Ekonomie soll kompetitiv an attraktiv sinn a bleiwen, ass natierlech eng Prioritéit a bleift eng Prioritéit vun der Regierung. Dat ass kee Selbstzweck, mee effektiv, et ass, well mer fir d'Mënsche schaffen!

Ech schwätzen natierlech och permanent mat Acteuren am Land, viller vun eiser Finanzplaz. Ech sinn och vill an d'Ausland gereest, esou zwëschent den Tripartitten, fir och do mat internationalen Acteuren ze schwätzen. Jo, mir hunn Defien, dat wësse mer, mee dat hunn eis Konkurrenten och. An ouni naiv ze sinn, musse mer awer och net alles total schlechtschwätzen!

**Une voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | Jo, ech kréien och ëmmer nees ënnerstrach vun deene Leit, mat deene mer dann och schwätzen – Acteuren, déi hei zu Lëtzebuerg etabléiert sinn, respektiv déi, déi mer och wëllen op Lëtzebuerg unzéien –, wat fir si wichteg ass:

Politesch Stabilitéit, dat gëtt ëmmer nees ënnerstrach, ass wichteg, Previsibilitéit ass wichteg, och de Cadre juridique, d'Paix sociale. Dat ass eppes, wat ëmmer nees ënnerstrach gëtt, dat ass extreem wichteg. Accès zu den Autoritéiten, an ech mengen, dat probéiere mir och, wierklech d'ganz Regierung, esou gutt wéi méiglech ze maachen, fir eeben accessibel ze sinn. Da sinn och seriö a respektéiert Regulateuren eppes, wat ganz wichteg ass. Gesond Staatsfinanzen, dat ass och eppes, wa mer dat am Ausland uschwätzen mat deenen Acteuren, déi ech da gesinn, wann ech deene soen, dass mer ënner 30 % Dette par rapport zum PIB leien, do staune se a fannen dat natierlech och eng ganz gutt Saach.

Ech mengen, dat alles an natierlech nach vill méi musse mir kucke bäizebehalen, wa mer wëlle kompetitiv an attraktiv bleiwen. Doriwwer eraus misste mer natierlech och ganz vill Saache ganz proaktiv maachen an dat op eng gescheit an och responsabel Aart a Weis. Ech mengen, zum Schluss geet et ëm d'Confiance. Et geet ëm d'Confiance, déi d'Leit an eist Land hunn. Et geet ëm d'Confiance, déi och potenziell Investisseuren an eist Land hunn.

Et sinn e ganze Koup Saachen hei ugeschwat ginn. Ech wëll op verschidde Saache kuerz agoen. Et ass och iwwert d'Fiskalitéit geschwat ginn – ech mengen, do kéinte mer elo ganz laang driwwer schwätzen, ech wëll dat elo net, mee ech mengen, mir wëssen, dass d'Kompetitivitéit och wichteg ass, well eeben d'Entreprisen zu de Steierrecettë bäidroen, och fir eise Sozialmodell, dee mer domadder natierlech kënne finanzéieren.

Fréier war oft ee vun de Krittären, fir op Lëtzebuerg ze kommen, eist steierlecht Ëmfeld. Mee wéi mer alleguerte wëssen, huet sech d'steierlech Landschaft natierlech substanziell geännert, och fir d'Gesellschaften. Aggressiv Steierplanung, dat war legal, dat ass awer op de Pranger geholl ginn. Ech ginn elo net op d'Detailer vum dem OECD-BEPS-Plang an den ATAD- an DAC-Direktiven, déi ugeholl si ginn, an. Och de Pilier 1, de Pilier 2 vun der OCDE sinn an deem Kontext wichteg. Mee, effektiv, mat deem méi strikten Encadrement vun der Steierpolitick an deene leschte Joren hu mer natierlech eng Marge de manoeuvre verluer am Beräich vun der Steierpolitick.

D'Betribsbesteierung ass ugeschwat ginn, och Incitatiffen. Do wëll ech vläicht just op zwee Punkte vun dësem Debat agoen, well Incitatif-fiscalle fir Entreprisen och ugeschwat si ginn. Do wëll ech just mentionéieren, dass mer an der ..., net an der leschter, mee an der virleschter, mengen ech, Tripartitt och den Accord fonnt haten, dass mer déi aktuell Bonification d'impôt fir Investissementer wäerte reforméieren. Do si mer an der dernière ligne droite. Dat wäert dann och geschwënn an d'Parlament kommen, well do geet et drëms – an ech mengen, dat ass fir ganz viller vun eis heibanne wichteg –, d'Digitalisatioun an och déi energeetesch Transitioun ze fërderen.

Den honorabelen Här Deputéierte Mosar huet och d'Proposition de loi vun him an, ech mengen, vum Här Roth, mentionéiert. Do ass et schued, dass Der net gesinn hutt, dass mer eng Prise de position erageschéckt hunn.

*(Interruption par M. Laurent Mosar)*

Den 23. November 2022, Här Mosar!

An där Prise de position hu mer dann och geschriwwen, dass mer déi Mesür am Fong als ganz favorabel ugesinn. Ech muss allerdéngs och soen, wéi ech an d'Regierung komm sinn, war dat och eppes, wou ech direkt wollt drop schaffen, wat mer och gemaach hunn, dat heescht, mir hu selwer op engem Projet geschafft. Bon, du koum, wat komm ass, wat mer wëssen, Krich a Kris, an d'Prioritéiten hunn du missen op aner Mesüre geluecht ginn.

Mee ech ginn dervunner aus, dass Der awer den Avis vum Staatsrot gelies hutt zu Ärer Proposition de loi.

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Jo.

**Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | Deen hu mir natierlech och mat Interessi gelies. A mir sinn iwwerrascht gewiescht, dass de Staatsrot d'Limitatioun op d'lëtzebuergesch Gesellschaften oder Établissements stables vun auslännesche Gesellschaften zu Lëtzebuerg als ze restriktiv empfonnt huet an och

mat enger Opposition formelle gedrot huet. Bon, an eise Recherchen hate mir, wéi Dir och, festgestallt, dass an anere Länner esou eng Restriktioun virgesinn ass, well ee jo seng lokal Gesellschaften a priori wëll ënnerstëtzen. An ouni Limitt op Lëtzebuerger Terrain schéngt eis dat ganz schwéier dann ëmsetzbar ze sinn, well mer domadder dann och e relativ héijen Déchet fiscal ouni positiv Repercussioune fir d'Lëtzebuerger Ekonomie géife kréien. Mee ech mengen, dat kucke mer eis weider am Detail un.

D'Gesellschafte gesinn awer, mengen ech – an et ass vu villen haut de Mëtteg, haut den Owend hei mentionéiert ginn –, aner Avantagen zu Lëtzebuerg, déi se dann dozou féieren, hir Substanz hei ze stäerken oder ze erweideren. An dat ass eng effikass Finanzplaz, dat si gutt ausgebilt Leit och op eiser Finanzplaz, dat ass d'Méisproochegkeet. Ech mengen, do hu mir trotzdeem ganz vill Atouten, déi aner Länner net ëmmer onbedéngt hunn.

En anere Facteur fir d'Kompetitivitéit – an ech fannen dat och ganz wichteg ze mentionéieren – vun eisem Land ass och déi zäitno Ëmsetzung vun europäeschen Direktiven. Dat maache mer. Mir sinn och First Mover, do wou et wichteg ass, an ech fannen, dat muss een och ënnersträichen. Dat hu mer op der Payment Services Directive gemaach, dat hu mer op verschiddenen anere Projete gemaach. Wat mer och mussen evitéieren a wat ech evitéieren, dat ass, Goldplating ze maachen. Ech mengen, do si mer eis och eens. Mee alles dat dréit och zur Kompetitivitéit bäi.

Mir sinn eis, mengen ech, all eens, dass d'Finanzplaz de Motto vun eiser Ekonomie awer ass, well se och zu ronn engem Véierels vun eisem PIB bäidréit an zu gutt engem Drëttel vun eise Steierrecetten. Si ass och e groussen Employeur an eisem Land mat méi wéi 64.000 Leit, déi am Secteur schaffen. Sou schaaft och all Aarbechtsplaz op der Finanzplaz 1,1 weider Aarbechtsplazen am Rescht vun der Ekonomie. Ech mengen, dat kann ee roueg och ënnersträichen!

An ech mengen, mir si fir eng Diversifikatioun vun der Ekonomie. Dat ass wichteg. An dann en parallèle eeben och eis Finanzplaz, déi e wichtege Bestanddeel vun där Ekonomie muss sinn a bleiwen! Dat heescht och konkreet, dass et gradesou wichteg ass, och eis Finanzplaz weider ze stäerken an ze entwéckelen. Dofir hunn ech ënner anerem och d'Moyene vu Luxembourg for Finance an och fir d' Luxembourg House of Financial Technology am Budget 2023 erhéicht.

Et ass mer och wichteg ze ënnersträichen, dass eis Finanzplaz net monolithesch ass, mee sech selwer och diversifizéiert. Ech ginn elo net an all d'Detailer eran, mee ech mengen, wat och wichteg ass, dass justement de FinTech weiderentwéckelt gëtt an d'nohalteg Finanzen, déi do och e wichtege Rôle spillen. An do huet mäi Virgänger, muss ech awer hei och soen, ganz vill dru geschafft.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | Dat sinn esou Mesüre wéi d'europäesch Investment Bank Platform, dat ass den International Climate Finance Accelerator, d'LuxFLAG Labeling Agency ..., do ass ganz, ganz vill geschitt, wat och ganz wichteg ass fir d'nohalteg Finanzen. Mir hu rezenterweis och e Fund of Funds opgesat. Et gëtt och eng Luxembourg Sustainable Finance Initiative, wou d'Acteure vum Secteur zesummekommen. Ech mengen, alles dat däerf een trotzdeem net vergiessen.

Fait ass och fir eis Finanzplaz, dass duerch de Brexit eng ganz Rei nei Aktivitéite bäikomm sinn, notamment am Beräich Assurance non-vie. Mee och besteeënd Firmen hunn hir Aktivitéiten ausgebaut, wéi zum Beispill an der Banque privée oder fir alternativ Fongen. Méi wéi 90 Entreprisen am Finanzsecteur hu sech säit dem Brexit fir Lëtzebuerg entscheet. Mee och onofhängeg vum Brexit sinn an deene leschten zwee Joer och aner Acteuren op Lëtzebuerg komm, aus Spuenien, aus Amerika. Ech mengen, dat muss een och ënnersträichen. Ech war am Oktober zu New York an zu Toronto – ech mengen, ech hat dat och schonn hei eng Kéier gesot – an de Feedback war do och ganz positiv. An ech hoffen, dass do geschwë kënnen d'Annoncë komme vun Acteuren, déi do bäikommen.

Et ass dës Kéier an dësem Debat net ganz vill vu Rankings geschwat ginn. Normalerweis, wa mer an engem Ranking erofginn, da gëtt dat thematiséiert oder ech ginn heihinnergeruff. Wa mer an engem Ranking eropginn, dann ass dat manner en Theema!

**Une voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | An ech fannen dat dann awer, ganz éierlech gesot, och e bësse schued! Bon, ech mengen, et muss een net ze vill Wäert ëmmer op déi Rankings do leeën, mee et ass awer – an duerfir wëll ech et awer elo hei soen – bemierkenswäert, dass d'Lëtzebuerger Finanzplaz a mindestens dräi Rankings, déi an deene leschte Wochen a Méint erauskomm sinn, wierklech ganz exzellent ofgeschnidden huet, dat souwuel als Finanzplaz insgesamt wéi och am Beräich vun der Finance durable an och vum FinTech.

An da benotzen ech och déi Geleeënheet, fir Iech ze soen, wéi eng Rankings dat sinn: Am neie Global Financial Centres Index ass Lëtzebuerg erëm ëm zwou Plaze geklommen an ass dann elo weltwäit op der 19. Plaz, nodeem mer schonn d'lescht Joer ëm sechs Plaze geklomme waren. Mir sinn also déi Fënneft an der EU a Sechst an Europa. Well d'Green Finance ugeschwat ginn ass: Am leschte Global Green Finance Index ass Lëtzebuerg ëm dräi Plaze geklommen an ass elo véiertgréngst Finanzplaz weltwäit an zweet an der EU. An da ginn ech Iech nach en drëtte Ranking – an dann halen ech op, promis-juré –: Enn lescht Joer ass Lëtzebuerg op der véierter Plaz an Europa gelant, wat d'Stäerkt vun eisem FinTech-Ecosystem ugeet, an dat an enger Etüd vu McKinsey. Voilà.

Als oppen an international Finanzplaz ass eis Finanzplaz natierlech am Moment och vun dem globale makroekonomeschen Ëmfeld betraff, dat muss een och soen. An och wa mer kee groussen Afloss op déi Entwécklungen hunn, ass et wichteg, dass mir trotzdeem weider un deene richtege Ramebedéngunge schaffen. An nach eng Kéier: An deene Gespréicher, déi ech mat Acteuren hat op deene Reesen, wou ech d'lescht Joer ënnerwee war, Stockholm, London, Madrid, Tokio, New York, Toronto, Korea, Singapur – an ech war och mam Premier zu Davos –, dee Feedback, deen ech do krut, dee war ganz positiv!

Ech sinn och permanent a Gespréicher mat den Decideuren an Acteure vun der Plaz, mat ganz villen Entreprisen, déi ech gesinn hunn. Ech muss hinnen als Finanzministesch nolauschteren an och mat hinnen zesumme kucken: Wou sinn nei Opportunitéiten? Eng Suerg, déi do effektiv ëmmer kënnt, sinn d'Talenter. Ech kommen nach eng Kéier dodrop ze schwätzen.

Mee als Finanzministesch sinn ech wierklech bereet, do ze agéieren, wou ech kann, fir d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz an eiser Ekonomie ze erhalen an och weider auszebauen. Zwee Beispiller, ganz kuerz: Rezent hu mer hei an der Chamber dat drëtt Blockchaingesetz ugeholl. Ech mengen, dat weist och déi proaktiv Approche, déi mer hunn. Ech hunn och elo e Projet de loi deposéiert, fir eise Fongegesetzeskader ze moderniséieren. Ech mengen, da wäerte mer och ganz geschwë kënnen dodriwwer schwätzen. Mir wëssen alleguerten, dass d'Konkurrenz net schléift an dass mir proaktiv bleiwe mussen. An dofir sinn ech, wéi gesot, mat mengen Ekippen am permanente Kontakt mat dem Secteur.

Talenter, et ass vill de Mëtteg iwwert d'Talenter geschwat ginn, ma vläicht complementaire zu deem, wat och de Minister Fayot gesot huet, just ee Wuert, wat dann d'Talenter am Kader vum Finanzsecteur betrëfft: Dat ass en Defi fir eise Finanzsecteur, mee ech mengen, aner Centren hunn natierlech och änlech Defien. Mir hunn de Wuesstum vun eisem Finanzsecteur gesinn, quantitativ si mer gewuess, mee och qualitativ si mer gewuess. Dat heescht, mir brauchen och do permanent nei Profiller.

Fir mech war et wichteg, fir zwou Mesüren effektiv an dësem Budget op de Wee ze bréngen, an dat ass jo och gestëmmt ginn. Dat ass eng besser a méi flexibel Gestaltung vum Régime d'impatrié a vun der Prime participative. Do kënnt Der mer soen: „Dat geet net wäit genuch", da géif ech Iech esouguer Recht ginn, a soubal ech kann, soubal mir kënnen, wär ech och frou, wann ee kéint weider un deene Mesüre schaffen, fir déi nach méi attraktiv ze maachen. Mee de Logement ass effektiv eppes ganz Breedes, do komme ganz vill Voleten: vu Logement, vun Immigratioun ... De Minister Fayot huet et mentionéiert, ech mengen, den nächste Mount wäert den Ausseminister och déi Immigratiounsmesür fir d'„spouses", de „Spouse-Visa", an d'Prozedur bréngen. Ech fannen dat och ganz wichteg.

D'Ausbildung an de Schoulen: De Fait, dass mer wierklech ganz vill international Schoulen, net privater, mee public international Schoule kreéiert hunn, dat ass och eppes, wat fir Leit ganz wichteg ass, déi kucken: Komme mer op Lëtzebuerg? Komme mer net op Lëtzebuerg?

Da misste mer och trotzdeem nach ëmmer Lëtzebuerg op verschiddene Plazen am Ausland nach méi bekannt maachen, dat heescht, d'Kommunikatioun ass och do ganz wichteg. An do wëll ech Iech soen, dass ech de Budget vu Luxembourg for Finance och an d'Luucht gesat hunn, fir dass si kënne weider – a wat se och maachen – eng exzellent Kommunikatioun maachen.

A, ech hunn awer nach e Rating fir Iech!

*(Hilarité)*

Well et ass, wéi gesot, net alles negativ, och net bei den Talenter. Beim INSEAD Global Talent Competitiveness Index, do war Lëtzebuerg ganz rezent, ech mengen, et ass eréischt e puer Deeg hier, op der héchster Plaz, wat d'Attraktivitéit fir internationaalt Talent ugeet. Wéi gesot, ech mengen, dat soll een dann och soen, wa mer do op enger gudder Plaz stinn.

Wat d'Talenter ugeet, sinn ech och ganz frou – Dir hutt dat vläicht suivéiert –, dass mer de Women in Finance Charter ënnerschriwwen hunn, well mir hunn e ganze Koup ganz kompetent Fraen, an ech mengen, mat der Signature vun deem Finance Charter wäerte mer och déi Talenter, déi mer hei hunn, déi mer am Fong bal virun der Nues hunn, hoffentlech op eiser Finanzplaz besser asetzen. An ech si ganz houfreg op déi Mesür, op deen Charter vun trotzdeem 70 Entreprisen – an et sinn der nach e ganze Koup, déi, mengen ech, dat wäerten ënnerschreiwen –, an dat ass eng ganz gutt Saach!

*(Interruption par la présidence)*

Et ass vun der Uni Lëtzebuerg geschwat ginn. Do wëll ech just soen, dass mer schonn e Sustainable-Finance-Master hunn an och e Research Programme for Professionals Certificate. Ech mengen, do gëtt et

Saachen, mee deenen, déi et hei mentionéiert hunn, ginn ech do Recht, do musse mer nach dru schaffen. Dat ass ganz wichteg, dass do mat der Uni och fir de Finanzsecteur nach méi zesummegeschafft gëtt, fir Talenter och weider do auszebilden an dat ze ënnerstëtzen.

Ee Wuert vläicht nach zu der Digitalisatioun: Wéi fir aner Secteuren ass d'Digitalisatioun och e groussen Enjeu fir d'Finanzplaz. Vusäite vum Finanzministère hu mer mam LHoFT e wichtegen Outil fir d'Plaz geschaaft, fir e FinTech-Ecosystem opzebauen an de Finanzsecteur mat der Innovatioun do ze konnektéieren, fir dat zesummenzebréngen.

Haut hu mer – an do ass vläicht haut nach manner driwwer geschwat ginn – trotzdeem méi wéi 220 FinTech-Entreprisen am Land. Dovunner sinn der 85 physesch am LHoFT. Hei geet et net reng drëms, Startups hei unzezéien oder opzebauen, mee och Aktivitéiten a Solutiounen, déi et och eiser Finanzplaz erlaben, déi digital Transformatioun ze meeschteren.

Ënnert den neie Prioritéiten, déi ech dem LHoFT ginn hunn, ass notamment och d'Fro, wéi een nach besser Brécke ka maachen tëschent der FinTech an nohalteg Finanzen. An ech mengen, do muss ee wierklech kucken, wéi mer do op Mutualisatiounsprojete kënne weider schaffen. Dat ass eng Aufgab vum LHoFT.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Madamm Minister, Dir misst elo zur Konklusioun kommen!

**Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | Ok!

*(Hilarité et brouhaha)*

Majo bon, da kommen ech zu menger Konklusioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Et si vläicht nach aner Saachen, déi ech awer vläicht gäre gesot hätt, mee wat ech dann als Konklusioun soen, dat ass: Ech hunn de Mëtteg, den Owend hei verschidde ganz interessant Mesüre gehéiert, interessant Mesüre si mentionéiert ginn. An ech mengen, mir wäerte bestëmmt an Zukunft nach ganz vill Geleeënheete kréien, fir dodriwwer ze schwätzen, well ech ginn dovunner aus, dass der dovunner och ganz vill wäerten a Walprogrammer afléissen.

Ech hoffen, dass mer aus dësem Krisemodus no der Pandemie an dann och no der Energiekris wäerten erauskommen, well zum Gléck hu mer eng Ekonomie, déi awer zimmlech resilient ass, an och mat de Mesüre vun der Tripartitt, déi d'Kafkraaft ënnerstëtzen, déi d'Inflatioun trotzdeem niddreg gehalen hunn, déi och Confiance a Previsibilitéit mat sech bruecht hunn a geschaaft hunn, wat ganz wichteg ass.

Jo, mir hunn Defien. Ech wëll awer mat Zouversiicht an d'Zukunft kucken an och weiderschaffen, fir dass mer wierklech eng attraktiv, eng innovativ an eng durabel Wirtschaft hunn, an dat am Interessi vun eise Matbierger, déi hei wunnen a schaffen!

Ech soen Iech Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci och.

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Här President!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | A, Dir wëllt der Madamm Minister zousätzlech Riedezäit ginn. Ech hu kee Problem dermat.

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Nee, nee, ech wëll emol fir d'éischt, Här President, der Madamm Minister villmools Merci soen. Hir Interventioun war emol éischtens agreabel am Toun an ech stellen och fest, ...

*(Hilarité et interruptions)*

... an ech stellen och fest, datt mer op ganz ville Punkten do net wäit ewech sinn.

Just awer eng Fro, an ech weess, datt jiddwereee schonn e bëssen d'Flemm huet, datt et laang gedauert huet, awer eng Fro, Madamm Minister, déi musst Der mer nach beäntweren!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Här Mosar, mir waren déi ganzen Zäit hei!

**Une voix** | Voilà!

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Jo, déi Fro ass ..., déi Fro ass net ...

*(Brouhaha et interruption par M. Charles Margue)*

Här President, ech hu keng Chance ...

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Nee, kee Problem. Den Här Mosar huet elo nach d'Wuert a soss keen!

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Merci.

*(Interruption)*

Dat ass awer déi Fro vun de Bankkonten. Ech hat Iech dat gesot – an ech schwätzen nach eng Kéier hei ënnert dem Contrôle vu ville Kolleegen, déi an där Reunioun bei der CSSF derbäi waren –, do hat den Här Direkter vun der CSSF eigentlech eng Suggestioun gemaach: ob et net eng Méiglechkeet wär, datt Dir als Finanzministesch deene staatleche Banken oder deene Banken, wou de Staat Aktionär wär, quasiment géift eng Instructioun ginn, datt déi misste Konte fir Gesellschaften opmaachen. Ech hunn dat natierlech zur ..., ech hunn dat gelauschtert. Ech hunn dat och keng oninteressant Iddi fonnt. Déi aner Méiglechkeet wär awer, datt een eventuell iwwer eng gesetzlech Adaptatioun do géif virgoen.

Et ass e reelle Problem an ech wär frou, Madamm Finanzministesch, wann Der eis awer ee Wuert nach doriwwer wéilt soen. Da sinn ech fäerdeg, Här President.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Nee, dat ass kee Problem. Ech ginn da selbstverständlech der Madamm Fianzministesch déi noutwendeg Zäit, fir dorop ze äntweren.

**Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | Majo gären. Also, déi Ouverture vun de Konten, dat ass effektiv e ganz wichtege Sujet. Mee ob eng Bank e Konto opmécht oder net, läit awer wierklech ganz aleng un der Politique commerciale an och dem Risikoappetitt vun eenzelnen Haiser. De Staat kann net an d'Liberté contractuelle agräifen an och net de Banke soen, wat si do ze maachen hunn, an och net, wat hir Risikobereetschaft soll sinn. Ech mengen net, dass de Staat dat soll maachen.

Da gëtt dann oft gesot: „Jo, mee de Staat ass jo Aktionär." En Aktionär ka sech och net an d'Politique commerciale améschen. Dass et awer e Problem ass, gesinn ech. Also, ech sinn elo e bëssen erstaunt, dass een do soll gesot hunn, dass d'Regierung do soll esou eng Instructioun un d'Banke ginn. Dat ass awer eppes, wat mer natierlech suivéieren, well et eis och Suerge mécht. An et ass och eppes, wat mir natierlech uschwätze mat den zoustännegen Associatiounen an och mam Regulateur. Mee dass d'Regierung elo do eng Instructioun un d'Banke gëtt, wat hir Politique commerciale ugeet, dat gesinn ech elo éischter net. Dat heescht awer net, dass mer net mat den Acteuren driwwer schwätzen.

Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci och der Madamm Ministesch. Mir sinn domat um Enn vun eisem Debat ukomm.

***Motions***

A mer hunn nach eng ganz Rei vu Motiounen. Ech géif dann do nom Mëllerprinzipp fueren, een nom aneren, ouni awer vergiess ze hunn – ech wollt d'Madamm Minister net ënnerbriechen –, Gesondheet ze wënschen, déi ech och amtlech ka bescheinegen.

*(Brouhaha)*

Amtlech bescheinegt!

***Motion 1***

Wie wëllt d'Wuert nach zu der éischter Motioun? Den Här Mosar.

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Jo, merci, Här President. Ech hale mech och ganz kuerz. Wann ech och elo hei d'Explikatioune vun deenen zwee Ministeren héieren hunn, misst eigentlech d'Majoritéit praktesch all eis Motioune stëmmen.

Ech wëll direkt soen, déi éischt, dat ass virdrun och nach eng Kéier ugeklongen, do geet et en fait ëm déi Incitatif-fiscallen, wou ech elo och d'Madamm Minister héieren hunn, datt se seet, dat wier eng gutt Saach, dat misst kommen, datt eebe Privatleit, déi a Societéite Participatiounen huelen, déi an nohalteg Zwecker investéieren, datt déi do iergendwellech steierlech Incitatiffe kréien. Dat ass de facto d'Proposition de loi vum Kolleeg Gilles Roth a vu mir.

An dat Zweet ass, datt awer och Entreprisen, déi selwer an nei Technologien, an nohalteg Technologien investéieren, iergendwéi steierlech Encouragementer kréien. Do gëtt et par ailleurs, wëll ech soen, eng Proposition de loi vun der Chambre de Commerce, déi genau dat dote freet. A mir iwwerhuelen eigentlech déi zwou Iddien hei an eiser Motioun.

An nach eng Kéier: Wann ech d'Madamm Finanzministesch richteg verstanen hunn, da gesäit si dat doten änlech, soudatt eigentlech kee Problem dierft sinn, fir déi dote matzestëmmen.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci dem Här Mosar. Wie wëllt dozou nach Stellung bezéien? Den Här Bauler.

**M. André Bauler** (DP) | Jo, also, wa soss keen eppes seet, ech ka gär eppes soen. Also, zur éischter Motioun: Ech géif allgemeng soen, zu deene Propositions fiscales vum Här Mosar ..., et sinn eent, zwee, dräi, sechs, néng an zéng, wann ech gutt gekuckt hunn.

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Jo.

**M. André Bauler** (DP) | Dat ass deelweis ganz interessant. Et sinn interessant Pisten. Ech recommandéieren och vläicht deenen Eenzelnen, wa se Loscht hunn, se an hir Walprogrammer ze schreiwen. Do kéint ee soen, et ass alles „nice to have", et ass net schlecht. Mee et muss een ëmmer wëssen: Esou Propositions fiscales, esou Incitatifs fiscaux, wéi Der se nennt, soll een net eenzel kucken, mee et soll ee se kucken an engem Gesamtkonzept. Et soll ee se kucken an engem Package, an net isoléiert vuneneen, well dat eent huet op dat anert Afloss. An et wëllt ee jo eng Reform maachen, wou een u méi Aspekter denkt, un d'Personne-physiquen, un d'Betriber an esou weider.

Dofir géif ech proposéieren, datt mer elo kee Saucissonnage hei ufänken ze maachen, mee et muss een et jo och nach kënne chiffréieren. Et muss ee wëssen, wat den Déchet fiscal vun esou enger Moossnam ass. Ech weess et fir meng bescheide Verhältnisser net. Ech wollt nach drun erënneren – d'Madamm Minister huet elo just gesot –: Bei der Motioun 1, wou hei rieds geet vun „incitatifs fiscaux plus importants visant à soutenir les investissements des entreprises dans la transition écologique et digitale", do huet d'Madamm Minister jo gesot, datt mer ënnerwee si mat enger Reform

concernant d'Bonification d'impôt fir bestëmmt Investissementer, déi och an déi do Richtung ginn. Do rennt Der also, kann ee soen, oppen Dieren an, oppe Scheierpaarten an. Dat ass dat eent.

Dat anert, jo, ech weess et net, „des incitatifs fiscaux plus importants [...] dans la recherche et le développement". Et gëtt se jo schonn. Dir hätt der nach gäre méi. Et misst een emol préiwen, ob dat berechtegt ass, an a wat fir engem Mooss et berechtegt ass.

Ech gesinn elo net hei, dass ee sech op dës Motioun soll stierzen, esou dass ee se direkt ënnerstëtzt, well engersäits gëtt et e superfetatoiren Deel, dat ass deen éischten Deel, an deen zweeten: Ech muss Iech soen, ech kann Iech d'Déchet-fiscallen, déi dorauser entstinn, nach net chiffréieren. Ech géif dofir roden, déi net unzehuelen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Jo, ech hu weider Wuertmeldunge vum Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Also, ech wollt u sech reagéieren op dat, wat den André Bauler sot, well ech sinn u sech ganz no beim Laurent Mosar, wat déi heite Motioun Nummer 1 ugeet. En plus gëtt et eng ... Wat ech e bësse komesch fannen, ass: Et gëtt, mengen ech, eng Proposition de loi vun der CSV, fir eebe genau dat heiten ze maachen. An elo nach eng Kéier mat der Motioun nozehëllefen, bon. Et kann een iwwert d'Form schwätzen, mee am Fong ginn ech der CSV hei Recht, an d'Steierreform ass net komm.

An d'Regierung huet jo selwer elo am Accord tripartite mam Solidaritéitspak 3.0 e Saucissonnage gemaach mat eenzelne Mesüren, déi awer net an eng global Steierreform agebett sinn. Dat heescht, et ass e bëssen awer hypocrite, wann d'Majoritéit der Oppositioun virwerft, Saucissonnage ze maachen, wann den Tripartitt-Accord näischt anescht ass wéi Saucissonnage vu Steiermesüren!

Also deementspriechend, mengen ech, sollt een dat heiten um Fong kucken an net op der Form, an um Fong gi mer der CSV Recht. Hei muss vill méi gemaach ginn, fir eeben d'Investissementer héich ze halen an dat erspuertent Kapital, wat zu Lëtzebuerg läit, ze investéieren an ze mobiliséieren. An dofir wäerte mir dat heite matstëmmen.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci. Dann d'Madamm Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, mir ginn e bëssen an eng aner Richtung. Mir fannen, datt d'Betriber eigentlech missten déi beschtméiglech Technologien uwenden, an ech mengen, et ass och an de Betriber an de Firmen hirem Sënn, dat ze maachen. An et sinn der och scho ganz vill, déi et maachen, ouni iergendeen Incentive. An den Här Mosar hat och gesot, mir missten eise Standuert jo hei héichhalen, well mer déi Steieren an alles brauchen, an da gi mer awer ëmmer nëmmen de Betriber fiskal Incentiven.

Et kann awer net sinn, datt just déi schaffend Leit herno nach Steiere bezuelen an déi aner kréien ëmmer nëmmen, bei Saachen, wou se eigentlech scho laang um Wee misste sinn, se ze maachen. Also, mir gesinn dat hei e bësse méi nuancéiert.

Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci. Da kéinte mer zum Vott iwwert d'Motioun iwwergoen.

***Vote sur la motion 1***

An de Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

D'Motioun ass mat 33 Nee-Stëmme bei 3 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen ofgeleent.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, dat dote kann net e plausibelt Resultat sinn!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Oui: 23, Non: 33, Abstentions: 4.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dir hat 3 Jo-Stëmme gesot, dat konnt net sinn.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | O, da war eng dräi geschléckt ginn. Et deet mer leed. Ech hunn net méi d'alldeeglech Übung. Sidd also wannechgelift e bëssen indulgent mat mer.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Octavie Modert), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Elisabeth Margue) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

***Motion 2***

Voilà, dat gesot, kéinte mer zu där nächster Motioun iwwergoen. An dat ass d'Motioun Nummer 2. Den Här Mosar, den Auteur.

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Jo, Här President. Hei kann ech ganz schnell sinn, well wann ech d'Diskussioune suivéiert hunn, misst eigentlech jiddwereen dës Motioun stëmmen, well et geet hei drëm, datt déi Entreprisen, déi Logementer fir hir Employéë bauen, och solle steierlech gehollef kréien.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci dem Här Mosar. Dann den Här ..., ech hunn de Fanger vum Här Bauler gesinn. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**M. André Bauler** (DP) | Jo, merci, Här President. Och hei kann een nach eng Kéier soen: „Nice to have". Et ass eng Iddi, déi ee sécherlech ka meditéieren. Hei stellt sech awer erëm eng Kéier eng Fro vum Chiffrage vum Déchet fiscal. Dat ass dat eent.

An ech stelle mer och hei d'Fro vun der Égalité de traitement, well mir kéinten déi Logik hei weiderféieren, och wann ee Logementer zum Beispill fir Studente schaaft, wou et och sécherlech nach eng Rei Deficiencë gëtt, oder Logementer fir Personnes âgées, soudatt mer dat hei e bëssen ze kuerz gegraff ass. An hei bleiwe mer an där Logique de saucissonnage, vun där mir als DP-Fraktioun jiddefalls ofroden.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci och dem Här Bauler. Dann den Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also, och hei: Et geet mir u sech net wäit genuch. Mir sinn der Meenung, datt et net nëmmen eng Adaptatioun bei de Steiere brauch, et brauch u sech och eng Adaptatioun am Bail-à-loyer-Gesetz, well sech nach eng ganz Rëtsch Froe vun der Résidence primaire u sech heidrunner uschléissen.

Ech hunn et awer a menger Ried virdru gesot, datt mer u sech wëllen, datt d'Patronen erëm kënne méi Wunnenge fir hir Employéë schafen. Wat den Déchet fiscal ugeet, wëll ech drop hiweisen, datt et haut schonn eng Mesür gëtt, wou ee kann als Employé d'Scholdzënsen u sech als Bonification d'intérêt kréien, déi da steierfräi ass, dat heescht, datt een do u sech en Netto kritt. Wann een dat also änlech géif staffelen, da wär deen Déchet fiscal do net onbedéngt méi grouss.

An da muss ech soen, dee gréissten Déchet fiscal ass, wann d'Aarbechtsplazen net zu Lëtzebuerg geschafe ginn. An deementspriechend wär dat heiten, mengen ech, eng Mesür, déi éischter Steierrecettë generéiert, wéi datt se Steierrecettë géif zerstéieren. An dofir wäerte mir dat matstëmmen.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Jo. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwergoen.

***Vote sur la motion 2***

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

27-mol Jo, 31-mol Nee an 2 Abstentiounen. Domat ass déi zweet Motioun och ofgeleent.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Paul Galles), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Félix Eischen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par M. Marc Hansen), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.*

*Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

***Motion 3***

A mir géifen zur Motioun Nummer 3 iwwergoen. An den Här Mosar huet d'Wuert.

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Jo, hei kann ech och erëm nëmmen dat selwecht soen. Ech

hunn der Madamm Finanzministesch opmierksam nogelauschtert. Si ass och der Meenung, datt een déi Prime-participativë muss revidéieren, se méi attraktiv maachen. Näischt aneschters froe mir hei an dëser Motioun. Mee déi wäert jo da warscheinlech och erëm ofgeleent ginn.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Jo, den Här Bauler huet d'Wuert.

**M. André Bauler** (DP) | Ech wollt just soen, datt mer elo schonn am Kader vum Budget en Akzent gesat hunn, fir den Dispositif vun de Primes participatives an deem Sënn ze verbesseren, datt e méi attrayant ass, a mir recommandéieren emol fir d'éischt, déi Mesür ze evaluéieren, ofzewaarden, wat déi do Mesür bréngt. Wa mer da bilanzéiert hunn, gesäit een e bësse méi kloer. Et ass, wéi wann een um Schéff ass an et ass Niwwel: Wann e bis verflitt, da weess een, ob ee méi séier oder méi lues weiderfiert. Dat gesot, géif ech recommandéieren, se net unzehuelen.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci. Weider Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

***Vote sur la motion 3***

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

27-mol Jo, 33-mol Nee an 0 Abstentiounen. Voilà, domat ass déi Motioun och ofgeleent.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Paul Galles), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Elisabeth Margue) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

***Motion 4***

Da géife mer zu der véierter Motioun iwwergoen.

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Jo, Här President, ech froe mech, firwat ech eigentlech nach déi Motiounen hei exposéieren. Wa se all ofgeleent ginn, froen ech mech, ob mer net besser hunn, mir drécken direkt op de Knäppchen!

*(Interruptions diverses)*

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Kolleegen!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här Mosar, loosst Iech net stéieren!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Kolleegen, wannechgelift!

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Ech muss Iech soen, ech fannen et e bëssen traureg! Hei gëtt sech Aarbecht gemaach, fir Motiounen auszeschaffen, déi d'ailleurs op souguer grousst Verständnis bei der Majoritéit falen, an da ginn déi Motiounen hei mat Subterfugen ofgeleent!

Bon, déi heiten ass eng, wou mer eis och alleguerten eens sinn, datt mer nach eng besser Kooperatioun musse mat der Uni Lëtzebuerg hunn an och mat Luxembourg for Finance, datt mer do nach mussen eng besser Adequatioun fir d'Besoine vun der Place financière hunn. Och dat ass, mengen ech, eppes, wat ganz vill Riedner de Mëtteg gesot hunn.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci gesot. Madamm Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Jo, villmools merci. Här Mosar, Dir dierft net opginn! Dir hutt jo nach e bëssen. Mir hunn nach e puer Chancen.

*(Hilarité)*

Mee, awer just bei dëser, do kënne mer leider awer net matstëmmen.

**Plusieurs voix** | O!

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Net, well Der onbedéngt net Recht hutt, mee d'Madamm Ministeri huet jo och gesot: Et gi scho ganz vill Efforte gemaach. A mir hunn och an deene leschte Joren dräi Masteren initiéiert: Space, Digital Procurement an High PC. Dat sinn der schonn dräi, déi och en ligne si mat eise prioritäre Secteuren. Ech mengen, et geet jo ëmmer weider, et gëtt ëmmer weider gekuckt, wat een nach kéint maachen. Mee fir dat elo esou hei festzehalen, ech géif soen, dat wier, wéi dat esou schéin heescht, superfetatoire, an duerfir géife mer se net stëmmen.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci.

Weider Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall. Da géife mer zum Vott iwwergoen.

***Vote sur la motion 4***

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

27-mol Jo, 33-mol Nee. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Octavie Modert), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Paul Galles), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

***Motion 5***

An da komme mer zur fënnefter Motioun. Här Mosar.

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Jo, och do geet et ëm eppes, wou mer eis eigentlech alleguerten eens sinn, nämlech datt onbedéngt dat europäescht Konkurrenzrecht muss reforméiert ginn. A mir froen hei d'Regierung, datt se sech um Niveau vun der Europäescher Kommissioun dofir asetzt.

**Une voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci dem Här Mosar. An d'Madamm Francine Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Här Mosar, mir gesinn dat och esou!

*(Interruption par M. Laurent Mosar)*

An d'Regierung intervenéiert schonn a mir wëllen och ..., mir sinn d'accord mat der Zilsetzung, dass mer europäesch Champione brauchen an dass do déi Efforte solle weidergoen. D'Regierung mécht dat schonn a si wäert dat och weiderhi maachen a mir wiere selbstverständlech ganz frou, dës Motioun matzestëmmen.

**Plusieurs voix** | A!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Gesitt Der!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Wéi gesot, et soll een ni opginn. An ech froen dann, ob mer dat kënnen à main levée maachen. A, ech kréien hei vu menger Rietser gewénkt: Nee.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Maacht den Electronique, Här President!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Da stëmme mer of.

***Vote sur la motion 5***

Also, d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58-mol Jo an 2 Abstentiounen. Domat ass déi Motioun ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par M. Paul Galles), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Diane Adehm), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Félix Eischen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

***Motion 6***

Da géife mer zu der nächster Motioun iwwergoen, an den Här Mosar ass elo rodéiert.

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Ech hunn erëm e bësse Courage, mee ech fäerten, mäi Courage wäert elo erëm enttäuscht gi bei dëser Motioun. Dat ass eigentlech eng, wou eis gréng Kolleege sech missten drop stierzen, fir se matzestëmmen. Allerdéngs zweifelen ech drun, datt se dat maachen. Do geet et drëm, fir déi nohalteg a sozial Fongen, déi de Krittäre vun ESG erfëllen, eng Taxe d'abonnement vun 0 % ze froen.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Den Här Bauler.

**M. André Bauler** (DP) | Jo, merci, Här President. Also, et ass mir wierklech net dru geleeën, den Här Mosar dauernd ze enttäuschen. Nëmmen, ech wollt hei nach eng Kéier drun erënneren, dass mer am Kader vum Budget emol éischtens an dëser Matière en Akzent gesat hunn. Ech ginn zou, et ass en zaarten Akzent. Et soll een ofwaarden, wat déi Mesür bréngt.

Et ass esou: Wann dat steierlecht Element esou eng staark Roll géif spillen, wéi dat hei awer ukléngt, dann dierfte mer eigentlech keng Fongenindustrie hunn. Or, mir hunn awer eng Taxe d'abonnement, an trotz där Tax floréiert nach ëmmer déi Fongenindustrie. Sécherlech musse mer vigilant bleiwen, mee ech géif awer hei recommandéieren, dës Motioun net unzehuelen, well mir waarden emol of, éischtens, wat déi eng Mesür, déi mer geholl hu beim Budget, bréngt, dat ass dat eent. An dat anert ass: Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass déi Taxe d'abonnement dem Lëtzebuerger Staat ronderëm 1 Milliard – eng Kéier mol méi, eng Kéier mol manner – erabréngt. Ech kann Iech soen: Meng Fraktioun jiddefalls wëllt net op déi Milliard an dësen Zäite verzichten um Enn vun enger Pandemie a matzen an engem Krich!

Ech soen Iech Merci an ech géif se ofleenen.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci och. Den Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Also, éischtens emol gëtt sech hei op d'Taxonomie vun der Europäescher Unioun beruff, an dat géif bedeiten, datt mer Fongen hätten, déi kéinten zu 100 % an Atomstroum investéieren, datt mer Fongen hätten, déi kéinten zu 49,99999 % a Kuel investéieren an dann de Rescht a gréng Saachen an da wäre se awer nach ëmmer gréng. Also, mir als Piraten kënnen net mat esou engem Etiketteschwindel liewen, an esou en Etiketteschwindel ënnert där Taxonomie kënne mir net nach mat 0 % Taxe d'abonnement belounen, an dofir wäerte mir dozou mat Nee stëmmen!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci gesot. Weider Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

***Vote sur la motion 6***

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

21-mol Jo, 34-mol Nee bei 4 Abstentiounen. D'Motioun ass ofgeleent.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher (par M. Paul Galles), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Laurent Mosar), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Octavie Modert), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz).*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff et Claude Lamberty ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par M. Marc Hansen), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

***Motion 7***

A mir géifen zur siwenter Motioun iwwergoen. An do huet den Här Mosar d'Wuert erëm.

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Jo, och do si mer eis alleguerten eens, mee mäi Pronostic ass, datt d'Riedner vun der Majoritéit déi hei als superfetatoire wäerten ugesinn.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Ech géif net onbedéngt drop wetten. D'Madamm Closener huet d'Wuert.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Jo, villmools merci. Nee, mir kënne se net stëmmen, Här Mosar, well mer déi Tendenz vun der Desindustrialiséierung eigentlech net gesinn. Ech hat Iech virdrun d'Chifferen och genannt, dass an deene leschten zéng Joer d'Kreatioun vun den Industriebetriber stabel bliwwen ass zu Lëtzebuerg, dass mer der 927 am Moment hunn, dass grad déi Big Player zougesot hunn, fir eng Milliard ze investéieren an d'Moderniséierung, an d'Erweiderung vun hiren Anlagen. Duerfir gesinn ech déi Tendenz net, also kann ech och net eng Motioun stëmmen, déi eis dozou opfuerdert, déi ze inverséieren, eng Tendenz, déi et net gëtt. Dofir kënne mer dat net stëmmen.

Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci der Madamm Closener. An den Här Clement huet d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Also éischtens emol kann ech deenen Zuelen nëmmen zoustëmmen, déi grad genannt goufen. An ech stelle mer e bëssen d'Fro, wa mer kucken, wéi eng Industriebetriber an der Lescht wollten op Lëtzebuerg kommen, do war jo och dann d'Léift op menger Lénker net onbedéngt ëmmer ganz grouss derfir, datt se sollte kommen. Deementspriechend weess ech net, wéi dann déi nei Strategie zu enger Industrie compétitive sollt ausgesinn.

Ech hu virdrun a menger Ried gesot: Mir brauchen transparent Krittärekatalogen. Domat kéint ech mam zweeten Invite liewen. Mee den éischten Invite verstinn ech net ganz, well ech mengen, datt mer eng aner Ekonomie fir d'21. Joerhonnert brauchen, an dat huet sech jo och an deene leschte Jore gewisen, datt déi Betriber deelweis guer net op Lëtzebuerg wollte kommen, mee datt mer awer dofir qualitativ héichwäerteg Industrieaarbechtsplaze geschafen hunn. An ech mengen, dat sollte mer weider encadréieren an ënnerstëtzen.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci. Ginn et da keng Wuertmeldunge méi? Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

***Vote sur la motion 7***

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An domat wär d'Ofstëmmung eriwwer.

25-mol Jo, 33-mol Nee, 2 Abstentiounen. Domat ass dës Motioun ofgeleent.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher (par M. Paul Galles), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Laurent Mosar), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

***Motion 8***

A mer géifen zur Motioun Nummer 8 iwwergoen.

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Jo, hei ass och eng, déi eigentlech jiddwereee misst matstëmmen. Do geet et ëm d'Schafe vun engem nationale Regëster vun net finanziellen Donnéeën iwwert d'Entreprisen, deen eigentlech sollt d'Evaluatioun vun Ëmwelt-, sozialen a Gouvernancekrittären ..., esou wéi se vun der Europäescher Unioun fixéiert gi sinn, wéi déi kënnen iwwerhaapt evaluéiert ginn. Dat ass am Moment net méiglech. An dat mécht et effektiv och ganz schwéier, fir da sougenannte Fongen, déi déi net respektéieren, fir déi do erauszeselektionéieren, well et eeben do iwwerhaapt keng Evaluatioun gëtt.

Dofir, wann hei notamment déi gréng Kolleege sech eescht huelen, misste se dat doten eigentlech mat zwou Hänn ënnerstëtzen.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci dem Här Mosar. Wie wëllt nach Stellung dozou bezéien? Den Här Bauler.

**M. André Bauler** (DP) | Jo. Also mir si jo elo bei der Motioun 8?

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Jo.

*(Interruptions)*

**M. André Bauler** (DP) | Jo, genee. Also den Här Mosar huet hei eng interessant Iddi evoquéiert: „créer un registre national des données non-financières des entreprises" an esou weider an esou fort. „Non-financières", do bleift ze elucidéieren, wat ee genee dorënner versteet. Ech muss Iech soen, ech sinn elo e bëssen hei intellektuell iwwerfuerdert. Ech kann Iech elo net déi Panoplie vun deenen Donnéeën do nennen. Ech soen, dat ass en Dateregëster an deem Kontext, deen den Här Mosar evoquéiert, nämlech d'Critères environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Bon, et stelle sech warscheinlech hei Froe vun Dateschutz. Ech kucken op den Här Clement, deen e groussen Expert an där Matière vläicht ass. Ech kéint mer virstellen, dass mer dat hei, Här Mosar – well ech wëll Iech net dauernd enttäuschen –, an d'Kommissioun huelen an dass mer eng Kéier mat aviséierten Experten doriwwer en Austausch organiséieren, an da gesi mer méi kloer.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Den Här Clement freet d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, just ganz kuerz. Ech mengen net, datt hei den Dateschutz iergendeng Roll wäert spillen, well et geet hei ëm agreéiert Donnéeë vun de Betriber, wéi se hir Ëmweltziler erreeche wëllen. An ech mengen, datt dat, änlech wéi e Bilan haut … Mir hunn eng Centrale des bilans, wou e Bilan muss deposéiert ginn, an zwar an engem bestëmmte Format, soudatt e ka verglach ginn. An ech mengen, datt dat heiten, wann ech d'CSV richteg verstinn – an den Här Mosar géif mech korrigéieren, wann ech et falsch verstinn –, genau d'Zil huet, datt een an Zukunft och ESG-Wäerter ka matenee vergläichen, wéi zum Beispill: Wat ass d'Unzuel vu Fraen a Féierungspositiounen? Wéi vill $CO_2$ stousse mer aus? An esou weider. Dat sinn alles keng dateschutzrelevant Froen. An dofir kënne mir … Mir hätten eisen Accord ginn, mee natierlech an der Kommissioun kënne mer och gären nach eng Kéier driwwer schwätzen.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Si mer alleguer d'accord, fir d'Motioun an d'Kommissioun ze iwwerweisen?

*(Assentiment)*

Merci. Ech ginn dovun aus, dass dat esou ass. Also iwwerweise mer d'Motioun an d'Finanzkommissioun.

*(La motion 8 de M. Laurent Mosar est renvoyée à la Commission des Finances et du Budget.)*

***Motion 9***

Dann déi néngt Motioun. An den Här Mosar huet d'Wuert.

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Jo, och ganz schnell. Ech hunn dat laang a breet a menger Interventioun exposéiert. Do geet et u sech ëm déi ganz Thematik vun der Transmissioun vun Entreprisen, wa se an der Famill stattfënnt. Dat ass am Moment steierlech méi wéi schwiereg, wat derzou féiert, datt ëmmer manner Entreprisen iwwerhaapt transmettéiert ginn. An dofir proposéiere mir, datt een do misst méi en interessante steierleche Kader schafen, well et ka jo och net sinn, datt einfach d'Entreprisen ophalen, well et net méi interessant ass, se un e Familljememberr virunzeginn.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci. Dann ass et un der Madamm Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Jo, ganz oninteressant ass dat do net, Här Mosar. Mee an där Logik vu virdru géif ech awer soen, et wär elo e schlechte Moment, fir eeben erëm eng isoléiert steierlech Moossnam ze huelen. Mee ech fanne se awer trotzdeem, muss ech soen, interessant. Mir stëmme se awer haut net mat.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Da kritt den Här Bauler d'Wuert.

**M. André Bauler** (DP) | Jo, merci, Här President. Ech schléisse mech de Wierder vun der Madamm Closener un. Et ass jiddefalls derwäert, iwwert dës Pist nozedenken. Et ass net verbueden, dat an dem Kontext vun de Walprogrammer ze maachen. Mee nach musse mer an der Logik bleiwe vun deem, wat ech virdrunner gesot hunn. All déi do Mesüre schreiwe sech an e Gesamtkonzept an, déi gi gegoss an een Ensembel an et soll ee se elo net isoléiert erausrappen.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci. Soss nach Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall.

***Vote sur la motion 9***

Da géif ech de Vott lancéieren. An dat ass elo de Fall. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

27-mol Jo, 31-mol Nee bei 2 Abstentiounen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Diane Adehm), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Félix Eischen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.*

*Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

***Motion 10***

A mer géifen da mat där zéngter den Här Mosar provisoresch erléisen. An en huet direkt d'Wuert.

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Jo, merci. No der leschter Variant: „Mir fannen d'Motioun gutt, mee mir stëmme se awer net mat", kommen ech dann elo zu der zéngter.

*(Hilarité et interruption)*

Do geet et eigentlech och ëm eppes, wou jiddwereen dermat d'accord ass, nämlech datt een d'Formatioun soll encouragéieren, déi Entreprisen hire Salariéë ginn, déi justement sech am Développement durable an der Digitalisatioun spezialiséieren. Dat ass eigentlech eppes Superes. Do ginn et och am Ausland Modeller vu Kofinanzementer. Et gëtt och vu ganz ville Chambre-professionelle gefrot. Wéi gesot, ech hunn et exposéiert an duerfir wär ech frou, wann een dës Motioun kéint stëmmen. Mee et wäert där jo net vill besser goe wéi all deenen aneren.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | D'Madamm Closener huet d'Wuert.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Jo, et gëtt jo och e Kofinanzement. An de Staat behält domadder och en A drop, wat do gemaach gëtt. Ech fannen dat och gutt esou. An ech denken och net, dass mer elo nach steierlech Entlaaschtunge brauchen, ëmsou méi, well jo och dee gréissten Undeel vun de Betriber oder e ganz groussen Undeel vun de Betriber souwisou keng Steiere bezilt. Dofir stëmme mer se net. Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci. Den Här Clement kritt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, ech stelle mer eng ganz einfach Fro, wann ech dat liesen. Op där enger Säit gëtt et e Cofinancement, dee mat Steiergelder bezuelt gëtt, an da solle mer och nach e steierleche Virdeel schafen? Also da stellen ech mer d'Fro, wien dann de Kofinanzement iergendwann zum Schluss bezilt. Warscheinlech soll de Salarié da seng Formatioun selwer bezuelen. Dat kann dann awer net d'Zil vun enger Mesür sinn. An deementspriechend kënne mer déi heite Mesür, och wa mer se interessant fannen … Mee u sech da muss ee fuerderen, de Kofinanzement ze erhéijen. Mee dann en Incitatif ze schafen zousätzlech zum Kofinanzement, fannen ech awer e bëssen iwwerdriwwen. An dofir wäerte mer dat heiten net matstëmmen, obwuel mer natierlech ënnerstëtzen, datt esou Formatioune stattfannen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci gesot. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun iwwergoen.

***Vote sur la motion 10***

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

25-mol Jo, 35-mol Nee. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Octavie Modert), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par M. Marc Hansen), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal*

*Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

***Motion 11***

A mer géifen dann zu der eelefter Motioun iwwergoen. Do ass d'Madamm Francine Closener den Auteur.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Jo, villmools merci, Här President. Ech géif elo net méi am Detail dorobber agoen. Ech mengen, et ass eng grouss Motioun. Et ass am Fong de Resümmee vun deem, wat ech a menger Interventioun gesot hunn, e wéineg d'Recommandatiounen un d'Regierung, wat soll gemaach ginn, fir eeben d'Perspektive fir eis Ekonomie gutt ze erhalen, fir eise Wirtschaftsstanduert resilient an zukunftsfäeg ze halen.

Ech mengen, Dir gesitt d'Tireten, et sinn der vill. Ech wëll och d'Gedold vun de Leit hei net strapazéieren alleguerten. Duerfir géif ech Iech just bieden, fir déi Motioun ze stëmmen. Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Dozou Wuertmeldungen? Den Här Mosar, dann den Här Clement. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

**M. Laurent Mosar** (CSV), interpellateur | Jo, merci. Dann dierf ech och elo mol eng Kéier Positioun huele par rapport zu enger anerer Motioun.

Also an där Motioun sinn eng Rei ganz interessant Propositiounen, déi d'ailleurs och an eise Motioune stoungen. Do si se awer ofgeleent ginn. Hei sti se elo an der Motioun vun der Majoritéit.

Et sinn awer zwee Punkten, déi eis fundamental stéieren. An duerfir kënne mer se net matstëmmen.

Ech vermëssen an deem Ganzen, an där ganzer Motioun eng Kéier d'Notioun vun ESG. Dat steet net eng Kéier dran, wat ech extreem erstaunlech fanne vun enger Regierung, déi sech d'Durabilitéit, d'Nohaltegkeet, d'Ekologie op de Fändel schreift, wann net an engem Wuert iwwer ESG-Standarde geschwat gëtt. Mir fannen dat schued. An eise Motioune gëtt praktesch an all zweeter Motioun doriwwer geschwat.

An deen zweete Punkt, firwat datt mer se net kënne stëmmen – an ech wëll elo net nach eng Kéier déi ganz Diskussioun hei ufänken –, dat ass, datt hei d'Énergie nucléaire d'office ausgeschloss gëtt. Nach eng Kéier, mir sinn och keng Fanne vun der Énergie nucléaire. Et muss een awer d'Realitéit vun der Energie an der Europäescher Unioun och einfach gesinn. An déi ass nun eeben ...

*(Interruptions)*

Déi ass nun eeben esou, datt ganz vill Länner Énergie nucléaire hunn. Mir hunn eng europäesch Taxonomie, do ass se dran. An Dir kennt eis Positioun. Mir sinn der Meenung, et soll ee sech strikt un déi europäesch Taxonomie halen. An dofir kënne mir dës Motioun och net matstëmmen.

*(Brouhaha)*

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Wannechgelift!

Den Här Clement huet d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Déi Motioun ass jo e richtege Roman. Dofir ass, mengen ech, jiddwereen dankbar gewiescht, datt d'Madamm Closener net all Punkt nach eng Kéier virgestallt huet. Et liest sech awer e bësse wéi eng Wonschlëscht, wat eng Koalitioun no néng Joer um Pouvoir alles wollt, awer net konnt. An da soll dat elo mat enger Motioun riichtgebéit ginn.

**Une voix** | Vläicht eng Kéier an der Zukunft.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Well ech fannen et dann awer e bësse komesch, datt mer hei elo nach eng Kéier Saache fuerderen, déi u sech ... An den Här Bauler huet et virdru gesot, an ech hunn dat ganz interessant fonnt, wéi en der Oppositioun gesot huet: „Ma da schreift et an Äre Walprogramm!" Ma ech hunn e bëssen d'Gefill, datt ech hei d'Ebauche virleien hunn, an et gesäit ee richteg d'Brochstellen, wou deen ee Walprogramm vun enger Partei ufänkt an deen anere Walprogramm weidergeet.

Well ech hunn net d'Gefill, datt et kohärent ass, mee ech mengen, datt dat heite wierklech e Pabeier ass, wou déi dräi Partner verzweifelt probéiert hunn, all Fuerderung, déi iergendwéi hätt kënnen déi lescht néng Joer ëmgesat ginn, nach dranzeschreiwen, fir elo ze soen: „Mee mir wollten dat awer upaken, wann nëmmen ..." Jo bon, wann nëmmen ... Wann hei een d'Majoritéit hätt, fir Saachen ëmzesetzen, déi hei drastinn, ma da wäert Dir et. Dann hätt Der et sollen déi lescht néng Joer maachen. Mee elo mat enger Motioun ze kommen, ass awer e bësse kuerzgegraff.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Den Här Cruchten an dann den Här Kartheiser.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Just, fir dem Här Clement ze soen, dass, wann dës Majoritéit eng Resolutioun gemaach hätt, wou se alles opgezielt hätt, wat se an deene leschten néng Joer realiséiert hätt, da wär dat warscheinlech esou en déckt Buch ginn.

*(Brouhaha)*

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Den Här Kartheiser huet elo d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech soen och der Madamm Closener Merci fir dësen Text. Mee et sinn och eng Partie Saachen dran, déi mir net kënne matstëmmen.

Et fänkt schonn u mat deem éischte Paragraf, dee seet, mir sollten „à continuer une politique budgétaire responsable." Déi gesi mir net op der Säit vun der Regierung. Also mir kucke jo ganz genee a mir wäre jo voll gudde Wëllen. Mee leider kënne mer déi Politique financière responsable net erkennen. Am Géigendeel. Mir fäerten, wann et esou weidergeet mat där Scholdepolitick, datt mer den Triple-A a Gefor bréngen. Dofir ass dat eng Analys, déi mir net deelen.

Deen zweete Punkt, do wou mir soen: „Esou geet dat net!", dat ass och een, deen den Här Mosar schonn ernimmt huet, dat ass den Ausschloss vun der Nuklearenergie. Dat ass hypokritesch. Lëtzebuerg selwer importéiert Atomenergie zu engem bestëmmte Prozentsaz. Mir wëssen net genau, wéi vill, mee an der Gréisstenuerdnung vun 10 % ass et op jidde Fall, soudatt dat heiten u sech e Wishful Dreaming ass oder wat och ëmmer, op jidde Fall net e fidèlen Etat, wéi et am Abléck ass. An dofir kënne mer dat heiten och net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Dann ass et un der Madamm Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, ech maachen et ganz kuerz. Ech soe just: Déi eng hunn zéng Motioune vun enger Säit, an déi aner hunn eng Motioun vu sechs Säiten. An dann ass et jo normal, wann een esou vill Tireten huet a Punkten huet, datt een ëmmer erëm Saachen dra fënnt, déi engem ganz sympathesch sinn. Et sinn aner Saachen, déi sinn dann net esou sympathesch.

Mir hunn och fonnt, et ass e bëssen e Fourre-tout vun allem, zimmlech vag awer gehalen, an awer feelen och nach Saachen dran. An dofir kënne mer et leider net matstëmmen.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Jo, dann, mengen ech, géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

***Vote sur la motion 11***

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. A schonn ass de Vott eriwwer.

31-mol Jo, 29-mol Nee. Domat ass d'Motioun ugeholl.

*Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par M. Marc Hansen), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Paul Galles), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

***Motion 12***

An da komme mer bei d'Motiounen 12 an 13.

Fir d'éischt d'Motioun 12. An do huet den Här Clement d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat et virdrun an der Ried gesot: Mir haten eng änlech Motioun schonn eng Kéier bruecht, wéi mer iwwert de Pensiounsfong diskutéiert hunn. An do krute mer gesot, dat géif guer net goen.

An dunn hunn ech awer e Freiden en Artikel vun der honorabeler Kolleegin Carole Hartmann am „Land" gelies, wat eng Carte blanche war, wou se gefuerdert huet, datt de Pensiounsfong méi aktiv sollt um Wunnengsmaart aktiv ginn.

Gläichzäiteg hunn ech dunn dem Lex Delles kënnen nolauschtere bei engem Gemengewalkongress, mengen ech, vun der Demokratescher Partei, wou en Änleches gefuerdert huet.

Ech ka mer also nëmme virstellen, datt dat heiten eppes ass, wat, wéi den Här Bauler et virdru gesot huet, „Scheierpaarte bei der Demokratescher Partei" géif arennen.

**M. André Bauler** (DP) | Dat huet Iech gepräägt!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech stellen ... Et huet mech absolutt gepräägt, Här Bauler.

Ech stellen op alle Fall fest: Mir hu virdrun e Constat gemaach, datt et dem Immobiliesecteur, virun allem

dem Constructiounssecteur wierklech schlecht geet an datt d'Bicher wierklech ufänken, eidel ze sinn, an datt mer dofir en ëffentlechen Invest an deem Secteur brauchen. An ech wëll domadder och nach eng Kéier ganz kloer soen: De Pensiounsfong investéiert haut scho seng Reserven an Allméigleches, an en huet u sech en Zil vu 5 %, wat en net erreecht, an de bezuelbare Wunnengsbau. An dofir soen ech, mir sollten hei nach eng Kéier eng Schëpp dropleeën a mir sollten dem Pensiounsfong wierklech déi Missioun ginn.

An dann déi zweet Fuerderung, dat ass iwwert de Pensiounsfong eraus: Och do hunn ech mat Freed héieren, wéi de Lex Delles eppes proposéiert huet, wat d'Piraten och schonn eng Kéier gefuerdert hunn, nämlech datt mer zousätzlech finanziell Mëttele sollen opdreiwen, fir eeben de Fonds spécial de soutien au développement du logement esouwéi déi ëffentlech Promoteuren esou ze kapitaliséieren, datt se elo kënnen decisiv um Wunnengsmaart aktiv ginn, datt mer aus der Wunnengskris eng richteg Wunnengschance fir de Staat a fir déi Leit mat klenge Salairë maachen.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci. Den Här Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Dann den Här Roth an d'Madamm Ahmedova.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Ech géif mech elo limitéieren op deen éischte Punkt. An ech mengen, wann ech dat richteg verstanen hunn, géif d'Kolleegin Ahmedova deen zweete Punkt vun där Motioun hei iwwerhuelen.

Bon, den Här Sven Clement huet et gesot: Mir hate viru ganz Kuerzem eng grouss a laang Debatt. Do hu mer alleguerten déi Argumenter hei ausgetosch. Ech verstinn natierlech, dass et lackeleg ass, wann iergendwou 30 Milliarde sinn, un déi ee kéint erugoen, fir all seng Wënsch a seng Politicken ze finanzéieren. Mee dat musse mer eis ëmmer erëm an ëmmer erëm virun Ae féieren: Dat sinn net eis Suen! Dat sinn d'Suen, déi d'Salariéen an déi d'Entreprisen abezuelt hunn an eng Pensiounskeess an déi den Assuréen aleng zeguttkommen. An dee Fong, deen huet och eng Missioun, déi ass net ..., mir soen deem net, wat en ze maachen huet. Mee deen huet eng Missioun: Deen huet nämlech d'Missioun, derfir ze suergen, dass d'Pensiounen hei zu Lëtzebuerg ofgeséchert sinn. An dofir ass et ëmmer ganz geféierlech, fir dann domadder iergendwellech aner ëffentlech Politicke wëllen ze finanzéieren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren – dat huet de Sven Clement och richteg gesot –: Et gëtt och e klengen Undeel vun deene Fongen, déi haut schonn an e puer Logementsprojeten investéiert ginn. Mee dat gëtt ëmmer ganz geziilt gemaach an och an engem spezielle Kader.

Mir haten an der Kommissioun Projeten, déi mer virgestallt kritt hunn. Dat war soziale Wunnengsbau. Mee et ass natierlech kloer, dass mer net reng mat deenen dote Sue kënne soziale Wunnengsbau maachen, well dee Pensiounsfong, deen huet jo och d'Obligatioun, Rendement ze maachen. A wa mer also dat géife maachen, wat hei gefuerdert gëtt, da géife mer de Pensiounsfong dozou opfuerderen, hei zu Lëtzebuerg kräfteg un der Präisspiral vum Wunnengsmarché ze dréinen. An dat kënne mir absolutt net matdroen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci. Wann den Här Roth erlaabt, d'Madamm Ahmedova wollt deen zweeten Deel kommentéieren.

Dir hat jo d'Wuert gefrot, Här Roth, gellt?

**M. Gilles Roth** (CSV) | Jo.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Jo. D'Madamm Ahmedova géif deen zweete Majoritéitsdeel iwwerhuelen.

**Mme Semiray Ahmedova** (déi gréng) | Merci, Här President. U sech jo, ech hätt och kee Problem gehat, als Drëtt ze schwätzen. Dat ass guer kee Problem.

Jo, ech wollt op e puer Punkten agoen. Ech hoffen, ech vergiessen näischt, well et ass relativ spéit. Also, fir d'éischt emol wëll ech kloer soen: De Budget fir de Spezialfong war 2017 40 Milliounen Euro! Vu datt mer geziilt wëllen an den ëffentlechen an abordabele Wunnraum investéieren, hu mer dat extra op 300 Milliounen Euro fir dëst Joer erhéicht. An do schwätze mer wierklech vu konkreeten Invester a kenge Loftschlässer. An dobäi muss ech och nach soen – an dat ass ëmmer gesot ginn –: Falls Projete sech géifen ubidden an et wiere keng Sue méi dee Moment an där Keess vum Fonds spécial dran, kéinte mer se natierlech och huelen.

De Logementsminister schwätzt och permanent mam Finanzminister. Zemools an där Situatioun, wou mer elo am Moment sinn, ass et esou, datt si amgaange sinn ze kucken, fir de Bausecteur ze ënnerstëtzen, an et gi Projete momentan och opkaaft, dat muss een och soen, natierlech geziilt Projeten, déi och Sënn maachen, déi rationell sinn an déi net iwwerdriwwen deier sinn. Well ech mengen, déi Regierung elo ass net dofir do, fir de Spekulanten hir Feeler ze behiewen an alles riichtzebéien. Et ass d'Zil, datt een d'Präisser elo erofdréckt a realistesch Präisser bezilt.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Semiray Ahmedova** (déi gréng) | Dat wëll ech elo mol soen. An dat anert, wat een och nach ka betounen, ass: Jorelaang ass am Fong de privaten Investor subventionéiert ginn an doduerjer sinn u sech déi ëffentlech abordabel Wunnenge guer net betruecht ginn. Et gouf déi guer net. An dat ass wierklech elo de Moment d'Zil. Mir hunn eng Politick, déi elo aneschters tickt, déi elo aneschters iwwerleet, fir abordabel Wunnengen ze bauen. Dat ass eppes ganz Neies.

Ech weess elo net, wéi gesot, ob ech eppes vergiess hunn. Ech mengen, de Gros hunn ech gesot. Zentral Prioritéit: abordabel Wunnengen. An et feelt elo net u Suen, fir déi opzekafen a fir déi ze bauen. Merci.

An dat gesot, mengen ech, wäerte mer och dës Motioun net matdroen. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci. Den Här Roth huet d'Wuert.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Merci, Här President. Ech schwätzen da fir déi gréissten Oppositiounsfraktioun.

*(Hilarité)*

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Dir aleng.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Nee. Mee wann Dir dat schonn esou verdeelt zwëschent Majoritéit an Oppositioun, bon, dann ass dat eng nei Approche.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | O!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Also, ech wollt soen, dass d'Rentesue fir d'Beitragszueler do sinn an net onbedéngt fir de Wunnengsbau, besonnesch de soziale Wunnengsbau.

Ech sinn awer och der Meenung ..., ech sinn e bëssen erstaunt, dass elo d'Vertriederin vun der Majoritéit mengt, et wiere genuch Suen do fir de Logement social. Wann dat esou gedeelt ass, wann 200 Milliounen duerginn, dann dierft jo kee Problem am Land si mat de Wunnengen. Mir sinn awer nohalteg der Meenung, dass een zum Beispill den Zukunftsfong kéint huelen, an dass een deen Zukunftsfong och kéint huelen, fir Logement social ze bezuelen. A mir kéinten eis och, wann ee wëllt e méi breede Public dorunner bedeelegen, zum Beispill virstellen – et sief dann, et wiere genuch Suen do, mee wann net genuch Suen do wieren –, dass een, zum Beispill, kéint en Emprunt obligataire maachen, wou d'Leit sech kéinte mat dru bedeelegen. Dat ass en Instrument, wat an der Vergaangenheet ëmmer e relativ grousse Succès kannt huet, well d'Leit en Deel vun hiren Erspuernisser an esou en Emprunt, dee vum Staat lancéiert gouf, investéiert hunn. Dat war e séchere Rendement an d'Zënse si jo amgaangen, an d'Luucht ze goen.

Dat wieren aner Alternative wéi déi elo, fir d'Sue vun de Beitragszueler ze huelen. Déi gehéieren net dem Staat, déi gehéieren de Leit, déi hir Pensioune gäre laangfristeg ofgeséchert hunn. An duerfir si mer mat deem Punkt do net d'accord.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci. Dann hat den Auteur ...

*(Interruption)*

Nee, ech mengen, den Här Cruchten insistéiert net. A, virdrun nach den Här Kartheiser an dann, mengen ech, kënnt Dir als Auteur nach eng Kéier intervenéieren.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, just fir ze soen, datt den Här Cruchten eng exzellent Analys gemaach huet, an och den Här Roth elo. Mir schléissen eis dëser Analys un. Hei ass einfach d'Situatioun, datt d'Piraten hirem Numm all Éier maachen a sech u Sue vergräifen, déi hir net sinn. An dat kann et net sinn!

Dofir wäerte mir dat hei net matdroen. Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | An den Här Clement huet dann nach eng Kéier d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Also, eppes, wat richteg gesot gouf, mengen ech, vun der Majoritéitssäit, dat ass: Et geet ëm de Rendement, fir eis Pensiounen ofzeséchern.

Wann ech mer ukucken, wat déi lescht Joren u Rendement um Immobiliemaart war, da ware mer bei 16 % pro Joer. An d'Zil, statutaresch, vum Pensiounsfong ass et, 4 % Rendement pro Joer ze erreechen. Dat heescht, de Pensiounsfong, duerch groussen Invest an de Logement, kéint souguer präisbremsend op de Logementsecteur wierken, well en nämlech nëmme 4 % Rendement muss erreechen a keng 16 %. Dat just eng Kéier, fir basisekonomesch Fakten op den Dësch ze leeën.

Datt de Stee méi nohalteg ass wéi fossill Energien oder Atomkraaft, misst mëttlerweil jiddwerengem verständlech sinn. Mee falls net, dann nach eng Kéier als klenge Rappell.

Ech wëll iwwregens och soen ..., an do sinn ech dann awer e bësse rosen, wann ech héieren, 300 Milliounen, dat géif elo duergoen, fir eise Logementsproblem ze léisen. Well de Staat selwer huet Terrainen, fir 2 Millioune Meterkaree Wunnfläch ze bauen, déi an de Perimetere leien, déi just musse geplangt a gebaut ginn.

Mir wëssen, datt am Moment d'Bicher eidel sinn. Mir mussen net iergendengem Investor säi goldent Schlass, säi Loftschlass opkafen, wou mer soen: „Da mécht deen nach décke Rendement drop." Nee, mir kënnen als Staat u sech och selwer bauen. Mir hunn Terrainen, fir 2 Millioune Meterkaree Wunnfläch ze schafen, an ech mengen, datt dofir 300 Milliounen vläicht duerginn. Ech hoffen et. Mee ech mengen, et geet éischter net duer, well wann een da géif

rechnen, da komme mer op e Meterkareespräis vun 150 Euro, an ech weess net, ob dat wierklech géif fonctionéieren.

Deementspriechend, mengen ech, brauche mer vill méi Geld. A wa mer wierklech um Rendement interesséiert sinn ... A wa jiddwereen esou heibanne seet: „Et sinn de Pensiounszueler hir Suen!“ Jo, et sinn de Pensiounszueler hir Suen! A wësst Der wat? Ech gehéieren zu där Generatioun, déi deen Dag an d'Pensioun kéint kommen, wou d'Däppen eidel wäert sinn no den aktuelle Simulatiounen.

Dat heescht, ech hunn en Interêt drun, datt dat Däppen do nohalteg verwalt gëtt an datt mer dee Rendement vu 4 % erreechen. A wann dann hei esou gemaach gëtt, wéi wa mir eis u friemem Geld wéilte vergräifen, da fannen ech dat schäinhelleg, well mir wëllen hei e méi héije Rendement erreechen, an dat géife mer maachen, andeems mer hei och nohalteg géifen investéieren.

Ech fannen et schued, datt d'Regierung, obwuel eng Partei jo manifestement där nämmlechter Meenung ass – déi iwwregens näischt gesot huet –, net op déi Pist wëllt goen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz kloer!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Jo. Da stëmme mer elo of.

**Une voix** | Den Här Cruchten.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | A, den Här Cruchten, entschëllegt.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Ech maachen et och wierklech ganz, ganz kuerz. Den Här Clement huet Recht. De Staat ass am Besëtz vun iwwer 2 Millioune Meterkaree Wunnfläch. Mee an enger Question parlementaire, déi ech dem Minister gestallt hunn: „Wivill Prozent dovunner kënnen da muer bebaut ginn? Wou ka muer de Buergermeeschter eng Baugeneemegung ausstellen?“, do krut ech als Äntwert: „Dat sinn ongeféier 8 %.“ Et ass also vill manner wéi dat, wéi et den Uschäin huet.

Mee wéi en dat gesot huet, huet en am Fong op de Problem opmierksam gemaach. Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens: Mir musse méi maachen, mir musse méi Suen dran investéieren! Et geet warscheinlech ni duer a mir sollen ëmmer nach méi maachen, sief dat am soziale Wunnraum oder wou och ëmmer. Mee ech mengen, dass de Problem net de Problem vun de Suen ass.

Hei gëtt jo elo verzweifelt no Sue gesicht fir an de Logement. Ech mengen, eise Problem ass e Problem vum Foncier. Mir hunn an deene leschte Joren net genuch Foncieren opkaaft. Mir sinn net genuch am Besëtz vum néidege Bauland, fir alles dat ze realiséieren, wat mer eigentlech misste maachen. An do ass et, mengen ech, wou mer mussen usetzen, an net onbedéngt eis iwwerleeën: Wou gi mer nach Sue sichen?

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci. Ech mengen, de Message ass kloer. Jiddwereen, dee kann upaken, muss mat upaken!

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

***Vote sur la motion 12***

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

3-mol Jo, 57-mol Nee. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

*Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 4 voix pour et 56 voix contre.*

*Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher (par M. Paul Galles), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Octavie Modert), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

***Motion 13***

A mir géifen un déi lescht Motioun kommen. An d'Wuert huet erëm den Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, Här President, hei kann ech et ganz kuerz maachen. U sech eng manner etofféiert Versioun dovunner stoung, mengen ech, souguer an der Motioun vun der Majoritéit dran, datt mer Krittäre brauche mat de Grenzwäerter.

Bon, mir sinn der Meenung, datt een dat transparent och soll deposéieren. Deementspriechend, ech hoffen op Zoustëmmung, mee ech fäerte ganz, datt d'Regierung sech eeben net wëllt méi staark banne loossen an datt d'Majoritéit deem dann och nogeet. Mee bon, probéiere kann een et. An et ass „lucky 13“, also vläicht spillt dat da jo eppes mat.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Madamm Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Jo, et gëtt jo schonn elo den Nohaltegkeetscheck, Här Clement. Dee gëtt jo elo scho gemaach. An do gëtt ganz fréi an der Planifikatioun gekuckt vun all Betrib, wat säin Impakt ass op d'Ëmwelt an ob en elo d'Grenzwäerter sprengt oder net. An dat ass jo wichteg, fir eng Planungssécherheet ze gi fir de Betrib, ob et méiglech ass, fir sech iwwerhaapt do néierzeloossen oder net. Also, dat gëtt scho gemaach. An ausserdeem ass awer och all Betrib individuell an huet jo och individuell Besoinen, soudass een eigentlech net esou fix Krittäre ka festleeën. „One fits all“ geet hei net.

Duerfir géif ech recommandéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen. Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci. Keng weider Wuertmeldungen? Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

***Vote sur la motion 13***

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

*(Brouhaha général)*

A Kolleegen, wëllt Der d'Resultat nach héieren?

*(Assentiment)*

*(Hilarité)*

Voilà. Also, 4-mol Jo, 56-mol Nee. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

*Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Elisabeth Margue), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

Mir gesinn eis erëm den 18. Abrëll. An ech wënschen Iech elo nach ee ganz schéinen, awer kuerzen Owend.

D'Sëtzung ass eriwwer.

*(La séance publique est levée à 21.53 heures.)*

## Sommaire


| Objet | Nº | Auteur | Page |
|---|---|---|---|
| Horaires des lignes RGTR 703 et 732 | 7331 | Marc Goergen | 88 |
| Problème de trafic à Kehlen | 7486 | Fred Keup | 88 |
| Installations photovoltaïques dans la zone verte | 7514 | Martine Hansen | 89 |
| Changement d'affectation d'un fonds forestier | 7516 | Martine Hansen | 89 |
| Fugue de l'adolescent | 7517 | Paul Galles, Max Hengel | 90 |
| Pollution de la Sûre près de la frontière belgo-luxembourgeoise | 7520 | Gusty Graas | 90 |
| Taux d'échec à l'examen du permis de conduire | 7521 | Mars Di Bartolomeo, Carlo Weber | 90 |
| Programme de prévention contre l'abus de stupéfiants proposé par la Police grand-ducale | 7522 | Martine Hansen, Marc Lies, Diane Adehm | 91 |
| Inscription des résidents étrangers sur les listes électorales | 7523 | Paul Galles | 91 |
| Manque de décharges pour déchets de construction | 7524 | Emile Eicher, Martine Hansen, Aly Kaes, Jean-Paul Schaaf | 92 |
| Foyers pour jeunes réfugiés | 7525 | Sven Clement | 93 |
| Aides aux organisations sportives pour personnes handicapées | 7526 | Sven Clement | 93 |
| Vaccins contre la Covid-19 | 7527 | Sven Clement | 94 |
| Part des francs non échangés | 7528 | Mars Di Bartolomeo | 94 |
| Suppression de l'indemnité de congé parental | 7529 | Myriam Cecchetti | 94 |
| Collège médical | 7530 | Jeff Engelen | 95 |
| Remboursement de la psychothérapie | 7531 | Jeff Engelen | 95 |
| Sécurité routière sur la N12 entre Grosbous et Hierheck | 7532 | André Bauler | 95 |
| Construction du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre | 7533 | André Bauler | 95 |
| Finance verte | 7534 | Dan Biancalana | 96 |
| Espèces envahissantes | 7537 | Fred Keup | 96 |
| Placement de mineurs à l'étranger | 7538 | Sven Clement | 97 |
| Accès universel aux moyens contraceptifs | 7539 | Jessie Thill, Charles Margue | 97 |
| Impact des mesures d'économie d'énergie sur la criminalité et la sécurité routière | 7540 | Fred Keup | 97 |
| Profession de psychothérapeute | 7541 | Sven Clement | 98 |
| Projet de reconception du site Internet de la radio luxembourgeoise de service public 100,7 | 7542 | Diane Adehm | 98 |
| Révision des accords internationaux impliquant un transfert de données | 7546 | Laurent Mosar | 99 |


**Horaires des lignes RGTR 703 et 732** | Question **7331** (06/12/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Stand Enn November koum et zu Lëtzebuerg zu 15 schwéieren Aggressioune géint Buschaufferen am Land. Eng Attack, iwwert déi RTL bericht huet, ass déi géint ee Buschauffer op enger Linn zu Mont-Saint-Martin, op deen enges owes geschoss gi war. Ab dem 11. Dezember fueren d'Linne 703 a 732 Mont-Saint-Martin dofir net méi. Dës Linnen dierfen eréischt erëm befuer ginn, wa fir d'Sécherheet vun de Buschauffere gesuergt ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Huet de Minister schonn een Accord fonnt mat de franséischen Autoritéiten, fir op dëse Linne fir déi néideg Sécherheet ze suergen?

2. Ginn nach weider Gespréicher mat eise franséische Partner gefouert, och wann d'Arrêten elo gestrach ginn?

3. Wéini denkt de Minister, dass Mont-Saint-Martin erëm befuer ka ginn?

4. Wéi eng Sécherheetsmesurë si fir d'Chaufferen op dëse Linne virgesinn?

5. Si soss nach Linnen oder Arrêten an de leschten 2 Joer wéinst Sécherheetsgrënn gestrach ginn?

**Réponse** (10/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Esou wéi an der Chamberssëtzung vum 6. Dezember 2022 scho gesot gouf, sinn an enger Entrevue tëschent der Verwaltung fir ëffentlechen Transport mat franséischen Autoritéiten alternativ Trajeten zum aktuellen Tracé an Erwänung gezu ginn. Säit dem 27. Dezember 2022 gëtt den Tracé vun der Linn 703 Lëtzebuerg–Pétange–Aubange (B)–Mont-Saint-Martin (F) bis op den Arrêt Mont-Saint-Martin/Auchan PED verlängert, en entspriechenden Avis gouf publizéiert.

Zu de Sécherheetsmoossname kann ech Follgendes soen:

– Esou wéi an all RGTR-Bussen huet och hei op dëse Linnen de Chauffer e Noutfallknäppchen, mat deem hien sech direkt ka mat der Leetstell a Verbindung setzen. Déi ka séier reagéieren, andeems d'Police op d'Plaz geruff gëtt. Dëst gouf an diverse parlamentaresche Froe schonn erkläert.

– Op de betraffene Linne fueren an der Tëschenzäit Bussen, déi souwuel mat Sécherheetskabinne fir de Chauffer wéi och mat Kameraen ausgestatt sinn.

Aner Linnen oder Arrête goufe bis elo nach net wéinst Sécherheetsproblemer gestrach.

**Problème de trafic à Kehlen** | Question **7486** (19/01/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Zu Kielen an Ëmgéigend hëlt den Autos- a Camionsverkéier, wéi op esou ville Plazen am Land, Joer fir Joer zou.

Zu dëser fir vill Awunner an och Automobiliste problematescher Situatioun géif ech dem Här Transportminister gär eng Partie Froe stellen:

1. Wéi ass d'Evolutioun vum Verkéiersopkommes, wat de CR102 an de CR103 betrëfft, a ganz besonnesch fir d'Uertschafte Kielen, Keespelt an Ollem?

2. Zu Kielen ass geplangt, fir d'Staatsstrooss op engem klengen Deel an eng Zon 30 ze verwandelen. Fir wéini ass dëst virgesinn? Wéi eng Moossname kéinten hei nach virgesi ginn, fir de Verkéier ze berouegen?

3. Wéi steet den Här Minister aktuell zu engem Transittverbuet fir Camionen um CR102 a CR103 tëscht Mamer a Miersch?

4. Wéi gesäit d'Regierung aktuell de Bau vun enger Ëmgeeungsstrooss an der Gemeng Kielen a ronderëm?

**Réponse** (14/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Bedéngt duerch d'Pandemie ass e Verglach iwwert déi lescht 2 bis 3 Joer relativ schwiereg. Trotzdeem ka festgehale ginn, datt sech de Stroosseverkéier an deene leschten 20 Joer generell verduebelt huet an iwwert déi lescht 10 Joer, wéinst dem nationale Wuesstem, konstant geklommen ass (mat engem Abroch wärend der Pandemie an de Joren 2020 an 2021).

Wat de Verkéier op de genannte Stroossen ubelaangt, gëtt momentan eng Verkéierszielung duerchgefouert, déi vun der Gemeng Kielen beoptraagt ginn ass. Dës Verkéiersdate leie menge Servicer vun der Stroossebauverwaltung nach net vir, esou datt ech zur Entwécklung vum Verkéiersopkommes keng geziilt Aussoe kann treffen. Zu Kielen ass geplangt, fir d'Staatsstrooss op engem klengen Deel an eng Zon 30 ze verwandelen.

ad 2. D'Gemeng Kielen huet am Joer 2015 verschidden Ufroe gemaach fir d'Ariichte vun enger Vitess 30 op enger Rei Plazen inneruerts. Dës Ufroe sinn all vum zoustännegen Aarbechtsgrupp behandelt ginn an den 20. Februar 2017 hunn ech der Gemeng accordéiert, fir am Zentrum vu Kielen op enger Längt vu ronn 200 Meter d'Strooss e CR102 a CR103 am Sënn vun enger Vitess 30 ze amenagéieren.

ad 3. Esou en Transittverbuet géing d'Camione mat dem Zil Aktivitéitszon net betreffen, well et keng equivalent Ëmleedungsstrecke fir de Schwéierverkéier a Richtung Aktivitéitszon gëtt. Dowéinst ass esou ee Verbuet an der Praxis net duerchzesetzen. D'Stroossegeometrie an der Uertschaft Kielen ass awer extreem ongënschteg fir de Schwéierverkéier, dofir mussen Alternative gesicht ginn, fir dësen aus der Uertschaft erauszehalen.

ad 4. Den nationale Mobilitéitsplang 2035 (Plan national de mobilité PNM 2035), deen ech am Abrëll 2022 virgestallt hunn, kënnegt eng regional Verkéiersetude

un. Dës soll fir de Raum tëscht den Autobunnen A6 an A7 souwéi den Nationalstroossen N8 an N55 eng kohärent Gesamtléisung fannen, déi och de Schwéierverkéier vu Kielen ewechhält. Dës Analys ass am Ablack nach amgaangen. Si ass och am deem Ëmfang an an där Komplexitéit néideg, well een de Problem mat enger reng lokaler Approche mat grousser Warscheinlechkeet just vun enger Uertschaft an déi aner géif verlageren. Éischt konkreet a regional kohärent Léisungsvirschléi wäerten am éischte Joer vun der nächster Legislaturperiod um Dësch leien, an da vu mengem Nofollger mat de Gemenge kënnen diskutéiert ginn.

**Installations photovoltaïques dans la zone verte** | Question **7514** (26/01/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Am Kader vun der energeetescher Transitioun sollen d'erneierbar Energië massiv ausgebaut ginn. Den Ukrainkrich beschleunegt dës Entwécklung zousätzlech. Dobäi spillt d'Fotovoltaik eng Schlësselroll well et, au contraire zu aneren erneierbaren Energieformen, kaum Nuisancë fir Urainer gëtt an se deemno konfliktfräi ass.

Déi vill Daachfläche vun de landwirtschaftleche Betriber bidden hei nieft den ewell installéierten Anlage weiderhin e grousst Potential, ma dës Gebaier befannen sech iwwerwigend an der Gréngzon an ënnerleien deemno aktuell enger Naturschutzgeneemegung. Dës Geneemegung ass bekanntlech virum Bau unzefroen a gëtt ënner Oplagen erdeelt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Ëmweltministesch stellen:

1. Wéi vill Geneemegunge goufen an de Joren 2021 an 2022 ugefrot a geneemegt, fir dierfen eng Fotovoltaikanlag op bestoenden an autoriséierte Gebaier an der Gréngzon opzeriichten?

2. Wéi laang huet et am Schnëtt gedauert, bis den Antragsteller an der Gréngzon eng Geneemegung krut?

3. Eng vun den Oplagen ass, datt d'Panneauen à plat musse poséiert ginn, wëssentlech, datt net all Daachflächen optimal no Süden ausgeriicht sinn a fir e bessere Rendement deemno eng Inclinaisoun vun de Panneauen an esou Fäll e bessere Rendement géif assuréieren. Wéi motivéiert den Ëmweltministère dës Oplag par rapport zum Naturschutz? Gëtt et wëssenschaftlech Beleeër, datt eng Inclinaisoun vu Solarpanneauen en negativen Impakt op den Naturschutz huet?
– Gëtt un dëser Oplag am Kader vun der Upassung vum Naturschutzgesetz festgehalen?

4. Däerfen d'Solarpanneauen, déi am Kader vun den Ausschreiwunge vun der Agrofotovoltaik sollen opgeriicht ginn, och inclinéiert sinn? A wéi héich däerfen déi Anlagen opgestallt ginn?

**Réponse** (06/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Am Joer 2021 sinn 59 Autorisatiounen ugefrot ginn, déi all accordéiert goufen. Am Joer 2022 sinn der 45 ugefrot ginn, wouvun der 44 geneemegt gi sinn. Eng Demande gouf refuséiert.

ad 2. Am Joer 2021 waren et an der Moyenne 40 Deeg. Am Joer 2022 waren et an der Moyenne 38 Deeg.

ad 3. D'Zil vun dëser Konditioun ass, den zousätzlechen Impakt vun sou Infrastrukturen op d'Landschaftsbild sou geréng wéi méiglech ze halen. De Schutz vun de Landschaften ass jo eent vun den Objektiver vum Naturschutzgesetz.

Et ass esou, dass eng flaach Installatioun, wat dat ugeet, a priori kee Problem ass. Bei de geplangten Upassunge vum Naturschutzgesetz soll jo dofir zukünfteg op Bestandsgebaier keng Autorisatioun méi fir verschidden Installatiounen néideg sinn.

Inclinéiert Installatioune sinn och aktuell net d'office verbueden. Falls een seng Panneauen anescht wëll ausriichten, muss haut an och an Zukunft individuell gekuckt ginn, wéi de Projet sech landschaftlech integréiert.

– Dëst ass eng Konditioun, déi virgeschriwwe gëtt am Kader vun der Autorisatioun vun enger individueller Demande. Et gëtt also och individuell gekuckt, wéi de Projet sech landschaftlech integréiert an deementspriechend Konditioune festgeluecht. Déi geplangten Upassunge goufen an der Äntwert driwwer schonn thematiséiert.

ad 4. Genee ewéi aner Anlagen, kënnen och déi Anlagen, déi bei der Ausschreiwung viséiert sinn, inclinéiert sinn. Och bei deene Projete gëtt individuell bewäert, en fonction vum Projet an der Plaz, wou dëse virgesinn ass, wéi de landschaftlechen Impakt ass. Deemno ass och keng fix Héicht bei der Ausschreiwung festgehale ginn. Bei der Ausschreiwung geet et jo och nach ëm méi: D'Opriichte vun deenen Anlage muss och zu enger Verbesserung an de Beräicher landwirtschaftlech Notzung a Biodiversitéit féieren. Dofir ass jo och eng reegelméisseg Bilanzéierung vun deene Pilotprojete virgesinn. Opgrond dovunner wäerte kënne Léieren zu méi oder manner gëeegenten Dimensiounen an Ausriichtunge vun deenen Anlage gezu ginn.

**Changement d'affectation d'un fonds forestier** | Question **7516** (26/01/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Am Kader vum Artikel 13 vum modifizéierten Naturschutzgesetz vun 2018 besteet d'Méiglechkeet, fir e Changement d'affectation vun engem Fonds forestier ze maachen. Sou huet een d'Méiglechkeet, seng landwirtschaftlech Parzellen ze restrukturéieren an zum Beispill en neie Bësch als Ausgläich op enger anerer Parzell unzeplanzen. Dobäi gouf d'Restructuration du parcellaire agricole am Commentaire vun den Artikele follgendermoossen definéiert: « … déboisement marginal en bordure des labours afin de faciliter le travail des exploitants agricoles ». Als Beispill gouf de Passage des machines genannt.

Mengen Informatiounen no goufen an der Vergaangenheet esou Ufroe fir Bëscher an der Zone verte accordéiert, an aner Ufroe fir Bëscher an der Gewan refuséiert mam Verweis, dësen Artikel 13 wär restriktiv fir Bëscher ugrenzend un d'Betribsgebaier ze gesinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Ministesch stellen:

1. Wéi vill Demandë goufen zanter 2018 agereecht, déi sech op de besoten Artikel 13 vum Naturschutzgesetz referenzéieren?

2. Wéi vill dovunner goufen der accordéiert respektiv refuséiert?

3. Wat si méiglech Grënn fir e Refus?

4. Wat ass aktuell déi legal Definitioun vun engem Fonds forestier?

5. Wat sinn d'Critèren oder villméi d'maximal Flächegréisste vun engem Déboisement marginal?

6. Stëmmt et, datt den Ëmweltministère an eenzele Fäll e Refus d'autorisatioun domadder motivéiert huet, datt de Bësch net ugrenzend un d'Betribsgebaier war?
Wa jo, wouduerch motivéiert de Ministère dës Argumentatioun, wëssentlech, datt den Artikel 13 vum modifizéierten Naturschutzgesetz, an och am Commentaire des articles, dozou keng Restriktioun festleet?

7. Gëtt et eng national Definitioun vum Parcellaire agricole, wëssentlech, datt et heizou eng europäesch Gesetzgeebung am Kader vun der Agrarpolitick gëtt, déi dëst festleet?

8. No wéi enge Critèren entscheet d'Ëmweltverwaltung, ob déi follgend Bedéngung „faciliter le travail des exploitants agricoles" erfëllt ass?

**Réponse** (06/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Säit 2018 koumen 32 Demanden am Kader vum besoten Artikel eran.

ad 2. Accordéiert goufen der 13, refuséiert och 13. 3 weider Demandë goufen deelweis autoriséiert an 3 sinn der nach a Beaarbechtung.

ad 3. Méiglech Grënn fir ee Refus kënne sinn, datt den envisagéierte Changement:

– vu vireran net kompatibel mat den Dispositioune vum Naturschutzgesetz ass, dat jo, fir eise Bëschbestand ze schützen, esou Changementer nëmmen an Ausnamefäll zouléisst. Déi Ausnamefäll sinn d'Utilité publique an d'Restrukturatioun vun de landwirtschaftleche Parzellen, fir dës besser kënnen ze bewirtschaften;
– géing wichteg Liewensraim oder Leitstrukturen zerstéieren.

Wann esou ee Changement erlaabt gëtt, muss de Verloscht duerch Neiplanzungen oder Neischafunge vu Liewensraim kompenséiert ginn.

ad 4. Am Moment gëtt et zu Lëtzebuerg nach keng Definitioun vum Fonds forestier an engem legislativen Text. Am Gesetzesprojet N° 7255 iwwer d'Bëscher ass am Artikel 2 Punkt 6 eng Definitioun fir de Bësch virgesinn:

6° « forêt », les terrains occupant une surface de minimum 25 ares et présentant une formation végétale composée, en termes de recouvrement des cimes, d'au moins 20 pour cent d'espèces arborées pouvant atteindre au minimum 5 mètres de hauteur à l'âge adulte. La composition de la formation végétale est appréciée en termes de recouvrement des cimes. Le recouvrement correspond à la projection verticale au sol des cimes des espèces arborées. La surface minimum est appréciée sans tenir compte des limites cadastrales ou de l'effet séparatif des cours d'eau et des voies ouvertes au public, à l'exception des autoroutes, des voies ferrées et des cours d'eau d'une largeur supérieure à 10 mètres entre la crête des berges ;
Font également partie de la « forêt » :
(a) les fonds boisés par le passé qui sont en cours de régénération ;
(b) les fonds boisés par le passé qui se trouvent depuis moins de 10 ans dans un état entièrement ou partiellement déboisé et dont le changement d'affectation n'a pas été autorisé conformément à l'article 13 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
(c) les fonds non boisés par le passé ayant fait l'objet d'un boisement autorisé conformément à l'article 14 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
(d) les fonds non boisés et non bâtis, enclavés en forêt, d'une superficie jusqu'à 50 ares ;
(e) les sentiers et chemins aménagés en forêt.

Am Kader vun den Demandë gëtt de Fonds forestier momentan dann och an deem Sënn consideréiert.

ad 5. D'Gesetz gesäit keng maximal Flächegréisste vir. Aus de parlamentareschen Dokumenter erginn

sech awer follgend 3 Krittären, déi den „déboisement marginal" mindestens erfëlle muss:

– d'Bëschfläch ass ugrenzend un Akerflächen;
– den Deboisement huet als Zil, dem Exploitant seng Aarbecht ze vereinfachen;
– den Deboisement däerf net als eenzegt Zil hunn, d'Akerfläch ze vergréisseren.

ad 6. Et si keng sou Refuse bekannt.

ad 7. Eng Definitioun vum Term „Parcellaire agricole" an der Lëtzebuerger Gesetzgeebung ass net bekannt.

ad 8. Fir kënne geneemegt ze ginn, muss et sech ëm eng Vereinfachung vun den Aarbechtsofleef um Stéck selwer handelen. Dat heefegst Beispill, wou de Krittär erfëllt ass, ass d'Vergréisserung oder een neien Accès an ee Stéck (z. B. well den Turnus vum bestoenden Accès ze kleng ass) oder eng méi rechteckeg Ausriichtung vum Stéck, fir d'Unzuel vun de Kéiermanöveren an den „double emploi" ze reduzéieren. Dëst kënnt reegelméisseg vir, well d'Maschinnen ëmmer méi grouss ginn.

Ofschléissend kann ee präziséieren, dass d'Ëmweltverwaltung hei net involvéiert ass. Et ass d'Naturverwaltung, déi dës Dossieren traitéiert, an de Minister fir Ëmwelt, deen Entscheedungen hëlt.

**Fugue de l'adolescent** | Question **7517** (27/01/2023) de **M. Paul Galles** | **M. Max Hengel** (CSV)

Ëmmer nees kënnt et vir, dass Jugendlecher zum Beispill vun doheem oder aus engem Foyer fortlafen. Eng sougenannt „fugue" ass ëmmer och Ausdrock vun engem Malaise, vun enger Onzefriddenheet. Fir déi betraffe Jugendlech ass d'Flucht deemno dacks eng Zort Léisung fir hir Problemer, oder et ass en Hëlleruff, fir op sech opmierksam ze maachen.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Huet de Ministère detailléiert Statistiken zu de Jugendlechen, déi eng Fugue gemaach hunn?
– Wa jo, kann den Här Minister eis driwwer informéieren:
• wéi vill Jugendlecher zënter 2013 pro Joer eng Fugue gemaach hunn;
• wéi al dës Leit sinn;
• wat hir Grënn dofir waren;
• wat hinne wärend hirer Fugue widderfuer ass;
• wéi, wou a vu wiem si no hirer Fugue begleet gi sinn.

2. Wann net, kann den Här Minister eis erklären, firwat keng Statistik iwwer dës Problematik gefouert gëtt an ob geplangt ass, dat an Zukunft ze maachen?

**Réponse** (16/03/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Jugendlecher, déi vun doheem fortlafen, entzéien sech der Opsiicht vun hiren Elteren, an d'Responsabilitéit, fir esou eng Fugue den Autoritéiten (Police grand-ducale) ze mellen, läit deementspriechend fir d'éischt emol bei den Elteren.

Fir de Fall, wou Professioneller vun der Educatioun Kenntnis vun enger Fugue kréien an eng Gefor fir d'Wuel vum Jugendleche besteet, hu si natierlech d'Obligatioun, dëst de concernéierten Autoritéiten (Police a Parquet) ze mellen. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) en tant que tel huet awer keng Kompetenz am Beräich vun de Fuguen.

Jugendlecher, déi aus enger Institutioun vun der Aide à l'enfance et à la famille wéi z. B. aus engem Centre d'accueil de jour et de nuit fortlafen, mussen deemno direkt beim Parquet gemellt ginn. De Gestionnaire vun engem Centre d'accueil de jour et de nuit ass net gebonnen, dem Ministère dës Donnéeë matzedeelen. Allgemeng ass de MENJE net kompetent fir d'Dokumentatioun an d'Erfaasse vu Fuguen op nationalem Niveau.

De MENJE leet awer grousse Wäert op d'Wuelbefanne vun deene betraffene Jugendlechen a Familljen, déi duerch déi kompetent Servicer ënnerstëtzt ginn.

**Pollution de la Sûre près de la frontière belgo-luxembourgeoise** | Question **7520** (27/01/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Tel que communiqué par les services de Madame la Ministre, la Sûre a été polluée le 24 janvier 2023 par un déversement d'hydrocarbures sur le territoire belge près de Rombach-Martelange.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Les services de Madame la Ministre sont-ils en contact avec les autorités belges afin d'identifier l'origine de la pollution ?

2) Madame la Ministre peut-elle informer de ce qu'il s'est passé exactement ? Quand est-ce que l'incident a eu lieu ?

3) Quel en est l'impact sur le cours d'eau en question, sa faune et sa flore ?

4) Quelles conséquences juridiques cet incident aura-t-il ?

**Réponse** (02/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) Lors de l'incident, les agents de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) étaient en contact étroit et permanent avec les autorités belges pour obtenir les dernières informations concernant l'enquête menée afin de déterminer l'origine de la pollution.

ad 2) Depuis le 24 janvier 2023, le cours d'eau « Sûre » était touché par une pollution au niveau de la frontière entre la Belgique et le Luxembourg à Rombach-Martelange.

Une intervention des agents de l'AGE et des unités du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) a eu lieu à Rombach-Martelange pour lutter contre cette pollution. Afin de limiter la propagation de l'onde polluante dans le cours d'eau en aval, l'unité de dépollution du lac de la Haute-Sûre du Groupe d'intervention spécialisé (GIS) du CGDIS a essayé de mettre en place des barrages flottants. Ceux-ci n'ont pas abouti en raison du débit élevé de la Sûre.

Il s'est avéré que des hydrocarbures s'écoulaient d'un tuyau du système de canalisation des eaux pluviales situé sur le territoire belge à Martelange. Cette canalisation a été bouchée par les autorités belges, ce qui a permis d'arrêter le déversement de substances polluantes vers le cours d'eau. Toutefois, les autorités belges n'ont pas pu déterminer l'origine de l'infiltration des hydrocarbures dans la canalisation, raison pour laquelle des analyses du sol sont encore en cours.

ad 3) Aucune conclusion ne peut être tirée en ce qui concerne les dommages environnementaux. Cependant, en considérant la quantité d'hydrocarbures déversée estimée et le débit élevé du cours d'eau au moment de la pollution, il peut être supposé que l'impact sur la faune et la flore soit faible.

ad 4) En absence d'une source de pollution sur le territoire luxembourgeois, il n'y a pas de conséquences juridiques sur base de la législation luxembourgeoise. L'AGE n'a à ce jour pas de connaissance des suites juridiques éventuellement entamées par les autorités belges.

**Taux d'échec à l'examen du permis de conduire** | Question **7521** (27/01/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Carlo Weber** (LSAP)

Le nombre de personnes qui échouent à l'examen du permis de conduire augmente depuis des années, comme l'a récemment relayé la presse. Les causes supposées pour cette tendance sont notamment l'expérience pratique insuffisante, le trafic accru et une réglementation de plus en plus exigeante.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Combien de candidats ont passé l'examen théorique pour le permis de conduire B sur les dix dernières années et quelle est l'évolution du taux d'échec sur cette période ?

– Quel est le taux de réussite dans l'examen pratique pour le permis de conduire B sur cette période de dix ans ? Quelles sont les causes principales des échecs ?

– Quelle est la durée effective de l'apprentissage pratique en comparaison avec la durée légale minimale imposée au Luxembourg ? Quelle est la durée pratique obligatoire dans les pays limitrophes ? Monsieur le Ministre juge-t-il le nombre de 16 leçons d'une heure comme suffisant ?

– Combien de candidats ont opté pour le régime de la conduite accompagnée lors des dix dernières années ?

– Quelles réformes concernant l'examen du permis de conduire le Gouvernement envisage-t-il le cas échéant ?

**Réponse** (17/02/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés se posent des questions relatives à l'examen pour l'obtention du permis de conduire.

Dans ce contexte, le taux d'échec à l'examen théorique se présente comme suit :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Le taux de réussite à l'examen pratique se présente comme suit :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

En ce qui concerne les causes principales pour les échecs lors de l'examen pratique, celles-ci peuvent être des fautes éliminatoires (non-respect d'un feu rouge, d'une priorité, etc.) ou un cumul de fautes qui résultent dans un échec. Il n'existe cependant pas de statistiques détaillées de ces fautes.

Considérant que depuis la dernière modification de l'apprentissage en 2013 les auto-écoles ne sont plus tenues d'informer sur le nombre de leçons effectués, mais doivent uniquement certifier que le nombre légalement requis a été effectué, le ministère ne dispose pas de statistiques sur le nombre de leçons effectuées.

En ce qui concerne l'apprentissage classique dans une auto-école, les heures obligatoires dans nos pays limitrophes ce présentent comme suit :

– France 20 heures ;
– Belgique 20 heures avec stage, 30 heures sans stage ;

– Allemagne 12 heures (Sonderfahrten) et des leçons normales qui dépendent du jugement de l'auto-école quant aux besoins du candidat.

Le pourcentage de candidats ayant opté pour le régime de la conduite accompagné les dix dernières années se présente comme suit :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

En ce qui concerne une éventuelle réforme de l'apprentissage, la Commission européenne a annoncé une refonte de la directive relative au permis de conduire pour le mois de mars. Dans le cadre des travaux de transposition de cette directive, il sera également analysé quelles modifications s'imposent à l'apprentissage pour l'obtention du permis de conduire. Dans ce cadre, la question du nombre de leçons obligatoires sera également discutée.

**Programme de prévention contre l'abus de stupéfiants proposé par la Police grand-ducale** | Question **7522** (27/01/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Marc Lies** | **Mme Diane Adehm** (CSV)

De Service de prévention vun der Police hält scho säit Laangem Coursen an de Schoulen, fir zum Theema Drogen opzeklären. Och wier eng Etude vum MENJE ënnerholl ginn, déi der Police hir Aarbecht an deem Kontext evaluéiert huet, déi eisen Informatiounen no positiv ausgefall ass.

Elo wieren eisen Informatiounen no Ännerunge vum MENJE virgesinn, wat d'Konzept vun der Drogepreventioun an de Schoulen ugeet. Deemno géif de konventionéierte Centre national de prévention des addictions (CNAPA) eng Formatioun fir Enseignanten aus dem Cycle 4.2 an och fir VieSo-Proffen ausschaffen. Dëst Personal géif dann am Fondamental an am Secondaire Coursen iwwert d'Addictiounen/Drogen halen. Dëst hätt als Konsequenz, datt d'Police aplaz vun e puer Stonnen nëmmen nach jeeweils 50 Minutten an de Schoulen agéieren dierf. Och géifen dës Coursë fakultativ ginn. D'Police dierft iwwerdeems hir Coursen net méi halen, wéi se dat bis elo all déi Jore gemaach huet, mee se dierft just nach iwwert d'Drogegesetz schwätzen.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt d'Preventiounscoursë vun der Police zum Theema Drogen an de Schoulen nei Konditiounen operluecht kruten an datt de CNAPA elo eng Formatioun ausschafft mam Zil, datt d'Enseignanten elo d'Coursen zu dësem Theema halen?

2. Kann d'Regierung confirméieren, datt d'Police hire Programm geännert krut an nëmmen nach dierf iwwert d'Drogegesetz an de Schoule schwätzen?

3. Ass et richteg, datt d'Police laut dem neie Konzept, dat tëscht dem MENJE an dem CNAPA opgeschafft ginn ass, mol net méi dierf op Froe vun de Schüler zum Theema Drogen äntweren?

4. Stëmmt et, dass eng Evaluatioun vum MENJE zu der Police hire Coursen zum Theema Droge gemaach ginn ass?
– Wa jo, aus wéi engem Grond ass dës Etude net public gemaach ginn?
– Wat ass d'Resultat vun der Etude? Kann d'Regierung bestätegen, datt dës positiv ausgefall ass?
– Wann deem esou ass, kann d'Regierung eis de Grond nenne wisou d'Police dann net méi dierf esou weiderfuere wéi se dat bis elo gemaach huet?

5. Wëssend, datt d'Personal vum Service de prévention vun der Police duerch seng Aarbecht um Terrain e spezifescht Wëssen zum Theema Droge besëtzt, wier et net vu Virdeel, dësem méi Spillraum ze loosse wat d'Coursen an de Schoulen ugeet?

6. Stëmmt et, dass dës Coursen net obligatoresch sinn, weeder fir de Fondamental nach fir de Secondaire?
– Wann deem esou ass, riskéiere mir duerch deen Ëmstand, datt et Schoule gi wou keng Police méi eng Preventioun mécht?

7. Mengt d'Regierung net och, datt an deem Fall d'Vernetzung tëscht Police a Gemengen, Schoulen, SePASen an Direktioune riskéiert vernoléissegt ze ginn?

**Réponse** (16/03/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den Educatiounsministère (MENJE) huet dem Centre national de prévention des addictions (CNAPA) an dem Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) den Optrag ginn, e kohärente Programm mat Cannabismodullen am Schoulcurriculum ze entwéckelen, mat deem d'Schülerinnen an d'Schüler iwwer d'Gefore vum Cannabiskonsum informéiert a sensibiliséiert ginn. Dës Cannabismodulle sinn obligatoresch a gi systematesch ugebueden am Cycle 4.2, op 6e an op 3e, mat jeeweils sechs Stonne pro Module am Kader vum Cours „vie et société" respektiv de Sciences naturelles. Am Kontext vun der Regulariséierung vum Cannabis gëtt den Akzent spezifesch op d'Substanz vum Cannabis gesat, fir datt all Kanner a Jonker a Bezuch op d'Risike vum Cannabis sensibiliséiert ginn.

ad 1. Aktuell ginn d'Cannabismodullen, wéi uewe beschriwwen, vum MENJE a SCRIPT, an Zesummenaarbecht mam CNAPA ausgeschafft. Am drëtten Trimester wäerten se an enger Rei Pilotschoule getest ginn, fir da vun der Rentrée 2023/2024 un an alle Schoulen unzelafen. Den Educatiounsministère wäert der Police net virschreiwe wéi si hir Aarbecht soll maachen.

ad 2. bis 7. Nee, et kann net confirméiert ginn, datt d'Police hire Programm geännert krut; dat entsprécht net der Volonté politique vun dëser Regierung an et läit och net am Kompetenzberäich vum Educatiounsministère esou e Schratt ze ënnerhuelen.

Et sief ze bemierken, datt et u sech ni e fixe Police-Programm an de Schoule gouf, ma just sporadesch Interventiounen a verschiddene Schoulen. Déi nei ausgeschaffte Cannabismodulle sinn, wéi schonn erwäänt, obligatoresch, woubäi d'Schoulen op d'Offer vun der Police fakultativ kënnen zréckgräifen.

Ech gesinn net firwat déi gutt Vernetzung a Fro gestallt soll ginn an dësem Beräich wou d'Schoul méi maache wëll a kloer hir Verantwortung iwwerhëlt.

**Inscription des résidents étrangers sur les listes électorales** | Question **7523** (27/01/2023) de **M. Paul Galles** (CSV)

Les élections communales auront lieu en date du 11 juin 2023. En même temps, l'échéance du 17 avril 2023 – dernier jour pour les non-Luxembourgeois pour s'inscrire sur les listes électorales – s'approche.

Je prie Madame la Ministre de l'Intérieur et Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région de me fournir un aperçu sur les types de campagne en route et prévus :

1) Quels sont les projets de sensibilisation assurés directement par les deux ministères ?

2) Quels sont les projets de sensibilisation assurés par des tiers grâce à un financement de vos ministères ? Merci de bien vouloir fournir un bref descriptif, langues employées, calendrier et cadre financier pour chaque projet.

3) Quelles actions sont prévues dans les lycées ?

4) Le droit de vote passif ne devrait-il être souligné davantage ?

5) Quel type de coordination y a-t-il entre tous les porteurs de projets ?

6) Dans quelle mesure les médias sociaux, les cinémas, les abribus seront-ils utilisés ?

7) Quels organes de presse s'adressant plus particulièrement à des résidents étrangers seront sollicités et dotés d'annonces payées ?

8) Quelle concertation avec les partis politiques est prévue ?

9) Une concentration des actions est-elle prévue dans les semaines précédant l'échéance du 17 avril ?

**Réponse** (02/03/2023) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

L'abolition de la clause de résidence de cinq ans pour les ressortissants étrangers désirant s'inscrire sur les listes électorales pour les élections communales et le prolongement du délai pour s'inscrire sur lesdites listes représentent certainement l'avancée démocratique majeure en vue des élections communales du 11 juin 2023.

En général, la campagne nationale de sensibilisation et d'information « Je peux voter » est conçue de manière à apporter une contribution importante à l'augmentation du taux d'inscription. Celle-ci vise à sensibiliser les citoyens à l'importance de participer aux décisions concernant l'avenir de leur commune. Tandis que le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région est principalement en charge de cette campagne, le Ministère de l'Intérieur y contribue par la vérification des contenus en ce qui concerne l'organisation des élections, les systèmes de vote au niveau communal, etc.

ad 1) Les deux ministères, avec le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes ainsi que le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol), organiseront une Journée nationale de l'inscription qui aura lieu le samedi 18 mars 2023, donc un mois avant l'expiration du délai d'inscription pour les non-Luxembourgeois. Toutes les communes du pays ont été invitées par voie de circulaire à ouvrir l'administration communale pour donner aux citoyen-ne-s la possibilité de s'inscrire sur les listes électorales directement auprès du bureau de la population.

Ci-dessous la liste des autres actions menées :

– l'affichage national de la campagne « Je peux voter » dans les abribus et dans les parkings dans la semaine précédant la Journée nationale de l'inscription ;
– dans le cadre de la campagne, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a participé, avec des membres du Conseil national pour étrangers (CNE), des multiplicateurs et les membres de différentes Commissions consultatives communales d'intégration (CCCI), à plusieurs événements avec un stand d'information et continuera à le faire dans les semaines et mois à venir. En 2022, le stand « Je peux voter » était, entre autres, présent au Festival des migrations, à la braderie à Luxembourg-gare, à la fête culinaire interculturelle à Esch-sur-Alzette, à l'Institut national des langues Luxembourg lors d'un Jobday et au Ettelbrooklyn Street Festival ;

– beaucoup d'actions sont organisées directement par les associations, les communes et les CCCI. Pour ces actions, le ministère met gratuitement à disposition de l'organisateur du matériel pour le stand ainsi que des dépliants et affiches ;
– un « kit de communication » avec des dépliants et affiches de la campagne a été envoyé aux 102 communes du pays, à des ambassades, aux partenaires conventionnés du département de l'intégration, aux partis politiques et, sur demande, à différentes entreprises, syndicats et cabinets médicaux. Il est également distribué aux multiplicateurs, formés par le Centre d'études et de formation interculturelles et sociales (CEFIS). Le matériel d'information et le matériel de stand sont d'ailleurs mis à disposition de toute personne souhaitant informer son entourage ;
– un monitoring est réalisé en collaboration avec le CEFIS et le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) afin de pouvoir suivre le développement des inscriptions dans les 102 communes du pays. Ce monitoring est envoyé aux communes ;
– des vidéos explicatives multilingues sur l'inscription et le fonctionnement des élections ont été réalisées, en partie en collaboration avec le Syvicol ;
– des témoignages ont été enregistrés. Toutes les vidéos de la campagne sont disponibles sous https://www.youtube.com/watch?v=dfq7xRfmO40&list=PLIE6icl5tiN7rhBQSZzIHhegVNo-UG8Nm ;
– les ministères sensibilisent également de façon continue et régulière via les réseaux sociaux et sur le site Internet dédié à la campagne (www.jepeuxvoter.lu) ;
– deux GRESIL (Groupe d'échange et de soutien en matière d'intégration au niveau local), regroupant des acteurs locaux et régionaux pour échanger sur la thématique du vivre-ensemble, ont été axés sur le thème de la participation citoyenne et politique. La première édition du GRESIL 2022 a eu lieu à Mersch, la deuxième à Huncherange. De bonnes pratiques ont été présentées sous forme de fiches pratiques et de vidéos pour servir de « guide » aux membres des CCCI lors de l'organisation de leurs activités locales et régionales ;
– avec le CEFIS et EMN (European Migration Network) Luxembourg, le ministère organisera l'événement « Je peux voter @uni.lu » à l'Université du Luxembourg afin de pouvoir toucher et sensibiliser les étudiants non luxembourgeois sur leur droit de vote ;
– des « lunch-time-events Je peux voter » sont prévus dans certaines grandes entreprises du pays et certaines institutions européennes. Font partie de cette action, entre autres : Guardian, Ferrero, ArcelorMittal, Commission européenne, Parlement européen ;
– une collaboration étroite avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a été établie, ce qui permet de diffuser une campagne de sensibilisation dans les différentes structures de formation, telle que la visualisation de petits films d'information en début de cours ;
– la Chambre des Salariés distribue des flyers aux participants de leurs cours de formation ;
– en 2023, un grand nombre d'entreprises participent à une campagne de sensibilisation pour leurs salariés, lors de laquelle le ministère présente les modalités de vote.

ad 2)
– Dans le cadre d'un appel à projets Plan d'action national d'intégration 2022, trois projets promouvant la participation politique ont été retenus : l'outil « Letz Vote » de l'Association de soutien aux travailleurs immigrés (ASTI), la « Super-Wal-Kiermes » du Zentrum fir politesch Bildung ainsi que les ateliers « Political participation: from talking to doing » de l'Association luxembourgeoise pour le dialogue interculturel ASBL (ALDIC). Des informations supplémentaires sont disponibles sous : https://mfamigr.gouvernement.lu/fr/le-ministere/attributions/integration/integrationsprojekte/projets.html

– Le projet « Letz vote » de l'ASTI vise à mettre en place un site web qui permettra à l'utilisateur de découvrir les différents aspects des élections nationales, européennes et communales à travers des animations ludiques. Le projet a été financé pour une durée de 8 mois entre mai et décembre 2022. Depuis janvier 2023, le site est disponible en version française et anglaise ; les traductions en allemand, luxembourgeois et portugais sont en cours.

– Le projet « Super-Wal-Kiermes » du Zentrum fir politesch Bildung vise à sensibiliser au sujet des élections en général et inciter les électeurs potentiels non luxembourgeois à s'inscrire sur les listes électorales en développant des supports d'information digitaux et ludiques. Dans le cadre de ce projet, un stand a été développé et présenté lors d'événements au Luxembourg. Ce stand sensibilise aux questions autour des élections, de la participation politique, du droit de vote, de l'engagement dans la commune. L'équipe du stand entre en dialogue avec les personnes afin de mettre en évidence l'importance des élections comme droit politique fondamental et de donner toutes les informations nécessaires pour l'inscription sur les listes électorales. Les activités proposées n'ont pas de barrières linguistiques. Le projet est réalisé entre mai 2022 et juillet 2023.

– Le projet « Political participation: from talking to doing » d'ALDIC propose aux jeunes, et plus particulièrement aux jeunes non luxembourgeois, des ateliers de sensibilisation à la participation politique et des ateliers de mise en action incluant notamment toutes les informations pratiques liées à la participation politique via des sessions du jeu Dignityland, en utilisant la méthode de l'éducation non formelle. Les ateliers d'information et de sensibilisation à l'importance de la participation politique seront proposés sous différents formats et en langues luxembourgeoise, allemande, française et anglaise aux écoles, aux communes, au Service national de la jeunesse, aux organisations de jeunes, aux associations, aux acteurs de l'intégration et à ceux de la participation afin d'atteindre le plus grand nombre de jeunes. Le projet est réalisé entre mai 2022 et juillet 2023.

– Dans le cadre de la campagne « Je peux voter », le CEFIS ASBL organise des « formations de multiplicateurs ». L'organisation de ces formations est financée dans le cadre des conventions entre le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et le CEFIS en 2022 et 2023. Un multiplicateur permet de diffuser l'information sur le droit de vote aux élections communales par des séances d'information, des discussions dans sa famille, entre amis, dans divers endroits. La formation des multiplicateurs s'adresse à tout le monde. Les formations sont proposées en français, anglais et en portugais. Le projet est réalisé entre mai 2022 et mars 2023. Jusqu'à présent, le CEFIS a formé 158 personnes.

Dans le cadre des appels à subsides pour les associations en 2022 et 2023, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a proposé un financement partiel aux associations organisant un évènement et souhaitant contribuer à la campagne de sensibilisation « Je peux voter ». Le soutien financier est accordé si les deux conditions suivantes sont réunies :

1) Un stand « Je peux voter » avec de la documentation (flyer, roll-up, dépliants, ...) mise à disposition et distribuée lors de l'évènement.

2) Ce stand devra être encadré par 1 à 2 personnes de l'association dont au moins une s'engage à participer à la formation de multiplicateurs organisée par le CEFIS.

En 2022, 6 associations ont reçu un financement partiel pour la mise en place d'un tel stand lors des événements de fin d'année, en décembre 2022. L'appel à subsides 2023 a été publié en janvier 2023 et l'analyse des demandes est en cours.

D'autres publications, telles que le « Check Politik » du Zentrum fir politesch Bildung, profitent également d'un soutien financier de la part des ministères.

ad 3) Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse organisera une campagne de sensibilisation dans les lycées pour inciter les jeunes adultes à s'inscrire sur les listes électorales. Il fera appel à leurs droits et devoirs en tant que citoyens responsables et les rendra également attentifs au fait que les jeunes qui atteindront leur majorité le jour du vote peuvent se déclarer votant.

Moyennant le message aux élèves, l'Éducation nationale touche également les parents ; par ailleurs, des activités de sensibilisation ont lieu de manière continue dans les structures publiques de formation pour adultes.

ad 4) Le droit de vote passif est mentionné sur le site Internet www.jepeuxvoter.lu sous la rubrique « Devenir candidat » ainsi que dans des posts du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région sur les réseaux sociaux.

ad 5) Plusieurs groupes de travail interministériels et internes se rencontrent régulièrement pour un échange sur les différents projets ainsi que sur les questions à trancher. Des réunions régulières avec les acteurs de la société civile sont organisées afin d'assurer une bonne coordination entre les différentes actions.

ad 6) Depuis le lancement de la campagne « Je peux voter » au printemps 2022, une communication multilingue via les médias sociaux (Facebook, Instagram et LinkedIn) a fait partie de la stratégie du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région afin de toucher un large public. Un affichage dans les abribus et les parkings est prévu pour mars 2023, en vue de la Journée nationale de l'inscription du 18 mars 2023. Des annonces sont affichées sur les écrans dans les bus.

ad 7) Ont déjà été ou seront encore sollicités : Radio Latina, contacto.lu, « L'Essentiel », L'Essentiel Radio, « Janette », paperjam.lu, delano.lu, « Le Quotidien ».

ad 8) La campagne « Je peux voter » est ouverte à chacun. Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a été contacté par certains partis politiques pour avoir des informations et du matériel d'information (dépliants, affiches). En outre, un kit de communication avec des affiches et des dépliants a été envoyé aux différents partis politiques.

ad 9) Une importante vague de communication (affichage national, publicités dans les médias, informations dans les réseaux sociaux, actions sur le terrain) est prévue pour le mois de mars 2023.

**Manque de décharges pour déchets de construction** | Question **7524** (30/01/2023) de **M. Emile Eicher** | **Mme Martine Hansen** | **M. Aly Kaes** | **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

Dass et am ganze Land zanter Joren u Kapazitéiten an de Bauschuttdeponië feelt, ass bekannt. An de leschte Méint huet sech dës Situatioun net verbessert, am Géigendeel. Bauentreprisen hunn ëmmer méi Schwieregkeeten, hire Bauschutt ze evakuéieren.

An der Äntwert op d'Fro N° 6889 vum 23. September 2022 huet d'Regierung informéiert, dass aktuell follgend Inertoffalldeponien am Norde vum Land an der Prozedur wieren: Extensioun vun der Decharge Housen an Decharge Noutem.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister an un den Här Wirtschaftsminister stellen:

1. Wéi wäit ass d'Prozedur an den eenzelnen Dossiere fortgeschratt?

2. Wéini ass mat enger finaler Decisioun an dësen Dossieren ze rechnen?

**Réponse** (07/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1.
– Extensioun vun der Decharge Housen: No der Entscheedung, datt fir d'Erweiderung vun der Decharge Housen keng EIE-Etüd virgeluecht muss ginn, huet de Bedreiwer, de 26. Januar 2023, eng Kommodos-an Offalldemande bei der Ëmweltverwaltung eragereecht. Et ass nach keng Naturschutzdemande bei der Naturverwaltung eragereecht ginn.
– Decharge Noutem: De Projet ass nach ëmmer an der EIE-Prozedur. Wéi schonn an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 6889 an N° 7386 gesot, ass et aktuell um Bedreiwer, den EIE-Dossier eranzereechen. Eréischt duerno kann d'Ëmweltverwaltung déi nächst Schrëtt aleeden.

ad 2. Grondsätzlech kann de Ministère oder d'Verwaltung keng Angaben dozou maachen, wéini an dësen Dossieren déi final Decisioun geholl ka ginn, well d'Ausschaffen, d'Areechen an eventuell d'Noreeche vun den néidegen Dokumenter a Geneemegungsdossiere vum Bedreiwer ofhängeg sinn.

Am Fall vun der Decharge Housen, wou schonns eng Kommodos-Offall-Demande bei der Ëmweltverwaltung eragereecht gouf, wier ze soen, dass dës Demande geméiss den Delaien, wéi se am Kommodosgesetz festgehale sinn, beaarbecht wäert ginn. Heizou ass et wichteg ze wëssen, dass den Dossier an eng Enquête publique geet.

Wéi schonns uewe gesot, befënnt sech d'Decharge Noutem momentan nach an der EIE-Prozedur.

**Foyers pour jeunes réfugiés** | Question **7525** (30/01/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Rapport vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher weist kloer op, dass et a puncto Ënnerbréngung vu Geflüchteten nach ganz vill Baustelle gëtt. Eng vun de Recommandatioune vum OKaJu ass eng méi individuell Betreiung „droits de l'enfant by design" vun de Kanner an de Flüchtlingsstrukturen. Ufanks Januar gouf bekannt, dass am Gebai T um Kierchbierg bis zu 1.167 Better sollen opgebaut ginn. Esou grouss Strukture maachen eng individuell Betreiung awer quasi onméiglech.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Wat sinn d'Pläng vum Ausseministère a puncto Ausbau vun de Foyere fir d'Joer 2023?

2. Wéi eng Unzuel u Better viséiert de Ministère an deene verschiddene Strukturen (opgelëscht no Gebai)?

3. Bekennt sech de Ministère zu engem Ausbau mat Hëllef vu méi klenge Flüchtlingsstrukturen, wou d'Leit méi individuell gehollef kënne kréien, fir esou Zoustänn wéi am Foyer zu Miersch, déi vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher kloer denoncéiert gi sinn, ze vermeiden?

4. Wat ass an den Ae vum Minister eng gutt Unzuel un Assistant-sociallen an Educateuren? Wéi vill Assistanten an Educateure sollen op 100 Persoune mat BPI respektiv DPI Statut kommen?

**Réponse** (10/02/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1. Fir d'Joer 2023 ass virgesinn, dass 4 Ënnerkonftsstrukture fir Persounen, déi international Schutz ufroen (DPI), ënnert der Verwaltung vum Nationale Büro fir Opnam (ONA), hir Diere wäerten opmaachen. Et sief awer unzemierken, dass et duerch Liwwerenkpäss an Imprevuen zu all Moment zu Delaien an der Fäerdegstellung komme kann. Den ONA sicht och weiderhin no realiséierbare Projeten uechtert d'Land.

ad 2. Den ONA viséiert fir d'Joer 2023 follgenden Ausbau u Better an sengem Reseau fir DPI:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 3. D'Moyenne vun der Unzuel u Better pro Ënnerkonftsstruktur, déi 2023 wäerten opmaachen, läit bei ongeféier 50. Eng ideal Gesamtkapazitéit läit bei 50 bis 120 Better pro Ënnerkonftsstruktur, fir e passenden Encadrement vun den hebergéierte Persoune kënnen ze assuréieren.

ad 4. Den ONA ënnerscheet beim Personalschlëssel a sengen Ënnerkonftsstrukuren tëscht den Zentre fir d'éischt Opnam an den temporären Ënnerkonftsstrukturen.

An den Zentre fir d'éischt Opnam („centres de primo-accueil") läit de Personalschlëssel bei 1 Encadrant (Assistant social oder Educateur) pro 40 Persounen.

An den temporären Ënnerkonftsstrukturen, déi vun de konventionéierte Partner vum ONA, der Croix-Rouge oder Caritas, vum ONA geréiert ginn, läit de Personalschlëssel bei 1 Encadrant (Assistant social oder Educateur) pro 50 Persounen. Et sief unzemierken, dass dëst allerdéngs jee no Public cible (onbegleet Mannerjäreger, ...) variéiere kann.

An den temporären Ënnerkonftsstrukturen, wou d'Persoune vum ONA selwer encadréiert ginn, läit de Personalschlëssel aktuell bei 1 Encadrant pro 100 Persounen. Well hei den Encadrement net esou intensiv ass, ginn an dës Strukture prioritär Persounen hin orientéiert, déi méi autonom sinn.

Den ONA mécht an der alldeeglecher Gestioun vun sengen Ënnerkonftsstrukture keng Trennung tëscht Persounen, déi internationale Schutz ufroen (DPI), oder Persoune mat internationalem Schutzstatut (BPI).

**Aides aux organisations sportives pour personnes handicapées** | Question **7526** (30/01/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Aktivitéitsrapport vum Sportsministère vun 2021 ass ze liesen, a wéi engem Montant de Staat déi verschidde Sportorganisatiounen a -federatiounen 2021 ënnerstëtzt huet. Hei komme verschidden Organisatioune besser ewech ewéi anerer.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Wat fir finanziell Hëllefe si fir Sportsevenementer 2023, déi fir Sportler a Sportlerinne mat Aschränkungen am In- an Ausland organiséiert ginn, virgesinn? Wat ass zum Beispill un Hëllefen (finanziell oder anerer) fir d'„Special Olympics World Games" zu Berlin virgesinn?

2. D'ALPAPS huet 653 Sportler a Sportlerinne mat Lizenzen, ass awer nëmme mat ronn 19.000 € Budget ënnerstëtzt ginn. Aner Organisatioune wéi de Rugby mat 689 Lizenze konnte vu ronn 94.700 € profitéieren. Duerch wat kommen esou grouss Ënnerscheeder?

3. Ass de Minister der Meenung, dass sportlech Organisatiounen, déi Offere fir Leit mat Aschränkunge ubidden, staark genuch ënnerstëtzt ginn?

4. Hänken d'Hëllefen, déi dës Organisatiounen ubidden, vun de sportleche Resultater vun de Sportler a Sportlerinnen of? Wa jo, denkt de Minister net, dass et dat falscht Signal ass, fir hei d'Leeschtunge fir méi wichteg unzegesi wéi de soziale Benefice, deen dës Federatioune bréngen?

**Réponse** (02/03/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1. All unerkannte Sportfederatioun huet Urecht drop, fir finanziell Bäihëllefe vum Sportsministère kënnen ze kréien. Hei gëtt a kenger Hisiicht een Ënnerscheed gemaach. Wat d'Associatioun vun de Special Olympics (ALPAPS) ugeet, ass et esou, datt si eng unerkannte Federatioun ass, déi och am COSL ass, sou datt si op finanziell Hëllefen zeréckgräife kann.

Allerdéngs hu mir och festgestallt, datt zënter dem Joer 2015 d'Special Olympics (ALPAPS) keng Demande méi fir e Subside eraginn hunn. Wéi si hir Deplacementer op déi jeeweileg Veranstaltunge finanzéieren, ass dem Sportsministère net bekannt. Dem Sportsministère läit also keng Demande fir d'Special Olympics World Games vu Berlin vun dësem Joer vir.

Niewent de Bäihëllefe fir Eventer accordéiert de Sportsministère awer och nach de Congé sportif. Heizou stelle mir fest, datt d'Special Olympics fir d'World Summer Games, déi am Joer 2019 zu Abu Dhabi an de Vereenegten Arabeschen Emirater (VAE) stattfonnt hunn, eng Unzuel vu 430 Deeg Congé sportif fir hir Sportler a Betreier accordéiert a bezuelt kritt hunn.

Dës 430 Deeg Congé sportif, déi d'Athleten an d'Accompagnateure vun de Special Olympics (ALPAPS) fir dëst Event zu Abu Dhabi kritt hunn, belafe sech op eng Héicht vu 66.356,25 € a sinn deemno un déi jeeweileg Arbeitgeber rembourséiert ginn.

ad 2. Den isoléierte Verglach tëschent der Fédération luxembourgeoise de rugby an de Special Olympics (ALPAPS) kann een esou net maachen.

De Rugby huet Kompetitiounslizenzen, déi et jo an deem Mooss am mental behënnerte Sport net gëtt. De Rugby huet héich Käschte schonns eleng duerch d'Qualifikatiounsmatcher, souwéi och duerch aner international Rendez-vouse respektiv och Preparatiounsstagen.

An dësem Kontext kann een nach erwänen, datt d'Special Olympics (ALPAPS) ee Subside vun 8.700 € fir hir Frais de fonctionnement kréien. Derbäi kënnt nach de Finanzement vun 1,5 ETP (équivalent temps plein) fir hiren DTN (Directeur technique national) souwéi eng hallef Tâche fir de Sekretärsposten an dëst deemno an enger Héicht vu 60.267 €. Och op deem Wee ënnerstëtzt de Sportsministère déi national Sportfederatiounen, an do ass d'Special Olympics (ALPAPS) och keng Ausnam.

ad 3. Wéi schonns méi uewe beschriwwen, kritt d'Special Olympics (ALPAPS) genee déi selwecht Ënnerstëtzung wéi all déi aner agreéiert Sportverbänn och. Als Sportminister sinn ech souwisou a reegelméissegen Ofstänn am direkten Dialog mat de Verbandsresponsabelen. Sou hat ech de 27.04.2022 eng Reunioun mat de Responsabele vu Special Olympics (ALPAPS), fir op hir Doleancen anzegoen. Souwuel d'Special Olympics (ALPAPS), wéi och de Luxembourg Paralympic Committee, déi sech jo alle béid fir Leit mat Aschränkungen asetzen, kréie vum Sportsministère op alle Fall déi selwecht finanziell Ënnerstëtzunge wéi all déi aner Federatiounen och.

ad 4. Wéi schonns méi uewe beschriwwen, sinn déi finanziell Hëllefen net u Resultater gebonnen, mee

un d'Envergure vun den nationalen an internationale Competitiounen an Optrëtter, an deemno déi finanziell Engagementer vun enger Federatioun.

**Vaccins contre la Covid-19** | Question **7527** (30/01/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro Nummer 7434 huet d'Gesondheetsministesch erkläert, dass säit Ufank vun der Impfcampagne 155.660 Impfdosissen zerstéiert gi sinn, well de Verfallsdatum iwwerschratt war. Si seet och, dass 129.600 Impfdosisse vun AstraZeneca, déi fir Lëtzebuerg geduecht waren, direkt beim Fournisseur zerstéiert gi wieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch erklären, firwat dës Dosissen zerstéiert gi sinn?

2. Wéi ka Lëtzebuerg sech sécher sinn, dass dës Vaccinen iwwerhaapt fir eist Land waren?

3. Huet Lëtzebuerg dës net geliwwert Vaccine misse bezuelen a wa jo, wéi vill hunn dës kascht?

**Réponse** (06/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwaten Impfdose sinn zerstéiert ginn, well hiren Halbarkeetsdatum ofgelaf war.

Vun deenen 129.600 betraffenen AstraZeneca Dose sollten der 26.400 ursprénglech iwwert dat internationaalt Bündnis GAVI un Algerie gespent ginn, dës Donatioun ass dunn awer annuléiert ginn.

Déi reschtlech 103.200 Dosen sinn net op Lëtzebuerg geliwwert ginn, well Lëtzebuerg zu deem Zäitpunkt den Impfstoff vun AstraZeneca net méi benotzt huet.

Et ass an deem Zesummenhang wichteg ze ënnersträichen, dass dës Commandë méintelaang am Viraus hu misse gemaach ginn, an dass et zu deem Zäitpunkt onméiglech war, d'Evolutioun vun de wëssenschaftleche Recommandatioune fir all Typ vun Impfstoff virauszegesinn an ze wëssen, ob den Impfstoff vun AstraZeneca nach weiderhi benotzt wäert ginn.

ad 2. Déi um europäeschen Niveau bestallte Quantitéite si proportional un all Land verdeelt ginn. Et ass e strenge Suivi, souwuel vun de bestallten, wéi och vun de geliwwerte Quantitéite gemaach ginn, dee sécher-gestallt huet, dass dës Vaccinen effektiv fir Lëtzebuerg bestëmmt waren.

D'Decisioun, fir dës Dosen net op Lëtzebuerg liwweren ze loossen, ass zesumme mam Fournisseur geholl ginn, fir ze verhënneren, dass en extraen Transport op Lëtzebuerg hätt missen organiséiert ginn, fir déi betraffen Impfdosen da schliisslech hei am Land ze zerstéieren.

ad 3. Lëtzebuerg huet déi betraffen Impfdose misse bezuelen. De Käschtepunkt beleeft sech op 230.688 EUR (eng Dosis vum Impfstoff vun AstraZeneca huet zu deem Zäitpunkt 1,78 EUR kascht).

**Part des francs non échangés** | Question **7528** (30/01/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

L'euro a remplacé le franc luxembourgeois/belge au 1er janvier 2002. La majeure partie des francs a été progressivement échangée contre des euros. Toutefois, même 21 ans après l'introduction de la monnaie européenne, une partie des francs n'a pas été échangée.

J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre des Finances :

– Quelle est la part des francs non échangés et de quels billets s'agit-il ?

– Est-ce que ces billets et monnaies peuvent toujours être échangés ?

**Réponse** (28/02/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Au 31 décembre 2022, 198.522.300 francs luxembourgeois étaient encore en circulation, soit 4.921.239,15 euros. Le détail par coupure figure dans le tableau suivant :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

La Banque centrale du Luxembourg (BCL) publie dans son rapport annuel les données relatives aux billets luxembourgeois encore en circulation à la date du 31 décembre de chaque année. Le nombre de billets LUF toujours en circulation baisse légèrement, mais régulièrement chaque année.

La Banque centrale du Luxembourg, en ses qualités d'autorité d'émission et de successeur de l'Institut monétaire luxembourgeois (IML), est chargée d'assurer le remboursement des billets en francs luxembourgeois de l'IML.

Il convient de relever que la BCL n'échange que les billets de banque en francs luxembourgeois qui ont été émis par l'IML. Pour faciliter l'identification des billets luxembourgeois encore remboursables, la BCL a publié un aperçu illustré de ces billets sur son site web sous le lien suivant : https://www.bcl.lu/fr/Billets-et-pieces/billets_pieces/car_francslux/billets/index.html.

Une date butoir quant au remboursement de ces billets n'a à ce jour pas été définie par la BCL. Le taux de change appliqué est celui fixé à l'introduction de l'euro, à savoir EUR 1 = LUF 40,3399.

Pour ce qui concerne les pièces de monnaie luxembourgeoise libellées en francs, celles-ci étaient remboursables jusqu'au 31 décembre 2004. Le remboursement des billets de l'IML peut s'effectuer gratuitement à l'Espace numismatique de la Banque centrale du Luxembourg.

**Suppression de l'indemnité de congé parental** | Question **7529** (30/01/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Selon des informations dont je dispose, des bénéficiaires de l'indemnité de congé parental se feraient supprimer leur indemnité de manière infondée par la Caisse pour l'avenir des enfants (CAE). Dans certains cas un changement d'adresse auprès des services de la CAE suffirait pour justifier un arrêt du paiement des prestations et donc de la seule source de revenu pour des parents avec un ou plusieurs enfants à charge.

L'article 315 du Code de la sécurité sociale dispose que l'indemnité de congé parental est supprimée si les conditions qui l'ont motivée viennent à défaillir. Or, il se pose la question comment les services de la CAE peuvent constater et vérifier si ces conditions ne sont effectivement plus remplies tout en sachant que la suppression de l'indemnité peut avoir de lourdes conséquences pour le ou les parents et le ou les enfants à charge.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Madame la Ministre de la Famille :

1) Dans combien de cas par année des bénéficiaires de l'indemnité de congé parental se voient-ils supprimer leur indemnité ? Quels critères justifient le plus souvent la suppression de l'indemnité ?

2) Une décision de suppression de l'indemnité de congé parental est-elle attaquable devant les juridictions sociales ?

3) Dans combien de cas des suppressions de l'indemnité de congé parental sont-elles attaquées par les bénéficiaires ?

4) Quelle est la procédure en matière de suppression de l'indemnité de congé parental ? Un agent est-il autorisé à décider une suppression ? De quelle manière les agents de la CAE vérifient-ils l'exactitude des informations pouvant justifier une suppression ? De quelle manière et dans quels délais les bénéficiaires concernés sont-ils informés de la suppression de l'indemnité ?

5) Un changement du domicile ou de l'adresse du bénéficiaire de l'indemnité de congé parental peuvent-ils justifier la suppression de l'indemnité ? Dans l'affirmative, quelles conditions doivent être réunies pour justifier la suppression dans ces cas ?

**Réponse** (09/02/2023) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

En réponse aux questions de l'honorable Députée, il m'importe de préciser que le paiement de l'indemnité de congé parental n'est pas suspendu par la Caisse pour l'avenir des enfants en raison d'un changement d'adresse du bénéficiaire. Cependant, élever son enfant dans son foyer constitue une obligation légale à laquelle le parent doit répondre pour avoir droit à l'indemnité de congé parental, ceci en vertu de l'article 306c du Code de la sécurité sociale/CSS)[1]. Ainsi, si la CAE constate que cette obligation n'est plus remplie, il se peut que le dossier soit provisoirement suspendu – et non pas « supprimé » – en attendant une clarification de la situation.

Notons que ce genre de situation ne se produit en principe qu'au cas où le parent omet de respecter l'obligation, valable pour toutes les prestations familiales, d'informer la CAE de tout changement pouvant entraîner un changement au niveau des droits à indemnisation (Art. 309 (2) CSS)[2].

ad 1) La CAE ne dispose pas de statistiques détaillées sur les cas litigieux en matière de congé parental. Les critères pour une suppression sont ceux qui sont énumérés dans la législation sur le congé parental. Ainsi, si une des conditions de l'article 306 du Code de la sécurité sociale n'est plus remplie, la CAE procède à la suppression de l'indemnité de congé parental.

ad 2) à 5) La CAE, à l'instar des autres institutions de sécurité sociale et des administrations publiques, dispose de programmes informatiques, signalant une anomalie dans un dossier reposant soit sur l'affiliation à la sécurité sociale ou sur l'adresse d'un bénéficiaire. Le gestionnaire d'un dossier qui constate une anomalie en réfère d'abord au département de l'expertise du congé parental. Si l'irrégularité est confirmée (p. ex. désaffiliation, interruption du congé parental, plus de domicile commun avec l'enfant, etc.), le gestionnaire prépare une décision présidentielle conformément à la procédure prévue à l'article 316 du CSS : « Toute question de prestations peut faire l'objet d'une décision du président du conseil d'administration de la caisse ou de son délégué. Cette décision est acquise à défaut d'une opposition écrite formée par l'intéressé dans les

[1] [...] qu'il élève dans son foyer le ou les enfants visés et s'adonne principalement à leur éducation pendant la durée du congé parental.

[2] Les déclarants sont tenus de notifier dans le délai d'un mois tout fait pouvant donner lieu à réduction ou extinction de leurs droits. Ils sont tenus d'une façon générale de fournir tous les renseignements et données jugés nécessaires pour pouvoir constater l'accomplissement des conditions prévues pour l'octroi des prestations prévues par le présent livre.

quarante jours de la notification. L'opposition, qui n'a pas d'effet suspensif, est vidée par le conseil d'administration. Pour vider les oppositions des assurés à des décisions présidentielles à portée individuelle le conseil d'administration peut recourir à une procédure d'instruction des dossiers à distance. Les modalités de cette procédure sont précisées par le règlement d'ordre intérieur. Une décision attaquable devant les juridictions sociales concernant la restitution ne peut être prise qu'après que l'intéressé aura été entendu soit verbalement, soit par écrit. La décision doit être motivée. L'opposition visée à l'alinéa 1 vaut audition de l'intéressé. Les décisions du conseil d'administration de la caisse sont susceptibles d'un recours, conformément aux articles 454 et 455, devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale et en appel devant le Conseil supérieur de la sécurité sociale.

**Collège médical** | Question **7530** (30/01/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An engem Schreiwes un den Här Staatsminister vum 18. Januar 2023 beklot sech de Collège médical, dass dësen entweeder guer net oder net genuch an de legislative Prozess agebonne gëtt. Dee Problem besteet, dem Collège médical no, schonn zanter engem Joerzéngt an de Collège médical mécht d'Regierung och scho laang op dëse Problem opmierksam. Bis haut hätt sech awer nach näischt un der Situatioun geännert.

An deem Kontext hunn ech follgend Fro un d'Regierung:

– Wëll d'Regierung de Collège médical an Zukunft besser an de legislative Prozess matabannen?

**Réponse** (02/03/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Dem honorabelen Deputéierte Jeff Engelen seng Fro betrëfft d'Abanne vum Collège médical an de legislative Prozess. De Staatsminister huet dem Collège médical den 1. Mäerz 2023 op säi Schreiwes vum 18. Januar 2023 geäntwert an erkläert, wéi eng Suitten d'Regierung opgrond vum Schreiwes vum Collège médical geholl huet:

« Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire,

Faisant suite à votre courrier du 18 janvier 2023 en relation avec la consultation du Collège médical dans le processus législatif, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit.

Tout d'abord j'aimerais vous assurer de l'importance que j'ai accordée à votre courrier et aux doléances dont vous m'avez fait part. J'ai chargé mes services de procéder à une analyse comparative entre les différentes dispositions législatives conférant un droit de saisine d'organismes dans le processus législatif. Il résulte de cette analyse que les formulations législatives régissant la saisine d'organismes dans le processus législatif diffèrent assez largement entre les cinq chambres professionnelles (Chambre d'Agriculture, Chambre des Salariés, Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, Chambre de Commerce et Chambre des Métiers) d'une part et les autres organismes susceptibles de donner des avis sur des textes législatifs de l'autre.

Les textes de lois relatifs aux chambres professionnelles disposent notamment que leur avis « doit être demandé » pour toutes les lois et tous les arrêtés ministériels et grand-ducaux concernant leurs champs respectifs. L'article 2 de la loi modifiée du 8 juin 1999 relative au Collège médical se limite cependant à préciser que le Collège médical "est chargé [...] d'émettre un avis sur tous les projets de loi et de règlement concernant les professions de médecin, médecin-dentiste, de pharmacien ou d'autres professions de santé, ou encore relatifs au secteur hospitalier". La loi ne prévoit donc actuellement pas d'obligation de demande d'avis du Collège médical équivalente à celle des chambres professionnelles.

Considérant ce qui précède et l'analyse susmentionnée, nous avons eu un échange de vues à ce sujet dans le cadre du Conseil de Gouvernement du 24 février 2023. Lors de cette réunion, le Conseil de Gouvernement a pris acte de ces différences de formulation et a pris l'engagement de procéder à une modification des formulations législatives de saisine des organismes non reconnus comme chambres professionnelles par la loi afin d'assurer que tous les organismes puissent formuler un avis. Avant de procéder à ces modifications, le Conseil de Gouvernement a chargé les ministères respectifs d'établir un inventaire complet de tous les organismes susceptibles à fournir un avis dans le cadre du processus législatif et des dispositions législatives respectives. Cet inventaire mettra le Gouvernement en mesure d'avoir une vue globale et complète de la situation et assurera que la modification législative vise tous les organismes concernés.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire, l'expression de mes salutations très distinguées. »

**Remboursement de la psychothérapie** | Question **7531** (30/01/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Vill Leit kënnen et sech aus Käschtegrënn net leeschten, sech psychotherapeutesch behandelen ze loossen – wat de Leidensdrock zousätzlech verstäerkt. Et ass dofir begréissenswäert, datt déi psychotherapeutesch Behandlung an Zukunft vun der CNS soll rembourséiert ginn.

Allerdéngs weist de Staatsrot a sengem Avis vum 23. Januar kloer dorop hin, datt de Remboursement vun der Psychotherapie op kenger gesetzlech gülteger Basis berout. Den Här Minister hätt sech deemno iwwert d'Gesetz ewechgesat, fir datt d'Psychotherapie ab dem 1. Februar soll rembourséiert ginn. Dëst bréngt och eng gewëss Rechtsonsécherheet fir de Patient mat sech.

Am Hibléck op de Respekt vum Rechtsstaat wär et an deem Kontext néideg, datt dee begréissenswäerte séierst méigleche Remboursement vun der Psychotherapie awer op enger klorer gesetzlecher Basis berout.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi positionéiert sech d'Regierung géintiwwer den Aussoe vum Staatsrot, datt de Remboursement vun der Psychotherapie op kenger gesetzlech gülteger Basis berout?

2. Gedenkt d'Regierung elo esou ze legiferéieren, datt de Bedenke vum Staatsrot Rechnung gedroe gëtt?

**Réponse** (06/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Déi néideg Gesetzesännerunge sinn, op Basis vum Avis vum Staatsrot, schonn den 9. Februar 2023 op den Instanzewee bruecht ginn (Gesetzesprojet N° 8151).

**Sécurité routière sur la N12 entre Grosbous et Hierheck** | Question **7532** (30/01/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Op der Streck tëscht Groussbus an der Hierheck (N12) kënnt et reegelméisseg zu Accidenter, virun allem well ze séier gefuer gëtt.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Accidenter sinn op dëser Streck tëscht 2015 an haut gezielt ginn?

2. Wéi dacks waren dës duerch ze héich Vitess bedéngt? Wéi dacks duerch iwwerméissegen Alkoholkonsum?

3. Mat wat fir enge konkreete Moossname kéint een d'Automobiliste sensibiliséieren, fir op dëser Streck méi verantwortlech ze fueren?

4. Gëtt et eventuell plazeweis och ee Problem mat der Qualitéit vum Belag?

**Réponse** (15/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. an 2. Op der Streck tëscht Groussbus an der Hierheck (N12) goufe säit 2015 7 Accidenter wéinst ze héijer oder net adaptéierter Vitess gezielt:

– 2015: 1 schwéiert Accident, bei deem e Motocyclist schwéier verwonnt ginn ass.
– 2018: 2 déidlech Accidenter, wou Autoen an e Bam gerannt sinn.
– 2021: 1 schwéiert Accident, bei deem en Auto an e Bam gerannt ass.
– 2022 (provisoresch Zuelen): 1 déidlechen Accident, wou en Automobilist an e Bam gerannt ass, 1 schwéiert Accident, wou e Motocyclist an en Hindernis gerannt ass, an 1 Autosaccident mat engem liicht Blesséierten.

An der polizeilecher Datebank ass een Accident duerch iwwerméissegen Alkoholkonsum opgefouert, an dëst am Joer 2022.

ad 3. An der Vergaangenheet huet d'Stroossebauverwaltung schonn eng Rëtsch Moossname geholl, fir d'Sécherheet an d'Visibilitéit op der Nationalstrooss N12 ze verbesseren. Dëst ënnert anerem am Kader vun engem ëmfangräiche Sécherheetsaudit, opgrond vun dësem d'Beschëlderung verstäerkt gouf a plazeweis Leitplanken amenagéiert gi sinn. Zousätzlech zu dëse Mesüre sinn och Beem respektiv Hecke laanscht d'Strooss wechgeholl ginn.

Zousätzlech zu de preventiven a repressive Kontrollen, déi vun der Police duerchgefouert ginn, ass am Joer 2019 ee Radar um Flouernumm „op der Léier" opgestallt ginn.

Ze bemierken ass, datt nieft all den Efforten, déi um Niveau vun der Infrastruktur ënnerholl ginn, d'Chauffere gebiede sinn, hir Fuerweis entspriechend der Verkéierssituatioun unzepassen a Responsabilitéit am Stroosseverkéier ze iwwerhuelen, fir geféierlech Situatiounen ze vermeiden.

ad 4. Ganz dovunner ofgesinn, datt dësen am Joer 2021 zum Deel nei gemaach ginn ass, ass de Belag op der Nationalstrooss N12 am Allgemengen an engem relativ gudden Zoustand.

Dozou kënnt, datt déi zoustänneg Cantonniere vun de Regionalservicer systematesch Kontrolle vun de Stroosse maachen, andeems se hir Strecke reegelméisseg offueren.

Unhand vun dëse Kontrolle ginn eventuell Onreegelméissegkeete matzäite gesinn.

**Construction du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre** | Question **7533** (31/01/2023) de **M. André Bauler** (DP)

En juillet 2020 le Conseil de Gouvernement avait marqué son accord avec le projet de loi relatif à la construction du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre. La Chambre des Députés a voté le projet de loi afférent début l'an 2021.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Les terrains en question ont-ils finalement pu être acquis entre-temps par l'État ?

– Dans l'affirmative, combien de propriétaires différents ont été concernés et quel est le coût d'acquisition total de ces terrains ? Quel est le prix d'achat par are ?

– Monsieur le Ministre peut-il informer sur la date probable du début des travaux de construction ?

**Réponse** (27/02/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Au vu de l'avancement de l'acquisition des parcelles nécessaires à la construction du projet, les études relatives au projet du Nordstad-Lycée viennent de reprendre.

Le reclassement du terrain, qui est en procédure, devrait permettre d'introduire la demande d'autorisation de bâtir en fin d'année ; les travaux ne pouvant être mis en soumission qu'après réception des autorisations, le démarrage de ceux-ci est actuellement estimé à la mi-2025.

**Finance verte** | Question **7534** (31/01/2023) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La Banque centrale européenne (BCE) a présenté une nouvelle série d'indicateurs qui vise à mieux mesurer l'impact des enjeux climatiques sur la finance. Ces indicateurs, censés réduire le manque de données sur le climat, sont répartis en trois catégories : la finance durable, l'intensité carbone des portefeuilles de titres et de prêts détenus par les institutions financières ainsi que les risques physiques liés au climat.

Les premières données suggèrent notamment que les activités les plus intensives en carbone sont financées par le secteur bancaire qui, au Luxembourg, ne représente pas moins de 40 % des emplois directs au sein du secteur financier.

Dès lors, j'aimerais savoir de Madame la Ministre des Finances :

– Quelle est la position du Gouvernement face au choix des trois catégories préliminaires ?

– Quelle influence cette nouvelle série d'indicateurs est-elle susceptible d'avoir sur le secteur financier du Grand-Duché ?

– Comment le Gouvernement entend-il accompagner la prise en considération par les institutions financières des trois catégories d'indicateurs ?

**Réponse** (07/03/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

L'honorable Député s'enquiert sur l'effet des indicateurs créés par la Banque centrale européenne (BCE), qui visent à mieux mesurer l'impact des enjeux climatiques sur le secteur financier luxembourgeois.

Les trois séries d'indicateurs créés par la BCE – à savoir des indicateurs statistiques couvrant la finance durable, les émissions de carbone et les risques physiques – ont été établis en vue de combler le manque de données et d'indicateurs agrégés pour l'évaluation des risques liés au climat et à l'environnement (RCE). Cette nouvelle série d'indicateurs BCE est destinée à fournir des informations supplémentaires aux acteurs du secteur financier sur l'impact des enjeux climatiques sur la finance.

Ils ont été élaborés par le Comité des statistiques du Système européen de banques centrales (SEBC) et réalisés sous sa supervision par des experts de la BCE et des banques centrales nationales. En utilisant ces indicateurs, les institutions financières devraient ainsi être en mesure d'évaluer plus efficacement leur exposition aux risques liés au climat. Cependant, il est important de noter que l'adoption de ces indicateurs ne sera pas obligatoire et que l'utilisation restera ainsi à la discrétion des institutions financières.

Étant donné que le manque de données voire l'accès aux données en matière de durabilité, mais également la comparabilité de celles-ci, reste un des défis majeurs pour le secteur financier, le Luxembourg soutient les efforts entrepris au niveau européen pour combler ce manque de données. Ainsi, les indicateurs de la BCE constitueront une base solide pour une meilleure collecte et gestion de données, facilitant les analyses conduites du et par le secteur financier.

Les efforts de la BCE sont d'ailleurs complémentaires à la nouvelle stratégie en matière de finance durable de la Commission européenne ainsi qu'au plan d'action pour une finance durable, qui l'a précédée, et plus particulièrement aux obligations de déclaration mises en place par l'Union européenne (UE). Depuis 2021, l'UE exige, dans sa « Sustainable Finance Disclosure Regulation » (SFDR), que les acteurs des marchés financiers, notamment les gestionnaires d'actifs et les conseillers en investissement, fournissent des informations spécifiques sur la manière dont ils abordent deux considérations clés : les risques en matière de durabilité et les principaux impacts négatifs en matière de durabilité. Qui plus est, la « Corporate Sustainability Reporting Directive » (CSRD) vise à garantir que les entreprises publient des informations adéquates sur les risques, les opportunités et les impacts de leurs activités sur les personnes et l'environnement. Étant donné que, sous le règlement SFDR, le secteur financier est d'ores et déjà soumis à des règles de publication d'informations de durabilité, la directive CSRD était une pièce législative manquante importante pour garantir que les institutions financières aient accès aux données pertinentes sur la durabilité provenant des entreprises de l'économie réelle.

De manière générale, le Gouvernement soutient la mise en place d'un cadre européen favorisant la transparence en matière de durabilité.

**Espèces envahissantes** | Question **7537** (31/01/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

De 15. Dezember war an der Press ze liesen, datt d'Vullegripp nees zu Lëtzebuerg ënnerwee ass, dëst net zulescht wéinst de Wanderungsbeweegungen, déi d'Vullen am Hierscht an am Wanter ënnerhuelen. Sou wéi et mir zougedroe gouf, spillen notamment invasiv Aarten, wéi zum Beispill Nilgänsen eng wichteg Roll bei der Verbreedung vun deem Virus.

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 4384 vun der ADR vum 28. Mee 2021 huet déi deemoleg Madamm Ëmweltminister op d'Fro, wéi eenzel Bierger, awer och Lëtzebuerg sech als Land zukünfteg géint invasiv Aarte schütze kënnen, dat hei geschriwwen: „Fir punktuell Problemer ze léisen, kënnen déi betraffe Bierger eng Autorisatioun beim Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung ufroen."

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Ëmweltminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt notamment invasiv Vullenaarten, wéi d'Nilgänse fir den Ausbroch vun der Vullegripp verantwortlech sinn?

2. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, wéi eng legal Méiglechkeeten de Bierger mat an ouni Juegdschäin zur Verfügung stinn, fir sech op hirem eegenen Terrain géint invasiv Aarten ze wieren?

3. Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi ee Service vun der Naturverwaltung fir de Schutz vun der eenheemescher Flora a Fauna géint invasiv Aarten zoustänneg ass, iwwert wéi eng Kompetenzen si verfügen a wéi eng Mëttelen hinnen dobäi fir hir Missioun zur Verfügung stinn?

**Réponse** (06/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. De Virus vun der aviärer Influenza betrëfft Hausgefligel a verschidde Wëllvullenaarten. D'Ursaache fir d'Ausbréch sinn, ewéi ëmmer an der Natur, villfälteg: intensiv Gefligelfarmen, Beweegung vu Wëllvullen asw. Et kann also net eleng op invasiv Vullenaarten zeréckgefëiert ginn a soumat och net op d'Nilgäns.

De Contraire ass de Fall: D'Ausbréch vun der Vullegripp sinn an der Reegel mat Hausgefligelzuucht zesummenhängend, wéi och mat der Vermaartung vun deene Produkter an anere Vecteuren. Vun do aus spréngt de Befall dann op Wëllvullen iwwer.

Ech erlabe mir, op d'Recommandatioune vum Bericht vun der Scientific Task Force on Avian Influenza and Wildbirds vun der Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals (CMS) vum Januar 2022 ze verweisen:

https://www.cms.int/sites/default/files/uploads/avian_influenza_0.pdf

Hei gëtt däitlech dorop higewisen, datt et keen Avantage bréngt, de Virus an der Wëllvullepopulatioun duerch Keulung oder Habitatzerstéierung wëllen ze kontrolléieren an datt souguer ze vill Aktivitéit vum Mënsch an den Habitater zu enger Verbreedung ka féieren. Zudeem muss een och besonnesch oppassen, datt een net duerch Persounen oder Gefierer de Virus a sensibel Zone mat protegéierten Aarten erabréngt.

Et sief och nach erënnert, datt migréierend Wëllvullen net gläich invasiv Vullenaarte sinn. Bis dato (fir d'Joer 2023) ass just een nogewisene Fall bei de Wëllvullen, engem Sëlwerreeër bekannt. Dës Vullenaart ass eng integral protegéiert Déierenaart.

ad 2. Bei der Problematik vun der Gestioun vun invasiven exoteschen Aarte schwätze mir vun Déieren a Planzen.

D'Handlungsméiglechkeete bei den Déieren hänke staark vum jeeweilege Problem a vun der Aart of. Wann et sech ëm Präventiounsmoossnamen handelt, ass oft keng Geneemegung erfuerderlech, well de Problem duerch d'Verhënnerung vum Accès zum Haus, Gaart, Kompost oder Drecksback geléist ka ginn. Wann et ëm d'Afänken an d'Doutmaache vun Déiere geet, muss eng Geneemegung am Kader vum Naturschutzgesetz ugefrot ginn. D'Handlungsméiglechkeete ginn da gegeebenefalls an der jeeweileger Geneemegung beschriwwen.

An de verschiddenen Aktiounspläng zu invasiven exoteschen Aarten (Planzen an Déieren) sinn déi aartespezifesch Mesurë virgesinn. Dës gi gréisstendeels vu Fachleit an de Verwaltungen, an de biologesche Statiounen oder an den Naturparken ausgefouert.

De Lien mam Juegdschäin ass net opportun. Et däerf een net einfach sou op sengem Terrain ee Juegdakt ausüben, et sief dann, et huet een d'Juegdrecht

gepacht op deem Juegdlous, zu deem déi respektiv Parzelle gehéieren. Dee Moment misst et sech dann och mol ëm eng bejobar Parzell handelen. Ee bebauten Terrain beispillsweis gehéiert net zu engem Juegdlous, deemno kann dorop net gejot ginn. Och gehéiert net all invasiv Aart zu de bejobaren Aarten, wéi se an der Annex vum Juegdgesetz festgehal sinn.

Ech wëll hei och nach emol drop hiweisen, datt d'Fiddere vu Wëllinten a Wëllgänsen a ganz besonnesch vun exoteschen invasiven Aarte soll ënnerlooss ginn.

ad 3. D'Naturverwaltung ass a regional an zentral Servicer ënnerdeelt, déi sech jeeweils mat operativen a konzeptuellen Aufgabe beschäftegen. Dohier si souwuel d'Arrondissementer an Triagen, ewéi och den Naturservice an de Bëschservice mam Sujet befaasst. Et ass allerdéngs ze beuechten, dass opgrond vun der Natur vum Sujet a ville Fäll den Naturservice d'Aufgaben iwwerhëlt.

Den Naturservice erfëllt seng Aufgaben am Kader vum Naturschutzgesetz, dem EU-Reglement N° 1143/2014 an der Loi du juillet 2018 concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) N° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes.

An deem Service schaffen 2 Agenten a 6 Aarbechter déi sech, nieft aneren Aufgaben, ëm déi konkreet Gestioun vun etlechen invasiven exoteschen Aarte këmmeren.

**Placement de mineurs à l'étranger** | Question **7538** (31/01/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An hirer Äntwert op meng Question parlementaire N° 7357 huet d'Ministesch geschriwwen, dass zum deemolegen Zäitpunkt insgesamt 388 Kanner a Jugendlecher duerch d'Geriichtsurteeler vun deenen zwee Jugendgeriichter an enger Institutioun placéiert waren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi vill vun dëse Kanner sinn an Institutiounen am Ausland placéiert an ëm wéi eng Länner handelt et sech dobäi?

2. A wéi enge Fäll, respektiv aus wat fir enge Grënn, gi Kanner a Jugendlecher an Institutiounen am Ausland placéiert?

3. Firwat ginn dës Kanner a Jugendlecher an Institutiounen am Ausland placéiert an net hei zu Lëtzebuerg en charge geholl?

4. Wat geschitt mat der Garde am Fall wou e Kand an enger Institutioun am Ausland placéiert gëtt?

**Réponse** (07/03/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Tribunal de la jeunesse vun Dikrech suivéiert aktuell d'Situatioun vun 12 Mannerjäregen, déi am Ausland placéiert sinn, dëst op Basis vun enger „mesure de garde provisoire", engem Placement duerch e Jugement oder enger „mesure de congé". Déi betreffend Länner sinn Däitschland, d'Belsch, Ungarn, Italien, Portugal a Rumänien.

Den Tribunal de la jeunesse vu Lëtzebuerg suivéiert aktuell d'Situatioun vun 41 Mannerjäregen, déi am Ausland placéiert sinn. Déi Mannerjäreg si bei enger Persoun (oder Institutioun) am Ausland placéiert, op Basis vun enger Mesure de garde provisoire oder engem Urteel. Am Prinzipp fannen déi Placementer an enger Institutioun an Däitschland an an der Belsch statt. Bei Placementer an anere Länner (Frankräich, Italien, Griicheland a Spuenien) ginn oft „mesures d'encadrement individuel" mat engem oder e puer Accompagnateuren ënner der Responsabilitéit vun enger Associatioun geholl.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Fir all déi jonk Erwuessen, bei deenen d'Protektiounsmesure iwwer hir Majoritéit erausgeet, gëllt et ze präziséieren, datt déi Prolongatioun op Demande vum Jonken op enger fräiwëlleger Basis berout.

ad 2. D'Grënn fir en Hebergement am Ausland si ganz verschidden. Et kann sech zum Beispill ëm Fäll handelen, wou de Mannerjäregen en charge geholl gëtt vun engem nostoende Familljemember, well seng Elteren sech net méi kënnen ëm d'Kand bekëmmeren. An anere Fäll handelt et sech ëm en Auslandsprojet, fir dem Mannerjäregen ze erlaben, e Liewensprojet op d'Been ze setzen, respektiv fir sech vun deem ongesonden Ëmfeld ze distanzéieren, an deem en sech grad befënnt. Déi Zort Projete sinn oft vu kuerzer Dauer.

An deene meeschte Fäll hunn déi Jonk, déi an d'Ausland placéiert ginn, eng schlëmm Vergaangenheet erlidden. Dëst weist sech duerch Verhalensstéierungen oder psychesch Troublen, en delinquent Verhalen oder d'Suchtverhalen no illegale Substanzen. Déi Mannerjäreg brauchen dowéinst eng intensiv an individuell soziopedagogesch an/oder therapeutesch Betreiung, déi op hir spezifesch Besoinen ageet.

ad 3. All Mannerjäregen, deen am Ausland hebergéiert ass, gouf virdrun zu Lëtzebuerg vun Institutiounen en charge geholl (Ophuelstrukturen, Jugendpsychiatrie). Et stellt sech awer eraus, datt déi Prise en charge zu Lëtzebuerg aus diverse Grënn net duergeet, z. B. opgrond vun de spezifesche Besoine vum Jonken oder dem Manktem u Ressourcen.

Wéinst de spezifesche Bedürfnisser vun de Mannerjärege fir eng intensiv Prise en charge virun allem um therapeutesche Plang op där enger Säit, an dem Feelen zu Lëtzebuerg vu Strukturen, déi eng intensiv pedagogesch oder therapeutesch Prise en charge verlaangen (ë. a. enger Jugendforensik) op där anerer Säit, sinn d'Tribunaler zu Lëtzebuerg gezwongen, fir eng Prise en charge am Ausland unzefroen.

Opgrond vu ville spezifesche Bedürfnisser ass et zu Lëtzebuerg net ëmmer méiglech, op all Besoin eng passend soziopedagogesch an/oder therapeutesch Äntwert ze ginn. Derbäi kënnt, datt déi raimlech an zäitlech Trennung, déi duerch eng Auslandsmoossnam geschafe gëtt, oft néideg ass fir d'Gelénge vum Projet.

ad 4. Wann de Mannerjäregen am Ausland placéiert ass, sief et iwwer eng Mesure de garde provisoire oder en Urteel, da gëtt d'Autorité parentale un d'Institutioun transferéiert oder un d'Persoun, déi de Mannerjäregen en charge hëlt, esou wéi et am Artikel 11 vum Jugendschutz virgesinn ass. Wann eng temporaire Mesure de congé ugefrot gëtt oder eng Konditioun am Kader vun engem Placement imposéiert gëtt, da bleift d'Autorité parentale trotzdeem bei der Institutioun, an där de Mannerjärege placéiert ass.

**Accès universel aux moyens contraceptifs** | Question **7539** (31/01/2023) de **Mme Jessie Thill** | **M. Charles Margue** (déi gréng)

En date du 20 janvier 2023, le Conseil de Gouvernement a approuvé le règlement grand-ducal régissant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie afin de permettre la mise en œuvre du programme de médecine préventive et d'accès universel aux contraceptifs sur le plan national. Une dizaine de moyens de contraception seront pris en charge afin que chaque personne puisse choisir librement le moyen de contraception lui convenant le mieux. Or, la seule méthode de contraception masculine qui sera pris en charge est la vasectomie.

En outre, les moyens de contraception qui sont pris en charge ne permettent en aucune façon une protection contre les maladies sexuellement transmissibles.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Afin de ne pas majoritairement responsabiliser les femmes en matière de contraception, Monsieur et Madame les Ministres envisagent-ils de prendre en charge aussi le remboursement des préservatifs ?

2) Dans le but de prévenir les infections sexuellement transmissibles, ne faudrait-il pas également prendre en charge les préservatifs et les digues dentaires (« Lecktücher ») ?

**Réponse** (07/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Le projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie et la convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution d'un programme de médecine préventive d'accès universel aux contraceptifs sur le plan national ne prévoit pas la prise en charge généralisée des préservatifs et des digues dentaires. En effet, ces modifications portent uniquement sur les actes des médecins.

Le Ministère de la Santé organise depuis des années des distributions de préservatifs dans le milieu scolaire en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale ainsi qu'à l'occasion de grands événements (p. ex. concerts, festivals, etc.). Des préservatifs ainsi que des digues dentaires sont notamment distribués à l'attention des populations bas seuil via les associations conventionnées du Ministère de la Santé (milieu de la prostitution, milieu de la drogue, etc.). Il est par ailleurs prévu de renforcer ces distributions à grande échelle et d'organiser une campagne d'information sur la prévention des maladies sexuellement transmissibles en 2023. Concernant une distribution à plus grande échelle de digues dentaires, la Direction de la santé procède actuellement à une analyse de la pertinence de ce moyen de contraception.

**Impact des mesures d'économie d'énergie sur la criminalité et la sécurité routière** | Question **7540** (01/02/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

De 26. November war am „Tageblatt" ze liesen, datt den Escher Schäfferot seng Decisioun, d'Stroossebeliichtung owes eng Stonn éischter auszeschalten a moies eng Stonn méi spéit erëm anzeschalten, aus Sécherheetsgrënn no nëmmen e puer Deeg zeréckgezunn huet. Et war nämlech notamment zu engem erhéichte Risiko am Verkéier an och fir d'Schoulkanner komm. Sou wéi et mir zougedroe gouf, bleiwen d'Stroosseluuchten awer op villen anere Plazen am Land nuets ausgeschalt.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Ginn d'Energiespuermoossnamen, souwäit se déi ëffentlech Beliichtung betreffen, tëschent deenen eenzelen Administratioune koordinéiert fir ze evitéieren, datt et op bestëmmte Plazen zu engem erhéichte Sécherheetsrisiko kënnt, sief et am Verkéier oder duerch eng Zounam vun der Kriminalitéit? Falls net, firwat net?

2. Kann d'Regierung matdeelen, ob d'Policepresenz gegeebenefalls erhéicht gëtt, wann op sensibele Plazen ewéi zum Beispill Garen nuets d'Luuchten ofgeschalt ginn? Falls net, firwat net?

3. Kann d'Regierung matdeelen, ob schonn e statisteschen Impakt vun dësen Energiespuermoossnamen op d'Kriminalitéit souwéi d'Zuel vun den Accidenter festzestellen ass?

**Réponse** (08/03/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Decisioun, fir ëffentlech Beliichtung nuets zu bestëmmte Stonnen auszeschalten, esou wéi et den Escher Schäfferot initial decidéiert hat, läit an der Verantwortung vun de Gemengen an de Staat oder déi eenzel Administratiounen hunn dorop keen direkten Afloss. Dës Decisioun vun der Gemeng ass net mat der Police am Comité de prévention communal ofgeschwat ginn (Art. 38 vum Policegesetz), esou wéi et an der Circulaire 4182 recommandéiert ass.

Wat de Staat am Kader vun der Energiespuercampagne „Zesumme spueren – Zesummenhalen" gemaach huet, ass, iwwer zwou Circulairë Recommandatiounen erauszeginn un d'Gemengen, wat d'Ofschalte vun der ëffentlecher Beliichtung nuets betrëfft.

Dës Approche soll engersäits fir eng gewësse Eenheetlechkeet vun den Ausschaltzäiten (tëschent 1.00 a 5.00 Auer nuets) iwwer déi verschidde Gemenge suergen an anerersäits eng Koordinatioun tëscht de Gemengen an der ëffentlecher Beliichtung garantéieren.

Déi ëffentlech Stroossebeliichtung op de Staatsstroosse gëtt ëmmer da mat ausgeschalt, wann eng Gemeng decidéiert, zu deene virgeschloenen Zäiten hir gemengeneege Beliichtung auszeschalten. D'Gemengen si fir déi ëffentlech Beliichtunge vun hire Stroossen zoustänneg, souwéi och fir d'Beliichtung vun ëffentleche Plazen. D'Energiespuermoossnamen, souwäit se déi ëffentlech Beliichtung betreffen, leien also eleng an der Kompetenz vun den eenzele Gemengen.

Hei ass op d'Circulaire #4168 vum 5. August 2022 mat méi allgemenge Recommandatiounen am Kader vun der Energiespuercampagne, an am Speziellen d'Circulaire #4182 vum 6. Oktober 2022 mat Recommandatiounen, wat d'Ofschalte vun der ëffentlecher Beliichtung zu bestëmmten Zäite betrëfft, verwisen.

De Ministère fir Energie a Landesplanung hat och am Kader vun der Elaboratioun vun der Circulaire en Echange mat Vertrieder vun der Police, fir grad d'Zesummespill tëscht der Beliichtung an der Sécherheetssituatioun ze beschwätzen. D'Police huet hei och d'Approche vum Ministère matgedroen.

ad 2. Wéi an der Circulaire #4182 spezifizéiert ass, sinn et d'Gemengen eleng, déi decidéieren, ob a wou si déi ëffentlech Beliichtung wëllen zäitweis ofschalten.

Wat „sensibel Plaze" betrëfft, sou ass net recommandéiert, op esou Plazen déi ëffentlech Beliichtung nuets auszeschalten, an an der Circulaire ass och kloer d'Prioritéit op d'Sécherheet an op d'Anhale vun Normen, wat Beliichtung betrëfft, geluecht ginn.

D'Gemenge kennen hir sensibel Plazen am beschten, an dofir sinn si och déi eenzeg, déi an dësem Zesummenhang decidéieren.

Zu dësem Theema sinn dann och FAQen an Zesummenaarbecht mat der Police erstallt ginn, fir de Gemengen eng zousätzlech Guidance ze ginn (https://pacteclimat.lu/fr/economies-eclairage-faq), hei déi zwou FAQen an deem Zesummenhang:

« Les éclairages publics éteints ont-ils un impact sur la sécurité routière ?

Des études récentes montrent que l'éclairage public n'a pas d'influence évidente sur la sécurité routière. Au contraire, elles montrent que l'éclairage des routes peut souvent avoir un effet contre-productif sur le comportement des conducteurs, qui ont alors tendance à adopter un style de conduite plus risqué. Dans ce contexte, nous attirons l'attention sur une utilisation accrue de vêtements de couleur claire et réfléchissants. Voir à ce sujet la campagne "Réfléchissez – Gitt sichtbar!" (https://police.public.lu/content/dam/police/fr/publications/2019/Gitt-Siichtbar-2019-Flyer-FR.pdf).

Les éclairages éteints ont-ils un impact sur les activités criminelles ?

L'étude LANTERN (Steinbach et al., 2015, Angleterre et Wales) a analysé les statistiques de la police pour divers cambriolages entre 2010 et 2013. Il s'est avéré qu'une baisse de l'éclairage nocturne n'entraîne pas d'augmentation de la criminalité. On ne peut donc pas en déduire que plus de lumière signifie plus de sécurité. Les statistiques de la Police Thames Valley en Angleterre entre 2004 et 2013 n'ont pas non plus constaté d'augmentation de la criminalité suite à l'extinction de l'éclairage la nuit, au contraire, le nombre de cambriolages de voitures et de vols a même diminué.

Dans ce contexte, il est plus important qu'une maison semble habitée vue de l'extérieur. Un éclairage avec une minuterie ou un système d'alarme sont plus dissuasifs que l'influence de l'éclairage public. Statistiquement, la plupart des cambriolages ont lieu le jour, parce que c'est moins suspect et que les habitants sont souvent absents durant la journée.

Même dans les bâtiments à usage commercial, les cambrioleurs ne sont pas dissuadés par l'éclairage public. Ici aussi, les systèmes d'alarme ou un service de sécurité sont plus efficaces. »

ad 3. Wéi aus den zitéierten Dokumenter erauszeliesen ass, déi op international Recherche verweisen, gëtt et keng pauschal Kausalitéit tëschent méi oder manner Kriminalitéit/Accidenter a méi oder manner Stroossebeliichtung. Dëst ass dann och fir Lëtzebuerg de Fall, zemools well déi Mesurë lokal ganz ënnerschiddlech gehandhaabt goufen, a sou eng Relatioun deemno guer net hierzestellen ass.

**Profession de psychothérapeute** | Question **7541** (01/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Gesetz vum 14. Juli 2015 reglementéiert den Accès zum Beruff vum Psychotherapeut. Et kann een ee Master an der klinescher Psychologie hunn, aner Diplomer sinn awer och méiglech.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Psychotherapeute schaffen zu Lëtzebuerg?

2. Wéi vill Persounen, déi hei am Land als Psychotherapeut hire Beruff ausüben, hunn ee Masterdiplom an der Psychologie clinique?

3. Wéi vill Persounen üben op Basis vun engem aneren Diplom oder enger anerer Formatioun dëse Beruff aus? Wat fir Diplomer oder Formatioune sinn dëst?

**Réponse** (02/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Dem Registre professionnel no schaffen 320 autoriséiert Psychotherapeuten zu Lëtzebuerg.

ad 2. an 3. D'Zuelen, wat fir e Basisdiplom déi Persounen hunn, déi zu Lëtzebuerg hire Beruff als Psychotherapeut ausüben, huet de Gesondheetsministère net am Detail.

Fir d'Autorisatioun als Psychotherapeut ze kréien, muss den Demandeur der Loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute no ee vu follgende Basisdiplomer virleeën:

– e Master an der Psychologie clinique,
– en Diplom an der Psychologie, deen de Gesondheetsminister op Avis vum Conseil scientifique de psychothérapie unerkannt huet, oder
– en Titel vun der medezinnescher Basisformatioun, deen dem Artikel 1 Paragraf 1 Punkt b vun der Loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire entsprécht.

**Projet de reconception du site Internet de la radio luxembourgeoise de service public 100,7** | Question **7542** (02/02/2023) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

D'après mes informations, la radio luxembourgeoise de service public 100,7 a fait appel à une entreprise d'origine belge dans le contexte de la reconception de leur site Internet.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre est informé du projet de reconception du site Internet de la radio luxembourgeoise de service public 100,7 ?
– De quelle manière a été sélectionnée l'entreprise chargée de ce projet ? Est-ce qu'un cahier des charges a été élaboré ? Est-ce qu'un appel d'offres a été organisé ?
– Quels critères ont été déterminants dans ce choix ?
– Pourquoi est-ce que la radio 100,7 a eu besoin de faire appel à une entreprise pour la reconception du site Internet ?
– Quel est le coût global de ce projet de reconception du site Internet ?

2) Dans le contexte de ce projet de reconception du site Internet, l'entreprise d'origine belge aurait procédé à un sondage des auditeurs de la radio au moyen d'un formulaire à remplir en ligne. En faisant parvenir le formulaire en question, cette entreprise aurait envoyé des courriels groupés aux participants du sondage, sans prendre la peine de dissimuler les données personnelles – soit l'adresse e-mail – des participants.
– Est-ce que Monsieur le Ministre trouve cette façon de procéder normale ?
– Qu'en est-il de la protection des données personnelles des participants ?
– Combien de personnes ont été sollicitées au total pour participer à ce sondage ?

**Réponse** (02/03/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

ad 1) Le lancement du développement d'un nouveau site Internet était prévu dans le budget 2022 de l'Établissement de radiodiffusion socioculturelle soumis en octobre 2021 pour approbation au ministre de tutelle. Par ailleurs, la loi du 12 août 2022 portant organisation de l'établissement public « Média de service public 100,7 » oblige le média à développer de nouvelles offres par des services de communication en ligne.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required

Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Le projet a fait l'objet d'un marché public européen pour le « développement d'un nouveau site Internet pour la radio 100,7 (www.100komma7.lu), y compris le système de gestion de contenu (CMS) et les prestations de formation, de support et de maintenance », portant sur une durée de 60 mois, selon une procédure concurrentielle avec négociation, lancée le 5 août 2022 (notice n° 2022/S 153-437688).

Au terme de la procédure, le marché a été attribué à la société luxembourgeoise Positive Thinking Company SARL. La notice d'attribution publiée le 4 novembre 2022 indique que l'offre la plus basse (HT) s'élevait à 358.900 euros et la plus haute (HT) à 422.863 euros.

ad 2) D'après les informations fournies par le Média de service public 100,7 dans le cadre de la phase d'étude en vue de la conception du nouveau site, le média de service public 100,7 a mis en ligne sur ses présences numériques un questionnaire élaboré par le prestataire de service retenu. 171 volontaires ont répondu à ce questionnaire. L'option était donnée à ces volontaires de signaler, en indiquant le cas échéant leur adresse de courrier électronique, leur disponibilité à participer à un entretien au sujet de leurs attentes par rapport à la présence sur Internet de la radio 100,7.

Lors de l'envoi de courriers électroniques à des personnes volontaires au sujet de ces entretiens par le prestataire, les adresses électroniques de 10 personnes sont restées visibles suite à une erreur humaine. Dès le constat de l'incident, le prestataire a analysé, à la demande de la radio, son origine. Des mesures ont été prises afin d'exclure que cela ne se reproduise et l'incident a été notifié à la Commission nationale pour la protection des données (CNPD).

**Révision des accords internationaux impliquant un transfert de données** | Question **7546** (02/02/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Je fais suite aux questions parlementaires n° 4115 du 19 avril 2021 et n° 4755 du 27 juillet 2021 concernant la révision des accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel vers de pays tiers. Pour rappel : le Comité européen de la protection des données (EDPB) avait fait une déclaration en date du 13 avril 2021 invitant les États membres de l'Union européenne (UE) à évaluer et revoir si nécessaire les accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel hors de l'UE, notamment dans le domaine fiscal.

Dans ses réponses parlementaires, le Gouvernement avait indiqué « procéder à une analyse approfondie » et que « des discussions au niveau européen ont été initiées en ce qui concerne les éventuelles implications des règles en matière de protection des données sur les accords existant en matière d'échange d'informations à des fins fiscales ». Par ailleurs, les discussions entamées au niveau européen refléteraient « la volonté des États membres de l'UE d'identifier une possible approche commune quant aux démarches le cas échéant à entreprendre dans ce contexte ».

Bien qu'une approche coordonnée au niveau européen soit certainement préférable, il faut tout de même constater que presque deux ans après la déclaration de l'EDPB, la révision des accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel hors de l'UE n'a toujours pas eu lieu.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Où en sont les discussions entamées au niveau européen ? Quelles conclusions ont pu être tirées ?

– Quand est-ce que l'analyse approfondie des tenants et aboutissants des accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel hors de l'UE sera achevée ? Quand est-ce que les mesures juridiques nécessaires vont être prises ?

– Est-ce que compte tenu de l'apparente lenteur des discussions au niveau européen, il ne serait pas judicieux d'avancer au niveau national sur le dossier ?

**Réponse** (06/03/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

L'honorable Député Laurent Mosar s'interroge sur les mesures entreprises par le Gouvernement suite à la déclaration de l'EDPB laquelle avait mis en évidence la nécessité d'évaluer et de revoir les accords internationaux impliquant le transfert de données à caractère personnel vers une juridiction non membre de l'UE. Cette question s'insère dans la foulée des questions parlementaires n° 4115 du 19 avril 2021 et n° 4755 du 27 juillet 2021 auxquelles le Gouvernement a apporté des réponses.

Comme évoqué dans sa réponse à la question parlementaire n° 4115, le Gouvernement a pris connaissance de la déclaration de l'EDPB. Il continue à suivre de près l'évolution du dossier et des conséquences potentielles sur l'échange de données à caractère personnel pour les besoins de la coopération administrative dans le domaine fiscal et ce notamment à la lumière des lignes directrices de l'EDPB 2/2020 émises en décembre 2020 et relatives à l'article 46, paragraphe 2, point a) et paragraphe 3, point b) du règlement (UE) 2016/679 pour les transferts de données à caractère personnel entre les autorités et organismes publics établis dans l'Espace économique européen (EEE) et ceux établis hors de l'EEE.

Le Gouvernement privilégie la recherche d'une solution européenne aux questions qui se posent dans ce contexte plutôt qu'une solution purement nationale qui ne saurait être efficace car elle risquerait de donner lieu à une prolifération de démarches bilatérales aux résultats divergents ce qui nuirait au bon fonctionnement de la coopération administrative dans le domaine fiscal.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

**Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis**

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

**Ech abonéiere mech:**

◯ fir déi gedréckte Versioun*  ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ______

**Ech desabonéiere mech:**

◯ vun der gedréckter Versioun*  ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ______

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ______ Virnumm: ______

Societéit/Administratioun: ______

Adress: ______ Boîte postale: ______

Code postal: ______ Uertschaft: ______ Land: ______

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert. Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.


1848

Revolutioun zu Lëtzebuerg

**Du 10 juillet au 2 décembre 2023**

**Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit**

**Lundi à vendredi 08h30 – 17h30**

**Samedi 08h30 – 11h30**

**Exposition en langues allemande et française**

**Entrée et visites guidées gratuites**

Informations



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |



PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799